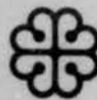



ELECTIONS MUNICIPALES



Ville de Montréal

**Archives
municipales**

Vous nous obligeriez en nous retournant 
le dossier dans le plus bref délai.



Une candidate hors du commun!

La candidate à la mairie de Montréal de la Ligue ouvrière révolutionnaire, Katy LeRougetel, fait preuve d'une certaine insouciance quand elle annonce officiellement qu'elle entend faire de sa solidarité avec les travailleurs de la CTCUM un des thèmes centraux de sa campagne électorale. Cette promesse de solidarité est peut-être louable au plan syndical, mais c'est sans doute la meilleure façon d'effaroucher l'électorat dans le contexte actuel.

Quant au tract de cette jeune femme de 24 ans, jadis congédiée par la société Pratt & Whitney à la suite d'une intervention de la Gendarmerie royale du Canada, il est rédigé dans un français impeccable. Sauf que comme tous les candidats de gauche, les cibles visées sont nombreuses: le juge Deschênes, les premiers ministres Trudeau et Lévesque, les impérialistes d'Amérique centrale et du Moyen-Orient, tout y passe hormis ... le maire Drapeau!



Selon Luc Larivée

Les aspirants à la succession de Drapeau demeurent nombreux

Yvon Laprade

Le président de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CÉCM), Luc Larivée, estime que les aspirants à la succession du maire Jean Drapeau sont nombreux au sein du Parti civique.

«Il y en a au moins six ou sept...», a-t-il souligné au *Journal* hier, lorsqu'il prenait part aux cérémonies officielles entourant l'inauguration d'un stationnement paysagé dans un centre commercial de la rue Sherbrooke, non loin du Village olympique. Il ne s'est toutefois pas aventuré à nommer ceux pour qui le job de maire de Montréal suscite un intérêt certain.

Même s'il avait aimé être candidat à la mairie, à la place du maire Drapeau, lors des élections du 14 novembre, M. Larivée se contentera d'un poste de conseiller municipal dans son quartier — s'il est réélu évidemment! Ce médecin de famille est toutefois «derrière» son maire, en qui il accorde sa pleine confiance.

Cela ne l'empêche pas d'avoir des idées bien arrêtées sur la succession éventuelle du maire de Montréal. «Il faudra un jour que quelqu'un prenne la relève. M. Drapeau ne sera pas toujours là», explique-t-il.

Le docteur Larivée affirme lui-même que son travail de politicien n'est pas toute sa vie. «Il y a autre chose», dit-il, en faisant allusion à son poste à la CÉCM — qu'il occupe depuis six ans — et à son cabinet de médecin qui lui demande de nombreuses heures de travail.

Une courte campagne

Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il n'envisage pas une «très longue» campagne pour se faire réélire dans son quartier. Il considère que les campagnes électorales municipales durent trop longtemps. «Finalement, précise-t-il, c'est aux électeurs qu'il appartient de juger des actions que nous avons posées au cours de notre mandat. Le reste importe peu». Sa «véritable» campagne ne devrait pas dépasser deux semaines, conclut-il.

Vignola: une stratégie secrète sur la démocratie!

Ce n'est pas avant la mi-octobre que M. Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le Groupe d'action municipale, fera connaître les moyens d'action qu'il entend proposer à la population de Montréal pour atteindre ses grands objectifs. Dès lors, on a l'impression que M. Vignola vise davantage une fréquence de conférences de presse pour paraître le plus souvent possible dans l'opinion publique qu'un message bien structuré que la population pourrait accueillir favorablement.

M. Vignola n'a rien dit de valable, mercredi, lors de sa conférence de presse. Il a repris ses grandes orientations (droit de parole aux citoyens - leadership économique - ville humaine) alors qu'il aurait pu profiter de l'occasion pour trancher dans le vif du sujet. Depuis 1970, les partis d'opposition n'ont jamais cessé de servir la même salade démocratique. On le sait maintenant, une fois pour toutes, il n'y a aucun mécanisme moderne, officiel et organisé à l'hôtel de ville de Montréal qui permette aux citoyens de se faire entendre.

Ils n'ont que le «privilege» de poser des questions écrites au conseil municipal et la loi permet au président du conseil (le maire) de répondre par écrit s'il le juge opportun.

M. Vignola devrait s'empresser de rendre publiques ses stratégies de consultation. Il n'est plus à la direction de la police de la CUM et il devrait réaliser que les lourdeurs administratives lui font perdre un temps précieux.

Quand même...

Quand il dit vouloir éviter de livrer trop

Un billet de

ANDRÉ
BEAUVAIS



tôt sa stratégie de consultation à ses adversaires, il ne doit certes pas émouvoir la population ni contrecarrer les plans de ses adversaires. On a peu à penser que le Parti civique soit à préparer les grandes lignes d'une politique de participation populaire aux affaires de l'hôtel de ville et on ne voit pas non plus comment M. Vignola pourrait apporter des idées intéressantes au Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, au chapitre de la consultation. Ce parti depuis 1973 excelle dans cet art. C'est sa spécialité.

Tant et aussi longtemps que les partis d'opposition se battront contre le Parti civique sur le terrain de la consultation, ils feront toujours fausse route. Une enquête du

ministère des Affaires municipales portant sur le désir des citoyens de participer aux affaires de leur ville, étude réalisée il y a quelques années, démontrait clairement un manque d'intérêt généralisé pour la consultation.

Si les citoyens accordent plus d'importance aux réalisations qu'aux promesses d'une vie démocratique meilleure, les partis d'opposition devraient eux aussi mettre en valeur ce qu'ils ont réussi par le passé, soit d'avoir fait avancer plusieurs dossiers.

Et que M. Vignola fasse vite pour informer la population de sa stratégie de consultation. Il a peut-être des idées rafraîchissantes qui ont pu échapper à son prédécesseur Serge Joyal il y a quatre ans.



DRAPEAU AU FORUM POUR UN RASSEMBLEMENT MONSTRE

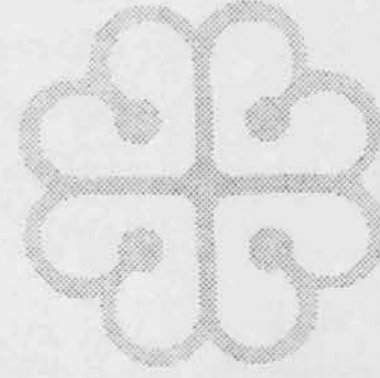
Tout indique que la campagne de Jean Drapeau, en vue des élections du 14 novembre, sera marquée par quatre importantes manifestations qui auront pour but de rallier le plus grand nombre de «fans» du Parti civique. Il est même question que l'équipe Drapeau organise, au début de novembre, un rassemblement monstre au Forum de Montréal.


Yvon Laprade

Les grandes lignes du programme d'action du parti seront d'ailleurs dévoilées «publiquement», dès ce matin, lors d'une conférence de presse, en présence des trois «ténors» du parti: le maire Jean Drapeau, le président du comité exécutif, Yvon Lamarre et le vice-président, Pierre Lorange. La liste des 57 porte-couleurs du parti sera divulguée par la même occasion. Les nouveaux-venus ne se-

ront pas légion, si on fait exception des trois candidats qui représenteront, pour la première fois, le nouveau quartier de Pointe-aux-Trembles.

Plus que jamais, cette année, les porte-fanion du Parti civique seront appelés à convaincre leurs électeurs respectifs des «grandes réalisations» de l'administration Drapeau-Lamarre au cours du dernier mandat. Ce sera, de toute évidence, une campagne où les candidats à l'échevinage mettront le paquet pour «passer la rampe». A mots couverts, ils diront à leurs électeurs qu'un vote en faveur de l'équipe Drapeau est un vote solide. Traduction libre: il est préférable de voter pour le Parti civique afin de repousser toute forme d'opposition à l'hôtel de ville de Montréal. Depuis 1978, l'armée du maire montréalais est d'ailleurs formée de 52 membres; seulement deux «combattants», Michael Fainstat pour le RCM et Nick Auf der Maur pour le GAM, ont été en mesure de tirer à bout portant sur l'équipe Drapeau au cours des quatre dernières années au conseil municipal.





Civic Party welcomes three recruits

Mayor Jean Drapeau's ruling Civic Party today will welcome three recruits seeking election to city council Nov. 14.

Andre Rousseau, who retired last year from the Montreal Urban Community (MUC) police headquarters staff, is to contest downtown District 41, also known as Peter McGill, now held

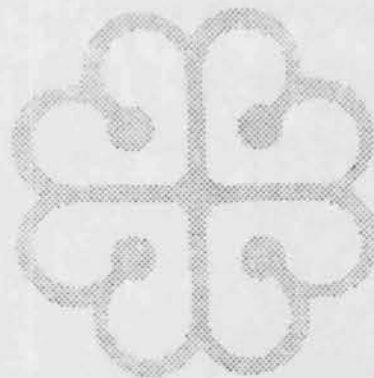
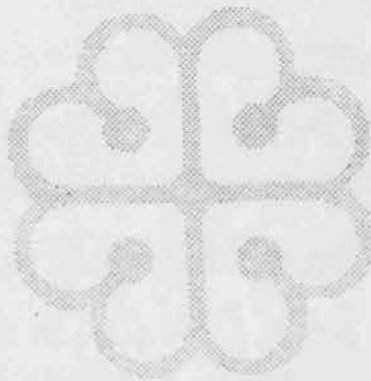
by Nick Auf der Maur of the Municipal Action Group (MAG).

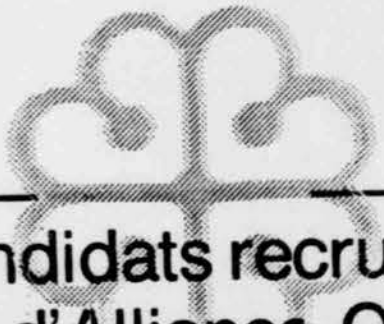
George Hayes, an executive of Dominion Bridge-Sulzer Inc., active in the provincial Liberal party, is to contest District 48, or Confederation, in the NDG area, held by Michael Fainstat of the Montreal Citizens' Movement.

Paul Christin, a car dealer, is

to contest District 55, or Pointe aux Trembles, one of three districts in the east-end municipality that was annexed to Montreal this year.

Jean-Guy Rouleau, the former Pointe aux Trembles councillor who now represents the district, isn't expected to run again in November.





Des candidats recrutés au sein d'Alliance-Québec

Dans deux districts où la population francophone ne représente pas la majorité de l'électorat, le Groupe d'action municipale (GAM) a choisi des candidats identifiés au mouvement Alliance Québec.

Dans le district de Côte-des-Neiges (no 51), un membre du Conseil d'administration d'Alliance Québec, M. Bob Keaten, ancien conseiller municipal entre 1974 et 1978, membre fondateur du GAM, représentera ce parti.

Il devra faire la lutte à une autre personnalité de l'opposition, M. Abe Limonchik, ancien président du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), et au conseiller élu du Parti civique de Montréal (PCM), M. Lucien Gagné.

Le district de Côte-des-Neiges, compris entre les rues Van Horne, Côte-des-Neiges, Victoria et les limites de la cité de West-

mount, compte 39% d'électeurs francophones, 33% d'électeurs anglophones et 28% d'électeurs allophones.

Dans le district de Victoria (no 54), un autre membre du conseil d'administration d'Alliance Québec, M. Sam Berliner, tentera, au nom du GAM, de ravir le district au conseiller du PCM, M. Abraham Cohen. Le candidat du RCM dans ce district est M. André Malouf qui devait, à l'origine, se présenter dans le district de Côte-des-Neiges. Il a accepté de se déplacer dans le district de Victoria pour offrir Côte-des-Neiges à M. Limonchik.

Le district de Victoria, compris entre les rues Côte-des-Neiges, Côte-Sainte-Catherine et les limites de Côte-Saint-Luc et ville Mont-Royal, compte 45% d'électeur allophones, 35% d'électeurs anglophones et 20% d'électeurs francophones. A.D.



Le GAM souligne 20 ans de passif du PCM

par Alain Duhamel

Dans le discours électoral qu'il utilisera d'ici aux élections du 14 novembre, le Groupe d'action municipale (GAM) soulignera particulièrement le passif de l'administration municipale depuis 20 ans plutôt que sa performance depuis l'élection précédente, en 1978.

Dans le premier volet de son programme électoral, dévoilé hier au cours d'une conférence de presse, le GAM pose un diagnostic sur les 20 dernières années du maire Jean Drapeau et énonce, en des termes semblables à ceux des autres partis politiques, les objectifs qu'il se propose de promouvoir s'il obtient la majorité.

«Nous allons nous différencier par nos moyens d'action», déclare le candidat à la mairie, M. Henri-Paul Vignola. Le programme des moyens d'action ne sera connu que vers la mi-octobre. «Nous voulons procéder par étape, tenir compte de la capacité des militants et des sympathisants d'assimiler toute l'évolution que nous sommes en train de faire.»

Les militants et sympathisants du GAM auront l'occasion de se familiariser avec le programme des objectifs au cours d'un congrès, en fin de semaine.

Le programme comporte quatre thèmes: le temps du dialogue, un véritable leadership économique, une ville à dimension humaine, vivre selon nos moyens. Chacun est présenté en deux volets: un diagnostic de la situation depuis 20 ans suivi de la déclinaison d'une série d'objectifs à atteindre.

Au chapitre du dialogue avec les citoyens, le GAM a l'intention d'institutionnaliser la consultation des citoyens, de faciliter la diffusion de l'information, d'instaurer un climat de collaboration avec les corps publics, d'instituer un mécanisme d'examen des plaintes des citoyens et de revaloriser le rôle des élus municipaux.

Au chapitre du développement économique, le GAM se propose de restaurer la confiance, de s'adjoindre les intervenants économiques, d'accélérer la croissance du

port, d'optimiser les infrastructures aéroportuaires, de promouvoir le tourisme et de faire de la création d'emplois une priorité de l'administration municipale.

Interrogé sur le programme économique de son parti, M. Vignola n'a pu indiquer en quoi il se distinguait des conclusions du sommet économique de 1981 et n'a pu commenter la politique de développement industriel préparée par la CIDEM (Commission d'initiative et de développement économique de Montréal) et adoptée par l'administration municipale depuis plusieurs mois.

M. Vignola estime que la CIDEM demeure une expérience beaucoup trop technocratique et n'a pas su, à ce jour, obtenir le concours d'un milieu d'affaires autrement que pour cautionner des initiatives de l'administration municipale.

Sous le thème d'une ville à dimension humaine, le GAM propose de valoriser la vie de quartier en assurant aux citoyens un droit de regard sur les décisions, de diversifier les programmes de logement de manière à rejoindre toutes les couches de la société, de favoriser dans sa politique urbaine le transport en commun et de mettre en oeuvre un schéma d'aménagement.

Vivre selon nos moyens consisterait, en premier lieu, à rétablir l'autorité des conseillers municipaux sur les dépenses, à débattre des priorités budgétaires, à accroître la productivité et à freiner la croissance des comptes de taxes municipales en élargissant l'assiette fiscale, en diversifiant les sources de revenus, en limitant la croissance des évaluations foncières de manière à éviter les hausses brutales et en obtenant, au titre de la reconnaissance du rôle moteur de la ville dans l'économie québécoise, un régime fiscal particulier pour les Montréalais.

Le GAM estime qu'il lui faudra entre \$275.000 et \$300.000 pour mener sa campagne électorale. Il compte lancer sa campagne de financement la semaine prochaine avec l'aide de ses 1.600 membres.

Drapeau offre aux électeurs «sa garantie» d'une administration efficace

par Alain Duhamel

Avec la même équipe de candidats, le Parti civique de Montréal (PCM) se présente aux électeurs montréalais en offrant «sa garantie» d'une administration municipale efficace.

«J'espère que la campagne se fera sur le mérite du parti et non sur la santé du maire», a déclaré M. Jean Drapeau qui sollicite, pour la neuvième fois, la mairie de Montréal.

«Je suis en santé, je ne me serais pas présenté si je ne l'étais pas. Je n'entends pas me sacrifier pour remporter cette élection. Ce n'est pas une immolation. Je suis sorti de l'hôpital et je n'ai pas envie d'y retourner», a-t-il dit au cours d'une conférence de presse où il a repris avec les journalistes son ton habituel en pareilles circonstances: humour, sarcasme et le goût de s'amuser un peu.

Le maire de Montréal a un important programme d'activités électorales devant lui:



Le maire de la Ville de Montréal, M. Jean Drapeau, s'est déclaré en assez bonne santé pour solliciter un neuvième mandat à la mairie de Montréal. On le voit ici en compagnie du président du comité exécutif de la CUM, M. Yvon Lamarre.

outre sa participation à quelques grandes assemblées publiques, à plusieurs entrevues

à la radio et à la télévision, il compte faire une tournée des 57 districts électoraux et se

rendre, comme le souhaitent ses organisateurs, plus visible. Son programme d'activité ne comporte pas la publication d'un livre sur l'histoire des Jeux olympiques de 1976 avant le 14 novembre.

Le PCM, lui, publiera un manifeste électoral dont le thème principal se rapportera à la vie économique de Montréal, thème qui s'est trouvé au centre du discours de l'administration municipale depuis 1978.

C'est d'ailleurs en s'appuyant sur le bilan de ce mandat que le PCM entend définir la garantie qu'il propose aux Montréalais pour le prochain mandat.

Ni M. Pierre Lorange, coordonnateur de la campagne, ni le maire Drapeau n'ont voulu indiquer combien coûterait la campagne électorale. En 1978, le PCM avait dépensé un peu plus de \$263,000, à peine plus que le Groupe d'action municipale (GAM).

Le maire et le coordonnateur de la campagne ne voient aucun conflit d'intérêt, appa-

rent ou réel, dans le fait que certains des souscripteurs du PCM sont aussi des entrepreneurs en construction qui ont ouvert des chantiers dans le cadre de l'opération 20.000 logements ou des hommes d'affaires qui ont transigé avec l'administration municipale. «Personne n'a été obligé de donner», affirme M. Drapeau en rappelant que la loi n'interdit pas à ceux qui font affaire avec l'administration de contribuer aux caisses électorales des partis politiques municipaux.

Les 52 conseillers municipaux élus du PCM se représentent tous. Dans les deux districts détenus par des conseillers municipaux de l'opposition, le PCM présente contre M. Fainstat, du RCM, un ingénieur, M. Georges T. Hayes (district 48, de la Confédération) et contre M. Nick Auf Der Maur, un policier retraité, M. André Rousseau (district 41-Peter McGill).

Dans les trois nouveaux districts de l'ancienne ville de Pointe-aux-Trembles, le PCM

présente un concessionnaire-automobiles, M. Claude Christian (district 55-Pointe-aux-Trembles), un prêtre et ancien maire de Pointe-aux-Trembles, M. Maurice Vanier (district 56-de la Rousselière) et un bijoutier et ancien conseiller municipal, M. Georges Dancosst (district 57-du bout de l'île).

Dans le district 56-de la Rousselière, M. Vanier affrontera un ancien conseiller municipal du PCM et ancien député libéral aux Communes, M. Prosper Boulanger, candidat du GAM.

En plaçant sa campagne électorale sur le thème d'une garantie et d'un bilan, le PCM reprend avec des mots nouveaux les thèmes électoraux qui lui ont valu, en 1978, la victoire. Il aura aussi la même présentation graphique: deux hexagones sur fond vert contenant la photographie du candidat local et la photographie du maire dont la popularité auprès des Montréalais demeure supérieure à celle de son parti.

photo Pierre McCann, LA PRESSE

L'ÉCONOMIE VA DOMINER LA CAMPAGNE DU PARTI CIVIQUE

C'est un Jean Drapeau
en bonne forme qui a
lancé officiellement hier
la campagne électorale
de son parti.



Drapeau parlera d'économie

■ Tout ragaillardi après une convalescence de six semaines qui a suivi son accident cérébro-vasculaire du mois de juillet, le maire Jean Drapeau n'entend cependant mettre de l'avant aucun projet d'envergure au cours de la campagne électorale qui s'amorce à Montréal.

Avec un sens de l'humour qui ne le quitte pas et qui devient même plus mordant, à 66 ans, M. Drapeau a exprimé l'avis qu'il y avait «assez d'un parc olympique».

DENIS MASSE

Flanqué de M. Yvon Lamarre, qui a été son bras droit au cours des derniers quatre ans à l'hôtel de ville de Montréal, et de M. Pierre Lorange, qui agira comme coordonnateur de la campagne du Parti civique, M. Drapeau est apparu hier en grande forme devant une batterie de journalistes épiant la moindre défaillance de celui qui a associé son nom à tous les grands projets vécus à Montréal depuis un quart de siècle. «J'espère, a-t-il dit, qu'on ne fera pas campagne sur l'état de santé du maire».

«Je ne sollicite pas un nouveau mandat, dit-il, sans être convaincu d'être en mesure de le remplir adéquatement et au complet».

La campagne risque toutefois de manquer de panache; pas de grands projets à l'horizon et aucune figure nouvelle parmi les détenteurs des 52 sièges qui appartiennent actuellement au parti de M. Drapeau.

Bien que le programme du Parti civique n'ait pas été dévoilé hier et que son état-major compte plutôt l'exposer en détails dans des assemblées publiques au cours des prochaines semaines, on sait que l'accent sera mis sur les questions d'ordre économique. L'économie a pris une singulière importance alors que Montréal, avec un taux de chômage de 14 p. cent, est devenue la plus touchée des grandes villes canadiennes.

La campagne s'appuiera sur le slogan «Le Parti civique, votre garantie», ce qui en définitive amènera les protagonistes à demander à l'électorat de les juger sur ce qu'ils ont fait dans le passé.

Aucun départ

Outre les 52 titulaires actuels, le Parti civique a choisi des candidats pour les deux districts représentés respectivement par le RCM et par le GAM ainsi que pour les trois nouveaux sièges ajoutés au conseil à la suite de l'annexion de Pointe-aux-Trembles.

C'est dire que le Parti civique aura une liste complète de 57 candidats, répartis dans chacun des districts électoraux que compte maintenant la métropole.

Les nouveaux candidats sont l'ex-maire de Pointe-aux-Trembles, M. Maurice H. Vanier, prêtre séculier de 40 ans, M. Claude

Christin, 38 ans, président d'une entreprise de vente d'automobiles et M. Georges Dancosst, 43 ans, bijoutier et ancien conseiller municipal de Pointe-aux-Trembles, dans les quartiers 55, 56 et 57 qui couvrent l'ancienne municipalité de l'extrémité est de l'île de Montréal.

Aussi, M. George T. Hayes, 49 ans, ingénieur civil, qui fera la lutte au représentant du RCM, M. Michael Faïnstat, dans le district no 48 (de la Confédération) et M. André Rousseau, 58 ans, officier de police à la retraite, qui tentera de détrôner le représentant du GAM, M. Nick Auf der Maur, dans le quartier no 41 (Peter McGill).

Chose certaine, l'état-major du parti n'est pas superstitieux. Il lancera sa campagne un 13 (pas un vendredi, cependant), plus précisément au Centre Pierre Charbonneau, rue Viau, le mercredi 13 octobre à 20 heures.

D'ici là, les stratèges du parti se replient dans des locaux situés au 1er étage du centre commercial Maisonneuve, au 3019 rue Sherbrooke, dans l'est de la ville. Un récent sondage effectué pour leur compte auprès des électeurs, les met dans une excellente position de départ, a révélé M. Lorange sans vouloir divulguer les résultats concrets.

Après le lancement du 13 octobre, au moins trois assemblées dites régionales seront tenues: l'une, le dimanche 24 octobre pour les résidents de l'est, du centre-ville et pour les Pointelliens; une autre le dimanche 31 octobre pour les résidents des secteurs sud-ouest, Notre-Dame-de-Grâce, Côte-des-Neiges et Snowdon et enfin une troisième, le lundi 8 novembre pour les électeurs de Saint-Michel, Ahuntsic, Parc Extension, Villeray et Rivière-des-

Prairies. M. Lorange a indiqué qu'une assemblée monstre au Forum était peu probable mais qu'il y aurait une assemblée de clôture de la campagne entre le 8 et le 14 novembre, jour des élections.

De ses adversaires, le maire Drapeau qui brigue un huitième mandat, n'a rien voulu dire. «Nous ne ferons pas de campagne personnelle», a été son seul commentaire.

Du livre qu'il a promis de publier en réponse au juge Malouf, le maire de Montréal a précisé que «le long délai manifesté dans ce projet démontre que ce n'est pas là une grande priorité». Il a ajouté cependant qu'il espérait pouvoir le faire au cours de son prochain mandat mais déjà les mots employés pour décrire l'oeuvre monumentale qu'il promet sont «une histoire des Jeux olympiques de Montréal» et l'ouvrage sera écrit en collaboration avec d'autres.



A 66 ans, le maire Jean Drapeau sollicite son huitième mandat. Hier, devant les journalistes, il est apparu en grande forme, après son accident cardio-vasculaire du mois de juillet.

Photo Pierre McCann LA PRESSE



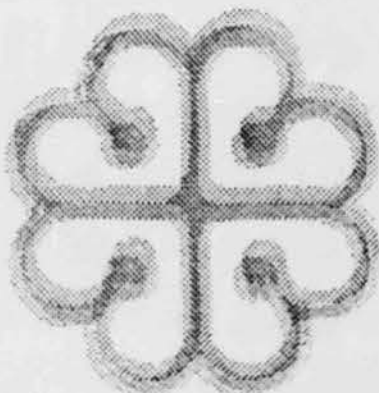
Jean Drapeau devrait partir

La décision de Jean Drapeau de se porter candidat à la mairie de Montréal a soulevé bon nombre de réactions. D'abord, la satisfaction de voir qu'il s'est suffisamment remis de sa récente attaque pour revenir au travail, et ensuite de frustration, parce qu'il se fera probablement réélire et qu'il continuera d'administrer à sa manière dictatoriale tout en maintenant le niveau élevé de dépenses entraînant ainsi la Ville de Montréal dans des difficultés financières plus profondes.

Jean Drapeau a été maire de Montréal durant 25 des dernières 28 années et il est maintenant âgé de 66 ans. Il rendrait sûrement service à sa ville en se retirant pour permettre à quelqu'un d'autre de tenter de remettre sur pied les finances montréalaises et surtout pour faciliter un retour à une plus grande vie démocratique dans les débats du conseil municipal.

Drapeau aura des opposants dans cette campagne électorale, mais, à moins que les électeurs aient un important changement d'attitude, cette élection ne sera qu'une simple formalité.

The Ottawa Citizen



**Il ne veut pas
de campagne
axée sur
sa santé!**

Quand Drapeau parle aux journalistes...

Le maire de Montréal, Jean Drapeau, estime qu'il y a une nette différence entre «informer les gens et être...journaliste»!

Vieux routier de la politique, il a précisé que c'est dans la façon de fabriquer l'information (la façon de faire les titres et de «jouer» les photos) que subsiste cette différence entre le contenu de l'information et son enrobage...

M. Drapeau a fait sortir de ses gonds un reporter de la Gazette quand il a déclaré, avec son humour toujours subtil (!), qu'il ne fallait pas donner de mauvaises habitudes aux journalistes en organisant pour eux de trop nombreuses conférences de presse. La conférence de presse du maire de Montréal était la première à se tenir depuis trois ans.

Du spectacle!

Le premier magistrat n'est pas porté vers le spectacle. Aussi ne participera-t-il pas à un débat télévisé contre les deux challengers à la mairie de Montréal: Henri-Paul Vignola et Jean Doré. «Les débats

télévisés, c'est du spectacle. Et je ne suis pas un comédien...», dit-il. Il considère que c'est un vieux principe pour lui. Une fois de plus, il a rappelé que son désir et sa bonne volonté de répondre à toutes les questions lui ont fait perdre la mairie de Montréal entre 1954 et 1957. Sa stratégie a changé depuis. Il dit avoir appris...

Détendu, Drapeau est convaincu de pouvoir remplir un autre mandat

Littéralement mitraillé par une meute de journalistes, photographes et caméramen, le maire Jean Drapeau a fait une sortie pour le moins remarquée, hier, alors qu'il a dévoilé en conférence de presse le thème de la prochaine campagne électorale qui s'intitule «Le Parti civique, votre garantie».

Textes:
Yvon Laprade
Photos:
Claude Rivest

Entouré de ses deux «anges gardiens», Pierre Lorange et Yvon Lamarre, M. Drapeau a répondu — dans le style coloré qu'on lui connaît — à des dizaines de questions qui fusaient de toutes parts dans le petit local surchauffé du quartier général du parti. Longuement interrogé sur son état de santé, il a répété à plusieurs reprises qu'il se sent prêt à engager le combat qui devrait se terminer, selon lui, par une écrasante victoire de son équipe formée cette année de 57 candidats à l'échevinage. Cinq nouveaux venus, dont trois dans le nou-

veau quartier de Pointe-aux-Trembles, porteront les couleurs du parti lors de cette campagne.

«Je voudrais, a-t-il insisté pour bien se faire comprendre, que la campagne électorale se fasse sur les réalisations du Parti civique, et non sur la santé du maire». Et il a ajouté: «Je suis personnellement convaincu de pouvoir remplir un nouveau mandat, une fois la campagne terminée et la victoire acquise.»

Détendu, sûr de lui-même à l'approche du scrutin du 14 novembre, M. Drapeau, âgé de 66 ans, se dit convaincu, en effet, que les Montréalais rééliront son équipe, la seule, précise-t-il, capable d'offrir la garantie d'un gouvernement municipal solide.



Le maire Jean Drapeau se dit en excellente condition physique pour remplir un autre mandat.

Prudent comme c'est son habitude, l'actuel maire de Montréal s'est contenté de parler du «bilan éloquent» qu'il présentera aux électeurs montréalais. Maître à bord de son navire, M. Drapeau estime que le passé est garant de l'avenir. Sauf que ce «capitaine» entend donner plus de responsabi-

lités à ses «lieutenants». C'est pourquoi il glisse dans la conversation que «le Parti, c'est beaucoup d'hommes, pas seulement moi».

Fos de grands projets

Par ailleurs, le maire Drapeau ne laisse aucun équivoque quand on lui demande s'il caresse de «grands pro-

jets». «Nous n'allons pas construire un autre Stade olympique. Il n'y aura pas de nouvelle exposition universelle. On ne construira pas un métro», a-t-il dit. Par la suite, comme pour désarmer ses interlocuteurs, M. Drapeau pose la question-piège: «C'est quoi un grand projet?»



Le maire Jean Drapeau, le vice-président du comité exécutif Pierre Lorange et le président du comité exécutif, Yvon Lamarre, plongeront de plein pied dans la campagne électorale à compter du 13 octobre au centre Pierre-Charbonneau.

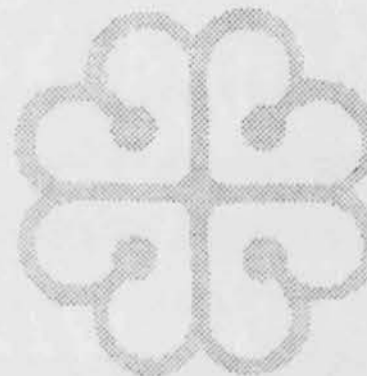
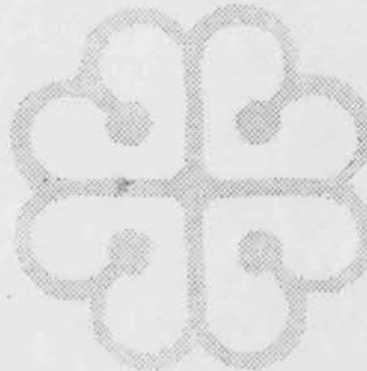


Montréal

A Montréal, ces chiffres, adaptés, donnent peut-être une idée de la force relative des partis en lice: le parti civique, le GAM et le RCM.

Les documents indiquent, en effet, que, en 1981, le parti civique du maire Drapeau a encaissé des contributions pour un montant de \$74,984; le RCM, pour une somme de \$11,418; et le GAM, pour une piètre somme de \$2,910.

Petite cocasserie, finalement, symptomatique peut-être l'imagination, au niveau municipal, les documents indiquent que, des 53 partis municipaux enregistrés en bonne et due forme, 9 portent le qualificatif de «civique», 9 également le qualificatif de «municipal» et 4 le titre de «renouveau».





Notre sondage sur la mairie de Montréal

Notre sondage maison sur la mairie de Montréal a connu beaucoup de popularité et nous recevons encore des coupons de participation, ce qui nous oblige à retarder la date de parution des résultats.

La compilation des données sera probablement terminée au début de la semaine prochaine et nous nous empresserons alors d'en publier les résultats.

La direction
Journal de Montréal

«Y'en aura pas de commercial!»

— Pierre Lorange

L'équipe Drapeau ne se servira pas de la télévision non plus de la radio, pour vendre son programme électoral qui sera rendu public le 13 octobre au centre Pierre-Charbonneau devant les partisans du parti.

Pour des raisons de pénétration — et surtout pour respecter son budget de publicité — le Parti civique se tournera plutôt vers les hebdomadaires de quartier et les grands quotidiens de la métropole. «Cette décision a été prise afin de rationaliser nos dépenses», précise le coordonnateur de la campagne pour le parti, Pierre Lorange, également vice-président du comité exécutif.

Ce dernier ajoute que le budget en publicité s'est chiffré à \$40,000 lors de la dernière cam-

pagne, en 1978. «Les coûts de publicité ont grimpé de 80 pour cent en quatre ans», explique M. Lorange, qui ajoute qu'il fallait faire un choix entre les journaux et les médias électroniques.

\$200,000 dans la p'tite caisse...

Par ailleurs, M. Lorange indique que la caisse électorale du parti est «riche» de \$200,000. Chacun des 57 candidats doit verser un montant de \$2,000 comme l'exige le parti. Et la campagne de souscrip-

tion dans les districts électoraux a atteint, selon M. Lorange, «90 pour cent» de son objectif, qui est fixé à \$5,000 par district.

En 1978, le parti de M. Drapeau a dépensé \$254,000 lors de sa campagne. «En dollars de 1982, on ne souhaite pas dépenser plus de \$250,000», fait remarquer l'organisateur du parti. Le «plafond» de dépenses permises lors de la prochaine campagne est de \$443,000. Cela inclut évidemment le maire et ses 57 porte-fanion.



Pas de télévision, ni de radio.

Olympic costs: Drapeau will talk when he's ready



Fighting fit Mayor Jean Drapeau says his reply to charges about 1976 Olympic Games costs "will be issued when it's ready". But that probably won't be before voting.

I'm in 'perfect health' and set to fight, Jean Drapeau says

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

Mayor Jean Drapeau's long-awaited "real history of the 1976 Olympic Games will be issued when it's ready" and it probably won't be available before the Nov. 14 municipal election, the mayor said yesterday.

But Drapeau, who said he is in "perfect health," promised it would include his response to charges in Justice Albert Malouf's 1980 report which found the mayor primarily responsible for Olympic cost overruns.

The mayor said his long delay in responding "can only prove that it is not a top priority. Top priority is the administration of the city," he said.

Drapeau appeared in excellent spirits at a lively City Hall two-hour news confer-

ence where he officially launched his campaign for mayor.

It was Drapeau's first "major" news conference in four years.

Appearing for the first time without the cane he has been using since his July 15 stroke, Drapeau said it would have been "inconceivable" for him to seek another term unless he was certain he could complete it in good health.

The mayor said his scruples "made me the most difficult person of all to convince" but doctors had assured him he was in "perfect health."

Asked whether he had any plans to make public a doctor's letter or other evidence of his "perfect health," the mayor invited reporters to draw their own conclusions.

At the beginning of the

news conference, Drapeau appeared weak. He walked stiffly and slurred his words slightly.

But as journalists pressed him on a wide variety of subjects, the mayor quickly recovered his fast ball replying to most questions with aggressive style and humor.

"You're not asking the questions that interest the people," he scolded one reporter.

Drapeau said the news media had "a voracious appetite" for expensive projects such as the Olympic Games and Expo 67, and accused journalists, by their repeated questions on future schemes, of "trying to give us bad habits."

"The only thing I can promise you is that we will not build another Olympic Park," he joked.



Gazette: Richard Ariess Jr

Jean Drapeau said yesterday doctors convinced him he is fit to run for mayor.

The GAZETTE, Montreal, Saturday, October 2, 1982

Le programme du GAM

Priorité à l'économie de Montréal

L'économie a été au centre du Congrès du groupe d'Action municipale, tenu hier, au Pavillon Lafontaine de l'Université du Québec à Montréal.

On a fait remarquer que la ville de Montréal qui avait été active jusqu'au début des années 60 ans dans la promotion des activités commerciales, industrielles et institutionnelles, devait, pour reprendre la place qui lui revient, multiplier ses efforts et les coordonner avec ceux de tous les groupes qui travaillent à la promotion de Montréal.

Dans un document sur les grandes orientations de ce parti politique de la scène municipale de Montréal on

dit: "L'hôtel de Ville doit faire preuve de leadership en matière économique. Le maire doit devenir le principal porte-parole de Montréal, le premier défenseur de ses intérêts économiques. Il doit talonner sans relâche les gouvernements supérieurs afin d'obtenir d'eux des politiques qui rendront Montréal plus compétitive avec les autres grandes villes d'Amérique du Nord, qui lui permettront d'attirer de nouvelles industries et de conserver les emplois actuels".

Pour ce faire, le document développe plusieurs grands thèmes qui sont: 1. Redonner confiance en Montréal; 2. Refaire de Montréal un grand centre économique; 3. Redonner aux touristes le goût de Montréal; 4. Accélérer la croissance du port; 5. Régler le problème des aéroports et 6. Créer des emplois.

Dimension humaine

Le document du GAM préconise également une politique qui

viserait à redonner à la ville une dimension humaine.

Il faudrait valoriser la vie de quartier, assurer un logement convenable à tous les Montréalais, apporter des solutions logiques au transport urbain, s'épanouir dans un environnement harmonieux et vivre en toute sécurité.

Egalement un autre thème développer est: "Vivre selon nos moyens" en gérant efficacement, rationalisant les choix budgétaires, accroissant la productivité, revalorisant nos ressources et freinant la croissance des taxes.



Sur cette photo, on remarque Jean des Trois Maisons, président du congrès, Bob Keaton, vice-président de l'exécutif du GAM, Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le GAM.



M. Gaspard Fautoux, le président du GAM.



Au congrès du GAM

Vignola entend mener campagne contre une équipe de «Yes men»!

Où étaient donc passés les 1,600 membres du GAM?

C'est la question très pertinente qu'on peut se poser, alors qu'à peine 150 militants, incluant les 21 candidats présentés officiellement, ont pris part, hier, au premier congrès devant donner le coup d'envoi du Groupe d'action municipale dans la campagne que mènera le parti contre l'équipe du maire Drapeau.

Textes:
Serge Labrosse
Photos:
Claude Rivest

En effet, l'auditorium du pavillon Lafontaine de l'UQAM, où se déroulait hier la première réelle manifestation d'importance depuis le lancement de M. Henri-Paul Vignola dans la course à la mairie, comptait plusieurs sièges de libres parmi l'assistance et c'est visible-

ment déçu, sans pour autant vouloir l'admettre, que l'exécutif du parti a entrepris sa journée.

Faisant toutefois abstraction de ce détail, le chef du GAM, M. Henri-Paul Vignola, est apparu à ses fidèles en très grande forme, à l'aise au milieu des membres de sa nouvelle famille et portant à la boutonnière un oeillet rouge qui lui confèrait cette image qu'il lui importe, en tant que jeune politicien de 51 ans,

«Drapeau rit de ses concitoyens depuis assez longtemps»

d'entretenir «pour la galerie».

M. Vignola s'est abstenu de prendre la parole en début de matinée, lorsque le président du parti et le président d'assemblée, respectivement MM. Gaspard Fauteux et Jean Des Trois Maisons, ont pris sur eux de présenter le programme de la journée.

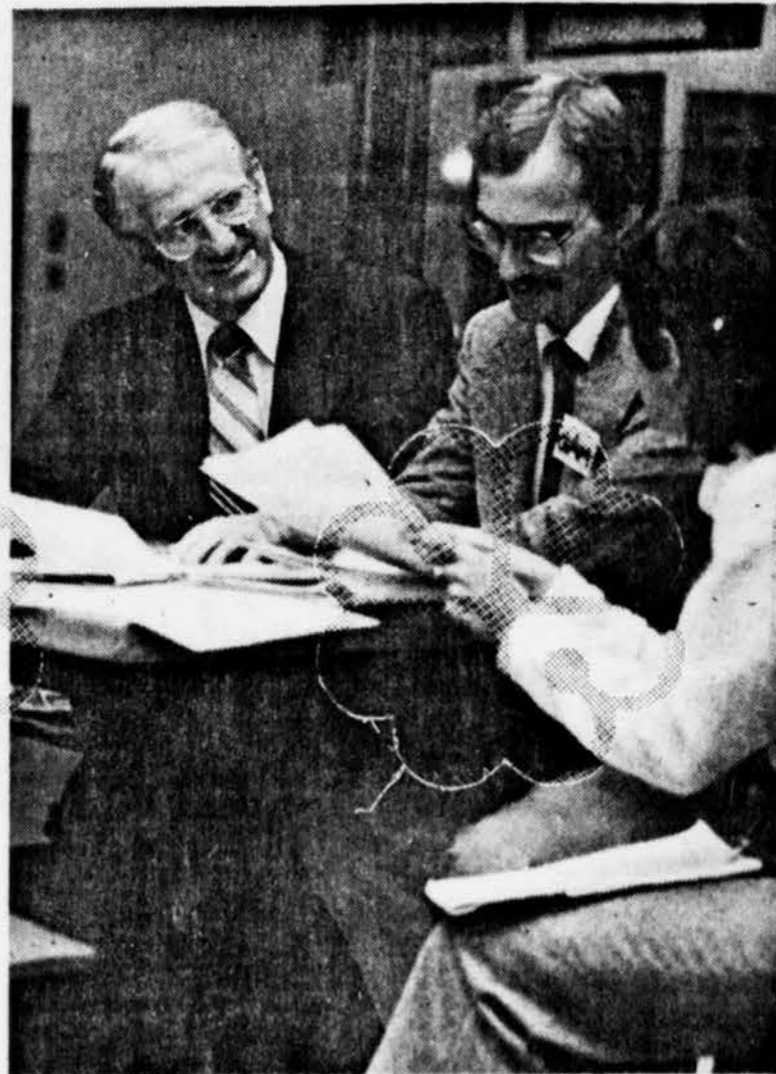
Mais il s'est repris par la suite en faisant le tour des quatre ateliers

de travail, l'un après l'autre et toujours flanqué de son attaché politique, André Bougie.

Après la plénière, en après-midi, M. Vignola a fait un retour en triomphe dans la salle de l'auditorium, au moment de lancer officiellement sa campagne par un discours d'occasion.

M. Vignola, dont l'humour vaut bien celui de M. Drapeau, a su dérider son auditoire avec passablement de brio malgré sa relative inexpérience des discours électoraux, ce qui ne l'a pas empêché de s'attaquer de plein front à l'administration sortante du maire Drapeau.

En conférence de presse, au terme de cette longue journée, le chef du GAM n'a d'ail-



Henri-Paul Vignola était accompagné de deux de ses proches collaborateurs.

leurs pas caché qu'il entendait mener campagne contre une équipe de «Yes men», celle du Parti civique, à la solde, dit-il, d'un homme,

Jean Drapeau, «qui rit de ses concitoyens depuis assez longtemps pour que le temps soit venu de le mettre au rancart».



Où étaient donc passés les 1,600 membres du GAM?

En bref... en bref...

(SI.) — Si ce n'est d'avoir permis à quelques-uns de ses militants de se sentir davantage concernés par le programme déjà mis de l'avant, le congrès du GAM n'a pas été d'un grand intérêt. Pressés par le temps, les participants ont à peine eu le temps de discuter tournures de phrases et points virgules. En somme, à quelques phrases près, l'avant-projet de campagne qui avait été préparé par le comité politique du parti est demeuré sensiblement le même et il faudra vraisemblablement patienter encore deux ou trois semaines pour connaître les moyens qu'entend utiliser l'équipe Vignola pour réaliser toutes ses belles idées.

...
«Mon taux de notoriété est plus élevé que celui de M. Lamarre», s'est amusé à dire, hier, M. Vignola, selon lequel un sondage lui conférerait en effet plus de popularité, du fait de son passage à la direction de la police de la CUM, que n'en a le bras droit du maire Drapeau. «Pourquoi pensez-vous que Drapeau se représente?» demande-t-il. Et de répondre: «Tout simplement parce qu'il a fait le même sondage et qu'il est conscient que Lamarre ne passerait pas!»

...
À un journaliste qui lui demandait si on ne pourrait l'associer à une couleur politique en particulier, M. Vignola a répondu qu'il était peut-être facile de l'associer au Parti québécois pour avoir été nommé directeur de police sous ce régime. «Mais il faudrait alors conclure aussi que je suis un partisan du maire Drapeau, puisque c'est également alors qu'il administrait cette ville que j'ai été mis en poste, ce qui n'est évidemment pas le cas...»

...
C'est demain que sera lancée officiellement la campagne de financement du Groupe d'action municipale, à Montréal. L'objectif visé est de \$300,000, a fait savoir le président du parti, M. Gaspard Fauteux, partant du fait que la dernière campagne du GAM, en 1978, avait coûté pas moins de \$287,000. Cela représente beaucoup de chemin à parcourir en quelques semaines, puisque de l'aveu de M. Fauteux, les coffres du parti contenaient à peine \$45,000.

Seulement 21 candidats connus

Le candidat du GAM à la mairie de Montréal, M. Vignola, n'a pas caché, hier, que son parti éprouvait quelques difficultés dans le recrutement de candidats en vue des élections.

À environ un mois et demi du jour «J» et au moment même où le Parti civique et le RCM semblent fin prêts à partir au galop, le GAM, lui, ne compte actuellement que 21 candidats connus.

M. Vignola, quant à lui, a laissé entendre qu'il logerait du côté des districts 22 ou 23, des districts qui le garderaient près de son quartier d'Achampsic. Son choix n'est toutefois par arrêté pour l'instant.

Ses priorités seront plutôt d'être «présent partout» au cours des prochains jours, alors qu'il entend faire plusieurs apparitions ici et là dans des centres commerciaux, des centres pour personnes âgées, ainsi que du porte à porte.

M. Vignola, qui dit n'avoir pas été déçu de voir si peu de monde participer au congrès du GAM, aime croire que «les gens sont venus «tester», voir qui était Henri-Paul Vignola» et se dit persuadé de les avoir convaincus de sa valeur d'homme politique.

'Economie: Drapeau n'a plus de crédibilité

«C'est sur le thème du leadership économique de Montréal que se jouera toute la campagne.»

C'est ce qu'a affirmé, hier, alors qu'il prenait part à un atelier de travail sur ce sujet, le président du Groupe d'action municipale, M. Gaspard Fauteux.

«Drapeau n'a aucune crédibilité en ce qui a trait au développement économique de Montréal, dit-il, et il en est sûrement conscient puisqu'il a lui-même manifesté l'intention de s'attaquer à l'économie.»

Seulement, estime M. Fauteux, «c'est un peu tard, maintenant.»

«Nous avons assisté à l'exode des sièges sociaux sans qu'il s'en préoc-

cupe le moins du monde et il ne s'est pas préoccupé davantage de réclamer à Ottawa une quote part du contrat des F-18 qui aurait pu être si bénéfique à l'essor de grandes industries aéronautiques locales telles Pratt and Whitney et Canadair.»

«Pendant un règne dictatorial qui a duré une éternité, dit-il encore, le Parti civique du maire Drapeau n'a jamais su prouver son leadership en matière d'économie, se souciant davantage de nous embourber dans un déficit sans fond, et décide aujourd'hui seulement d'en faire une priorité...»

«Eh bien moi, conclut M. Fauteux, j'appelle ça rire du monde.»

Le congrès général du Groupe d'action municipale (GAM) a sonné le début de la campagne électorale dans Montréal, hier.

Henri-Paul Vignola, le candidat à la mairie, a pour sa part donné le ton de cette campagne: une attaque en règle contre l'administration Drapeau (et Lamarre) du Parti civique pour que les Montréalais sachent enfin "les tripotages" de cette administration.

LE GAM:

UNE CAMPAGNE CONTRE LA MACHINE DRAPEAU

"Ça prend du courage pour se débarrasser de Drapeau, a dit M. Vignola, dans son discours à la clôture du congrès. Ça prend du courage pour se débarrasser d'un parti vieux de 22 ans.

"Les gens votent pour Drapeau parce qu'ils ne voient pas le tripotage de ce parti" a soutenu le candidat à la mairie.

Plus particulièrement, M. Vignola a choisi trois éléments pour dénoncer l'incompétence et l'inertie de l'administration municipale de Montréal.

Il cite tout d'abord la dette olympique. Pour illustrer l'ampleur du déficit d'un milliard de dollars, il fait une comparaison avec la valeur des faillites survenues au Québec en un an, soit 2909, qui représentent 490 millions de dollars, soit la moitié de la valeur du déficit olympique.

Le deuxième exemple qu'il mentionne touche

le règlement récent des négociations avec les cols bleus de la ville qui s'est soldé par des hausses de 30 pour cent en trois ans avec l'indexation.

Que M. Lamarre puisse ensuite promettre un budget équilibré avec le respect des normes de 6 pour cent proposées par le gouvernement fédéral, n'étonne pas M. Vignola: le candidat du GAM prédit tout simplement que la ville devra couper dans ses services, raisonnablement qu'il reprendra d'ailleurs en conférence de presse après le congrès.

Un exemple d'inertie du gouvernement montréalais: les arrêts de travail du transport en commun se sont multipliés, et 600 000 Montréalais ont marché, l'économie a subi des dommages, mais en aucun temps l'administration Drapeau n'est intervenue.

Ces trois exemples illustrent le ton de la

campagne qu'entreprend Henri-Paul Vignola et le GAM à l'endroit du maire Drapeau et du Parti qu'il dirige.

Les formules sont lapidaires, tout comme les jugements qu'elles traduisent: le maire Drapeau a réussi à vider les coffres de la ville et nos poches... M. Drapeau rit qu'il n'y aura plus de nouveaux projets... c'est un parti usé, sclérosé... Drapeau nous a mis sur la carte, sur la carte de crédit aussi.

Pour Henri-Paul Vignola, le GAM offre le renouveau dont les Montréalais ont besoin. Il propose une équipe de gestionnaires solides et un plan d'action (qui sera bientôt dévoilé) réaliste pour répondre aux besoins des Montréalais.

Au cours de la journée de samedi, en fait pendant une heure de travail en atelier et une plénière d'un peu plus d'une heure et demie, quelque 150 membres

du GAM ont étudié les grandes orientations "qui permettront au parti de proposer des actions concrètes aux Montréalais dans la campagne électorale". Le programme portera sur quatre thèmes: le temps du dialogue avec une ouverture de l'hôtel de ville vis-à-vis les contribuables, les intervenants, les journalistes; un véritable leadership économique pour faire de Montréal un centre économique, créer des emplois, favoriser le tourisme, la croissance du port et des aéroports; une ville à dimen-

sion plus humaine avec une vie de quartier revivifiée, un logement convenable et un transport adéquat; mais surtout vivre selon nos moyens avec une gestion plus efficace.

À ce jour, le GAM compte 31 candidats. Six ou sept autres devraient annoncer leur candidature après une convention de district. Henri-Paul Vignola, pour sa part, en appelle aux femmes pour augmenter leur représentativité dans le parti. Elles sont deux candidates pour l'instant.



UN PARTI PAUVRE

La GAM lance une campagne de financement lundi, pour recueillir 300 000\$.

Ce montant représente sensiblement le coût de la campagne électorale de 1978, alors que le GAM s'était retrouvé avec un déficit de quelque 50 000\$ entre ses revenus et ses dépenses.

Le GAM est un parti pauvre, qui compte sur les contributions aussi modestes soient-elles.

Le GAM passe aussi le chapeau dans ses assemblées. En présidant le congrès, samedi après-midi, Jean Des Trois Maisons, un candidat, a signalé que la caisse du parti civique est constituée à 48 pour cent de dons anonymes.

"C'est pas illégal, mais maudit que c'est immoral, devait dire Prosper Boulanger, qui a été député fédéral pendant 17 ans, après avoir quitté le Parti civique, en 1962, parce qu'il sentait que "sous Drapeau il fallait se taire".

Il revient à la politique municipale, dans Pointe-aux-Trembles.



MAG convention prepares platform

Vignola attacks Drapeau record



Sunday Express, October 3, 1982

MAG convention sets policy



Photo by Aussie Whiting

Municipal Action Group mayoralty candidate Henri-Paul Vignola said Mayor Jean Drapeau has become costly to Montrealers.

By STEVE KOWCH

The Municipal Action Group held a policy convention yesterday where mayoralty candidate Henri-Paul Vignola leveled his strongest attack yet against Mayor Jean Drapeau.

Calling him a phantom leader with little regard for the needs of the population, Vignola said Drapeau only lobbied for two things during the last four years.

"The first thing he lobbied Quebec for was a roof and tower for the Olympic Stadium. The second was the high-speed train between Mirabel, New York and Montreal," said Vignola.

"It would seem these are the only two things keeping the mayor up nights. Where was he in January when 600,000 commuters were left without public transportation because of a strike at the MUCTC?" asked Vignola during his speech at the end of the convention attended by 150 MAG supporters.

He accused Drapeau of buying labour peace with the city's blue-collar workers by signing a deal giving the municipal employees 30 per cent over three years plus indexation.

"Do you think it is a coincidence that all these streets are being repaved and new lights are being put up how?"

Street repairs

"Take a good look at these projects because after the election with the proposed budget offered by the Drapeau administration there won't be any money available to repair streets for two years," he said.

Later during a press conference, Vignola said his campaign would be against the Drapeau machine — to prove to Montrealers it was time for a change.

An antique

"You know Drapeau is like an antique. The older he gets the more he costs," said Vignola.

"We don't plan to let



him off the hook over spending so much money on the Olympics. Do you know how much that billion dollar deficit represents? It is double the value of all money lost by companies going bankrupt in Montreal so far this year," he said.

"What about his reply to the Malouf Report? Why hasn't he replied yet?" Vignola asked.

During the policy con-

vention, the party's platform was discussed and Vignola says it will become public within two weeks.

Campaign

"The campaign will be at the grass-roots level. We will meet the people in the districts," Vignola said.

MAG needs money if it hopes to have a good campaign. So far it only has \$40,000 in its coffers.

A fundraising campaign begins tomorrow to raise the \$300,000 expected to be spent during the election campaign.

So far MAG has 31 candidates out of a total of 57 seats up for grabs in the Nov. 14 election.

Vignola says he hasn't made up his mind yet on where he will run but expects it will be in the Ahuntsic area where he lives.

«Marie-soleil», «pièce d'antiquité», «il nous a placés sur la carte... de crédit»

Vignola s'en prend maintenant à Drapeau

par Alain Duhamel

M. Henri-Paul Vignola, le candidat du Groupe d'action municipale (GAM) à la mairie de Montréal, estime désormais qu'il livre bataille plus à M. Jean Drapeau et à son organisation électorale qu'à l'administration municipale.

«C'est une campagne contre la machine à Drapeau», a dit M. Vignola à la conclusion d'un congrès d'orientation, samedi, auquel a participé une centaine de partisans.

Changement de ton donc dans la campagne électorale municipale. Depuis sa démission de la police de la Communauté urbaine de Montréal, en août, M. Henri-Paul Vignola s'était contenté d'inviter M. Drapeau à prendre une retraite bien méritée et concentrait ses attaques sur l'administration municipale et son bilan du dernier mandat.

Apparemment exaspéré par l'importance que la presse montréalaise a accordée à la conférence de presse du chef du Parti civique de Montréal (PCM), vendredi, M. Vignola a raillé son adversaire le qualifiant de «maire-soleil», tout comme un certain roi de la vieille France.

«Il a le traitement d'un homme d'État étran-

ger comme s'il venait pour la première fois dans sa ville», a dit M. Vignola en exhibant la page du quotidien *The Gazette* dans son édition de samedi.

«Il est comme une pièce d'antiquité: plus il vieillit, plus il nous coûte cher».

«Drapeau nous a placés sur la carte, oui! Sur la carte de crédit!» a déclaré le candidat du GAM qui compte bien, au cours de la campagne, puiser abondamment dans les conclusions du rapport d'enquête sur le coût des jeux olympiques de 1978.

L'enquête, dont les premières audiences publiques ont eu lieu pendant la campagne électorale de 1978, a conclu dans son rapport, publié en juin 1981, à la responsabilité prépondérante du maire de Montréal dans cette mésaventure financière. Depuis, M. Drapeau a promis une réplique, contenue dans une histoire des jeux de Montréal qui ne pourra être publiée avant le 14 novembre.

Cette manœuvre apparaît aux adversaires du maire de Montréal comme une habile diversion par laquelle il peut éviter de répondre directement et immédiatement à toute question sur les conclusions accablantes du rapport Malouf. Depuis, les questions portent plus sur

le moment de l'éventuelle publication que sur le contenu du rapport d'enquête. «Il nous faut en parler et nous parlerons plus d'une fois durant la campagne», a dit M. Vignola pour qui le dossier olympique n'a pas l'autorité d'une affaire jugée des élections de 1978.

«Jean Drapeau s'accroche pour sauver son parti», affirme M. Vignola, conscient que la popularité du chef du PCM est supérieure à celle de son parti. Il ne craint pas d'attaquer franchement le maire de Montréal au risque de heurter l'affection que lui portent les Montréalais. «Il faut du courage pour se débarrasser de Drapeau», a-t-il dit en lançant, à nouveau, un appel aux citoyens pour qu'ils participent à la campagne électorale sous la bannière du GAM.

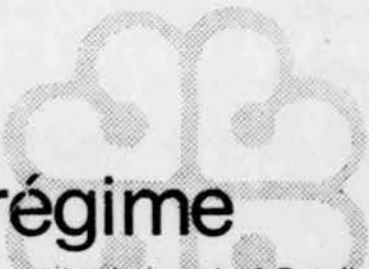
Le GAM a recruté, à ce jour, une trentaine de candidats dans les districts et entreprend cette semaine une campagne de financement dans le but de recueillir environ \$300,000, \$40,000 de plus qu'il n'a dépensé en 1978 et environ \$80,000 de plus qu'il n'a récolté en contributions au cours de la dernière campagne électorale.

Le congrès d'orientation du GAM a laissé aux dirigeants du parti la tâche de réconcilier

certains des objectifs énoncés. Ainsi, le président du parti, M. Gaspard Fauteux, s'est inquiété des conséquences financières de certains des objectifs décrits au chapitre «d'une ville à dimension humaine» dans lequel il est question, entre autres choses, d'intensifier les programmes d'aide à l'habitation, d'acquiescer des espaces verts particulièrement sur les terrains des communautés religieuses, de protéger le patrimoine immobilier et de fournir aux citoyens des moyens et des ressources pour leur participation à des stratégies de développement des quartiers.

L'un des candidats du parti, M. Jean Des Trois Maisons, aurait souhaité que ces objectifs puissent être considérés comme des objectifs à long terme de manière à ne pas contredire, même en apparence, les orientations contenues dans un autre chapitre intitulé «vivre selon nos moyens».

Au chapitre consacré aux préoccupations économiques, les dirigeants du parti devront préciser une politique d'emploi privilégiée aux Montréalais, politique que les congressistes ont préféré retirer du programme faute de renseignements suffisants sur la portée réelle d'une telle politique.



Le même régime

Le Parti civique de Montréal se présente donc à la prochaine élection en refusant le changement et le rajeunissement et en misant sur les recettes qui ont fait sa fortune politique depuis toujours. Certes, l'accent sera mis, comme au scrutin de 1978, sur la relance économique de la métropole, mais le style ne changera pas. Ni l'équipe, à la petite exception près des conseillers de Pointe-aux-Trembles, municipalité nouvellement annexée. Derrière la candidature jusqu'à maintenant invincible de M. Jean Drapeau, le PCM va présenter la même image de continuité et de tranquillité rassurantes.

Bien plus, l'administration Drapeau-Lamarre va mener campagne en faisant recours aussi bien aux travaux de voirie traditionnels, qui bloquent la moitié des rues de Montréal et défoncent, plutôt trois fois qu'une, nombre de trottoirs qu'aux méthodes plus modernes de l'enquête individualisée sur les cambrages dont nombre de citoyens furent victimes — sous le chef de police, M. Henri-Paul Vignola — et que ce bon M. Yvon Lamarre veut rassurer à l'avenir. Quant à l'envoi récent de chèques de remboursement de taxes à quelque 25.000 propriétaires de maisons unifamiliales, il joint l'utile corruption ancienne des électeurs à l'agréable justice fiscale d'une administration moderne.

Est-il possible que la majorité des électeurs, malgré l'acuité de la crise économique qui frappe Montréal, continue de faire confiance à ses notables de quartier et à leur vague relance de la

métropole économique? Tout dépendra, à ce chapitre du moins, de la force persuasive des partis d'opposition en ce qui regarde la protection des emplois, la création de nouveaux chantiers pour les trop nombreux chômeurs de la ville, et l'implantation à Montréal d'industries prometteuses pour l'avenir.

Dans le passé, le chef du PCM, M. Drapeau, a toujours prétendu que ses projets de grandeurs ne visaient pas seulement à faire la renommée de Montréal dans le monde, mais aussi à donner du travail à ses compatriotes. Et il est vrai que les travaux du métro, de l'usine de filtration, des installations olympiques et d'autres réalisations moins connues ont fait tourner la roue de l'économie. Mais les nombreux dépassements de coûts qui les ont souvent accompagnés ont aussi endetté lourdement la Ville et réduit sa capacité d'investir en période de crise.

Lui en tiendra-t-on rigueur? Un attachement particulier des Montréalais à l'endroit de leur maire, le même depuis 1954 (sauf pour la brève interruption de 1957-60), lui a valu, même aux pires moments de son administration, une sorte d'immunité. Au reste, quand les choses allaient mal, le mécontentement populaire avait tendance à se porter sur les gouvernements supérieurs. A vrai dire, c'est la première fois que le vieux régime Drapeau fait face à une crise économique comme celle que nous subissons présentement. L'électorat, surtout dans la nouvelle génération si durement frappée par le chômage, votera-t-il

«contre» son gouvernement municipal? Certains sondages pouvaient le laisser croire, mais le vrai test reste à venir.

A vrai dire, le régime Drapeau bénéficie aujourd'hui des mesures fiscales que les autorités supérieures ont prises à l'endroit de la métropole, réduisant souvent le choc des bévues de l'administration et la saut d'augmentations de taxes qui eussent pu lui valoir de douloureux réveils aux urnes. Le gouvernement Bertrand a récupéré le déficit de Terre des hommes. Le gouvernement Lévesque, en grande partie celui des Jeux olympiques. La réforme de la Communauté urbaine et surtout la réforme de la fiscalité municipale ont donné de précieux sursis à des administrateurs locaux qui n'ont pas été aussi diligents ou compétents qu'ils le prétendent. En conséquence, les contribuables n'ont pas eu à renverser un pouvoir devenu écrasant pour leur portefeuille.

Ces bienheureuses interventions fiscales de Québec comptent sans doute pour beaucoup dans l'affection que portent les Montréalais à leur maire. Si ce sentiment survit à l'inquiétude que suscite la présente crise économique, il faudra pourtant conclure à la présence d'un autre phénomène politique, rare sinon unique dans nos annales. Ce phénomène aura tenu, certes, à la pauvreté de la vie politique à Montréal. Mais aussi au grand substitut qu'auront trouvé dans leur maire des générations de Montréalais. Mais attendons l'élection avant de conclure...

Jean-Claude LECLERC



LE GAM EN ARRACHE
VIGNOLA
LOIN
DERRIÈRE
DRAPEAU

page A 2

Vignola a une longue pente à gravir pour rattraper Drapeau

Les dirigeants du GAM ont le moral bas par les temps qui courent : leur candidat à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, accuse présentement 15 points d'arrière sur le maire Jean Drapeau, et leur parti a mauvaise presse à cause de l'absence d'un programme d'action concret.

MICHEL GIRARD

La situation leur apparaît si dramatique que la dizaine de « bonzes » du parti ont décidé de se réunir d'urgence, hier, à Château-guay, dans le but de redéfinir complètement la stratégie de leur campagne électorale.

C'est ce qu'a confirmé à La Presse le vice-président du GAM, Robert Keaton, passablement affecté par la critique dirigée à l'endroit de son parti en ce qui concerne le « retard » à dévoiler les moyens d'action de leur programme électoral.

Pour sa part, le président du GAM, Gaspard Fauteux, a admis à La Presse que son parti doit surmonter un énorme défi pour permettre à leur candidat à la mairie de vaincre le populaire maire Drapeau. Un récent sondage du GAM révèle en effet que le maire Jean Drapeau a actuellement une confortable avance de 15 points sur son plus proche rival, Henri-Paul Vignola. Le maire récolte 47 p. cent des intentions de vote, contre 32 p. cent pour M. Vignola et seulement 5 p. cent pour le candidat du RCM à la mairie, Jean Doré.

Les dirigeants du GAM sont d'autant plus frustrés par l'éternelle popularité du maire Drapeau que, dans l'hypothèse où ce dernier aurait décidé de ne pas se re-

présenter, c'est M. Vignola qui, d'après le sondage, aurait remporté l'élection du 14 novembre prochain. Comme le sondage a eu lieu avant l'annonce officielle de la candidature de M. Drapeau, le GAM avait sondé la population selon deux hypothèses, soit une avec le maire Drapeau comme chef du Parti civique et une autre avec le président du comité exécutif de la ville, Yvon Lamarre. Alors, si M. Lamarre remplaçait le maire Drapeau, il se faisait battre par quatre points par le candidat du GAM, Henri-Paul Vignola. M. Doré ne ramassant encore une fois que 5 p. cent des intentions de vote.

Il va sans dire que dès le moment où M. Drapeau a annoncé sa candidature, cela a eu pour effet de jeter une couche d'eau froide sur les grands espoirs du GAM de prendre le pouvoir.

Pour se mettre dans la course, le GAM a donc décidé de définir une nouvelle stratégie électorale qui sera essentiellement basée sur la démolition en règle de la machine Drapeau, afin de miner le plus possible la forte popularité du maire auprès des Montréalais. Parallèlement à cela, le GAM dévoilera, bien entendu, une série de « solutions logiques aux nombreux problèmes d'ordre économique et démocratique qui, à cause de l'administration Drapeau, frappent depuis des décennies la Ville de Montréal ».

Vignola donne le ton

Lors de son discours devant les 125 militants qui ont assisté samedi au congrès d'orientation de son parti, M. Henri-Paul Vignola a pris des airs de vrai politicien et il s'est lancé dans une virulente attaque contre ce qu'il appelle « la

vieille machine » de son adversaire Jean Drapeau.

Les militants ont même découvert chez M. Vignola un côté humoristique que personne ne connaissait. La phrase la plus juiveuse et évidemment celle qui lui valu la plus grande ovation fut sa courte analyse de ce que sont, à ses yeux, les conseillers du Parti civique: « Les conseillers du Parti civique, on ne les voit jamais. Ce sont tous des yes men: quand Drapeau tire sur la corde, tout le monde lève la main.

« Drapeau, a-t-il ajouté, est tellement démocratique qu'il a fait une seule conférence de presse au cours des quatre dernières années, et elle a eu lieu vendredi dernier. Et ce fut évidemment un événement choc pour toute la presse montréalaise qui lui a accordé, à la lumière de ce qu'on a pu voir dans les journaux et les médias électroniques, le traitement qui est habituellement réservé aux hommes d'Etat étrangers.

« Quand le maire Drapeau déclare qu'aucune nouvelle figure ne viendra s'ajouter dans le Parti civique, il fait du même coup la preuve que le Parti civique est un vieux parti usé, fatigué, sclérosé, ou il n'y pas de place pour du sang neuf. »

Du scandale des Jeux olympiques, M. Vignola rappellera à ses militants « que le maire Drapeau, comme l'a souligné le rapport Malouf, est le grand responsable de la dette de \$1 milliard ». Pour bien faire comprendre à ses militants l'envergure de cette dette, il a dit que cela représentait seulement la moitié de ce que représente en pertes financières la fermeture récente des 2,909 entreprises qui

ont déclaré faillite à cause de la santé précaire de notre économie.

Toujours au sujet du rapport Malouf, le candidat à la mairie du GAM a accusé le maire Drapeau de se ficher éperdument des citoyens en reportant une fois de plus à plus tard la publication de sa fameuse réponse (promise depuis trois ans) aux accusations dont il a fait l'objet dans ce rapport.

« Drapeau s'est engagé, vendredi dernier, à ne pas se lancer dans de nouveaux projets d'envergure. Par cette déclaration, il avoue que ses projets d'envergure antérieurs ont ruiné les Montréalais. Et, d'un autre côté, il faut comprendre qu'il n'a pas tellement le choix puisque, de toute façon, il a réussi depuis 20 ans à vider les coffres de la ville et nos poches », a critiqué M. Vignola.

En outre, il a caricaturé à sa manière la façon qu'a le maire Drapeau de prendre position sur les dossiers chauds: « Il a gardé silence sur les problèmes de la CTCUM; il a gardé silence lors du déménagement de la Sun Life; il a gardé silence sur la politique fédérale du 5 et 6 p. cent... Bref, il reste toujours silencieux.

« Les gens votent Drapeau parce qu'ils ne savent rien sur ce qui se passe dans cette vieille administration. Nous, on va tout faire pour éclairer la population sur la façon dont la ville de Montréal a été dirigée sous le règne Drapeau. Je suis un homme qui a toujours lutté pour devenir ce que je suis maintenant. J'ai tout risqué en me lançant en politique. Mais Drapeau va s'apercevoir le 14 novembre prochain que le mythe Drapeau est maintenant chose du passé », a conclu M. Vignola.



C'est devant « l'ombre » du candidat à la mairie, Henri-Paul Vignola, que la plénière du congrès s'est déroulée! Tout au long des deux heures de débat, M. Vignola ne régnait sur ses troupes

que par la présence remarquable d'une immense affiche de sa personne. Durant ce temps, il travaillait, loin de ses soldats, à la préparation de son discours.

photo Pierre Côté, LA PRESSE

Le congrès d'orientation du GAM aura été marqué par l'amateurisme

■ Faute d'expérience, probablement, le congrès d'orientation du GAM s'est déroulé à l'encontre de l'amateurisme, et ce, malgré la bonne volonté des dirigeants du parti.

MICHEL GIRARD

Premier accroc : le congrès devait théoriquement servir de plate-forme pour proclamer officiellement (par le biais d'un vote en assemblée générale) M. Henri-

Paul Vignola candidat du GAM à la mairie. Rien de tout cela n'a eu lieu. Raison invoquée : comme les mises en candidature ont pris fin il y a trois jours et que seul M. Vignola était en lice, les dirigeants du parti ont décidé unilatéralement de ne pas inclure à l'ordre du jour du congrès la proclamation du candidat à la mairie.

Les congressistes ont été obligés, faute de temps, d'analyser à la vitesse de l'éclair (en une heure

seulement) les grandes orientations proposées par la direction du parti. Le déroulement de ce travail en atelier manquait, par la force des choses, de cohérence. Plusieurs militants, bousculés par le temps, n'ont pu s'exprimer comme il le souhaitait.

La plénière, qui a duré deux heures, s'est déroulée, elle aussi, dans un certain désordre avec comme résultat que les militants ne savaient plus trop bien sur quoi

ils devaient voter. Bref, pour la compréhension de leurs recommandations, ils ont dû s'en remettre au comité exécutif du GAM, qui aura à déchiffrer le tout au cours de cette semaine (les amendements et nouvelles propositions étaient écrites à la main et livrées en vrac verbalement).

De nombreux militants étaient d'ailleurs déçus du très peu de temps accordé pour analyser, adopter, amender des propositions ou en formuler de nouvelles.

Du français et du féminin

Autre critique : une militante a blâmé les dirigeants du GAM en leur demandant, à l'avenir, de « préparer des textes dans un meilleur français et de les féminiser entièrement » (le document de travail brillait par l'absence du féminin).

En dépit de ces coquilles, les 125 congressistes ont tout de même apprécié l'exercice, car cela leur a permis de se mettre davantage dans le bain électoral.

Les dirigeants, pour leur part, semblaient heureux du travail accompli, malgré le fait qu'ils s'attendaient à une plus forte participation de la part de leurs militants.

Lors de ce congrès, les militants ont pu faire connaissance avec les 21 candidats choisis à ce jour pour défendre les couleurs du parti. C'est le comédien Yvan Ducharme qui les a présentés. « Pourquoi? J'ai une haute considération pour M. Vignola. Il me fait plaisir de lui accorder un peu de mon temps. J'avoue que j'aimerais bien cela l'avoir comme maire de Montréal », d'expliquer M. Ducharme.

Notons, enfin, que les candidats vedettes du GAM Nick Auf der Maur et Prosper Boulanger (ancien député libéral fédéral et ancien conseiller du Parti civique de 1957 à 1962) ont réussi, eux aussi, à soulever la foule en « tirant » sur l'administration Drapeau. Auf der Maur a parlé des dessous du dossier olympique, tandis que le coloré Boulanger s'en est pris à la « caisse immorale » du Parti civique.



Drapeau was afraid I'd win: Vignola

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

Henri-Paul Vignola, candidate for mayor of Montreal in the Nov. 14 election, believes Mayor Jean Drapeau decided to seek re-election because he knew Vignola could defeat anyone else.

"Drapeau is a life preserver for the Civic Party," Vignola said at a policy convention Saturday of the party he leads, the Municipal Action Group (MAG).

Vignola said he believes he would have begun the election campaign with a small public-opinion lead over the likely alternative Civic Party candidate, Yvon Lamarre, chairman of the

city's executive committee.

He said Drapeau probably decided to run because Civic Party polls were showing the same thing.

Vignola, who resigned as Montreal Urban Community police chief to run for mayor, devoted much of a speech to an attack on Drapeau, his role in cost overruns for the 1976 Olympic Games and his failure to produce an answer to the 1980 Malouf inquiry commission report on Olympics overspending.

"Drapeau is like an antique. The older he gets, the more he costs."

One MAG candidate who

helped to buoy the spirits of about 150 delegates was Prosper Boulanger, 63, who served as a city councillor between 1957 and 1962 and will run in District 56, or La Rousseliere, one of three districts in the former east-end municipality of Pointe aux Trembles, which became part of Montreal this year.

Maurice Vanier, former mayor of Pointe aux Trembles, will seek re-election in the district for the the Civic Party.

Boulanger was among councillors who broke away from the Civic Action League with Drapeau to form the Civic Party and win power in 1960.





Photo Le Journal - Michel MILLER

M. Vignola, accompagné de son épouse, est venu se joindre à son état-major (MM. Des Trois Maisons et Fauteux) pour lancer la semaine de financement du GAM, hier soir.

L'équipe Vignola décide de bouger

(SL) — À la suite d'une réunion d'urgence tenue dimanche à Châteauguay dans le but de redéfinir la stratégie de sa campagne électorale, l'équipe du GAM semble avoir décidé «d'activer» son action.

Un récent sondage du GAM ayant démontré que le maire sortant, Jean Drapeau, avait 15 points d'avance sur son plus proche rival M. Vignola, le groupe d'action municipale aurait décidé de «bouger» un peu plus.

M. Vignola s'est adjoint depuis une nouvelle attachée de presse en la personne de Diane Girard et au moins trois soirées d'investiture ont aussitôt été annoncées pour la semaine en cours. Mais guère plus.

Les nominations de cette semaine ne viendront d'ailleurs à peu de chose près, de confirmer des candidats dont les noms avaient déjà été dévoilés à l'occasion du congrès de la fin de semaine.

En outre, il était prévu jusqu'à samedi dernier que pas moins de cinq ou six candidats allaient être nommés dès lundi (hier) et ce chiffre a été réduit à deux seulement, en l'occurrence: Harold MacNamara dans le district 42 (Pointe Saint-Charles) et Jean-Louis Durocher dans le district (Saint-Henri).

Une situation guère reluisante en somme, malgré les vœux exprimés par MM. Fauteux et Keaton, respectivement président et vice-président du parti, de voir le GAM reprendre le temps perdu...



LE GAM LANCE SA CAMPAGNE DE FINANCEMENT

C'est par un cocktail-bénéfice qu'il a donné dans le district électoral numéro 24, avant même d'y avoir été nommé officiellement (la soirée d'investiture devant avoir lieu demain) que le candidat Jean Des Trois Maisons a en quelque sorte lancé, hier, la campagne de financement du GAM.

Serge Labrosse

Réunissant autour de lui des «amis», fonctionnaires, membres de professions libérales et autres dont le député fédéral de Jeanne-Mance, Michel Bissonnet, M. Des Trois Maisons a indiqué qu'il espérait que son parti puisse mener une campagne «potable» malgré le contexte économique actuel.

«Le GAM n'est pas riche, a-t-il dit, et c'est vrai. Mais je m'interroge parfois sur les 48% de dons anonymes perçus

par le parti du maire Drapeau.»

«Je me demande si les fournisseurs de la ville de Montréal, les fournisseurs de lampadaires et de boîte à fleurs, ne seraient pas ces bailleurs de fonds

anonymes si dévoués au parti civique.»

Le candidat du GAM à la mairie, M. Vignola, n'a évidemment pas raté l'occasion de participer à la soirée, dans ce quartier d'Achuntsic qu'il habite, et tenu à

rappeler, à l'image de ceux qui, jadis, décriaient les 15 ans de pouvoir du Premier ministre Duplessis, que «le pouvoir corrompt à la longue».

«Tout ce que je souhaite malgré mon objectif d'accéder à la mairie, a-t-il lancé, c'est de ne jamais être au pouvoir aussi longtemps que l'a été le maire Drapeau. Et que le Bon Dieu me punisse si ça m'arrive...»

LE RCM SE GARDE DES MUNITIONS POUR LA DERNIÈRE MANCHE

Cette année, les stratèmes du Rassemblement des citoyens de Montréal ont décidé de modifier quelque peu leurs pratiques électorales. C'est doucement que débutera la campagne et ils se garderont des munitions pour les dernières semaines.

Gilles Pilon

C'est du moins ce que déclarait hier l'attaché de presse du candidat à la mairie de cette formation, M. Jean-Luc Moisan, qui expliquait que la campagne du RCM sera plutôt tranquille en cette première semaine, lorsqu'on en est encore à mettre la dernière touche au programme électoral et à choisir les candidats qui brigueront les suffrages.

Cette semaine, on procédera à l'ouverture officielle de quelques locaux électoraux dans certains secteurs comme No-

tre-Dame-de-Grâce et Côte-des-Neiges où les candidats de plusieurs districts partageront les mêmes locaux pour partager les dépenses électorales.

Demain soir, le RCM tiendra une assemblée publique dans le secteur Pointe-aux-Trembles afin de choisir les candidats qui porteront les couleurs du parti. Jeudi, le candidat à la mairie et le président du parti lanceront officiellement la campagne de financement qui a pour objectif de recueillir les \$300,000 nécessaires à l'organisation d'une

campagne électorale efficace.

Vendredi aura lieu la première conférence de nouvelles du RCM en période électorale. Il sera alors question des problèmes du centre-ville de Montréal et des projets de développement qu'entendent mettre de l'avant des gens du RCM.

Quant au choix des candidats, le RCM compte déjà sur 23 candidats qui ont été choisis par des militants dans les districts. Une vingtaine d'autres personnes, des candidats potentiels, auraient été approchées. Elles devraient être présentées aux militants des secteurs dans les semaines à venir. Au RCM on entend bien présenter des candidats dans tous les districts électoraux de la ville.



Le sondage du Journal

ON VOTERA POUR DRAPEAU, mais on aurait préfér^é Lamarre

Si des élections avaient eu lieu la semaine dernière, le maire sortant, Jean Drapeau, aurait été réélu par 54 pour cent de l'électorat montréalais. Le porte-fanion du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), Jean Doré, aurait récolté 23 pour cent des voix tandis que l'ex-directeur de police et chef du Groupe d'action municipale (GAM), Henri-Paul Vignola, aurait terminé bon troisième avec 21 pour cent des suffrages.

Telles sont les grandes lignes d'un sondage-maison que vient de réaliser le *Journal de Montréal*. En tout, 257 lecteurs et lectrices ont participé à ce sondage qui n'a rien de scientifique. Cette «enquête» vient confirmer, indirectement, un récent

sondage du GAM. À l'exception toutefois que dans ce dernier cas, le parti de M. Vignola se classait au deuxième rang, entre le Parti civique de M. Drapeau et le RCM de Me Doré.

Ce sondage vient mettre du «piquant» dans la campagne élec-

torale que viennent d'amorcer les trois partis en lice. De Jean Drapeau, qui jouit d'une très grande popularité, selon la majorité de nos répondants, plusieurs estiment qu'il ne pourra pas terminer le mandat de quatre ans qu'il sollicite le 14 novembre. La

Croyez-vous que Jean Drapeau aurait dû quitter la politique municipale?

OUI: 121 NON: 136

Croyez-vous que M. Yvon Lamarre aurait pu le remplacer?

OUI: 104 NON: 143

Quel sera votre choix à la mairie de Montréal?

DRAPEAU: 140 DORÉ: 61 VIGNOLA: 56

maladie qui a tenu M. Drapeau à l'écart durant plusieurs semaines a semé beaucoup d'inquiétude chez ses électeurs «potentiels». Ainsi, à la question: «Croyez-vous qu'il aurait dû quitter la politique municipale?», 126 personnes répondent OUI, alors que 136 répondants sont d'avis

contraire.

Si nos lecteurs disent avoir été bien servis par leur maire âgé de 66 ans, ils n'hésitent pas, cependant, à souligner que M. Drapeau a «fait son temps» à son poste à l'hôtel de ville de Montréal. Certains ajouteront même qu'il n'a plus la santé nécessaire pour contrôler les

finances de la Ville, «même pas par personnes interposées».

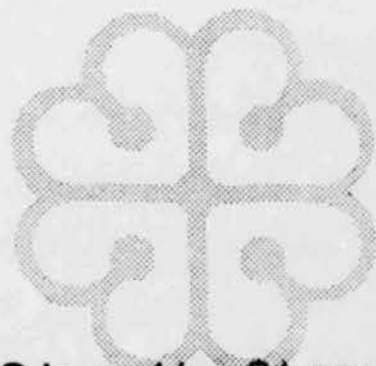
Des idées nouvelles

Parallèlement à ce sondage, de nombreux lecteurs précisent que M. Lamarre pourrait apporter du sang nouveau, voire des «idées nouvelles», en tant que premier magistrat de Montréal. En pleine crise économique, affirment-ils, Yvon Lamarre serait l'homme de la situation. Fait contradictoire, cependant, 143 lecteurs, sur les 247 personnes qui ont voulu répondre à la question, ne croient pas que M. Lamarre aurait pu remplacer M. Drapeau.

Les répondants ne sont pas tout d'accord avec la façon d'administrer du tandem Drapeau-Lamarre. Quel-

ques répondants dénoncent en effet le «scandale» des Jeux olympiques en 1976 ainsi que les projets de grandeur de l'administration municipale en place. Ces mécontents voteront donc pour Henri-Paul Vignola, ou encore pour Jean Doré. Mais il faudra que ces deux hommes leur présentent un programme «avec un peu de viande autour de l'os!»

Et si ça peut faire plaisir à M. Drapeau: un col bleu de la Ville de Montréal — qui se dit d'ailleurs satisfait de son contrat qui lui donne une hausse de traitement de 21 pour cent en deux ans — déclare que l'homme (ou la femme!) qui battra le maire Drapeau n'est pas encore de ce monde...!

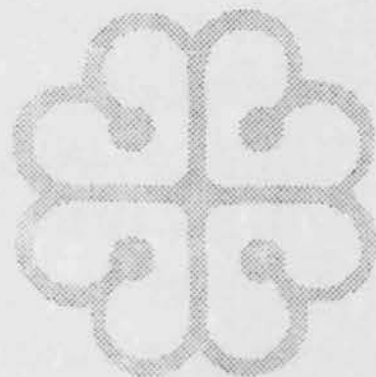
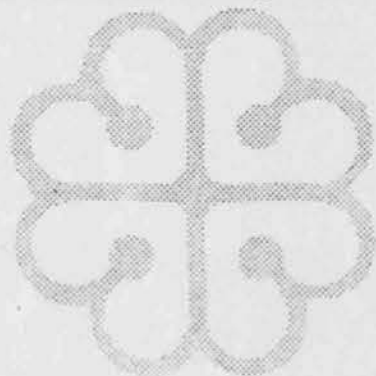


MAG is seeking \$1 per home

The Municipal Action Group (MAG) announced yesterday a one-week door-to-door blitz to raise funds for its campaign to unseat Mayor Jean Drapeau and his Civic Party in the Nov. 14 Montreal elections.

MAG's candidate for mayor is Henri-Paul Vignola, former Montreal Urban Community police chief.

The campaign, in which each household will be asked to contribute \$1, gets under way in most city districts today and runs for a week. No goal has been set.



Indefatigable Drapeau gets his second wind

The amazing Jean Drapeau is doing it again.

The mayor suffered a broken pelvis early in the year and this summer was sent to hospital with a stroke.

But last week he appeared before the city's press in almost as fine form as ever. He had already announced he would run again. His press conference was to show he was healthy enough to run again.

The mayor walked in without his cane and though his speech was a little slurred at the beginning of the conference, he quickly became his old self. He cracked jokes and eluded tough questions as if he held news conferences every day.

In fact it has been four years since his last one — in the middle of the last election campaign.

The Malouf commission was on most minds. The commission headed by Judge Albert Malouf had reported wasteful disorganization in the construction of the 1976 olympics facilities.

Judge Malouf said the mayor must bear most of the responsibility for not appointing a project manager (he did it himself, in effect), not properly overseeing costs, and appointing an architect (Roger Taillibert) from France, who was not familiar with local problems.

The Mayor had promised over the last two and half years that he would answer the Malouf report "as it should be answered" in the form of a book.

"When will the book be published?", the mayor was asked. His only answer, "When it's ready."

Other members of the mayor's party have said the Malouf answer "probably" will not be published before the municipal election.

Opposition parties are planning to press the Mayor on the issue throughout the campaign. Henri Paul Vignola, the former chief of police, who is running for the Municipal Action Group (MAG) says the issue of the olympics has not gone away.

Vignola dismisses the "health issue" by saying "the mayor is the best judge of his own health. If he's running he's healthy and he must answer questions about his administration."

The olympic park facilities, Vignola points out, were to cost 330 million dollars. "But the project has cost 1,3 billion, and it's not even finished yet." (The provincial government has still not said if it will build the tower and famous retractable roof).

Vignola says to put this in scale, "Imagine a contractor tells you he will build a house for thirty thousand dollars, but when the bill comes in it's for \$130,000. That's the same proportion."

Jean Doré, the 37-year-old lawyer who is running for the Montreal Citizens' Movement (MCM) also dismisses the health factor. He says Mr. Drapeau can decide for himself if he's healthy.

Doré says healthy or not, it's time the citizens of Montreal tell the Mayor he's through. Doré says there's no doubt the mayor has worked 18 hours a day for Montreal — "he may even have sacrificed his health for his work" — but the time has passed when one man can tell one million what they need. "And that's what the Mayor does," he says, "he decides everything. He's the boss."

Vignola says there is much more than the olympics issue. He plans to challenge the mayor on his failure to represent the economic interests of the city. "I see the mayor as a lobbyist for the city, with businesses and with the provincial government."

MAG's only elected councillor, Nick Auf Der Maur says Mayor Drapeau has only two things on his mind these days, "a high speed train between Mirabel and New York and a tower for the olympic stadium."

Auf der Maur points out that when Sun Life left Montreal, taking thousands of high priced jobs with it, "the first Mayor we heard from was David Crombie of Toronto who said for the sake of national unity Sun Life should stay in Montreal." The second mayor was Stephen Juba of Winnipeg who said, "No, Sun Life should move to Winnipeg". Jean Drapeau has yet to be heard from.

Michael Fainstat, the other opposition councillor, who represents NDG for the MCM, says he'll continue to press for an open city hall. Fainstat points out that he and Auf der Maur have no facilities at city hall, "not even a secretary."

The two opposition parties spent seven months negotiating a coalition which might have removed Drapeau from office, by avoiding a splitting of the vote against him.

But that fell through. Auf der Maur says it was simply because the two parties are substantially different and just couldn't abandon their principles for the sake of electoral opportunism.

The MCM also says fundamental differences divided the opposition, but maintains the MCM has greater grass roots support than MAG and will attract most of the votes opposed to the Mayor. Auf der Maur dismisses that, pointing out his party had more votes in the last election.

In the meantime, Jean Drapeau has been at City Hall for 25 years, (1954 to 1957 and 1960-1982). The mayor says "If I run it is because I expect to win."

Downtown candidates for election named

With the November 14 municipal election approaching rapidly, the names of candidates representing Montreal's three downtown ridings, have been released.

In riding 41, which covers the core of downtown, from Atwater to University, and north to Dr. Penfield and Sherbrooke, incumbent **Nick Auf de Maur** is running again for the Municipal Action Group. Auf de Maur, a journalist, and MAG's only elected city councillor, has held

the seat since 1974. **André Rousseau**, a retired policeman, is running for the Civic Party, while **Dominique Newman**, a University of Montreal law student, is representing the Montreal Citizen's Movement.

In district 40, which starts East of University and runs to St. Lawrence, Civic Party incumbent **Goffree Laporte**, an insurance broker, is running again. **Mona Forest**, director of the Women's Information and Referral

Center, is the MAG candidate. **John Gardner**, a former teacher, who was elected city councillor under the MCM banner from 1974 to 1978, is running once again for the party.

In riding 53, which runs north of Dr. Penfield and Sherbrooke from Atwater to Park Avenue, incumbent, **Edmond Synnot**, a doctor, is representing the Civic Party. The MAG candidate is party president **Gaspard Fauteaux**, a business administrator. **Pierre Yves Melancon**, a research librarian at the University of Montreal, is the MCM's chosen candidate.

LE CONSEILLER MUNICIPAL, CET INCONNU

texte Marc-M. Dagenais
photos Régent Gosselin

Les élections municipales s'en viennent et les citoyens auront l'occasion de choisir un conseiller municipal et un maire pour Montréal.

Au cours de l'année, nous avons pu

constater que bien des gens ne connaissent pas leur conseiller municipal et à plus forte raison son rôle et ce qu'il peut faire pour eux.

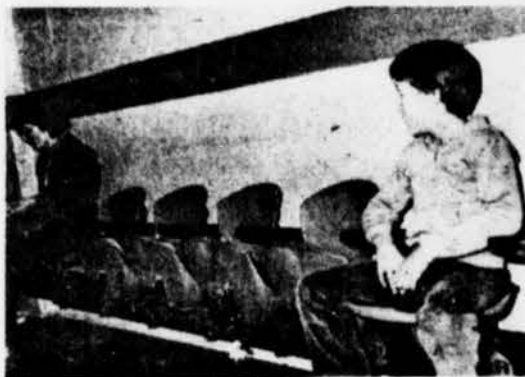
Ce phénomène est facilement explicable

du fait que le travail du conseiller municipal est temporaire et qu'il fait rarement les manchettes des quotidiens comme le fait le député provincial ou fédéral.

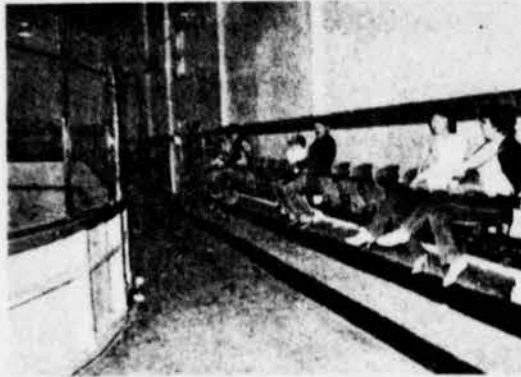
Durant l'opération 3,000,000 de fleurs, les gens appelaient au journal afin de savoir comment faire

pour obtenir leurs fleurs. Ils ne savaient souvent pas le nom de leur conseiller et souvent nommaient leur député à un palier ou à l'autre de gouvernement.

Afin d'avoir plus de renseignements sur le conseiller et son rôle nous avons rencontré M. Jean Trot-



Les arénas ont pu cet été se voir apporter des corrections afin de les rendre plus intéressants à fréquenter. Le Centre Père Marquette n'avait aucun siège pour s'asseoir. A la suite de demandes de citoyens, des sièges ont été installés.



Grâce à sa butte, le Parc le Pélican servira de théâtre en plein air l'été prochain et les résidents de Rosemont pourront y assister à d'excellents spectacles.

tier qui à l'aide d'exemples a pu mieux nous renseigner.

Le conseiller est avant tout, comme

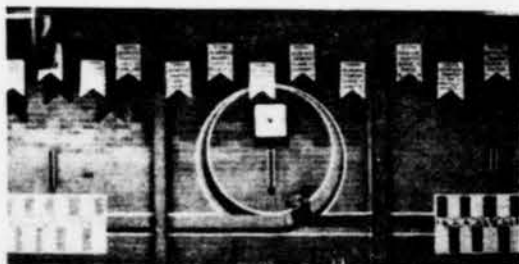
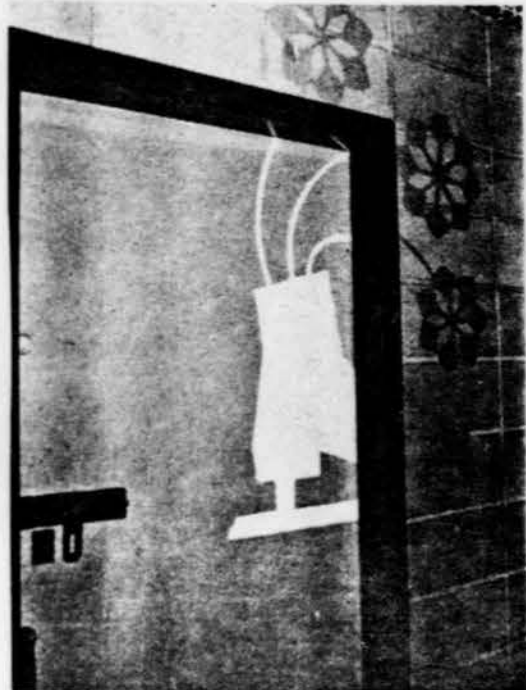
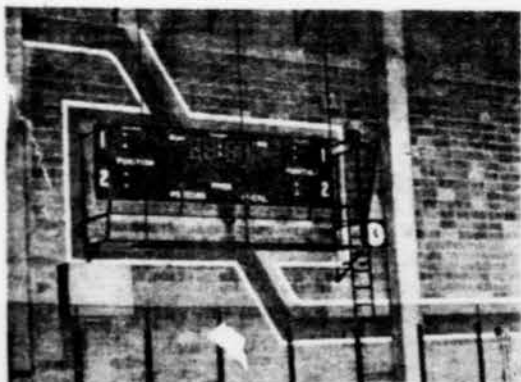
son nom l'indique, un conseiller qui pourra guider le résident de son district vers la bonne personne ou le bon service municipal qui pourra l'aider. Il sert aussi d'antenne dans le quartier afin de soumettre au comité exécutif les principales améliorations à apporter pour améliorer la qualité de vie du quartier et de ses résidents.

Il pourra, lorsque vous lui soumettrez une pétition, pousser un dossier et vous obtenir gain de cause auprès de l'administration municipale.

Durant la campagne électorale qui s'amorcera bientôt,

vous apprendrez sûrement le nom des candidats et connaîtrez le 14 novembre le nom du conseiller qui vous représentera à l'hôtel de Ville. Il sera important de ne pas l'oublier car ce sera lui qui pourra vous aider pour toutes vos demandes auprès de la ville de Montréal.

Dernièrement, un groupe de résidents de la rue Dandurand remettait à un conseiller une pétition pour demander que la ville plante des arbres devant chez eux. Le conseiller s'est impliqué, les arbres sont là et très bientôt, il y en aura jusqu'au boule-



Finis le temps des murs gris au Centre Etienne Desmarteau. Durant l'été les murs ont été peints avec art. Trois couleurs différencient les différentes salles: les deux patinoires et le gymnase. De très nombreux projets verront le jour dans Rosemont, suite aux demandes des résidents du quartier. Ces projets ont été présentés par un conseiller municipal qui en assure le suivi.

ward Pie X. D'autres pétitions ont aussi été présentées, que ce

soit pour l'installation de policiers silencieux pour ralentir les autos

dans les ruelles ou encore pour des projets de mini parcs ou de ruelles transformées en Places au Soleil, toutes les demandes sont prises en considération et les dossiers sont suivis. Il ne faut pas pour autant penser qu'une demande faite sera complétée la semaine suivante car il faut prévoir les délais normaux dus aux plans déjà établis et à la disponibilité de la main d'oeuvre.

Si vous vous en servez, le conseiller travaillera pour vous mais il faut se rappeler son rôle, ses pouvoirs et limites et ainsi le quartier pourra profiter d'une amélioration constante de la qualité de vie.



Les résidents de la rue Emile Patenaude ont présenté une pétition visant à faire de ce terrain vacant à l'extrémité de leur rue un mini parc avec des terrains de jardins. Le projet est en cours et nous pourrons bientôt en avoir les premiers résultats.

REALISATIONS DU CONSEILLER C. RENE PARIS



Résident de la paroisse St-Marc et conseiller du district 13 depuis 12 ans, C. René Paris a participé activement aux différents programmes et initiatives de l'administration montréalaise.

Malgré une grande implication dans les dossiers à caractères généraux il a tout de même su écouter les citoyens de son dis-

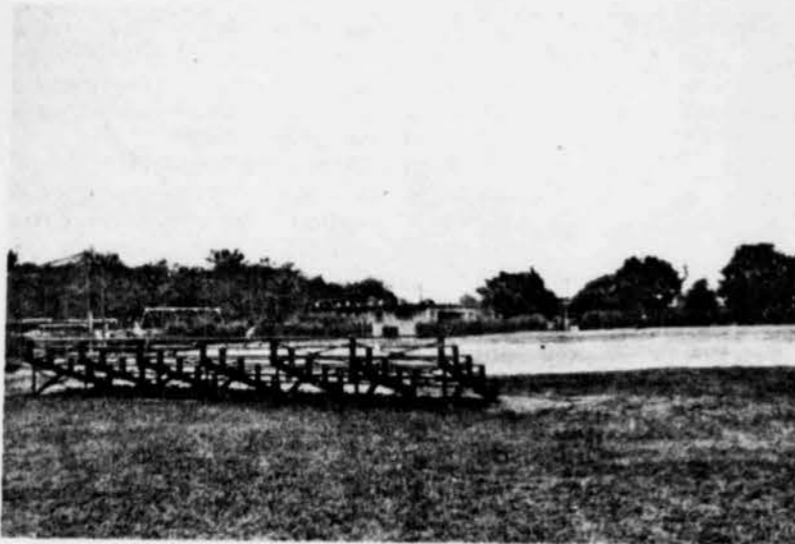
trict. Cette communication étroite lui a permis de représenter adéquatement le district Louis-Hébert dont il peut présenter un bilan fort positif:

Opération 20,000 logements "CIDEM"
Dans un territoire

presqu'entièrement développé, C. René Paris a réussi à augmenter le futur développement résidentiel en obtenant 2 projets d'habitation.

L'ex-école Marius Barbeau, coin 6e avenue et Bellechasse,

est actuellement en conversion grâce au travail de la coopérative "Le Retour à l'École". Prochainement un second développement s'ajoutera alors que des bâtiments résidentiels seront construits sur le



Le petit terrain de baseball du parc Beaubien se verra entouré d'une haie d'arbustes et les jeunes pourront alors jouer sans se faire déranger par les bicyclettes

terrain de la rue Ibergville qui abritait autrefois l'entreprise des huiles à chauffage Massicotte.

Voie Publique

À ce chapitre le district 13 fut particulièrement récompensé du travail de C. René Paris. De nombreuses rues furent rénovées, des ruelles nettoyées et le tout complété par un programme général d'éclairage des ruelles.

Sports et Loisirs

La réalisation du Parc Beaubien est sans contredit le sujet majeur. Situé au coin

qui sera complètement remodelée pour lui donner tous les atouts d'une véritable maison de la culture.

tion Tandem débuta réellement dans le district 13, alors que le premier comité y fut formé.



La demande est tellement forte pour les nouveaux terrains de tennis du parc Beaubien que la ville, poussée par les conseillers du quartier a décidé d'en construire 4 autres pour l'an prochain. Il y en aura alors 8 et il sera possible d'avoir un surveillant permanent.

des rues Beaubien et 6e avenue, ce parc a complètement été réaménagé et la restauration du Chalet.

Le parc Molson aussi subira plusieurs changements désirés alors qu'à l'été 83, un parc de jeu pour tout-petits y sera aménagé.

Maisons de la Culture

À nouveau deux projets majeurs à souligner uniquement pour notre district. D'abord la Bibliothèque Rosemont qui sera agrandie et transformée en un centre culturel complet.

En second lieu, la Bibliothèque DeLorimier, rue St-Zotique,

Opération Tandem

Système de prévention du crime basé sur la participation des citoyens, l'Opéra-

À ce tableau, nous pourrions également ajouter l'Opération 3 millions de fleurs, la construction d'abris pour voyageurs à certains arrêts d'autobus et autres.

Le futur, pour sa part est encore plus prometteur:

- Promouvoir le développement des artères commerciales des rues Beaubien et Bélanger;
- Aménagement du futur centre résidentiel ukrainien;
- Développement de l'Opération Tan-

Augmenter le nombre des courts de tennis dans le parc Beaubien.

Un passé chargé de réussites et de nombreuses années de service dévoué aux citoyens, tel est l'offre du Parti Civique aux résidents du district Louis-Hébert en présentant C. René Paris.

Source: Lionel Poupard. Comité organisateur.

LA COURSE À LA MAIRIE



LA RUE PRINCE-ARTHUR INAUGURÉE AU MILIEU D'UNE MANIF



Photo Le Journal - Normand PICHETTE
Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, a serré de nombreuses mains, hier soir, rue Prince-Arthur.

Le nouveau mail piétonnier de la rue Prince-Arthur a été inauguré officiellement — et en grandes pompes — hier soir, dans un climat de manifestation qui a semblé incommoder les nombreux représentants du Parti civique venus assister à cette « première »!

Yvon Lamarre

Les manifestants, appuyés moralement par le candidat Jean Roy, du RCM, ont chahuté le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, quand celui-ci a pris la parole. Pancartes à la main, ils ont scandé « Pas de Prince-Arthur sur la rue Duluth! » lors de cette cérémonie officielle.

Selon eux, l'aménagement urbain de la rue Prince-Arthur, avec ses nombreux restaurants grecs qui ont proliféré à un rythme affolant ces derniers mois, aurait dû passer par la consultation.

Le candidat Roy, qui s'est toutefois tenu à l'écart, a déclaré que l'administration n'a pas consulté les citoyens avant de procéder à ces travaux d'envergure qui bouleversent, dit-il, les habitudes de vie des riverains. Sur la rue Prince-Arthur, des millions de dollars ont été consacrés pour donner à

cette artère sa vocation piétonne, voire un caractère européen.

Lamarre: on a consulté les citoyens

Pour sa part, M. Lamarre a tenu à préciser que son administration a « largement consulté » les citoyens concernés. « On a fait des visites de quartier au cours des quatre dernières années. Cela nous a permis de faire le tour de tous les secteurs montrealais et de consulter la population », a-t-il mentionné, en ajoutant « qu'il faut que les choses se fassent ».

M. Lamarre considère que la transformation de la rue Prince-Arthur donne un véritable coup de barre au quartier tout entier. « Les maisons vétustes ont été restaurées, de nouveaux immeubles de même caractère archi-

tectural ont poussé et les commerçants sont fiers parce qu'ils voient leur clientèle s'agrandir et leur chiffre d'affaires augmenter », a-t-il ajouté.

Précédemment, le commissaire à l'Embellissement à la Ville de Montréal, Paul-Émile Sauvageau, a qualifié M. Lamarre de « plus grand administrateur ». De Montréal, il a dit que c'était « la ville la plus attrayante au monde! ».

Pas étonnant, non plus, que la rue Prince-Arthur était plus fleurie qu'à l'accoutumée, hier soir. Des employés des services travaux publics avaient pris la peine, en matinée, d'installer des bacs remplis de fleurs... gracieuseté du Jardin botanique de Montréal!

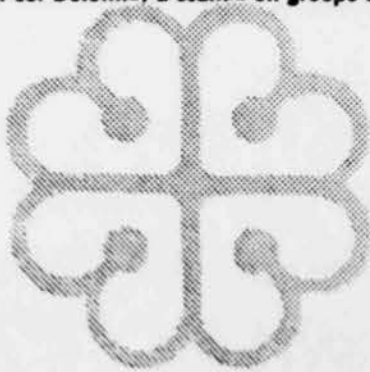


LA COURSE À LA MAIRIE



Photo Le Journal - Normand PICHETTE

«Pas de Prince-Arthur sur Duluth!», a scandé un groupe de manifestants.





LA COURSE À LA MAIRIE



Ce soir

VIGNOLA CHOISIT «SON» DISTRICT

(S.L.) — C'est ce soir que le candidat du Groupe d'action municipale à la mairie de Montréal, M. Henri-Paul Vignola, devrait arrêter son choix sur le district dans lequel il briguera les suffrages en vue du 14 novembre prochain.

C'est ce qu'a laissé entendre au *Journal*, hier, une source proche de l'exécutif de M. Vignola.

Ce dernier doit en effet prendre part à une soirée d'investiture confirmant la nomination des candidats Jacques Patoine, François Thivierge et Jean Des Trois Maisons dans les districts 20, 21 et 24, et M. Vignola profiterait vraisemblablement de cette occasion pour annoncer la nouvelle et dévoiler du même coup l'identité du colistier qui le représentera dans sa circonscription.



LA COURSE À LA MAIRIE



en bref...

L'image du candidat à la mairie Henri-Paul Vignola importe plus au GAM que le nom du parti lui-même. C'est ce qu'il faut comprendre, en tout cas en constatant le changement d'attitude des téléphonistes du GAM qui répondent maintenant «Comité Henri-Paul Vignola» plutôt que «Groupe d'action municipale», comme elles le faisaient auparavant à chaque appel.

...
C'est en fin de semaine que le plus grand effort des partisans du GAM seront déployés dans le cadre de la campagne de financement du parti. Un «blitz» doit en effet être organisé de porte à porte. L'objectif à atteindre: un dollar par maison visitée...

LA COURSE À LA MAIRIE



Le RCM fait son show au cinéma Monkland

«Le RCM présente: Jean Doré à la mairie...» Voilà le message que livre aux passants de la rue Monkland, la marquise du défunt cinéma Monkland qui, pour la durée de la campagne électorale, a été converti en quartier général des quatre candidats du Rassemblement des citoyens de Montréal qui briguent les suffrages dans les quartiers 46 à 49 dans le secteur Notre-Dame-de-Grâce.

Gilles Pilon

Le RCM semble avoir réalisé un coup de maître en réussissant à louer ce local désaffecté, propriété de la firme Famous Players de Toronto. Très spacieux, le local ne sera utilisé qu'en partie. C'est seulement le hall d'entrée qui servira de local électoral, alors que la grande salle ne devrait pas être utilisée au cours de la campagne. Le cinéma Monkland, qui a longtemps animé la vie culturelle du quartier NDG, est situé à l'intersection des rues Monkland et Girouard c'est-à-dire à un carrefour très achalandé et bien desservi par le système de transport en commun.

Le loyer de ce local ne coûtera que \$1,200 aux quatre candidats du RCM pour la période de deux mois précédant les élections.

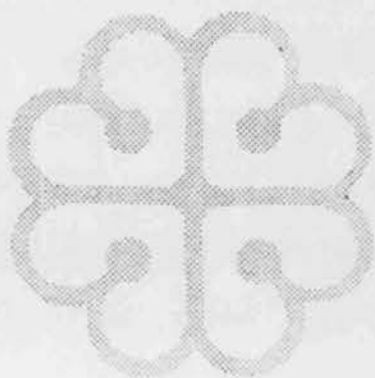
Hier en inaugurant le local des candidats Fainstat, Boskey, Bennet et Salvatore, le candidat à la mairie du RCM, M. Jean Doré a expliqué que ce cinéma est le genre de bâtiment qui devrait être protégé par l'administration municipale. Au RCM on verrait très bien la conversion en «maisons de la culture» ou centres communautaires de tels bâtiments qui ont marqué la vie de quartier pendant de longues années et qui maintenant sont désaffectés.



Photo Le Journal - Albert VINCENT

Les quatre candidats du RCM dans le secteur Notre-Dame-de-Grâce ont transformé le défunt cinéma Monkland en quartier général d'élection pour la période électorale. La marquise du bâtiment servira à diffuser les messages des candidats au cours de la campagne électorale.

Le local électoral du RCM est situé dans le district représenté par Mlle Justine Santenne, membre du comité exécutif de la ville de Montréal.



Un billet de

**ANDRÉ
BEAUVAIS**

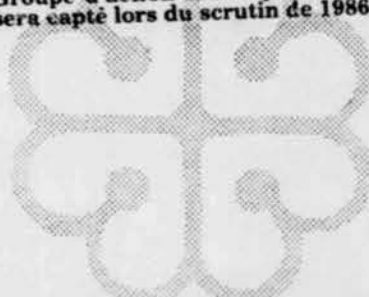


Le RCM imite Drapeau

Cela va en surprendre plusieurs mais voilà que le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) a décidé d'imiter nul autre que Jean Drapeau, chef du Parti civique et maire de Montréal depuis la Révolution tranquille de 1960.

Mais ne craignez pas, contribuables, le RCM n'a aucune intention d'adopter un projet grandiose qui aurait un impact international (à bien y penser, ce serait peut-être la solution pour ce parti...), les dirigeants de cette formation politique ont plutôt décidé de faire campagne sérieusement au cours des quatre semaines seulement précédant le scrutin. Drapeau l'a toujours dit, «c'est inutile de gaspiller de l'énergie trop tôt dans une campagne électorale».

Le RCM qui en est à sa troisième campagne électorale contre Jean Drapeau et le Parti civique vient de comprendre le message. À surveiller: les deux dernières semaines de la campagne! Du côté du Groupe d'action municipale, le message sera capté lors du scrutin de 1986!



CE QU'IL A DIT

Pour le R.C.M.

«Montréal n'a pas encore connu le pire de la crise. Je crois que si Montréal est pour vivre une période comme celle-là, de restrictions, d'austérité, en même temps que d'efforts de relance économique, j'aimerais bien mieux compter sur des forces neuves... Dans ce sens-là, je pense qu'une équipe très moderne, comme ont su la bâtir les militants du Rassemblement des citoyens de Montréal, m'apparaît une formation politique très intéressante pour les années 82 et suivantes, et c'est pour cette formation politique que je vais voter.»

Premier projet: écrire

«Je vais essayer d'écrire quelque chose. Mon seul objectif étant de publier mon livre avant celui du maire Drapeau... De même, j'aimerais évoquer aux nombreux concitoyens qui m'ont témoigné leur sympathie au cours des événements que j'ai vécus en 1982, leur dire comment j'ai vécu cela et leur dire quelques messages d'amitié.»

Les événements de 1982

«J'ai d'abord été victime d'un complot saulard qui a été organisé par des adversaires politiques... et dont les médias d'information se sont faits les véhicules... Cela m'a fait mal, et je n'ai jamais plus été le même après. J'espère juste que les tribunaux constateront aussi que je n'ai jamais plus été le même homme par la suite.»

«Deuxièmement, j'ai fait ma propre bêtise qui a été largement évoquée... J'en assume totalement la responsabilité.»

«Troisièmement, j'ai été victime d'une maudite «bad luck». Les statistiques disent dans les journaux ce matin que ce n'est pas si rare que ça... Cela m'a donné l'occasion de voir une sorte d'hypocrisie sociale... J'ai déjà vu des animateurs de radio de Montréal saouls morts danser sur un piano au Château Frontenac, je vous assure qu'ils n'avaient pas de leçons à me donner, pourtant ils m'en donnaient à tour de bras. J'ai vu que j'avais pris la bonne décision.»

Poursuite contre TVA

«J'attends juste mon tour pour être convoqué dans la poursuite que j'ai intentée contre TVA... C'était un mensonge, c'était une histoire inventée... Je ne veux surtout pas me mettre dans un autre pétrin, ça va faire pour cette année... Si nous vivons dans une société où il est permis d'inventer de toutes pièces une histoire sur un homme public et de détruire sa réputation, sans que leurs auteurs soient punis, franchement, je ne sais pas dans quelle société on vit...»

Claude Charron

fait son testament politique

50% DES JEUNES EN CHÔMAGE À CAUSE DE L'ÉGOÏSME DES CENTRALES SYNDICALES

Saturé de la vie parlementaire, dégoûté de l'hypocrisie sociale, Claude Charron part heureux et inquiet à la fois.

Dans une conférence de presse-bilan qu'il tenait hier avant-midi dans une salle du centre-sud de Montréal, dans ce qui fut «son» comté de Saint-Jacques pendant douze ans, M. Charron a expliqué en détail comment il en est arrivé à couper les ponts avec la politique.

Tout a commencé quand le réseau TVA s'est risqué à publier un reportage relativement à un scandale de films pornographiques, il y a un an, et dont aucun élément n'a encore été révélé depuis.

Cela devait ébranler assez sérieusement cet homme public pour qu'il ne soit plus jamais le même par la suite, et c'est quelques semaines seulement après qu'il était pris en flagrant délit de vol à l'étalage dans un grand magasin de Montréal.

Au cours de l'été, il avait pris la décision de se retirer de la vie politique, tout en se demandant s'il prenait la bonne décision quand, après avoir pris quelques verres, il heurtait une borne-fontaine et était aussitôt appréhendé par la police municipale de Québec.

«C'est là que je me suis rendu compte que j'avais pris la bonne décision», devait expliquer l'ancien ministre à la presse montréalaise.

M. Charron part heureux mais très inquiet de l'avenir réservé aux jeunes. Il tient sa propre génération responsable du fait que 50% des jeunes entre 18 et 25 ans sont chômeurs et s'en prend à l'égoïsme des centrales syndicales.

Sur le plan politique, il demeure «un citoyen indépendantiste», il qualifie René Lévesque d'homme admirable, et s'appête à voter pour le RCM, parce que la crise n'a pas fini de toucher Montréal et qu'il faut compter sur des forces neuves.

Sa décision la plus difficile a été de quitter les électeurs de Saint-Jacques à qui il s'était identifié depuis une quinzaine d'années et qu'il représentait depuis avril 1970. Voici les principaux extraits de la dernière conférence

de presse de Claude Charron.

Saint-Jacques

«Quand je vais partir, le 29 octobre, je vais partir avec deux fiertés. Je crois que j'aurai été un député qui représente la classe ouvrière d'une manière très authentique. Une des raisons qui m'a propulsé

**Textes:
Daniel BROSSEAU**

rapidement sur la scène publique à 21 ans, c'est l'écart qu'il y avait parfois entre la population d'un comté ouvrier et ceux qui s'en disaient les représentants. Très souvent, on a considéré les quartiers populaires comme une clientèle captive sur laquelle des



Photo Le Journal - Gilles LAFRANCE

politiciens de peu d'envergure faisaient tout simplement main basse et voguaient ensuite vers une carrière personnelle en se disant que la clientèle serait facilement maléable...»

«Saint-Jacques, entre autres, que ce soit avec Cournoyer ou avec Dozois, ou les autres auparavant, a été littéralement victime de ce genre de politiciens qui se superposent à une population à leurs fins personnelles.»

«Ma deuxième petite fierté, c'est d'avoir été le premier de ma génération à l'Assemblée nationale, il y a 150 mois...»

On s'est syndiqués par-dessus les oreilles

«Les vrais responsables du chômage des jeunes, c'est nous autres, les 35 ans... On s'est syndiqués par-dessus les oreilles. On est allés se chercher des conditions de travail qui disaient: bons pas bons, quand j'entre ici,

t'es pogné avec moi jusqu'à 65 ans.»

«Et ceux qui ont donné le ton à ça, c'est en particulier les chanceux de ma génération qui sont aujourd'hui la classe forte du secteur public et para-public qui ne se sont pas gênés pour se donner une sécurité à vie...»

«Comme je me sens responsable, j'aimerais participer à tout effort senti, loyal et déterminé pour que nous, qui avons été les enfants gâtés de la société québécoise, ayons plus que d'autres à travailler pour la jeune génération qui vit un drame effarant, actuellement.»

La crise et l'indépendance

«Moi, je dis comme citoyen indépendantiste: qu'est-ce que nous devons faire, pendant cette période de crise? Premièrement, travailler au milieu de nos concitoyens pour que la crise fasse le moins mal possible.»

«C'est ce à quoi s'oc-

cupe présentement le gouvernement du Québec, et je suis tout à fait solidaire de son action. Deuxièmement, il faut les inviter à constater, à leur dire, ceux qui sont encore fédéralistes: nous sommes encore dans ton régime. Nous vivons toujours dans le régime qui a été consacré il y a deux ans par un référendum québécois pour une période indéfinie, mais c'est celui que nous avons choisi. Mais, regardons comment ce régime-là nous dessert, ou à tout le moins nous sert très mal, quand vient le temps d'une période aussi difficile.»

«Tous les militants et les militantes du Parti québécois devraient faire les efforts en ce temps-ci pour dire une

seule chose: traversons la crise du mieux que nous pouvons, et gardons-nous bien dans la tête «Je me souviens», et quand j'aurai une minute de répit, après la tourmente de la crise, je vais m'équiper plus solide, et quand ça va frapper une deuxième fois, je serai moins mal pris qu'actuellement... La meilleure façon de faire face à la prochaine crise, pour que nous ne soyons pas laissés dépourvus, délaissés, manipulés par un gouvernement comme celui qui est actuellement à Ottawa, c'est de donner le mandat au prochain gouvernement de Québec de renforcer le Québec, pour notre propre sécurité. C'est l'indépendance du Québec qui va devenir un rempart pour la sécurité du Québec.

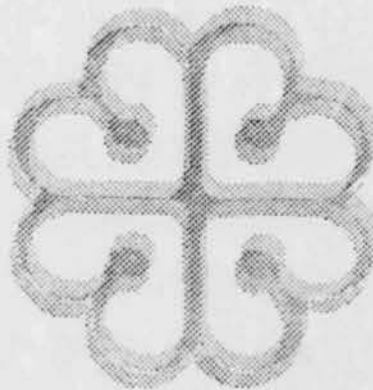


Councillor sues paper

Nick Auf der Maur has filed a \$350,000 damage suit against the *Toronto Star* for printing comments made during a media celebration in Toronto last July.

Auf der Maur, a Municipal Action Group member of Montreal city council and a columnist for *The Gazette*, said his words were directed as a joke toward a fellow opposition member at city hall and he had no idea they would be turned into a news story.

Michael Fainstat, the sole member of the Montreal Citizens' Movement on council, has filed suits against both *Maclean's Magazine* and Auf der Maur over an article mentioning Fainstat.



'Rivals for mayor's seat pick up steam'



Gazette, James Seeley

The Montreal Citizens' Movement set up its headquarters in the old Monkland cinema.

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

The campaign for the Nov. 14 city of Montreal election gathered momentum yesterday as one opposition party opened a novel west-end office and the leader of the other promised — no promises.

Jean Dore, the Montreal Citizens Movement (MCM) candidate for mayor, cut a red ribbon yesterday at the party's headquarters for the NDG district, the lobby of the former Monkland Theatre at Monkland and Girouard Aves.

Dore's name and party slogans are spelled out on the theatre marquee.

Dore said the theatre provides the party with a headquarters and a campaign issue combined. There have been rumors the theatre — closed about a year ago because of "economic conditions" — could be torn down; but the MCM is committed to the preservation of such neighborhood landmarks, he said.

Arnold Bennett, MCM candidate in one of the four NDG districts, District 49 or Notre Dame de Grace, said an MCM administration would encourage the restoration of the theatre for community use, one possibility being as a sorely-needed dramat-

ic arts centre for Dawson College.

(Jean-Paul Seguin, manager of real-estate administration for Famous Players Realty Ltd. of Toronto, said the company is discussing possible rental or sale of the theatre with several prospective commercial, government and non-profit organizations and he hopes it will reopen as a movie or live theatre before long.)

Meanwhile, Henri-Paul Vignola, candidate for mayor of the other opposition party, the Municipal Action Group (MAG), told a lunch meeting at a downtown church that a MAG administration would inherit city coffers left empty by the present Civic Party administration so he's making no election promises.

"We're realistic," Vignola said.

However, he did pledge to call a meeting of city economic leaders within 90 days of his election as mayor to discuss "reasons for the economic decline" of Montreal and priorities for reversing it.

Meanwhile, the ruling Civic Party said in a press release that campaign workers for the Civic Party councillor in District 27, or Villeray, Nicole Gagnon-Larocque, had set out to raise \$5,000 in a campaign in the district — and brought in \$10,231.

Quand M. Vignola entre en campagne

À chaque campagne électorale de Montréal, les Montréalais se disent, entre eux, les résultats du scrutin: ils sont toujours certains de la victoire de Jean Drapeau. Et cette certitude entretenue et confirmée engendre une nécessaire et humble résignation chez ceux qui se présentent contre lui. Jacques Couvreur savait, comme ses partisans, qu'il ne pouvait pas gagner; Serge Joyal devait le savoir, même quand il affirmait consacrer sa vie politique future à la chose municipale; et tous les autres, farfelus ou sérieux, qui ont engagé le combat contre Jean Drapeau savaient pertinemment qu'ils marchaient vers la défaite.

Cette année, les candidats peuvent penser différemment; parce que Jean Doré peut miser sur un programme qui aura des échos en temps de crise économique; parce qu'Henri-Paul Vignola peut influencer une partie de la population avec un passé qui se réfère à l'ordre et à la paix. Mais il faut davantage: les candidats doivent prouver aux Montréalais qu'ils valent personnellement plus que le maire sortant.

Jean Doré et le RCM sont demeurés très discrets sur leur programme jusqu'à maintenant. Et le lancement de la campagne du GAM ne peut être qualifié d'impressionnant. En tout cas, on n'a encore rien pour juger de la qualité du changement proposé.

Mercredi dernier, on prenait connaissance des grandes lignes du programme du GAM, que l'on peut résumer en grands thèmes: établir une relation de dialogue entre élus et citoyens, exercer un nouveau leadership économique, humaniser la vie quotidienne et vivre selon ses moyens.

Tout cela est bien joli; mais M. Drapeau dira qu'il a déjà toutes les solutions à ces problèmes. Et il répondra au GAM qu'il est en relation directe de correspondance avec des milliers de citoyens, que tous ses grands projets ont servi au leadership économique de Montréal, que ces travaux de réfection de quartier servent à l'humanisation de la vie et que son bilan de l'année prouve que son administration vit selon ses moyens.

Bien sûr, ces réponses sont plus ou moins vraies et plus ou moins fausses; mais c'est la crédibilité du défenseur qui donne l'autorité à la thèse.

M. Vignola possède évidemment un passé intègre. Mais pour infirmer la valeur de Jean Drapeau, il faut plus que des accusations de «maire-soleil», de «pièce d'antiquité», ou des jeux de mots du genre «il nous a mis sur la carte...de crédit». Bref, l'argument devra être plus serré pour espérer convaincre.

Pour les Montréalais, même pour ceux qui disent que «Drapeau est sûr de gagner», une élection municipale devrait être de première importance car c'est elle qui nous renseigne le plus sur les limites et les grandeurs de notre démocratie. Quand on voit, par exemple, le maire de Montréal «accorder» la semaine dernière, sa première conférence de presse à la population depuis trois ans, il faudrait au moins s'interroger sur la qualité du dialogue démocratique. C'est la réflexion qui devrait être active ou tout au moins stimulée.

La campagne est commencée; et on voudrait qu'elle se déroule bien, ou, tout au moins, mieux.

Jean-Guy DUBUC

MOI, JE VOTE POUR...

Doré, de bonnes idées

En réponse à votre sondage, j'aimerais ajouter mes commentaires.

Question no 1: Oui, il aurait dû quitter la politique. Pourquoi? Il a fait sa part, il est temps que la jeunesse s'implique avec des idées plus jeunes.

Question no 2: (RCM) Doré. Il est jeune, et il a sûrement de très bonnes idées en ce qui concerne notre avenir à nous Montréalais. M. Vignola, je ne le vois pas

là. Il était policier, il est retraité maintenant, eh bien qu'il profite de cette retraite bien méritée, et qu'il laisse ceux qui ont la politique dans le sang s'en occuper.

Gisele Létourneau
Montréal



Jean Doré

MOI, JE VOTE POUR...

C'est honteux de diminuer cet homme

Il est bien évident lors d'élection qu'il y a toutes sortes de commentaires en faveur ou contre un candidat. Je trouve honteux qu'on puisse diminuer un homme tel que monsieur le maire Jean Drapeau à cause d'une maladie et de son âge.

J'espère que les gens auront assez de tête pour voter en faveur du candidat qui pourra nous apporter de bonnes compensations et non pour le plus beau ou le plus jeune ou encore pour faire changement.

Je voudrais bien voir ces commentateurs qui traitent monsieur Drapeau de vieux et à 66 ans de bon à rien. Pourront-ils en faire autant, cela m'étonnerait! Je dis m... au gros parleur et petit faiseur! Un gros bravo à monsieur Drapeau, maire de Montréal.

Pour votre question: Croyez-vous que M. Lamarre aurait pu le remplacer?

Voilà, tout le monde est remplaçable, mais faut apprécier ce qui est vivant. Car après, il sera trop tard pour pleurer!

MOI, JE VOTE POUR...

Il est capable

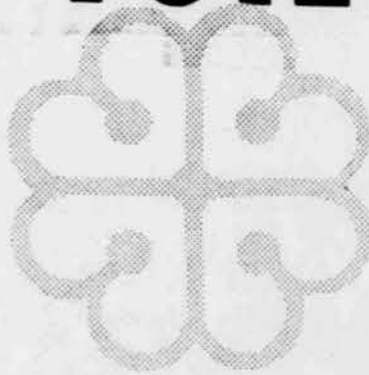
Si je vote pour M. Vignola, c'est que s'il a été capable de diriger quelques milliers de policiers, il est capable d'administrer une ville comme Montréal. Je propose qu'on emploie des chômeurs pour faire inspecter les rues, les ruelles, les trottoirs, les canalisations pour voir à leur entretien et à leur nettoyage. Les inspecteurs, eux restent assis sur leur c... dans leur bureau. Parlons un peu du Stade. Je vais encore payer des taxes longtemps pour cet éléphant blanc, un rêve inachevé. On n'a pas besoin de rêveurs à la tête de Montréal, mais d'administrateurs.

Marie-May Lauzon,
Montréal



Jean-Paul Vignola

MOI, JE VOTE POUR...



Mon choix, c'est Drapeau!

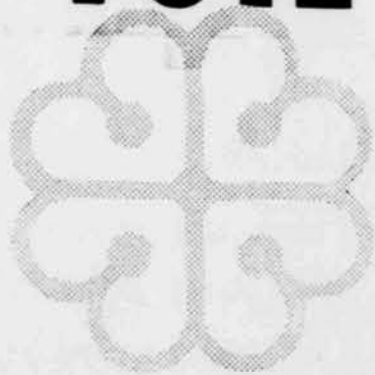
Mon choix est monsieur le Maire Jean Drapeau.

Voici les qualités d'un homme politique: c'est un homme hors pair, très honnête avec beaucoup d'énergie, courageux et exemplaire. Il sait surmonter les difficultés. Le travail ne lui fait pas peur.

Ce n'est certainement pas lui qui cherche l'homme qui a inventé l'ouvrage pour le trier. C'est maon opinion. Je lui souhaite la meilleure des chances pour votre campagne à l'élection. C'est lui qu'il nous fait.

Mme Gertrude Jupp,
Montréal

MOI, JE VOTE POUR...



Pourra-t-il achever son mandat?

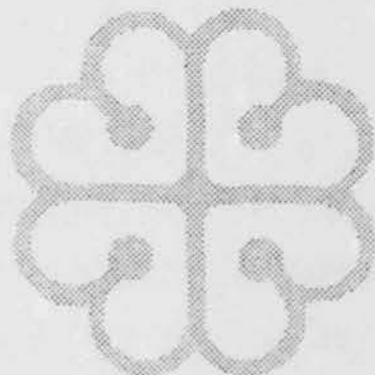
Je ne suis pas d'accord avec la candidature de Jean Drapeau, car c'est une maladie qui demande beaucoup de repos et il peut avoir une rechute. Ce sera à recommencer pour nous.

C'est un âge raisonnable pour se retirer et donner sa

place à un autre qui n'aurait pas de misère à faire mieux, surtout en économie.

J'espère que les électeurs vont y réfléchir avant de poser leur croix en novembre prochain.

Mme R.G.
Montréal.



MOI, JE VOTE POUR...



Il est temps d'établir la démocratie

Il est temps que la démocratie s'installe à Montréal.

Que le citoyen ordinaire puisse dire son mot dans l'élaboration des programmes de la ville.

Que l'on place les priorités aux bons endroits.

Que les citoyens pauvres et moyens n'aient pas à payer pour des programmes extravagants (genre signe de la ville, lampadaires de luxe, Jeux olympiques).

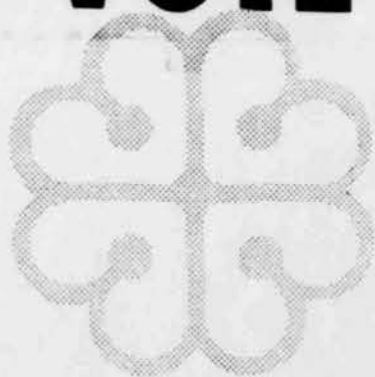
On a fait plusieurs coupures ces dernières années et les seuls citoyens qui en ont souffert, ce sont les pau-

vres. Ex: loisirs. J'ai 4 enfants. Aujourd'hui il faut être très à l'aise financièrement parlant pour permettre à 3 de mes enfants de pouvoir s'inscrire au hockey, c'est très dispendieux et je dois faire un choix: nourrir ou bien amuser mes enfants.

Le choix est facile à faire, mais j'ai peur que mes enfants deviennent un jour délinquants en les privant de loisirs nécessaires. Le loisir, ce n'est plus l'affaire des pauvres, c'est l'affaire des riches.

Pierre Lefebvre,
Montréal.

MOI, JE VOTE POUR...



Je vote pour lui, mais...

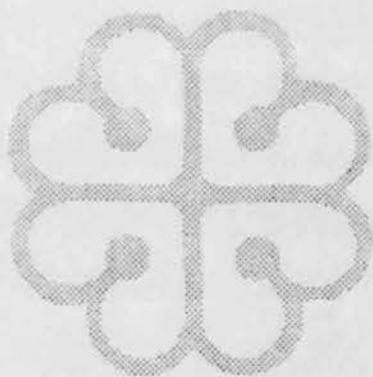
Nous sommes un groupe de parents, d'amis et de connaissance qui allons voter «Vignola», parce que nous sommes écoeurés des folies de grandeur de l'administration «Drapeau-Saulnier». Ils ruinent la population pour mettre leurs folies à exécution, alors qu'ils auraient dû diminuer les taxes des petits propriétaires.

Nous allons peut-être vendre nos maisons parce que nous payons trop de taxes.

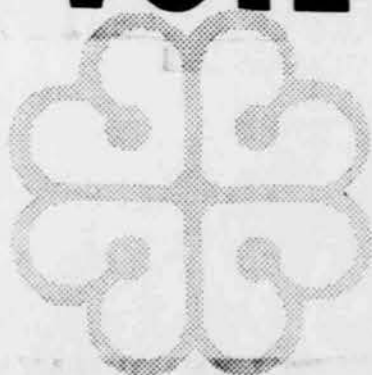
Une chose nous déçoit cependant de M. Vignola, c'est qu'il sera tolérant envers les homosexuels. Alors qu'on croyait qu'il mettrait fin à la vague de crimes qui déferle sur Montréal et que l'homosexualité, comme la drogue et la prostitution, en sont les causes.

Nous espérons qu'il reviendra sur sa décision.

B.R.
Montréal



MOI, JE VOTE POUR...



Du repos pour Drapeau

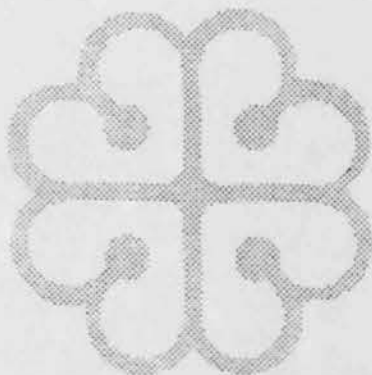
Comme vous pouvez le constater dans la première question je coche «oui» pour le départ de M. Drapeau de la politique municipale. Ce n'est pas parce que je doute qu'il ne soit pas élu, mais parce que je doute beaucoup qu'il soit capable de compléter son mandat en entier. Après tout, c'est une durée de quatre années et le maire relève d'une maladie assez grave.

Pour la deuxième question, «oui», je crois que M. Yvon Lamarre pourrait remplacer M. Drapeau, vu qu'il possède une énorme connaissance des affaires

municipales pour la ville de Montréal. Il semble passablement plus jeune que M. Drapeau et aussi il apparaît en excellente santé.

Quoi qu'il en soit, pour la troisième question je coche pour son honneur le maire Drapeau, car je crois qu'encore présentement pour les prochaines années il est avec le parti civique de Montréal le meilleur pour administrer les affaires du Grand Montréal. Donc, malgré que son état de santé laisse à désirer, je lui souhaite la meilleure chance.

Hubert Brooks
Montréal




MOI, JE VOTE POUR...

Pas d'accord avec ce genre de farce

Un homme politique qui va rencontrer les gens de St-Henri et la première chose qu'il leur dit, c'est: l'enfant se porte bien. Un homme politique qui se permet de faire une grosse farce au sujet d'un déficit de 1 mil-

liard de dollars n'est pas normal. Lamarre est le digne fils de Drapeau. Mettez les deux dans le même sac. Sortez un ou l'autre, il n'y a pas de différence.

René Ouellette,
Montréal



«Votez pour vous, votez RCM»

«Votez pour vous, votez RCM» et en anglais: «Make Montreal yours, Vote MCM»

Tels sont les slogans de la campagne électorale 1982 du Rassemblement des citoyens de Montréal. Ces slogans figureront sur toutes les affiches publicitaires,

dépliants et banderoles qui ne manqueront pas d'apparaître dans le paysage montréalais d'ici au 14 novembre.

Contrairement aux deux dernières élections

municipales de 1978 et 1974, les stratèges politiques du RCM ont décidé de diffuser un message simple que les Montréalais pourront assimiler plus rapide-

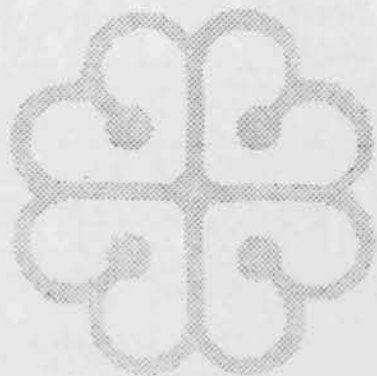
ment et plus facilement.

Le message du slogan en français ne comporte que six mots qui véhiculent bien toute la philosophie du RCM, soit de redonner aux Montréalais leur ville en réinstallant la démocra-

tie à l'hôtel de ville et en faisant descendre l'administration municipale au niveau de la population.

Gilles Pilon

Par ailleurs, on moussera la candidature de Me Jean Doré à la mairie dans tous les district électoraux de la ville en le faisant figurer sur toutes les affiches des candidats à l'échevinage. Dans la plupart des cas, la traditionnelle affiche où se retrouvait uniquement la figure du candidat sera remplacée par un photographie dudit candidat servant la main de Me Doré.



Le RCM exempterait les Pointeliens du paiement du déficit olympique

Une administration municipale du RCM exempterait les Pointeliens du paiement du déficit olympique imputé à la ville de Montréal, car les Pointeliens ne peuvent être tenus responsables des conséquences des gestes posés par l'administration Drapeau-Lamarre alors qu'ils n'avaient pas le pouvoir de voter aux élections municipales de Montréal.

Gilles Pilon

C'est l'assurance qu'a donnée hier, le candidat à la mairie de Montréal du Rassemblement des citoyens de Montréal, M. Jean Doré, alors qu'il prenait la parole devant une centaine de citoyens de Pointe-aux-Trembles.

M. Doré a expliqué que la ville de Montréal n'avait donné aucune garantie aux Pointeliens lors de l'annexion quant à leur participation au remboursement du déficit olympique après 1985 et qu'il n'était pas raisonnable de leur faire payer

leur part alors que ce sont les citoyens de Montréal qui doivent porter seuls la responsabilité de cette dette puisque ce sont eux qui ont élu le maire Drapeau et son équipe.

Le candidat du RCM a aussi donné l'assurance aux personnes présentes que son administration redonnerait aux citoyens du bout de l'île certains droits qu'ils ont perdus lors de l'annexion, comme par exemple, le droit au référendum pour contester des règlements municipaux. Le RCM, s'il est porté au pouvoir, entend d'ailleurs modifier la charte de la ville de Montréal de façon à ce que les citoyens puissent demander et obtenir des référendums sur les questions importantes. Seuls les citoyens de Montréal et de Québec sont privés de ce droit.

Deux candidats

À l'assemblée d'hier, deux candidats à l'échevinage qui brigueront les suffrages sous la bannière du RCM, ont été présentés à la population. Il s'agit de M. Réal Cournoyer, dans le district 55, et de Mme Jacqueline Bordeleau, dans le district 57. Mme Bordeleau est bien connue dans le secteur puisqu'elle fut attachée politique du député-ministre Marcel Léger pendant plus de dix ans.



Photo LE JOURNAL

Le candidat à la mairie pour le RCM, Me Jean Doré a tenu à assurer les Pointeliens qu'ils n'auraient pas à participer au remboursement du déficit olympique imputé à la ville de Montréal si son parti prend le pouvoir le 14 novembre.

Incapable de se trouver un colistier hier soir, au moment où l'on attendait qu'il annonce le choix du district dans lequel il se présentera, le candidat du Groupe d'action municipale à la mairie, Henri-Paul Vignola, se voit confronter à une inquiétante solitude pré-électorale...

Pierre Leroux
Serge Labrosse

Assuré à trois reprises cette semaine par un porte-parole du GAM et stratège de l'ex-policier, que M. Vi-

VIGNOLA INCAPABLE DE TROUVER UN COLISTIER!

gnola dévoilerait l'endroit où il briguerait la faveur populaire, on s'attendait à une soirée enthousiaste donnée par le parti présidé depuis 1979 par M. Gaspard Fauteux.

Loin de là... Après de longs moments de suspense, M. Amin Marier, présenté par plusieurs comme l'éventuel colistier de M. Vignola, annonçait qu'il renonçait à se lancer en politique active. Approché par l'Organisation des Nations-Unies, M. Marier

prévoit amorcer une nouvelle carrière en Afrique au cours des prochains mois. Dans ses conditions, il ne se sentait plus apte à se porter candidat.

Ce désistement allait sérieusement compliquer les affaires de M. Vignola qui a fait part de son désir de reporter sa décision quant au choix du district où il se présentera. Sans colistier, le chef du GAM risquerait en effet sa tête, si les aléas électoraux lui infligeaient une

défaite dans son propre district. Il n'aurait alors pas de solution de rechange...

Ainsi, advenant une victoire du GAM au scrutin du 14 novembre et une défaite de M. Vignola dans son district, ce dernier ne pourrait alors siéger comme maire...

De plus, à six semaines de la visite des Montréalais aux urnes, le GAM n'a pu, jusqu'à maintenant, présenter que 21 candidats alors qu'il en faut 57 pour as-


surer une représentation complète. Le recrutement s'annonce difficile.

Par ailleurs, l'exécutif du GAM a présenté trois de ses «gros canons» hier soir. Ce sont MM Jean des Trois Maisons (qui se présentera dans le district 24), François Thivierge (21), tous deux déjà officiers du GAM et un nouveau-venu, M. Jacques Patoine qui s'efforcera de séduire l'électorat du quartier Fleury (no. 20).

Après le président du parti, Gaspard Fauteux, après le présentateur-maison et après les trois candidats du GAM dans la région d'Achincas, M. Vignola a eu droit, après deux heures d'attente, à quelques mots... qui n'étaient pas précisément ceux qu'on attendait de lui.



Photo Le Journal Michel MILLER



Doré lutte pour que la ligne d'autobus 65 soit rétablie

Le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal, Jean Doré, et les trois candidats de Snowdon pour le conseil de ville ont rencontré hier la population de ce quartier pour s'engager à travailler afin de rétablir la ligne d'autobus 65.

Depuis que cette ligne, pratique et bien utilisée, selon le RCM, fut annulée le 4 janvier 1982, le service de transport dans des secteurs de Snowdon et Côte-des-Neiges s'est détérioré.

Malgré une pétition de 8,000 noms recueillis par le RCM et des milliers de lettres et d'appels téléphoniques de citoyens, la CTCUM n'a pas agi pour offrir un service d'autobus adéquat, toujours selon ce parti politique municipal.

Le RCM croit que la CTCUM a fait une erreur grave de planification quand elle a enlevé ce service. Selon les candidats du parti, présents à l'assemblée, 20 pour cent de la population du secteur Snowdon est composée de personnes âgées, soit la plus forte concentration de personnes âgées à Montréal, et que plusieurs sont incapables ou ne sont pas disposées à se servir du nouveau métro.

Pour le RCM, le rétablissement de la Ligne d'autobus 65 est une question de première importance. Il le voit comme une partie intégrale du processus de démocratisation de la CTCUM et demande des assemblées publiques concernant toute modification au parcours et aux horaires des lignes d'autobus qui seraient considérées dans l'avenir.

Transit office staff drop pay demands

By JENNIFER ROBINSON
of The Gazette

Office workers at the Montreal Urban Community Transit Commission (MUCTC) voted last night to drop their wage demands and accept wage increases that would mean a six-per-cent loss of purchasing power over a two-year period.

The 435-member office workers' union also voted to split with the 2,100-member maintenance workers' union.

"Our members just don't want to be part of a common front of unions to fight for (wage) indexation," said Michel Benard of the office workers' union.

Office workers earn between

\$11,500 and \$32,500 a year.

The maintenance workers union, which has threatened to strike illegally for wage indexation, is now the only MUCTC union unwilling to give in to the commission's restraint plan.

Benard said his members want the same wage increases as the 4,200 bus drivers and Metro operators got when they voted last week to accept the MUCTC's restraint offers.

He said they also want the MUCTC to withdraw demands to change current contract clauses covering the work-week and the evaluation of jobs and.

But the drivers' wage settlement, which entails a six-per-

cent loss in purchasing power, is slightly higher than the MUCTC's wage offers to the office workers.

MUCTC officials, who will meet with union negotiators this morning, were not available last night to comment on whether it would increase its offers to match the drivers' settlement.

The MUCTC says the office workers are paid 15 per cent more than their private industry counterparts.

It has offered office workers a six-per-cent wage increase retroactive to Jan. 11 and a further adjustment if 1982 inflation exceeds 10 per cent.

Under the offers, they would

get a 2.4-per-cent increase next January which would be adjusted if the inflation rate in the first six months of 1983 exceeded 4.4 per cent and in July, the same again if inflation exceeded 4.4 per cent in the latter six months.

The drivers agreed to a seven-per-cent increase retroactive to Jan. 11, when their contract expired, and an adjustment if inflation exceeds 10 per cent this year.

For 1983, the drivers agreed to the same formula as offered to the office workers except that the increase is 2.9 per cent per six months instead of 2.4 per cent.



La campagne coûtera plus de \$1 million aux trois partis

Les partis politiques municipaux de Montréal comptent dépenser ensemble au moins \$1 million pour leur campagne électorale à la mairie et dans les 57 districts électoraux.

Les deux partis d'opposition, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) et le Groupe d'action municipale (GAM) lancent cette semaine leur campagne de financement avec l'objectif minimal de recueillir \$300.000 chacun. Le GAM se propose de recueillir \$1 par foyer tandis que le RCM a demandé à ses 3.000 membres de recruter deux nouveaux adhérents et de recueillir \$100 dans leur milieu.

Le Parti civique de Montréal (PCM) avait demandé à ses 52 conseillers élus et à quelques candidats nouveaux de recueillir \$5.000 dans leur district. La plupart des conseillers ont atteint cet objectif et quelques-uns l'ont dépassé. C'est ainsi que Mme Nicole Gagnon-Larocque, candidate dans le district Octave-Crémazie (no 27), a pu recueillir \$10.231 au cours d'une campagne de financement populaire, l'une des rares que le PCM ait mené à la manière des partis d'opposition. Mme Larocque aura fort à faire puisque, élue par moins de 150 voix de majorité en 1978, elle doit affronter le candidat à la mairie du RCM, M. Jean Doré, et son co-listier, M. Claude Grégoire.

Le parti du maire, M. Jean Drapeau, peut donc compter sur le produit de sa campagne de financement, évalué à au moins \$250.000. A cette somme, il faut ajouter une somme de \$104.375 qui constitue l'actif du parti au début de l'année électorale.

Le PCM n'est pas demeuré inactif depuis le début de l'année et sa caisse s'est enrichie du produit de ses manifestations publiques, de la contribution annuelle de ses élus et des contributions des électeurs parmi lesquels on compte des entrepreneurs en construction et des gens d'affaires qui ont traité avec l'administration municipale. Les partis d'opposition lui font reproche d'accepter parmi ses contributeurs des personnes dont l'intérêt envers l'administration municipale est si direct.

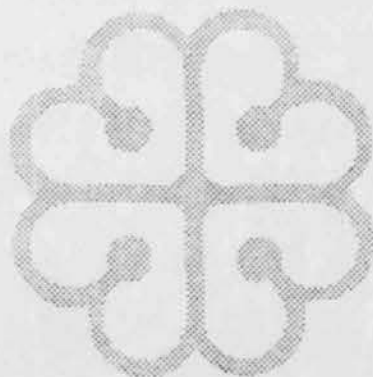
En 1978, le PCM a dépensé \$263.764 98, dont \$118.349 pour la campagne à la mairie. Le GAM, formé quelques mois seulement avant les élections, a dépensé \$261.605 93 dont \$177.084 pour la campagne à la mairie. Le RCM, le plus pauvre des partis politiques municipaux, avait dépensé \$123.533 38 dont \$31.438 pour son candidat à la mairie. La plupart des candidats dans les districts avaient dépensé entre \$2.000 et \$3.000.

Les rapports des dépenses électora-

les de 1978, les premiers que les partis politiques aient eu à produire en vertu des lois nouvelles sur la démocratie municipale, indiquaient que les candidats inscrivaient aussi des dépenses personnelles. Ainsi, les candidats, y compris le candidat à la mairie, avaient dépensé pour plus de \$2.800 en achats de vêtements tandis que les candidats du RCM ont dépensé \$411 en frais de garderie et \$18.75 en coupes de cheveux.

Durant la période électorale officielle, d'une durée de 21 jours, la Loi sur les élections dans certaines municipalités limite les dépenses autorisées à certaines sommes, compte tenu du nombre d'électeurs. Une évaluation préliminaire du directeur des finances de la Ville de Montréal, fondée sur un corps électoral de 701.009 électeurs, estime à \$220.000 la somme qu'un parti politique peut consacrer à la campagne à la mairie et à \$246.502 la somme qu'il peut dépenser pour l'ensemble de ses candidats dans les districts électoraux. Le plafond des dépenses autorisées dans les districts varie entre \$2.741.25 et \$5.175.

Tous les candidats qui obtiendront au moins 20% des voix exprimées le 14 novembre auront droit à un remboursement équivalent à la moitié des dépenses électorales.





Doré à ses adversaires: d'où vient votre argent?

par Alain Duhamel

En lançant officiellement, hier, la campagne de financement du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), le candidat à la mairie, M. Jean Doré, a sommé les deux autres partis de divulguer la provenance réelle des fonds qui enrichissent leur caisse électorale.

«Les règles du jeu sont faussées», a dit M. Jean Doré en dénonçant particulièrement le Parti civique de Montréal (PCM) dont la caisse, richement pourvue, comporte une part importante de dons anonymes.

En 1978, le parti du maire Jean Drapeau a recueilli près de 44 pour cent de ses revenus en dons anonymes versés au cours de ses assemblées publiques. Le PCM avait reçu \$98.927,88 en contributions des électeurs et \$78.300,60 en dons anonymes. «C'est la

façon indirecte du PCM de continuer à se financer par les gens qui vivent des contrats de la Ville».

S'il est porté au pouvoir le 14 novembre, le RCM compte entreprendre des démarches auprès du gouvernement québécois pour amender la Loi sur les élections dans certaines municipalités afin de plafonner la valeur des dons anonymes à dix pour cent des revenus d'un parti politique.

«Le RCM se bat depuis huit ans pour démocratiser l'ensemble de la vie politique municipale. Une des premières et plus importantes garanties que nous pouvons offrir à la population du sérieux et de la crédibilité de nos objectifs, c'est bien la transparence que nous nous imposons et que nous exigeons de nos adversaires en matière de financement de la campagne électorale en cours.»

M. Doré ne s'explique pas la provenance des fonds du Groupe d'action municipale (GAM) qui, encore le printemps dernier au moment où il était question d'une alliance d'opposition, trainait une dette de plus de \$50.000 héritée de la campagne de 1978. Le GAM a déjà entrepris sa campagne publicitaire et, selon le RCM, coûterait à ce jour environ \$60.000.

Le RCM voudrait mener une campagne électorale qui lui coûtera environ \$300.000. Il compte recueillir \$150.000 en contributions et obtenir le reste par le remboursement de ses dépenses électorales s'il obtient plus de 20 pour cent des voix. «Cela ne fait pas de doute» dit M. Doré.

A ce jour, le RCM a recueilli \$26.800 auprès de 270 électeurs et se trouve en avance, à ce chapitre, sur sa campagne de 1978.

Le RCM compte recruter 6,000 membres et disposer d'un budget de \$300,000

■ Le Rassemblement des citoyens de Montréal compte pouvoir disposer de \$300,000 et recruter 6,000 membres pour mener à bien sa campagne électorale.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le candidat à la mairie du RCM, Jean Doré, a expliqué, hier après-midi, qu'il espérait bien pouvoir profiter de \$300,000, dont la moitié proviendra du remboursement des dépenses électorales, si ce parti politique municipal recueille au moins 20 p. cent du vote exprimé. Une partie de cette somme sera consacrée à la publicité.

Le RCM avait convoqué la presse pour annoncer le lancement officiel de sa campagne de financement. «Je peux vous dire que notre campagne est en cours depuis le 30 septembre et que nous avons déjà récolté \$26,000. Nous sommes très satisfaits du résultat jusqu'à présent et je peux vous dire que le RCM est de beaucoup en avant sur la campagne de 1978», précise M. Doré.

En dons anonymes en passant le chapeau lors d'assemblées publiques, le RCM a récolté \$4,000.

Pour ce qui est du membership, le RCM compte actuellement 3,000 membres ce qui représente, selon les dirigeants de ce parti, déjà



Photo P.H. Talbot LA PRESSE

Jean Doré

deux fois le nombre combiné des membres des autres formations politiques en lice dans cette campagne qui se terminera le 14 novembre.

Les candidats

Dans son allocution, le candidat

Doré n'a pas manqué de lancer quelques pointes à l'endroit de ses opposants. Au Parti civique, il reproche le trop grand pourcentage de dons anonymes. Il s'en est aussi pris aux entrepreneurs qui font des dons au Parti civique parce qu'ils ont obtenu la permission de construire plusieurs maisons à Montréal.

Pour ce qui est du GAM (Groupe d'action municipale), M. Doré a soutenu que ce parti, que l'on dit être pauvre, a déjà dépensé pas moins de \$60,000 dans sa campagne de publicité.

«Un gouvernement RCM s'engagera à entreprendre les démarches nécessaires pour faire resserrer la Loi en ce qui concerne toute la question des dons anonymes», a précisé M. Doré.

Le candidat à la mairie de ce parti politique municipal a par ailleurs parlé du choix des candidats à travers la ville. Même si présentement le RCM a rendu public les noms de seulement 30 candidats à des postes de conseillers sur une possibilité de 57, on affirme qu'il ne manque que sept personnes pour combler tous les districts. Dans les 20 autres districts, des candidats possibles ont été approchés. Pour rendre leurs candidatures officielles, il faut attendre la tenue d'assemblées d'investiture.



Le RCM en quête de \$300,000

Débutée il y a à peine une semaine, la campagne de financement du Rassemblement des citoyens de Montréal a permis de recueillir près de \$27,000 soit cinq fois de plus que pour la même période lors de la campagne électorale de 1978. L'objectif de cette année est de collecter \$300,000 soit trois fois plus que lors des dernières élections.

C'est ce qu'ont fait savoir hier les stratèges du RCM alors qu'ils lançaient officiellement la campagne de financement 1982 en vue de regarnir leur caisse électorale.

Me Jean Doré, le candidat à la mairie du RCM, a d'ailleurs révélé que son parti avait reçu 148 dons de moins de \$25, 103 contributions dont le montant se situe entre 26 et \$130 et 17 contributions de plus de \$100. Il en a profité pour demander aux deux autres partis, le Parti civique et le GAM, d'ouvrir eux aussi leurs livres comptables aux journalistes et à la population pour faire preuve de transparence.

L'adversaire de M. Drapeau a ajouté que son organisation politique déplore les pratiques pour le moins immorales du Parti civique qui consiste à accepter des contributions financières importantes d'entrepreneurs et de promoteurs qui se voient octroyer des contrats de la ville ou qui peuvent acheter à bon prix certains terrains appartenant à la ville pour ensuite y construire. Le RCM voit de plus d'un mauvais oeil les fameuses contributions anonymes faites au Parti

civique et qui représentent près de 44 pour cent des rentrées de fonds du parti du maire Drapeau.

Pour ce qui est du Groupe d'action municipale, Me Doré estime que ce parti fait de bien grandes dépenses pour un parti pauvre qui traînait encore tout dernièrement des dettes des dernières élections. Il invite Messieurs Vignola et Fauteux à révéler eux aussi la provenance des fonds qui leur permettent de se payer à prix d'or d'immenses panneaux réclame.

Le RCM compte présentement près de 3,000 membres et il espère doubler ce nombre d'ici au jour des élections.

57 candidats

Hier le RCM comptait une trentaine de candidats officiels, c'est-à-dire nommés lors d'assemblées dans les districts. Une vingtaine d'autres devraient être désignés lors des réunions qui se tiendront la semaine prochaine. Il reste à trouver des candidats dans sept districts. Le RCM a l'intention de présenter des candidats dans les 57 districts, mais prévoit de faire une campagne plus intensive dans environ 35 districts, soit ceux où ses candidats ont le plus de chances de se faire élire.



3,000 SCOUTS SE TRANSFORMENT EN TRAVAILLEURS D'ÉLECTIONS

Une véritable armée de 3,000 scouts et cadets joueront les petits travailleurs d'élections, en fin de semaine, afin de distribuer les nouvelles listes électorales informatisées dans plus de 450,000 foyers montréalais.

Cette distribution, qui constitue une première, les listes ayant toujours été livrées par courrier — et uniquement chez les électeurs dont les noms apparaissent sur les listes officielles — débutera samedi vers midi pour se terminer lundi, jour de l'Action de Grâce. Les Montréalais ne devront donc pas s'étonner de voir devant leur porte l'un des nombreux scouts qui seront, pour l'occasion, vêtus de leur uniforme traditionnel.

Le président-adjoint du bureau des élections, M. Yvon Leblanc, esti-

me que cette innovation permettra d'économiser « au moins » \$70,000. Les scouts recevront 8 cents pour chaque liste électorale livrée. Chaque envoi postal, avec les Postes canadiennes, aurait coûté la « modique somme » de 30 cents! « En trois heures, ajoute M. Leblanc, chaque jeune devrait être en mesure de « faire » 150 portes. Son revenu sera d'environ \$12 ou \$4 l'heure. » Plus que l'économie substantielle qui sera réalisée grâce à la participation des jeunes « travailleurs », M. Le-

blanc précise que cette façon de procéder évitera les oublis qui surviennent trop souvent lors des révisions de listes électorales.

« Ceux qui se rendront compte, en recevant les listes, que leur nom n'apparaît pas sur la copie officielle pourront facilement se faire inscrire en se présentant dans l'un des 57 bureaux des vice-présidents d'élections qui seront ouverts à cette fin du 11 au 19 octobre », dit-il.

13,000 personnes à l'oeuvre

Les scouts et les cadets ne seront pas les seuls à recevoir un chèque de paye pour travailler en vue des élections du 14 novembre à Montréal. Selon M. Le-

blanc, pas moins de 13,000 personnes seront rémunérées pour leurs services « électoraux ». Les salaires versés à ces employés d'élections seront supérieurs à ceux consentis en 1978. Par exemple, un scrutateur touchera \$75 au lieu de \$60 pour sa journée de travail.

Les coûts de cette élection n'ont pas échappé à l'inflation. Il y a quatre ans, l'élection a coûté \$2,8 millions. Cette année, la note globale se chiffrera à \$3,5 millions. M. Leblanc s'empresse de préciser que cela inclut la tenue du recensement 1982 dont les résultats ne sont pas encore officiels mais qui permettent à Montréal de dépasser le seuil magique du million d'habitants.

691,000 électeurs sur les listes

Par ailleurs, M. Leblanc mentionne que le nombre d'électeurs inscrits sur les listes en vue des élections du 14 novembre a augmenté de 41,000 par rapport à 1978. Des 691,000 personnes habilitées à voter, 25,000 proviennent des trois districts électoraux du nouveau quartier montréalais de Pointe-aux-Trembles. Lors des dernières élections, 53,7 pour cent des électeurs montréalais sont allés aux urnes pour donner une majorité écrasante à l'équipe Drapeau-Lamarre. Cette participation pourrait atteindre 60 pour cent le mois prochain. « En tout cas, on l'espère... », conclut-il.



Ahuntsic: le château fort du GAM?

L'investiture de trois gros canons du Parti, mercredi soir, dans Ahuntsic confirme que le nord de la ville de Montréal est incontestablement devenu le château fort du GAM en vue des élections du 14 novembre.

Serge Labrosse

Jean Des Trois Maisons (24, Saint-Sulpice) est l'un des fondateurs du Groupe d'action municipale, dont il partage, avec Robert Keaton, la vice-présidence.

François Thivierge (21, Ahuntsic) est le secrétaire du Parti et Jacques Patoine (20, Fleury), s'il n'est que récemment arrivé au sein du GAM, peut compter sur une excellente expérience politique, lui qui fut secrétaire particulier adjoint du ministre des Affaires municipales en 1978.

Le candidat du GAM à la mairie, Henri-Paul Vignola, ayant lui-même fait savoir qu'il convoitait le district de Cartierville (ou son voisin de l'Acadie), le compte y est.

Dégradation du milieu

Me Thivierge n'a d'ailleurs pas raté sa première occasion de prendre la parole en public dans le cadre de sa propre campagne, mercredi soir, pour décrier l'insouciance de l'équipe Drapeau, face à ce qu'il a appelé «une douce et tranquille dégradation de notre milieu».

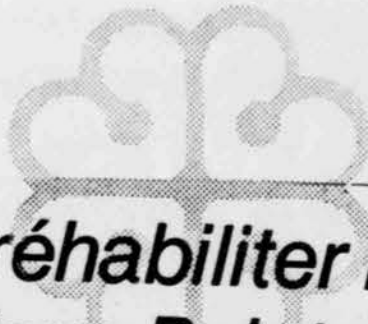
«Saviez-vous, dit-il, que depuis 30 ans (et M. Drapeau y est pour quelque chose depuis au moins 20 ans), les Montréalais ont perdu 4,000 acres de terrain récréatif?

«Cette situation est d'autant plus dramatique que, comparativement aux autres agglomérations urbaines en Amérique du Nord, tous les experts reconnaissent que Montréal est déficitaire d'environ 15,000 hectares d'espaces verts et que son ratio espace/habitants est nettement inférieur à celui des autres grandes villes.»

Et le candidat Thivierge de terminer sur un slogan qu'il entend faire sien tout au long de la campagne: «La qualité de vie, c'est important!»



Photo LE JOURNAL
François Thivierge,
GAM: pour la qualité
de vie et de l'environnement.



Le RCM veut réhabiliter le droit au référendum dans Pointe-aux-Trembles

par Alain Duhamel

En s'annexant à la ville de Montréal, les Pointelliers ont perdu le droit au référendum municipal sur les grandes décisions de leur administration.

Le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), M. Jean Doré, s'est engagé cette semaine, au cours d'une assemblée publique à réhabiliter le droit au référendum des Pointelliers et ultimement à l'instaurer pour tous les Montréalais.

C'est précisément en exerçant leur droit au référendum que les Pointelliers ont pu choisir à la majorité, le printemps dernier, de s'annexer à la ville de Montréal.

«Nous allons redonner aux Pointelliers et à tous les Montréalais le droit de se prononcer par référendum», affirme M. Doré, qui s'est engagé à ne pas imposer aux Pointelliers une surtaxe spéciale olympique.

Dans le règlement d'annexion de la ville de Pointe-aux-Trembles à la ville de Montréal, les Pointelliers bénéficient d'un congé fiscal à l'égard de la surtaxe olympique d'une durée de trois ans.

«Les Pointelliers n'ont pas à payer les erreurs des Montréalais», affirme M. Doré. L'imposition de cette surtaxe, selon le candidat du RCM, requerrait un amendement à une loi de l'Assemblée nationale et ne pourrait résulter de l'expiration d'un règlement municipal.

La ville de Montréal et la ville de Québec sont les deux seules villes québécoises où, en vertu d'une exception définie dans la charte municipale, les citoyens ne peuvent contraindre leur administration municipale à un référendum sur un règlement d'emprunt, un règlement de zonage, etc.

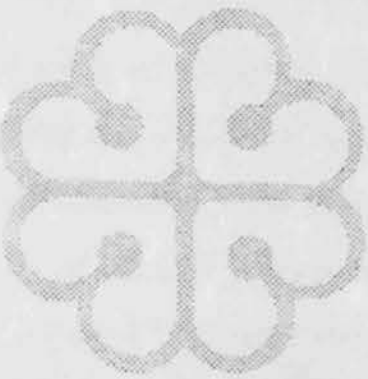
Cette anomalie dans la démocratie municipale pourrait permettre à la ville de Montréal de mettre en chantier sur le territoire du quartier Pointe-aux-Trembles d'importants projets

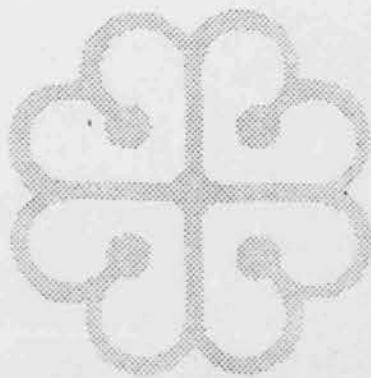
de construction contre lesquels les Pointelliers avaient manifesté leur mécontentement.

«De tous les partis politiques, c'est le RCM qui assure le mieux le respect de la spécificité de Pointe-aux-Trembles», affirme M. Doré.

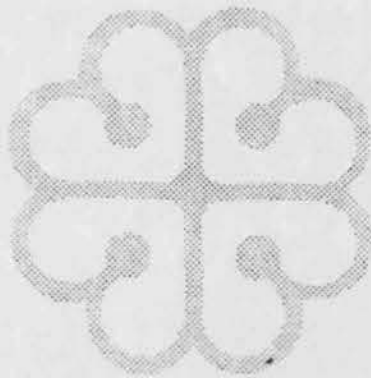
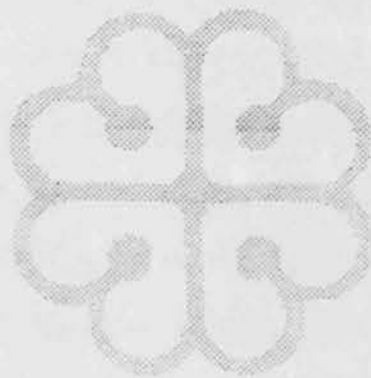
Le RCM a choisi deux des trois candidats qu'il présentera dans les districts électoraux de Pointe-aux-Trembles. Il s'agit de Mme Jacqueline Bordeleau, attachée jusqu'à récemment au cabinet de M. Marcel Léger, député péquiste de Lafontaine et ancien ministre de l'Environnement, et de M. Réal Cournoyer, ancien organisateur du Rassemblement des Pointelliers qui, en 1978, avait porté M. Maurice Vanier à la mairie de Pointe-aux-Trembles.

Mme Bordeleau se présente dans le district du bout de l'île (no 57) et M. Cournoyer dans le district de Pointe-aux-Trembles (no 55). Le district du bout de l'île avait donné une majorité au OUI à l'annexion tandis que le district de Pointe-aux-Trembles avait donné une majorité au NON, le printemps dernier.





L'Association des hommes
d'affaires de Montréal accueillera
Henri-Paul Vignola, candidat à la
mairie de Montréal, mercredi prochain,
au restaurant Bill Wong (ancien Sambo).





Un billet de

**ANDRÉ
BEAUVAIS**



Qu'est-ce qu'il a fait au bon Dieu?

Qu'est-ce que M. Vignola a bien pu faire au bon Dieu pour qu'il soit l'objet de tant de malheurs électoraux?

Les adversaires du Parti civique ou du RCM l'ignorent à peu près totalement. Il a de la difficulté à recruter des candidats pour le scrutin du 14 novembre. Dans la presse en général, il récolte une couverture qui le couvre parfois de ridicule.

Pourquoi?

C'est peut-être parce que le mode d'emploi n'est pas indiqué sur l'emballage. Et pourtant, le Groupe d'action municipale et son candidat à la mairie sont les seuls à « profiter » d'une maison professionnelle dans les services de relations publiques.

Le problème ne réside pas tellement dans le fait que les messages de M. Vignola ne sont pas dans le ton (en fait, on ne se trompe pas quand on parle de démocratie...) mais il origine, croyons-nous, dans le manque de sérieux du GAM au lendemain des élections de 1978 et depuis quatre ans. Le GAM aura été durant trop longtemps l'affaire du conseiller Nick Auf Der Maur et du président Gaspard Fauteux.

Ce ne fut pas suffisant et on ne peut certes pas demander à M. Henri-Paul Vignola de réaliser en un mois ce qui aurait pu être fait en quatre ans au point de vue de l'organisation.

« Mais oui, je vous reconnais, vous êtes Jean Doré, celui qui est candidat contre Jean Drapeau... Je vous ai vu à la télévision... »

Gilles Pilon

En fin d'après-midi dans le quartier Ville-ray hier, on pouvait entendre ces paroles presque à chaque fois que le candidat à la mairie du

Dans le quartier Villeray

Porte-à-porte fructueux du candidat Jean Doré!

Rassemblement des citoyens de Montréal faisait son entrée dans un commerce de la rue Saint-Denis.

Me Doré, accompagné de son colistier, M.

Claude Grégoire, a entrepris officiellement sa campagne électorale en rencontrant les électeurs là où ils se trouvaient, c'est-à-dire dans les commerces fort

achalandés du nord de la rue Saint-Denis.

Le candidat du RCM a très bien été accueilli par les électeurs du district 27 dans lequel il est candidat à l'échevi-

nase. Ils l'ont vu à la télévision, ils sont heureux de voir que des politiciens s'occupent d'eux et ils espèrent « qu'il ne fera pas comme d'autres », c'est-à-dire disparaître après les élections pour ne reparaître que quatre ans plus tard.

Les électeurs rencontrés lui ont de plus demandé, s'il est élu, de voir à ce que les taxes ne montent pas trop rapidement car les contribuables sont déjà surtaxés, et de penser au développement économique qui permettrait de créer des emplois pour les gens du district.

Un électeur plus pessimiste lui a fait savoir à quel point il est désolé de voir M. Henri-Paul Vignola dans le décor car il va diviser le vote.



Me Jean Doré et son colistier M. Claude Grégoire ont débuté hier le porte-à-porte dans le district 27, district où ils sont conjointement candidats. Leur première visite fut pour le barbier qui loge dans le local voisin de leur bureau d'élections. On voit sur la photo M. Doré et son colistier, M. Claude Grégoire, assistant à une séance de coiffage.

Selon lui, il est grand temps de sortir Jean Drapeau de l'hôtel de ville, celui qui est maintenant « vieux » et qui a fait dépenser plus d'un milliard de dollars aux Montréalais pour ses « folies olympiques ». M. Doré ne partageait pas le pessimisme de cet électeur quant à ses chances d'être élu, mais il était d'accord avec lui sur les « folies olympiques ».

Me Doré et son colistier poursuivront le porte-à-porte durant la campagne et systématiquement, ils espèrent pouvoir rencontrer tous les électeurs du district pour faire passer le message du RCM.

En soirée, Me Doré participait à l'inauguration du local électoral des candidats dans le quartier Côte-des-Neiges.

Lamarre: The pragmatic power at City Hall

Drapeau gets the glory, but Yvon Lamarre runs Montreal day-to-day

By ANTHONY WILSON-SMITH
of The Gazette

It was about as close as Yvon Lamarre ever really comes to relaxing on the job.

Perched upright on his straight-backed office chair, suit jacket still buttoned and hands clasped in front of him, Montreal's executive committee chairman had nonetheless turned away from the business-at-hand to reminisce over his past hockey career.

Yes, he had played, Lamarre said, and loved the game very much.

And yes, if he said so himself, he hadn't been that bad: Risen to the junior level, in fact.

Finally came the predictable question — the one he'd obviously known was coming:

"And what position did you play, Mr. Lamarre?"

The big square face creased suddenly, breaking for the first time into a toothpaste smile.

"Right wing," he said, holding up his hand for emphasis.

"Right wing. I've always been right wing."

There could have been no other position but right wing for Lamarre, the man who spends six days a week, 10 hours a day in a job in which he — depending upon who you listen to — sits on the right hand, somewhere below, or sometimes above His Worship Mayor Jean Drapeau in the City of Montreal's pecking order.

A self-described "conservative in everything I do," Lamarre is the once-and-future small businessman who for the past four years has been applying the same values he uses at his hardware and shoe stores to the city's day-to-day operations.

While Drapeau traditionally has received the glory from Civic Party acolytes for municipal projects, it's Lamarre who in his role as the city's chief administrator wields the power when it comes to deciding how — and how much — money will be spent.

At 46, he is Drapeau's logical successor when — or if — the 66-year-old mayor ever retires. He is the nuts-and-bolts half of the decision-

making team that Montrealers will re-elect or reject on Nov. 14.

"(Before 1978) it was a Drapeau administration," he says.

"Since then, it has been a Drapeau-Lamarre team, and that makes a difference, I think."

Perhaps, as one wag says, Drapeau has already created his perfect Civic Party computer candidate — and it is Lamarre.

He has the small-c conservative, man-of-the-people background that Montrealers have come to know and apparently love through 22 consecutive years of Civic Party rule.

The son of an upper-middle-class St. Henri businessman, Lamarre has always done things the same way.

He has spent his entire 46 years at the same modest home on St. Henri's Briand St., and has always known the value of a dollar.

That was true even when Lamarre was 13, says Jean-Jacques Mercier, who remembers him 33 years ago.

'I need the money'

"I went into a supermarket on Cote des Neiges Rd., miles from St. Henri, and there he was, packing boxes," says Mercier, now Lamarre's director of communications.

"I asked him what he was doing there, and he said, 'I need the money.' 'But Yvon', I told him, 'your father's rich. You don't need anything.'"

"'I want my own', he told me. 'I want to decide for myself what to do with it.' Such a serious guy, even then. He seemed never to smile."

Lamarre has come a long way from packing boxes, moving on to earn the equivalent of a master of commerce degree from the University of Montreal, and taking over the family retailing business at age 27 when his father died.

But similar stories of his concern for the value of a dollar over the years abound.

It is not unknown — even in recent years — for Lamarre to spend Saturday nights hard at work in one of the

dozen hardware and furniture stores and eight shoe stores he has interests in. It is also not unknown for him to be last one to his wallet when charity collectors come around.

"He always seems to say, 'pay for me and I'll give it back to you later,'" complains a friend. "Somehow, I never seem to catch up to him later."

Despite this, Lamarre's concern for other people goes unquestioned.

He is the title figure and an organizer — although not founder — of the annual Yvon Lamarre Golf Open. In the past four years, the event has raised close to \$100,000 for handicapped children.

Lamarre's wife, Lise, is president of a society for crippled children, a subject in which they have a particular interest: One of their four children was partially crippled in an auto accident some years ago.

In fact, Lamarre first caught Drapeau's eye in 1964 because of other community activities he undertook after being persuaded by a friend to tour houses in the St. Henri area. He was so appalled by what he saw — including dirt floors in one house — that he banged out a series of articles for the local newspaper and talked businessmen into forming a pressure group advocating more housing.

Then he called together 13 parish priests, persuaded them all to deliver identical sermons one Sunday before Christmas denouncing the housing conditions, and followed that up with a speech from the pulpit himself.

All that caught Drapeau's eye, and two years later, at the mayor's behest, he ran for city council.

Elected easily, he spent four years as an ordinary councillor, was named to the executive committee in 1970, and became vice-chairman in 1974. In 1978 he took over as chairman from the disgraced Gerard Niding, who quit after being accused of obtaining a country home in return for granting favors to Olympic contractors.

His chairmanship, combined with other duties, pays him \$73,034 a year.

"Frankly, I saw nothing to distinguish the guy when he first came up," says Gerry Snyder, a fellow member of the executive committee and long-time councillor.

"But as the years went on, he was so damn dogged and so obviously in control of all the facts on every dossier that he couldn't help but stand out."

Adds Snyder: "He is, quite simply, the best chairman we've ever had, and that's saying something after (one-time chairman Lucien) Saulnier."

"He's had to handle a variety of dossiers more complicated than anything his predecessors ever had, and he's handled them all personally, efficiently, and with incredible attention to detail."

To supporters of his policies, Lamarre is the man who has done the most to bring fiscal responsibility back to Montreal since 1978.

Hold the line

Since then, they point out, the city has turned a surplus every year (\$30 million last year), while budget increases have stayed below the inflation rate, at an average 9.2 per cent.

(Next year, vows Lamarre, a Civic Party administration would hold the line at the 6 per cent the federal government is advocating.)

As well, say admirers, Lamarre is the man who turned the city away from its old *politique de grandeur* and back to such everyday but important considerations as new streetlights, improving commercial streets and encouraging economic initiative through the establishment of the city's Commission d'Initiative et de Developpement Economique.

That's one side.

Opponents, such as the Municipal Action Group's Nick Auf der Maur and the Montreal Citizens Movement's Michael Fainstat, see him as

nothing more than a Drapeau toady who parrots the views of his *chef* and shares his penchant for secrecy — but lacks the oratorical flair that has often been Drapeau's saving grace.

"Let me put it this way by saying he's a small businessman with a small businessman's vision of the city," says Auf der Maur.

"His only solutions to the multitude of ills we have afflicting this city are to keep pouring money into commercial streets and to oppose shopping centres at any cost. That's all very nice, but it's like using Band-Aids when what you really need is a major operation to cure what's wrong."

Says Fainstat: "Nothing has changed under Lamarre. City hall is as secretive, closed and clandestine as it's always been."

"And the only reason they haven't spent as much money the last four years is simple: They have no money left to spend."

Those complaints aside, everyone agrees that Lamarre is nothing if not meticulous.

In the handful of lengthy interviews he has given in the past four years, his vision of the city has always been given in the same ordered terms.

Municipal government should be run like any business, he says, with the only difference being that the bottom line is service, not profit.

That means that Lamarre, in the same way that he once checked orders for thumbtacks and nails for his hardware stores with meticulous attention to detail, now scrutinizes the city's budget annual budget.

Witness his treatment of the city's billion-dollar budget, which *fonctionnaires* say was once virtually rubber-stamped as long as increases were kept to 15 per cent.

Under Lamarre, preparation of the budget begins up to six months before it is presented.

Similarly, it used to be traditional

for department heads to make budget recommendations to the executive committee — which then accepted or rejected them. Lamarre reversed that by ordering council members personally to prepare budgets for departments.

Whether by design or coincidence, 11 of the 21 department heads have changed since '78.

Lamarre says the city, with its 57 electoral districts, should be treated as though it has 57 different centres, and that the lifeblood of each area is the commercial streets or "arteries" that cut through the middle. He dislikes shopping centres for the same reasons:

"Let's say Monkland Ave. (where the city has spent \$275,000 on improvements this year) were to be let go, and lose its flavor."

"Then there, after a matter of time would go (the neighboring streets of) Sherbrooke and Somerled, and so on."

Drapeau's vision of Montreal is built on the grand themes of the Wagnerian operas he loves to play. Lamarre, by contrast, hears music in the sound of a clinking cash register.

High technology

"The reason I don't have a vision of a *politique de grandeur*, is that I don't believe that big projects necessarily produce big returns," he says.

Instead, he says, Montreal's future is in high technology — a city with an economic axis that will revolve around engineering, aerospace industries and the city's traditional place as a transportation hub.

"We will never again be equal to Toronto as a financial centre," he says.

"But there is nothing to say that we cannot be a meeting place, a *carrefour* for different means of transport, a home for scientists and their discoveries, for the promotion of new technology."

If — or when — that day comes, says Lamarre, he'll be ready to go.

"Because I'm a businessman first and foremost," he says. "If you want a political animal, look for someone else."



Yvon Lamarre took over a chain of stores at age 27 and still considers himself a businessman 'first and foremost'. 'If you want a political animal, look for someone else,' he says.



en bref...

Les élections municipales du 14 novembre prochain à Montréal donneront lieu à des règlements de comptes politiques à Pointe-aux-Trembles. Ainsi, on dit dans les milieux politiques du bout de l'île que M. Prosper Boulanger, candidat du GAM dans ce secteur, se présente contre l'ex-maire Maurice Vannier pour régler quelques vieilles disputes personnelles. Mme Johanne Chayer, ex-conseiller de Pointe-aux-Trembles, fermement opposée à l'annexion travaillerait dans l'organisation du Groupe d'action municipale pour mener la vie dure à M. Vannier. Un autre des conseillers opposé à l'annexion songe à être candidat indépendant alors que le troisième, M. Gérard Turcotte, milite au RCM sans toutefois vouloir être candidat à l'échevinage.

Dans le secteur Côte-des-Neiges, plus précisément dans le district 51, M. Abe Limonchik, un des gros organisateurs politiques du RCM, sera l'adversaire d'une grosse tête d'affiche du GAM, M. Bob Keaton. Pour l'aider dans sa campagne M. Limonchik peut compter sur l'aide d'un organisateur qui autrefois travaillait pour le GAM et qui tout dernièrement a décidé de passer dans l'autre camp.

L'humour du GAM se fait mordant

«Saviez-vous comment un conseiller du Parti civique de monsieur Drapeau fait un clin d'oeil? Il ouvre un oeil...»

C'est sur ce ton sarcastique qu'avait débuté l'une des trois soirées d'investiture du Groupe d'action municipale, cette semaine, l'humour des candidats du GAM se faisant chaque jour un peu plus mordant à l'endroit de l'administration en place au fur et à mesure que progresse la campagne électorale.

Serge Labrosse
Prenant la parole devant un peu moins de

cent personnes, le représentant du parti dans le district d'Ahuntsic, François

Du scandale olympique aux travaux de voirie

Thivierge, a d'abord abordé ce qu'il a appelé le scandale olympique, soulignant que les prévisions du maire Drapeau, selon lesquelles les Olympiques ne coûteraient que 310 millions de dollars «autofinancés», franchissaient aujourd'hui le cap des \$3 milliards.

Son collègue du district voisin, Jean Des Trois Maisons (24, Saint-Sulpice), n'a pas manqué, pour sa part, de s'interroger publiquement sur les raisons qui ont incité l'administration en place à venir planter des fleurs un peu partout sur sa rue et dans les environs «le jour même de mon anniversaire, un 22 septembre»...

Il a trouvé plus étonnant encore que démarrent simultanément à Montréal quelque 600 chantiers de voirie à quatre ou cinq semaines des élections pour être ensuite interrompus l'avant-veille du jour du scrutin et ne reprendre...qu'au printemps.

«Remplir ses tâches uniquement à l'appro-

che d'une campagne électorale, a lancé M. Des Trois Maisons, moi j'appelle ça abuser de la bonne foi des Montréalais!»

Pour ne pas être en reste, le président du GAM et candidat du parti dans Mont-Royal (53), M. Gaspard Fauteux, y est allé lui aussi d'une pointe à l'adresse

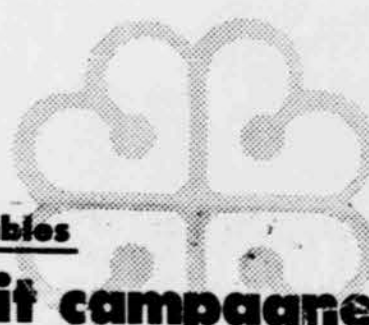


Photo Le Journal - Alfred LANCTÔT

Plusieurs chantiers de voirie ont démarré à Montréal à quelques semaines des élections...

du Parti civique, jugeant «significatif de leur inertie» que les conseillers en place n'aient tenté quoi que

ce soit, pas même une phrase de mécontentement en public, lors de la fermeture de deux industries pétrochimiques dans l'est de Montréal (Texaco et BP) ou de l'exode des sièges sociaux de Montréal vers Toronto.



À Pointe-aux-Trembles

Le RCM fait campagne sur les promesses faites par Montréal

Dans le quartier Pointe-aux-Trembles, les candidats du Rassemblement des citoyens de Montréal feront campagne sur le principe du respect des promesses faites par l'administration Drapeau-Lamarre aux Pointeliers au printemps dernier pour les inciter à annexer leur ville à la Métropole.

Gilles Pilon

Dans le district 57, la candidate du RCM, Mme Jacqueline Bordeleau, ex-attachée politique du ministre Marcel Léger, déclare qu'elle veut maintenant siéger au conseil municipal de Montréal pour veiller à ce que les en-

gagements pris par les administrateurs municipaux montréalais soient respectés intégralement.

Elle dit vouloir s'assurer que le quartier Pointe-aux-Trembles existera encore lorsque sera terminée la « lune de miel » de trois ans promise par la Ville de

Montréal. Elle veillera de plus, si elle se fait élire, à éviter que Montréal annexe l'île Sainte-Thérèse pour agrandir le port et ainsi détruire un parc incomparable dans la région montréalaise.

Mme Bordeleau veut aussi que Pointe-aux-Trembles conserve son cachet particulier et que les citoyens puissent jouir eux aussi de la même qualité de services municipaux que le reste des Montréalais. Elle préconise donc l'établissement d'un hôtel de ville satellite dans les limites du quartier, ce qui éviterait de se sentir isolé comme ce fut le cas dans le quartier Rivières-des-Prairies durant de nom-

breuses années.

Finalement, elle espère pouvoir représenter toutes les femmes de son secteur en siégeant au conseil municipal. Elle les assure que le RCM réalisera une égalité réelle entre les hommes et les femmes de Montréal et particulièrement dans la fonction publique municipale.

Celle qui a travaillé pendant plus de dix années aux côtés du ministre Marcel Léger déclare de plus que les citoyens de Pointe-aux-Trembles ont tout intérêt à élire des représentants du RCM surtout s'il s'avère que le Parti civique détient encore le pouvoir après le 14 novembre, puisqu'il ne sera utile à aucun quartier à ce moment-là d'être représenté à l'hôtel de ville de Montréal par des « yes men du Parti de M. Drapeau ».

**Pendant que les 3 partis
cherchent 1 000 000\$**

Drapeau prépare sa plus grosse assemblée publique depuis 1966

Le maire Jean Drapeau a mis tout en oeuvre pour que l'assemblée qui marquera l'ouverture de sa campagne électorale mercredi soir soit la plus imposante vue à Montréal depuis 1966 dans le cadre d'une élection municipale!

Les candidats du Parti civique dans les 57 districts électoraux (des conseillers sortant à cinq exceptions près) s'affairent à mobiliser 5 000 à 6 000 partisans pour remplir l'aréna Pierre-Charbonneau pour l'inauguration de la campagne. Cet aréna est situé à côté de l'aréna Maurice-Richard, rue Viau.

Ce sera vraisemblablement le plus impressionnant ralliement en faveur du maire Drapeau depuis 1966 alors qu'il avait ouvert sa campagne à l'aréna Maurice-Richard.

Entre-temps, les trois partis accélèrent la sollicitation des fonds permis par la Loi du financement des partis politiques qui espèrent récolter ensemble environ 1 000 000\$.

Le Parti civique a confié à ses candidats la tâche de solliciter des fonds localement. Par exemple, Nicole Gagnon-Larocque, conseillère du quartier Villeray a déjà plus de 10 000\$ en banque. Elle en aura besoin puisque le candidat du RCM, Jean Doré, a choisi ce district pour son colister dans l'espoir de siéger comme conseiller s'il n'est pas élu à la mairie.

Beaucoup d'argent

Le Parti de M. Doré, le Ralliement des Citoyens de Montréal (RCM) espère récolter des fonds avec un

appel direct à la population publié dans différents journaux depuis quelques jours. De plus, on a demandé à 3 000 militants du RCM de trouver 100\$ chacun dans leur milieu.

Le troisième parti en liste, le Groupe d'action municipale (GAM), dort le candidat à la mairie est l'ancien directeur de police Henri-Paul Vignola, semble avoir de la difficulté à mettre son organisation en branle mais rêve d'obtenir 1\$ de chaque électeur montréalais!

Si l'on se fie aux rapports officiels des dépenses électorales à Montréal en 1978, les trois partis consacreront un peu moins de la moitié de leurs caisses électorales à la lutte à la mairie, les candidats aux postes de conseillers se partageant le reste.

En tenant compte du nombre d'électeurs, 700 000 environ, la loi permet à chaque parti de dépenser environ 250 000\$ pour la campagne à la mairie et 246 000\$ pour l'ensemble de ses candidats dans les 57 districts électoraux.

Chaque candidat obtenant au moins 20 pour cent des votes exprimés le 14 novembre prochain aura droit à un remboursement par la ville équivalent à la moitié de ses dépenses électorales.

La ville de Montréal a économisé beaucoup d'argent en confiant à 3 000 scouts le soin de distribuer ces jours-ci la liste électorale dans chaque foyer. Au lieu des 30 cents exigés par Postes Canada, les scouts reçoivent 8 cents par maison. Chaque scout a environ 150 portes à visiter, ce qui lui donnera 12\$ pour trois heures de travail.

LE PETIT MONDE

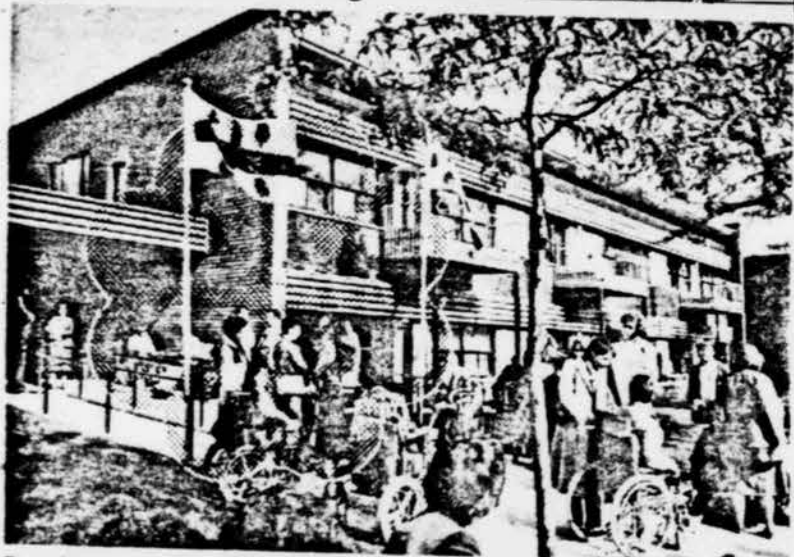
par Jean-Guy Pinel



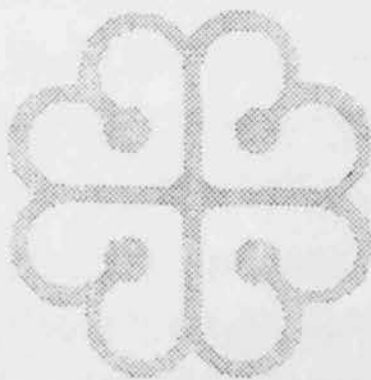
YVON LAMARRE INAUGURE

Quand il y a un Salon du livre, on s'attend à de nombreux lancements de livres. Quand il y a des élections, il faut s'attendre à des inaugurations.

C'est ainsi que coup sur coup Monique Mathieu, attachée au Cabinet du président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, nous apprend que ce dernier a inauguré mardi dernier la voie piétonne Prince Arthur, que lundi il a inauguré l'immeuble d'habitation De l'Esplanade 11 pour personnes handicapées et que le 14 septembre il était présent au vernissage de l'exposition des oeuvres du peintre André Jasmin.



Parmi les nombreuses inaugurations présidées par M. Yvon Lamarre, président du Comité exécutif de Montréal au cours des derniers jours, il y a eu celles de l'Esplanade 11, une résidence entièrement conçue pour les personnes handicapées.



Election Notebook

By STEVE KOWCH

Verdun mayor faces grilling

Verdun Mayor Lucien Caron will be hauled on the carpet at Tuesday's City Council meeting for misleading council about his interests in a building next door to the Heck Toledo building on Bannantyne the city purchased for \$525,000.

He told council he had no financial interests in the Discodrome but councillors heard the mayor on CJAD telling reporter Bob Quinn he still had a financial interest in the building.

The Quebec Police Force is investigating a claim by the president of the Verdun Civic Party the purchase of Heck Toledo as a recreational centre means the Discodrome next door will be sold at a much higher price to a Montreal social agency looking for a new community centre.

• • •
MCM mayoralty candidate Jean Dore meets the press on Tuesday in Chinatown to promise he will set up an urban development planning department if elected.

Dore is upset with how the city proceeds with construction projects without consulting residents of the neighborhood. He says a commercial tower at Lagauchetiere and St. Urbain would not have been given the go-ahead if such a planning department existed at City Hall.

Dore says the construction project will create more traffic jams in the area and will see 60 new stores opening up in the complex at a time when merchants a few blocks away on the Main are going out of business.

• • •
MAG mayoralty candidate Henri-Paul Vignola also meets the press on Tuesday to outline what his administration will do to improve the lot of women in Montreal.

Vignola has a good track record when it comes to treating women fairly. As chief of the MUC Police Department it was his decision to hire policewomen after all the directors before him frowned on the idea.

Vignola wants to give a break to working mothers, perhaps by looking at the possibility of city-run day-care centres. He also wants to step up the fight against prostitution.

Last week Vignola had a busy time on the campaign and fund-raising trail. He helped raise \$20,000 for party coffers by throwing two breakfast meetings with blue-chip Montreal businessmen. Two more breakfasts are planned this week.

• • •
Jean Drapeau has fallen out of sight after his press conference two weeks ago.

He failed to show for a speaking engagement at the Sheraton Centre last week. Executive Committee member Justine Sentenne, who stood in for Drapeau, said the mayor was too busy running the city and trying to catch up on work that had piled up while he was recuperating from his stroke.

Speaking of Justine... it's nice to see that horrible picture used by *The Monitor* has been changed. It didn't do the pretty NDG councillor any justice.

But it will take more than a better picture for her to beat MCM opponent Arnold Bennett. In 1978 she beat him by 300 votes but since then Bennett has been very high profile in the community fighting for tenants' rights while Justine has been swamped with work as an Executive Committee member.

The Civic Party kicks off its election campaign Wednesday night at 8 p.m. with a speech by Drapeau at the Pierre Charbonneau Arena on Viau Boulevard.

• • •
St. Laurent Mayor Marcel Laurin was released from Sacre Coeur de Cartierville Hospital Friday after spending two days there.

His treatment for hypertension was a well-kept secret until now. City Hall didn't want it out in case some people might not think he was well enough to seek another term as mayor.

LA COURSE À LA MAIRIE

Le GAM vise l'électorat de l'Âge d'or et des communautés ethniques

C'est à l'occasion d'un souper d'engagement très officiel, à la fin de ce mois, que le GAM dévoilera la stratégie qui lui permettra de «battre le candidat Drapeau» le soir du 14 novembre prochain.

C'est ce qu'a indiqué en fin de semaine, lors d'un entretien privé accordé au *Journal de Montréal*, le candidat du Groupe d'action municipale à la mairie, Henri-Paul Vignola.

Serge Labrosse

Malgré toutes les pressions exercées sur son parti depuis le début de la campagne pour qu'il fasse enfin connaître les moyens qu'il entend mettre de l'avant pour effectuer le changement qu'il préconise à l'hôpital de ville, M. Vignola a soutenu qu'il n'était «pas question de précipiter la stratégie».

«Qu'ont donc fait les deux autres partis en lice jusqu'à maintenant, dit-il, pour que le GAM se sente obligé de déposer son jeu sur la table?»

Et de répondre lui-même: «Absolument rien de plus que nous, ce qui fait que nous en sommes tous à la même ligne de départ, et c'est pourquoi nous ne sentons pas le besoin d'amorcer un sprint inopportun».

Les grandes lignes

Aussi prudent que soit M. Vignola, il est cependant aisé de «voir venir» les priorités envisagées par son parti, ne serait-ce que dans l'électorat qu'il vise.

Ce n'est maintenant un secret pour personne, en effet, que tout le secteur environnant et incluant le district électoral d'Ahuntsic sera chaudement disputé

aux deux autres partis, par le GAM qui a pris soin d'y placer quelques-uns de ses éléments les plus sûrs.

Reconnu à la fois comme l'un des plus beaux et des plus paisibles quartiers de la ville, Ahuntsic, on le sait, compte une bonne part de population âgée.

Ce n'est donc pas un hasard si l'un des représentants du parti dans ce secteur, Me François Thivierge, s'en prend aux quelques lieux de prédilection (salles de jeux électroniques) de la jeunesse du quartier qu'il associe facilement aux motards et aux «dé-cibels»...

Me Thivierge ne manque pas de faire vibrer la corde sensible des souvenirs si chers à nos vieux, les «ainés du quartier» comme il les appelle si justement, lorsqu'il répète: «Rappelez-vous...des espaces verts d'autrefois, de la quiétude d'Ahuntsic, du temps où la tranquillité et la sécurité de nos sens n'étaient pas hypothéquées par le bruit et le passage à toute allure des automobiles...»

M. Vignola, de son côté, n'est pas avare du tout de ses visites dans des centres et foyers d'accueil pour personnes âgées. Il serre des mains et affiche son plus beau sourire, conscient que son image «entre deux âges» lui est un précieux atout dans ses communications avec les gens du «troisième».

Communautés ethniques

Mais le GAM ne vise que le vote des ainés. Il a senti le besoin de s'occuper d'une autre classe de votre société souvent laissée pour compte, elle aussi: celle des



Le candidat Rasoulis dans le district Parc Extension (district 25): «Pour une représentativité des communautés ethniques à l'hôtel de ville.»

groupes ethniques. Et Montréal, ville cosmopolite par définition, compte plusieurs milliers de ces déshérités dont les votes pourraient peser dans la balance au soir du 14 novembre.

C'est sans aucun doute pourquoi, depuis le début de sa campagne, plusieurs conférences et soirées d'investiture ont été tenues par le GAM en des endroits aussi

... mais pas question de précipiter la stratégie du parti

choisis que l'institut Dominic-Savio et le restaurant Rizzo, l'Ukrainien Hall, le restaurant Lung Gung du quartier chinois et le St-George's anglican luncheon club.

M. Vignola n'a-t-il pas d'ailleurs, le soir du congrès de son parti à Montréal, sollicité publiquement de candidature de représentants des groupes ethniques parmi les partisans du Groupe d'action municipale? Et le candidat du GAM dans le district 25 Parc Extension, l'administrateur Sofoklis Rasoulis, n'a-t-il, pas lui-même pris la parole lors de ce même congrès pour apporter l'idée d'une représentativité plus officielle des groupes ethniques à l'hôtel de ville?

En somme, tous ces

indices rassemblés indiqueront clairement que si les objectifs du GAM ne sont pas nombreux, ils sont par contre très précis, en ce qui concerne le choix de l'électorat. Et la campagne de popularité est bien amorcée dans cette direction.

VIGNOLA

**«Qu'on laisse
la chance
au
coureur!»**

«La transparence du GAM joue-t-elle contre le parti?»
C'est la question que se pose Henri-Paul Vignola, visiblement déçu de la couverture «très critique», dit-il, qu'ont accordée les médias à son parti depuis le début de sa campagne contre la «vieille équipe Drapeau».

«Le Groupe d'action municipale est un parti jeune, dit-il, qui n'a pas acquis l'expérience de vingt longues années passées au pouvoir. Il faut donc accepter, sinon pardonner, cette inexpérience et donner sa chance au nouveau coureur, si l'on espère une relève de l'administration municipale», estime-t-il.

«Il est trop facile pour certains journalistes qui comptent une longue carrière aux affaires municipales, de chercher à me coincer avec des questions relevant d'une grande connaissance des dossiers les plus épineux. Malgré tous les efforts que j'ai mis personnellement à lire tout ce que j'ai pu en quelques jours pour mener une campagne décente, je ne saurais répondre à toutes les questions techniques qui me sont posées quotidiennement.

«Il est normal, il me semble, qu'en quelques semaines seulement, je n'aie pu me faire une opinion de tout ce qu'il faut «penser» de sujets aussi divers que la sécurité dans le métro, la pornographie, les municipalités régionales de

**«J'ai à offrir une
expérience de vie qui m'a
démontré jusqu'à ce jour
que l'honnêteté, l'intégrité et
la détermination viennent
À BOUT DE TOUT»**

comté et les grands courants de l'économie internationale...

«Il est vraiment trop facile en effet, dit-il encore, de chercher à me tendre des questions pièges sur d'aussi vastes sujets, quand on se

trouvent précisément parmi des journalistes ou dans une assemblée de financiers, quelque brillant économiste dont le seul plaisir est de faire ressortir quelques-unes de mes faiblesses.

«Il m'est impossible, on le comprendra j'espère, de posséder un «background» que même Jean Drapeau a mis vingt longues années à se bâtir sans pour autant être lui-même capable de le mettre à



**Photos:
Gilles
LAFRANCE**

«Il m'est impossible de posséder un «back-ground» que même Jean Drapeau a mis vingt longues années à se bâtir.»

Reportage



**SERGE
LABROSSE**

profit, comme en témoignent les nombreuses lacunes de son administration.

«En revanche, j'ai à offrir une expérience de vie qui m'a démontré jusqu'à ce jour que l'honnêteté, l'intégrité, la détermination et un minimum d'intelligence viennent à bout de tout.

«Je suis né dans le quartier d'Hochelaga-Maisonneuve et mon père a travaillé toute sa vie aux «shops Angus», ce qui ne m'a empêché de poursuivre des études que j'avais d'abord abandonnées, de décrocher une maîtrise en criminologie et un diplôme en administration qui m'ont valu plus tard de rendre populaire et rentable un service aussi important et impopulaire que celui de la police de la CUM, à l'époque.

«N'ai-je pas su chaque année, à la direction de ce service, conserver des surplus budgétaires appréciables et administrer adéquatement un personnel de plus de 6.000 employés? M. Doré, du RCM, peut-il se vanter de posséder une aussi vaste



Dans l'intimité, Vignola est un homme différent de l'image stéréotypée et inconfortable qu'en ont fait ses conseillers politiques.

expérience? Et le maire sortant (j'allais dire sorti), Jean Drapeau, peut-il prétendre avoir réussi à maintenir un équilibre économique et financier aussi stable que celui que j'ai moi-même su conserver à la tête du plus important service public de sa propre ville? Certainement pas!

«Alors, qu'on cesse donc de chercher la paille dans l'oeil du GAM et qu'on voit donc enfin ce que je me sens personnellement capable d'apporter à mes concitoyens de Montréal.

«Le GAM est un parti jeune et fin prêt à déployer ses ailes, conclut M. Vignola. Et soyez au

moins assuré d'une chose: c'est qu'au terme de cette campagne électorale, quel qu'en soit le résultat, je ne dirai pas «j'aurais dû». Car tout ce que j'aurai pu mettre d'énergie et de détermination dans cette bataille, je l'aurai mis...».

Reste à espérer que l'état-major du GAM, qui a lui-même péché par excès depuis le début de cette campagne, saura prendre pour lui certaines leçons de M. Vignola, puisque c'est son image, et non celle de quelques candidats opportunistes du parti, qu'il avait été convenu de projeter en avant-scène lorsqu'on est allé chercher l'ex-directeur de police...

Henri-Paul Vignola ré-
plique aux critiques
formulées contre le
GAM.





Photo LE JOURNAL
Roger Sigouin, âgé de 63 ans, sollicite un neuvième mandat dans le quartier Ahuntsic.

Ami fidèle de Drapeau depuis 1954

ROGER SIGOUIN sollicite un 9^e mandat dans son «quartier modèle» d'Ahuntsic!

Roger Sigouin a la couenne dure. Le doyen des conseillers du Parti civique — il est en poste depuis 28 ans — ne songe aucunement à la retraite. Inspiré par le regain de santé du maire Jean Drapeau, avec qui il fait équipe depuis les tout débuts du parti, M. Sigouin, âgé de 63 ans, sollicitera un neuvième mandat à l'échevinage, le 14 novembre... et il ne doute aucunement de sa victoire!

«La retraite, ça fait vieillir plus vite! Le travail, ça ne fait mourir personne», explique celui qui tente de se faire réélire dans son «quartier modèle» de Ahuntsic. Ce courtier d'assurances n'aime pas qu'on parle de son âge. Il ne veut surtout pas qu'on pense qu'il est un vieux conseiller! Et pour dissiper les doutes sur sa condition physique, il précise qu'il marche deux milles tous les jours, en compagnie de sa femme, dans les rues d'Ahuntsic.

M. Sigouin a toujours fait de la politique municipale dans Ahuntsic. C'est d'ailleurs dans sa résidence, en septembre 1960, que les «têtes fortes» de la Ligue d'action civique — alors dirigée par Pierre Des Marais, le père, ont viré capot et fondé le Parti civique de Montréal. Il n'en fallait pas tant pour que Jean Drapeau, écarté par Sarto Fournier de 1957 à 1960, reprenne son siège de maire d'une façon définitive... Pas étonnant, dans ces circonstances, que le conseiller Sigouin soit le seul membre du parti à tutoyer son chef!

Toutes ces années

passées à l'hôtel de ville de Montréal — il dit n'avoir raté que trois assemblées en 28 ans! — ne semblent pas avoir réduit l'enthousiasme de cet homme qui voue une grande admiration à Yvon Lamarré. «C'est un homme qui écoute et qui prend des notes. Avec lui, ça bouge!», dit-il.

M. Sigouin se garde bien de comparer M. Lamarré à Jean Drapeau. «M. Lamarré a l'étoffe d'un futur maire de Montréal. Mais M. Drapeau est encore capable de porter le parti. Il reste notre chef», insiste-t-il.

Le candidat Sigouin devient chatouilleux quand l'opposition officielle à l'hôtel de ville compare les «hommes»

rappelle qu'il a voté contre un amendement proposé à la Charte, l'été dernier, «parce que cette modification aurait forcé les propriétaires à payer la taxe d'eau à la place des locataires».

Fidèle à la ligne de pensée du chef du Parti, M. Sigouin préfère travailler dans l'ombre. Il n'aime pas susciter des débats pour le plaisir de la chose. Pour la bonne marche des dossiers, il se ralliera à la majorité plutôt que de faire de l'obstruction inutilement. Il se définit d'ailleurs comme un homme d'équipe. Il n'a jamais sauté la clôture malgré des «invitations» de partis politiques de la scène provinciale et fédérale.



TEXTES
YVON
LAPRADE

Roger Sigouin n'a jamais subi la défaite. Il a même été élu par acclamation lors des élections de 1966 et 1970. À ses débuts, en 1954, alors que Montréal était sous tutelle gouvernementale et que le conseil municipal était

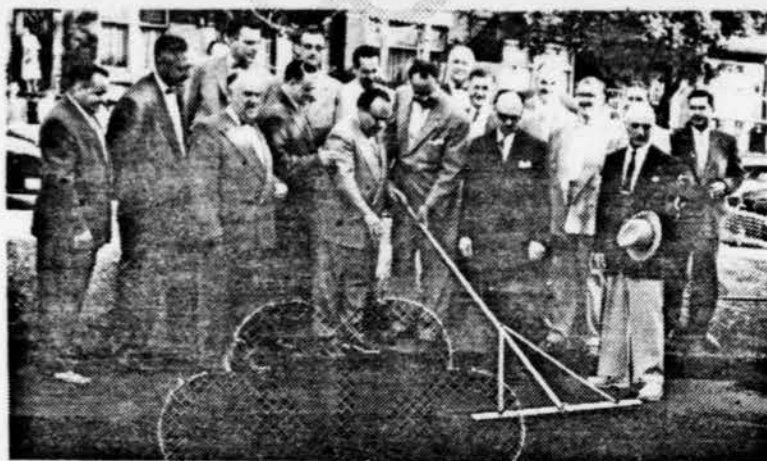


Photo-archives

C'était un 4 juillet 1955, à 7 heures du matin. Jean Drapeau, nouveau maire de Montréal, lançait un projet audacieux: faire asphalter les rues de la métropole. Cette cérémonie officielle, pour la circonstance, s'était déroulée sur le boulevard Saint-Joseph, en présence de «hauts dignitaires». M. Sigouin est photographié derrière Jean Drapeau.

de Drapeau à des «yes man» ou à des «rubber stamp». «C'est faux sur toute la ligne!», répond-il d'un seul trait. Si un projet de règlement ne fait pas notre affaire, on s'y oppose de toutes nos forces lors des réunions du caucus du parti.» Il

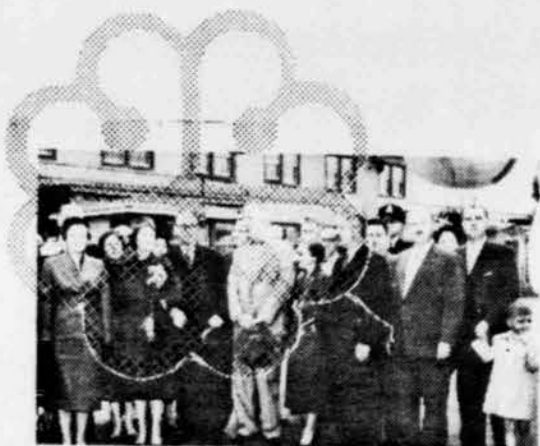


Photo-archives

Septembre 1956. Aéroport de Dorval. Jean Drapeau arrive d'un «long» périple. Roger Sigouin, conseiller municipal, (2e à droite) accueille son maire.

formé de 99 conseillers et du maire, M. Sigouin a été élu conseiller classe A par les propriétaires votants. C'était à l'époque où il y avait trois classes de conseillers. Ceux de la classe A étaient élus par les propriétaires; ceux de la

classe B étaient portés au pouvoir par les propriétaires et les locataires; finalement, les conseillers de classe C étaient nommés par différents corps publics, dont la Chambre de commerce, la FTQ, le Syndicat des conseils nationaux, l'Université de Montréal, etc. En

1962, après des pressions de Jean Drapeau, les classes de conseillers étaient abolies à tout jamais.

Aujourd'hui, le salaire de M. Sigouin dépasse \$20.000. C'est secondaire pour lui. Ce qui importe, dans son esprit, c'est de «donner des poumons» à ses 14.950 électeurs! En mettant à leur disposition de nombreux espaces verts, comme c'est le cas notamment le long de la rivière des Prairies, près de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci, sur le boulevard Gouin. Pourtant, Ahuntsic est l'un des quartiers les plus «verts» de la métropole.

En bon politicien, il désire que son district électoral soit un modèle dans son genre lors des élections, le mois prochain. «Je veux que les gens votent nombreux! Ce sera leur façon de montrer qu'ils sont satisfaits de notre administration!», conclut-il.



Photo-archives

18 février 1957. C'est l'anniversaire de M. Drapeau qui fête ses 41 ans, en présence de son père, J.N. Drapeau, (au centre), alors conseiller municipal avec son fils Jean M. Sigouin (2e à gauche), vient de lui remettre une peinture à l'aiguille réalisée par Anne-Marie Matte. La cérémonie se déroule dans le bureau du maire.



Ville de Montréal

Election municipale

14 novembre 1982

RÉVISION de la liste électorale

La révision aura lieu du **18 octobre au 22 octobre.**

Les demandes en révision de la liste électorale peuvent être déposées dès maintenant, au bureau du vice-président de chacun des districts aux adresses ci-dessous mentionnées, de 9h00 à 17h00, du lundi au vendredi.

Toutefois, du **11 au 22 octobre**, les demandes pourront être déposées de 8h00 à 22h00, chaque jour sauf le dimanche.

Les séances de révision auront lieu du **18 au 22 octobre**, de 10h00 à 12h00, de 13h00 à 18h00 et de 19h00 à 21h00.

Les demandes en inscription et en radiation, c'est-à-dire pour ajouter ou retrancher un nom, peuvent être déposées jusqu'au **19 octobre seulement**, les demandes pour corriger une inscription d'une entrée déjà faite sur la liste peuvent être déposées jusqu'au **22 octobre**.

Liste des vice-présidents

DISTRICT	VICE-PRÉSIDENTS	TELEPHONE
1 Louis Riel	Mariette Yanire	6611A rue François Boivin
2 Marie-Victorin	Rolland Héon	6755, 36e avenue
3 de Longue-Pointe	Pauline Tourville	700, rue Georges Bizet
4 de Tétreaultville	Lionel Lemire	9605, rue Hochelaga
5 Honoré Beaugrand	Diane Tremblay	7979, rue Sherbrooke Est
6 Langelier	Léon Huot	6110, rue de Marseille
7 Préfontaine	Rodolphe Lavallée	2581, Boulevard Pie IX
8 de Maisonneuve	Gilles Matteau	4570, rue Adam
9 de Hochelaga	Gisèle Lussier	3530, rue Adam
10 Bourbonnière	Maurice Laganière	3303, rue Dandurand
11 de Rosemont	Léopold Huneault	5465, 5e avenue
12 Etienne Desmarteau	Jean-Paul Laporte	6421, 25e avenue
13 Louis Hébert	Suzanne Charbonneau	6701, de Lorimier
14 François Perrault	Gaston Villeneuve	7605, rue François Perrault
15 Gabriel Sagard	Maurice Marion	2569A, rue Jean Talon
16 Jean Rivard	Léo Lavigne	7979, 9e avenue St-Michel
17 de St-Michel	Clément Catellier	8961, 12e avenue
18 de Sault-au-Récollet	Edouard Doré	2574, rue Fleury
19 de Rivière-des-Prairies	Roger Leblanc	12,155, Rivière-des-Prairies
20 Fleury	Lucien Laganière	1191, rue Sauvé Est
21 d'Achuesic	Lionel Lalonde	10,534, rue Waverly
22 de l'Acadie	Maurice Faucher	11,485, rue Drouart
23 de Cartierville	Jacques Barrière	7055, rue Jean Bourdon
24 de Saint-Sulpice	L. Gaston Taillon	9300, rue Saint-Denis
25 de Parc Extension	Gary Plotkin	7735, avenue Outremont
26 Jean Talon	André Bachand	7060, rue Bloomfield
27 Oclave Crémazie	Marie-Claire Lafond	8200, rue Saint-Hubert
28 de Villeray	Jean-Paul Drouin	7950, rue Marquette
29 Jarry	Lucien Mallette	574, rue Ferland
30 de Saint-Edouard	Roger Paradis	6517, rue Saint-Denis
31 du Père Marquette	Florence Guérard	1453, rue Beaubien Est
32 de Mile End	Henri Bonanni	5214, avenue du Parc
33 Laurier	Gérard Ouimet	2255, rue Laurier Est
34 Jeanne-Mance	Maurice Payette	12, boulevard Saint-Joseph Est
35 du Plateau Mont-Royal	Thérèse Dion-Rodier	1600, rue Marie-Anne Est
36 de Lorimier	Jean Durocher	2165, rue Mont-Royal
37 de Saint-Marie	Benoît St-Martin	2310, rue Sainte-Catherine Est
38 de Saint-Jacques	Léo-Paul Olivier	2075, rue Plessis
39 de Saint-Jean-Baptiste	Jean-Louis Laliberté	4450, rue Saint-Hubert
40 de Ville-Marie	Réginald Viens	200, rue Ontario Est no 3027
41 Peter McGill	Paul Morin	2080, boulevard Dorchester Ouest
42 de Pointe Saint-Charles	Gérard Laurin	1055, rue Hibernia
43 de Saint-Henri	Yolande Brousseau	2247, rue Delisle
44 de Saint-Paul	Jean-Paul Castonguay	1717, rue Desmarchais
45 Emard	Antonio Ferri	2700, rue Allard
46 Décarie	Maria Marrelli	5775, rue Saint-Jacques
47 de Loyola	Robert Cadieux	4680, rue Belmore
48 de la Confédération	Gérard Lefebvre	4119, avenue Madison
49 Notre-Dame-de-Grâce	Antoinette Faucher	4060, boulevard Décarie
50 de Snowdon	Gertrude Reuter	5330, avenue A Claranald
51 de la Côte-des-Neiges	Bernard Champagne	3704, Edouard Montpetit
52 Darlington	Monique Boucher-Leduc	8655, Côte-des-Neiges suite 240
53 du Mont-Royal	Paul-Emile Gagnon	5780, rue Decelles suite 320
54 Victoria	Vivian Abugov	6570, chemin de la Côte-des-Neiges
55 de Pointe-aux-Trembles	Lucette Leblanc	860, boul. Saint-Jean Baptiste
56 de la Rousselière	Lise Barrette	13,687, rue Forsyth P.A.T.
57 de Bout-de-l'Île	Martial Mayrand	9, 79e avenue P.A.T.

Les non-résidents, pour la révision de leur liste, doivent s'adresser au bureau du président d'élection à 2075, rue Plessis, à compter du 12 octobre. Ils pourront se renseigner en composant 872-4322.

Les bulletins de présentation des candidats sont émis ou produits à compter du 12 octobre, au bureau du président d'élection, de 8h30 à 16h30, au bureau 120 de l'Hôtel de Ville, 275 rue Notre-Dame est. Un candidat ne peut se présenter qu'à une seule charge.

Montréal, le 12 octobre 1982.

Le président d'élection
de la Ville de Montréal



Drapeau et sa troupe engagent le combat par une assemblée monstre

L'expression «rien ne sert de courir, il faut partir à point» va à merveille au Parti civique de Jean Drapeau, surtout en période d'élections!

Yvon Laprade

Alors que le Rassemblement des citoyens de Montréal et le Groupe d'action municipale sont en campagne électorale depuis un bon moment, l'équipe Drapeau ne semble pas pressée d'engager le combat. Ce n'est d'ailleurs que demain soir,

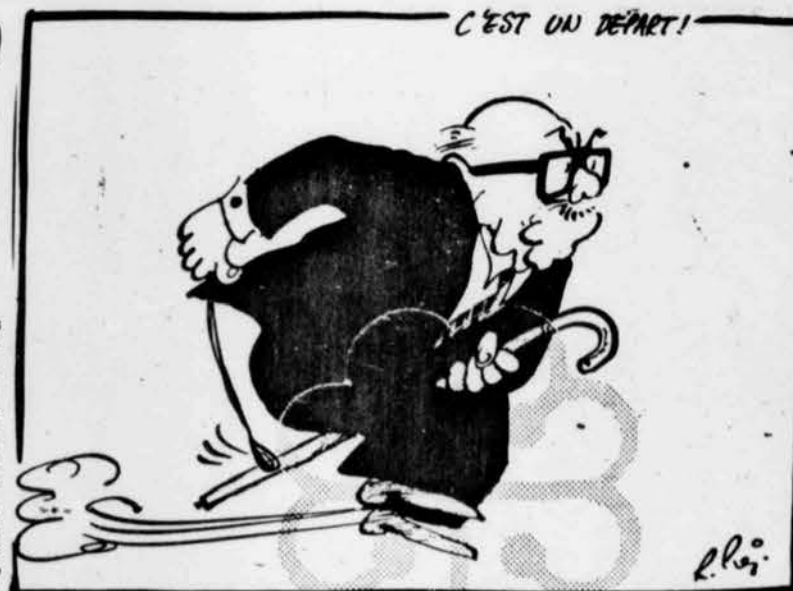
au centre Pierre-Charbonneau, que les 57 «soldats» du Parti fonceront tête baissée dans l'arène municipale en vue de «conquérir» une fois de plus l'électorat montréalais.

Cette soirée coïncidera avec le déclenchement officiel de la campagne du Parti civique. Pour ne pas rater leur

coup, les candidats ont pris bien soin d'inviter tous les sympathisants du parti. Certains estiment qu'environ 5,000 personnes seront présentes à cette manifestation... pacifique. Il faut préciser qu'il n'existe aucune carte de membre au sein de ce parti. En revanche, on sait vite repérer ceux ou celles qui éprouvent de la sympathie envers les politiques de Monsieur le maire!

Avant de louer le centre Pierre-Charbon-

neau, les organisateurs du parti auraient fait leur «shopping». Il aurait également été question du Forum de Montréal. Le coût de location de cet amphithéâtre était semble-t-il prohibitif. On a finalement préféré s'en tenir à Pierre-Charbonneau, qu'on promet de remplir à sa pleine capacité mercredi. En conférence de presse, la semaine dernière, Pierre Lorange, coordonnateur de la campagne, avait déclaré, à propos du Forum,



que ce choix n'avait pas été envisagé pour le lancement officiel de la campagne électorale...

Les bureaux de district

A un peu plus d'un mois du scrutin du 14 novembre, les 57 portecouleurs du parti — 52 d'entre eux sollicitent un nouveau mandat — semblent déjà confiants de l'emporter. Certains prennent déjà des paris

sur leur victoire prochaine: d'autres déplorent la faible opposition des deux partis du camp ennemi: le RCM et le GAM, qui mettent du temps à nommer des candidats dans tous les districts électoraux.

Pour la majorité des candidats, il ne faut pas «briser une formule gagnante». Les dernières élections ont démontré qu'il ne servait à rien de commencer à «déran-

ger» les Montréalais plusieurs semaines avant le jour «J». On s'en tient depuis presque toujours à des campagnes courtes, qui ne dépassent que très rarement trois semaines. La recette magique est partagée entre les petites assemblées dans les quartiers de la ville et le porte-à-porte traditionnel. Dans la plus pure tradition du Parti civique et de son chef, quoi!

LE GAM S'INTÉRESSE AUX FEMMES BATTUES

À l'occasion d'une soirée d'investiture qui confirmera aujourd'hui l'adhésion au GAM de la candidate Mona Forrest dans le district électoral de Ville-Marie (40), l'adversaire de M. Drapeau dans la course à la mairie, Henri-Paul Vignola, dévoilera les engagements de son parti sur deux dossiers qui lui tiennent particulièrement à cœur: la femme et la famille.

Serge Labrosse

M. Vignola avait déjà fait connaître, lors d'un

«tas» qui, sans foyer et sans la moindre ressource, trouvent difficilement de l'aide dans une ville, même aussi

au sein de ce corps policier prestigieux qui en était privé depuis de nombreuses années.

«D'ailleurs, faisait-il remarquer récemment, les hommes au pouvoir oublient souvent que les femmes ont une place bien légitime dans la société d'aujourd'hui.»

Lors du congrès de son parti, le 1er octobre dernier, M. Vignola avait lancé un appel aux femmes désireuses de joindre les rangs du Groupe d'action municipale contre l'équipe Drapeau.

Mais la réponse se fait



Coleen Main, dans Loyola.



Mona Forrest, dans Ville-Marie.

entretien accordé au Journal, il y a quelques jours, son intention de se pencher sur le sort des femmes, particulièrement sur celui des femmes battues et des femmes «itinéran-

importante que Montréal. Quand il dirigeait les destinées du service de police de la CUM, on se souviendra d'ailleurs que M. Vignola avait été à l'origine du «retour des femmes»

toujours attendre puisque deux seules candidates féminines, Mona Forrest et sa collègue Coleen Main, dans le district 47 de Loyola, se sont fait connaître au GAM de façon officielle.



Photo Le Journal - Claude RIVEST

Le dépanneur n'est présentement qu'une structure squelettique, et déjà il bloque la vue qu'ont les passants de la façade de la Seigneurie des Roy.

Le RCM veut sauver une maison historique

Un nouveau dépanneur «Provisoire» sera construit à l'intersection des rues Kent et Côte-des-Neiges dans l'ouest de Montréal. En moins d'une semaine, les constructeurs ont érigé les fondations, la structure et le toit.

Gilles Pilon

À ce rythme, on peut déjà prévoir que la semaine prochaine, il sera impossible de voir la façade de la Seigneurie des Roy, une maison historique datant de 1824 qui se trouvera dorénavant dans l'arrière-cour de ce commerce.

Hier matin, les candidats du Rassemblement des citoyens de Montréal dans les districts 52 et 53 messieurs Hubert Simard et Pierre-Yves Melancon, tenaient une conférence de presse pour dénoncer cet état de fait et exiger la procla-

mation d'un moratoire sur la construction de ce commerce qui met en péril un des derniers éléments du patrimoine immobilier de ce secteur.

Les candidats de l'opposition ont déploré le fait que la ville de Montréal ne protège pas mieux les éléments de patrimoine de ce secteur car celle-ci a permis, notamment, la démolition d'un cottage de bois datant de l'époque du Village de Côte des Neiges en 1979. Ils déplorent de plus la négligence de la ville dans le dossier de l'orphelinat Saint Patrick

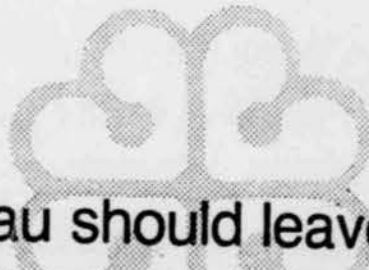
qui a été détruit par un incendie criminel au moment où il allait être classé monument historique. Ils ajoutent à cela que le bois appartenant à cet orphelinat a été livré par l'administration Drapeau-Lamarre à un promoteur tandis qu'on avait reconnu son utilité pour fins de parc.

Messieurs Simard et Melancon demandent qu'une enquête soit instituée sur l'affaire du dépanneur puisque sa construction contreviendrait à un règlement municipal qui interdit la construction de station d'essence et de dépanneurs sur le même terrain.

Mentionsnons qu'hier il était impossible de voir sur les lieux le permis de construction de la ville et le nom de l'entrepreneur

responsable de la construction.

Plusieurs citoyens étaient sur les lieux hier pour appuyer les candidats du RCM dans leur démarche. On pouvait reconnaître deux candidats du Groupe d'action municipale, messieurs Gaspard Fauteux et Bob Keaton qui étaient eux aussi sur les lieux. La présence de ces deux adversaires a fait dire à un militant du RCM que les candidats du GAM doivent être bien loin en arrière dans leur campagne pour se pointer comme des «pique-assiette» aux conférences de presse du RCM. Il faut mentionner que l'organisation du GAM éprouve de nombreuses difficultés depuis le début de la campagne électorale et que le pouvoir semble bien loin.



'Drapeau should leave politics'

If Mayor Jean Drapeau wishes to run again, it's his own business. He knows what he's doing, certainly. However, for his own good and his health, should he not think of retiring?

He has done for Montreal more than anyone before him has done or anyone after him will do for a long time to come.

It is said that the taste of power is hard to lose. I suppose this is true, yet could not a man like him, who is brighter than most in his class, set his mind to something else?

He could live a very interesting and active life in the midst of his family and friends. He could also occasionally work as a lawyer, where

he could again prove to himself that his knowledge of the law is as acute as ever.

In my opinion, Mr. Drapeau ought to seek some way of leaving politics behind, where he was so mercilessly ill-treated at times by so many.

JEAN PAUL BERTHIAUME
St. Lambert

•

Election '82: Spotlight on the St. Louis riding

The Montreal Downtowner, Wednesday, October 13, 1982.

Civic Party



Joffre Laporte

The incumbent in St. Louis is 66-year-old Joffre Laporte, who has sat as a Civic Party councillor for the last 12 years.

not uttering a word at council meetings, and in his own riding, having little to do with his constituents.

Laporte counters that he is involved in community activities, as president of the Caisse Populaire in Point St. Charles, and as a member of Les Chevaliers and l'Ordre des Moose.

As for the charge that he's a mere "Yes" man to Civic Party policy, Laporte admits he has never voted against the party. "If I belong to the party I must abide by party line. You can't go against it or else they throw you out." He did add, that once in a while when he's disagreed with a proposed by-law, he has discussed it in private to try and have it stricken off the agenda. The last time this happened was over a zoning issue "a few years ago". Laporte would not disclose further details.

He sees housing as the main issue in his riding and feels his best accomplishment over 12 years has been the development of the city's home renovation grant program.

"Forty years ago, the state of buildings in this area was pretty bad. Properties needed renovation.

"We've been supplying grants to make decent urban living."

But opposition candidates argue that the city's renovation program is misleading and inefficient, promising more of a subsidy than it actually delivers and requiring applicants to wade through a web of bureaucracy that can drag out for two years.

Laporte answers, "What do you expect? There's a shortage of money. We call it compressing budgetary expenses." He adds, "If you look at the number of renovated homes, it's not so bad."

He says the procedure takes only a few months, but that "you have to submit all the papers before anything is done and if you take too much time to do it..."

"You cannot go against the party line or else they throw you out."

A retired insurance broker, Laporte owns a home in Point St. Charles, part of his riding.

Opposition candidates say that in his 12 years in power he has kept a very low profile, both in city hall,

Critics also say that one side effect of renovations in the area is to push up taxes and rents, driving lower income people out of the neighbourhood. In particular, they cite the conversion of rooming homes and rental units into high class condominium space.

Laporte replies, "If a speculator — I shouldn't call him that — if an individual finds an old property and wants to make condominiums, I can't keep people from building wherever they wish."

He admits knowing personally of a woman who'd lived in a building 40 years when the owner informed her that he was turning it into a condominium and gave her the option of buying it.

"It's a tragedy if she can't," says Laporte. "But I don't see much of that situation arising."

In Laporte's point of view, the St. Louis riding is made up mostly of "16 to 20 story buildings occupied by young, childless couples who both work."

His solution for the low income people in the area is to "make housing co-ops".

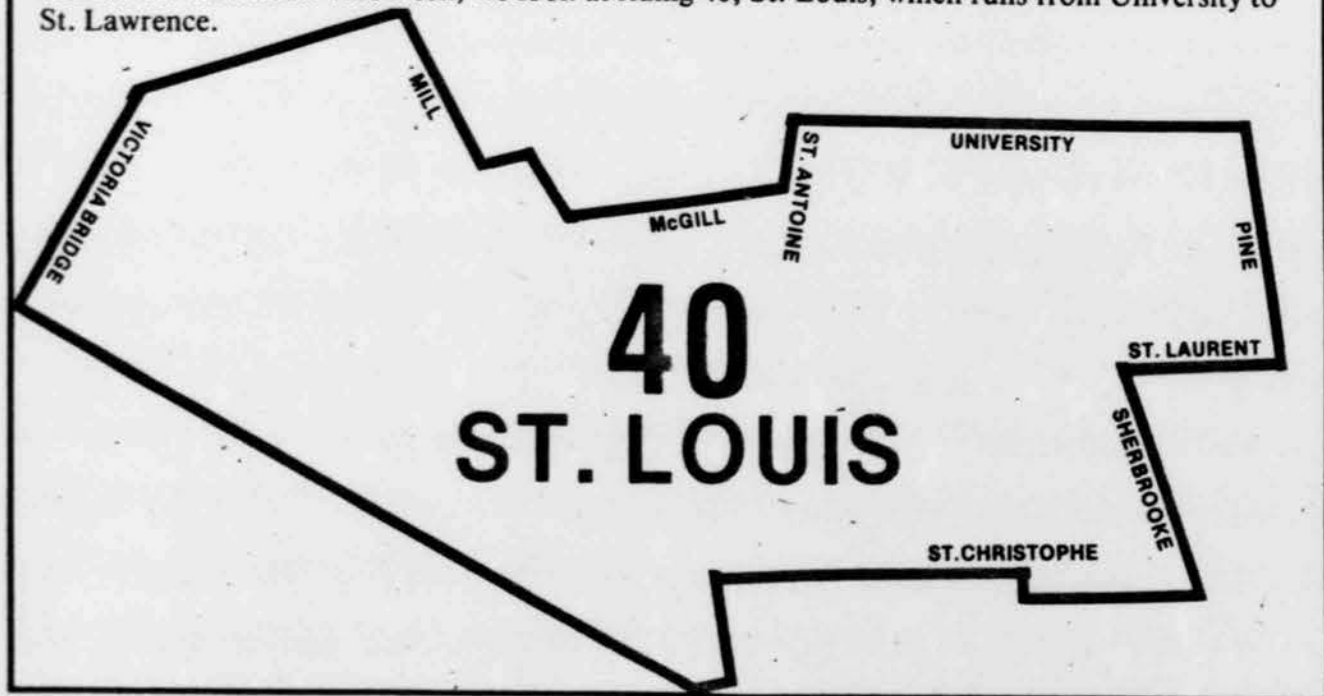
Asked whether he meant co-ops modelled after the Milton Park project in his riding, which is Canada's largest lower-income co-operative housing project, Laporte replied, "Is that a co-op — or is it a condominium?"

As for details about his campaign and about whether his party could conceivably co-operate with an opposition party in the event of a minority government, he replied; "You'd have to ask the bosses. I'm only a backbencher, you know. The chief of the party is the mayor."

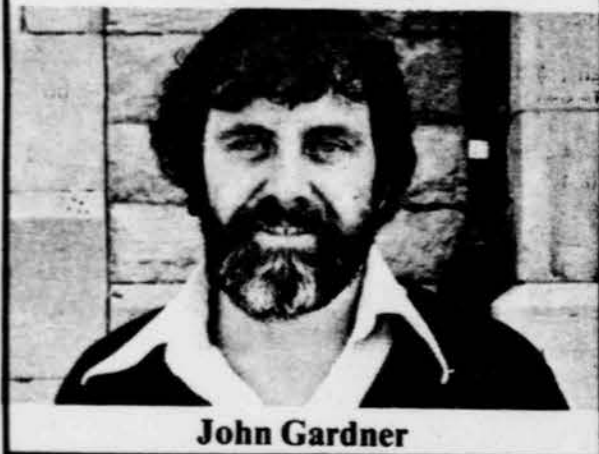
Next week, in part 2 of this election series, The Downtowner looks at the issues and candidates in District 41, Peter McGill, which covers the core of western downtown, from Atwater to University.

By Leora Frucht

With the municipal election campaign under way, *The Downtowner* begins the first of a three-part series, featuring the candidates running in each of the ridings that touch the core of downtown Montreal. This week, we look at riding 40, St. Louis, which runs from University to St. Lawrence.



MCM



John Gardner

The MCM's candidate in St. Louis is 38-year-old John Gardner, an administrator of the Milton Park co-operative housing project.

Gardner, also a former teacher, was one of three councillors elected to represent the St. Louis riding in 1974. The other two were both Civic Party members.

In 1978, the riding was chopped into three smaller districts, which were each allotted one representative. Gardner lost the newly-bounded riding by a few hundred votes to a Civic Party candidate.

Of incumbent Joffre Laporte, Gardner says: "I didn't hear him say a word in the four years I sat on council."

He says MAG reflects the same values as the Civic Party. "Henri-Paul Vignola (MAG's chosen leader) achieved his position as MUC police director from the Drapeau-Lamarre administration."

Gardner's main concern is housing, "which should be a right, and not a product to be marketed."

He sees the solution to housing problems in the elaboration of the co-operative housing programs, like the Milton Park one, with which he has been involved for the last three years.

That project involves 2,000 people in 135 buildings (66 units) between Milton and Pine Avenue, Hutchison and Ste. Famille. It is run as a non-profit corporation in which all residents are members, responsible for planning renovations, seeking financing, producing a budget and deciding on rents — which went up no more than 25 per cent once renovations were complete, and an average of only 15 per cent, says Gardner.

He calls co-operative housing an ideal solution because "it guarantees tenants a well-maintained unit, for a decent rent, and security forever."

Critical of the way the city runs its housing renovation program, Gardner claims it creates backlogs of up to two years because of the shortage of city inspectors to process dossiers.

He says there should also be more effective rent control on renovated buildings. "Once a house is upgraded, it leaves landlords free to claim whatever they want."

He is particularly resentful of the freedom the city allows condominium developers. Legally, they are not allowed to evict tenants in order to turn a property into a condominium, but Gardner says most developers get around that by harassing their tenants into leaving.

"Housing is a right, not a product to be marketed."

Between 1974 and 1978 when he and 16 other MCM members sat on council, Gardner admits, "We wasted too much time arguing among one another."

But he credits the MCM with supplying many of the ideas which executive chairman Yvon Lamarre put into effect. Among them: the establishment of an economic co-ordination body for the City of Montreal, CIDEM; the intensification of the renovation subsidy program; the construction of several recreational arenas; and a reduction in senior citizens' transit fares, a result, he says, of the 1977 MCM-co-ordinated petition that gathered 75,000 signatures.

Gardner blames his loss in 1978 on an ineffective MCM campaign and on the formation of MAG, which split the vote in his riding, as well as in several others.

He was himself evicted from an apartment on Durocher and Prince Arthur, where he had lived for four years, when the landlord decided to move into his apartment and upgrade the building. "Tenants live with constant insecurity."

The city's housing projects don't help matters either, says Gardner, citing, in particular, "project 10,000", the city's effort to build 10,000 new rental units by selling off unused city properties to developers. While the project is aimed at tenants of all income levels, Gardner says it is really targeted at the \$40,000 plus earners.

"One building on St. Urbain and Dorchester, that could have been used for community space, will be made into a series of apartments that rent for \$700 a month for a one-bedroom place."

MAG



Mona Forrest

The MAG candidate in district 40 is 36-year-old Mona Forrest, director of the Women's Information and Referral Centre for the past 7 years.

Forrest was approached by MAG to run and says the

Forrest is a member of a committee set up to study child prostitution in conjunction with the Ville Marie Special Service Centre. She says, if elected, one of the first things she'd establish is a shelter for juvenile prostitutes.

Critical of the city's beautification program, Forrest calls it "a big show" which was "dragged out to coincide with the election campaign."

"Sure, there are nice patio bricks on the part of Prince Arthur that has been turned in to a mall. But just a block away on the same street, not only aren't there any fancy bricks, but the sidewalk isn't even uniform. It's full of holes in parts and there are large chunks of cement that have heaved up.

"Elderly people are afraid to walk there - they can easily break a leg.

"It shows the city's lack of concern for basic things, in favour of fancy lanterns."

Another of her beefs is the city's renovation grant program.

"They won't give you more than half of their maximum, which is \$25,000. But they force you to do at least \$50,000 to \$60,000 of renovations — enough to make the house good for 30 years. That means plumbing, electricity, windows, and roofing.

"If you don't want to do all they insist on, you don't get the grant.

"Once you do all that, they slap a higher tax evaluation on you. So you've put in your own money and initiative and what do you get?"

"Sure, there are nice patio bricks on the Prince Arthur mall, but a block away the sidewalk isn't even uniform."

move is "a natural progression of what I've been doing for years — fighting city hall."

She feels party chief Henri-Paul Vignola is well qualified to serve as Montreal's future mayor because he has had the experience of running a large city department.

One of her main concerns is the housing shortage for senior citizens, particularly single women.

"Downtown Montreal has the highest proportion of elderly people in any Canadian city. In this district there is only one subsidized senior citizens' home and it was built ten years ago.

"The majority of older people live in isolated rooming homes. They pay \$125 a month for a cellar and are destined to spend the rest of their days there. They deserve better than that."

She adds that most senior citizens are on fixed incomes and have no security if rents go up.

She says child prostitution is another serious problem in her riding. She agrees with a Gazette report published earlier this year that estimated there are as many as 5,000 child prostitutes operating in Montreal, most of them in the core of her riding.

Forrest says there should be a hold back period of five years after renovations, before taxes can go up.

She also suggests that the maximum ceiling on grants be increased to fall more in line with the amount that the city forces people to spend on renovations.

She thinks there should be tighter controls on the rents that owners of renovated buildings can charge, and that there should be less paperwork and time involved in obtaining a renovation subsidy.

Her own request was not granted for a year, by which time her basement wall had already caved in, she says. She informed the city of this, hoping it would speed up the processing of her request. Instead she was handed a court notice because of the bad shape of the building, "which I had told them about it in the first place."

Poll shows Drapeau ahead; Vignola second

by Ron Seltzer

Jean Drapeau has a good size lead over his nearest opponent in the municipal election.

But a scientific poll commissioned by the Municipal Action Group (MAG) and obtained by The Downtowner shows the MAG candidate for mayor, Henri-Paul Vignola is a solid second. The MCM candidate Jean Doré would win only a small percentage of the vote according to the poll.

The unadjusted figures put Jean Drapeau's strength at 36 per cent, Henri-Paul Vignola of MAG at 21 per cent and Jean Doré of the MCM at 5%. 28 per cent of voters were undecided or did not answer.

Unadjusted means the figures have not been weighted for the actual proportions of population—in this case of the 800 people who responded out of 1,200 contacted, there was a slightly higher proportion of Francophones than in the actual population.

The poll was done by INSE, a subsidiary of Sorecom, one of Quebec's leading public opinion sampling firms.

The analysis prepared by the company indicates Vignola would do slightly

better than the poll's unadjusted figures show because MAG is a bit more popular with Anglophones.

The analysis also indicates the Mayor's support is "soft" and the large number of undecided voters could make this the closest election in the uninterrupted 22 years Mayor Drapeau has held office. (He was first elected in 1954 and served until '57 when he was defeated and out of power for three years.)

The survey was done over a month ago, before Drapeau announced his intention of running for an eighth term and before he had declared himself recovered from a stroke he suffered in July.

MAG would win

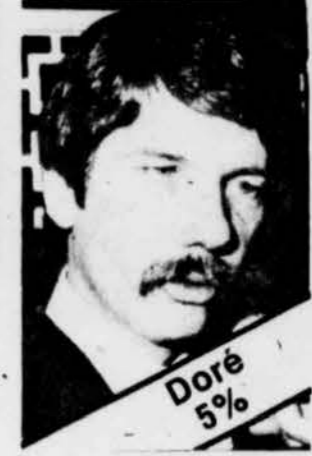
The poll also showed that MAG would be lea-

ding if the mayor's civic party had turned to Drapeau's presumed successor Yvon Lamarre.

MAG's Vignola would attract 25 per cent against Lamarre's 23 per cent. Doré of the MCM again comes in last with the same five per cent. A likely explanation is the recognition factor. Only 52 per cent of poll respondents knew Lamarre while 69 per cent knew Vignola, the former chief of the MUC police. Doré's recognition factor was virtually nil.

The poll analysis gave the MAG people reason to feel optimistic about their chances because it showed Drapeau's support is "soft".

Over half (53 per cent) of respondents felt it was time for Drapeau to retire from politics, including



one third of those intending to vote for him.

Of the crucial 28 per cent who were undecided, two thirds thought Drapeau should retire.

Drapeau's greatest strength is with voters who are low income and middle aged; Vignola's support comes from those under 34 and with middle income. Vignola's support rises with the level of education of respondents.

Drapeau continues to be the choice of elderly voters

but the polls shows a definite decline from previous election years.

And there's a measure of bad news for all the parties. Despite the fact the Civic Party has existed for 22 years, the MCM for eight years, and MAG for

four years, few voters are able to name the parties or the personalities that run under their banner.

The poll was taken before the impact of campaigning and one week after Vignola announced he would run.

Engagements électoraux

■ *GAM: un office de la condition féminine*

■ *RCM: un plan d'aménagement du centre-ville*

par Alain Duhamel

À un mois de la clôture de la campagne électorale municipale à Montréal, les partis d'opposition ont commencé à dévoiler à la pièce leurs engagements électoraux.

Hier, au cours d'une assemblée publique, le Groupe d'action municipale (GAM) s'est engagé à créer un Office de la condition féminine chargé, entre autres tâches, d'instituer un service femmes-secours à l'intention des femmes battues.

De son côté, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) s'est engagé, au cours d'une conférence de presse, à adopter, au plus tard un an après son élection, un plan d'aménagement du centre-ville montréalais après avoir mené une vaste consultation publique à ce sujet.

Le Parti civique de Montréal n'a annoncé aucun engagement précis mais tient ce soir sa première grande assemblée publique, inaugurant ainsi sa campagne électorale au cours de laquelle il doit publier un manifeste électoral.

Le candidat à la mairie du GAM, M. Henri-Paul Vignola, estime que l'administration municipale a négligé les femmes chefs de famille aussi bien dans leur recherche d'un emploi convenable que dans la recherche d'un logement familial et d'un service de garderie.

Un Office municipal de la condition féminine se préoccuperait en priorité de la promotion de la femme dans la fonction publique municipale, totalement absente de la direction de l'appareil municipal, de la recherche de solutions de rechange dans le domaine du logement et de la création d'un service appelé femmes-secours.

Femmes-secours disposerait d'un local fourni par la Ville, d'une banque de familles d'accueil, d'une garderie, de logements de dépannage dans les immeubles de l'Office municipal d'habitation et de divers autres services permettant aux femmes

battues de se refaire rapidement une vie familiale exempte de violence.

L'administration municipale devrait aussi favoriser l'implantation de garderies populaires dans les quartiers. «Mais il ne s'agit là que d'une demi-solution», affirme M. Vignola, qui verrait très bien la CIDEM promouvoir avec l'Office de la condition féminine l'implantation de garderies en milieu de travail.

De son côté, le candidat à la mairie du RCM, M. Jean Doré, s'est engagé à sortir de la clandestinité le plan d'aménagement du centre-ville en préparation depuis plusieurs années et à le soumettre à une véritable consultation populaire.

La CIDEM a obtenu une copie du projet de règlement du centre-ville et en a saisi les commissions consultatives d'hommes d'affaires qu'elle réu-

nit régulièrement. Le projet de règlement n'a jamais été déposé au conseil municipal et n'a jamais fait l'objet d'une consultation publique. Pendant ce temps, les chantiers se multiplient dans le centre-ville montréalais, les démolitions se poursuivent et les grands espaces de stationnement ne sont pas utilisés systématiquement aux fins de développement.

«Nous ne proposons pas un moratoire», a dit M. Doré, dénonçant particulièrement un projet de construction en hauteur à proximité du quartier chinois. «Dans n'importe quelle autre ville d'Amérique du Nord, a-t-il ajouté, les autorités municipales se seraient fait un devoir d'orienter le promoteur vers un site plus approprié. Si Montréal ne l'a pas fait, c'est parce qu'elle n'a pas de politique de développement de son centre-ville!»

Le RCM, après la publication des documents préparés par le Service d'urbanisme, constituerait une commission du conseil municipal chargée d'articuler le processus de consultation et de tenir des audiences publiques. Cette commission devrait déposer son rapport d'ici le 14 novembre 1983. Il comprendra un projet de plan d'aménagement du centre-ville et une politique de consultation publique sur toutes les modifications qui pourraient survenir après son adoption.

«Un plan d'aménagement n'est pas un joujou entre les mains des bureaucrates, des urbanistes ou des promoteurs», a dit M. Doré, pour qui un plan d'aménagement constitue aussi un plan de développement de la ville cohérent et dynamique, respectueux du milieu urbain et des potentiels qu'il possède.

TÉLÉ-CÂBLE

Les émissions à ne pas manquer



Alain Martineau et Pierre-René Perrin reçoivent, à l'émission «Dossier Ahuntsic», Henri-Paul Vignola, candidat du GAM à la mairie de Montréal.

À voir: 9/30 à 17h30
9/21 à 19h00



Le GAM veille aux intérêts féminins

■ Se demandant si finalement l'administration municipale actuelle n'est pas «un chic club social pour hommes seulement», M. Henri-Paul Vignola a déclaré hier soir que s'il est élu, le GAM créera un office de la condition féminine géré par des femmes et auquel la Ville de Montréal confiera plusieurs mandats relatifs aux problèmes particuliers des Montréalaises.

MADELEINE BERTHAULT

Le candidat du GAM à la mairie pour les élections du 14 novembre s'adressait alors à quelques partisans du district Ville-Marie (40), lors de l'investiture de la candidate Mona Forrest qui occupe depuis 10 ans le poste de directrice du Centre d'information et de références pour femmes dans ce district.

En plus de constater l'absence remarquée des femmes dans la fonction publique municipale, M. Vignola a souligné les difficultés qu'éprouvent les femmes seules, avec ou sans enfants, à trouver un logement convenable, l'insuffisance du nombre de garderies, la situation tragique des femmes battues dont les ressources sont limitées, etc.

L'Office municipal de la condition féminine aurait pour tâche par exemple de mettre sur pied un service de «femmes-secours» pour éviter que des femmes battues et leurs enfants n'aient que le poste

de police comme refuge. Il s'agirait d'avoir une banque de familles d'accueil qui pourraient recevoir pour quelques jours une femme en difficulté et ses enfants.

Au chapitre des garderies, le GAM verrait à mettre des locaux municipaux à la disposition de groupes populaires, et à encourager la mise sur pied de nouvelles garderies en milieu de travail en se servant de la commission d'initiative et de développement économique de Montréal (CIDEM). On pourrait consentir certaines sommes d'argent pour l'implantation de nouvelles entreprises si elles acceptent d'ouvrir une garderie en milieu de travail.

De son côté, la candidate Mona Forrest a montré l'absurdité de certaines pratiques qui font qu'un jour où les enfants sont en congé, (exemple: le congé de l'Action de Grâce), tant le planetarium que les piscines intérieures de la Ville sont fermées. Elle a également précisé que l'administration municipale doit prendre ses responsabilités au chapitre de la prostitution chez les jeunes. Il faut rappeler que le district de Ville-Marie est particulièrement touché.

On a aussi parlé de la sécurité dans le métro, particulièrement dans certains couloirs moins achalandés et à des heures tardives. Il faudrait établir des patrouilles régulières là où il y a le plus de risque d'agression, et installer un système de surveillance utilisant la télévision en circuit fermé.

Le RCM va mieux planifier la cité

■ Montréal est l'une des seules grandes villes en Amérique du Nord à ne pas posséder de plan d'aménagement de son centre-ville et un gouvernement du Rassemblement des citoyens de Montréal rendra public un projet en ce sens préparé en 1980 par le Service d'urbanisme municipal.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Selon le RCM, le centre-ville est actuellement livré à un développement anarchique. Le candidat à la mairie de ce parti municipal, Me. Jean Doré, a expliqué, hier, que la Ville n'a aucune politique pour protéger les zones résidentielles adjacentes ni pour sauvegarder les bâtiments historiques qui s'y trouvent.

Jean Doré et deux candidats du RCM à l'élection du 14 novembre, MM. Dominique Newman et John Gardiner, avaient convoqué les journalistes pour dénoncer principalement le manque de «responsabilité» de la Ville qui a donné son accord pour la construction d'un complexe domiciliaire et commercial dans le quartier chinois, boulevard Dorchester, entre les rues Clark et Saint-Urbain.

«Déjà agonisant avec la construction de la place Guy-Favreau, le quartier chinois risque maintenant d'être étouffé encore davantage. Le complexe projeté ne s'harmonisera ni à l'architecture, ni à la vocation socio-économique du quartier. Il ne s'agit pas d'un mauvais projet, mais il aurait dû être construit ailleurs», précise Me Doré.

Pour permettre la construction d'une tour à bureaux au coin de la

rue Clark, les autorités municipales démoliront quelque 30 logements à loyers modiques et en évincera les locataires. «A la place, affirme le RCM, Montréal subventionnera 66 logements de luxe, partiellement locatifs et partiellement réservés à la vente en condominium. Ces logements, pour la plupart, resteront inaccessibles aux membres de la communauté chinoise», a expliqué Me Doré lors d'une conférence de presse convoquée dans un restaurant italien, situé boulevard Dorchester près de la rue Clark, devant disparaître sous le pic du démolisseur dans un an environ.

«Dans n'importe quelle autre ville d'Amérique du Nord, reprend Me Doré, les autorités municipales se seraient fait un devoir d'orienter le promoteur vers un site plus approprié. Si Montréal ne l'a pas fait, c'est parce qu'elle n'a pas de politique de développement de son centre-ville. Le 2 février 1976, le RCM avait demandé à la Ville d'adopter un plan d'aménagement. M. Lamarre, alors vice-président du comité exécutif, nous promettait un tel plan avant la fin de l'année. Quatre ans plus tard, en juin 1980, le Service d'urbanisme déposait un projet en ce sens au comité exécutif de Montréal. Il était accompagné d'un programme de consultation publique, destiné à être réalisé durant l'année 1981.

En plus de rendre public le projet, un gouvernement municipal RCM formera une commission du conseil municipal qui aura pour mandat de mener à bien la consultation promise. La commission devra déposer son rapport avant le 14 novembre 1983.

«Le plan d'aménagement du centre-ville

Le plan d'aménagement du centre-ville n'est pas un joujou pour les technocrates, fonctionnaires, promoteurs et conseillers du Parti civique et il devrait être soumis à la population pour approbation. Il est aberrant, selon le Rassemblement des citoyens de Montréal, que le plan de développement du centre-ville de Montréal ne se fasse pas en harmonie et en consultation avec les gens du milieu concerné.

Gilles Pilon

C'est le message qu'avait à livrer hier le candidat à la mairie du RCM, M. Jean Doré, quand il a rencontré les journalistes pour faire le point sur le développement anarchique du centre-ville et du quartier chinois.

Selon le RCM, il existerait un plan de développement du centre-ville qui aurait été mis au point en 1980 par les services municipaux, mais ce plan serait tenu secret par l'administration Drapeau-Lamarre qui se contente de le montrer aux spéculateurs et aux promoteurs qui veulent construire dans le centre de Montréal et dans le quartier chinois. Pas plus le RCM que les résidents du secteur

n'ont pu prendre connaissance de ce plan et évidemment ils n'ont pas pu faire valoir leur point de vue à ce sujet.

La conséquence de ce geste malheureux de l'administration municipale est que les espaces verts du centre-ville, les maisons de chambres à prix modique et les petits commerces du quartier chinois sont en train de disparaître au profit de résidences de luxe et de condominiums.

Le candidat du RCM a donné l'assurance hier que si son parti est porté au pouvoir le 14 novembre prochain, il rendra public le plan d'aménagement de ce secteur et il créera une commission parlementaire du conseil qui aura pour mission de consulter la population.

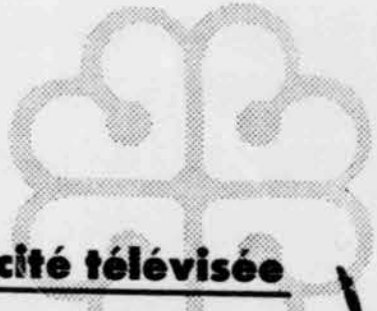


Photos Le Journal - Pierre-Yvon PELLETIER

Construit en bordure du quartier chinois, l'immense complexe Guy-Favreau compromet déjà l'intégrité de ce secteur pittoresque de la ville. On peut voir sur la photo deux candidats du RCM de ce secteur, messieurs John Gardiner et Dominique Newman qui voudraient bien que les gens du quartier soient consultés avant que des changements profonds interviennent dans leur milieu de vie.

n'est pas un joujou»

— Jean Doré



Publicité télévisée

LE RCM PREND SES ADVERSAIRES DE VITESSE

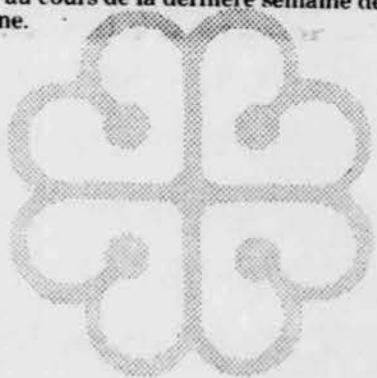
Vers la fin du mois de septembre dernier, les organisateurs d'élections du Rassemblement des citoyens de Montréal ont réservé tout le temps d'antenne disponible à Télé-Métropole et à CFCF pour la diffusion de messages publicitaires, prenant ainsi de vitesse les deux autres partis.

Gilles Pilon

C'est du moins ce qu'affirment les stratèges du Rassemblement des citoyens de Montréal qui tentent présentement de recueillir les fonds nécessaires pour payer tout ce temps d'antenne qui doit leur permettre de bien faire connaître leur candidat à la mairie et le programme du parti.

Le coût total du temps d'antenne réservé par le RCM se chiffrerait à environ \$80,000 et le parti d'opposition a jusqu'au 22 octobre pour confirmer aux deux stations de télévision s'il achète ou non le temps d'antenne réservé.

S'il en a les moyens financiers, le RCM entend consacrer au moins \$70,000 à sa campagne publicitaire à la télévision et ainsi occuper la majeure partie du temps de télévision disponible au cours de la dernière semaine de la campagne.



VIGNOLA PROMET UN OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

Un Office de la condition féminine administré par des femmes. C'est ce que créera Henri-Paul Vignola à Montréal, s'il est élu maire de sa ville, le soir du 14 novembre prochain.

Serge Labrosse

Prenant part à la soirée d'investiture de la candidate Mona Forrest, l'une des directrices du centre de références de Montréal, M. Vignola a annoncé que le nouvel Office se verrait confier, entre autres tâches, la mise sur pied d'un service «Femmes secours» qui comprendrait notamment une banque de familles d'accueil où seraient référées les femmes battues.

Soulignant que la ville de Montréal ne comptait, l'année dernière aucune femme parmi les responsables des dossiers de l'assistance sociale au service du bien-être social de Montréal; qu'annuellement, 6,000 femmes dans le besoin ne réussissent pas à se trouver du travail; que les maisons d'accueil de la métropole ne suffisent plus à héberger et aider les femmes en difficulté, obligées qu'elles sont d'en refuser trois fois plus qu'elles en reçoivent, M. Vignola s'est engagé au nom de son parti, le Groupe d'action municipale, à mettre tout en oeuvre pour régler la situation des femmes.

Se demandant si l'administration municipale actuelle ne cachait pas au fond un «club social pour hommes seulement», le candidat du GAM à la mairie

a encore signalé l'absence marquée des femmes dans la fonction publique municipale, la difficulté qu'éprouvent les femmes, et en particulier les femmes seules, à se trouver un logement convenable et l'insuffisance du nombre de garderies.

«Nous ferons le nécessaire, a-t-il déclaré, pour consentir des budgets favorisant l'implantation de nouvelles garderies sous forme de subventions aux milieux de travail, pour aider les femmes à trouver de l'emploi.»

Mme Forrest n'a pas manqué, pour sa part, de souligner que «la majorité des bénéficiaires de l'assistance sociale sont des femmes, la plupart responsables de l'éducation des enfants».

Et de conclure Mme Forrest, «ce que l'administration Drapeau n'a pas fait pour assurer la sécurité des montréalais dans le métro, pour contrer la prostitution juvénile et la pornographie, nous le ferons en mettant au point des dispositifs de télévision à circuit fermé dans le métro, en créant un système indépendant, parallèle, de maisons d'accueil anonymes pour les jeunes aux prises avec la prostitution, ainsi qu'en créant une commission permanente sur la pornographie.»

«Les Chinois ont leur mot à dire»

— Yvon Lamarre

Même s'il s'est refusé à commenter le bien-fondé des attaques du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) au sujet de l'aménagement «anarchique» du quartier chinois, le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, a néanmoins tenu à préciser, hier soir, que le programme de développement de ce secteur a été conçu en étroite collaboration avec la communauté chinoise.

Yvon Laprade

Selon M. Lamarre, un groupe de travail a été formé à cette fin, il y a près de deux ans, afin d'étudier et de définir un schéma d'aménagement répondant aux besoins de la population de ce secteur délimité par le boulevard Dorchester, la rue Viger, la rue Bleury et la rue Sanguiet.

«Monsieur Fainstat devrait être au courant...», s'est contenté d'ajouter M. Lamarre en faisant allusion au conseiller du RCM.

Même un architecte chinois!

Insistant davantage sur le rôle de l'administration municipale dans ce dossier, le «bras droit» du maire Jean Drapeau a rappelé que la restauration des bâtiments se fera en collaboration avec les Chinois du quartier. «On a même confié à un architecte chinois le mandat de consulter les résidents du secteur afin de faire respecter les normes architecturales chinoises. Les Chinois ont leur mot à dire dans l'aménagement de leur quartier», a mentionné M. Lamarre. Il a ajouté que la Ville de Montréal a fait l'acquisition de nombreux terrains dans ce quartier pour des fins de développement résidentiel dans le cadre de l'Opération 20,000 logements. Le président du comité exécutif dit avoir tiré son inspiration lors de récents voyages à San Francisco et à Vancouver, où les Chinois vivent nombreux dans leurs quartiers respectifs.

Par ailleurs, M. Lamarre s'est dit «très satisfait» du projet de construction d'un complexe domiciliaire et commercial dans le quartier chinois, sur le boulevard Dorchester, entre les rues Clark et Saint-Urbain.

C'est pourtant ce même projet de \$20 millions que le RCM qualifie d'insensé parce qu'il ne s'harmonisera, selon le candidat à la mairie Jean Doré, «ni à l'architecture, ni à la vocation socio-économique du quartier».

City ruining Chinatown: MCM

Montreal's Chinatown district is being destroyed due to lack of planning by the present civic administration, says Montreal Citizens' Movement (MCM) mayoralty candidate Jean Dore.

By authorizing new projects without providing safeguards for existing buildings in the area, the city "is allowing the systematic destruction of the city's culture and history," Dore told a news conference yesterday.

He said construction of an office building on Clark St. has already resulted in demolition of 30 housing units.

And by destroying a park at St. Urbain and Lagachetiere Sts., in the heart of Chinatown, the city was "stripping the only remaining green space these people have left."

Such actions were "typical of a government that either has no idea of how it's going to deal with downtown development or no interest in telling the public what such plans might be."

MAG for women

A new City of Montreal women's bureau will pay special attention to the problems of battered wives if Henri-Paul Vignola heads a new city administration after the Nov. 14 election, Vignola pledged last night.

Vignola, candidate for mayor of the Municipal Action Group (MAG), said his administration would create the bureau and give it wide-ranging responsibili-

CITY BRIEFS

ties: among them getting more women into key city jobs, finding more accommodation for divorced, separated or widowed women and establishing job-training programs for such women and day-care centres for their children.

Vignola was speaking to about 30 party supporters at a nominating convention for Mona Forrest, director of the Montreal Women's Information and Referral Centre and MAG city council candidate in downtown District 40, or Ville Marie.

Civic race is on

Mayor Jean Drapeau was among almost 40 candidates in the Nov. 14 municipal elections who picked up nomination papers or had representatives do so at city hall yesterday.

Katy LeRougetel, a 24-year-old machinist, officially an independent but planning to campaign under the banner of the Revolutionary Workers' League, was the only other aspirant for the mayor's post to pick up her papers the first day they were available.

A city official said others who picked up papers plan to seek election as councillors, for the ruling Civic Party or the opposi-

tion Municipal Action Group (MAG) or as independents.

Nomination papers can be picked up at city hall until Oct. 26 and can be completed and filed any time until the next day, when city officials will make complete lists public. The papers must be signed by 250 nominators for candidates for mayor and by 25 for candidates for council.



Drapeau: les Montréalais ne veulent pas d'improvisateurs

par Alain Duhamel

Après 22 années de bons et loyaux services, le maire de Montréal M. Jean Drapeau, ne voit pas pourquoi les Montréalais confieraient leur ville à des improvisateurs.

«Les improvisateurs ne manqueront pas. En banlieue, on peut se permettre d'élire un homme de bonne volonté et qui ne connaît rien» a dit M. Drapeau en lançant hier sa neuvième campagne électorale à la mairie de Montréal devant une assemblée d'environ 3.000 personnes au centre Pierre-Charbonneau.

«L'improvisation, c'est cela qui coûte trop cher», a déclaré le chef du Parti civique de Montréal (PCM) qui a cité en exemple la construction du métro dont c'est, aujourd'hui, le 16ème anniversaire. Le maire de Montréal n'a dit mot de la construction du parc olympique dans les grands projets réalisés par le PCM. Tout au plus, une allusion: «Toutes les autres grandes réalisations qui ont eu leur histoire en leur temps continuent d'être bénéfiques pour les Montréalais».

L'assemblée, la première d'une série de quatre que le PCM tiendra d'ici au 14 novembre, donnait dans une atmosphère de congrès américain avec ses délégations provenant de tous les districts de la ville, pancartes bien hautes, fanfare bruyante et organiste de service pour la gouverne des meneurs de clique.

Le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, a fait le bilan de son administration depuis 1978 en soulignant particulièrement les retombées économiques des opérations

20.000 logements, de revitalisation des artères commerciales, de développement industriel et de rénovation des maisons anciennes. Il estime que la création de la Commission d'initiative et de développement économique de Montréal (CIDEM) a pu contribuer à la création de 34.000 emplois. L'opération 20.000 logements a mis en chantier ou mettra en chantier sous peu 8.975 logements au total pour un investissement de \$400 millions et 6.000 emplois créés.

Pour l'avenir, M. Lamarre parle «d'une capitale de la haute technologie, de la recherche et du développement scientifique» dont il ne précise pas, pour l'heure, la stratégie de développement.

Le Parti civique de Montréal se présente cette année avec la même équipe de conseillers municipaux en offrant aux électeurs sa garantie d'une bonne administration fondée sur l'expérience.

Tout au long de son discours où il a fréquemment évoqué les liens «d'amour, de fidélité et de loyauté» entre la population et le PCM, le maire de Montréal a insisté sur l'expérience de ses candidats. «L'expérience ne s'achète pas. Cette équipe en a de l'expérience».

Depuis le début de la campagne électorale, les candidats d'opposition ont décrit le PCM comme un parti politique vieillissant, mûr pour la retraite.

M. Drapeau s'est employé à démontrer que les «chuchotements» de ses adversaires ignoraient l'histoire. Des 46 élus du PCM en 1960, il en reste aujourd'hui cinq, des 41 élus de

1962, il en reste huit; de la fournee de 1966, il en reste dix; de celle de 1970, 19; des élus de 1974, il en reste 25 et des élus de 1978, il en reste 52 sur 52. «Il y a de la relève dans le PCM» de conclure le maire de Montréal.

Au cours des ans, la qualité de l'électorat montréalais a changé et s'est considérablement rajeuni depuis que tous les citoyens âgés de 18 ans et plus votent aux élections municipales. Malgré ses modifications dans le corps électoral, le PCM a continué à recueillir la majorité des voix.

«L'histoire de Montréal, c'est en même temps et beaucoup l'histoire du parti. Quand cela fait 22 ans qu'un parti est au pouvoir, on ne peut arriver et tout chambarder ce qu'il a déjà fait. Quand il se passera quelque chose de bien et de bon, c'est par une administration du Parti civique que les citoyens l'auront obtenu».

Ailleurs dans la ville où il rencontrait un groupe d'hommes d'affaires, M. Henri-Paul Vignola, candidat du Groupe d'action municipale à la mairie, ne paraissait pas impressionné par les ovations dont son adversaire faisait l'objet. «Moi aussi, partout où je passe, j'en ai des ovations devant mes propres partisans.»

Au bilan de l'administration du Parti civique, le candidat GAM ajoute aussi le déficit des jeux olympiques, le déficit annuel de Terre des hommes, l'exode de population et des sièges sociaux et l'attitude du maire Jean Drapeau lui-même dont l'intérêt à l'égard de la promotion de la ville ne s'éveille, selon lui, que dans les cas où il peut mettre en chantier des projets extravagants.

DRAPEAU ACCLAMÉ

■ C'est dans une atmosphère de fête digne des grandes conventions présidentielles avec flûtes tonitrueuses, ballons et confettis, que le maire Jean Drapeau a ouvert officiellement, hier soir, la campagne pour les élections du 14 novembre.



photo Denis Courville.
LA PRESSE

4,000 PERSONNES VIENNENT ACCLAMER « LEUR » MAIRE

Drapeau: le passé garant de l'avenir

■ L'heure était déjà au triomphe, hier soir, pour les quelque 4,000 partisans du Parti civique accourus au Centre Pierre-Charbonneau pour entendre « leur » maire prononcer les paroles presque sacrées par lesquelles le chef du parti allait ouvrir officiellement la campagne pour les élections du 14 novembre.

DENIS MASSE

Munis de pancartes vertes aux couleurs du Parti civique et à l'effigie du maire et des membres de son équipe enfermée dans des hexagones, dans une atmosphère de grande convention présidentielle où ne manquaient ni les flûtes tonitruantes ni les ballons, serpents et confettis, la foule avait accordé au maire une ovation de plusieurs minutes avant que celui-ci ne puisse prononcer un mot.

L'on se serait cru volontiers au Forum ou au Stade olympique un soir de grandiose victoire de nos Glorieux ou de nos Amours puisque, d'une part, l'organiste le plus réputé de Montréal, M. Fernand Lapierre, tirait de son instrument les tonnes les plus connues des spectacles de baseball et que, d'autre part, la voix du maître de cérémonies était celle de la voix du hockey, M. Claude Mouton.

Dans les gradins, des délégations de chaque quartier s'époumonnaient à qui mieux mieux pour signaler leur présence, celles de la colonie grecque et celle de Pointe-aux-Trembles l'emportant d'emblée sur toutes les autres.

Le délire allait atteindre son paroxysme lorsque l'illustre aéropage fit son apparition sur l'estrade d'honneur. Le cadran suspendu au-dessus de leurs têtes marquait 8 h 20.

Entouré sur la tribune des 52 re-



Une ovation de plusieurs minutes a salué le maire Drapeau accompagné de son épouse et M. Yvon Lamarre.

photo Denis Courville, LA PRESSE

présentants actuels du Parti civique au conseil municipal qui tous sollicitent un renouvellement de leur mandat et des cinq autres nouveaux candidats, M. Drapeau, aux bras de son épouse, marchait d'un pas assuré qui contrastait avec son état chancelant de l'été dernier.

Le maire qui est au pouvoir depuis 22 ans sans interruption s'est appliqué à démonter la stratégie des partis d'opposition en affirmant que « ce n'était surtout pas le moment de changer d'administration ».

« Quand les temps sont durs, a-t-il dit dans un tonnerre d'applaudissements, on cherche des gens

d'expérience; je suis convaincu que les Montréalais ne veulent pas confier leur ville à n'importe qui ».

Pas de promesses

Mais que peut promettre un maire qui est depuis si longtemps au pouvoir?

« L'heure n'est plus aux promesses, a proclamé M. Drapeau; quand un parti est au pouvoir depuis 22 ans, il ne vient pas faire la promesse de tout chambarder ».

Avant lui, pendant près d'une demi-heure, le président du Comité exécutif et candidat dans Saint-Paul, M. Yvon Lamarre, s'était appliqué à dresser le bilan de l'ad-

ministration municipale rappelant toutes les réalisations des dernières années, tant la campagne s'appuie sur « le passé garant de l'avenir ».

Il n'allait finalement consacrer que quelques minutes aux perspectives d'avenir affirmant la volonté de l'administration en place de faire de Montréal un centre international de haute technologie et de recherche scientifique.

La prochaine assemblée régionale du Parti civique aura lieu le 24 octobre pour rejoindre les électeurs de l'Est, du centre-ville et de Pointe-aux-Trembles.

JEAN DRAPEAU ACCLAMÉ PAR 3,000 PARTISANS

C'est par un «j'avais bien raison de m'ennuyer de vous autres» que le maire Jean Drapeau, qui sollicite un nouveau mandat le 14 novembre, a pris la parole devant environ 3,000 sympathisants du Parti civique, hier soir, au centre Pierre-Charbonneau.

Yvon Laprade

Accueilli comme un véritable héros, M. Drapeau, 66 ans, a ajouté qu'il revenait d'un «long voyage» en faisant allusion à la maladie qui l'a cloué au lit durant plusieurs semaines. «Mais tout ça, c'est terminé. Ce qui est passé est passé», a-t-il précisé. M. Drapeau a même dit trouver bon de pouvoir lever ses deux bras dans les airs pour saluer ses admirateurs.

Les organisateurs du parti ont tout prévu, hier, afin de mettre de l'ambiance dans cette enceinte. On se serait même cru à un match du Canadien ou des Expos! Claude Mouton, relationniste du Canadien de Montréal, a présenté les 57 porte-couleurs du parti sous les airs de «Un jour un jour» ou «Amène nous à la Ronde». On l'aura deviné: c'est l'organiste des Expos de Montréal, Fernand Lapierre, qui s'est chargé de «stimuler» les nombreux sympathisants qui ne se sont pas fait prier pour agiter les pancartes de leurs candidats préférés!

M. Mouton s'est même permis d'ajouter que le Parti civique représente la «garantie de prospérité pour les Montréalais... dans les deux langues bien entendu. Il s'est également dit très touché de pouvoir présenter «l'un des plus grands hommes politiques au monde».

La présentation des 57 candidats s'est faite comme on présente les joueurs d'une équipe de hockey. Les candidats Manolakos et Savoida-

kis, avec leur fan club de Montréalais d'origine grecque, ont eu droit

«quatre années de de vouement», selon ses propres termes.



Photo Le Journal PELLETIER

Le Maire Jean Drapeau a expliqué à ses partisans qu'il est très agréable pour lui de pouvoir lever les deux bras audessus de la tête après avoir été paralysé.

a de grosses ovations. Les trois candidats du nouveau quartier de Pointe-aux-Trembles, Maurice-H. Vanier, George Dancosst et Claude Christin, ont été applaudis à tout rompre par les nouveaux mont-réalais de Pointe-aux-Trembles.

Cela s'imposait: les ovations debout on été réservées au président du comité exécutif Yvon Lamarre et au marie Jean Drapeau. Celui qui est maire de Montréal depuis 22 ans, «sans interruption», a-t-il précisé, a tenu à dire à ses électeurs qu'il est prêt à remplir un autre mandat de quatre ans,

Pas un vieux parti

M. Drapeau s'est montré chatouilleux quand il a fait référence aux déclarations — il parlait du chef du GAM, Henri-Paul Vignola, mais n'a pas voulu le nommer — voulant que le Parti civique soit un vieux parti. «Ça prend des prophètes de malheur pour affirmer pareille chose. Le parti civique s'est toujours renouvelé», a-t-il dit avec insistance.

Le premier magistrat montrealais s'en est pris, en outre, aux «improvisateurs» qui ne manqueraient d'improvi-

ser, selon lui, s'ils ont assez de candidats pour être élus. «La question est de savoir s'il faut élire quelqu'un de bonne volonté mais qui ne connaît rien...», a-t-il ajouté. M. Drapeau s'est bien gardé de dire

à qui il destinait cette fleche empoisonnée. Dans les grandes lignes, M. Drapeau n'a pas fait de promesses. Il a néanmoins laissé en-

tendre qu'il n'a sûrement pas le temps de faire un changement de gouvernement municipal «quand les temps sont durs». «C'est dans la crise qu'on recherche des gens de confiance», a-t-il dit en parlant de son équipe de candidats. Et pour M. Drapeau, s'il fallait changer de parti après 22 ans de pouvoir, «il y aurait sûrement des divorces!».

Devant un public attentif, il a fait un retour en arrière pour parler de son séjour à l'hôpital où, a-t-il dit, «je rêvais de revoir le soleil des vivants». «J'ai voulu que le soleil des vivants nous réchauffe tous ensemble...».

Et le coup d'envoi de la campagne électorale venait d'être donné!

3,000

partisans à l'assemblée de

DRAPEAU



Photo Le Journal PELLETIER

Près de 3,000 personnes provenant de tous les districts de la Métropole se sont rendues au Centre Pierre-Charbonneau pour entendre les orateurs du Parti civique de Montréal.



Photo Le Journal PELLETIER

M. Drapeau a été accueilli par une salve d'applaudissements lorsqu'il a fait son entrée dans le centre Pierre Charbonneau. On le voit ici accompagné de son épouse.

ANNETTE DUHAMEL SOUS LA BANNIÈRE DU RCM



Photo Le Journal - Yvan TREMBLAY

Mme Annette Duhamel qui s'est fait connaître comme co-présidente du mouvement Taxaction sera candidate pour le Rassemblement des citoyens de Montréal.

Elle a connu
son heure de
gloire avec le
mouvement
Taxaction

La nouvelle sera annoncée officiellement ce soir, Mme Annette Duhamel, ex-co-présidente du mouvement Taxaction sera candidate sous la bannière du RCM dans le district 24 dans le secteur Ahuntsic.

Mme Duhamel, qui retardait à annoncer sa candidature, a finalement pris sa décision et hier elle est allée chercher les documents officiels à l'hôtel de ville. Elle affrontera dans le district 24 le conseiller sortant, M. Réal Laramée et une des têtes d'affiche du Groupe d'action municipale M. Jean des Trois Maisons. Il se pourrait même, selon certaines rumeurs, qu'elle doit af-

fronter M. Vignola qui tenterait de convaincre M. Des Trois Maisons de devenir son co-lis-tier.

L'ex-président du mouvement Taxaction qui a connu ses moments de gloire au printemps dernier dans l'ouest de Montréal sera officiellement nommée candidate ce soir lors d'une assemblée d'investiture qui se tiendra au sous-sol de

l'église Notre-Dame des Anses à Cartierville.

D'autres candidats seront choisis par la même occasion. Il s'agit de M. Pierre-Louis Trudeau dans le district 21, de M. Donald England dans le 23 et de Mme Marielle Seguin dans le district 18. Mme Marielle Seguin fut responsable des communications au Parti Québécois jusqu'à un référendum.

Par ailleurs, dans le district 56 à Pointe-aux-Trembles, le Rassemblement des citoyens de Montréal a désigné M. Jean-Marie Verret, un analyste en informatique à la CECM pour faire la lutte à Messieurs Maurice Vannier du Parti civique et Prosper Boulanger du GAM.

Au RCM, on estime qu'à la fin de la semaine on aura une quarantaine de candidats à l'échevinase. Les autres devraient être nommés dans les jours qui suivront.



EN BREF... EN BREF...

Le RCM tiendra sa première assemblée publique dimanche alors qu'il convoque la population à un dîner au spaghetti au sous-sol de l'église Notre-Dame du Rosaire située à l'angle des rues Saint-Hubert et Villeray dans le quartier du même nom. L'admission à ce dîner est de dix dollars. Les organisateurs attendent pas moins de 500 personnes.

Les hautes instances du Rassemblement des citoyens de Montréal ont rencontré hier les représentants de l'association des locataires de Côte-des-Neiges.

Pendant plus d'une heure, Me Jean Doré et ses proches collaborateurs ont écouté les doléances des représentants des locataires qui réclament la construction de logements subventionnés dans ce secteur de la ville qui compte beaucoup de person-

nes à faibles revenus. Le RCM a assuré ces personnes que s'il est porté au pouvoir le 14 novembre prochain, qu'il verrait à ce que ce secteur reçoive sa juste part des HLM construits par la ville de Montréal.

Le conseiller du district 33, M. Rogert Larivée a trouvé un moyen original pour attirer les électeurs à son local d'élections. Comme il est président de l'organisation du hockey mineur dans ce secteur, il a fourni son local d'élection à ceux qui avaient pour mission de recueillir les inscriptions pour le hockey cet hiver. M. Larivée a ainsi pu faire d'une pierre deux coups en rendant service au hockey mineur et en rappelant à ses électeurs qui auraient pu l'oublier qu'il est aussi candidat du Parti civique.



**TED
BLACKMAN**



Anti-nukes gear up

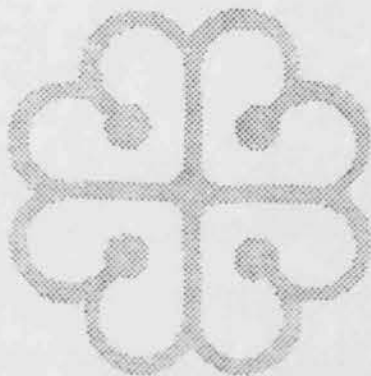
Mayor Drapeau may feel that nuclear disarmament has no place at city hall, but **Operation Dismantle** hopes to make the growing common concern an issue in the municipal election campaign.

In Canada, 138 cities and towns — including Toronto, Vancouver, Ottawa, Winnipeg and Regina — are committed to holding referendums on nuclear disarmament. As many as five million Canadians could vote and, if a recent Gallup Poll is any indication, 67 per cent would be for total worldwide disarmament.

Operation Dismantle plans to thrust the issue into the current election campaign with a splash Oct. 24. Dr. Linus Pauling, two-time Nobel Prize winner, has agreed to appear at both a brunch and an evening meeting in Leacock Hall at McGill that day.

Henri-Paul Vignola has consented to attend; Jean Dore is expected to confirm shortly, and the Liberals have designated MP Paul McRae (Thunder Bay) and the NDP Dan Heap (Spadina). The Tories have yet to name their MP for this unusual tri-party representation.

More info: Ingrid Srolovitz, 844-0889.



'The world watches us': Mayor

Montrealers must vote for the Civic Party in the Nov. 14 municipal election because it would be "unthinkable" to turn elsewhere in present economic hard times, Mayor Jean Drapeau said last night.

His administration's experience, coupled with the "absolute inexperience" of opposition parties, means Montrealers will "vote with certainty and for continuity," he told more than 2,500 Civic Party supporters at a rally in the east-end Pierre Charbonneau Centre.

"I suppose that in some small town, some suburb, you could elect some nice chap with good intentions but unproven ideas," Drapeau said.

"But not here, where the risk is too great, where we are an international city, and where the world watches us."

A feisty and fit-looking Drapeau punched away repeatedly at that theme — his party's experience versus opposition inexperience — in his keynote speech during a high-powered event billed by organizers as the official opening of Civic Party campaign activities.

With all 57 council candidates behind him and an emotional, banner-waving crowd in front, Drapeau avoided specific campaign promises during his 35-minute address.

He contented himself with telling the audience: "We don't need to list what we'll do because we've proven in the past that what Montrealers want is what we give them."

Le tiers des districts électoraux sans opposition

Yvon Laprade

A un mois, jour pour jour, des élections municipales du 14 novembre, près de 30 pour cent des 57 districts électoraux ne sont représentés ni par le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), ni par le Groupe d'action municipale (GAM).

Si l'équipe Drapeau est au grand complet, le RCM de Jean Doré, avec un peu moins de 30 candidats, et le GAM d'Henri-Paul Vignola, entouré par environ 22 porte-couleurs, mettent du temps à recruter tous leurs «soldats» en vue de la bataille pour le pouvoir municipal.

Pour donner un portrait plus juste de la situation, seulement une quinzaine de districts — ceux de l'ouest de Montréal notamment — sont «occupés» par les trois partis en lice. Fait singulier, un nombre impressionnant de candidats de l'opposition sont d'origine anglophone. Dans les districts 9 (Hochelaga) et 44 (Saint-Henri), personne n'a encore soumis sa candidature pour se frotter à Pierre Lorange et Yvon Lamarre, respectivement vice-président et président du conseil exécutif de Montréal.

Cette absence de représentativité, dans près d'une vingtaine de districts, ne fait évidemment pas l'affaire des stratégies des deux partis de l'opposition. Les raisons qui expliquent ces «trous» dans la grille électorale diffèrent d'un parti à un autre.

Pour sa part, le RCM a été pris à son jeu lorsque le GAM a refusé la coalition, l'été dernier, afin d'organiser l'opposition face aux candidats du Parti civique. Cette coalition, rappelons-le, aurait permis aux deux partis de se répartir tous les districts selon une entente «à l'amiable».

De son côté, le GAM explique l'absence de candidats dans une trentaine de districts en utilisant un langage plus «concret», c'est-à-dire les gros dollars. Plusieurs candidats solides auraient fait demi-tour en raison des coûts importants (environ \$5,000) reliés à l'organisation d'une campagne électorale dans chacun des districts.

Lors des élections de novembre 1978, alors que Montréal était divisée en 54 districts électoraux, le Parti civique, le Rassemblement des citoyens de Montréal et le Groupe d'action municipale étaient parvenus à se trouver des candidats dans tous les quartiers montréalais.

Il ne reste qu'un maigre mois au RCM et au GAM pour rééditer cet «exploit»...

Vignola choisit son district ce matin

C'est ce matin, vers 11 heures, qu'on saura enfin dans quel district électoral le candidat du GAM à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, se présentera pour briguer les suffrages en vue du 14 novembre.

Serge Labrosse

Un communiqué officiel émis dans la journée d'hier par le comité central du parti laisse entendre en effet que M. Vignola profitera d'une formalité électorale, son enregistrement

comme candidat à la mairie, pour annoncer son choix définitif.

Ironiquement, c'est l'hôtel de ville de Montréal qu'a choisi M. Vignola pour dévoiler ses intentions finales, puisqu'il s'y rendra de toute façon

pour les formalités d'usage.

Si, comme le voulaient hier encore certaines rumeurs, M. Vignola choisit le candidat Jean Des Trois Maisons dans Saint-Sulpice (district 24) comme co-listier, cela signifiera hors de tout doute que le GAM se trouve au fond d'un chemin sans issue, faute d'avoir su trouver un nombre suffisant de candidats pour mener à bien une campagne efficace.

Puisque M. Des Trois Maisons est sans contredit l'un

des plus prestigieux candidats qu'ait présenté le GAM à ce jour, aux côtés des Auf Der Maur, Fauteux, Thivierge et Boulanger et qu'on n'a généralement pas idée de sacrifier inutilement un de ses meilleurs chevaux de bataille juste avant la guerre...

Une armée sans soldats

A moins, bien sûr, qu'on dispose, comme c'est manifestement le cas du GAM avec seulement 21 candidats sur 57 à un mois des élections, d'une armée sans soldats...

Si toutefois, un tout autre candidat que M. Des Trois Maisons est nommé co-listier de M. Vignola aujourd'hui, il sera encore temps d'avouer que ce dernier a su déjouer toutes les spéculations et garder des cartes à son jeu.

Quoi qu'il en soit, M. Vignola pourra se vanter au moins d'avoir tenu son monde en haleine, lui qui avait déjà, une première fois, dû reporter son choix initial en raison de désistement soudain du candidat alors pressenti comme son co-listier dans le district 22.



JACQUES LAVOIE AU GAM

Serge Labrosse

S'il n'en tient qu'au président du parti, M. Gaspard Fauteux, le GAM, qui, à ce jour, a semblé éprouver toutes les difficultés du monde à se constituer une équipe suffisamment nombreuse pour prétendre renverser celle du maire Drapeau, doublera ses effectifs en quatre jours à peine.

C'est du moins l'affirmation qu'a faite au *Journal*, hier, en dernière heure, M. Fauteux, selon qui, la campagne menée par le Groupe d'action municipale va «très bon train».

«Si bien, a-t-il précisé, qu'au plus tard mardi, nous devrions être en

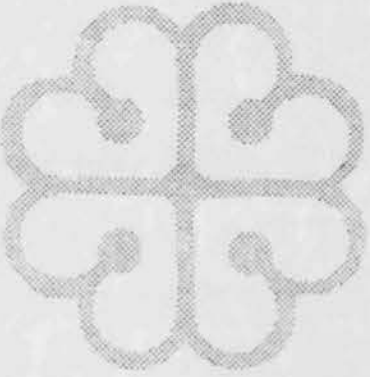

mesure d'annoncer la nomination d'au moins 16 ou 17 nouveaux candidats.»

Et pour ne pas avoir l'air de lancer n'importe quelle affirmation à la volée, M. Fauteux a immédiatement annoncé l'adhésion au GAM de l'ex-député conservateur d'Hochelaga, Jacques Lavoie.

«Et il y en aura bien d'autres encore, de poursuivre M. Fauteux. Des femmes s'ajoutent notamment à nos effectifs et il n'est pas prématuré, a-t-il dit, d'annoncer que le secteur Hochelaga-Maisonneuve est d'ores et déjà comblé et qu'un troisième candidat du GAM s'ajoutera dans Pointe-aux-Trembles.»

En somme, les apparences sont trompeuses, pourrait-on dire. Mais l'expérience démontre qu'il faut être prudent avec les annonces du GAM.

Quoi qu'il en soit, M. Fauteux s'est dit très satisfait, pour un, des résultats obtenus par son parti à ce jour.





Doré prêt à un débat télévisé

Gilles Pilon

M. Jean Doré et le Rassemblement des citoyens de Montréal sont disposés à participer à un débat télévisé avec le maire Drapeau et le candidat à la mairie du Groupe d'action municipale.

C'est ce qu'a confirmé hier au *Journal*, M. Jean Doré, candidat à la mairie du RCM, en expliquant que son parti avait déjà fait savoir à la station de télévision désireuse de diffuser ce débat qu'il est prêt à se prêter à cet exercice qui permettrait aux Montréalais de bien évaluer les trois candidats à la mairie.

Selon les informations que possède M. Doré, le maire Drapeau aurait refusé catégoriquement de participer à ce débat. Le candidat du RCM serait toutefois prêt à affronter le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, si le maire Drapeau ne se sent pas d'attaque.

Le candidat du RCM refuse toutefois de participer au débat si aucun représentant du Parti civique n'est présent, car selon lui, le débat n'aurait plus aucun intérêt.

En période de conflit

Un maire RCM s'occuperait «personnellement» du transport en commun

Un maire élu sous l'étiquette du Rassemblement des citoyens de Montréal le 14 novembre prochain s'occuperait du problème du transport en commun à Montréal et, en période de conflit, il s'impliquerait personnellement pour amener les parties à se rencontrer et à négocier.

Gilles Pilon

C'est ce qu'a fait savoir hier le candidat à la mairie pour le RCM, M. Jean Doré, alors qu'il s'adressait à des étudiants de l'école polytechnique de Montréal. Il répondait alors à la question d'un étudiant qui se disait grandement préoccupé par les récentes interruptions du service de la CTCUM.

M. Doré a ajouté qu'il trouve inconcevable que le maire de la Métropole ne se mêle pas plus d'un problème qui concerne de très près ses concitoyens.

M. Doré a expliqué que lui, il n'aurait pas peur de s'impliquer dans le dossier, qu'il réunirait les principaux intervenants dans son bureau et qu'il ferait tout pour accélérer les négociations de façon à éviter les interruptions de service qui causent tant de problèmes aux usagers.

Il a rappelé que le maire de Toronto a créé un précédent de ce genre en réunissant pendant plus de 80 heures les différentes parties impliquées dans le

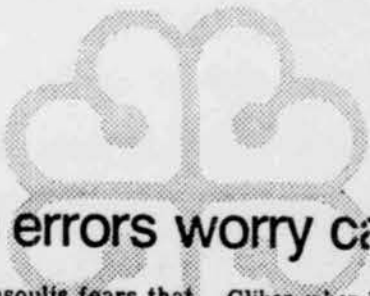
transport en commun dans sa Communauté urbaine et que sa médiation avait porté ses fruits.

Rappelons que le maire Drapeau et le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, ont refusé de s'impliquer dans la dernière ronde de négociations entre les syndicats et les autorités de la CTCUM.



Photo LE JOURNAL

S'il est élu maire, Me Jean Doré n'hésitera pas à s'impliquer dans le dossier du transport en commun pour éviter que les Montréalais soient continuellement privés de métro et d'autobus.



Name errors worry candidate

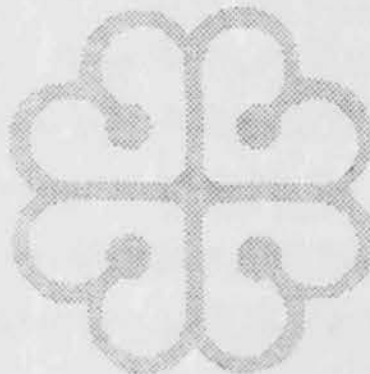
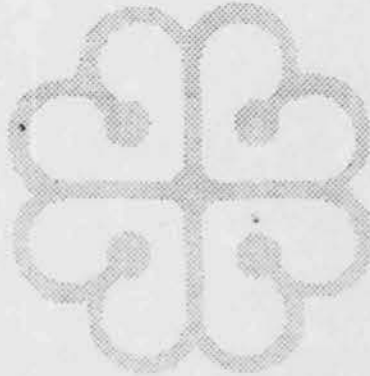
Sofoklis Rasoulis fears that misspelled names and addresses on the Montreal electoral list could cost him a seat on city council.

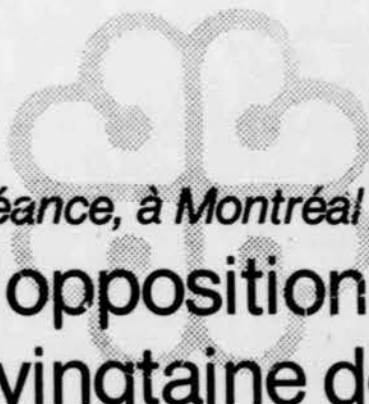
Rasoulis, Municipal Action Group (MAG) candidate for city council in District 25, says he has counted more than 200 mistakes.

"My uncle's name was spelled

Glikas, when it should have been Glekas," he said. "The correct spelling is important because people won't be able to vote if the names don't match up."

Gary Plotkin, the city's election officer for District 25, said there were some mistakes in the list but people shouldn't panic. Voters with proper identification will be able to vote.





À 10 jours de l'échéance, à Montréal

Les partis d'opposition cherchent encore une vingtaine de candidats

par Alain Duhamel

À dix jours de la date limite de présentation, les deux partis d'opposition recherchent encore une vingtaine de candidats pour compléter la liste de 57 postes à pourvoir aux élections municipales du 14 novembre à Montréal.

Le Groupe d'action municipale (GAM) et le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) affirment tous deux qu'ils présenteront des candidats dans tous les districts électoraux mais conviennent que le recrutement des candidats pose quelques difficultés. Les deux partis ont une trentaine de candidats officiellement choisis ou désignés couvrant les districts où ils ont, à leur avis, de bonnes chances de l'emporter.

Dans les autres districts, le recrutement peut devenir difficile quand le risque d'une défaite ne fait aucun doute comme, par exemple, dans le district de Saint-Paul (no 44) où, en 1978, M. Yvon Lamarre, président du comité exécutif, a été élu avec plus de 70 pour cent des voix dépassant même, en pourcentage, le vote du maire Jean Drapeau. Pour l'heure, M. Lamarre n'a aucun adversaire dans son district.

Le Parti civique de Mon-

tréal (PCM) présente la même équipe d'élus et cinq candidats nouveaux, trois dans le quartier de Pointe-aux-Trembles et deux dans les deux districts détenus par un conseiller d'opposition.

M. Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le GAM, a eu quelques difficultés à choisir son co-listier et a, hier, annoncé qu'il se présenterait aux côtés de M. Jean Des Trois Maisons dans le district de Saint-Sulpice (no 34). M. Des Trois Maisons, l'un des fondateurs du parti, est considéré comme l'un des piliers du GAM. Il accepte le risque de céder son siège, s'il est élu, advenant la défaite de M. Vignola à la mairie.

Dans le district Saint-Sulpice, les candidats du GAM

affronteront le conseiller sortant, M. Réal Larramée, candidat du PCM, et la candidate du RCM, Annette Duhamel, qui s'est fait connaître du public à titre de porte-parole du mouvement Taxes-Action le printemps dernier.

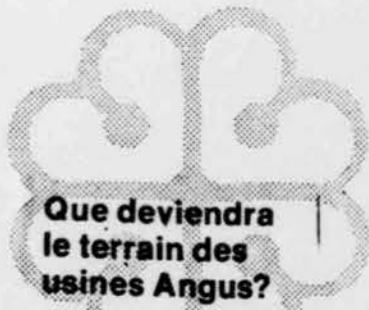
Dans l'ouest de la ville, le GAM a recruté des candidats parmi les dirigeants du mouvement Alliance-Québec tandis que dans l'est il recycle des anciens députés fédéraux: M. Prosper Boulanger, ancien député libéral, pour le district de la Rousselière (56), et Jacques Lavoie, ancien député conservateur puis libéral, pour le district de Maisonneuve (no 8).

Le RCM, de son côté, a recruté dans l'est et le nord de la ville des candidats issus des cabinets ministériels du gou-

vernement du Parti québécois. Dans le district du Bout de l'île (no 57), Mme Jacqueline Bordeleau, attachée au cabinet de M. Marcel Léger, ancien ministre de l'Environnement et député de Lafontaine, et dans le district du Sault-au-récollet (no 18), Mme Marielle Séguin, ancienne attachée politique au cabinet de Mme Lise Payette et ancienne attachée de presse du ministre d'État à la condition féminine.

La présentation des candidats doit avoir lieu au plus tard le 21ème jour précédant la date du scrutin, donc le 27 octobre à Montréal.

À moins d'un mois du scrutin, la campagne électorale gagne en intensité alors que les candidats à la mairie du RCM, M. Jean Doré, et du GAM, M. Henri-Paul Vignola, multiplient les visites dans les quartiers, les assemblées en soirée et poursuivent leur campagne de financement. Le maire de Montréal, M. Drapeau, maintient sa campagne au rythme d'une assemblée publique par semaine tandis que le président du comité exécutif inaugure rues, ruelles, patinoires, maisons de la culture ou tout autre chantier accessible.



Que deviendra le terrain des usines Angus?

Deux associations de locataires demandent aux partis municipaux qui se disputent les faveurs de l'électorat en prévision des élections municipales du 14 novembre de se prononcer sur l'aménagement du terrain des usines Angus, dans l'est de Montréal.

Plus de 2.000 logements doivent être construits sur ce terrain, mais l'Association des locataires Hochelaga-Maisonneuve et le Comité logement Rosemont craignent que le projet ne corresponde pas aux besoins en logements à prix modique de la population de ces quartiers ouvriers.

Les associations de locataires demandent à tous les candidats aux postes de conseillers des trois partis municipaux: le Parti civique du maire Jean-Drapeau, le GAM dirigé par M. Henri-Paul Vignola, et le RCM dont le candidat à la mairie est M. Jean Doré, de se prononcer sur leurs revendications et de divulguer les initiatives qu'ils entendent prendre dans ce dossier.



Marc Laurendeau
(collaboration spéciale)

Un phénomène unique: Drapeau ne promet rien

En ouvrant officiellement cette semaine sa campagne pour les élections à la mairie, M. Jean Drapeau marquait le premier temps fort de cette course qui doit se terminer le 14 novembre. Dans une atmosphère de fête, digne des grandes conventions présidentielles, avec pancartes, flûtes tonitruantes, ballons et confettis, le maire sortant fut ovationné par 4.000 partisans du Parti civique réunis au Centre Pierre-Charbonneau. La foule délirante, manifestant autant d'enthousiasme que lors des moments cruciaux d'un match sportif, a démontré que M. Jean Drapeau reste un homme immensément populaire.

Au-delà du courant émotif que suscite tout naturellement celui qui a dirigé si longtemps les destinées de Montréal, on doit aussi s'arrêter au contenu du message qu'il livrait. Le maire ne formulait pas des promesses et s'efforçait plutôt de tabler sur ses réalisations passées. Dénonçant la stratégie des partis d'opposition, M. Drapeau a soutenu que «ce n'était surtout pas le moment de changer d'administration». Lorsque «les temps sont durs, affirmait-il, on cherche des gens d'expérience; je suis convaincu que les Montréalais ne veulent pas confier leur ville à n'importe qui».

Evitant de faire miroiter de nouveaux projets, le maire ajouta: «l'heure n'est plus aux promesses; quand un parti est au pouvoir depuis 22 ans, il ne vient pas faire la promesse de tout chambarder». Auparavant, M. Yvon Lamarte, président du Comité exécutif et candidat dans Saint-Paul, avait tracé un bilan de réalisations de l'administration sortante et prouvé que la campagne s'appuie sur «le passé garant de l'avenir». De façon plus brève, M. Lamarte a parié de l'avenir, affirmant l'intention de la présente administration qui vise à faire de Montréal un centre international de haute technologie et de recherche scientifique.

Au moment où l'on s'interroge sur les différents virages et changements de cap qui pourraient être imprimés à Montréal, pour que la métropole traverse la crise avec succès, M. Drapeau ne promet rien. Voilà certes un phénomène unique dans notre vie politique. A tous les autres paliers de gouvernement, les élections générales suscitent des prises d'engagements, des confrontations de programmes qui viennent éclairer le débat. Même un personnage de grande longévité politique comme M. Pierre Elliott Trudeau, alors qu'il s'efforçait de revenir au

pouvoir en février 80, faisait des promesses de l'unité canadienne.

Chose étrange, c'est presque exclusivement à sa personnalité que M. Drapeau nous demande de faire confiance lors du scrutin du 14 novembre. Bien sûr, son attitude présente semble s'accorder avec notre époque. En évitant de laisser entrevoir une administration municipale lancée dans de grands projets, M. Jean Drapeau rassure la population. Ce sont les fruits de l'expérience, de la sagesse et d'une modération financière acquise sur le tard que M. Drapeau paraît offrir à la population. Mais, en même temps, la campagne électorale devient axée sur le culte de la personnalité. M. Drapeau ne devra pas s'étonner (s'il fait de lui-même et de la maturité de son administration le centre du débat) que ses adversaires le visent d'une façon très dure. Il court même le risque d'être frappé «en bas de la ceinture» par des spéculations sur son état de santé.

Le candidat du GAM, M. Henri-Paul Vignola, dès l'annonce du retour du maire en piste, a dû rajuster son tir. On ne sait trop si c'est par stratégie ou par dépit (car M. Vignola a dû sentir le pouvoir lui glisser des doigts) mais ses attaques sont devenues beaucoup plus personnalisées à

l'endroit de M. Drapeau, qu'il a fait de formules percutantes et humoristiques. «M. Drapeau est comme le vin», dit M. Vignola, «plus il vieillit, plus il nous colle à la gorge». M. Vignola fait présentement ses classes comme politicien mais il apprend vite.

On peut certes reprocher à Henri-Paul Vignola de se rabattre souvent sur des clichés sur la démocratie et de se coller à toutes les causes, autant celle de l'âge d'or des communautés ethniques, que des femmes battues. Mais au moins le GAM manifeste une ouverture à divers groupes sociaux et propose de grandes orientations économiques, même si ces dernières pourraient y gagner en cohérence. Le RCM, pour sa part, promet notamment une meilleure planification de la cité et une protection accrue des zones résidentielles et des bâtiments historiques. Il s'identifie à un programme progressiste.

M. Drapeau s'écarte depuis de longues années des débats fondamentaux qui concernent le transport en commun et la police. Sur ces sujets contestés, il laisse la parole aux instances intermédiaires. On souhaiterait vivement qu'en campagne électorale, des engagements précis nous indiquent où il se situe et la nature de son évolution.

Comme l'avait prédit le Journal

Vignola fixe son choix sur Jean Des Trois Maisons comme colistier dans le district 24

«Le GAM ne sacrifie pas un candidat. Il augmente ses chances d'accéder à la mairie.»

C'est ce qu'a tenu à préciser Henri-Paul Vignola, chef du Groupe d'action municipale, après avoir confirmé, hier, le choix de son colistier dans le district 24 de Saint-Sulpice en la personne de Jean Des Trois Maisons, comme l'avait prédit le Journal, un peu plus tôt cette semaine.

Serge Labrosse

«Je suis résident de ce district, a déclaré M. Vignola, il n'y a donc pas à se surprendre de cette décision.»

Paradoxalement, alors que selon M. Des Trois Maisons, cette «stratégie» était établie depuis longtemps, son chef, M. Vignola, affirme que ce choix date d'une «rencontre toute récente».

«En fait, explique le candidat du GAM à la mairie, c'est Jean Des Trois Maisons qui m'a offert de lui-même de briguer les suffrages à ses côtés dans le district

qui lui avait déjà été dévolu, ce qui fait que je me sens d'autant plus à l'aise de le faire.»

État d'urgence

Par ailleurs, M. Vignola et son colistier nient fermement avoir agi ainsi «en état d'urgence» à l'approche du 25 octobre, date limite des mises en candidatures et parce que M. Vignola ne parvenait à se trouver hors des rangs actuels un colistier valable.

Car même si lors du congrès il avait confié aux journalistes être attiré par les districts 22 et 23, le chef de file du GAM a tenu à rappeler que «l'hebdomadaire de mon quartier avait annoncé mon intention originale de me présenter dans le 24»...

Il n'en reste pas moins que Jean Des Trois Maisons est un gros canon du GAM, lui qui en est l'un des vice-présidents, et qu'advenant une défaite de M. Vignola à la mairie et une victoire de M. Des Trois Maisons dans son district, ce dernier se verrait forcé de céder sa place à son chef.



Photos Le Journal - Claude RIVEST

Le candidat Vignola pose fièrement devant ce qui pourrait être sa prochaine résidence le 14 novembre.

«Mais ça n'arrivera pas», assure M. Vignola. «Je suis sûr que nous serons élus tous les deux et que nous siégerons côte à côte.»

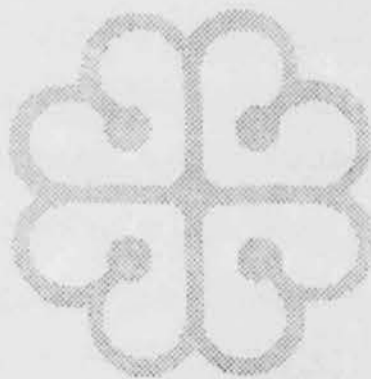
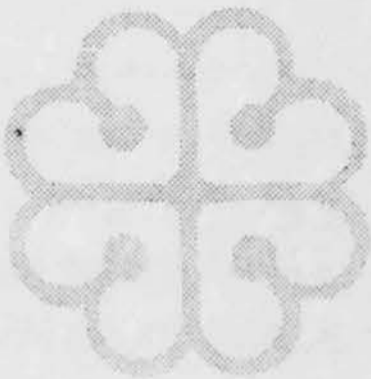
Rappelons que c'est

la semaine prochaine, peut-être mardi en même temps qu'il confirmera la nomination des 16 ou 17 nouveaux candidats annoncés par le président du parti, M.

Gaspard Fauteux, que le GAM entend prendre les engagements qu'il respectera s'il est porté au pouvoir le 14 novembre au soir.



M. Vignola a reconnu, hier, que l'objectif de \$300,000 visé au cours de la campagne de financement du GAM n'a pas été atteint. Il n'a cependant pas voulu dévoiler le montant dont dispose maintenant son parti dans sa lutte contre l'administration Drapeau.





99 candidats déjà en lice

(G.P.) — En fin de journée hier, alors que fermaient pour la fin de semaine les bureaux du greffier de la ville de Montréal, 99 candidats au poste de conseiller municipal étaient allés chercher leurs bulletins de présentation à l'hôtel de ville.

Les trois candidats à la mairie appartenant à des partis politiques reconnus et une candidate indépendante avaient fait de même.

53 candidats du Parti civique ont déjà en main leurs bulletins de présentation, au GAM 26 ont fait de même et seulement 20 candidats du RCM ont déposé le cent dollars nécessaire à l'obtention du bulletin de présentation.

Les candidats à l'élection municipale ont jusqu'au 26 octobre prochain pour se procurer les documents nécessaires à l'enregistrement de leur candidature.

Chef du GAM aux élections de 1978

Joyal suit la campagne électorale... en lisant les journaux!

Le député d'Hochelaga-Maisonneuve et Secrétaire d'État à Ottawa, Serge Joyal, n'a pas perdu le goût de la politique municipale malgré l'échec qu'il a subi contre le maire Jean Drapeau, aux élections de 1978, lorsqu'il portait les couleurs du Groupe d'action municipale (GAM).

Yvon Laprade

«Je suis le déroulement de la campagne en lisant les journaux, surtout le vôtre!» a-t-il précisé au *Journal* le plus sérieusement du monde. M. Joyal s'est cependant refusé à tout commentaire au sujet de la campagne que mène actuellement le GAM et son nouveau chef, Henri-Paul Vignola.

«Je n'ai pas à faire de commentaires sur ce sujet, étant donné mes fonctions. C'est trop délicat...», a-t-il précisé. M. Joyal garde un «ex-

cellent souvenir» de sa participation au scrutin de 1978, même s'il aurait bien aimé que les Montréalais lui trouvent un siège quelque part à l'hôtel de ville.

En compagnie de M. Lorange

M. Joyal participait hier à une cérémonie officielle en compagnie d'un des «lieutenants» du maire Jean Drapeau, en l'occurrence le vice-président du comité exécutif, Pierre Lorange, également conseiller dans Hochelaga-Maisonneuve.

La présence du député Joyal a évidemment

donné lieu à certaines blagues au sujet des intentions politiques de l'ex-chef du GAM. M. Joyal devait avoir des petits chatouillements lorsqu'il a procédé à la première pelletée de terre avec son partenaire, M. Lorange, pour lancer officiellement le projet de la Résidence Edmond-Hamelin, qui comportera 45 unités de logement, sur la rue Chambly. Le coût de ce projet — \$1,8 million — est assumé par Ottawa, par le biais de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

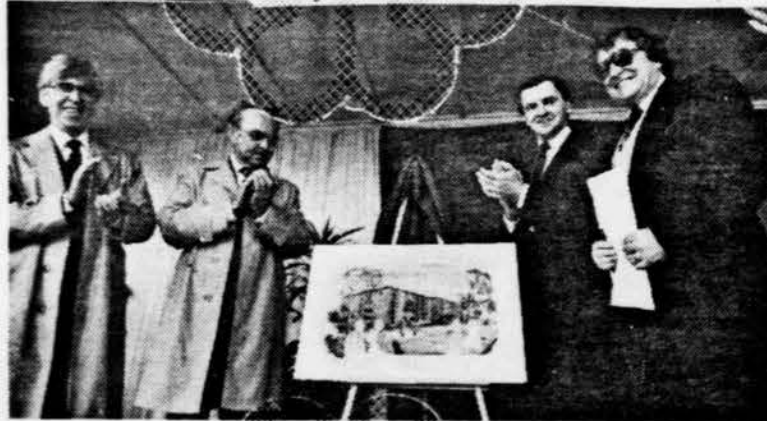


Photo Le Journal - Jean-Louis BOYER

Dans la joie (et il faut bien le dire en pleine campagne électorale à Montréal) le vice-président du Comité exécutif de la métropole M. Pierre Lorange (le deuxième à partir de la gauche) et le Secrétaire d'État du Canada M. Serge Joyal ont annoncé hier la construction de logements pour personnes âgées qui portera le nom de «Résidence Edmond-Hamelin». Cette résidence sera située au 2565 de la rue Chambly et elle comportera un total de 45 unités de logement, dont plusieurs conçus pour les personnes handicapées. Et c'est grâce à la garantie d'un prêt de près de \$2 millions donnée par la SCHL qu'on peut enfin mettre en branle ce projet. Sur la photo, à l'extrême gauche M. Normand Lussier et à l'extrême droite, M. Ronald Léveillé, président de la corporation de la Résidence Edmond-Hamelin.

En parlant de sa maladie

«Drapeau fait du «mélo» de bas étage»

— Vignola

(S.L.) — «Jean Drapeau cherche à s'attirer des votes de sympathie en profitant de sa récente maladie. C'est du «mélo» de bas étage... Mais les Montréalais ne sont pas dupes d'une telle stratégie électorale.»

C'est ce qu'a lancé hier M. Vignola, à peine sorti du bureau du greffier à l'hôtel de ville où il s'était rendu chercher son bulletin de présentation électoral.

«M. Drapeau a été le premier à souhaiter que l'opposition ne capitalise pas sur son état de santé dans la présente campagne», a-t-il souligné.

«Pourtant, c'est lui-même qui en parle, maintenant que débute sa propre bataille. Il l'a fait au centre Pierre-Charbonneau, mercredi soir, et le referra plusieurs fois encore, soyez-en sûrs.»

Drapeau: toujours «coûteux»

Par ailleurs, commentant le discours de M. Drapeau à cette occasion, monsieur Vignola a déclaré qu'on ne pouvait croire celui-ci quand il affirme ne pas vouloir se lancer dans des projets coûteux en période de crise économique.

«Il dépense actuellement des millions pour des trottoirs en céramique et des lampadaires sophistiqués. Le maire Drapeau prend-il les citoyens pour des idiots? N'y a-t-il pas d'autres priorités que celles-là en pleine crise économique?»

Et de conclure M. Vignola: «Si, comme l'affirme M. Drapeau, le passé est garant de l'avenir, je suis convaincu que les citoyens et les citoyennes savent bien ce que cela signifie...»

S'il prend le pouvoir

Le RCM décrètera un moratoire sur la construction de centres commerciaux

S'il prend le pouvoir lors des élections du 14 novembre prochain, le RCM décrètera un moratoire permanent sur la construction de centres commerciaux sur le territoire de la ville de Montréal et il favorisera la création d'organismes qui travailleront au développement et à la revitalisation des artères commerciales.

Gilles Pilon

C'est ce qu'a déclaré hier Me Jean Doré, candidat à la mairie de Montréal pour le Rassemblement des citoyens de Montréal, alors qu'il rencontrait le président de la SIDAC de la rue Masson, M. Allan Koury.

M. Doré a ajouté que son parti, songe à aug-

menter à \$200,000 la valeur imposable minimum pour ce qui est de la surtaxe sur les établissements commerciaux. Présentement, cette taxe s'applique aux bâtiments qui ont une valeur marchande d'au moins \$100,000. La conséquence de cette modification sera de soustraire à cette taxe spéciale plusieurs petits commerces qui dans bien des cas ont de la difficulté à payer cette surtaxe.

Au cours de cette rencontre qui s'inscrivait dans une visite du secteur de la rue Masson avec les candidats des districts avoisinants, les deux hommes ont aussi traité du problème de l'utilisation des terrains des «Shops

proclame un tenant de la construction de logements à prix modiques sur ces terrains, s'est fait dire par M. Koury que les négociations entre la Ville de Montréal et Marathon Realty sont sur le point d'aboutir et qu'on pourrait possiblement annoncer la conclusion d'une entente d'ici quelques semaines.

Par la suite, un projet devrait être présenté à la population et il se pourrait même qu'il y ait consultation. M. Koury déclare toutefois qu'il n'est pas question de construire des «taudis» comme à Saint-Henri sur ces terrains, pas plus que des appartements de luxe qui ne seront pas abordables pour les citoyens du

En plus de travailler à la revitalisation des artères commerciales

À 38 ans, on est jeune et on est vieux

La visite électorale de ce quartier s'est terminée par une rencontre informelle avec des personnes âgées du club d'Age d'or Saint-Esprit de Rosemont. Le candidat du RCM a reçu un accueil assez sympathique et la plupart des personnes rencontrées lui ont souhaité bonne chance. Une dame, qui le trouvait un peu jeune,

pour vouloir détrôner le maire Drapeau, s'est ravisée par la suite en apprenant que M. Doré est âgé de 38 ans et lui a dit «A 38 ans, on est à la fois jeune et vieux. On a encore dell'energie pour entreprendre de grandes choses, mais on a de l'expérience...»

Aujourd'hui, le candidat à la mairie doit faire du porte à porte dans le district 27, district où il est candidat à l'échevinage avec son co-listier M. Claude Grégoire.

Transport: le RCM en désaccord avec la création d'une superstructure

Le candidat à la mairie pour le RCM, Jean Doré, estime que l'administration Drapeau-Lamarre fait fausse route en refusant carrément d'adhérer à un Organisme régional de transport (ORT) qui aurait pour mandat d'améliorer la qualité du transport en commun, tant au centre-ville de Montréal que dans les banlieues.

«Ce n'est pas en se limitant aux commissions de transport existantes sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal

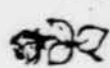
qu'on en arrivera à des solutions concrètes», a-t-il commenté au *Journal*, hier, au sujet de la prise de position des dirigeants montréalais sur la réforme proposée par le ministre des Transports, Michel Clair, sur la régionalisation du transport en commun.

M. Doré se refuse néanmoins de plonger tête première dans un tel organisme qui appa-

rait, selon lui, comme une véritable «superstructure inutile, lourde et bureaucratique». Il importe plutôt, dit-il, de mettre sur pied une table de concertation efficace afin de trouver des solutions concrètes aux problèmes de transport collectif.

«Il faut opter pour le transport en commun afin de décourager l'utilisation des automobiles, particulièrement dans le centre-ville. Si on fournit des services de qualité aux banlieusards, aux Lavallois, par exemple, on pourra espérer atteindre cet objectif», précise le challenger du maire Drapeau.


Par ailleurs, le *Journal* a été dans l'impossibilité de rejoindre le Groupe d'action municipal (GAM) d'Henri-Paul Vignola pour obtenir ses commentaires sur cette importante réforme du transport en commun.

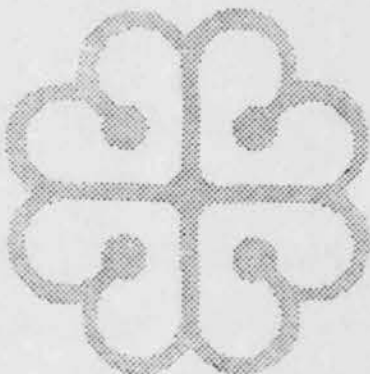
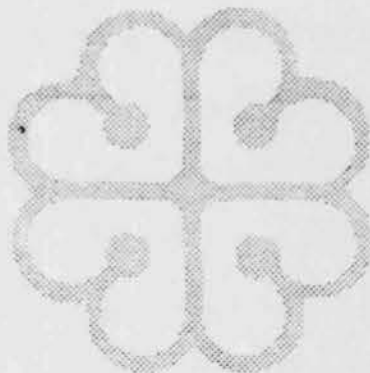


Bouquets and brickbats



Bouquets and brickbats are awarded this week:

 To Montreal Mayor Jean Drapeau, who says it would be "unthinkable" for Montrealers to elect anyone but his Civic Party in the Nov. 14 municipal elections. Only in a dictatorship is it "unthinkable" that a government should change.



Ex-MP Lavoie plans to seek seat for MAG

Jacques Lavoie, a former member of Parliament for both the Liberals and the Conservatives, will be a candidate for the Municipal Action Group (MAG), in the Nov. 14 civic election, the party said yesterday.

Lavoie has not decided in which riding he will run.

First elected to the House of Commons as a Conservative in October, 1975, in an upset byelection victory in Hochelaga, Lavoie crossed the floor to join the Liberals in 1977.

He ran as an independent in a redistributed Hochelaga-Maisonneuve riding in 1979 and was soundly defeated by Liberal Serge Joyal.

Meanwhile, Henri-Paul Vignola, MAG candidate for mayor, will also seek election as a city councillor in the north-end district where he lives.

He said yesterday that he will seek election as a candidate in District 24, or St. Sulpice, with Jean Des Trois Maisons, a founder and leader of MAG, as his running mate.

Under provincial law, Des Trois Maisons would serve as councillor for the district if Vignola wins both as mayoral candidate and in the district. Vignola would serve as the



JACQUES LAVOIE
Hasn't picked a riding

councillor if he wins the riding but loses the race for the mayor's chair.

Real Laramée of Mayor Jean Drapeau's Civic Party represents the district now.

Jean Dore, candidate for mayor of the other opposition party, the Montreal Citizens Movement (MCM), will be a council candidate in north-central District 27, or Octave Cremazie, with Claude Gregoire, a Hydro-Quebec foreman, as his running mate.

Drapeau will run only for mayor.

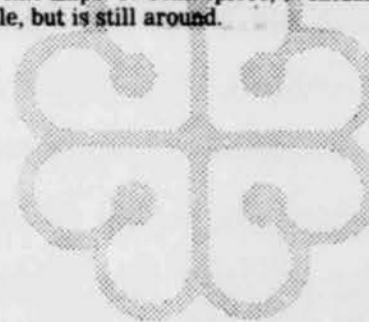


**TED
BLACKMAN**



Transit troubles haunt Civic Party

GOOD MORNING: Even Civic Party loyalists couldn't disguise their frustration over repeated interruptions in public transportation. At the Civic Party's campaign kickoff at the Pierre Charbonneau Centre Wednesday night, Yvon Lamarre was listing his party's accomplishments and included, of course, the latest Metro extension. Hollered one leather-lung in the crowd of 3,000: "That's fine — when it's working!" Lamarre, yes, was flustered. ... The Civic Party launch had touches of baseball at Jarry Park and soccer at Faillon Stadium. Fernand Lalonde was at the organ and Claude Mouton was at the mike; Portuguese and Italian musicians offered their chops. The only rub was the timetable; a couple of speeches ran long and as the faithful began drifting out at 10 p.m., Mayor Jean Drapeau cut the English version of his speech short so workers could quickly pass the hat. Help!, as the Beatles once urged. The old Expo Train was spotted gliding through the Turcot Yards this week, but no one (well, "no one" means a minimum 15 fruitless phone calls) seems to know to whom it belongs and to where it might be headed. The silver bullet was a fine Expo '67 centrepiece, eventually offered for sale, but is still around.





Donner à la bicyclette la place qui lui revient dans nos rues

Au Rassemblement des citoyens de Montréal, on estime que la bicyclette est un moyen de transport urbain qui peut être aussi efficace, sinon plus dans certains cas, que le transport en commun. Selon M. Jean Doré, le bicyclette ne pollue pas, elle ne requiert pas d'investissements importants pour ce qui est de ses infrastructures, elle permet de libérer des espaces de stationnement et permet à ses utilisateurs d'être beaucoup plus autonomes que les automobilistes ou les simples piétons.

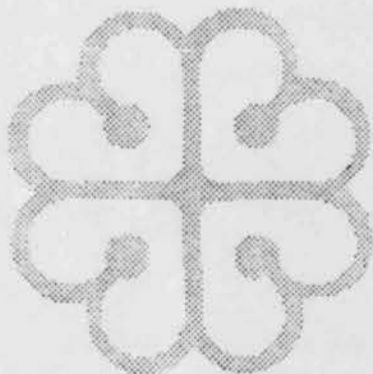
Le RCM estime donc qu'il faut à tout prix donner à la bicyclette la place qui lui revient dans les rues de la Métropole. Pour ce faire, le parti d'opposition est disposé, s'il est porté au pouvoir le 14 novembre prochain, à créer au moins deux pistes cyclables qui permettraient aux Montréalais de se rendre plus facilement et plus sécuritairement à leur travail, à l'école ou encore aux lieux de loisirs.

Une piste se trouverait dans l'axe nord-sud et pourrait emprunter une rue résidentielle comme par exemple la rue Henri-Julien. Une autre offrirait une voie de circulation sécuritaire est-ouest.

Me Jean Doré, le candidat à la mairie du RCM, estime qu'il est primordial que ces pistes soient sécuritaires. Il propose donc de décourager la circulation de transit sur les rues qui seraient réservées aux bicyclettes. On permettrait toutefois aux résidents de ces rues de se rendre à leurs domiciles et d'y stationner leurs véhicules. On installerait des panneaux invitant les automobilistes à ne pas circuler sur ces rues et on augmenterait la surveillance policière.

Le RCM veut aussi faire de la bicyclette un complément au transport en commun en aménageant des stationnements pour vélos aux abords des stations du métro, en permettant l'accès au métro aux bicyclettes et en réservant des espaces pour les vélos dans les stationnements du centre-ville.

Me Doré déclare toutefois que tous ces changements ne pourraient se faire qu'après avoir consulté les cyclistes eux-mêmes et les résidents des rues qui seraient réaménagées en pistes cyclables.



«Ma campagne à moi, pour le GAM, elle a commencé il y a quatre ans, quand j'ai été l'unique candidat de ce parti à être élu conseiller à l'hôtel de ville. Depuis, je pense avoir fait mes preuves dans l'opposition et mes concitoyens ont pu juger de mes actes.»

Serge Labrosse

Très en forme à l'approche du jour décisif, Nick Auf Der Maur amorce lentement, mais sûrement, un combat qu'il ne devrait pas avoir trop de mal à remporter, dans le district 41 (Peter McGill) ou il a choisi de se présenter de nouveau cette année.

D'abord parce qu'il représente ce district depuis maintenant huit ans pour y avoir été élu une première fois sous la bannière du RCM, en 1974, puis en 1978 pour le compte du GAM.

Et puis, le seul adversaire qu'il considère vraiment, celui du Parti civique, André Rousseau, est un nouveau venu, policier à sa retraite, dit-il.

Mais est-ce précisément parce qu'il est si

sûr de sa prochaine victoire qu'on ne semble pas faire plus de publicité autour de son nom, lui qui est pourtant le seul conseiller élu du GAM au Conseil?

«N'allez pas croire que je ne me préoccupe pas de ma propre campagne, rétorque-t-il. Bien au contraire. J'ai déjà fait circuler mes tracts et je rencontre les gens de mon district.»

«Cependant, précisez-t-il, j'ai le devoir, justement parce que je suis le seul conseiller élu représentant le GAM au Conseil, d'aider mes collègues du parti à se faire valoir.»

«Ma campagne, pourrait-on dire alors, ne se limite pas qu'à mon district. Ma campagne, c'est la campagne du GAM tout entier et je m'efforce de



Nick Auf Der Maur, élu pour la première fois à l'hôtel de ville en 1974.

servir mon chef, M. Vignola, de même que mes partenaires du Groupe d'action municipale, partout et chaque fois où je peux le faire.»

Noyé au milieu des conseillers du Parti civique

Nick Auf der Maur compte cette fois amener avec lui une bonne partie de l'équipe du GAM

«Vous savez, explique-t-il, je ne tiens pas à revenir seul dans l'opposition durant quatre autres années.»

«Et c'est drôle, j'ai le sentiment pour la première fois, cette année, que je vais y amener avec moi une bonne partie de l'équipe du GAM.»

«Pourquoi cette année plus qu'en 1978?» avons-nous demandé.

«Parce que le nouveau candidat que le GAM propose en remplacement de M. Drapeau, Henri-Paul Vignola, est le type d'homme en qui les Montréalais auront

confiance», répond-il.

«En cette période de crise que nous vivons, les Montréalais que monsieur Drapeau a habitués à de grands rêves dispendieux ont plus que jamais besoin de sécurité. M. Vignola offre ça.»

De Serge Joyal, le prédécesseur de M. Vignola à la tête du GAM, M. Auf Der Maur dit au contraire, aujourd'hui, qu'il avait une tête «d'enfant terribles», avec son air trop jeune.

«Ses adversaires le présentaient comme un fédéraliste dans l'est et comme un sé-

paratiste dans l'ouest. Ça ne pouvait pas faire sérieux...»

M. Vignola véhicule, au contraire, l'image du directeur de police et de l'administrateur intègre qu'il a été durant des années.

Avec une image comme la sienne, les gens qui en ont assez de l'administration en place sauront que le changement que peut apporter M. Vignola ne comporte aucun risque.»

«N'oubliez pas que les gens connaissent peu les partis politiques municipaux, et qu'ils s'identifient beaucoup plus aux

hommes qui les représentent.»

«On a beau connaître ses électeurs, il faut au moins que ceux-ci connaissent la valeur des hommes qui réclament leurs votes...»

«Aux côtés de M. Vignola, j'ai pour la première fois l'impression que l'époque du Don Quichotte solitaire que j'étais, noyé au milieu de mes 52 adversaires du parti civique, est sur le point de se terminer et qu'une véritable opposition, sinon un nouveau maire, s'installera à l'hôtel de ville le 14 novembre...»

Le Parti civique ouvre ses 57 comités

À moins d'un mois des élections et alors que la date limite (27 octobre) pour la présentation des candidats approche rapidement, les deux partis d'opposition à Montréal cherchent toujours une cinquantaine de porte-couleurs.

De son côté, le Parti civique a déjà ouvert des comités dans tous les 57 districts électoraux, selon l'organisateur en chef, Pierre Lorange.

pendant que le GAM et le RCM cherchent des candidats

Pour certains observateurs de la scène municipale, le GAM (Groupement d'action municipale) et le RCM (Ralliement des citoyens de Montréal) sont en difficulté sur le plan de l'organisation et risquent de ne pouvoir reprendre le temps perdu.

Cette situation découle de leur incapacité, pendant des mois de discussions, de s'entendre pour se répartir les districts afin de ne pas diviser l'opposition à l'administration Drapeau-Lamarre. On avait même rêvé, à certain moment, d'un seul candidat à la mairie contre le maire Jean Drapeau.

Mais, par la suite, le GAM et le RCM ont choisi chacun un candidat à la mairie, Me Jean Doré, de la CSN, et l'ex-Directeur de police Henri-Paul Vignola. Et les deux partis ont décidé de trouver chacun 57 candidats.

Cela s'avère difficile, semble-t-il, et jusqu'ici,

le GAM et le RCM n'ont annoncé qu'une trentaine de candidats chacun.

Milieus péquistes

Parmi les plus connus, on note, au RCM, deux militants du Parti québécois: Jacqueline Bordeleau, attachée de presse de l'ancien ministre Marcel Léger, dans le quartier du Boût-de-l'île (No 57); et Marielle Séguin, ancienne attachée politique au cabinet du ministre Lise Payette, dans le quartier du Sault-au-Récollet (No 18). Annette Duhamel, qui avait été active dans le mouvement Taxe-Action sera candidate du RCM dans le quartier St-Sulpice.

Au GAM, l'ex-député fédéral Jacques Lavoie, qui fut tour à tour progressiste-conservateur et libéral dans Hochelaga, se présente dans le district de Maisonneuve (No 8); un autre ancien député fédéral, Prosper Boulenager, représentera le



(Photo Fernand Mercier)

L'ancien Directeur de la police, Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie du GAM a serré des mains au Marché Maisonneuve samedi au cours d'une journée consacrée au porte-à-porte.

GAM dans le district de la Rousselière (No 56). Le GAM espère également présenter des dirigeants du groupe Alliance-Québec dans les quartiers anglophones.

Le Parti civique n'a pas les mêmes problèmes de recrutement: il compte sur 52 conseillers "sortant", plus trois politiciens chevronnés de l'ancienne administration de Pointe-aux-Trembles qui le représenterait dans ce nouveau quartier montréalais.

D'ailleurs, les tactiques utilisées par les trois partis sont fort différentes. Le GAM et le RCM ont déjà commencé leur campagne de publicité à la radio alors que le Parti civique prépare plutôt un "blitz" fort différent: une publicité intense

dans les deux dernières semaines presque exclusivement dans les hebdomadaires de quartiers.

Suite à l'assemblée d'ouverture de sa campagne mercredi dernier, le maire Drapeau sera l'orateur à cinq réunions "régionales" regroupant les candidats du Parti civique dans ce secteur.

Le président du Comité exécutif, Yvon Lamarre, multiplie de son côté les "visites à la base" en inaugurant presque tous les jours une patinoire, un centre culturel, une artère commerciale rénovée, etc.

De leur côté, MM. Vignola et Doré vont s'affairer à donner des conférences de presse et à faire du porte-à-porte, comme c'était le cas hier.



(Photo Michel Parent)

Le candidat à la mairie du RCM, Me Jean Doré, a profité de la belle température pour visiter des maisons et des commerces dans le secteur de la rue Liège, dont cette buanderette.

LE GAM ET LA CONDITION FÉMININE

"En vue de répondre aux nombreux besoins qu'éprouvent les femmes à Montréal le GAM crée un Office de la condition féminine, administré par des femmes et auquel la Ville confiera divers mandats."

Voilà ce que déclarait en substance le candidat à la mairie du GAM, M. Henri-Paul Vignola, lors de l'assemblée d'investiture de la candidate de ce parti, dans le district Ville-Marie (40), Mona Forrest.

Après avoir rappelé l'importance que le GAM attache à la participation des femmes et s'être particulièrement réjoui de la candidature de Madame Forrest, directrice du Service d'orientation, du Centre d'information et de référence pour femmes, M. Vignola a profité de l'occasion pour préciser les actions que le GAM entend mettre de l'avant pour améliorer le sort de la condition féminine à Montréal.

"La situation difficile que connaissent nombre de femmes à Montréal, a déclaré M. Vignola, justifie qu'on crée un Office qui verra à résoudre le plus vite possible les principaux problèmes auxquels elles sont confrontées".

Au nombre de ces problèmes, M. Vignola a signalé l'absence marquée de femmes dans la fonction publique municipale; la difficulté qu'éprouvent les femmes, et en particulier les femmes seules, à se trouver un logement convenable; l'insuffisance du nombre de garderies; les difficultés qu'éprouvent annuellement près de 6 000 femmes qui sont forcées de se trouver du travail; la situation tragique des femmes battues."

Précisant ce que son parti entendait faire à l'égard de ce dernier problème, M. Vignola a annoncé que le nou-



Le candidat du GAM à la mairie, M. Henri-Paul Vignola préconise un Office de la condition féminine.

vel Office se verrait confier la tâche de mettre sur pied le service Femmes-Secours. Ce service central, dont le local pourra être fourni par la ville, comprendra entre autres une banque de familles d'accueil où l'on référerait les femmes battues et dont les noms seront gardés confidentiels. Femmes-Secours veillera aussi à rendre accessible un service d'aide pour femmes battues. Il prévoiera aussi des appartements réservés aux femmes battues pour un temps limité dans les habitations à loyer modique appartenant à la Ville de Montréal.

Au chapitre des garderies, M. Vignola a surtout insisté sur l'importance que son parti attache à l'installation de garderies en milieu de travail. "Nous ferons le nécessaire, a-t-il déclaré, pour consentir des budgets pour favoriser ces garderies dans les entreprises sans compter que nous pourrions mettre certains locaux de la ville à la disposition de ceux qui voudront y établir des garderies."

Election Notebook

By STEVE KOWCH

Who paid for the fire truck?

In 1966 Jean Drapeau used the Metro to win his election by having the subway open only days before the ballots were cast.

This year the ruling Civic Party has something even better than the opening of the Metro up their sleeves... a budget that I'm told from reliable sources will contain lower taxes not just for property owners but for the businessmen. There may even be a change in the water tax.

The catch, of course, is that the budget only comes into force if the Drapeau team is re-elected. The budget will be unveiled shortly before the Nov. 14 election.

Still with the Civic Party... I wonder who is paying for those two Montreal Fire Department trucks used to light up the parking lot of the Pierre Charbonneau Arena when Drapeau kicked off his election campaign Wednesday night... That equipment is supposed to be used for emergencies and not political rallies at city taxpayers' expense. Right?

● ● ●
It's hard to believe but true. MAG mayoralty candidate Henri-Paul Vignola still can't go it alone on the election trail... There he was with party president Gaspard Fautaux on CFCF Radio overnight this week. It isn't doing much for his image as a strong leader.

You don't see MCM mayoralty candidate Jean Dore being held up by the party president... Speaking of the MCM, Dore is holding a big fund-raising rally at Eglise Notre Dame de Rosaire at the corner of St. Hubert and Villeray tonight at 6 p.m. Tickets are selling for \$10 and already 700 are sold.

● ● ●
There is an interesting candidate running in NDG. She is 23-year-old Coleen Zanama, the youngest candidate MAG has on its slate. But don't let her age fool you. At the age of 11 she invested in the stockmarket with money made on a paper route. At the age of 14 she used those investments to purchase her first property. Later she sold it to double her money and make more real estate transactions. Today she has five properties and knows what taxes are doing to NDG residents.

● ● ●
Baie D'Urfe Mayor David Kennedy is still turning over an article in *The News and Chronicle* suggesting he won't seek re-election next month because he is being transferred to Ontario. Kennedy tells me *The Chronicle* never even contacted him before running the story. Kennedy intends to seek re-election. His opponent is Lionel Groome.

● ● ●
The decision by Frank Quinn to drop out of the mayoralty race in Dollard has fueled speculation about Mayor Jean Cournoyer seeking re-election. Political observers are wondering if Quinn decided to drop out because he knew he would have no chance of winning in the event Cournoyer decided to seek a second mandate. Gerry Weiner, who is the only remaining mayoralty candidate in Dollard, hasn't ruled out Cournoyer seeking re-election. Nominations close Oct. 26 and Weiner won't breathe a sigh of relief until the deadline passes. Of the eight seats up for grabs five are uncontested.

Parties raising funds

By MARK SULLIVAN
of The Express

All three parties contesting the upcoming Montreal municipal elections have at least one thing in common; they're all on the lookout for campaign funds, and they don't appear to be too subtle in their approach.

Both the Municipal Action Group (MAG) and the Montreal Citizens' Movement (MCM) are looking at a \$300,000 expense for their campaigns, while Mayor Jean Drapeau and his Civic Party seem to be running even with their 1978 spending figure of \$375,000.

Any party obtaining a minimum 20 per cent of the vote can claim a 50 per cent return on all expenses made after October 24.

At the Civic Party kick-off rally held last Wednesday, Drapeau used much of his address to solicit funds, reminding the party faithful that a maximum of \$500 per individual is permissible.

Fedora

While the Civic Party passed a hat-shaped bank around, NDG's MCM contingent did their dunning with a faded old fedora — but not before MCM councillor Michael Fainstat criticized both the Civic Party and MAG for their funding operation.

Fainstat repeated his attack on the Civic Party, telling an NDG volunteer audience that Drapeau's campaign coffers have been swelled by donations from builders and suppliers dependant on civic projects for their livelihoods.

"I can't prove that there's been any pressure put on," said Fainstat. "But I can't imagine that too much pressure is needed when builders and suppliers land large contracts and then are invited to contribute."

Fainstat pointed out several areas, including a condominium project in Northern NDG, where zoning by-laws have been changed to suit developers who later contributed to the Civic Party fund.

While the donations are all legal, Fainstat has contended that the contributions are immoral, and he mentioned several cases where contributors have listed home addresses that don't match up to where they actually live.

Investigating

Fainstat said that the MCM's lawyers were investigating the legality of several contributions with suspicious addresses.

After sounding out against the Civic Party, Fainstat also made reference to MAG's drive to collect \$1 from as many supporters as possible, expressing some doubts as to the project's success.

"I received a phone call from a very high-profile lawyer who wanted the MCM to back a MAG candidate," said Fainstat. "I explain-

ed that we already had a candidate for that area, and the lawyer suggested that his candidate would be very heavily funded."

While Fainstat didn't mention any names, it was generally understood that he was referring to Coleen Main, candidate in District 47 along with Civic Party incumbent John Parker and the MCM choice, former tax-revolt leader Filippo Salvatore.

Fainstat suggested that the candidate might be receiving more than the legal maximum from her backer, and he felt that the \$1 project was devised to cover up some of the funding sources. Receipts are not needed for \$1 donations, and no record is kept of contributors.

Television

Fainstat then told volunteers that the

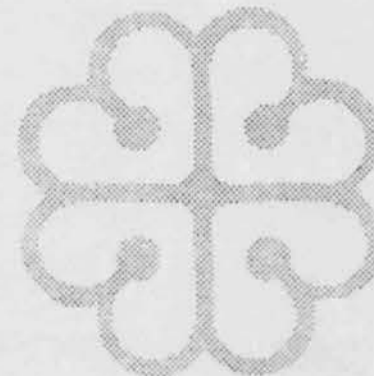
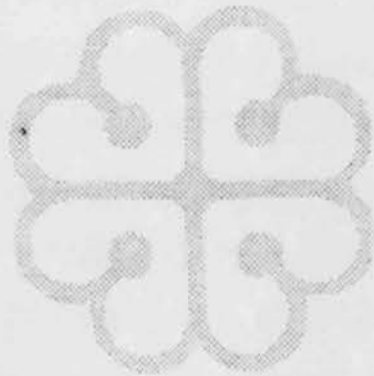
party hopes to raise \$150,000 for their campaign which will see the party all but ignore newspapers and radio advertising in favor of television exposure.

The 1978 campaign left the MCM with a \$28,000 debt that has taken four years to settle, while MAG officials have declined to offer their financial status.

At least one community newspaper, unpaid for 1978 MAG advertising, has adopted a cash-first policy for the party this year.

Fainstat said that the MCM has now lined up 50 candidates out of the 57 districts available, and door-to-door campaigning is set to begin this week.

Both MAG and the Civic Party are expected to follow suit, and all three are likely to have their hands out as well.



YVON LAMARRE IS CHAIRMAN of the Executive Committee of the City of Montreal. The 46-year-old administrator is the key to the Drapeau team. Lamarre's philosophy is to run the city as a private enterprise.

"It is very important for a public enterprise to live within constraints given the present economic situation." To this end, Lamarre has streamlined municipal departments through consolidation and increased efficiency and productivity.

Since 1978 his goal has been to bring fiscal responsibility back to Montreal. And since 1978 the city has had a surplus in its budget every year.

Lamarre describes himself as a small businessman. Upon the death of his father, he inherited a chain of stores at the age of 27. While president of Boutiques Cati, Lamarre actively waged a campaign against municipal and provincial housing policies.

He was invited to run for the Civic Party in 1986 and was easily elected. Lamarre currently holds three key positions. In addition to that of chairman of the city's Executive Committee, he is vice-president of the Montreal Urban Community Executive Committee and chairman of the MUC Public Security Council, whose mandate is to oversee the police force.

By **MARVIN HERSHORN**
of *The Express*

HERSHORN: The Civic Party has an image that may be called something like "Elect us and leave us alone for four years." How do you react to that?

LAMARRE: That perception is incorrect. My colleagues and I consult with the people on a weekly basis. The mass media is not aware of the work we are doing.

QUESTION: But the mass media would be aware if either you or Mr. Drapeau would give press conferences. Mr. Drapeau certainly has shied away from press conferences.

LAMARRE: I meet newspaper men very often.

QUESTION: In formal press conferences?

LAMARRE: Yes. Very often.

QUESTION: Mr. Drapeau hasn't.

LAMARRE: Mr. Drapeau has other ideas... but he does a very good job. As for me, my role has been to share with the media the objectives and orientations of the present administration.

QUESTION: What is your reaction to the opposition parties' criticisms of the fact that Mr. Drapeau has not responded to the Malouf Report on Olympic spending?

LAMARRE: I don't like to discuss that issue. If you need an answer, ask Mr. Drapeau.

QUESTION: In other large cities, the mayor is usually the spokesman for the administration. Mr. Drapeau has certainly not been the spokesman for this administration.

LAMARRE: In the City of Montreal, you have a team — the mayor and the chairman of the Executive Committee. If the chairman of the Executive Committee meets the press to explain policy formulation within City Hall, I don't think it's necessary for the mayor to do so too.

QUESTION: In order to democratize Montreal, both the Montreal Action Group and the Montreal Citizens' Movement would create commissions in Montreal's City Council. The commissions would be designed to allow citizen input to municipal politics. What is your reaction to this idea?

LAMARRE: It is very difficult to have these commissions. During the last four years I met citizens from all the 54 districts of the City of Montreal. As you are aware, we presently have 57 districts. I make it a point to visit many organizations within the districts to meet with and consult the population. In this way, I feel the pulse of the city.

QUESTION: The opposition argu-

ment is that these commissions would allow citizens' groups to formally react to policies of municipal government.

LAMARRE: When we want information from citizens, either I or other members of the administration to Civic Party councillors go directly to the districts to communicate with citizens. That is the form we use to consult the people.

QUESTION: In reference to both housing and fund-raising by your party, MCM Councillor Michael Fainstat stated, "To ask for money from builders while they are negotiating with the city is a rotten procedure, reminiscent of the eighteenth century." Can you respond to this?

LAMARRE: I have just one thing to say: that I personally do not collect any money and I don't meet any people like Mr. Fainstat described.

QUESTION: How does the Civic Party solicit election funds?

LAMARRE: Each Civic Party councillor solicits money from the citizens in his district. We ask each councillor to attempt to collect \$5,000 from within his district. We collect small amounts of \$1, \$2, etc. I personally solicit this type of funding in my district.

I have many supporters in my dis-

trict who work for me and collect these small amounts. I always ask my supporters to give receipts for donations. If we receive an amount of more than \$99, we must get it by cheque and not in cash.

QUESTION: But the Civic Party does?

LAMARRE: Perhaps some councillors of the Civic Party do receive money, but always within the boundaries of the election financial laws. And again I must emphasize if the donation is more than \$99, we always receive a cheque. The other municipal parties can do the same because that is the law.

QUESTION: You stated in a recent speech that it was the goal of your administration to cut municipal taxes.

LAMARRE: I will present my budget at the end of October. The goal of the budget is to hold spending at six percent. We would like to present the budget with a six-percent increase — the six percent the federal government is advocating. If we wish to revitalize the present economic situation, it is important to stay within the six-percent guidelines.

QUESTION: Your critics argue that it would be impossible for you to present a budget with only a six percent increase given the high expenditures of municipal government.

LAMARRE: If they will wait until the end of October, I think they will see the six-percent aspect of our budget. The City of Montreal in the last four years, after presenting its budget, has shown a big surplus. Last year, the surplus was \$31 million. The previous year was \$29 million.

Previous to that, it was \$26 million, but the auditor had it at \$31 million because certain corrections were necessary. I must point out

'If the chairman of the Executive Committee meets the press... I don't think it's necessary for the mayor to do so too.'

trict who work for me and collect these small amounts. I always ask my supporters to give receipts for donations. If we receive an amount of more than \$99, we must get it by cheque and not in cash.

QUESTION: You are therefore saying that the accusation by Mr. Fainstat that you are receiving money from developers is absolutely incorrect.

LAMARRE: No. I am not saying that the Civic Party does not receive funds from these sources — I personally don't receive money from

that the other levels of government have big deficits.

In Quebec we have a \$4 billion deficit. Whereas the federal deficit is presently at \$13 billion and perhaps will move to \$20 billion. On the other hand, the City of Montreal is in good financial shape. Each year, as I pointed out, there is a big surplus and each year the increase of the budget is less than the rate of inflation.

QUESTION: The 1981 census reveals Montreal's decline as a major Canadian city. Its population is

YVON LAMARRE

In defence of Drapeau's silent war with the press



Montreal Executive Committee Chairman Yvon Lamarre insists that because he often meets with members of the media, it is not necessary for Mayor Jean Drapeau to do the same.

974,935, falling below one million for the first time since 1941. (This was taken prior to the merger with Pte. aux Trembles). Since 1976, the city has lost 105,000 people.

LAMARRE: There has been a decrease in the birth rate and when the City of Montreal had more than a million people at that time, we had four persons per dwelling and presently we have a factor of 2.6 persons per dwelling. In such municipalities as Verdun, Westmount and Outremont, the population has decreased because we have fewer people per dwelling than in previous times. The City of Montreal would like to regain the one million population. To this end, we have Operation 20,000 Units to revitalize the city and attempt to keep the population at the one million mark.

QUESTION: What policies does the Civic Party have to improve the quality of life of Montrealers?

LAMARRE: For me, the quality of life is a top priority. We have a group of measures that we have implemented. These include the planting of trees and flowers, the revitalization of districts, the rebuilding of sidewalks and streets, and the installation of new lighting systems. We keep the city very clean. We have created parks and green spaces and provided new out-

door furniture, benches, etc.

QUESTION: What advice would you have for Finance Minister Jacques Parizeau to make Montreal a more attractive city for executives who would pay less taxes in Toronto?

LAMARRE: I'm not able to say something about that right now. It's not my field.

QUESTION: The Civic Party has now been in power for more than 20 years. Can you highlight the achievements of the last four?

LAMARRE: In the last four years, we have accomplished much. In the field of housing, we have a program called Operation 20,000 Units. That is very important for the future of the City of Montreal. We've done a lot on restoration and rehabilitation of housing.

We have in Montreal 425,000 units and it is very important for the city to keep these units in good shape. We designated \$56 million for the restoration of houses. Private enterprise contributed a similar amount of money. Therefore in the last four years, \$110 million went to this undertaking.

Another project was the revitalization of commercial streets — this is a very new undertaking in North America — as it also revitalizes specific districts within the city.



GAM

Le projet de réseau que préconisent les cyclistes est réalisable et «réaliste»

- Un axe utilitaire nord-sud dès le printemps prochain;
- un corridor est-ouest dans un proche avenir;
- une sécurité accrue sur tout le réseau existant;
- l'expansion du réseau de plaisance à moyen terme;
- des aires de stationnement sécuritaires pour bicyclettes, un peu partout à travers la ville et notamment près de chaque station de métro;
- mais surtout une consultation au préalable des premiers impliqués, c'est-à-dire les cyclistes eux-mêmes.

Voilà ce que préconisent le GAM et son chef, M. Vignola, et ce qui sera mis en oeuvre sans délai, advenant une victoire du parti, le soir du 14 novembre prochain.

Le Groupe d'action municipale n'a d'ailleurs pas attendu d'être questionné par les journalistes pour se montrer sensible aux revendications que font depuis des années les cyclistes montréalais par le truchement d'organismes aussi connus que «le monde à bicyclette».

La preuve: à deux reprises au moins depuis le début de sa campagne, le GAM s'est montré favorable à une nouvelle politique municipale en ce sens, la première fois en conviant les responsables du Monde à bicyclette à une table ronde permettant de mieux connaître leurs besoins et revendications légitimes, la deuxième quand son candidat François Thivierge (district 21, Ahuntsic) a déclaré le soir de son investiture vouloir rendre plus sécuritaire la piste cyclable du boulevard Gouin, qu'il dit être «dangereuse autant pour les adultes que pour les enfants», à certains endroits, notamment à proximité de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci.

M. Vignola s'interroge, quant à lui, sur la façon dont l'administration Drapeau a légiféré à ce jour, dans ce domaine.

«M. Drapeau et ses acolytes ont sans doute fait certaines

concessions, mais ont tout de même décidé seuls de la planification de cet «embryon» de réseau cyclable.»

«C'est précisément quand on ne se fie qu'à soi qu'on agit en dictateur et qu'on improvise selon ses propres critères plutôt que de faire appel aux vrais spécialistes de la bicyclette, c'est-à-dire les cyclistes eux-mêmes, qu'on en arrive à commettre des bévues comme celle du boulevard Gouin, sans même se soucier de la sécurité de ses concitoyens», de dire M. Vignola.

Réalisable? «Oui, répond M. Vignola. Le projet de réseau que préconisent eux-mêmes les cyclistes du grand Montréal est réalisable et «réaliste», ce qui est plus important encore. Et quand on tient à remplir ses engagements, quand on tient au mieux-être de nos concitoyens, ces dizaines de milliers d'usagers de la bicyclette, on n'hésite pas un instant à agir concrètement.»

«Il suffirait pour cela de réserver une travée exclusivement à l'usage des cyclistes six mois par année (inutile l'hiver) sur une artère qui traverse la ville du nord au sud, ou une rue secondaire à laquelle seuls les cyclistes et les automobilistes résidant sur cette rue auraient accès.»

«En période de crise économique, de conclure M. Vignola, c'est sans aucun doute un engagement que peut prendre le GAM, puisqu'une piste utilitaire nord-sud, sans nécessiter une dépense exorbitante, permettrait à des travailleurs d'économiser carburant et argent, tout en favorisant un retour aux sources écologiques qu'on ne peut négliger dans une ville aussi urbaine que Montréal.»

«Alors, dit-il, il n'y a plus qu'un choix à faire: faire confiance à un maire qui s'est toujours fait tirer l'oreille pour accorder des demi-mesures ou laisser une toute nouvelle administration, celle du GAM, faire ses preuves...»



PC

«Pas pour demain matin», selon Yvon Lamarre

Ce n'est pas demain matin que les cyclistes montréalais pourront «rouler leur bosse» sur leurs bécanes en empruntant une piste cyclable qui leur permettrait de traverser la ville dans un sens comme dans l'autre.

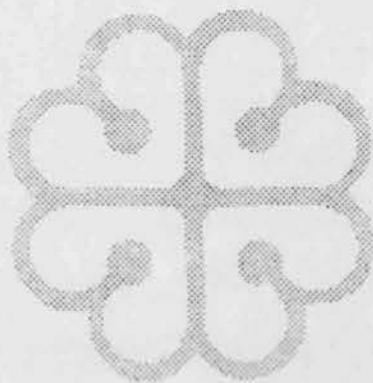
Selon le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, la réalisation d'une piste cyclable dans l'axe nord-sud, sur une section de la rue Christophe-Colomb, implique des coûts élevés — environ \$3 millions — et la Ville de Montréal ne peut les assumer sans la participation de Québec. Et il semble que le gouvernement québécois ne soit pas intéressé à engouffrer des sous dans ce projet...


Un groupe de travail a préparé des plans en vue de la réalisation de cette piste qui serait longue d'environ 15 kilomètres, entre le boulevard Gouin, près de la rivière des Prairies, et la rue Sherbrooke, en plein cœur du centre-ville.

M. Lamarre a néanmoins retenu certaines conclusions du rapport. Si jamais elle devait être aménagée, dit-il, cette piste serait protégée des deux côtés par une sorte de mur de protection. Sa largeur serait de six pieds, et les cyclistes pourraient l'emprunter dans les deux sens.

«Il n'est pas question d'aménager une piste en site partagé, c'est-à-dire en se contentant de peindre des lignes sur la chaussée pour délimiter le territoire réservé aux cyclistes. On a tenté l'expérience dans le secteur Mercier et on a enregistré un nombre incalculable d'accidents impliquant cyclistes et automobilistes», explique M. Lamarre.

Enfin, M. Lamarre n'écarte pas la possibilité d'aménager quelques kilomètres de piste dans cet axe nord-sud. Mais comme il le précise, pour ne pas susciter trop d'espoir: «Aucune décision n'a encore été prise par le comité exécutif...».





Doré décèle chez les Montréalais une ouverture vers le changement

par Alain Duhamel

De la première moitié de sa campagne électorale, Jean Doré, le candidat du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) à la mairie, retient l'ouverture d'esprit dans tous les milieux à l'égard du changement.

«Nous savions qu'une majorité des citoyens était insatisfaite de l'administration Drapeau-Lamarre. Nous le constatons maintenant, il y a une nette ouverture d'esprit des gens à l'égard du changement», a dit M. Doré en entrant dans une assemblée hier où près de 1.000 personnes l'attendaient.

Il s'agissait d'un diner-bénéfices pour lequel les convives ont déboursé \$10 le couvert et qui a réuni l'auditoire le plus important du RCM depuis sa fondation, il y a 8 ans. Jamais le RCM n'avait-il suscité un tel enthousiasme, même en 1974 lorsque, à sa première campagne électorale, il affrontait seul le Parti civique de Montréal (PCM) et le maire Jean Drapeau.

Le candidat à la mairie et ses principaux organisateurs y ont vu un signe de la confiance nouvelle que le parti reçoit depuis qu'il s'est engagé dans la campagne électorale en abandonnant toute possibilité d'alliance avec l'autre parti d'opposition, le Groupe d'action municipale.

«Le parti est sorti d'une période difficile, il n'y a plus ce climat de morosité. Il est maintenant un parti de l'espoir, il propose une alternative crédible et redonne à des gens le goût de se battre et de mener campagne pour un changement.»

Les organisateurs de la manifestation, destinée à l'électorat des districts du nord de la ville, comptent bien tenir quelques autres ralliements importants d'ici au 14 novembre. Dans l'histoire du RCM, plus habitué à des campagnes plus modestes et plus discrètes, pareils projets ne peuvent être inspirés que d'un sentiment de confiance retrouvée. «Nous avons fait un bon bout de chemin depuis juillet dernier» avoue, souriant, M. Jean Doré.

Dans les semaines à venir, le candidat à la mairie entend multiplier les occasions de rencontres personnelles avec les électeurs et s'attaquer au bilan économique de l'administration Drapeau-Lamarre.

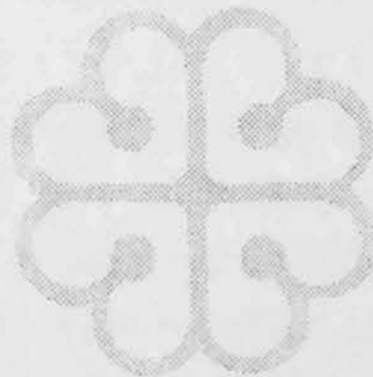
«S'ils ont été de piètres gestionnaires dans l'abondance, ils ne peuvent prétendre être de bons gestionnaires dans la pénurie», affirme M. Doré pour qui la stratégie de développement économique de l'administration municipale ne tient que dans un rattrapage. Pendant une vingtaine d'années, la seule stratégie économique de l'administration municipale a consisté en de grands projets qui ont eu pour effet de gonfler artificiellement l'ac-

tivité au prix d'un endettement dont Montréal se ressentira jusque dans le troisième millénaire.

La politique de développement industriel de la ville de Montréal, qui privilégie le secteur manufacturier traditionnel, apparaît à M. Doré mal orientée. Les secteurs traditionnels du textile, de la confection et du vêtement, qui demeurent importants, ne tiennent le coup que parce qu'ils sont protégés par des accords internationaux dont l'expiration surviendra à la fin de la décennie. «Mais après? Je ne pense pas que la Ville ait une stratégie pour l'après-crise. Le secteur fort, à Montréal, c'est vraiment le tertiaire moteur.»

Les trois partis politiques engagés dans cette campagne électorale ont tous fait allusion à une éventuelle cité de la haute technologie, de la recherche et du développement scientifiques. Ce genre de projet fait partie des dossiers de la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM) depuis quelques années mais n'a pu, à ce jour, prendre une forme concrète, comme, par exemple, la création d'un parc industriel de l'innovation.

La RCM a maintenant 36 candidats choisis par convention dans les districts électoraux. Il compte compléter sa liste de candidats d'ici à la fin de la semaine.



1 000 PERSONNES À LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DU RCM

■ Première assemblée publique du Rassemblement des citoyens de Montréal hier soir au cours de la présente campagne électorale, et aussi la plus importante depuis sa fondation en 1974: 1000 partisans y ont assisté.



Le candidat à la mairie du RCM, Jean Doré, a pris la parole devant près de 1,000 militants, hier soir, lors de la première assemblée publique du RCM de la présente campagne. photo Armand Trotter, LA PRESSE

1,000 personnes au dîner-bénéfice du RCM

■ C'était la première assemblée publique du Rassemblement des citoyens de Montréal de la présente campagne à la mairie de Montréal. Et au dire d'organisateur, ce fut également la plus importante depuis la fondation du RCM, en 1974. Pas loin de 1,000 partisans y ont assisté!

PAUL ROY

Ça se passait hier soir, au sous-sol de l'église Notre-Dame-du-Rosaire, dans le quartier Villeray. Au menu, des spaghettis et les 38 candidats du RCM choisis à ce jour, dont le candidat à la mairie, Jean Doré.

«C'est la première fois que le RCM réunit 1,000 personnes dans une soirée... et une soirée où on n'a pas eu à vous payer pour venir, une soirée où c'est vous qui

avez payé!», a lancé Doré à son auditoire. Le rassemblement d'hier se voulait aussi un dîner-bénéfice à \$10 le couvert.

Doré a parlé du RCM comme du parti de l'espoir pour les citoyens qui luttent pour améliorer les conditions de logement à Montréal, pour les 15,000 qui attendent leur place dans des HLM... Il a affirmé que la construction de HLM constituerait une politique rentable pour Montréal, qui récupérerait en taxation municipale le 10 p. cent qu'elle investirait dans ces projets, le reste provenant des autres paliers de gouvernement.

Et il a traité d'imprévoyant, d'inconséquent et de négligeant le Parti civique du maire Jean Drapeau. Il lui a notamment reproché de ne pas avoir construit des parcs industriels quand c'était le temps de le faire. «C'est seulement de-

puis 1980 qu'on a trouvé cinq espaces pour le développement économique!»

Parlant de l'aventure olympique, il a lancé: «Ce régime n'est même pas bon gestionnaire en période d'abondance; il ne peut donc prétendre être bon gestionnaire en période de crise!»

Le mime a parlé

Au dessert, les convives ont eu droit à une glace italienne et au mime Claude Saint-Denis. Tandis que les enfants s'approchaient de lui, le mime a... parlé: «Ça fait 25 ans que je fais du mime; je suis né à Montréal, je suis un Montréalais; je n'ai jamais participé à un événement politique, mais quand Jean Doré m'a demandé de venir, je me suis dit que c'était un devoir pour moi d'être présent... plus qu'un devoir, une nécessité!»



Les Chinois ont le dos large

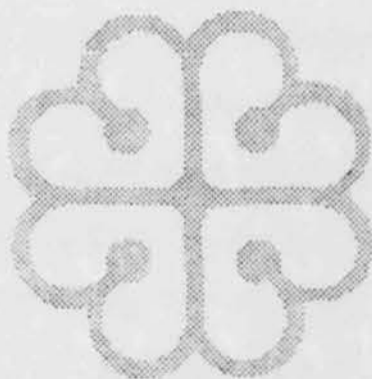
Après avoir été laissée pour compte depuis des années, après avoir été forcée de s'éparpiller un peu partout faute de logements décents, voici que la communauté chinoise défraie la manchette en pleine campagne électorale.

En effet, le Rassemblement des citoyens de Montréal a choisi de se porter à la défense de la communauté chinoise en manifestant son opposition au projet qui doit s'ériger au coin sud-est du boulevard Dorchester et de la rue Saint-Urbain.

Dans ce projet, la Ville de Montréal a tenté, par le biais de la CIDEM, d'intéresser certains promoteurs de la communauté chinoise à faire une proposition concrète pour cet emplacement, proposition qui n'est jamais venue à la date prévue. Tout au plus la communauté chinoise a-t-elle demandé une prolongation de la période de soumission, ce qui eût été l'équivalent d'une modification des règles du jeu. La Ville ne pouvait évidemment pas acquiescer à une telle demande.

M. Yvon Lamarre, président du comité exécutif, dit vrai lorsqu'il affirme que la communauté chinoise est actuellement consultée d'une façon régulière, même si les nombreuses factions qui divisent la communauté chinoise ne facilitent pas la tâche de l'administration municipale.

Au fond, la question primordiale consiste à savoir si la communauté chinoise tient vraiment à maintenir l'homogénéité de son quartier. Il ne faudrait quand même pas que le « quartier chinois » en vienne à ne plus représenter qu'un regroupement de boutiques et de restaurants sur deux axes (Saint-Laurent et La Gauchetière). C'est à ce chapitre-là que l'intervention du RCM peut être intéressante.



YVON LAMARRE

Un autre mandat de 4 ans pour «mettre Montréal à

Fidèle à la ligne de pensée de son «maître», Jean Drapeau, Yvon Lamarre, le numéro 2 à l'hôtel de ville de Montréal, n'entend pas s'aventurer sur le terrain glissant des promesses électorales pour se faire réélire le 14 novembre prochain.

sa main»

Yvon Laprade

Pour tout dire, il n'a pas de programme électoral à présenter à ses électeurs potentiels. Son seul et unique arrêt, c'est un manifeste qui décrit dans les moindres détails les réalisations de son administration au cours des quatre dernières années.

«Le passé est garant de l'avenir», se plaît à répéter M. Lamarre dans tous ses discours politiques. Entré par la grande porte du comité exécutif, en 1978, pour y remplacer Gérard Niding, M. Lamarre mène sa campagne sans bousculer personne. Il ne commente que très rarement les attaques de ses adversaires à l'endroit de l'administration montréalaise. Il semble d'ailleurs plus préoccupé par ses nombreux dossiers que par la présente campagne électorale.

Formé à l'école de Jean Drapeau, Yvon Lamarre répond à ceux qui l'accusent de ne pas consulter les citoyens, qu'il est en poste pour administrer «une majorité de la population». «On prend le temps de consulter et on agit ensuite. On ne peut pas faire l'unanimité à chaque projet. Et je ne peux quand même pas faire du porte à porte pour demander leur avis à tous les citoyens concernés», souligne M. Lamarre.

Il se dit néanmoins conscient que des travaux, comme ceux que la Ville de Montréal a entrepris sur la rue Duluth (l'équivalent de la rue Prince-Arthur), peuvent déranger beaucoup de monde dans leur vie quotidienne. «Mais dans un an, on dira que c'est beau. On aura oublié les ennuis causés par ces travaux», ajoute-t-il.

La méthode japonaise

M. Lamarre devient plus volubile quand il parle des «grands revirements» qu'il a provoqués au cours de son dernier mandat. «J'ai réussi, dit-il, à faire comprendre à la majorité des fonctionnaires de la Ville que toutes leurs décisions doivent être prises en fonction du portefeuille des contribuables montréalais. De simples fonctionnaires, ils sont passés au rang de gestionnaires. Et c'est là toute la différence.»

Pour ce commerçant du sud-ouest de la métropole, tous les moyens sont bons pour conscientiser les fonctionnaires. Ces «serveurs publics», comme il les appelle, participent régulièrement à des «dynamiques de groupe» à sa demande. M. Lamarre estime qu'il faut «revenir à la méthode japonaise pour revaloriser les gens qui administrent des budgets». Tout ré-

cemment, les directions des services municipaux ont même passé un week-end complet, en retraite fermée, afin de préparer le budget 1983 que M. Lamarre déposera à la fin d'octobre au conseil municipal!

S'il aime bien parler des surplus budgétaires — \$28,9 millions en 1980 et \$26,4 millions en 1981 — qui ont été réalisés, dit-il, «grâce à une gestion vigilante», M. Lamarre tient mordicus à maintenir la population de Montréal au-dessus du seuil psychologique du million d'habitants.

La seule façon d'y arriver, précise-t-il, c'est d'élargir les cadres de l'opération 20.000 logements. «Il faut inciter de plus en plus de banlieusards à venir s'établir dans le centre-ville», insiste-t-il. Aussi, en 1983, entend-il mettre de l'avant un projet de \$40 millions qui permettra la construction de 300 unités d'habitation, sous forme de condominiums, sur des terrains situés à proximité de la Place des Arts. «Et ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres», note-t-il.

Mettre Montréal à sa main

Maintenant âgée de 47 ans — il a joint les rangs du Parti civique en octobre 1966 — M. Lamarre n'aime pas parler de son «avenir politique». En quatre ans, il a transformé le visage même de Montréal. Les principales rues commerciales se sont faites une nouvelle toilette «à des coûts exorbitants», clament ses adversaires. Ardent défenseur de la qualité



Il n'a jamais cessé de se battre pour protéger les quartiers montréalais.

de la vie des Montréalais, M. Lamarre n'a jamais cessé de se battre pour protéger les quartiers montréalais.

D'avantage un administrateur qu'un politicien, M. Lamarre veut «mettre Montréal à sa main». S'il sollicite un autre mandat de quatre ans, c'est parce qu'il a l'impression qu'il pourra y arriver. À sa façon, Yvon Lamarre est un «étapiste» qui aime fixer lui-même les échéanciers. Toutefois, à moins d'un mois du scrutin, il préfère se ranger du côté de la prudence. On comprendra plus facilement ses réticences à parler d'une éventuelle carrière à la mairie de Montréal, le jour où Jean Drapeau prendra la décision de laisser son siège privilégié de l'hôtel de ville...

Quelques-unes des ambitions d'Yvon Lamarre

- Faire de Montréal la capitale mondiale de la haute-technologie et du développement scientifique.

- Redonner des emplois aux Montréalais en insufflant du sang nouveau aux vieilles zones industrielles où les grosses industries de 500 employés et plus se sont essouffées et ont fait place aux PME de 500 employés et moins...

- Restaurer la rue de la Commune, dans le Vieux-Montréal, afin d'en faire une rue de port de mer.

- Modifier le système des feux de signalisation à la grandeur de la ville pour y incorporer des «lentilles piétonnières» qui permettront aux piétons de traverser la rue en toute sécurité.

- Fermer la rue Sainte-Catherine à compter de 18 heures, le samedi, et jusqu'au dimanche, pour la «livrer» aux piétons à titre

d'expérience pilote.

- Donner une toute nouvelle vocation au quartier chinois en respectant sa «personnalité».

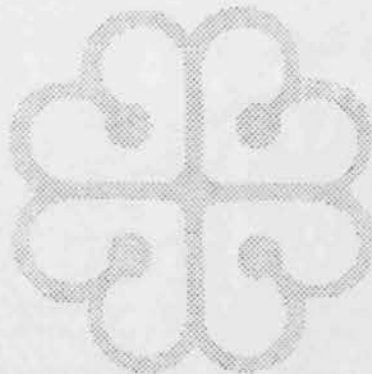
- Faire du quartier des Récollets, près de la rue McGill, un site d'interprétation de l'Histoire.

- Consolider le caractère résidentiel de la Cité du Havre (Habitat 67) en favorisant la construction de 1,600 nouvelles unités d'habitation.

- Augmenter le nombre de passages pour piétons en pavé uni dans les rues de Montréal.



Pas de promesses électorales.



Devant plus d'un millier de militants

Doré présente le RCM comme le parti de l'espoir pour les Montréalais

Si le Parti civique se dit la garantie des Montréalais pour les années à venir, le Rassemblement des citoyens de Montréal se veut le parti de l'espoir pour tous les résidents de Montréal qui veulent que leur ville devienne une ville à dimension humaine orientée vers l'avenir.

Gilles Pilon

C'est le message qu'a lancé hier le candidat à la mairie de Montréal pour le RCM, Me Jean Doré alors qu'il prenait la parole devant plus d'un millier de militants de son parti réunis à l'occasion d'un dîner bénéfice dans le secteur Villeray.

M. Doré, qui n'a parlé que quelques minutes, a ajouté que cet espoir que représente son parti est surtout celui de ceux qui rêvent de coopératives d'habitation, celui des person-

nes âgées qui veulent des logements à prix modiques pour finir tranquillement leurs vieux jours, celui des citoyens qui aimeraient bien être consultés quand des changements importants sont opérés dans leur quartier et celui des chômeurs de Montréal qui, dans bien des cas, ont perdu leur emploi parce que l'administration Drapeau a été inconséquente et imprévoyante en ne faisant pas plus tôt du développement industriel.

Le chef du RCM a profité de l'occasion

pour inciter ses troupes à redoubler d'efforts d'ici au 14 novembre afin de rencontrer personnellement la majorité des électeurs montréalais. Selon lui, les montréalais sont plus que jamais ouverts aux changements et cette année devrait être la bonne pour mettre M. Drapeau à la retraite. «Le message que vous devrez leur livrer c'est: ne votez plus pour les autres, votez pour vous...» a lancé M. Doré à la foule enthousiaste.

Peu de temps avant l'allocution de M. Doré, le maître de cérémonie a présenté les 38 candidats qui ont déjà été nommés officiellement soit par les militants des districts ou encore par l'exécutif du Parti. M. Doré a confirmé son intention de présenter des candidats dans tous les districts et a annoncé que la liste devrait être complétée dans les jours à venir.

L'appel des candidats



Photos Le Journal - Raymond BOUCHARD

Le RCM a présenté les 38 candidats qui ont déjà été nommés officiellement. M. Doré a annoncé son intention de présenter des candidats dans tous les districts.

a donné lieu à des salves d'applaudissements rarement entendues dans des assemblées du RCM. Ainsi, André Berthelet, Michael Fainstat, Jean Roy et Abe Limonchik ont été applaudis à tout rompre, alors que les autres candidats ont reçu un accueil pour le moins chaleureux.

La plupart des secteurs étaient représentés à ce dîner bénéfice, chaque candidat ayant vendu des billets dans son coin pour faire de l'événement un succès. Il en coûtait dix dollars par personne pour participer à la soirée. André Berthelet, un vieux de la vieille du RCM et candidat dans le district Jarry, était accompa-

gné pour sa part d'une cinquantaine de collègues de travail de l'école Georges-Vanier où il enseigne. Même son directeur était présent.

Après les quelques discours de circonstance, le mime Claude

Saint-Denis a divertifié la foule. Avant de présenter son spectacle, Claude Saint-Denis, qui exerce son métier d'animateur public depuis 25 ans, a expliqué qu'il s'est toujours battu pour que ses pairs puissent se faire valoir dans

les rues de Montréal. Son engagement lui a valu des problèmes avec l'administration Drapeau et même une audience privée avec le «pape de l'hôtel de ville» qui lui reprochait d'enlaidir «sa» ville.



Plus d'un millier de militants du RCM ont participé au dîner bénéfice des candidats du secteur Villeray. Comme le disait Me Jean Doré, le RCM n'a pas eu besoin d'autobus pour amener ses participants à l'assemblée et ceux-ci devaient même payer pour entrer.



Les quatre candidats du RCM dans le secteur Villeray, messieurs Joseph Biello, Claude Grégoire, Jean Doré et André Berthelet.

Candidat
du RCM à
la mairie

Jean
Doré:
un gars
«ben
ordinaire»



JEAN DORÉ

Un Montréalais type QUI N'AIME PAS LE «FLA-FLA» INUTILE

Qui aurait pu imaginer qu'un Montréalais qui habite un troisième étage de la rue Marquette, qui se déplace à bord d'une vieille Honda qui a passé le cap des 120,000 kilomètres, qui prend le métro l'hiver, et qui enfourche sa bicyclette l'été pour aller travailler, puisse vouloir devenir le maire de sa ville et tente de détrôner le maire Jean Drapeau qui loge à l'hôtel de ville depuis plus de 25 ans?

Texte:
Gilles Pilon
Photos:
P.-Y. Pelletier

C'est pourtant le cas de Me Jean Doré, candidat à la mairie de Montréal pour le Rassemblement des citoyens de Montréal qui se dit et se veut un

Montréalais type qui ne sait pas encore ce que c'est que de se déplacer en limousine, d'être accompagné de gardes du corps et de profiter de tous les avantages qui accompagnent la fonction de premier magistrat d'une métropole.

Jean Doré, comme beaucoup de Montréalais, habite le troi-

**Le candidat du RCM
veut détruire le
mythe du maire qui
serait un être à
part, au-dessus
des citoyens**



Chez lui, sa table de cuisine lui sert souvent de bureau que ce soit pour étudier ses dossiers ou celui de la ville.

sième étage d'une maison relativement vieille située sur la rue Marquette près de Mont-Royal. Par contre, comme bien peu de Montréalais, il est propriétaire de son logement qu'il a d'ailleurs rénové lui-même avant d'y aménager. A ce sujet, il explique qu'il lui en coûte moins cher d'être propriétaire du logement que d'en être locataire, car au prix où sont rendus les logements, il n'avait plus les moyens d'être locataire. Le logement des Doré est sobre et fonctionnel, deux chambres à coucher, une chambre de débarras et une cuisine à même le salon et la salle à manger. C'est d'ailleurs la table de la salle à manger qui sert de table de travail quand Me Doré a des dossiers à étudier.

La vie familiale de Doré est assez simple.

Dans ses heures de loisirs, Jean Doré aime bien lire ou si la température le permet il se promène à bicyclette avec sa femme Christianne et leur fille Emilie, 8 ans, à qui il a déjà appris les mesures de sécurité qui s'imposent lorsqu'on veut faire de la bicyclette à Montréal.

Durant les fins de semaine, quand c'est possible, la famille Doré se rend au chalet à Val-Morin dans les Laurentides, chalet qu'elle partage avec des amis. Là, ils peuvent faire du canot l'été et du ski de randonnée l'hiver. Ils aiment bien aller à la pêche et faire des randonnées de canot-camping. Le candidat à la mairie trouve que ce dépaysement lui permet de mieux apprécier la ville quand il y revient.

Jean Doré est avocat spécialisé en droit du travail depuis qua-



Jean Doré et sa compagne Christiane. Elle l'aidera à faire du porte à porte dans le district où il tentera de se faire élire au poste de conseiller.

Quand il peut se reposer tranquillement à la maison, Me Doré aime bien lire. Il s'intéresse particulièrement aux plantes d'intérieur.



Me Doré aime bien regarder les gens passer sur la rue Marquette. Du haut de son balcon, la vue est imprenable.



Jean Doré est un cycliste enragé. Il lui arrive souvent de se rendre au travail à bicyclette.

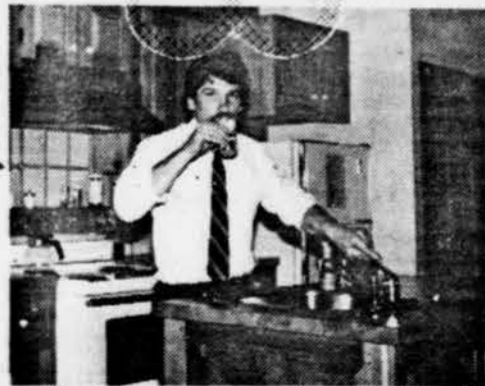
tre ans. Si ce n'était qu'il défend des travailleurs, des accidentés du travail et des chômeurs, il avoue qu'il ne serait peut-être pas avocat, du moins il déclare qu'il ne se sentirait peut-être pas à l'aise dans sa profession.

Un passé très rempli

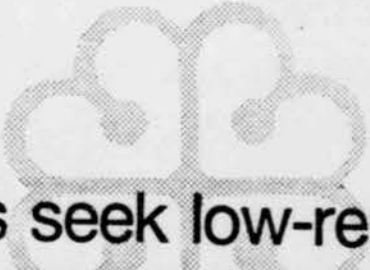
Du point de vue professionnel, Me Doré a un passé très rempli. Après avoir été actif dans le mouvement syndical dans les années soixante, il fut rédacteur et journaliste à Radio-Canada. Par la suite attaché de presse de René Lévesque au début des années soixante-dix pour ensuite prendre la direction de la Fédération des associations coopératives d'économie familiale. Alors qu'il reprend ses études de droit en 1978, il

anime à Radio-Québec une série d'émissions sur la consommation. Son contrat terminé, il devient avocat spécialisé en droit du travail. A ce moment-là, il a bien failli devenir animateur de ligne ouverte pour une station radiophonique de Montréal, mais il a plutôt préféré défendre les droits des travailleurs.

Jean Doré n'aime pas le «fla-fla» inutile. Il déclare que s'il est candidat à la mairie, lui le Montréalais typique, c'est qu'il pense qu'il est temps de détruire le mythe qui veut que le maire de Montréal doive nécessairement être un être à part, au-dessus des citoyens qu'il représente. Il aimerait faire de Montréal une ville à taille humaine et confortable pour tous les Montréalais.



Les Doré ont renové eux-mêmes l'intérieur du logement qu'ils ont acheté.



Tenants seek low-rent flats

Candidates in Montreal's Nov. 14 civic election should promise that low-rent housing will predominate in residential development of the east-end Angus Shops site, says a team of tenants' associations.

But the head of the organization established by the City of Montreal and provincial government to develop the site says he does not want it to become "a cheap ghetto."

Representatives of the Rosemount Housing Committee and Hochelaga-Maisonneuve Tenants' Association say they are writing to all candidates across the city to put their demands forward. The groups say they have the support of many other associations and the priests of seven parishes.

The letter asks support for a com-

mitment that "the vast majority" of the dwellings built on the site will be rent-subsidized housing or owned by housing co-operatives.

They say flats and apartments renting in a \$500- to \$700-a-month range would do absolutely nothing to solve serious housing problems in the area.

The groups also want the city to organize a public meeting on the issue.

But Allan Koury, chairman of the Angus Lands Corp., established by the city and province to buy about 100 acres of the Angus Shops site and oversee construction of about 2,100 flats and apartments, said rents will have to be determined by costs.

"You aren't going to get a six-room apartment for \$125."

Le RCM mobilise 1,000 partisans à sa première assemblée publique

(L.L.) La plus grosse assemblée du RCM depuis sa fondation en 1974... En effet, près de 1000 personnes ont assisté dimanche dernier au souper-bénéfice du Rassemblement des Citoyens de Montréal qui s'est tenu au sous-sol de l'église Notre-Dame du Rosaire dans le quartier Villeray. Y étaient présents: des délégations de partisans provenant de tous les coins de la ville ainsi que les 38 candidats choisis jusqu'à maintenant par le RCM.

Le candidat à la mairie, monsieur Jean Doré, conférencier invité de la soirée a déclaré que c'était la première fois que le parti politique municipal mobilisait autant de partisans dans une assemblée "... une soirée où l'on a pas besoin de noliser des autobus pour amener les partisans". Il est bon de noter que chaque partisan devait déboursier la somme de \$10. pour assister au souper-bénéfice.

Au cours de cette soirée, on a présenté les 38 candidats choisis jusqu'à maintenant par le RCM. La foule de partisans à Michael Faïnstat, seul conseiller municipal de RCM depuis 1978. Puis on a présenté les trois candidats du quartier Villeray soit Claude Grégoire (27), André

Berthelet (29) et Joseph Biello (28) qui ont été invités à adresser la parole aux partisans.

Puis ce fût au tour du candidat à la mairie, Jean Doré. Sous les nombreux applaudissements de la foule, monsieur Doré a parlé du RCM comme étant la seule alternative va-

lable pour une démocratie à Montréal. Monsieur Doré a poursuivi en insistant sur la situation du logement à Montréal; il a indiqué que le RCM était l'espoir de ceux qui attendent afin de se loger dans les habitations à

loyer modique. D'autre part, le candidat à la mairie qui est aussi colistier avec Claude Grégoire dans le district Octave Crémazie (27) a indiqué, en faisant allusion à la dette olympique, que "ce régime (l'administration Drapeau) qui n'était même pas bon gestionnaire dans une période d'abondance ne peut pas prétendre à être un bon gestionnaire en période d'austérité."

Cette assemblée de partisans du RCM marqua le déclenchement de la campagne électorale du RCM. La bataille électorale risque d'être fort intéressante, surtout dans les districts de Villeray où l'on retrouve le candidat à la mairie colistier dans le district 27 et l'un des piliers du RCM depuis 1974, André Berthelet, dans le district 29, lui qui avait obtenu le 2e plus fort total de votes de tous les candidats RCM en 1978.



Le candidat à la mairie et co-listier dans le district 27 entouré des autres candidats du RCM dont, au premier plan, Claude Grégoire (27), André Berthelet (29) et Joseph Biello (28).

VOTRE GARANTIE



"Amélioration de la qualité de vie des personnes âgées de Villeray", voilà ce que veut le Parti Civique de Montréal. Depuis 4 ans, il y a eu "Les Habitations Jarry", "Les Habitations de Pontbriand" (photo ci-haut). Maintenant il y a les "Habitations Hélène Boullé". Après le 14 novembre, avec Le Parti Civique de Montréal, il y en aura d'autres: NOTRE PASSÉ EST VOTRE GARANTIE!



En 1975, il y avait 50 jardins communautaires, en 1982 il y en a plus de 5.000: voilà une garantie de l'amélioration de la qualité de vie des Montréalais. Le Jardin Communautaire de Villeray nous fait honneur... nous voulons continuer à vous servir: notre expérience est votre garantie.
Les conseillers municipaux du Parti Civique de Montréal
District 27 (Octave Crémazie), Nicole Gagnon-Larocque
District 28 (Villeray), Jocelyne Ménard
District 29 (Jarry), Arthur Gagnon

Parti Civique Lancement de la campagne du Parti Civique de Montréal



Parmi la brochette des candidats et de leurs conjoints on a pu remarquer entre autres les conseillers Michel Hamelin du district Fleury (20) et son épouse ainsi que Roger Sigouin et madame Sigouin du district Ahuntsic (21). À l'avant-plan madame Justine Sentenne et monsieur Pierre Lorange membres du comité exécutif. (Photo: Dominik Beaulieu)

C'était un événement d'envergure: plus de 3,000 partisans du Parti Civique de Montréal s'étaient réunis au centre Pierre Charbonneau pour lancer la campagne en vue des élections municipales du 14 novembre.

La scène était pavoi-sée d'affiches vertes composées de deux hexagones dans lesquels on retrouvait tour à tour la photo des 57 candidats du Parti Civique de Montréal et d'autre part la figure bien connue du maire de Montréal Jean Drapeau.

Les 57 candidats étaient accompagnés de leur conjoint démontrant ainsi l'impressionnante équipe puisque jusqu'à maintenant, le Parti Civique est le seul parti qui a pu

faire connaître en bloc ses candidats.

C'est le président du comité exécutif de la Ville de Montréal Yvon Lamarre, qui a peint un tableau des réalisations de l'administration en place. "La qualité de vie des Montréalais" est le thème qu'a développé monsieur Lamarre. Il a parlé des succès tant économiques que socio-culturels. L'Opération 10,000 logements qui est devenu l'Opération 20,000 logements tant le programme a remporté la faveur de la population, création d'emploi, répartition plus grande du fardeau fiscal conséquences directes de cette initiative de la Ville de Montréal.

Il a de plus souligné la rationalisation de

l'appareil municipal permettant ainsi à Montréal d'obtenir une plus haute cote financière et de garder une augmentation des taxes inférieure à l'inflation.

Quant aux succès socio-culturels, monsieur Lamarre a rappelé l'embellissement de l'environnement physique: mobilier urbain, Montréal Fleuri, etc. Enfin les maisons de la culture qui se veulent un élément stimulateur de la vie culturelle des différents quartiers de Montréal.

C'est monsieur le maire Jean Drapeau qui a fait le coup d'envoi de la campagne électorale en retraçant l'historique du Parti Civique de Montréal... un parti qui se renouvelle puisque des 66 conseillers de 1960 seulement 4 se retrouvaient parmi les 57 candidats; de même que des 52 conseillers de 1974 on ne retrouve que la moitié de ceux-ci pour l'élection de 1982.

C'est donc dans des termes clairs que Jean Drapeau a demandé le renouvellement de la confiance des Montréalais à l'égard du Parti Civique de Montréal: "un Parti d'expérience et renouvelé tout à la fois, un parti sur lequel les montréalais peuvent compter être bien servis par des conseillers dévoués, voilà votre garantie pour le 14 novembre prochain."

Le tout s'est terminé dans la fête: musique, ballons, accompagnaient les sourires des sympathisants.

Voilà un lancement de campagne électorale mais, les résultats eux ne seront connus que le dimanche 14 novembre prochain...

Lancement de la campagne du parti civique de Montréal

par: Jocelyne Moisan Blanchet

C'était un événement d'envergure: plus de 3.000 partisans du Parti Civique de Montréal s'étaient réunis pour lancer la campagne en vue des élections municipales du 14 novembre.

La scène était pavisée d'affiches vertes composées de deux hexagones dans lesquels on retrouvait tour à tour la photo des 57 candidats du Parti Civique de Montréal et d'autre part la figure bien connue du maire de Montréal Jean Drapeau.

Les 57 candidats étaient accompagnés de leur conjoint démontrant ainsi une impressionnante équipe puisque jusqu'à maintenant, le Parti Civique est le seul parti qui a pu faire connaître en bloc ses candidats.

C'est le président du comité exécutif de la Ville de Montréal Yvon Lamarre, qui a peint un tableau des réalisations de l'administration en place. "La qualité de vie des Montréalais" est le thème qu'a développé monsieur Lamarre. Il a parlé des succès tant économiques que socio-culturels. L'opération 10.000 logements qui est devenu l'Opéra-

tion 20.000 logements tant le programme a remporté la faveur de la population, création d'emploi, répartition plus grande du fardeau fiscal conséquences directes de cette initiative de la Ville de Montréal.

Il a de plus souligné la rationalisation de l'appareil municipal permettant ainsi à Montréal d'obtenir une plus haute cote financière et de garder une augmentation des taxes inférieure à l'inflation.

Quant aux succès socio-culturels, monsieur Lamarre a rappelé l'embellissement de

l'environnement physique: mobilier urbain, Montréal Fleuri, etc. Enfin les maisons de la culture qui se veulent un élément stimulateur de la vie culturelle des différents quartiers de Montréal.

C'est monsieur le maire Jean Drapeau qui a fait le coup d'envoi de la campagne électorale en retraçant l'historique du Parti Civique de Montréal... un parti qui selon lui, se renouvelle puisque des 66 conseillers de 1960 seulement 4 se retrouvaient parmi les 57 candidats; de même que des 52 conseillers de 1974 on ne retrouve

que la moitié de ceux-ci pour l'élection de 1982.

C'est donc dans des termes clairs que Jean Drapeau a demandé le renouvellement de la confiance des Montréalais à l'égard du Parti Civique de Montréal: "un Parti d'expérience et renouvelé tout à la fois, un parti sur lequel les Montréalais peuvent compter être bien servis par des conseillers dévoués, voilà votre garantie pour le 14 novembre prochain".

Le tout s'est terminé dans la fête: musique, ballons, accompagnaient les sourires des sympathisants.

Voilà un lancement de campagne électorale mais, les résultats eux, ne seront connus que le dimanche 14 novembre prochain...



Parmi la brochette des candidats entourant le maire Jean Drapeau lors du lancement de la campagne 82 remarquons de gauche à droite à l'arrière-plan les conseillers Georges Savidakis de Parc Extension, madame Nicole Gagnon-Larocque (district Octave Crémazie 27) et son époux, mademoiselle Jocelyne Ménard (district Villeray 28) madame et monsieur Arthur Gagnon, (district Jarry 29). (Photo: Dominik Beaulieu)

Le RCM mobilise 1000 partisans à sa première assemblée publique

(L.L.) La plus grosse assemblée du RCM depuis sa fondation en 1974... En effet, près de 1000 personnes ont assisté dimanche dernier au souper-bénéfice du Rassemblement des Citoyens de Montréal qui s'est tenu au sous-sol de l'église Notre-Dame du Rosaire dans le quartier Villeray. Y étaient présents: des délégations de partisans provenant de tous les coins de la ville ainsi que les 38 candidats choisis jusqu'à maintenant par le RCM.

Le candidat à la mairie, monsieur Jean Doré, conférencier invité de la soirée a déclaré que c'était la première fois que le parti politique municipal mobilisait autant de partisans dans une assemblée "... une soirée où l'on a pas besoin de nolisier des autobus pour amener les partisans". Il est bon de noter que chaque partisan devait déboursier la somme de \$10. pour assister au souper-bénéfice.

Au cours de cette soirée, on a présenté les 38 candidats choisis jusqu'à maintenant par le RCM. La foule de partisans à Michael Fainstat, seul conseiller municipal du RCM depuis 1978. Puis on a présenté les trois candidats du quartier Villeray soit Claude Grégoire (27), André Berthe-

let (29) et Joseph Biello (28) qui ont été invités à adresser la parole aux partisans.

Puis ce fut au tour du candidat à la mairie, Jean Doré. Sous les nombreux applaudissements de la foule, monsieur Doré a parlé du RCM comme étant la seule alternative valable pour une démocratie à Montréal. Monsieur Doré a poursuivi en insistant sur la situation du logement à Montréal; il a indiqué que le RCM était l'espoir de ceux qui attendent afin de se loger dans les habitations à loyer modique. D'autre part, le candidat à la mairie qui est aussi co-listier avec Claude Grégoire dans le district Octave Crémazie (27) a indiqué, en faisant allusion à la dette olympique, que "ce régime (l'administration Drapeau) qui n'était même pas bon gestionnaire dans une période d'abondance ne peut pas prétendre à être un bon gestionnaire en période d'austérité."

Dans le même ordre d'idée, le RCM-Ahuntsic faisait connaître ses candidats officiels pour les districts 18-21-24 lors de l'assemblée de nomination qui se déroulait jeudi dernier à Cartierville. Il s'agit de madame Marielle Séguin pour le district 18, Pierre-Louis Trudeau pour le district 21 et Annette Duhamel pour le district 24. Plus de détails dans notre édition de la semaine prochaine.

Le "Guide du Nord" et les élections municipales

Les élections municipales c'est important! Le dernier budget de la ville de Montréal se chiffrait à plus d'un milliard de dollars. Il était plus important que celui d'au moins quatre provinces canadiennes. La ville de Montréal est responsable de nos parcs, de la rénovation de nos logements, elle administre un bon nombre de nos centres de loisirs. Nos conseillers municipaux siègent aussi au Conseil de la communauté urbaine où l'on décide entre autres si on coupe ou non le nombre de nos policiers.

Un journal comme le nôtre publie chaque semaine un grand nombre de nouvelles qui originent de décisions prises à l'Hôtel de Ville comme l'em-

bellissement d'un parc ou d'une rue, l'érection d'un H.L.M., d'un arène, la démolition d'un taudis ou enfin la conservation d'un site historique intégré à l'histoire du quartier.

C'est pourquoi, consciente de l'importance pour le citoyen d'obtenir une information adéquate et objective quant aux buts et objectifs des candidats en lice actuellement dans notre quartier, la direction du journal "Guide du Nord" a décidé de mettre ses pages à la disposition des partis politiques en lice d'ici l'élection du 14 novembre prochain. Cependant, afin de bien situer le cadre de cette information et de donner à tous une chance égale de se prononcer sur des su-

jets qui intéressent tous les électeurs, le Guide du Nord mettra à la disposition des partis politiques reconnus, et ce du 26 octobre au 2 novembre, de l'espace dans le journal.

Les opinions de chacun devront nous parvenir le jeudi soir précédant chaque parution et ne devront pas excéder 1½ page dactylographiée à double interligne. La direction du journal local croit qu'ainsi, elle répond au désir des citoyens de s'informer des politiques de chacun des partis tout en respectant une neutralité indispensable au sérieux et à l'éthique de la profession.

Toute autre information de nature partisane traitant des candidats et des par-

tis sera considérée comme étant de la publicité et sujette aux tarifs conséquents.

Il va de soi, cependant, que le journal "Guide du Nord" sera présent aux conférences de nouvelles et aux événements importants ou particulièrement significatifs de la campagne électorale qui s'amorce. Il est toutefois évident que nous ne pourrions pas couvrir toutes les activités de chacun des candidats des différents partis en lice.

La disposition des textes sera alors faite en fonction de l'importance de ces événements, dans un esprit d'objectivité et d'équité le plus grand possible.

Dans l'édition du 9 novembre, nous publierons la photo de tous les candidats en lice dans les districts couverts par le "Guide du Nord".

Les "Nouvelles de l'Est" et les élections municipales.

Consciente de l'importance pour le citoyen d'obtenir une information adéquate et objective quant aux buts et objectifs des candidats en lice actuellement dans notre quartier, la direction du journal "Nouvelles de l'Est" a

decidé de mettre ses pages à la disposition des partis politiques en lice d'ici l'élection du 14 novembre prochain. Cependant, afin de bien situer le cadre de cette information et de donner à tous une chance égale de se prononcer sur des sujets qui intéressent tous les électeurs, les partis sont priés d'expliquer par écrit leurs positions sur les thèmes qui suivent:

26 octobre - Quel rôle doit ou devrait remplir le conseiller municipal?

2 novembre - Quels sont à court terme et à long terme les objectifs de chaque parti?

Le 9 novembre, nous présenterons tous les candidats.

Les opinions de chacun doi-

vent nous parvenir le jeudi soir précédant chaque parution et ne doivent pas excéder 1½ page dactylographiée à double interligne.

Toute autre information de nature partisane traitant des candidats et des partis sera considérée comme étant de la publicité et sujette aux tarifs conséquents.

Il va de soi, cependant, que le journal "Nouvelles de l'Est" sera présent aux conférences de nouvelles et aux événements importants ou particulièrement significatifs de la campagne électorale. Il est toutefois évident que nous ne pourrions pas couvrir toutes les activités de chacun des candidats des différents partis en lice.

La disposition des textes sera alors faite en fonction de l'importance de ces événements, dans un esprit d'objectivité et d'équité le plus grand possible.

Les problèmes de Maisonneuve selon André Roy

Le conseiller municipal André Roy sollicite un troisième mandat à titre de conseiller municipal sous la bannière du Parti Civique de Montréal, pour le district de Maisonneuve (no. 8).

Afin de répondre à notre invitation sur la série d'informations sur les élections municipales, il nous fait part de ses impressions sur "les problèmes dans le district de Maisonneuve".

Le problème majeur pour le district de Maisonneuve est le dossier de l'autoroute Ville-Marie, qui traîne, et qui traîne. Depuis 10 ans que la population de Maisonneuve attend, maintenant c'est assez. Maisonneuve a un besoin urgent de logements, c'est une question de survie pour les marchands de la rue Ste-Catherine.

Le conseiller André Roy ne demande pas de terminer tout de suite la route (c'est-à-dire la construction du

pavé) pour lui ce qui est primordial, c'est le résidu de terrain qui doit être connu. La ville de Montréal a déjà préparé un plan préliminaire pour la construction de 500 logements sur ces terrains vacants, cependant d'après les derniers renseignements, le résidu de terrain serait réduit pour ne permettre que la construction de 300 logements.

Le conseiller Roy accepte cette dernière solution, mais il s'objectera de toute

ses forces si le résidu de terrain est encore réduit.

Les terrains appartiennent à la province, et la Ville ne peut rien construire tant qu'ils ne seront pas rétrocédés à la ville de Montréal.

Le temps est venu de prendre des décisions et le conseiller André Roy ne veut plus attendre. Après le 14 novembre prochain M. Roy entend mobiliser tous les organismes qui oeuvrent dans le district de Maisonneuve, tous les marchands, enfin, toute la population de Maisonneuve afin d'obtenir une rencontre avec les autorités gouvernementales pour que les citoyens soient consultés sur les plans finals qui seraient à toutes fins prêts terminés.

La construction de centaines de logements auraient des retombées économiques directes dans tout le secteur de Maisonneuve, et en ces temps difficiles, faut-il le répéter encore, c'est d'une extrême

importance d'agir immédiatement.

Le deuxième problème majeur dans Maisonneuve, c'est l'absence d'un bâtiment sportif. Dans le district, les services de loisirs ne manquent pas, et c'est tant mieux, mais le côté sportif est désuet; à part le bain Morgan, il n'y a aucun local pour pratiquer les sports.

Dans ses priorités, le conseiller André Roy a déjà cité le projet de construction d'un aréna nouveau genre, c'est-à-dire, un aréna-gymnase, sur le site du parc Champêtre. Il y a des contraintes budgétaires qu'il faut considérer, mais le projet doit se réaliser quand même, et là encore, c'est une urgence, et le conseiller Roy demandera le support de la population de Maisonneuve dans ses démarches auprès de l'administration de la Ville.

"Procurer des facilités sportives à nos jeunes, c'est faire un grand pas pour les aider à combattre la délinquance".

La campagne électorale s'amorce

Bien tranquillement aux dires de plusieurs observateurs, la campagne électorale municipale s'amorce dans le quartier. Ouverte en grandes pompes par le Parti Civique au cours d'une assemblée qui se tenait au Centre Pierre-Charbonneau mercredi soir dernier, la campagne électorale 1982 n'a pas encore dévoilé tout son jeu. A ce jour, un seul des trois partis en lice, soit le Parti Civique, a fait connaître la liste complète de ses candidats. Pas de surprises dans notre secteur car ce sont les mêmes porte-couleurs qui siègent comme conseillers qui défendent à nouveau les couleurs de l'équipe Drapeau-Lamarre. C'est donc dire que Normand Lussier se représentera dans le district 7 (Préfontaine), tout comme André Roy dans le district Maisonneuve (no. 8) Pierre Lorange dans le district 9 (Hochelaga) et M. Serge Bélanger dans le district 37 (Ste-Marie).

De son côté, l'opposition se manifeste de façon parcimonieuse. Ainsi, en date de vendredi dernier, une seule personne avait officiellement annoncé sa candidature comme porte-parole du RCM (dans le district 37) alors que le GAM faisait de même et annonçait le nom de son porte-parole dans le district 7.

Le 14 novembre prochain, M. Roger Marchand, président du conseil d'administration du CLSC Centre-Sud, sera candidat RCM dans le district 37 (Ste-Marie). M. Marchand, bien connu pour son implication sociale dans le milieu, a l'intention de prolonger son action au niveau municipal.

Déjà, il a à son actif un bilan impressionnant de réalisations. A titre de président du C.A. du CLSC, sa participation aux différents programmes a permis, entre autre, l'augmentation des budgets accordés aux soins à domicile pour les personnes âgées,



Roger Marchand, candidat du RCM dans le district 37

les handicapés et les familles monoparentales. Le promoteur du point de services du 1581 de la rue Dufresne se dit heureux d'avoir amélioré la qualité des services de santé. Aussi, Roger Marchand et le service jeunesse du CLSC ont travaillé à la création d'une Maison de jeunes dans Ste-

Marie.

Il a aussi joué un rôle déterminant comme responsable du financement du Faubourg à m'lasse en fête inc. lors de la fête nationale du 24 juin dernier. Au nombre des priorités qu'il entend défendre à l'Hôtel de Ville, on note l'amélioration du service d'incendies, la création d'emplois pour les jeunes, la construction d'habitations à loyers modiques pour les personnes âgées et les familles à faible revenu et enfin, un support accru aux organismes de loisirs oeuvrant chez-nous.

La campagne électorale de M. Mar-

chand est déjà commencée et il invite la population à s'impliquer avec lui.

ce secteur, M. Marsolais justifie ainsi son entrée en politique: "Vous savez, tout comme moi, que le devoir d'un conseiller municipal consiste à voir, avec ses concitoyens, les besoins, qui sont très nombreux, existant dans nos quartiers. Etant moi-même un résident du quartier depuis nombre d'années, j'ai constaté

que les besoins des gens ont changé, mais la situation, non. Les personnes âgées, les jeunes, les écoliers vivent dans de mauvaises conditions et il faut y voir. Je puis vous assurer qu'avec une équipe comme la nôtre, des gens comme vous, qui veulent que tout s'améliore, nous travaillerons sans relâche à vous offrir les

meilleurs services."

M. Marsolais termine son message en invitant la population à communiquer avec son équipe, à discuter de ses besoins, ses préoccupations, "de l'avenir de nos jeunes en qui j'ai grandement confiance. J'ai passé de belles années à travailler avec eux et j'ai bien senti leurs besoins," conclut-il.

Le GAM: "Il faut avoir vécu dans l'Est pour comprendre l'attachement des gens à leur quartier"

Selon Monsieur Henri-Paul Vignola, candidat du GAM à la mairie de Montréal, "il faut être né et avoir vécu dans l'Est, pour comprendre l'attachement des gens à leur quartier".

Cependant, à l'approche des élections municipales la population est désireuse de voir corriger les problèmes décelés dans le quartier.

On déplore:

1) l'état pitoyable des rues et des trottoirs. Nous avons été épargnés par la guerre, mais hélas! nos voies publiques présentent un aspect "d'après-guerre": fissures, trous et bouts de trottoir qui manquent;

2) l'entretien des rues n'est jamais complété à 100%, puisqu'au moment du nettoyage, on contourne les voitures stationnées en bordure du trottoir;

3) les canaux d'égoût sont rarement nettoyés; comme conséquence, il y a

refoulement dans les caves et pas de l'eau claire, entendons-nous!

4) les études sans fin sur l'utilisation du terrain des usines Angus n'ont encore rien donné.

Durant ce temps:

a) on inaugure des ruelles-soleil, souvent peu fréquentées, alors que d'autres ruelles plus achalandées sont négligées;

b) on annonce la construction d'une piscine angle Lafontaine et Davidson et on apprend que le coût prévu \$3,000,000., déjà pharamineux pour cette période de récession, n'est pas final;

c) on nous présente le nouveau visage de la rue Ontario avec ses espaces de stationnement réduits, ses trottoirs recouverts de briques-patio à \$1.00 l'unité, ses lampadaires somptueux qui détonnent avec l'architecture sobre du secteur;

d) à la suite de pres-

sion d'associations du quartier, l'administration Drapeau a dû réouvrir le Marché Maisonneuve, après l'avoir fermé, il y a plusieurs années. Mais les dépenses encourues furent tellement élevées qu'en conséquence, les marchands peuvent difficilement s'offrir les frais de location:

e) certains propriétaires ont vu leur évaluation foncière augmenter d'une façon dramatique, suite à des travaux effectués sur leur propriété.

Parce que les conseillers en place ont coupé les contacts avec la population, ils ne sont plus conscients des problèmes du quartier.

Cependant, il est urgent en cette période de récession de mettre en place une équipe qui saura administrer judicieusement les fonds publics. L'équipe du GAM, consciente des problèmes du quartier, arrive au bon moment.

Les grands défis du district 37 (Ste-Marie)

Chacun de nous est conscient des problèmes quotidiens auxquels nous avons à faire face. Il nous faut être optimiste et préconiser des solutions responsables devant les événements de chaque jour.

La taxe d'eau

L'administration municipale actuelle s'apprête à uniformiser la taxe d'eau. Cette mesure est inacceptable puisqu'elle n'est pas basée sur la capacité de payer des contribuables. Avec une telle politique les mieux nantis sortiraient gagnants. M. Roger Marchand, candidat RCM dans Ste-Marie, propose une abolition progressive de cette forme de taxation. Selon lui, la taxe d'eau est socialement injuste.

La prévention des incendies

Depuis plus de 3 ans, on a fermé une caserne de pompiers au coin des rues Fullum et Ontario. L'administration municipale actuelle devait procéder à la construction d'une nouvelle caserne. Rien n'a encore été fait. On sait pertinem-

ment que les budgets de construction sont actuellement gelés. Le RCM, par la voix de son candidat dans le district 37, Roger Marchand, s'engage à prendre tous les moyens nécessaires pour que l'on procède rapidement à la construction de la caserne.

Emplois

Connaissant les problèmes engendrés chez les jeunes par le chômage, nous prévoyons créer dans notre quartier au moins 300 emplois. Dès mon élection au poste de conseiller du

district 37, nous proposerons des programmes de nettoyage, d'aménagement extérieur des terrains vacants, des maisons barricadées, des cours et des ruelles. De ce côté, encore beaucoup reste à faire.

Aménagement

Depuis longtemps, l'administration qui siège à l'hôtel de ville de Montréal participe à la "déconstruction", laissant ainsi plusieurs terrains inoccupés. C'est le cas de la bande de terrains le long de la rue Notre-Dame. Un plan d'aménagement des terrains a été conçu par des citoyens et citoyennes. Dès le 14 novembre si nous

sommes portés au Conseil de ville, le RCM s'engage à revoir avec la population ce plan d'aménagement. Pour Roger Marchand ce dossier est prioritaire.

Comme vous avez pu le constater, nous avons parlé de solutions aux problèmes que nous vivons collectivement. C'est à titre de conseiller municipal que Roger Marchand désire défendre ces dossiers. Pour lui, un vrai conseiller, c'est celui qui réclame une juste part des budgets de la ville. C'est aussi vivre ensemble dans un quartier où l'aménagement physique est planifié.



Claude Varin sollicite un troisième mandat

Claude Varin, conseiller municipal du district 4 pour le Parti Civique, sollicite un autre mandat en vue des prochaines élections du 14 novembre prochain. Le 4 englobe les paroisses St-Justin, Ste-Claire, St-Bernard, St-Victor et St-Dominique Savi. Le local du candidat est situé sur la rue de Gros Bois, tout près de Joffre. Pour de plus amples renseignements: 355-2908.

De nouveau candidat du PCM dans le 5: Martineau inaugure sa campagne

M. Jacques Martineau, conseiller du District No. 5, lequel sera dorénavant désigné sous le nom de District électoral Honoré-Beaugrand, inaugure sa campagne jeudi soir le 7 octobre dernier, en vue des prochaines élections municipales qui se tiendront dimanche le 14 novembre.

M. Martineau, un homme d'affaires natif de Tétraultville et avantageusement connu pour son implication et son dévouement dans divers organismes sociaux du quartier, sollicite un troisième mandat sous la bannière du Parti Civique.

Une première réunion d'organisation réunissant une trentaine de collaborateurs bénévoles s'est tenue au Comité d'élections, situé au 8602, rue Sherbrooke, angle

Baldwin.

Mercredi soir, le 13 octobre dernier, de nombreux supporters de monsieur Martineau se sont rassemblés au Comité pour se rendre en groupe au lancement officiel de la campagne du Parti Civique qui avait lieu au Centre Pierre-Cahrboneau, rue Viau. Comme les médias l'ont rapporté, ce lancement de campagne électorale en présence de milliers de supporters et de ci-



M. Jacques Martineau, conseiller du district no. 5, sollicite un troisième mandat pour le Parti Civique.

toyens fut un succès éclatant, et le district Honoré-Beaugrand y était bien représenté.

Si vous désirez offrir vos services pour supporter la candidature de Jacques Martineau durant la campagne électorale qui s'amorce, vous êtes invités (ées) à vous présenter au Comité d'élection, angle Sherbooke et Baldwin. Pour tout renseignement additionnel, vous pouvez communiquer au numéro 355-2914.

Pour le PCM... tout est en place

par Yves Chartrand

Des trois partis en lutte pour l'obtention de la majorité au conseil municipal de la ville de Montréal, seul le Parti civique du maire Jean Drapeau a actuellement des candidats pour les cinq sièges des districts un, trois, quatre, cinq et six. Ce qui plus est, tous les candidats sont les conseillers sortants qui sollicitent un second ou un troisième mandat.

Selon un porte-parole, rattaché à la permanence du Parti civique, la campagne est en marche et a reçu son coup d'envoi officiel mercredi soir dernier au Centre Pierre-Charbonneau où le chef des troupes, Me Jean Drapeau, a présenté au public les noms des 56 candidats qui brigueront les suffrages, le 14 novembre prochain.

Dans le quartier numéro un, c'est Mme Carmen G. Milette qui sollicite auprès des contribuables un second mandat. Elle affrontera Mme Claudette Bélanger du RCM.

Dans le quartier numéro trois, le Parti civique possède toujours un candidat prestigieux en la personne du Dr Luc Larivée, président de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal et qui sollicite un deuxième mandat en tant que conseiller municipal.

Dans le district numéro quatre, M. Claude Varin tentera de convaincre les électeurs de lui faire confiance pour un troisième terme.

Il en est de même pour M. Jacques Martineau, conseiller sortant, qui en sera à sa troisième campagne électorale sur la scène municipale montréalaise. Il s'agit du quartier numéro cinq.

Enfin, dans le district numéro six, M. Michel Morin sollicitera le siège de conseiller auprès des contribuables pour une seconde fois après avoir été élu en 1978.

Aucun candidat officiel pour le GAM

par Yves Chartrand

Le Groupe d'Action municipale de M. Henri-Paul Vignola a encore fort à faire s'il veut espérer faire une percée dans l'Est de Montréal. Au moment d'aller sous presse jeudi dernier, aucun nom n'émergeait pour porter les couleurs de cette formation dans l'un ou l'autre des cinq quartiers touchés par LE FLAMBEAU.

C'est du moins ce que nous a avoué, mercredi dernier, un porte-parole du GAM qui a toutefois précisé que

tout est mis en oeuvre présentement pour que le parti soit dûment représenté dans chacun des districts électoraux de la ville de Montréal.

Selon nos sources d'information, M. André Bougie, responsable de la recherche des candidats auprès de M. Vignola, poursuit les consultations et les rencontres afin de dénicher des personnalités capables de faire contre-poids à ceux du RCM et du Parti Civique.

La présence du chef du GAM dans un restaurant de l'Est de Montréal, mercredi soir dernier, n'est sans doute pas étrangère à cette carence à moins d'un mois de la journée d'élection. On sait que M. Vignola rencontra une pléiade de gens d'affaires chez Bill Wong sur la rue Sherbrooke pour les entretenir de Montréal. Peut-être veut-on ainsi susciter plus de participation active des citoyens de l'Est de Montréal aux activités du

Groupe d'Action municipale.

Plus de détails dans nos prochaines éditions.

Au RCM: deux candidats connus sur cinq districts

par Yves Chartrand

Même s'il a débuté sa campagne électorale depuis une semaine déjà, il reste encore beaucoup à faire au Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal pour qu'il soit représenté dans tous les districts de la carte électorale de la ville de Montréal.

En effet, dans la seule zone de distribution du FLAMBEAU qui englobe quelque cinq quartiers de la métropole, deux personnes seulement ont reçu officiellement leur statut de candidat de la part des membres de cette formation politique pour faire la lutte aux représentants des camps adverses.

Selon un porte-parole du RCM que nous avons pu rejoindre mercredi dernier au quartier général du RCM sur la rue Mont-Royal, les personnes qui représenteront les intérêts du parti dans les quartiers quatre, cinq et six, ne sauraient ce-

pendant tarder à être nommées pour mettre leur campagne personnelle en branle.

On sait que des trois partis actuellement en lice pour l'élection municipale de novembre prochain, le RCM est sans doute celui qui a institué la formule la plus démocratique. Ce sont en effet les membres du Rassemblement résidant dans le quartier, qui ont pour tâche de se choisir un candidat pour les représenter. Advenant qu'il y ait plus d'un candidat, une convention est alors convoquée pour trancher la question.

Dans les quartiers un et trois, ce seront respectivement mesdames Claudette Bélanger et Nicole Beauchamps qui ont le mandat de faire la lutte au Parti Civique du maire Jean Drapeau et possiblement aux représentants du Groupe d'Action municipale.



Candidat du PCM dans le 3
**Luc Larivée convoite
un second mandat**

Nous sommes à la veille d'une prochaine élection municipale de Montréal. Depuis quatre ans, j'ai eu l'honneur de vous servir comme conseiller et j'espère avoir accompli ma tâche de la façon la plus adéquate possible. Je vous informe que, comme par le passé, il vous sera toujours possible de me rejoindre à mon bureau de médecin au numéro 522-3577.

Pour la période électorale qui vient, j'ai retenu un bureau au 8277, rue Arthur-Buies et pour rejoindre des gens travaillant à ce bureau, il y a deux numéros de téléphone, soit le 355-1240 et le 355-1027.

À titre d'organisateur en chef de ma campagne électorale, j'ai retenu les services bénévoles et généreux de M. René Gauthier que vous pourrez rejoindre aux numéros de téléphone ci-haut indiqués. Si vous avez donc des renseignements à demander, n'hésitez pas à vous mettre en communication avec M. Gauthier ou avec moi-même.

Un peu plus tard, je me propose de vous communiquer les grandes lignes des réalisations faites dans notre district au cours de mon mandat qui se termine actuellement ainsi que des recommandations en vue d'offrir d'autres réalisations dans les années à venir.

Luc Larivée, m.d.
Conseiller municipal
District de Longue-Pointe (numéro 3)

Terrain des usinés Angus

L'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve demande aux candidats de se prononcer

Parce que ce seront les élus du 14 novembre prochain qui auront à décider les politiques d'aménagement des terrains vacants des usines Angus, l'association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve demande à tous les candidats aux élections municipales de se prononcer sur leurs intentions à l'égard des terrains Angus une fois au pouvoir.

par Pierre Baraby

Dans une lettre adressée à tous les candidats du quartier et signée par plus de 31 groupes communautaires du quartier, ils leur demandent de prendre publiquement position sur ce dossier et ce avant, le deux novembre prochain.

Dans cette lettre ils veulent savoir s'ils sont d'accord avec les revendications des groupes de citoyens pour qu'une très grande majorité des 2,200 logements prévus sur les terrains des usines Angus soient des logements sociaux (HLM ou coopératives d'habitation sans but lucratif).

Les groupes populaires craignent en effet que ces logements, s'ils sont intégrés à l'opération 20.000 logements se louent à des coûts

prohibitifs ce qui, selon eux, ne réglerait pas le problème du logement dans le quartier.

Ils demandent aussi aux candidats quels gestes concrets ils comptent poser pour faire pression en faveur de ces revendications. Ils veulent de plus savoir s'ils sont d'accord pour que la ville de Montréal convoque, dans les plus brefs délais, une assemblée publique où les citoyens pourraient faire valoir leurs besoins.

Une réponse écrite

Ils désirent donc une réponse écrite avant le 2 novembre. Ils s'engagent à faire connaître publiquement les réponses des candidats avant la fin de la campagne électorale. Enfin, peu

importe les réponses, il n'est pas question pour eux d'appuyer l'un ou l'autre des candidats.

Cette démarche de l'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve reçoit l'appui de quelque 30 groupes du quartier qui, de concert avec l'association, signent cette lettre aux candidats. Au nombre des groupes signataires, l'on retrouve le CLSC d'Hochelaga-Maisonneuve, le Centre culturel de l'Est, le Service à l'habitation, le Pavillon d'éducation communautaire, l'Atelier d'histoire, la Coopérative d'action communautaire, les prêtres de 7 paroisses, le Comité des travailleurs(euses), Amitié-Service Troisième Age, le YMCA, Tel Ressources, le Carrefour familial, la Garderie la Ruche, l'AQDR, l'ADDS, le Tour de lire ainsi que 14 coopératives d'habitation.

Pour M. Maurice Campeau, prêtre dans Maisonneuve et un des signataires: "Il est juste que les prêtres d'Hochelaga-Maisonneuve s'impli-



L'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve, conjointement avec le Comité-logement de Rosemont, rendait publique une lettre adressée aux candidats de l'élection municipale de cette année. Ils leurs demandent de se prononcer publiquement sur leurs intentions face aux terrains Angus, une fois au pouvoir.

quent sur cette question, que les candidats se prononcent avant les élections et affichent leurs couleurs". A l'appui, M. Campeau souligne les nombreuses demandes d'aide que les curés du quartier reçoivent ces temps-ci. Demandes causées par la crise et très souvent reliées à

des problèmes de logement.

Il faut noter cependant, que même si dans leur lettre aux candidats le comité fait allusion aux 800 logements démolis le long de la rue Notre-Dame pour faire place à l'autoroute est-ouest, nulle part il ne leur est demandé de se prononcer sur l'a-

venir de ces terrains toujours vacants.

Il faudra donc surveiller dans les prochaines semaines l'attitude des partis en lice dans cette élec-

tion municipale, les positions qu'ils adopteront et surtout la réaction des groupes de citoyens concernés face aux réponses apportées.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La Parti civique a raté une belle occasion de rencontrer les citoyens de Saint-Louis

■ Tout le monde y était : citoyens, petits commerçants, artisans, locataires, représentants du RCM et du GAM. Seul le

FLORIAN BERNARD

représentant du Parti civique brillait par son absence. Le fauteuil qui lui était destiné est demeuré vide toute la soirée. Le porte-cou-

leurs de l'équipe Drapeau a raté une bonne occasion de prendre un bain de foule dans un quartier où la partie est loin d'être gagnée pour l'équipe en place.

La soirée avait été organisée par les trois principales associations de citoyens du quartier Saint-Louis. Les gens du quartier voulaient obtenir le point de vue de chacun des partis concernant les

problèmes locaux, notamment le stationnement, la prolifération des restaurants pour touristes, le prix élevé des loyers, la surenchère immobilière, les incendies criminels, les maisons barricadées, etc.

Les représentants du RCM et du GAM, MM. Jean Roy et Michel Bédard, étaient au rendez-vous. Durant toute la soirée, ils ont répondu aux questions des citoyens. L'assemblée s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse, chacun des candidats respectant l'autre et apportant le point de vue de son propre parti sur des dossiers « chauds ». Ce débat-questionnaire a semblé plaire aux citoyens qui ont exprimé le voeu de multiplier les rencontres du genre.

Par écrit...

Le représentant du Parti civique, M. Richard Godin, n'a pas daigné répondre à l'invitation. Il a dit qu'il ferait parvenir ses commentaires par écrit aux associations de citoyens. Plus dans la se-

maine, un porte-parole du Parti civique avait déclaré que cette formation politique ne participait pas aux assemblées dites de « débat ». Puis, devant l'insistance des comités de citoyens, M. Godin avait finalement déclaré qu'il participerait à la rencontre « sous sa propre autorité ». Hier après-midi, toutefois, il s'est désisté. Le geste a été très mal perçu par les organisateurs et par l'assistance.

Problèmes du quartier

Le quartier Saint-Louis fait face actuellement à un problème majeur de spéculation immobilière et de commercialisation. La prolifération des restaurants et des boutiques a créé une surenchère des loyers et a occasionné des problèmes de stationnement, de circulation et de pollution. Des duplexes qui se vendaient \$30,000 il y a quelques années sont maintenant vendus \$150,000. Certains logements qu'on pouvait obtenir pour \$125 par mois il y a trois ans seulement sont maintenant offerts à \$600 et \$800. La restauration touristique

est en train de chasser les locataires.

On peut, dans le quartier Saint-Louis, souper dans un restaurant différent tous les soirs de la semaine, et ceci durant un mois, alors qu'on a de la difficulté à trouver une pinte de lait. Les petits commerçants et les artisans sont évincés par la vague de restauration ethnique et touristique. Chaque logement qui se libère est transformé en établissement de restauration. Les logements périphériques voient leur loyer augmenter considérablement.

Autant les représentants du RCM que du GAM ont proposé diverses solutions, dont une priorité de stationnement aux citoyens du quartier — au moyen d'une vignette spéciale —, de même qu'un zonage qui limiterait le nombre de restaurants dans le secteur. Enfin, autant M. Roy que M. Bédard se sont montrés favorables à la restauration des maisons barricadées et à l'augmentation du stock de logements dans le secteur.

LE RCM DONNE UN GRAND COUP DANS LE NORD DE LA MÉTROPOLE

Les conseillers du Parti civique des districts du nord de la ville peuvent s'attendre à une campagne électorale des plus mouvementées puisque le parti d'opposition, le RCM, a décidé de donner un grand coup dans son secteur en présentant des candidats qui «ont les dents longues et les reins solides» c'est le moins que l'on puisse dire.

Jeudi dernier, dans un sous-sol de presbytère de Cartierville se tenait l'assemblée de nomination des quatre candidats du RCM qui brigueront les suffrages dans les districts de Cartierville, Sault-aux-Récollets, Ahuntsic et Saint-Sulpice.

Les quatre candidats, quoique très différents les uns des autres, dis-

posent de moyens qui seront sûrement de nature à leur permettre de mener de bonnes, et même de très bonnes campagnes.

Dans Cartierville, c'est un défenseur des espaces verts qui livrera la lutte au Parti civique. M. Donald England, un résidant du secteur depuis 9 ans, s'est fait connaître par

ses luttes pour défendre le Boisé de Saraguay. Il peut compter sur une importante machine électorale, déjà 85 personnes ont accepté de travailler à son élection et le thème majeur de sa campagne est l'amélioration de la qualité de vie dans le secteur. Il parle de protéger les espaces verts, de réduire l'impact de la pollution par le bruit produit par

le parc Belmont et d'améliorer le système de transport en commun dans le nord de la ville.

Plus à l'est, dans le district Sault-aux-Récollets, c'est une femme de 30 ans qui affronte le Parti civique. Mme Marielle Séguin, qui a été élevée dans ce secteur, a décidé d'être candidate parce qu'elle a le goût d'être véritablement représentée à l'hôtel de ville. Elle a grandement été déçue par l'apathie et l'inaction de son représentant à l'hôtel de ville lorsque le comité exécutif a décidé de détruire un parc pour y construi-

re des appartements de luxe. Elle a dû elle-même mener la lutte pour finalement retarder le projet. Mme Séguin s'y connaît en élections et en organisation politique puisqu'elle fut durant de nombreuses années responsable des communications au Parti québécois. Elle peut aussi compter sur l'aide de quelques organisateurs politiques d'expérience.

Dans Ahuntsic, Me Pierre-Louis Trudeau, un avocat qui sait plaider sa cause, veut se faire élire car il estime que Montréal a besoin d'une véritable vie parlementaire où les élus municipaux seront plus que des «yes men» du

maire Drapeau. Me Trudeau est un ex-candidat progressiste-conservateur qui tient à savourer la victoire pour une fois. On peut s'attendre à ce qu'il fasse une grosse campagne.

Finalement, la dernière mais non la moindre, Mme Annette Duhamel, est candidate dans le district Saint-Sulpice. Mme Duhamel, bien qu'elle arrive tardivement dans le décor électoral, est une des têtes d'affiche du RCM. Elle s'est fait connaître à l'époque où elle était co-présidente du mouvement Taxaction qui, au printemps dernier, a secoué les châteaux forts du Parti civique dans l'ouest de

la ville. Son discours électoral sera simple. Il faut couper les dépenses inutiles de la Ville de façon à réduire le fardeau fiscal des contribuables. Mme Duhamel a d'ailleurs de nombreux exemples à donner aux électeurs à ce sujet. Elle n'a pas encore d'organisation électorale bien structurée, mais le comité central a l'intention de s'en mêler, surtout que le chef du GAM, M. Henri-Paul Vignola, a décidé d'être candidat dans le même district.

En conclusion, ça va barder dans le nord de la ville car on peut s'attendre à ce que le Parti civique ne se laisse pas faire si facilement.



Photo LE JOURNAL
Mme Annette Duhamel, une des candidates vedettes du RCM. Ex-coprésidente du mouvement Taxaction, elle brigue les suffrages dans le district où messieurs Des Trois Maisons et Vignola sont candidats.



Photo LE JOURNAL
M. Donald England, candidat du RCM dans le district Cartierville. Son organisation électorale compte déjà 85 personnes.



Photo LE JOURNAL
Mme Marielle Séguin, candidate dans le district Sault-aux-Récollets. Elle veut s'occuper elle-même de ses affaires.



Photo LE JOURNAL
Me Pierre-Louis Trudeau, candidat du RCM dans Ahuntsic, croit que la ville de Montréal doit se doter d'une véritable vie parlementaire.

GAM et RCM d'accord pour restituer le pouvoir aux citoyens

«Il faut restituer le pouvoir municipal aux citoyens!»

C'est par ce cri de ralliement que les candidats du RCM et du GAM assis à la même table, hier, à l'occasion d'une assemblée publique organisée par les citoyens du quartier Saint-Louis, à Montréal, ont en quelque sorte fait front commun contre l'administration Drapeau.

Serge Labrosse

Pour la circonstance, tous les partis municipaux avaient été convoqués, mais seul le Parti civique de monsieur Drapeau brillait par son absence...

Plus de 250 citoyens assistaient néanmoins à cette rencontre et en ont profité pour connaître les vues des partis présents sur l'aménagement urbain, un sujet qui fait beaucoup de bruit dans le quartier des rues Duluth, de la Roche et avenue du Parc.

Les résidents du quartier avaient plusieurs plaintes à formuler.

Dans le nord de Saint-Louis, d'abord, une épidémie d'incendies souvent douteuse détruit des maisons et déloge des locataires au profit de condominiums de luxe rapportant trois fois plus d'argent...

Au sud de Mont-Royal, les boutiques chic poussent comme des champignons, sans pourtant répondre aux besoins des résidents. Ce développement, disent-ils, a chassé d'autres locataires, des artisans et les commerces traditionnels, si bien qu'on dit maintenant qu'il est possible de souper dans un restaurant différent tous les soirs pendant un mois sans jamais sortir du quartier, mais qu'il est devenu presque impossible d'acheter une pinte de lait!

«La rue Duluth et ses semblables sont des «trappes à touristes qui coûtent des millions», disent les gens du quartier. C'est pour qui ces programmes? Ils ne font qu'accélérer le départ des locataires qui ne peuvent plus faire face aux augmentations de taxes».

Le RCM et le GAM, après avoir pris note de leurs doléances, ont dit sympathiser avec les gens du quartier Saint-Louis et favoriser, l'un ou l'autre, la création de HLM, un moratoire sur la transformation des logements, un plus grand respect des lois et règlements existants, mais surtout la consultation des citoyens, le recours au référendum local pour tout projet concernant l'aménagement urbain.

En tout cas, les citoyens espèrent ce changement de tout coeur, car, disent-ils, «quatre années semblables à celles qui viennent de s'écouler avec l'administration en place risquent fort d'achever nos quartiers...».

Le GAM révèle sa stratégie aujourd'hui

C'est aujourd'hui, vers 14 heures, que seront dévoilés par le GAM de M. Vignola, les moyens qu'entend prendre le parti pour changer l'administration municipale et mettre un terme aux «22 ans de pouvoir solitaire» de l'équipe Drapeau.

Serge Labrosse

Jusqu'à ce matin, la stratégie qui sera déployée au cours des prochaines semaines, restait un secret bien gardé, les dirigeants du GAM étant soucieux de réserver leurs petites surprises pour le moment opportun.

Cependant, lors d'une entrevue qu'il accor-

dit hier matin au *Journal de Montréal*, le président du Groupe d'action municipale, M. Gaspard Fauteux, a laissé entrevoir que le GAM se montrerait très agressif «sur le terrain».

«L'élection de 1978 nous a donné une leçon», a-t-il expliqué.

«Le fait que le GAM ait remporté alors 25 pour cent des suffrages

(43 pour cent au total, pour les deux partis d'opposition) en ne faisant élire qu'un seul candidat, nous a démontré deux choses: d'une part, qu'il y a longtemps que les Montréalais souhaitent un changement à l'hôtel de ville au profit d'une plus grande démocratie, d'autre part que nos candidats avaient peut-être été mal présentés aux électeurs.»

«C'est pourquoi, a-t-il dit, la campagne du GAM, en 1982, se joue pour une large part directement sur le terrain et de porte à porte.»

«Cette fois, on veut

des candidats élus.»

10 jours de télé

C'est par ailleurs en affichant un large sourire de malice que M. Fauteux a indiqué que son parti dispose de «plusieurs minutes d'antenne, tant à Télé-Métropole qu'à CFCF (12)».

On sait, pour l'avoir lu dans les journaux la semaine dernière, que le RCM, auquel le GAM est opposé dans la présente campagne, s'était vanté d'avoir «pris ses adversaires de vitesse» et d'avoir «réservé tout le temps d'antenne disponible à Télé-Métropole et à CFCF», cela pour empêcher le GAM et le Parti civique d'en profiter.

Une petite stratégie dans laquelle les dirigeants du RCM se vantaient d'avoir investi la coquette somme de \$80,000... et qui n'a visiblement pas donné les résultats escomptés...

Eh bien, c'est un bon exemple d'une mauvaise administration des finances que nous donne ce parti, s'est empressé de commenter M. Fauteux.



Photo Le Journal - John TAYLOR
Trois candidats du RCM dans le secteur ouest de Montréal ont l'intention de convertir la vieille école Saint-Antony en musée en l'honneur du premier joueur de baseball noir à Montréal et dans le baseball américain.

Le RCM créera un musée à la mémoire de Jackie Robinson

Les candidats du RCM du secteur ouest ont l'intention de créer, s'ils sont portés au pouvoir le 14 novembre prochain, un musée à la mémoire du premier joueur de baseball noir dans les ligues majeures qui fut aussi le premier joueur de baseball de couleur à Montréal, nul autre que Jackie Robinson.

Gilles Pilon

C'est ce qu'ont annoncé hier Messieurs Abe Limonchik, Arnold Bennet et Cristopher Levan lors d'une conférence de presse tenue dans le secteur Petite Bourgogne dans le sud-ouest de Montréal.

Les trois candidats du Rassemblement des citoyens de Montréal, qui déplorent l'inaction de l'administration Drapeau dans cette affaire, estiment que M. Robinson a beaucoup

fait pour faire connaître Montréal dans toutes les villes d'Amérique du nord et qu'à ce titre on aurait pu au moins honorer sa mémoire en donnant son nom à un parc ou encore à des installations sportives.

Le groupe de candidats propose donc que la ville de Montréal restaure la vieille école Saint-Antony dans le quartier Petite Bourgogne pour y installer un centre culturel et sportif et un musée qui retracerait à l'aide de photos et de textes la carrière de ce prestigieux joueur de baseball et son séjour à Montréal.

Le projet pourrait ainsi atteindre deux objectifs soit de fournir un centre de loisirs aux jeunes et moins jeunes du quartier et d'honorer la mémoire d'un prestigieux Montréalais d'adoption.

M. Limonchik estime en outre que la ville pourrait rapidement récupérer les sommes investies dans ce projet puisque le musée pourrait devenir une attraction touristique pour les millions de fanatiques du baseball américain.

**TED
BLACKMAN**



Odd bedfellows enter city politics

GOOD MORNING: That old saw about politics making strange bedfellows is a cliché never better defined than in the nominations filed so far for next month's Montreal municipal election.

You'd have a easier time sorting out the romantic complexities of TV's afternoon soaps.

Here's one tangled situation, for example:

Jacques Lavoie is one of two former Liberal MPs running for the Municipal Action Group (MAG); the other is Prosper Belanger and the Montreal Citizens' Movement (MCM), figuring to profit on guilt by association, is calling MAG "the mini-Liberal party."

Stamping an indelible label on Lavoie, however, is unwise. His political motto has been something like "Have Gauntlet, Will Travel" and he could be found under one of several banners on any given day.

Lavoie is the chap who stunned Pierre Trudeau several years ago. The PM parachuted his friend Pierre Juneau into a "safe" Montreal riding for a byelection and Lavoie, a superb organizer, ran for the Tories and beat the man who today heads the CBC.

He wasn't a Tory for long, though. He crossed the floor to the Liberals but they didn't give him much shelter. Redistribution wiped out his seat and he was left out in the cold at nominations in neighboring ridings.

Defeated by Joyal

So he ran as an independent against Serge Joyal and lost. Today, he finds himself in MAG stripes and you know, of course, who was a founder of MAG and its first mayoralty candidate four years ago. That's right, Serge Joyal.

To spice up his situation just a little more, Lavoie remembers that Pierre Lorange was Juneau's chief organizer when he pulled the upset. Lorange is now vice-chairman of the city's executive committee and the Civic Party's chief organizer. Lavoie has thought of running against him.

If MAG leans heavily on Liberals in the east end, then the MCM could be called the "mini-Peqs." Jacqueline Bordeleau, former political attache to Marcel Leger, and Marielle Seguin, who served Lise Payette in the same manner, are both wearing MCM colors.

The MCM also is running Andre Berthelet, who lost a PQ nomination in Villeray during the last provincial election, and Jean Roy, MCM president who lost in a PQ bid for St. Louis in a 1973 battle with Harry Blank.

But MAG has Tory connections, too. Jean Dugre, a hardy booster of Brian Mulroney, is running on the Henri-Paul Vignola team. His family might not all agree on this since Jean's sister is Michelle Bazin, former press secretary to Claude Ryan.

Blood is much thicker than politics in "Little Italy," however. The rank and file of Liberal MNA Bill Cusano's organization are working for a MAG candidate in one riding and a Civic Party man in other. Both are Italian.

Referendum veterans

In the west end, the Anglo-Peqs have trained their sights on those associated with Alliance Quebec or the No referendum committee. Bob Keaton, one of 18 MCM councillors in opposition after the '74 election, is a particular target.

So is Sam Berliner, one of the strongest challenges ever mounted against Abe Cohen, the Civic Party rep from Cote des Neiges, since Jean Drapeau first won power in 1954. Berliner is a well-connected executive of Alliance Quebec and the Quebec Liberal Association in D'Arcy McGee.

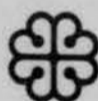
Drapeau told his Civic Party members to stay out of the referendum campaign, but has accepted a veteran of the No war. If he can beat feisty Michael Fainstat in NDG, Bill Hayes, a tireless No worker, is by all means welcome to the Drapeau team.

In retaining all his current councillors as candidates, Drapeau has forgiven Luc Larivee. The chairman of the Montreal Catholic School Commission was the only Civic Party councillor to defy Drapeau's order and work actively on the No side.

Drapeau still has his great sense of humor. Nick Auf der Maur and his MAG associates chose a retired cop, ex-chief Henri-Paul Vignola, to run for the mayor's seat, so Drapeau hand-picked Andre Rousseau to battle Auf der Maur in his downtown riding.

Rousseau is a retired MUC police officer.

ELECTIONS MUNICIPALES



Ville de Montréal

**Archives
municipales**

**Vous nous obligeriez en nous retournant
le dossier dans le plus bref délai.**

0 1 0 0 0 0 0 0 0 0

Election '82: spotlight on district 41;

District 41, Peter McGill, is truly the core of downtown, stretching from University to Greene Avenue and from the train tracks north to Sherbrooke and Dr. Penfield.

It contains close to 20,000 occupied dwellings, as Statistics Canada refers to them, but for the approximately 30,000 people who inhabit them, they are home.

For some, less so than others. With two universities in its confines, the riding con-

tains many students for whom a downtown apartment is just a place to "crash" for the course of the school year. And they are finding fewer and fewer of these places affordable, as old houses are renovated and rents raised accordingly.

The renovators: Often single or young married couples — the average age of a downtown resident is 34-years-old. Induced to live downtown to be close to work, to avoid the cost of gasoline, or just to be

near the cultural core of the city, more and more are making the move back to the city, buying up rundown older houses and turning them into chic homes. Often, they are prodded on by the promise of a city home renovation grant, offering to pay 50 per cent of the cost of renovations up to \$25,000. Many of them say that there are too many strings attached to the grant and getting it means tackling a complex web of bureaucracy. They

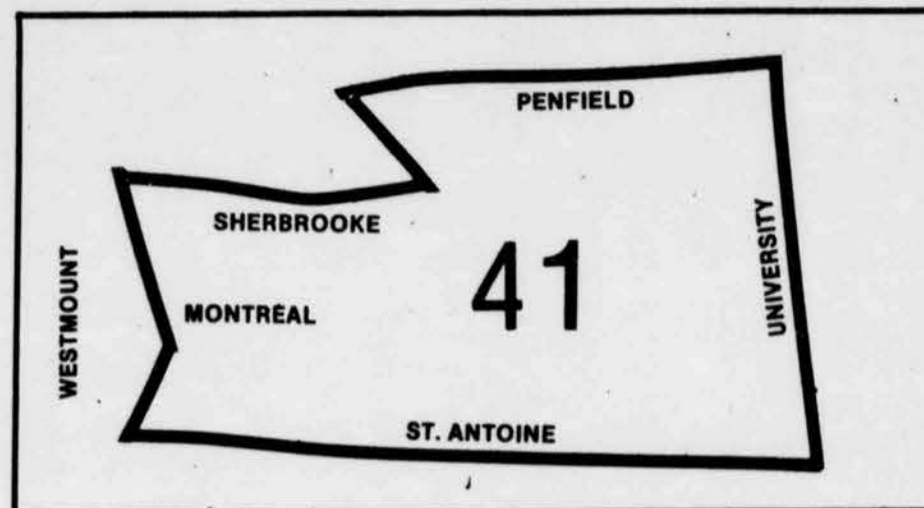
want to know what candidates are prepared to do about it.

There are also the elderly. A report by the Canadian Council on Social Develop-

owners and residents pay the price, watching the condition of their building deteriorate sometimes to dangerous levels.

These are some of the close to 30,000 residents that make

rise office; and whether the companies they work for expand their downtown head offices or pull out of Montreal entirely. These things can have a ripple effect on the whole city. Municipal



ment says there are more senior citizens living in downtown Montreal than in the core of any other Canadian city. There are several senior citizens' homes in the area. But all but two of them are private. And that just doesn't provide enough space for all of downtown's elderly. So, many live in cheap rundown rooming homes, all they can afford on their fixed incomes. These are homes that are rarely profitable for the

up the core of downtown and some of their concerns. But there are also approximately 200,000 people that come downtown every day from other parts of the city — to work or shop or be entertained.

For them, the overall economic vitality of downtown Montreal is a concern; the zoning laws that determine whether an area will be used for green space or for a high-

policies that encourage downtown development benefit us all.

In short, District 41 — downtown — is more than just one of 52 ridings. The issues here affect not only the constituents of the district, but in one way or another, most Montrealers. Here, then, is what the three candidates running in the cultural and economic core of the city have to say about those issues.



Dominique Neuman

The MCM candidate in district 41 is a 22-year-old law student from the University of Montreal, Dominique Neuman.

Despite his age, Neuman says he has considerable experience at city hall, having been the assistant of MCM councillor Michael Fainstat for the last two years.

"I believe I know more about city hall than Auf der Maur does," says Neuman, referring to Nick Auf der Maur, the incumbent in the riding for the last eight years.

Neuman joined the MCM after the Olympic games when he saw "something was wrong with the way the city was managed."

As an assistant to Fainstat, he has had input on three or four issues.

With the passage of the provincial government's Bill 57, which cut taxes on apartment buildings worth over \$100,000, and required that those savings be passed on to tenants, the MCM embarked on an information campaign. Its objective was to inform tenants of their rights and instruct them on how to go about claiming them. Neuman, the co-ordinator of the campaign, says this should have been the responsibility of city hall or of Auf der Maur, the incumbent. Instead, he says, the MCM, under tenants rights advocate Arnold Bennett, assumed the lead.

Neuman says he was also instrumental in bringing about a change to the city charter that enables handicapped people to vote in advance polls, without needing any kind of supporting documents. He was a member of a three-man MCM team that went to Quebec City to try and convince the provincial government to change the charter. Consequently, the law was adopted in all Québec cities.

Neuman says the city's priorities are wrong. The administration has embarked on a street renewal project, installing lamps and flower pots on Ste. Catherine and Sherbrooke, and have, at the same time, cut back on maintenance. But the installations, he says, are going to require even more time for maintenance.

Neuman would like to see a democratized city hall and a global development plan for Montreal that would include the establishment of a high technology centre in downtown Montreal. He says the city currently has no comprehensive zoning plan, although they have been working on one, secretly, consulting only a select group of business people.

On the issue of home renovations, Neuman says city taxes should be frozen for a three to five year period following the renovation of a house. Keeping the evaluation of the property down for a while will also help curb rents, he says.



MAG

Nick Auf der Maur

The incumbent in district 41 is 40-year-old Nick Auf der Maur, one of the only two opposition councillors at City Hall, and the sole representative of MAG.

The journalist and author of *The Billion-Dollar Game*, which denounced Mayor Jean Drapeau's handling of the 1978 Olympics, has been an opposition councillor since 1974.

He says the economy is the key issue in this election, particularly in district 41.

"This riding is full of head offices, which we just can't afford to lose."

He accuses the city administration of not assuming enough of a leadership role in defending Montreal's economy.

"When Sunlife pulled out, the first mayors to comment on it were the mayors of other cities. Drapeau had nothing to say. He completely ignores the flight of business from Montreal.

"If provincial policies have a detrimental effect on our economy, it's incumbent upon the city administration to defend Montreal's interests by lobbying Québec City."

And MAG is the only party capable of doing that, according to Auf der Maur.

"The Civic Party hasn't bothered to: they just take things for granted.

"Most Civic Party councillors lack dynamism. They have a sluggish 'watch-the-world-pass' mentality."

As an example of the Drapeau administration's neglect of the downtown economy, Auf der Maur cites the south part of Ste. Catherine between St. Marc and St. Mathieu. He calls the series of rundown, vacant buildings "a real disgrace that should never exist on prime development land."

Twice the area was supposed to be developed into a series of shops and offices, but both times the company's financing fell through.

Auf der Maur says the city ought to be giving tax breaks to encourage development in areas like that, particularly during these tight times when it is hard for companies to attract tenants and meet mortgage payments.

As for the MCM, he says the party does not have the

links with the business community that are necessary to understand its needs and affect changes in economic policy.

"They are completely cut off from the private sector and the key to stimulating the economy has to come from there.

"We have those ties among our candidates and followers."

He says that smaller scale improvements to the city, like individual home renovations, should also be encouraged more aggressively.

Although the city offers home renovation grants, office renovations are made, taxes on the upgraded house go up significantly.

Auf der Maur says that people ought to be given tax breaks for upgrading their homes rather than being "punished for it."

After eight years in power, he admits he's been limited in what he's been able to accomplish at city hall, as one of two opposition councillors.

"The way it stands now, city council is a useless body. They meet once a month to ratify executive decisions."

He says he's been able to be more effective handling the problems of constituents on a day-to-day basis.

"I cut through the bureaucracy at city hall for them, go to rental control with them, act as an advisor."

As for concrete achievements, Auf der Maur credits himself with the establishment of the first public senior citizens' home in the district, and the addition of some green spaces to the downtown core.

The senior citizens' home, La Residence du Fort, opened in 1979.

"When I approached the city with the idea, they said it would be too expensive to buy the land. So I found a piece of land (on Fort and Dorchester) they already owned."

There are several senior citizens' homes in the area, but all but one other one, the Lambert-Closse on Tupper, are private. That one became public only recently when the company that owned it went bankrupt.

Auf der Maur says he's also responsible for establishing a couple of pockets of

green space in the core of downtown, including a little park on Summerhill and the grass, where concrete used to be, on Norman Bethune Square (at the Maisonneuve and Guy).

As for his biggest accomplishments, Auf der Maur grins:

"I defeated the Number 3 man in the Civic Party in '74. (John Lynch-Staunton, former vice-chairman of the city's executive committee, ran and lost against Auf der Maur).

"When I revealed details about Gérard Niding's house in Bromont I brought down their Number 2 man." (The former chairman on the executive committee, resigned following allegations that his house in Bromont was a 'gift' from an Olympic contractor.)

"Now — I'm going for the Number one man — which will make my record perfect!"

L'assomption de M. Drapeau

par Albert Brie

Il n'a qu'à paraître, et c'est l'ovation, la fête. Chez nos hommes politiques, il n'y a que M. Drapeau capable d'un tel miracle.

C'était la semaine dernière. De trois à quatre mille Montréalais lui ont crié leur amour et leur attachement. Je veux bien croire qu'il y avait des professionnels de la claque pour donner de l'éclat à la réception. Personnellement je crois que ces pompes étaient superfétatoires. La foule aurait été transportée sans elles.

Imagine-t-on un M. Trudeau ou un M. Lévesque, en ces temps de crise, en mesure de soulever des auditoires? Bien sûr que non! Même leurs partisans les plus bouillants se garderaient

BRIE

de leur faire une réception de carnaval, de peur de se donner du ridicule.

J'ai en mémoire deux exemples d'hommes politiques, occupant un poste équivalent, qui ont connu une fortune rappelant un peu celle de l'actuel maire de Montréal.

On se souviendra de M. Camilien Houde à Montréal et de M. Lucien Borne à Québec. Leurs longues années

d'empire sur leur ville étaient fonction d'une habitude que les citoyens avaient fini par prendre de les voir en poste et de les y laisser. A la longue, si ces magistrats ne commettent pas de graves impairs, ils deviennent indissociables du décor au point de s'y incruster.

Pour en arriver là et même au-delà, M. Drapeau a eu la géniale habileté d'entourer son chef d'une aura sacrée. De son vivant, il est entré dans la légende. Il n'y aurait rien d'absurde que M. Drapeau n'étant plus là et qu'un successeur ne se manifestant pas, il n'y aurait rien d'absurde, dis-je, que ces mânes fassent perdurer son règne sur l'hôtel de ville.

Le GAM promet \$50 millions pour une relance économique

par Alain Duhamel

Aussitôt élue à l'hôtel de ville de Montréal, une administration du Groupe d'action municipale (GAM) affecterait une somme de \$50 millions à la relance économique dégagée grâce aux économies qu'elle réaliserait en coupant

dans les effectifs de la Ville et dans tous les programmes non essentiels.

En dévoilant hier le programme d'action de son parti, le candidat du GAM à la mairie, M. Henri-Paul Vignola, a indiqué qu'il pourrait le mettre en marche au cours d'un premier mandat sans augmen-

ter le fardeau fiscal des contribuables et même en le réduisant quelque peu.

M. Vignola s'est engagé à diminuer le produit de la taxe foncière sur les immeubles résidentiels de \$20 millions, ou dix pour cent, ce qui représente à peu près le crédit de taxes foncières sur les maisons unifamiliales et les duplex dont les Montréalais bénéficient depuis deux ans grâce à une loi de l'Assemblée nationale.

«Le GAM est conscient qu'il faut donner un sérieux coup de barre et redresser une situation illogique par un plan d'action logique», a dit M. Vignola en présentant le programme sous le thème: «Enfin, des solutions logiques.» Le coup de barre souhaité pourrait être obtenu en réduisant d'environ 2.000 sur 13.000 le nombre d'employés municipaux et en imposant une gestion vigoureuse à l'appareil administratif municipal.

Si ce n'était du déficit des Jeux olympiques de 1976, qu'il a qualifié de véritable «fraude du siècle», M. Vignola estime que la Ville disposerait d'une somme de \$40 millions de plus qu'elle pourrait consacrer à la relance économique ou à l'allègement du fardeau fiscal.

Au chapitre de l'activité économique, le GAM propose, dès 1983, la tenue d'un sommet économique afin de dégager un consensus de tous les intervenants économiques et s'engage à faire pression auprès des gouvernements d'Ottawa et de Québec pour qu'ils reconnaissent dans les faits le rôle moteur de Montréal dans l'économie.

Sur le plan fiscal, le GAM se fait le promoteur d'un système de taxation à taux variés et d'une réforme fiscale adaptée au rôle économique particulier de Montréal. Cette réforme devrait pourvoir la Ville de nouveaux pouvoirs de taxation et éliminer des inéquités attribuables à la présence quo-

tidienne d'une population flottante d'environ 200.000 personnes qui, bien qu'elle profite des services montréalais, n'en est pas contribuable.

Le GAM se propose en outre de rétablir entre les citoyens et l'administration municipale un dialogue interrompu depuis plus de 20 ans. (il faut sortir le Conseil municipal de son isolement et susciter une nouvelle vitalité sociale, économique et démocratique», a dit M. Vignola.

Dès 1983, une administration du GAM instituerait un Bureau des plaintes tenant le rôle d'un protecteur des citoyens, des commissions consultatives formées de conseillers municipaux dans tous les secteurs de la Ville, des commissions permanentes du Conseil et tiendrait des colloques de secteurs avant la présentation du budget municipal. En outre, une administration du GAM ouvrirait un bureau d'information dans les secteurs et diffuserait un bulletin mensuel d'information.

Outre la création d'un Office de la condition féminine, le GAM créerait aussi un organisme de développement et d'épanouissement des communautés culturelles et linguistiques dans la Ville.

POUR DÉFRAYER LE COÛT DE SES PROMESSES

Le GAM projette d'abolir 2,000 emplois municipaux

■ Pour éponger le coût de ses promesses électorales, évaluées à quelque \$55 millions, le Groupe d'action municipale (GAM), s'il prend le pouvoir le 14 novembre prochain, abolira 2,000 emplois à l'hôtel de ville de Montréal.

C'est ce qu'a annoncé, hier, le candidat du GAM à la mairie, Henri-Paul Vignola, devant une

MICHEL GIRARD

centaine de sympathisants qui assistaient au dévoilement du programme électoral de leur parti.

Que les fonctionnaires municipaux se rassurent tout de suite : cette coupure de 2,000 emplois s'effectuera graduellement en abolissant les postes actuellement vacants et en ne remplaçant pas les employés mis à la retraite.

De l'avis de M. Vignola, ces 2,000 emplois ne représentent que « du gras ». « La Ville de Montréal a présentement 13,000 employés à son service, ce qui donne une proportion de 13 employés par 1,000 habitants. Laval, la deuxième plus grosse ville du Québec, offre de bons services à sa population avec seulement huit employés par 1,000 habitants. Alors, je ne

vois pas pourquoi Montréal, une fois bien dirigée par une équipe comme celle du GAM, ne pourrait pas offrir de bons services à ses citoyens avec 11,000 fonctionnaires (pour un rapport de 11 employés par tranche de mille habitants) ».

Les promesses

Selon l'expression du président du GAM, Gaspard Fauteux, voici la « brochette de belles intentions » que son parti entend réaliser si les Montréalais lui font confiance le 14 novembre prochain :

■ investir \$50 millions dans un programme de relance économique (dont \$30 millions dans la construction de logements pour les foyers à revenus modestes);

■ établir un système de taxation à taux variables privilégiant les petits propriétaires et les commerces de quartier (c'est-à-dire que les gros propriétaires d'édifices résidentiels et commerciaux paieraient un taux de taxation plus élevé que les petits propriétaires — à l'heure actuelle on applique un taux uniforme);

■ faire pression sur les autorités provinciales et fédérales pour qu'elles acceptent une nouvelle réforme fiscale visant à faire payer des taxes municipales à la popula-

tion flottante de 200,000 personnes (venant de l'extérieur) qui utilisent les services de la ville pour se rendre à leur travail;

■ comprimer les frais d'opération des services municipaux par une meilleure rationalisation;

■ créer, dès 1983, un bureau de plaintes dirigé par un « ombudsman » municipal dont le rôle sera d'intervenir auprès de l'administration municipale chaque fois qu'un citoyen se sentira lésé dans ses droits par un service municipal;

■ former des commissions consultatives composées de conseillers municipaux qui auront pour mandat de tenir des réunions statutaires de consultation dans tous les secteurs de la ville, afin d'entendre les revendications des citoyens;

■ créer dès 1983 des commissions parlementaires permanentes au sein du conseil municipal, afin de permettre des débats publics sur les projets importants devant être présentés à l'assemblée municipale;

■ ouvrir dans chaque secteur de la ville un bureau d'information accessible aux citoyens;

■ publier un bulletin mensuel d'information dans chaque quartier;

■ créer un office de la condition féminine;

■ intensifier les programmes municipaux de rénovation de logement tout en protégeant les locataires contre les hausses abusives de loyer;

■ réorienter l'action de la CIDEM en matière d'habitation et de logement, en favorisant l'accès au logement et à la propriété aux familles à revenus modestes et moyens;

■ promouvoir la création d'un organisme de développement et d'épanouissement des communautés culturelles et linguistiques;

■ organiser, immédiatement après les élections, un sommet économique dans le but de rétablir la confiance des investisseurs, et mettre en route des programmes de création d'emplois;

■ créer un organisme de coopération et de concertation économiques, regroupant des représentants de tous les groupes socio-économiques;

■ faire pression sur les gouvernements d'Ottawa et de Québec pour qu'ils privilégient Montréal comme « pôle majeur et prioritaire » de développement économique.



Le candidat du GAM à la mairie, Henri-Paul Vignola

photo René Picard, LA PRESSE

Lamarre tend la perche à Montréal-Est

■ Devant l'Association des gens d'affaires de Pointe-aux-Trembles et de Montréal-Est, M. Yvon Lamarre a réitéré hier les promesses faites antérieurement aux Pointeliers, tendant même la

MADELEINE BERTHAULT

perche aux citoyens de Montréal-Est. « Pointe-aux-Trembles et Montréal-Est sont comme des frères séparés et, comme dans l'oecuménisme, on aimerait bien pouvoir les réunir », a lancé le président du comité exécutif de Montréal.

Parlant abondamment des avantages concrets que Montréal offre à ses nouveaux citoyens du quartier Pointe-aux-Trembles, M. Lamarre a invité les gens d'affaires à se prévaloir des programmes municipaux visant à améliorer l'habitation, le commerce et l'industrie. L'atmosphère de la soirée, qui comprenait un souper dans un restaurant de l'est de la Pointe, était détendue.

Durant la période de questions, quelqu'un a demandé: « A quand le metro ici? » M. Lamarre a répondu que Montréal favorise le metro léger de surface, et que les travaux de génie sont en cours pour la ligne numéro six, qui desservira les quartiers Rivière-des-Prairies et Pointe-aux-Trembles. Le président du comité exécutif a également dit que Pointe-aux-Trembles bénéficiera, tout comme les autres quartiers de Mont-



photothèque LA PRESSE

Le président du comité exécutif, Yvon Lamarre

réal, du programme de revitalisation des artères commerciales.

M. Lamarre a aussi annoncé qu'il déposera officiellement le budget de Montréal jeudi, le 28 octobre, et que les Pointeliers pourront « y trouver plus que ce à quoi ils s'attendent ».

Il a de plus précisé que les finances de Montréal se sont grandement améliorées au cours des quatre dernières années, grâce au contrôle sévère exercé par l'administration sur les dépenses publiques, et ce, malgré les difficultés issues de la crise économique, responsables de sérieux problèmes aux autres niveaux de gouvernement.

Doré s'engage à alléger le fardeau fiscal des entreprises

■ S'il est porté au pouvoir le 14 novembre, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) allégera le fardeau fiscal des industriels et des commer-

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

çants en portant à \$200,000 le niveau d'évaluation à partir duquel est imposée la surtaxe sur les immeubles logeant ces entreprises.

Jean Doré a pris cet engagement, hier soir, alors qu'il s'adressait à des membres de l'Association des hommes d'affaires, regroupés dans un local de la rue Jean-Talon, quartier-Villeray. Actuellement, cette surtaxe est basée sur une évaluation de \$100 000.



photothèque LA PRESSE

Le candidat du RCM à la mairie, Jean Doré

Le candidat du RCM à la mairie a été présenté aux hommes et femmes d'affaires par l'un des dirigeants de cet organisme, M. Paul Lirette, qui lui a souligné que son association avait reçu dans le passé des hommes célèbres, dont Camilien Houde. Au représentant de La Presse, M. Lirette a mentionné que son association avait reçu auparavant le candidat à la mairie du GAM et que le RCM lui semblait être mieux structuré.

Dans son exposé, Jean Doré a affirmé qu'un gouvernement municipal du RCM consulterait les commerçants avant d'apporter certaines modifications dans des artères commerciales. Il soutient que l'administration actuelle de Montréal dépense des sommes folles dans certains secteurs pour en négliger d'autres. Il a donné en exemple la rue Mont-Royal, où des lampadaires viennent d'être installés alors que les anciens n'avaient que trois ans d'usage.

Il croit aussi que l'administration Drapeau est dépassée. « Trop préoccupée par les Jeux olympiques, elle a négligé les autres domaines. Elle a laissé passer notamment trop de nouvelles entreprises qui sont allés s'installer ailleurs. Depuis 1980, on tente de faire de la politique de rattrapage en achetant quelques terrains pour les convertir en parcs industriels », a précisé Me Doré.

Le RCM prévoit, enfin, que tous les candidats de cette formation politique auront été choisis avant le prochain week-end pour tous et chacun des 57 districts électoraux.

LES ÉLECTIONS À MONTRÉAL 30 ANS D'ANECDOTES

■ À l'aube de la neuvième élection montréalaise, LA PRESSE offre à ses lecteurs un résumé anecdotique des campagnes précédentes, contestées sur une toile de fond marquée par des événements comme la présentation d'Expo 67 et des Jeux olympiques de 1976, la construction du métro, la Crise d'octobre et la commission d'enquête Malouf. Dans le premier de trois volets, Guy Pinard traite aujourd'hui de l'arrivée au pouvoir de Jean Drapeau à la faveur de la retraite de Camillien Houde, brisé par la maladie.

Photothèque LA PRESSE



30 ANS D'ÉLECTIONS À MONTRÉAL

La maladie de Camillien Houde a bien servi Jean Drapeau

—1—

■ Faire l'histoire des élections municipales à Montréal, c'est aussi tracer le portrait de trois hommes politiques qui ont dominé l'actualité pendant de nombreuses années: Médéric Martin, Camillien Houde et Jean Drapeau. Ils ont vraiment fait leur marque sur la métropole canadienne.



GUY
PINARD

La carrière de Jean Drapeau, dont le record de longévité fait l'envie de plus d'un politicien, commence dans le tapage d'une commission d'enquête sur la moralité. Elle prend appui sur l'impossibilité où se trouve un autre homme, brisé par la maladie, de solliciter un renouvellement de mandat.

En d'autres mots, si la commission d'enquête sur la Moralité de 1954, présidée par le juge François Caron, a servi de tremplin à la carrière politique du jeune avo-

cat qu'était alors Jean Drapeau, le verdict de la célèbre clinique Mayo sur son célèbre patient, Camillien Houde, à la fin de septembre, devait donner tout un coup de pouce à Me Drapeau.

Mais il faut bien admettre que la commission Caron avait permis à Me Drapeau de percer l'armure de l'administration Houde. Le juge avait blanchi le maire et les membres du comité exécutif. Mais son jugement avait été fort sévère à l'égard des dirigeants du Service de la police, notamment de l'ex-directeur Fernand Dufresne et du directeur en poste Albert Langlois. En outre, le rapport fut divulgué le 8 octobre, soit 17 jours à peine avant les élections. Comme campagne publicitaire, Me Drapeau ne pouvait rêver mieux.

Les élections de 1954

Elles se déroulent donc dans un climat tout à fait particulier: Camillien Houde n'est plus sur les rangs et pas moins de neuf candidats convoient son siège. Au niveau des districts électoraux, on dénombre 181 candidats à 66 postes.

C'est l'époque où le conseil mu-

nicipal est formé de 99 sièges, 33 de classe « A » et autant de classe « B » élus au suffrage universel, et 33 de classe « C » nommés par différents organismes montréalais.

Le sénateur Sarto Fournier semble partir grand favori parmi les candidats à la mairie, d'autant plus qu'aux élections précédentes, en décembre 1950, il avait réussi à recueillir plus de 30 000 voix contre les 60 000 de Camillien Houde, victorieux par acclamation à peine trois ans plus tôt.

Une quatrième place pour Fournier

Les 153 060 électeurs (52,1 p. cent de l'électorat) qui se présentèrent aux urnes devaient en décider autrement. **Jean Drapeau** devait recevoir 76 188 voix (49,8 p. cent), comparativement aux 16 787 (11 p. cent) de **Sarto Fournier**, qui se retrouvait ainsi au quatrième rang...

En deuxième place, un vieux routier, **Adhémar Raynault**, avec 21 518 voix (14,1 p. cent), laissant une majorité de 54 670 voix au maire élu, la plus importante de l'histoire, le record précédent de 53 000 étant détenu par Camillien Houde depuis l'élection de 1934. Raynault était suivi de **Dave Rochon**, député provincial de Montréal-Saint-Louis, avec 18 566 voix (12,1 p. cent).

Suivaient dans l'ordre derrière Sarto Fournier, l'ambitieux **Charles Lafontaine**, ex-maire de Saint-Michel, avec 8 076 votes (5,3 p. cent); **Hector Dupuis**, député fédéral de Sainte-Marie, avec 7 299 voix (4,8); **Camille Dionne**, avec 2 695 voix (1,8); le journaliste **Jacques Sauriol**, avec 1 008 voix (0,7) et **C.O. Bousquet**, avec 923 votes (0,6).

Dans le district numéro 11 un homme, Lucien Saulnier, dont on entendra parler bientôt.

Au niveau des 66 sièges soumis au scrutin populaire, 28 reviennent à la Ligue d'action civique, alors que seulement six de ses candidats mordent la poussière. Mais avec 28 sièges sur 99, la ligue est loin d'avoir la majorité au Conseil municipal.

Réaction enflammée de Drapeau

En apprenant son élection, le maire Jean Drapeau ne peut contenir son enthousiasme. Devant ses partisans euphoriques, il lance une tirade dans un style qui devait devenir familier aux Montréalais: « *Peuple de ma ville, dit-il, je salue ta victoire, car c'est vraiment la tienne. Tu l'as voulue... et tu l'as eue!* ». Déjà, le maire Drapeau disait « ma » ville, une expression qu'on allait de plus en plus lui reprocher...

Dans les coulisses, un homme est dans ses petits souliers: le chef de la police, Albert Langlois. Il est menacé de suspension par le maire, qui entend bien faire respecter les recommandations du rapport Caron.

D'ailleurs, Langlois n'a rien fait pour améliorer ses relations avec le maire Drapeau. Au cours de la journée des élections, pendant que des fiers-à-bras s'attaquaient à plusieurs bureaux de district de l'organisation du candidat Drapeau, ce dernier tentait de rejoindre Langlois pour demander l'intervention de la police, mais le chef de la police refusait net de lui parler. C'était la guerre ouverte.

Les élections de 1957

Ce furent les élections de l'incompréhension. Dans tous les milieux, on prévoyait une victoire facile de la Ligue d'action civique du tandem **Drapeau-Des Marais** contre le Ralliement du Grand Montréal centré sur l'équipe **Fournier-Savignac**.

Le maire sortant, Jean Drapeau et les 65 candidats de la Ligue d'Action civique promettaient de poursuivre la campagne d'assainissement en cours, utilisant le mot d'ordre qui avait porté Drapeau au pouvoir trois ans plus tôt. De son côté, le RGM et ses 57 candidats proposaient la création d'un gouvernement métropolitain, précurseur en fait de la Communauté urbaine de Montréal qui devait voir le jour 14 ans plus tard.

Les élections du 28 octobre devaient causer bien des surprises, alors que 162 613 électeurs, soit 50,2 p. cent de l'électorat, se présentaient aux urnes. À l'étonnement général du président de la Ligue d'action civique, **M. Ruben Lévesque**, c'est le candidat du RGM, **Sarto Fournier**, qui obtint 82 860 voix, devant **Jean Drapeau** (78 549 voix).

Le nombre très élevé de bulletins rejetés, 13 924, n'a certainement pas aidé sa cause.

Chez les conseillers, la LAC obtient le plus grand nombre de sièges, soit 33 (dont 20 de classe « A ») sur 66, même si cinq de ses conseillers sortants (dont Gérard Niding, futur président du comité exécutif) subissent la défaite. Pour sa part, le Ralliement du Grand-Montréal fait élire 20 de ses porte-couleurs, mais son président, **Gilbert Croteau**, mord la poussière dans le district numéro 11 au siège qu'il avait occupé pendant 18 ans.

Visiblement surpris par sa victoire, le maire Fournier annonce dès le lendemain de son élection qu'il laissera au conseillers élus le soin de choisir leur exécutif et son président. L'honneur de succéder à **Pierre Des Marais** à la présidence du comité exécutif devait donc revenir à **Joseph-Marie Savignac**.

De son côté, Jean Drapeau méditait sur la situation; il venait de connaître le goût amer de la défaite, mais sa carrière politique était loin d'être finie...

DEMAIN : les années glorieuses de Jean Drapeau.



Brisé par la maladie, Camillien Houde n'a pu solliciter un renouvellement de mandat.



photo Réal St-Jean, LA PRESSE

La commission d'enquête sur la Moralité de 1954, présidée par le juge François Caron, a servi de tremplin à la carrière politique du jeune avocat Jean Drapeau.

' «Les JO ont été la plus grande fraude du siècle

— Vignola

(SL) — «Les Olympiques de Montréal ont été la plus grande fraude politique et économique du siècle. Pire que le Watergate. C'est le plus grand scandale de tous les temps et il nous a couverts de ridicule aux yeux du monde!»

C'est l'accusation à peine voilée qu'a adressée le candidat du GAM à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, hier, à l'administration Drapeau, au moment de dévoiler son plan de campagne électorale.

«L'aventure olympique coûte plus de \$40 millions de dettes annuelles aux Montréalais. Une somme astronomique qui, pendant 20, 30 ou 40 ans, aurait pu régler tous les problèmes de logement de la ville, donner aux quartiers une autonomie financière, relancer l'économie de Montréal, maintenir la confiance des investisseurs et réduire le fardeau des taxes.»

«S'il y avait eu des contrôles à l'hôtel de ville, a ajouté M. Vignola, s'il y avait eu une véritable planification, si les citoyens avaient eu un mot à dire, le budget de Montréal ne serait pas hypothéqué de \$40 millions par année pour deux générations à venir!»

'Jean Doré s'attaque à Drapeau-Lamarre

«L'administration Drapeau a géré l'abondance, la prochaine administration municipale devra gérer la pénurie et je ne crois pas que l'équipe Drapeau-Lamarre a l'imagination qu'il faut pour faire plus avec moins.»

Ainsi parlait hier le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal, alors qu'il rencontrait les membres de l'Association des hommes d'affaires de Montréal.

Me Jean Doré, qui s'était bien gardé de

trop s'en prendre à l'administration Drapeau-Lamarre depuis le début de la campagne électorale, s'est lancé hier dans une virulente attaque contre ceux qui sont responsables, selon lui, de la situation financière précaire de la métropole.

Le candidat au poste de maire a rappelé que l'aventure olympique a occasionné un déficit de plus d'un million de dollars et que si une telle affaire s'était produite dans l'entreprise privée, aucun des cadres qui auraient supporté un tel projet aurait pu conserver son emploi. M. Drapeau et son équipe ont pourtant été réélus et, depuis ce temps, ils ne font que

tenter de rembourser la part du déficit de la ville qui se chiffre à plus de \$200 millions. Il a ajouté que l'affaire olympique est encore d'actualité puisque les Montréalais paient plus de \$40,7 millions de dollars par année pour rembourser la dette. Ces remboursements dureront encore 17 ans.

«Le remboursement de la dette olympique, a-t-il dit, réduira grandement la marge de manoeuvre des prochains gouvernements municipaux de Montréal et il leur faudra faire preuve d'imagination pour continuer à donner aux Montréalais les services auxquels ils sont en droit de s'attendre.»

Les propos de Me Doré ont semblé plaire aux hommes d'affaires présents qui lui ont réservé une salve d'applaudissements à la fin de son allocution.

LE GAM PROJETTE DE «COUPER DANS LE GRAS»

**Il propose
d'abolir les
dépenses non
essentielles
et de réduire
le personnel**

«Ce que l'administration Drapeau n'a pas su faire, nous le ferons: nous couperons dans le gras!»

Serge Labrosse

C'est ce qu'a lancé hier le conseiller muni-

cipal Nick Auf Der Maur, dans une salle qui affichait complet, au moment de dévoiler

avec son chef, Henri-Paul Vignola, les engagements de son parti à la veille des élections.

Le plan d'action soumis par le GAM se veut logique: Montréal est un «bateau à la dérive» qui coule à pic sous le poids d'un fardeau fiscal accablant qu'a pro-

voqué le «scandale olympique»: il faut donc renflouer la métropole au plan économique.

Pour ce faire, une seule solution possible: abolir toutes les activités et dépenses municipales non essentielles et réduire progressive-

ment le personnel municipal «trop considérable» en ne remplaçant pas ceux qui partent, le tout au profit des contribuables, qui verraient du même coup leurs taxes «de 25% plus élevées qu'à New York ou Toronto» baisser dès que Montréal aurait obtenu de Québec le pouvoir législatif de réduire de 10% le taux de taxation des résidences.

«Cela s'est fait à Laval, en deux mois, dès que la nouvelle administration a été élue. Les gens ne croyaient pas cela possible quand l'équipe du maire actuel l'a promis, mais ça s'est bel et bien fait: les taxes ont été coupées de 23 cents du cent dollars d'évaluation.»

Par ailleurs, le groupe de M. Vignola dégagerait, à même les revenus courants de la ville, un montant additionnel de \$50 millions (à peine 5% du budget annuel de la métropole, qui est de \$1 milliard), a souligné le chef du GAM, pour

assurer la relance économique, l'accroissement de la construction de logements pour tous les citoyens et en partie pour absorber la diminution des taxes.

A tout cela s'ajoutent d'autres projets tels que la création d'un office de la condition féminine annoncé un peu plus tôt cette semaine; d'un bureau des plaintes autonome dirigé par un ombudsman municipal; de commissions consultatives composées de conseillers municipaux dont le rôle serait d'entendre les revendications des citoyens; de commissions parlementaires permanentes dont les buts seraient de favoriser les débats publics et l'expression des volontés du milieu.

«Les Montréalais ne peuvent plus se contenter de la démagogie creuse de l'administration en place, a déclaré M. Vignola. L'heure est enfin venue de faire un choix logique: le GAM.»



Photo Le Journal - Michel MILLER

Une partie de l'exécutif du GAM, devant la bannière et le portrait de son chef.

Council rivals in NDG clash on tenant's case

Arnold Bennett took his campaign to unseat Justine Sentenne as Montreal city councillor for west-end District 46 (Notre Dame de Grace) into a furniture stripper's shop yesterday.

But Sentenne said later that Bennett, known as a tenants' rights advocate, didn't recognize a straightforward landlord-tenant problem.

Bennett and his party, the Montreal Citizens Movement (MCM), took up the cudgels on behalf of Jeremy Davies, who has been trying unsuccessfully since last summer to obtain a permit for a basement antique-refinishing shop at the corner of Monkland Ave., a shopping artery, and Harvard Ave., a residential street.

But the only entrance to Davies' shop is on Harvard and city bylaws say that means it's in a residential zone and therefore illegal.

Davies has given the city a petition signed by 90 Harvard residents, saying the shop is not a nuisance and should get a permit. He said he could be forced onto welfare if he doesn't get it.

"This incident clearly illustrates the need to streamline the city bureaucracy," Bennett said. He said the MCM believes neighbors should be consulted on such problems. If they approve, as they do in this case, the matter could be quickly cleared up by rezoning the building.

"You know what I think of spot rezoning," Sentenne retorted yesterday. "Once you start entertaining spot rezonings of this nature, there are going to be a million and one others with reasons for them.

"What I've been telling Mr. Davies is that his problem is a landlord-tenant one. He has to convince his landlady to give him an entrance on Monkland."



Photo Le Journal - Claude RIVEST

Par les temps qui courent, M. Jean Drapeau est un homme très recherché par les gens de la presse écrite et télévisée.

DRAPEAU EST POPULAIRE AUPRÈS DE LA PRESSE

Yvon Laprade

Bien malgré lui, le maire de Montréal, Jean Drapeau, est en train de battre tous les records de popularité auprès des organes d'information.

En effet, une cinquantaine de demandes d'entrevues avec le maire Drapeau ont été formulées « officiellement » par des journalistes de la presse écrite et parlée. Tous veulent une entrevue « privée » — avant le 14 novembre bien entendu! — avec celui qui, à 66 ans, sollicite un nouveau mandat à la mairie de Montréal.

Au bureau du maire, on souligne que les demandes d'entrevues affluent à un rythme affolant. La secrétaire de M. Drapeau, Monique Gadoury, précise à ce sujet que les bureaux « plus » seront « plus » dans quelques jours. Il n'est pas exclu que...

Un nouveau «Love Story»?

Discret depuis le début de la campagne, M. Drapeau aura du pain sur la planche s'il désire rencontrer tous ceux qui en ont fait la demande jusqu'à maintenant. M. Drapeau doit bien se demander ce qui lui tombe sur la tête pour être sollicité de la sorte par les reporters, lui qui a toujours répété qu'il ne fallait pas trop « gêner » les journalistes en les convoquant trop régulièrement à des conférences de presse...

Ce «love story» entre les journalistes et le maire Drapeau ne risque pas cependant de rendre jaloux d'envie ses deux adversaires: Jean Doré du RCM et Henri-Paul Vignola du GAM. Dans un fauteuil beaucoup moins confortable que celui de M. Drapeau, les deux challengers à la mairie de Montréal ont compris qu'il est dans leur intérêt d'aller à la presse plutôt que d'attendre qu'elle vienne à eux.

Neuman du RCM accuse Auf Der Maur d'avoir trompé la population

Le seul conseiller du Groupe d'action municipale à l'hôtel de ville de Montréal, M. Nick Auf Der Maur a trompé la population de son district au cours des quatre dernières années en étant absent

ou en retard à près de la moitié des assemblées du conseil et en ne s'opposant aux motions du Parti civique que dans un pour cent des cas.

C'est du moins ce qu'affirme son adversaire dans le district 41, M. Dominique Neuman, qui estime que la population du district 41 qui avait élu un conseiller d'un autre parti que le Parti civique n'a pas été mieux représentée au conseil que celle des districts qui ont élu un conseiller du Parti civique.

Le candidat du RCM, qui s'est basé sur les chiffres de l'hôtel de ville et sur ses observations personnelles pour établir le bilan de la performance de M. Auf Der Maur, déclare même que le district a été représenté au conseil par une circonscription pendant



M. Dominique Neuman, candidat du RCM.

Le RCM s'engage à protéger la totalité du bois de Saraguay

par Alain Duhamel

Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) protégera intégralement le boisé de Saraguay et abrogera une résolution du conseil municipal favorisant la construction domiciliaire dans la bande est de cet arrondissement naturel.

En tournée dans le nord-ouest de la ville, le candidat à la mairie du RCM, M. Jean Doré, a en effet rappelé hier les engagements de son parti pris en 1978 et défendus depuis aux conseils de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et de la Ville de Montréal par M. Michael Fainstat, seul élu de la formation politique.

Le boisé de Saraguay, classé arrondissement naturel en vertu de la loi sur les biens culturels, doit devenir un parc régional de la CUM. Dans la partie est de ce vaste territoire situé en bordure de la rivière des Prairies, la Ville de Montréal, avec le concours de la CUM, a permis à un entrepreneur en construction, Remo Construction, d'ouvrir un chantier dont une partie se trouve précisément dans l'arrondissement naturel.

«Il est certain que Montréal manque de logements», a dit M. Doré, au cours d'une conférence de presse sur les lieux. «Mais la priorité n'est pas à Saraguay et le type d'habitations qu'on propose d'y bâtir n'est pas celui dont peuvent bénéficier les 16.000 ménages à revenu modeste qui attendent les politiques municipales qui leur permettront de se loger».

Remo Construction, dont les dirigeants comptent parmi les contributeurs de la caisse électorale du Parti civique de Montréal, doit obtenir un permis du ministère des Affaires culturelles avant de pouvoir mettre en chantier dans l'arrondissement historique proprement dit. L'administration municipale, dans le but de faciliter le

projet, a fait préparer une étude d'impact du projet qui n'a pas encore été rendue publique.

Le RCM souhaiterait que la bande est de l'arrondissement naturel, réputée la moins intéressante de tout le boisé, puisse servir de zone tampon entre la ville et la forêt et de lieu où pourront se concentrer certains équipements récréatifs sans danger pour le milieu naturel.

Le boisé de Saraguay constitue l'un des espaces verts les plus importants de la ville de Montréal et le seul qui puisse favoriser le contact entre l'homme urbain et la forêt. «C'est en somme la dernière chance qu'ont les Montréalais et les Montréalaises d'avoir un contact facile et quotidien avec la nature de leur île», a rappelé le candidat à la mairie.

L'ouverture d'un chantier de construction dans le voisinage immédiat de l'arrondissement naturel donne toutefois des ouvertures nouvelles vers la forêt qui, bien que la CUM en soit propriétaire, n'est guère surveillée. En fin de semaine, plusieurs personnes en profitent pour se faire du bois de chauffage et abattent des arbres alors qu'elles pourraient très bien se contenter de ramasser, dans la bande est, tout le bois couché. D'autres identifient toujours ce territoire comme un lieu de disposition des déchets et ne se gênent pas pour y laisser des rebus de toutes sortes.

La CUM a à peu près achevé au cours de l'été le programme d'acquisition des terrains dans le parc régional de Saraguay. Pour l'heure, le plan de mise en valeur du boisé et de la bande de terrain le long de la rivière des Prairies ne compte pas parmi ses priorités. En vertu d'une loi de l'Assemblée nationale, ce plan de mise en valeur devra faire l'objet d'audiences publiques.

30 ANS D'ÉLECTIONS À MONTRÉAL

Les années 60, un tremplin vers la renommée mondiale

—2—

Si on devait déterminer la période la plus glorieuse dans la carrière de Jean Drapeau, il est évident qu'il faudrait choisir les années 60.

C'est en effet au cours de ces dix années marquées par trois élections, parfois enlevées avec des majorités écrasantes, que le maire a lancé les deux principaux projets de sa carrière et préparé son troisième mandat.

Au cours de son premier mandat de la décennie 60, le maire Jean Drapeau devait concrétiser deux projets : le 3 novembre 1961, le Conseil municipal débloquait des crédits de \$132 millions pour la construction des deux premières lignes du métro. Un an plus tard, donc en 1962, Montréal et son



GUY PINARD

maire apprenaient du Bureau international des expositions que l'Union soviétique venait de se désister de l'organisation de l'Exposition universelle de 1967 et que la métropole canadienne pouvait prendre la relève si elle le désirait. L'Exposition universelle de Montréal de 1967, aussi connue sous le nom de *Terre des Hommes*, venait de naître.

Puis en 1969, stimulé plutôt que découragé par un premier refus qu'il avait essuyé à Rome, en 1966, alors qu'il avait proposé la candidature de Montréal pour les Jeux olympiques de 1972, le maire Drapeau décidait de revenir à la charge. Et en septembre 1969, le Conseil municipal décidait de défendre la candidature de la métropole pour les Jeux de 1976. Quelle décennie pour Montréal et pour son maire!

Les élections de 1960 :

retour de Drapeau

Pourtant, tout avait mal commencé pour le maire Drapeau et la Ligue d'action civique. Quelques semaines avant les élections, plusieurs mois de tiraillements à l'intérieur de la Ligue aboutissent à un schisme: Jean Drapeau et une bonne brochette de candidats en sortent et forment le Parti civique de Montréal. Le duo Drapeau-DesMarais n'existe plus. DesMarais se présente aux élections, mais comme simple conseiller. La Ligue n'ose même pas présenter un candidat à la mairie.

Le scrutin du 24 octobre est assorti d'un référendum concernant l'élimination des conseillers de la classe « C » nommé par les groupes de pression.

Pour les 66 sièges disputés, 33 pour des conseillers de classe « A » élus par les propriétaires, et autant de classe « B » élus par les locataires, pas moins de 238 candidats, se font la lutte.

Trois partis sont en lice : le Parti civique, la Ligue d'action civique et la Réforme municipale d'Alfred Gagliardi. Le jour du scrutin, à peine 41,4 p. cent des 345 678 électeurs se présentent aux urnes pour replacer Me Jean Drapeau dans le fauteuil du maire avec une majorité de plus de 29 000 voix. M. Drapeau arrache 75 455 votes comparativement à 46 434 pour le maire sortant, Sarto Fournier.

Aux postes de conseiller, le Parti civique fait des ravages en enlevant 44 sièges, contre un pour la Réforme municipale (Gagliardi sauve son honneur), et aucun pour la Ligue d'action civique. Vingt-et-un sièges vont aux inévitables indépendants.

Mais outre la victoire de Drapeau à la mairie et le balayage en règle du Parti civique, il faut aussi souligner l'appui massif (80,5 p. cent) des Montréalais à la suggestion d'éliminer la classe « C » du Conseil municipal. Cette décision allait ouvrir la porte à l'ad-

ministration que le maire Drapeau va proposer, puis implanter au fil de ses mandats. C'est aussi à ce moment que Lucien Saulnier, de loin le meilleur président du comité exécutif que Montréal ait connu, est choisi par le maire Drapeau pour remplacer Pierre DesMarais. M. Saulnier allait occuper cette fonction pendant 10 ans.

Les élections de 1962:

deux référendums

À peine deux ans plus tard, soit le 28 octobre 1962, le maire Drapeau se présente à nouveau devant l'électorat montréalais, avec l'intention de faire accepter deux référendums, un premier pour fixer les mandats à quatre ans, et un deuxième pour faire accepter par les citoyens le principe d'une carte d'identité.

Quelque 146 candidats se disputent les 45 sièges, soit trois conseillers pour chacun des 15 districts électoraux désormais identifiés par un nom.

Les résultats étaient prévisibles, même si seulement 42,6 p. cent des 348 654 électeurs se présentent aux urnes. Me Jean Drapeau obtient 87,8 p. cent des voix et l'emporte par une majorité écrasante sur son plus proche concurrent, Sarto Fournier, qui ne ramasse que des miettes.

Chez les conseillers, c'est un balayage quasi complet. Le Parti civique enlève 41 sièges et laisse les quatre autres aux irréductibles indépendants des districts de Sainte-Anne et de Saint-Henri, soit Frank Hanley, Gérard Loiselle, Bruno Lépine et Henri « Pit » Lessard.

Quant aux deux consultations populaires, Me Drapeau les gagne sans difficultés. Plus de trois citoyens sur quatre acceptent que les mandats électoraux soient désormais de quatre ans, et 73 p. cent acceptent le principe de la carte d'identité qui ne devait cependant jamais voir le jour.

Les élections

de 1966:

une lutte inégale

La lutte électorale de 1966 fut la moins intéressante dans l'histoire récente de Montréal. Devant les réalisations éclatantes de l'équipe Drapeau-Saulnier, avec l'avancement des travaux dans les îles de l'Expo et dans le sous-sol montréalais pour la construction du métro auquel on a même décidé, depuis les dernières élections, d'ajouter une troisième ligne vers Longueuil, c'est la débâcle chez l'opposition, qui risque même de perdre des sièges malgré le fait que leur nombre soit passé de 45 à 48 par l'addition de deux territoires annexés, Rivière-des-Prairies et Saraguay.

À la mairie, Drapeau doit affronter deux candidats que l'on qualifie de « peu sérieux ». Aux postes de conseiller, pas moins de 33 sont élus par acclamation, de sorte que les élections ne touchent plus que 15 postes convoités par 35 candidats. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que seulement 32,7 p. cent des 380 067 électeurs se soient présentés aux urnes.

Les résultats confirment les attentes. Drapeau voit sa majorité diminuer de 2 000 voix, mais il enlève 117 580 votes, soit 94,4 p. cent des voix exprimées. Gilbert Croteau, l'homme en blanc qui préside aux destinées du Parti (mort-né) de libération de Montréal, ne reçoit que 4 894 voix, tandis que Louise Parent fait un peu mieux que quatre ans plus tôt avec 2077 votes à titre de candidate indépendante.

Et chez les conseillers, c'est un autre balayage du Parti civique, puisqu'il enlève 45 sièges. Un jeune loup dont on entendra parler, Yvon Lamarre, parvient à vaincre un des quatre indépendants du sud-ouest, le vénérable Bruno Lépine.

DEMAIN : les années difficiles s'en viennent.



Lucien Saulnier, de loin le meilleur président du comité exécutif de Montréal, est le seul qui ait réussi à freiner les élans démesurés de Jean Drapeau.

photo LA PRESSE

Le RCM rendrait « Saraguay » à la nature

■ Un gouvernement du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) annulerait la décision 5860 du conseil municipal de Montréal, afin de protéger entièrement le bois de Saraguay contre la venue de projets domiciliaires.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Avant les élections municipales du 14 novembre, le RCM, par la voix de son candidat à la mairie Jean Doré, demande à la Commission des biens culturels du Québec de refuser la requête de Montréal en vue de l'aménagement de quelque 600 logements de luxe dans 60 acres de bois situé dans la partie est, entre la rue Jean-Bourdon et la voie ferrée. Cette forêt est classée « arrondissement naturel ».

De plus, le RCM propose d'utiliser la bande est et d'autres terrains encore disponibles dans les environs pour en faire une zone-tampon qui à la fois protégerait les richesses écologiques et permettrait aux Montréalais de s'adonner aux plaisirs du pique-nique et de la récréation.

Une fois élu, le RCM affirme qu'il demandera à la Communauté urbaine de Montréal d'ériger une clôture autour du bois de Saraguay afin de le protéger contre les « castors mécaniques ». Ce groupement politique affirme que trop de fois, des arbres sont abattus illégalement.

Le candidat au poste de conseiller du district Cartierville, Donald Englant, accompagnait Jean Doré et il a déclaré que le bois de Saraguay n'était pas le seul problème grave de ce secteur. « Les résidents se plaignent de la pollution par le bruit causée par le parc Belmont. De plus, à cause de l'affluence de fin de soirée durant la saison estivale, il va falloir que la police assure une surveillance plus étroite car les femmes du secteur n'osent plus sortir. Même si le parc Belmont a aussi ses bons côtés, comme celui d'apporter de l'emploi à quelque 500 personnes, souligne le candidat du RCM dans le district de Cartierville, il faut en minimiser les inconvénients ».

Jean Doré a profité de la présence des journalistes pour mentionner qu'il trouvait indigne les propos prononcés par le président du comité-exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, devant des citoyens de Montréal-Est. « Il a tendu la perche, mais je mets en garde la population de Montréal-Est contre une annexion avec Montréal, principalement avec le Parti civique au pouvoir ».

Le GAM propose ses solutions

Le président du Groupe d'action municipale a présenté le programme de son parti en le qualifiant de «brochette de bonnes intentions». Ce qui indique l'honnêteté du projet autant que ses limites. C'est en ces termes qu'il faut étudier la présentation qu'en a faite le candidat à la mairie de Montréal, M. Henri-Paul Vignola.

Bien sûr, toute la population applaudira à l'idée d'une diminution de la taxe foncière, d'une coupure de 2,000 emplois dans l'administration municipale sans conséquence pour les citoyens et d'un investissement de \$50 millions dans un programme de relance économique. Présentement, on sait quels thèmes employer pour entretenir un goût de survie au sein de la crise économique. Le message se passe de Québec à Ottawa et à Montréal et à toutes les structures sociales. Mais le problème se pose au plan de la crédibilité que l'on peut accorder aux hypothèses de solution.

Bref, il faut plus de crédibilité au GAM pour nous convaincre de ses possibilités.

Voyons d'abord les engagements qui ne coûtent rien, ou presque, et qui peuvent susciter l'intérêt. Ils peuvent compléter un programme; ils demeurent, il va de soi, secondaires.

Il est normal que Montréal fasse des pressions sur Ottawa et même sur Québec pour que les capitales favorisent la métropole qui doit être «un pôle majeur et prioritaire» de développement économique. Mais il faudra plus que le lobby politique montréalais pour influencer le mouvement actuel de fuite vers l'Ouest. L'administration municipale actuelle en est consciente; et les Montréalais engagés dans la course économique aussi. L'idée de créer un organisme de coopération et de concertation économique ou même de convoquer un sommet économique est de la même veine: tout le monde le désire mais chacun cherche le moyen d'illuminer cette route déjà tracée.

Il serait sûrement intéressant de savoir ce que pourraient devenir les fonctions d'un ombudsman municipal et d'un office de la condition féminine. Les citoyens deviennent de plus en plus conscients de leurs droits et il faut les informer de l'exercice qu'ils peuvent en faire. Plusieurs se sentent lésés par l'administration municipale, parfois à cause de la lenteur à laquelle progressent certains dossiers, parfois à cause de l'imprécision de la loi, parfois à cause de l'inaptitude de ceux qui doivent en appliquer les règlements. Tant mieux si l'on peut combler ces lacunes.

Quant aux économies de \$50 millions que l'administration pourrait faire en coupant 2,000 emplois, c'est là une équation qui demande des explications. Et ce n'est pas une comparaison avec la ville voisine de Laval, qui n'a pas à offrir les services d'une métropole, qui peut servir d'appui à l'argumentation du GAM. Comment couper 2,000 emplois sans renvoyer aucun employé? Il faut bien du temps à un système de retraite pour exécuter ce plan sans blesser personne.

New York a choisi un jour de diminuer ses services pour équilibrer son budget. La Californie a fait de même; les deux avec succès. Mais les jeux étaient sur la table; la population en a accepté les règles. Si le GAM et M. Vignola veulent suivre leurs traces, il faudrait le dire clairement. Car c'est un programme clair, précis et cohérent qui peut influencer une population que l'on veut respecter, même en sollicitant son vote.

Jean-Guy DUBUC

Le GAM désire favoriser le tourisme

«Ce sont les dépenses extravagantes de l'administration Drapeau et l'orientation du Parti civique vers des secteurs non productifs qui ont miné la confiance des milieux d'affaires montréalais au fil des vingt et quelques années de son règne.»

«Si, pour monsieur Drapeau, le passé doit être garant de l'avenir, on n'est pas sorti du bois!»

Telle a été la réflexion du co-listier de M. Vignola dans le district électoral de Saint-Sulpice (24), Jean Des Trois Maisons, au moment de présenter aux partisans du GAM, mardi, le plan d'action envisagé par le GAM, advenant son accession à la mairie de Montréal.

M. Vignola lui-même n'a pas été tendre à l'endroit de l'administration sortante, l'accusant de tous les péchés du monde et notamment d'avoir fait en sorte qu'au cours des vingt de quelques

Serge Labrosse

années qu'a duré son règne, Montréal a vu son importance décroître au plan de l'économie, sous le poids des taxes qui, dit-il, «a étouffé les citoyens et éligé les investisseurs.»

«Avec une taxe olympique de \$0,57 par \$100 d'évaluation imposée aux commerces et à l'industrie, a-t-il ajouté, il est difficile de prétendre créer un climat qui incite les investisseurs à entretenir une confiance aveugle à l'égard de l'administration municipale...»

Tourisme

Nick Auf Der Maur, l'unique conseiller du Groupe d'action municipale à l'hôtel de ville, estime pour sa part qu'il est grand temps de réviser, avec les autorités provinciales, les politiques de taxation

des équipements à caractère touristique international du Québec, une industrie essentielle à la croissance économique de la ville et de la province.»

«Il n'y a qu'à comparer, dit-il. A New York, l'une de nos principales concurrentes au plan touristique, les grands hôtels paient annuellement des taxes de \$800 par chambre, tandis qu'à Montréal, le Reine Elizabeth, à titre d'exemple, doit déboursier la somme incroyable de \$3,000 par chambre. Comment voulez-vous, avec ça, concurrencer le marché?»

Et de conclure: «On ne peut en même temps développer et étouffer l'industrie touristique sous le poids des taxes. Il faut faire un choix. Et le choix du GAM, c'est de développer.»

LE RCM VEUT PROTÉGER LE BOISÉ DE SARAGUAY

S'il prend le pouvoir le 14 novembre prochain, le Rassemblement des citoyens de Montréal abrogera la résolution 5860 qui ferait de la bande est du boisé de Saraguay un terrain sur lequel pourraient être construits plus de 600 logements de luxe comme le vou-

droit l'administration Drapeau-Lamarre.

C'est ce qu'on fait savoir hier le candidat à la mairie pour le RCM, Me Jean Doré, et le candidat à l'échevinage du même parti dans le district 23 M. Donald England.

Les deux hommes qui donnaient hier une conférence de presse sur les lieux mêmes où la ville entend faire construire ces logements ont fait savoir

que les espaces verts sont en pénurie à Montréal et qu'il est grandement temps de protéger tous ceux qui peuvent encore servir de parcs.

Le boisé de Saraguay est un site écologique unique dans la région de Montréal alors qu'on y retrouve 35 espèces d'arbres dont quelques unes très rares, 45 espèces d'arbustes, 225 espèces de plantes et plus de 129 espèces d'oi-

seaux qui viennent y nicher sans compter des castors qui y demeurent à l'année.

Tout ceci représente, selon le RCM, une richesse inestimable pour les Montréalais qui veulent se donner la peine d'aller y faire une promenade. La commission des biens culturels du Québec a d'ailleurs classé le boisé «arrondissement naturel» et ce malgré l'opposition de la ville de Montréal.

City's budget out next week

A draft City of Montreal budget for 1983, which Yvon Lamarre, chairman of the city executive committee, says will be within the federal six-per-cent spending growth guideline, will be public a week from today.

He said recently that he wanted the document public before the Nov. 14 city election to prevent "all sorts of figures" from being bandied about in the election campaign. Council will debate the budget early next year.

POUR 1 MAIRE ET 57 CONSEILLERS

Montréal: les élections coûteront \$3,5 millions

■ La tenue d'élections municipales à Montréal coûtera approximativement \$35 millions, estime le président-adjoint des élections, M. Yvon Leblanc, qui dirige un bureau d'environ 200 personnes dans une école désaffectée au 2075 de la rue Plessis.

Déjà quelque 5800 énumérateurs ont établi les listes des électeurs en faisant le porte-à-porte pendant quelques semaines. Au total, le scrutin du 14 novembre aura employé de 14000 à 15000 personnes.

DENIS MASSE

Le jour même des élections, on trouvera 2844 greffiers et autant de scrutateurs dans les différents bureaux de votation. À ce nombre s'ajouteront 453 officiers spéciaux et autant de constables spéciaux.

À l'heure actuelle, 701009 personnes sont inscrites sur les listes électorales. Mais le nombre total d'électeurs pourrait être augmenté d'environ 5000 à 10000 personnes une fois la révision des listes terminée, ce qui doit se faire aujourd'hui et lundi.

À lui seul, le nouveau quartier de Pointe-aux-Trembles qui

n'existait pas aux dernières élections de 1978, apporte 23442 électeurs, d'après les listes actuelles.

Comparativement aux élections de 1978, le nombre des électeurs aura augmenté d'environ 5,5 p. cent.

Environ 200 candidats

On s'attend à ce que près de 200 candidats se disputent cette année les 57 sièges du conseil municipal. Aux élections de 1978, 172 candidats se présentaient dans les 54 districts électoraux.

Mais la période de mise en candidature n'est pas terminée. Elle sera close officiellement le 26 octobre par le président des élections, M. Marc Boyer.

Le scrutin aura lieu le dimanche 14 novembre de 9 h à 19 heures.

Les responsables des élections ont multiplié cette année les facilités. Ainsi, avec les 2844 bureaux de votation disséminés aux quatre coins de la ville, il y aura donc 50 points de vote de plus qu'il y a quatre ans.

Qui peut voter? Il semble que la réponse ne soit pas claire pour tous si l'on en juge du nombre de

personnes qui s'adressent encore à l'hôtel de ville ou aux médias d'information pour le savoir.

Les critères à remplir sont d'avoir 18 ans, d'être citoyen canadien et de résider à Montréal depuis au moins un an au 1er septembre 1982. Les propriétaires non résidents doivent être inscrits au rôle depuis au moins un an au 1er septembre 1982.

Au moment de se rendre aux urnes, on doit être en mesure de s'identifier. À cette fin, les greffiers exigeront des pièces d'identité. Le passeport canadien, le certificat de citoyenneté, la carte d'assurance sociale, la carte d'assurance-maladie, le permis de conduire ou même la carte autobus-métro (CAM) seront valables.

Scrutin anticipé

Les personnes ayant de bonnes raisons de ne pouvoir se présenter aux urnes le 14 novembre, pourront exercer leur droit de vote au scrutin spécial les 7 et 8 novembre, entre 14 h et 22 h. La liste des bureaux pour ce scrutin anticipé sera publiée dans les journaux mais les électeurs incertains pour-

ront téléphoner au no 872-5130 ou encore au no 872-4328 pour obtenir les renseignements voulus.

Les résultats des élections devraient être connus peu après la fermeture des bureaux de votation le 14 novembre. Aux élections de 1978, l'élection du maire Drapeau avait été concédée dès 19 h 20, soit seulement 20 minutes après la fermeture des bureaux de votation.

Cette année, les résultats ne seront pas complétés au moyen des ordinateurs comme c'était le cas le 12 novembre 1978.

« Cette méthode coûte très cher, explique M. Leblanc, et ne permet en somme de gagner que quelques minutes ».

Cette compilation se fera au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville mais seuls les représentants des médias d'information y seront admis.

Le centre international de biotechnologie doit aller à Rosemont selon le RCM

■ Le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) s'est engagé, hier, à faire tout en son pouvoir, s'il est élu, pour obtenir le Centre international de recherche en biotechnologie projeté par l'Organisation des nations unies, afin de le loger dans une partie du vaste terrain des usines Angus, dans le quartier Rosemont.

**JEAN-PAUL
CHARBONNEAU**

Dans la plus grande section du terrain, dont la totalité correspond à peu au parc Lafontaine, le RCM envisage la construction de logements coopératifs pour les citoyens du quartier.

Le candidat à la mairie, Jean Doré, a expliqué que la population de Rosemont ne formait pas une enclave de riches ou de pauvres, mais que le revenu moyen d'une famille de ce secteur était de 20 p. cent inférieur à celui de l'ensem-

ble des Montréalais. « Nous voulons des logements pour eux, des immeubles de trois ou quatre étages. Ces constructions seraient érigées dans la zone résidentielle du terrain qui est de quatre fois plus grands que la partie industrielle. »

Le RCM est convaincu que ce site comporte plusieurs avantages, notamment à cause de la présence d'une voie ferrée le reliant directement au port de Montréal vers le sud, et à cause de la proximité de la ligne no 2 du métro. De plus, ces terrains sont situés à environ 10 minutes du centre-ville.

« L'aménagement du terrain des usines Angus doit permettre à la fois d'améliorer la situation du logement à Montréal et de stimuler son développement économique dans le secteur des industries de pointe. Le terrain des usines Angus est actuellement le plus grand terrain vacant rapidement aménageable près du centre-ville de Montréal », affirme Jean Doré.

Par son responsable des relations publiques, Jean-Luc Moison, le RCM criait d'autre part victoire hier à la suite de la publication, dans la revue « Contact » du Parti civique du district de Snowdon, d'une lettre du président de la CTCUM, Lawrence Hanigan, rédigée en français et en anglais, informant la population de ce secteur de son intention de se pencher sur le problème du circuit d'autobus 65.

Lors d'une conférence de presse, le 6 octobre, le RCM présentait une pétition de 8000 signatures demandant le retour de ce circuit. Dans une lettre datée du 14 octobre, M. Hanigan reconnaît comme réels les problèmes qu'entraîne le retrait du circuit 65. Au sein du RCM, on se demande comment il se fait que dans un document du candidat Gerry Snider, on trouve une lettre de M. Hanigan, un homme qui ne doit pas, à cause de la nature de ses fonctions, s'occuper de politique municipale.

Faire de Montréal la capitale de la haute technologie

■ Le président du Comité exécutif de Montréal, M. Yvon Lamarre, a précisé hier devant les membres du Conseil canadien des chrétiens et des juifs, les moyens d'action qu'il entend prendre au cours du prochain mandat, si le Parti civique est réélu, pour faire

DENIS MASSE

de Montréal une capitale de la haute technologie, de l'innovation, de la recherche et du développement scientifique.

On sait que ce programme à vocation économique est pratiquement le seul cheval de bataille de la campagne actuelle du Parti civique en plus de ses performances passées.

L'administration Drapeau-Lamarre affirme donc sa volonté de poser des gestes concrets pour orienter l'activité économique de Montréal dans la voie des technologies électroniques, de la robotique, de l'informatique, de la bureaucratique, de la biotechnologie et du génie génétique.

Les moyens mis de l'avant, par l'administration doivent cependant cadrer à l'intérieur de la juridiction municipale.

Parmi ces moyens, M. Lamarre cite la mise en place des mécanismes pouvant traiter des demandes d'assistance de la part des entreprises montréalaises relativement à leur plan de développement de l'innovation industrielle, en plus de fournir le soutien nécessaire en les orientant au sein des divers services concernés de la ville, des autres niveaux de gouvernement et des organismes privés.

L'administration municipale se



propose en outre de faire un relevé exhaustif des divers programmes fédéraux, provinciaux ou privés d'aide financière et technique à l'innovation de façon à pouvoir établir les contacts entre les entreprises intéressées et les sources pertinentes d'assistance.

Selon les objectifs de M. Lamarre, les entreprises pourraient trouver à l'hôtel de ville un organisme qui effectuerait sur demande des analyses et des recherches en matière d'innovation technologique, d'ouverture de nouveaux marchés locaux et extérieurs. Cet organisme travaillerait évidemment en relation avec les autres centres de recherches gouvernementaux et privés ainsi que les universités.

Après le 14 novembre, l'administration voudra procéder à l'identification des entreprises montréalaises, petites et grandes, susceptibles de s'intéresser à développer davantage l'innovation dans leur processus de fabrication ou dans la mise au point de nouveaux produits, ou encore dans la recherche de partnership, de transfert de technologie, de même que dans l'achat de brevets d'invention, tout ceci en vue de faciliter l'expansion de ces entreprises, de développer de nouveaux marchés et de créer de nouveaux emplois.

30 ANS D'ÉLECTIONS À MONTRÉAL

La décennie 70 : les temps sont durs, les problèmes nombreux

— 3 —

■ Après des années riches en satisfactions pour le Parti civique et les Montréalais, la décennie 70 marque un tournant dans les annales électorales montréalaises. Les urnes favorisent toujours Jean Drapeau, mais les temps sont durs désormais.



GUY
PINARD

Pourtant, la décennie s'était ouverte sous de bons augures, puisque le 12 mai 1970, à Amsterdam, le maire Drapeau avait obtenu du Comité international olympique le mandat d'organiser les **Jeux** de 1976. Après le métro, après Expo 67, Jean Drapeau parvenait à compléter son triplé. Il promettait des **Jeux** « modestes et autofinancés ».

Mais tout devait mal tourner, à commencer par la démission de **Lucien Saulnier** comme président du comité exécutif, où il fut successivement remplacé par **Gérard Niding**, puis par **Yvon Lamarre**. Ce fut l'énorme déficit olympique de \$1 milliard, l'engagement d'un architecte français aux goûts coûteux, l'obligation pour Montréal d'assumer \$200 millions du déficit olympique, la création de la Commission d'enquête Malouf et le jugement sévère porté par le juge sur l'administration municipale, la démission de Niding à la veille des élections de 1978 à la suite de révélations troublantes relativement à sa maison de Bromont, et la création du Rassemblement des citoyens de Montréal, qui offrait aux Montréalais un choix réel, même si ce dernier ne représentait pas tout ce que les adversaires de Drapeau pouvaient souhaiter.

Mais contre vents et marées, le maire s'est cramponné à son fau-

teuil et il a manifesté l'intention d'y rester malgré deux sérieux accidents qui en auraient écarté bien d'autres...

En 1970 : la honte

Les élections municipales de 1970 resteront sans doute celle de la honte dans l'esprit de plusieurs Montréalais, particulièrement chez les partisans du Front d'action politique (FRAP). Cette campagne électorale s'est en effet déroulée au plus fort de la crise, le 25 octobre. En toute logique, il eût été préférable de tout retarder de quelques semaines, afin de permettre aux esprits les plus échauffés de se calmer de manière à ce que le scrutin se tienne dans la sérénité.

Mais non seulement les élections eurent-elles lieu à la date prévue, mais encore les politiciens, à Ottawa comme à Montréal, ont cherché à relier le FRAP au Front de libération du Québec. Ce rapprochement n'a jamais été prouvé dans les faits, mais le mal était fait et le FRAP allait en subir les conséquences de spectaculaire façon.

Il y avait 115 candidats pour se disputer les 46 sièges électoraux et la faveur de 698 750 électeurs. Depuis les élections précédentes, le nombre avait été porté de 48 à 52 par l'annexion de Saint-Michel. Et six candidats du Parti civique avaient déjà été élus par acclamation au moment du scrutin.

Le jour dit, les électeurs se rendirent en grand nombre exercer leur droit de citoyen. Le taux de participation de 53,8 p. cent ne pouvait que favoriser le maire **Jean Drapeau**. Ce dernier devait recueillir 341 342 votes, 330 255 de plus que le deuxième, **André Desmarais**, du Réveil de Montréal.

Le FRAP avait choisi de ne pas présenter de candidat à la mairie. Mais son chef, **Paul Cliche**, ne devait faire mieux comme simple conseiller. Candidat au siège no 2 contre **René-C. Paris**, du Parti civique, Cliche ne récolta que 4 843 voix, soit près de 20 000 de moins que Paris. Le Parti civique allait

réussir le premier balayage complet de l'histoire en gagnant les 52 sièges.

Et une fois l'issue des élections connue, le maire Drapeau ne causa aucune surprise majeure en confiant la présidence du comité exécutif à **Gérard Niding**, un homme effacé, qu'il pourrait « contrôler », le contraire d'un **Lucien Saulnier**, le seul homme qui pouvait dire non à son patron, le maire de Montréal.

En 1974: l'espoir

Autant 1970 s'était déroulé sous le signe de la répression, autant 1974 devait inspirer un certain espoir, du moins chez ceux qui croyaient toujours le retour d'une saine démocratie à l'hôtel de ville de Montréal. Et le temps d'une campagne électorale, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) allait s'imposer comme le parti d'opposition le plus sérieux que le maire Drapeau et son équipe aient eu à affronter depuis 1960.

687 300 électeurs sont inscrits sur les listes électorales, un peu moins qu'en 1970. Le nombre de sièges (que se disputent 126 candidats) est porté de 52 à 55 avec l'addition des trois sièges du quartier Marie-Victorin.

Trois partis sont en lice : le Parti civique, avec Jean Drapeau comme candidat évidemment; le RCM avec le jésuite Jacques Couture comme candidat, et Démocratie-Montréal, avec Jacques Brisebois, ex-conseiller du Parti civique, et candidat de Démocratie-Montréal emporté par le raz-de-marée du Parti civique lors de l'élection de 1970.

Le 10 novembre, jour du scrutin, c'est la surprise générale, même si le Parti civique reste au pouvoir. Pour la première fois depuis l'abolition de la classe « C » le Parti civique ne détient plus les deux tiers des voix au Conseil municipal. Le RCM a réussi à arracher 44,6 p. cent des voix, à peine six p. cent de moins que le Parti civique de Drapeau qui remporte 36 sièges, contre 18 au RCM.



A la mairie en 74, surprise, Jacques Couture recueille plus de 100,000 votes ou 39.1 p. cent du suffrage exprimé contre 141 091 votes ou 55 p. cent pour Jean Drapeau. photo Robert Nadon

A la mairie, surprise : seulement 39 p. cent des électeurs s'étant présentés aux urnes, Jacques Couture parvient à recueillir plus de 100 000 votes, ou 39,1 p. cent du suffrage exprimé; mais Jean Drapeau fait encore mieux avec 141 091 votes et 55,0 p. cent du suffrage exprimé. Jacques Bribois vient au troisième rang avec 10 024 voix.

Le vote aurait-il été différent, si les électeurs avaient su avant les élections que le dossier olympique se dirigeait alors vers un échec financier monumental? On ne le saura jamais. En effet, à peine trois semaines après les élections, on apprenait que l'autofinancement des Jeux relevait désormais de l'utopie.

En 1978 : la déception

Le maire Jean Drapeau est extrêmement difficile à vaincre. Si les votes d'opposition sont divisés entre deux factions, il devient pratiquement indélogeable. C'est ce qu'ont démontré le RCM et le nouveau parti politique né de la scission des modérés du RCM connu

sous le nom de Groupe d'action municipale.

Les résultats ont été catastrophiques : sur les 54 sièges prévus dans la nouvelle carte électorale de Montréal, 52 passent à l'équipe du maire Drapeau, les deux autres allant à Michael Fainstat, du RCM, et Nick Auf der Maur, du GAM, même si les deux partis remportent 44 p. cent des voix contre 55,5 p. cent pour le Parti civique.

Pour démontrer sa capacité d'adaptation à toutes les circonstances, le Parti civique fait élire ses trois premières candidates à des postes de conseiller, soit Justine Sentenne, Nicole Gagnon-Larocque et Carmen Millette. Mieux encore, Mme Sentenne devenait la première femme de l'histoire à siéger au comité exécutif.

Mais sa plus grande empreinte sur l'électorat montréalais, le maire Drapeau allait la prouver à la mairie, où il recueillait 212 345 votes, comparativement à 89 173 pour Serge Joyal, candidat vedette du GAM et 43 522 pour le

candidat effacé du RCM, Guy Duquette.

À l'issue du scrutin, le maire Drapeau devait nommer Yvon Lamarre, conseiller de Saint-Henri élu pour la première fois en 1966, au poste de président du Comité exécutif.

Un seul record lui échappe

Depuis le début du XXe siècle, la Ville de Montréal n'a connu que sept maires. Trois d'entre eux se sont illustrés de brillante façon.

Il y eût d'abord Médéric Martin (1914-24; 1924-26), qui a siégé pendant 12 ans après cinq victoires électorales. Puis est venu Camillien Houde (1928-32; 34-36; 38-40; 44-54), qui a dirigé les destinées de la ville pendant 18 ans après avoir remporté sept victoires, dont une par acclamation en 1947. Et enfin, Jean Drapeau (1954-57; 1960-...), détenteur de tous les records imaginables. À l'exception d'un seul, celui du nombre des victoires, sept, qu'il doit partager avec Camillien Houde.

FIN



Guy Pinard

La « vraie » campagne électorale du Parti civique

■ Si ce n'était de la façon dont le Parti civique a enlevé les victoires lors des élections disputées depuis 1960, on pourrait s'interroger véritablement sur la pertinence de la stratégie adoptée actuellement par le parti du maire Jean Drapeau.

La campagne « officielle » du parti est en fait une « anti-campagne ». Une grande assemblée qui a réuni, dit-on, 2 000 personnes, et un programme de trois brunchs, question de rappeler à la clientèle traditionnelle du parti que « le passé est garant de l'avenir », à la condition qu'elle se rende en grand nombre (la majorité des candidats du Parti civique étant directement proportionnelle au nombre de votants) aux urnes le 14 novembre prochain.

S'il était permis de penser, à la lumière de la seule campagne officielle, que le Parti civique pourrait pécher par excès de confiance, la « vraie » campagne, celle que mène très subtilement M. Yvon Lamarre, président du comité exécutif, cette campagne est drôlement plus efficace.

Depuis un mois, M. Lamarre préside à une foule d'ouvertures officielles et accepte bien volontiers de croquer dans une pomme ou de déguster une huître pour les besoins du photographe.

Et les allusions « politiques » sont sagement réduites au strict minimum, laissant les adversaires politiques sur le qui-vive, à surveiller la moindre erreur stratégique de M. Lamarre, qui pour sûr justifie ces présences par son rôle de représentant officiel de l'administration municipale.

Sans faire de promesses dites électorales, M. Lamarre se contente généralement de souligner que ce bienfait dont on marque la mise-en-œuvre est dû à la compétence de l'administration actuelle. Sauf que jamais par le passé avait-on assisté en aussi peu de temps à autant de lancements de campagnes, d'ouvertures officielles ou de couronnements de travaux.

Les grands médias d'information ignorent presque complètement cette campagne réalisée, est-il besoin de le préciser, non pas avec la caisse électorale du Parti civique, mais plutôt avec les deniers publics.

Mais le Parti civique s'accommode fort bien de ces « oublis ». Les journaux de quartier, eux, s'y intéressent. Et c'est ce qui importe à ses yeux parce que ces journaux atteignent directement la clientèle visée par le parti.

Cette formule n'est évidemment pas illégale, mais elle est forcément réservée au parti au pouvoir. C'est peut-être de bonne guerre, mais il n'en reste pas moins que le Parti civique n'a même pas besoin de cette méthode pour conserver le pouvoir.

Bonnes gens de Montréal-Est, en garde!

Parmi ses messages à caractère « administratif » que M. Lamarre sème aux quatre vents du territoire montréalais, il arrive qu'il lève un coin de voile sur les intentions futures de son administration.

On en a vu un exemple récemment dans le nouveau quartier de Pointe-aux-Trembles, alors qu'il a prévenu les résidents de Montréal-Est de leur annexion prochaine à la Ville de Montréal. M. Lamarre a même poussé l'audace jusqu'à prédire que le maire de Montréal-Est récemment élu serait le dernier maire de l'histoire de cette ville, et que l'annexion se concrétiserait d'ici deux ans. Donc, bonnes gens de Montréal-Est, soyez sur vos gardes, Montréal lorgne vers votre territoire et vos vaches à lait fiscales que sont les raffineries!

Les pompiers, c'est réglé

Puisqu'il est question de Montréal-Est, le problème du partage des pompiers, latent depuis la fusion de Pointe-aux-Trembles à Montréal, est désormais réglé avec l'Association des pompiers de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles.

Selon M. Jean-Yves Patalloni, du bureau de coordination de la fusion de Pointe-aux-Trembles à Montréal, M. André Brunelle, ex-chef du service commun et 37 pompiers ont demandé à devenir des employés de la Ville de Montréal. M. Brunelle deviendra le chef de district du service dans le nouveau quartier.

Quant au Service des incendies de Montréal-Est, il conserve l'ex-assistant directeur, 12 pompiers, le chef de la prévention des incendies, quatre répartiteurs et la secrétaire du service.

Il ne reste qu'un problème à résoudre, le partage des biens meubles et immeubles du service commun, dont l'évaluation a été confiée à un comité d'experts. Depuis la fusion des deux services il y a 11 ans, la ville de Pointe-aux-Trembles avait défrayé les deux tiers du budget annuel, l'autre tiers étant assumé par Montréal-Est. C'est donc de la même façon que seront vraisemblablement partagés les actifs du service.

Une drôle de démocratie!

Les trois principales associations de citoyens du quartier Saint-Louis organisaient récemment une soirée publique afin de connaître le point de vue des trois partis politiques sur différents sujets de préoccupation des citoyens du quartier.

Les trois candidats avaient accepté d'y participer : le conseiller sortant, M. Richard Godin, du Parti civique, à titre personnel (le Parti civique n'acceptant pas en principe les assemblées dites contradictoires) le candidat du RCM et ex-conseiller du quartier, M. Jean Roy, et le candidat du GAM, M. Michel Bédard. Toutefois, quelques heures avant la réunion, M. Godin se désistait en disant qu'il accepterait de répondre par écrit aux questions qu'on voudrait bien lui poser.

De tous les partis politiques qui oeuvrent au Québec, aux trois paliers de gouvernement, seul le Parti civique peut espérer poser de tels gestes sans craindre des représailles de la part de l'électorat...

Le GAM: 53 candidats-fantômes

Un billet de
Serge Labrosse

Un parti politique qui prétend accéder à la mairie de Montréal a-t-il l'idée de cacher l'identité de ses candidats à exactement trois semaines des élections?

C'est en tout cas ce que fait le GAM de M. Vignola, ce parti d'opposition à l'administration Drapeau qui, depuis le premier octobre dernier, ne compte toujours officiellement dans ses rangs que 21 candidats.

Il est étonnant de constater la sincérité que mettent les Vignola, Fauteux (président du parti), Bougie (attaché politique) et Girard (attachée de presse) à soutenir que les 36 candidats manquants sur la liste officielle existent vraiment et sont pour la plupart déjà actifs dans leur district respectif.

Si cela est vraiment le cas, on peut se demander si les candidats fantômes du GAM, qu'on a recrutés et invités à investir jusqu'à \$5000 chacun dans leur campagne personnelle savent qu'on refuse systématiquement de dévoiler leur nom...

«C'est une stratégie», avance bravement André Bougie, l'homme qui chuchote toujours à l'oreille de son chef.

Mais quelle stratégie?

Depuis le premier octobre dernier, jour du congrès du parti, le GAM n'a rendu publique aucune autre candidature, si ce n'est celle de l'ex-député Jacques Lavoie et encore, a-t-il fallu lire son nom entre les lignes sans que cela soit pour autant officiel.

Il y a bien aussi quelques photos nouvelles affichées dans le local du GAM, mais rien ne prouve que les figures qui côtoient celles de M. Vignola soient réellement impliquées, puisqu'on demandait aux médias, jusqu'à hier, de ne pas dévoiler leur nom...

Pourtant, pas plus tard que la semaine dernière, M. Fauteux lui-même prétendait doubler les effectifs du GAM en quatre jours.

Non seulement six jours plus tard n'avait-il toujours pas dévoilé les noms promis, mais encore, des dix-huit qu'il avait annoncés, il n'en restait que «onze ou douze» mercredi (non-identifiés toujours) et quatre hier...

Qui le GAM cherche-t-il ainsi à bernier? Les journalistes? Les électeurs? Les bénévoles et organisateurs de son propre parti?

En fait, cela importe peu puisqu'au bout du compte c'est lui-même que la GAM aura trompé. Et si réellement il s'agissait là d'une stratégie, eh bien! tant pis pour lui...

Yvon Lamarre mise sur la haute technologie

Yvon Laprade

Ceux qui rêvaient de voir Montréal devenir une capitale de la finance devront en faire leur deuil: Toronto a une bonne longueur d'avance sur la «métropole». Devant ce constat, Yvon Lamarre, président du conseil exécutif montréalais, misera davantage sur la haute technologie et le développement scientifique, au cours des quatre prochaines années, afin de relancer l'économie à Montréal.

S'il s'est bien gardé d'affirmer qu'il a mis de côté le projet d'un centre international de la finance à Montréal, M. Lamarre n'a pu s'empêcher d'ajouter que le domaine de la haute technologie représente un défi «plus intéressant». «On doit tirer profit des atouts dont nous disposons, particulièrement dans le domaine du transport qui regroupe de nombreux sièges sociaux ici même à Montréal», a-t-il précisé.

M. Lamarre a choisi la tribune du Conseil canadien des chrétiens et des juifs pour parler de l'«orientation économique» que l'administration montréalaise entend favoriser dans un prochain mandat. Selon lui, la deuxième révolution industrielle passera par les technologies électroniques, la robotique, l'informatique, la bureautique, la biotechnologie et le génie génétique.

Et pour ne pas manquer le bateau, M. Lamarre veut entreprendre, le plus tôt possible, un «relevé exhaustif» des divers programmes fédéraux, provinciaux et privés d'aide financière et tech-

nique à l'innovation, de façon, dit-il, «à pouvoir mettre les entreprises intéressées en contact avec les sources pertinentes d'assistance».

La stratégie de l'administration Drapeau-Lamarre, dans l'éventualité où elle sera réélue le 14 novembre, consistera en outre à «faire

valoir les avantages de Montréal» aux représentants des centres de recherches et des entreprises étrangères intéressées à l'innovation. Rappelons, enfin,

que Montréal a posé sa candidature en vue de l'implantation, sur son territoire, du futur centre de bio-technologie de l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

2,200 LOGEMENTS AUX USINES ANGUS:

Le Rassemblement des citoyens de Montréal entend construire plus de 2200 logements dont plus de la moitié en HLM et installer des entreprises industrielles de pointe sur les terrains des usines Angus dans l'est de Montréal.

Me Jean Dore, candidat à la mairie pour le RCM et les trois candidats de ce parti dans le secteur des usines Angus, Michel Famelart, Michel Lemay et Gisèle Simard, ont présenté hier à la presse leur position sur la question de l'utilisation de ces terrains qui devraient devenir propriété de la ville de Montréal et du gouvernement du Québec sous peu.

Pour les candidats du RCM, il n'est pas question de céder ces terrains aux spéculateurs pas plus qu'au programme opération 20,000 logements puisqu'ils ont l'intention d'en faire profiter

les Montréalais à revenus modeste ou moyen.

Ainsi plus de la moitié des logements construits sur la partie est des terrains Angus serait consacré à des logements dits sociaux, alors que l'autre moitié pourrait être mise à la disposition de coopératives d'habitation et même de particuliers qui voudraient construire des maisons unifamiliales ou semi-détachées.

Dans tous les cas, ces maisons devraient s'harmoniser avec le style architectural du secteur et ce pour ne pas détruire la trame sociale du

C'EST LE PROJET DU RCM

quartier.

Dans l'autre secteur des terrains Angus, le RCM songe à établir un parc industriel qui pourrait très bien abriter le centre de biotechnologie qu'on espère voir venir s'établir à Montréal. Ces industries de pointe sont non-polluantes, ne prennent pas beaucoup d'espace et

sont de nature à assurer un avenir intéressant à la Métropole.

Ce terrain est situé à un endroit stratégique se trouvant à seulement quelques minutes du centre-ville, du port et des grandes voies de communication. Il est même desservi par des voies de chemin de fer.

MAG, MCM vie on taxes

Opposition parties generally promise to cut taxes if elected, and this week both of Montreal's opposition parties did just that.

But voters who are trying to sort out the differences between the two parties, the Montreal Citizens Movement and the Municipal Action Group, may find the differences in their respective promises quite revealing.

First, consider MAG. It promised a 10 per cent cut in property taxes yet said it would also invest \$50 million in reviving the Montreal economy (\$30 million of this would be in housing for low- and middle-income persons). It said it would find this \$50 million by "simply trimming some of the fat" from the city's annual \$1 billion budget.

The problem with this promise is that it is as vague as it is grandiose. Beyond saying that the cuts would be achieved through painless attrition, MAG could not say where it would pare the budget.

"If we couldn't come up with \$50 million amidst all the waste with the present (Civic Party) administration, then we wouldn't deserve to be in office," said one MAG official. But if waste is so obvious, surely MAG can show us where — now — so voters will know whether to put it in office in the first place.

Cutting the payroll without reducing valuable services may not be so easy. Since 1978

the Civic Party's administration has already pared permanent workers by 10 per cent.

MAG's promise underscores a weakness in the party's entire platform: It consists mostly of generalities.

The MCM, however, glories in specifics. (The Civic Party has no platform at all, but its tax ideas will be in next week's city budget.) The MCM's program is also notable for containing less leftist rhetoric than in previous campaigns. Its promise to cut taxes is an example: The party would reduce taxes on — get this — businesses.

Businesses now pay a property surtax on their building after the first \$100,000 in assessed value; the MCM would raise this to \$200,000. To spur tourism, it would also lower the room tax on hotels, now the highest in North America. (Also, property taxes on homes would be frozen only in cases where recent increases have been "unjust" — one MCM promise which is still far too vague.)

Before the Nov. 14 election, voters are entitled to know more. Among the key questions are whether the MCM's promised statements on economic development in coming weeks will fortify or erode this apparent new realism, and whether MAG can muster some concrete detail on its promises.

lise bissonnette

Rue Notre-Dame, le désert

PARLONS dans le néant, puisque M. Drapeau sera réélu maire-monarque de Montréal le 14 novembre, ou plutôt, pour ne pas sombrer dans une dépression anti-patriotique selon l'autre monarque à trois discours qui règne à Ottawa, parlons des raisons que nous aurions si nous étions raisonnables de faire entrer la démocratie, un peu tard vers la fin du vingtième siècle, en même temps que l'opposition à l'hôtel de ville.

Je n'ai jamais compris la «grandeur» que d'aucuns prêtent à Jean Drapeau. Même parmi ses adversaires dont certains de mes amis de gauche, insomniaques à l'idée d'un successeur qui serait «une police» comme M. Vignola, on lui prête de larges idéaux et de la noblesse. La grandeur, les idéaux, la noblesse, voilà qui commence ordinairement par la générosité, se poursuit dans l'attention aux besoins des plus humbles, et s'épanouit, quand on a charge publique, dans des oeuvres durables et nécessaires. Jean Drapeau, si j'en crois mes aînés, porta un jour ce rêve. Aujourd'hui, il en est devenu la contradiction.

Encore le stade olympique, dira-t-on en me voyant venir tous phares allumés. Oui, en partie. Tous les rapports Malouf sans réponse ne le blâmeront jamais autant, à mes yeux, que cette simple constatation: M. Drapeau a sciemment fait couler dans le béton les ressources collectives qui auraient suffi à construire et à faire vivre, à Montréal, tout ce dont une cité moderne peut rêver en centres culturels ou en universités accessibles, en centres d'accueil contre toutes formes de naufrages ou en logements décents. Il aura beau refuser de rendre des comptes, cette addition-là est indélébile.

Mais il en est d'autres, et j'aimerais célébrer (?) en cet automne 1982, un dixième anniversaire.

Prenons ensemble la rue Notre-Dame, tout près du DEVOIR. Traversons l'arrondissement historique tout au long, vers l'est, jusqu'au viaduc où l'horizon se dégage pour heurter aussitôt les installations de la brasserie Molson sur fond de pont Jacques-Cartier. Tout est désolation. À gauche, la maison de Radio-Canada préside sur son désert, de l'autre côté de la tranchée qui aurait dû être le prolongement de l'autoroute est-ouest. Plus

près de nous une vieille caserne de pompiers reste adossée à l'édifice plat d'une compagnie d'eaux minérales. Rue Montcalm, traversale et comme oubliée sur un talus en broussailles, une très belle maison de pierres. Puis rien. Un terrain vague, et en face de la brasserie, un terrain de stationnement à peine entretenu.

Le terrain vague, en 1972, portait quelques numéros civiques, dont le 1201 Notre-Dame. C'était une autre belle maison de pierres, un peu plus récente probablement que la survivante voisine du 511 Montcalm, mais tout à fait vénérable dans sa masse oblongue. Ses portes sculptées par quelque ancêtre-artisan menaient à de vastes logements un peu décrépits, indifférents à leur propriétaire, mais vivant d'eux-mêmes. Un épouvantable chat noir, tigre montréalais comme il n'en surgit que dans les cauchemars d'enfants, vivait sous les combles avec son maître-locataire, sculpteur-poète, et sur les toits au milieu des vieilles cheminées de sa jungle intime. Mais les compagnes griffues s'y faisaient rares car le Faubourg-Québec, ce pâté de maisons rebaptisé Îlot des Voltigeurs se vidait lentement de ses habitants. Je les décriais comme Montréal les voyait officiellement, dans un document daté de 1971: «Environ 150 personnes, à forte majorité francophone qui totalisent 51 ménages. Environ 70 enfants. Les ménages familiaux et non-familiaux sont partagés également. «Le revenu annuel de 60% de ces ménages n'atteignait pas \$6,000. Les documents officiels, évidemment, ne parlent pas des chats, ni des sculpteurs-poètes ni de leurs amis qui défilaient dans cette maison dite «de la poésie», devenue bohème par la force des choses qui s'effritent faute de soins. Si les voisins quittaient, donc, c'est que le rouleau-compresseur était en marche et que les avis d'éviction avaient fait leur oeuvre. Montréal allait exproprier, démolir et, disait-on pour pousser dans le dos des partants avec une bonne raison, réaménager le quartier selon un «plan de rénovation urbaine».

Le sculpteur-poète, Jean Gauguet-Larouche, organisait avec des amis la résistance, convaincus qu'ils étaient qu'il fallait plutôt restaurer ces maisons, dont l'histoire présente était aussi vive pour eux que l'histoire ancienne. Après mille péripéties et cor-

respondances kafkaïennes avec Québec qui finit par intervenir, on sauva le 511 Montcalm in extremis et il devint officiellement le monument historique que Montréal avait refusé obstinément de voir jusque là. Agacé par cette bataille publique, le Service d'urbanisme n'entendait toutefois plus à rire. Les derniers locataires, rue Notre-Dame, devaient vider les lieux. De sursis en sursis, marqués curieusement par des coupures d'eau et de gaz en plein hiver, et du vandalisme périodique, ils tinrent le coup jusqu'en décembre 1972. Pour environ \$15,000 les démolisseurs rasaient alors l'immeuble.

Jamais on ne trouvera, dans l'épais dossier de la correspondance des résistants avec toutes les autorités imaginables y compris celles de Montréal, une explication très claire de l'urgence de démolir, ou du projet lui-même. Les lettres de Jean Gauguet-Larouche sont de superbes envolées, taillées à la hache dans sa langue sans contrainte. À l'assistant-directeur du Service d'urbanisme de Montréal, il écrit sur huit pages à simple interligne des choses comme «c'est somme toute la plus belle des causes que vous avez entre les mains, et les miennes ont déjà accroché un drapeau blanc et c'est en même temps le drapeau de la maison de la poésie que nous avons jumelée avec l'église Saint-Jacques sous laquelle nous avons donné récital en hommage à la poétesse incendiée sur la place publique et qui aurait déclaré que nous avons détruit toutes les beautés de ce monde...». Invariablement, il reçoit des répliques comme «En réponse à la vôtre du...» et la plate répétition de l'avis de démolition. En février 1972, on lui affirme que le «programme détaillé de l'Îlot des Voltigeurs» est actuellement «au stade de la mise en oeuvre». Il s'agissait, comme on le voit rétroactivement, d'un programme détaillé de certification, ce qui n'est jamais très compliqué à mettre en oeuvre.

Le vent qui souffle sans embûches aujourd'hui sur ce quartier décharné goûte celui des cimetières. J'ai voulu savoir pourquoi il fallait tant chasser les gens puisque rien, strictement rien, n'a suivi. Au service d'information du Service d'urbanisme, on n'en savait rien, le dossier était vide depuis 1973. On m'a dit d'appeler plus haut, chez un M. Jean Villemure, qui saurait mieux. Depuis deux jours j'essaie, il n'a jamais retourné mes appels. Les cimetières, c'est vrai, sont aussi silencieux.

J'ai raconté cette histoire, à son dixième anniversaire, parce que le maire, qui la connaissait sûrement puisqu'elle faisait quelques manchettes à l'époque, n'a jamais rendu le moindre compte. Le 1201 Notre-Dame et le stade olympique, même affaire. Les Montréalais n'ont pas de visages, ni de chats, ni de poésie dans leur maison. Ce n'est pas parce qu'on buldoze moins à Montréal, aujourd'hui, qu'un brin de grandeur pourrait naître de telles cendres.

LE GAM
LA FORCE DES MONTRÉALAIS



**Diner des
engagements**

Henri-Paul Vignola, candidat
à la mairie et son équipe vous
invite à l'Hôtel Mont-Royal,
1455, rue Peel (métro Peel) à
la Grande Salle de Bal le lundi
25 octobre 1982 à 12 h.

Billet: \$25.00

Réservation: 527-1517

Autorisé par A.D. Schulman
agent officiel du GAM

Le Devoir, samedi 23 octobre 1982

Au matin du 15 juillet dernier

DRAPEAU n'avait jamais VU LA MORT D'AUSSI PRÈS

**EN
EXCLUSIVITE
Jean Drapeau
raconte ses
heures
sombres**



Deux mois après sa terrible maladie

DRAPEAU

raconte pour la première fois ce qui s'est passé!

Le matin du 15 juillet, lorsqu'il a constaté sa paralysie au côté gauche, le maire Jean Drapeau a pensé à la mort.

«Instinctivement, dit-il, j'ai pensé aux choses que j'aurais aimé mettre au point avant de quitter ce monde. C'est plus fort que soi quand on sent ce phénomène.»

André Dalcourt

Jean Drapeau a pensé à la mort. Mais jamais il ne s'est imaginé vivant complètement paralysé, réduit à l'impuissance. Ça été le tout ou rien.

«Il m'a semblé plutôt, poursuit-il, que si la paralysie continuait, c'était la mort.» Il était angoissé. «Je ne savais pas à quel point le phénomène allait s'arrêter.»

Deux mois plus tard, bien calé dans un fauteuil de son bureau de l'hôtel de ville, il en parle avec un certain détachement, mais son souvenir de l'accident reste très vif, très précis.

Équilibre

«Ce jeudi matin-là, nous a-t-il raconté, hier, je me suis aperçu en me levant, que je manquais totalement d'équilibre. Il fallait, pour marcher, que je mette la main sur les murs, que je touche quelque chose.»

«Ce n'était pas un étourdissement. C'était surtout un manque d'équilibre. J'observais le phénomène pour tenter d'en deviner la cause.»

«Je n'ai pas osé appeler le médecin à 5h30 du matin. J'ai fait ma toilette de peine et de misère. Puis, j'ai voulu m'en aller à l'hôtel-de-ville.»

«C'est après avoir pris l'auto en marche,

«Je ne me suis jamais imaginé vivant complètement paralysé et réduit à l'impuissance»



Photo LE JOURNAL

«Je suis fonctionnel du matin au soir et presque du soir au matin.»

que j'ai constaté que ça ne fonctionnait pas. Il n'y avait pas de circulation. Je roulais lentement, beaucoup plus lentement qu'à l'habitude.»

«Alors je me suis arrêté à mon bureau près des rues Prefontaine et Sherbrooke et j'ai vu, en montant l'escalier, qu'il se passait quelque chose d'anormal. J'avais de plus en plus de difficultés à bouger des doigts de la main gauche et le pied gauche.»

«Je me suis alors assis dans un fauteuil et j'ai observé le phénomène sans marcher.»

«Après quelques minutes, j'ai appelé ma secrétaire pour qu'elle an-

nule mes rendez-vous.»

«C'était la secrétaire du Parti civique. Les rendez-vous concernaient le Parti. Ils devaient avoir lieu en dehors de l'hôtel de ville.»

«Ensuite, poursuit le maire, j'ai réussi à rejoindre le docteur Campeau à l'Institut de cardiologie. Il avait tout mon dossier. Juste à ma façon de parler, il a vu que c'était un problème neurologique.»

Suspense

Dès le lendemain, après l'annonce de la nouvelle, le suspense a commencé à l'hôtel de ville.

Chacun se demandait si le maire Drapeau allait se rétablir à temps

pour la campagne électorale.

Aujourd'hui, presque complètement rétabli, il déclare de son siège de maire: «J'ai toujours été confiant de passer à travers. Avec la qualité de médecine qui se pratique ici, j'ai toujours pensé m'en sortir.»

Et, effectivement, le maire s'en est sorti. Et il s'est remis à fonctionner presque autant qu'avant. Il parle clairement, sans difficulté. Seuls ses mouvements sont plus lents. «Je suis fonctionnel du matin au soir et presque du soir au matin», laisse-t-il tomber avec humour.

Ses journées ont raccourci: 14 au lieu de 18 heures. Par prudence, il ne conduit plus, bien qu'il le pourrait. Peut-être, occasionnellement, comme le président Reagan, se permet-il un petit somme. Pour le reste, ça va. Le sens du goût lui revient peu à peu. Son alimentation n'a pas varié. Le sel, seul, est maintenant exclu. Après le 14 novembre, il reprendra ses exercices de physiothérapie pour parachever la guérison.

Peine de mort

Mais cet accident a-t-il modifié sa vision de la vie, sa perception de la mort? Difficile à dire.

Par exemple, il n'est pas complètement opposé à la peine de mort, comme sentence d'uti-

SAMEDI 23 OCTOBRE 1982 / LE JOURNAL DE MONTRÉAL



«J'ai pensé
à la
MORT»

ciaire, en cas de meurtre. Elle lui semble légitime après le meurtre d'un policier.

Mais il fait une nuance entre la sentence et son exécution. Il se rappelle notamment la possibilité de commutation de peine qui existait du temps où il exerçait son métier de criminaliste.

Un criminel pouvait être condamné à mort, mais l'exécution de la sentence était retardée, parfois indéfiniment. C'était, à son avis, une bonne chose dans bien des cas. Par prudence.

Avortement

À l'égard de l'avortement, cependant, sa pensée est plus vague. Il s'interroge encore. Il remarque que bien des femmes revendiquent le

droit à l'avortement libre.

Toutefois il constate qu'il existe dans le code, la notion du curateur au ventre, un personnage chargé en principe de défendre les droits de l'enfant à naître.

Il se questionne sur la compatibilité des deux positions, celle d'une grande proportion de femmes et celle des lois actuelles.

Plus encore, il se demande s'il n'y a pas lieu d'accorder à l'enfant à naître une présomption de viabilité semblable à la présomption d'innocence dont bénéficie un individu accusé de meurtre.

Une question de morale, de droit et de politique.

**Son opinion sur la
peine de mort et
l'avortement**

Caserne de pompiers

Le RCM promet de réaliser ... une promesse de Drapeau



Photo Le Journal - Alfred LANCOT

Me Jean Doré et les deux candidats du RCM dans le secteur centre sud ont procédé hier à la levée symbolique de la première pelletée de terre en vue de la construction de la caserne de pompiers qui devrait être située à l'angle des rues Ontario et De Lorimier. La pancarte de la ville de Montréal a été un peu modifiée pour l'occasion. On voit aux côtés de Me Doré messieurs Roger Marchand et Michel Gendron candidats dans le secteur.

Gilles Pilon

Si le RCM est porté au pouvoir le 14 novembre prochain, il construira une caserne de pompiers dans le secteur centre sud à l'angle des rues Ontario et De Lorimier.

Le RCM réalisera ainsi une promesse que l'administration Drapeau-Lamarre n'a pas encore réalisée, malgré l'urgente nécessité de rapprocher les pompiers de ce secteur qui est fortement exposé à l'élément destructeur.

Me Jean Doré accompagné des deux candidats de son parti dans le secteur centre sud, Roger Marchand et Michel Gendron ont procédé hier à la levée symbolique de la première pelletée de terre en vue de la construction de cette fameuse caserne. Les militants du Rassemblement des citoyens de Montréal ont un peu modifié la pancarte de la ville de Montréal annonçant la construction, en y ajoutant un message rappelant aux gens du secteur

qu'en seulement trois ans 405 incendies ont ravagés des logements du quartier.

Le candidat à la mairie a tenu à préciser que ce quartier qui est en grande partie composé de vieilles maisons a été gravement endommagé par le feu lors du désordre célèbre «week-end rouge» à l'automne 1974 et que depuis ce temps les incendies importants se sont succédés sans que les autorités municipales se préoccupent outre mesure d'améliorer les moyens de combattre les incendies dans ce secteur.

M. Doré a de plus pris l'engagement de rétablir le service d'inspection et de prévention des incendies, tel qu'il fonctionnait avant que M. Lamarre décide de le désintégrer. Il ne reste plus que dix inspecteurs en prévention des incendies au lieu de 32 comme c'était le cas auparavant.

Les mesures proposées par le RCM, au-

raient pour conséquences, selon M. Doré, d'assurer une plus grande sécurité pour les personnes résidant dans ce secteur et de diminuer les primes d'assurances incendie qui ont augmentées de façon vertigineuse depuis quelques années.

Popotte roulante

Plus tôt, Me Doré a dîné avec des person-

nes âgées au CLSC Centre sud. Il a assuré ces personnes âgées qu'un gouvernement RCM accorderait une priorité à la construction d'habitations à loyers modiques qui

pourraient régler en partie le problème du logement pour les personnes âgées. Il leur a promis de plus d'éliminer le gaspillage qui se pratique présentement dans la Métropole.

«**Tout le monde doit payer pour les services offerts à Montréal**»

«Il faut que tout le monde paie pour les services obtenus de Montréal. Il n'y a pas de raison pour que les banlieusards bénéficient gratuitement des services de la métropole aux seuls frais des Montréalais.»

C'est en ces termes que le président du GAM, M. Gaspard Fauteux, a justifié une déclaration faite plus tôt cette semaine par le candidat Vignola à la mairie de Montréal. Celui-ci avait alors déclaré qu'il était grand temps que Montréal tire profit d'une population flottante de 200 000 personnes vivant partiellement à ses dépens.

Prenant la parole devant les étudiants de Polytechnique, M. Vignola a en effet laissé entendre que le GAM au pouvoir taxerait d'une façon ou d'une autre les banlieusards qui bénéficient des commodités de Montréal.

Soit par le truchement d'un impôt sous

une forme quelconque de permis de travail, soit une surtaxe pour l'utilisation du transport en commun et des stationnements municipaux.

«Il n'est pas dans nos intentions de créer des barrières entre Montréal et ses banlieues, dit M. Fauteux, mais de faire en sorte plutôt que tout le monde paie sa part du gâteau.»

Pourquoi, demande-t-il, les gens de banlieue déjà beaucoup moins taxés qu'à Montréal, bénéficieraient-ils de «nos» services aux frais de «nos» citoyens?»

«L'heure des mesures est encore hypothétiques, conclut M. Fauteux, et de toute façon, bien avant nos voisins de banlieue, le gouvernement du Québec lui-même devra mettre la main dans sa poche pour défrayer sa part des coûts. Néanmoins, il faut sérieusement envisager cette alternative si nous voulons rétablir l'équilibre économique de Montréal.»

On the fringe: What makes Katy (and Gilles and Jovan) run?

By GLEN ALLEN
of The Gazette

Next Wednesday the candidates for the mayoralty of Montreal will gather for a ceremony in the Great Hall of the Hotel de Ville.

In a show of interparty chumminess they'll exchange pleasantries and have their picture taken before returning to the name-calling and warfare of the budding campaign. As expected, the banner carriers of the municipal parties — Jean Drapeau, Jean Dore and Henri-Paul Vignola — will be there with bells on.

But so will Katy LeRougetel. She's one of a handful of aspirants from beyond the electoral fringe who will put up their \$200 and, against all hope, run for mayor in the Nov. 14 election. LeRougetel is a slight, red-haired 24-year-old who works as a machinist in an aircraft factory, and she hasn't got a chance in hell.

Then what makes Katy run?

Well, actually, her party, the Young Socialists, a Trotskyist splinter off the increasingly anemic far left, asked her to. She and they want to change the world from the mayor's chair.

So do Gilles Gervais, a deeply mysterious agent for an American moral minority, Jovan Lopivic-Lopitza, an eccentric former draughtsman who is very much on his own, and possibly the ineffable Patricia Metivier, a spokesperson for the poor and peren-

nial candidate who has been telling friends she's going to throw her hat into the ring one more time. (She can't be reached for comment; she has no phone.)

Pericles, the Athenian philosopher, once wrote that he "who holds aloof from public life is not just 'quiet,' but useless." He may not have been speaking of Katy and company; we'll never know. But one thing is sure: A political system unable to kindle ambition for office is in as much trouble as one unable to restrain ambition. Besides, says LeRougetel: "It's a great opportunity. I'm up against an ex-cop and Jean Drapeau. How can I look bad?"

These men and women on the margin of political life have one thing in common. They are as serious as death and taxes. They may not have an "image" tailor-made for them, and their resources are thin indeed — a few leaflets and a lot of shoe leather are the weapons in their arsenals. LeRougetel's budget, for instance, is \$1,500.

But they mean business. "We take elections very seriously," says LeRougetel. "They are one of the opportunities the population has to pronounce itself. I really want to win even though being realistic I know I'm not going to. We are living through an extremely bad economic crisis. As a young woman unionist, I have to respond."

Only one of these candidates-



LEROUGETEL
'No gimmicks'



GERVAIS
'Change the world'



LOPICIC-LOPITZA
'Walk with me'

come-lately has a conventional platform that has much to do with municipal affairs. LeRougetel says she will emphasize the need for — take that anglos! — a strictly-enforced Bill 101.

"When I go to apply for a job with a unilingual francophone person," says LeRougetel, who is English-speaking, "I get the job automatically. This is still a province where most people are not allowed to speak their own language. Life for a francophone here is still very tough."

As mayor she would work for a society "where workers govern. I want a world where the majority of workers and small farmers are able to control the riches they produce. I do

not have any election gimmicks, no promises. People don't want a flashy image campaign right now. People want to know what the future's going to hold for their children."

Gilles Gervais' campaign philosophy is hardly less breathtaking. Gervais, a dark, intense man with the hard gaze of a true believer, is allied with Lyndon Larouche, an enigmatic figure in the back forty of the American Democratic Party who is thought by communists to be a fascist, and by fascists to be a communist. (Everyone else thinks he's just plain pretty strange.)

Over a long coffee, Gervais speaks of the need to silence Henry Kissinger, build a huge aqueduct from

Western Canada into the U.S., try all Nazis in hiding, get a new constitution, outlaw marijuana for good, defend the nuclear industry, and — it had to be — reform the banking system.

Montreal, he says, should sponsor an international educational centre for Third World countries. He thinks the city could also become a centre of the nuclear industry, building nuclear facilities that could be towed across the oceans to countries that need them.

"There's not going to be any municipal issues," says Gervais.

"If you tell people about improving garbage services or when they're going to get flowerboxes, forget it. It's bullshit. People should be more promethean and be able to look at the whole world. This is the worst depression since the Dark Ages. There is nothing that will be done in Montreal without first changing the world."

Though he has yet to collect the 250 voters' signatures needed to file his candidacy, Gervais has already held two press conferences in rented halls and, with his "volunteers," is handing out leaflets on the street.

Jovan Lopicic-Lopitza has only one leaflet, one that he'll hand to you for a few minutes before taking it back.

He's a well-known Montreal "character" who can often be seen near Beaver Lake, where he flies kites in the summer and skates in the winter.

He's a very busy chap, forever riffling through his voluminous briefcase and tugging at his splendid beard as well as the 10-gallon sombrero he wears both outdoors and in.

"Actually I decided to run in 1980 and I've been working on my platform since then," says Lopicic-Lopitza, an out-of-work draughtsman who came to Montreal from Montenegro in 1966.

The things he would do for Montrealers sound pretty good. He would air condition the Metro, put two extra doors at the back of buses ("people take too long getting off"), turn Beaver Lake into a swimming hole, relieve senior citizens and students of paying the city water tax, and cut business property taxes by 25 per cent.

"I am a winner," says Lopicic-Lopitza. "I am the only alternative to the Establishment." He's going to campaign on the mountain itself and announces that he will meet people from 8 a.m. ("I want to get the joggers") to noon every day at the chalet by the lookout:

"I want people to bring me their complaints, problems and projects. Come and walk with me, breathe easily with me."

Lopicic-Lopitza, who refuses to say how he earns a living, says he would only ask minimum wage as mayor: "I want the balance of my pay to be based on my merits. Let the people decide."

A councillor's life: 'You've got to know your stuff'

It pays \$22,000 a year — and don't expect many days off

By ANTHONY WILSON-SMITH
of The Gazette

It was one of her very first meet-the-people jaunts shortly after she'd become a city councillor, and Jocelyne Menard looks back on it now with a mixture of humor and horror.

"I was walking along, and this woman says 'Joc, I have just the thing for you — some nice cake,'" says Menard, the councillor for the northeast Villeray district, and a woman with a reputation for being a stickler for carrying out her tasks.

"So I went in, and she stood over me while I ate it, and then I left.

"And I go two doors down, and here's another neighbor, and she says 'Joc, these cookies, now that you're here, you must finish them.'

"So I go in there, and now she stands over me, and finally I eat them all.

"And then I walk out, and I can hardly move, and I look down the street, and all I smell is cooking, and all I can see outside are more people that I know, and all I can picture are more kitchens waiting.

"And I said to myself, 'my girl, if this is gonna go on four years, you're gonna have to learn some way to say no.'"

And then, she confesses: "Then, just that once, I decided not to make any more visits that day."

•••

Cake bakes, cookies, arena openings, ribbon-cutting ceremonies, dogs barking, neighbors fighting, trucks illegally parked, complaints over traffic tickets, landlord-tenant fights, husband-wife disagreements, fights between neighbors and sometimes between constituents and councillors.

Step right up and see them all — and more — unfold as a Montreal city councillor.

It's yours, if elected, for the taking — along with a salary of \$22,000 a year, all the free hands you can shake, and a certain amount of power and renown.

That's what more than 150 candidates are hunting in the weeks leading up to the Nov. 14 election as they vie for the 57 seats on Montreal city council.

It's a position that attracts people from all walks of life. Along with high-profile opposition councillors Nick Auf der Maur and Michael Fainstat, the Civic Party's present line-up includes a painter-decorator, lawyers, merchants and businessmen, a chiropractor, funeral director and a postman.

'Got to listen'

But whether it's as a member of the Very Silent Majority of the Civic Party, or for the opposition Municipal Action Group (MAG) or Montreal Citizens Movement (MCM), candidates learn that certain qualities are indispensable.

"You've got to listen, you've got to care, you've got to know your stuff, and you've got to act," says Menard, at 29 the youngest councillor.

"You've got to have a quick mind, a good memory, a lot of energy — and you've got to use them," says Bob Keaton, a MAG candidate who sat from 1974-78 as a councillor from Cote des Neiges.

"And it's even tougher when you're in opposition, because you don't have

all the same resources behind you."

Says John Parker, a 16-year veteran councillor: "You've got to take the place of that big, amorphous entity known as *The City* by showing a personal face.

"You've got to be a resource centre, a message carrier and a service directory."

It also helps, councillors say, to have the joint qualities of a jack-of-all trades, ombudsman and father — or mother — confessor.

And, everyone agrees, learn to expect the unexpected.

While Menard says the greatest danger she's faced in her travels is overeating, others have had more difficulty.

Being identified with City Hall isn't always an advantage.

One councillor has at various times in the course of his travels been slapped with his own campaign brochure, chased by a shovel-wielding man fixing his home, and hosed down by an irate gardener — all of whom blamed him for municipal policies.

'Don't travel alone'

He says now: "I've learned never to travel alone. You never know when you'll need someone to step in — or maybe even be a witness."

All in a day's — or perhaps daze — work.

If there's a better job available than being city councillor, Jocelyne Menard says she hasn't discovered it yet.

If there's a better mayor than Jean Drapeau, Menard says she hasn't discovered him — or her — yet, either.

And, say many of the people in her Villeray district, if there's a better councillor than Menard, they have trouble imagining it.

"She's always the first to respond to invitations and she always shows up if she possibly can," says Mary La Torre, a worker with a local chapter of the Regional Council of Italo-Canadian Services.

"Other councillors, they only show up around election time. Not Jocelyne. She's always available."

Certainly, it's difficult to imagine a better advertisement for the job than Menard.

Young, pretty and fluently bilingual, after three years as a councillor and five years as a lawyer she still has the gee-whiz zeal of a sort of *Miss Smith Goes to Washington*.

Being a councillor, she says, "is absolutely the most enjoyable job there is, because nothing is more enjoyable than working for and with people."

She says she never tires of any of it, no matter what the sacrifice. She hasn't been out of Montreal for three years and hasn't had a full-fledged vacation in the same time.

Last year, she says, she took a week's holiday from her law practice.

"But when I went into the office on the Monday, I discovered a lot of calls from constituents, and spent the rest of the week except one day doing that."

She's single, temporarily lives at home with her mother, and says that council work constitutes "practically all of my social life these days.

"If I get the time to curl up with a book or go for a swim, that's like going mad for me."

While she's working full-time, councillor's duties generally add be-

tween two and three hours onto her average day.

But two months ago, she resigned her partnership in a law firm — which paid considerably more than \$22,000 — in order to “get some breathing space” and to go full-time in her work and preparation for the election campaign.

Although she plans to resume practice in December, that temporarily puts her in with the Civic Party's Sid Stevens and the Montreal Citizens Movement's Michael Fainstat as councillors who work at their jobs full-time.

Her Villeray riding is a mixed bag of working class francophones and Italian-Canadians, where sons and daughters very often marry early and settle down in the up-or-downstairs of a duplex owned by their parents.

The riding has a high percentage of single-parent families and welfare recipients. Coupled with nation-wide high unemployment, Menard says that “more and more people want to get their money's worth out of the facilities they have and the people they elect.”

'Don't get out'

That means she spends a large part of her time acting as a referral service, pointing people toward such local city-supplied services as a housing project for the aged, a soon-to-be-constructed *Maison de culture*, recreation centre, hockey arena, and home for the aged.

Lots of times, she says, “people really just want to talk, whether I can help them or not.

“It's only when you get a job which brings you into contact with them that you realize how many really lonely people there are out there, especially among the elderly.

“There are people who don't get out of their houses for months at a time, and whenever I hear of them, I like to talk to them at least for a bit.”

It's the opportunity of working with people face-to-face that first got Menard interested in municipal politics.

She has lived in the riding nearly all her life, and first got involved in municipal work in her mid-teens as a worker at a local recreation centre.

After dallying with the idea of becoming a social worker, she decided on a career in law, but coupled studies at the University of Montreal with part-time work for the city.

After working for neighboring councillor Real Laramee in the 1978 election, she was called by the Civic Party three years ago to take over from Louis-Jacques Leger, who resigned his seat after being appointed a judge.

She jumped at the chance, she says, because “this is the only level of politics where you really get to deal directly with the people.

“If I was in provincial or federal politics, I'd have to spend half my time in Ottawa or Quebec City away from my constituency, and I just can't see that right now.

“I guess you can find the routine tiring after a while — having to appear in a good mood all the time and everything,” she says. “But it hasn't been a problem so far.”

Even fellow councillors agree that the level of Menard's enthusiasm is an exception, rather than a rule at City Hall.

But the taste for working directly with people is something that doesn't necessarily abate with age or experience, says John Parker.

At 64, he has been a councillor in the Notre Dame de Grace area for 16 of the past 20 years, and is busy campaigning for another term, although he says this “is almost certainly my last time around.”

He says: “I guess there comes the odd time after a couple of years when you get tired of the phone ringing for the umpteenth time from someone calling with problems while you're having supper.

“But I guess in the end you get to like the feeling that you matter, that you're a person whose life has some significance to other people.

“And I have to admit that the only thing worse than the phone ringing all the time would be if it didn't ring any more.”



Gazette, Tedd Church

Civic Party's Jocelyne Menard, above, at her election committee headquarters in Villeray district. Right: Bob Keaton of the opposition Municipal Action Group campaigning on Cote des Neiges Rd.



Les élections de la «DERNIÈRE CHANCE», selon Des Trois Maisons

Les élections municipales de 1982 seront-elles celles de la «dernière chance»?

Le colistier de M. Vignola pour le compte du Groupe d'action municipale, Jean Des Trois Maisons, se pose sérieusement la question.

Serge Labrosse

«Si les Montréalais n'ont pas été ébranlés par le scandale olympique et par l'inertie flagrante de l'administration Drapeau depuis au moins deux ans, s'ils ne réalisent pas le risque que comporte l'idée de reporter au pouvoir un parti vieilli et malade, quand comprendront-ils donc?»

Mais il y a plus encore, dit-il.

«Il y a surtout que si

«Si l'économie continue de périlcliter, Montréal n'aura même plus les moyens de se «payer» une opposition»

l'économie continue de périlcliter au pays, Montréal n'aura même plus les moyens de se «payer» une opposition.»

M. Des Trois Maisons ne cache pas, en effet, que le recrutement des candidats est laborieux pour quelque parti que ce soit, dans une période économiquement faible.

«Ce ne sont pas les têtes d'affiche qui manquent, dit-il, mais la volonté d'investir des milliers de dollars dans une

campagne politique personnelle.»

«Il devient donc de plus en plus difficile de structurer une opposition valable à Montréal. Si difficile en fait, précise-t-il, qu'on peut dire sans exagérer que le climat économique actuel entraîne des conséquences jusque sur le plan de la démocratie.»

Sa campagne

Néanmoins, tout cela n'empêchera pas M. Des Trois Maisons de mener une campagne très valable dans son

district de Saint-Sulpice.

«Avec M. Vignola, dit-il, je multiplie les visites actuellement. Je fais du porte-à-porte, je discute avec les gens.»

Des gens, M. Des Trois Maisons en connaît d'ailleurs plusieurs dans ce district où il s'est installé il y a maintenant 18 ans.

Car s'il est mieux connu de l'ensemble des Montréalais comme conciliateur au ministère du Travail du Québec, ex-président du



Photo Le Journal - Albert VINCENT
Accompagné de son chef, Henri-Paul Vignola, Jean Des Trois Maisons mène sa campagne de porte à porte.

syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal et ex-technologue en urbanisme à la ville de Montréal, il est également membre du

conseil d'administration de sa caisse populaire.

Ses objectifs: établir un meilleur service des circuits d'autobus dans

ce quartier en grande partie habité par des gens âgés, geler les taxes résidentielles, conserver les espaces verts dans l'aménagement du Domaine Saint-Sulpice, mais surtout favoriser une plus grande participation des coopératives dans l'aménagement des terrains environnants.

«Son» objectif: assurer par son élection et celle de M. Vignola, la permanence du GAM à l'hôtel de ville de Montréal.

«Et j'ai bon espoir d'y réussir», conclut celui qui, après le conseiller du GAM Nick Auf Der Maur, a recueilli le plus grand nombre de voix dans son parti aux dernières élections.



Photo Le Journal - Albert VINCENT
M. Vignola prend chaque occasion qui lui est donnée de travailler à sa campagne avec son colistier, Jean Des Trois Maisons.

**Discrètement,
madame Drapeau
fait campagne**



• Pendant que le maire Jean Drapeau concentre ses activités électorales à l'organisation et aux discours à des grands ralliements, son épouse se mêle fort activement de la campagne municipale cette année. Sans tambour ni trompette (et en l'absence de journalistes), elle accompagne les différents conseillers municipaux, deux ou trois fois par jour, dans des visites à des groupes importants: foyers de personnes âgées, associations locales, groupements paroissiaux, etc.

PAS 3 MAIS BIEN 7 (même 8) CANDIDATS À LA MAIRIE!

Vous pensez que Jean Drapeau a deux adversaires, Henri-Paul Vignola et Jean Doré? Vous vous trompez grandement! Tout indique que mercredi, lorsque qu'on proclamera officiellement la liste des aspirants, elle comprendra au moins sept candidats, sinon huit, à la mairie de Montréal!

C'est mercredi qu'aura lieu ce qu'on appelle communément la "présentation" des candidats, c'est-à-dire la cérémonie au cours de laquelle se termine l'accréditation des candidatures.

En plus de Me Drapeau pour le Parti civique, de l'ex-chef de police Vignola pour le Groupement d'action municipale, et de Me Jean Doré pour le Ralliement des citoyens de Montréal, trois personnes ont demandé les documents nécessaires pour être candidats à la mairie. Ce sont:

KATY LEROUGETEL, une jeune fille de 24 ans, machiniste dans une usine, candidate marxiste-léniniste.

GILLES GERVAIS, qui se dit un "philosophe de droite".

JOVAN LOPIC-LOPITZA, qui passe une partie de sa vie au Lac-des-Castors, où il patine l'hiver et s'amuse avec des cerfs-volants, l'été.

Enfin, il est question de **PATRICIA MÉTIVIER**, cette résidente du Plateau Mont-Royal qui a été candidate à la mairie à deux ou trois reprises.

Selon la tradition, tout ce monde se

retrouvera à l'hôtel de ville mercredi midi alors que le greffier proclamera la liste officielle des candidats pour l'élection municipale du 14 novembre.

Les conseillers

À cette cérémonie, dans le Grand hall de l'hôtel de ville, on annoncera également la liste des candidats dans les 57 districts électoraux. Jusqu'ici, seul le Parti civique du maire Drapeau a déjà déposé sa liste... ce qui n'a pas été difficile, puisque 53 sont des conseillers "sortants" et que deux autres faisaient partie de l'administration municipale de Pointe-aux-Trembles.

Les deux partis d'opposition, le RCM et le GAM, sont toujours à la recherche de candidats, surtout dans des districts considérés comme "sûrs" pour l'administration Drapeau-Lamarre.

Aujourd'hui, lors d'un brunch à l'école Notre-Dame-des-Neiges, M. Doré publie les noms des 57 candidats et candidates.

Drôle de campagne

À trois semaines du scrutin, nous sommes toujours dans une "drôle de campagne". Au GAM (Groupement d'Action Municipale) c'est le chef, Henri-Paul Vignola, qui est le plus actif alors que les candidats comme conseillers, sont très effacés. M. Vignola sera le conférencier demain soir à un "dîner des engagements" à l'hôtel Mont-Royal.

AU RCM (Ralliement des citoyens de Montréal), c'est plutôt le contraire: les candidats dans plusieurs districts sont fort actifs et semblent présenter une plus grande menace que ceux du GAM aux con-

seillers actuels du Parti civique. Et le candidat à la mairie du RCM, Me Jean Doré, semble, contrairement à M. Vignola, se "coller" à ses candidats.

Au Parti civique, où l'on compte sur l'expérience acquise par 25 ans de campagnes électorales, tout se déroule selon la formule qui s'est avérée une réussite dans le passé. Le maire Drapeau est l'invité d'honneur dans des réceptions regroupant les militants de quelques districts.

Ce midi, il prend la parole devant plus de 1 000 résidents de l'est (qui ont payé 3\$ chacun) réunis au Buffet Villa Santa-Maria, 6415 est rue Beaubien. Mardi soir, accompagné de M. Yvon Lamarre, il ira parler en faveur de la conseillère Nicole Gagnon-Larocque au 8757, rue Lajeunesse.

À MONTRÉAL



LeROUGETEL



GERVAIS



LOPICIC-LOPITZA

Auf der Maur mocks journalistic ethics

Media exposure. Many politicians believe that it is their lifeline. All seek high visibility. Without it they fear that their public service career will wither on the vine.

Candidates pay handsome fees to experts whose sole job is to obtain media exposure. Newspapers are searched, television newscasts monitored and radio news bulletins scanned by professionals whose duty is to put the candidate's name in the forefront.

Nick Auf der Maur is a municipal councillor. He is also a page-three columnist for the daily *Gazette* and a twice-a-day editorialist for radio station CJAD. Auf der Maur has high visibility. He is also standing for public office.

The Montreal media have been engaged in a municipal election campaign since Friday, August 20, the day Henri-Paul Vignola announced to the gathered press that he would carry the Municipal Action Group's banner in the race for mayor. Columnist Nick was front and center that day. It was his political party, his candidate for mayor, his Montreal of the future.

CJAD's editorialist has been exceptionally active in politics since that date. There have been potential standard bearers to ferret out, policy to discuss and finalize, rallies to attend and, of course, time to appear on *The Journal* and *Pulse* on behalf of the Municipal Action Group.

Nick Auf der Maur continued editorializing and writing *Gazette* columns past that fateful Friday, August 20. Three times a week he filled a prominent page-three section. At least six of his *Gazette* articles since then have had political overtones. Three dealt with minorities in Montreal.

Twice a day he continued to pontificate over the CJAD airwaves. In the past ten days I have heard his thoughts on politics five times. His personal opinions were broadcast. His morality, his view on democracy, Auf der Maur's ethics. Right and wrong as viewed by a political candidate, running hard to be re-elected.

Oh, I know that he never specifically mentioned municipal politics in his column and editorials since that August

George Springate



Friday. Visibility, exposure, suggestibility, keeping the name in the forefront, and being in the news was candidate Auf der Maur's desire.

That the *Gazette* and CJAD employee did not personally step down from his column and editorials on August 20 does not surprise me. I have observed Auf der Maur in four election campaigns over the past eight years. His record demonstrates to me that he prefers to judge others, speak of morality and political ethics of others, but to have a different standard for himself.

The distressing feature of this is the lack of ethics of the newspaper and radio station. Why did they allow Auf der Maur to gain this unfair visibility? It places all other candidates at a disadvantage. They gave one man and therefore one party generous exposure while the remaining political hopefuls were scrambling to generate any media space whatsoever.

Auf der Maur is paid more than \$20,000 a year to be a municipal councillor. He would not go to the poor house for missing two months pay from *The Gazette* and CJAD. That the official campaign only begins next week is legalese. The media, including *The Gazette* and CJAD, have been treating municipal stories as campaign issues for close to ten weeks. Moreover, and this is the true test, Auf der Maur has been actively campaigning for the past two months. That's how long he has been running.

Plus *The Gazette* and CJAD allowed Nick to write and speak his views after Auf der Maur picked up his candidacy filing papers.

Journalistic ethics, a sadly lacking feature in *The Gazette* and on CJAD these past two months.

Election Notebook

By STEVE KOWCH

Water tax promise well timed

Last week I told you about the budget the ruling Civic Party was preparing... Snowdon Councillor Gerry Snyder has confirmed there will be changes to the water tax. In his election brochure Snyder announces the changes to be outlined this Thursday will amend the water tax formula so the amount of tax being paid by each resident will be considerably lower... Who says City Hall doesn't listen to the poor oppressed citizens of Montreal?... It's all a question of timing... Speaking of timing, Litho Canada, the company that printed Snyder's five-page flyer, must have worked overtime to get that letter from Lawrence Hanigan about the 65 bus route on page two. The letter was dated Oct. 14... The flyers were printed and delivered to Civic Party workers in time to be in the mailboxes of Snowdon residents Oct. 20... Speaking of bus route 65, that letter from Hanigan took the winds out of the MCM sails. They had planned to turn the fight to return the bus route into an election issue. MAG candidate in Cote-des-Neiges Bob Keaton, who is trying to return to council after losing out to Manny Fellman in 1978, suspects Hanigan wrote the letter to help out his old cronies... Hanigan, you remember, used to be on the Executive Committee at City Hall... While Snyder is a shoo-in, the same can't be said for the other Cote-des-Neiges councillors. Hanigan's letter could go a long way in helping them get re-elected.

• • •

St. Leonard Mayor Antonio Di Ciocco, who is up for re-election next month, says Italian candidates from the opposition Union Municipale Party are knocking on doors telling residents of Italian origin to vote for them as councillor and Di Ciocco for mayor instead of their party leader Jean Desjardins... Di Ciocco says the opposition candidates are afraid they'll lose votes with the Italian population by telling them their mayoralty candidate is Desjardins.

• • •

On the South Shore, Greenfield Park Mayor Steve Olynyk has added two names to his slate, Rene Vellest, who has experience in banking, and 23-year-old Marc Duclos, who was recruited to bring younger blood to City Hall in a bid to persuade young people to get involved in civic matters.

Drapeau lost touch

For most of us it is old news to discover that Jean Drapeau is once again running for mayor in our city. However, whether it is old or new news the fact is that Mr. Drapeau is indeed seeking yet another term.

Mr. Drapeau has accomplished numerous things and has put the City of Montreal on the map to stay, but during the last few years the present administration has lost touch with its people because it has become extremely closed.

The Civic Party simply does not consult the public on many of its decisions and the idea of a democratic question period is practically non-existent in council. It is for these reasons that it is sad to see a man of Mr. Drapeau's stature leading this elite party.

Mr. Drapeau is an educated man and therefore could easily concentrate his efforts in other areas. As for the Civic Party, I think it is time for a change with some new faces and fresh ideas.

George Romas
Montreal

Snyder banking on past record

By MARK SULLIVAN
of The Express

Can one of the key figures in the coming of both the Montreal Expos and the 1976 Olympics still motivate himself to respond to less adventurous challenges like broken street lamps and traffic problems?

Gerry Snyder, a senior man on the City of Montreal's Executive Committee, thinks he can, and he'll be out to prove it on November 14 as he tries for another four years as a Civic Party councillor in Snowdon's District 50.

"In municipal politics people vote on performance," says the man who hasn't lost since first joining council in 1957.

"The major, and perhaps only, issue in the area has been the discontinuation of bus route 65," Snyder said, and pressure from himself and the Montreal Citizens' Movement has convinced MUCTC officials to re-install a Snowdon-downtown service by as early as January, 1983.

While Snyder and his constituents in Snowdon continue to see eye to eye, his administration has come under steady criticism; and the Olympic project still continues to draw heat from the opposition.

Short memories

"Certainly there was an overrun, but people who complain about the Olympic debt seem to have short memories," said Snyder.

"We may have paid more than we should, the same way that a lot of

private industries saw costs multiply," he added, "but the debt certainly isn't the billion-dollar figure claimed, and Montreal does have a lot to show in terms of facilities for the citizens of the city."

The Olympic debt, and more directly the absence of Mayor Drapeau's long-awaited response to the Malouf Report, is still a major plank in the campaign programs of the MCM. But, as Snyder pointed out, Drapeau claimed 52 of 54 seats in 1978 just after Malouf's findings were made public.

So far the only challenge to Snyder in Snowdon comes from Marvin Rotrand of the MCM.

Campaign brochure

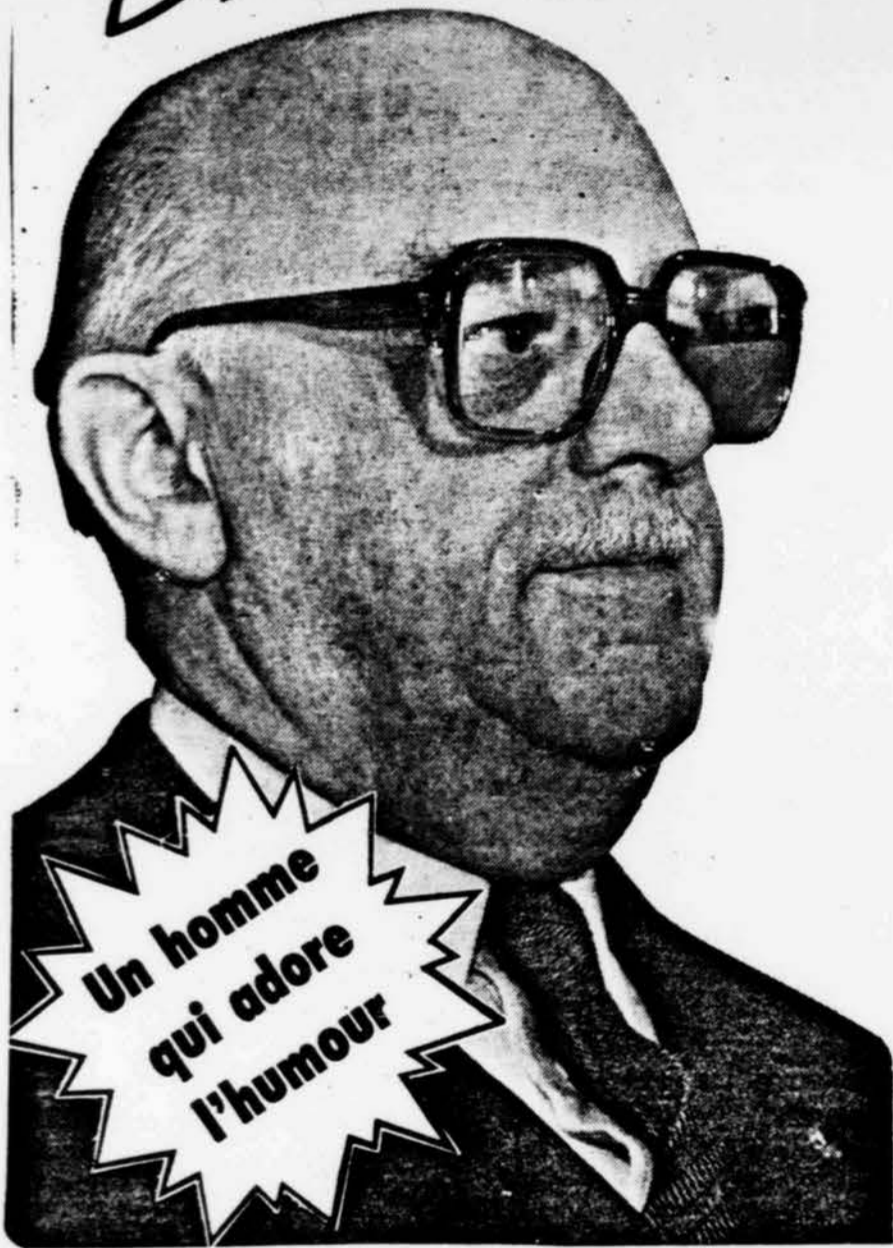
Included in Snyder's campaign brochure is a new cultural center set for 1982, the recently opened Bill Durnan Arena, the Metro extension to Snowdon, and a total of three seniors' residences either built or planned for next year.

And Snyder is hoping that his constituents will appreciate the last four years of Civic Party administration and not only bring him a victory, but a decisive one.

"If I win big and the opposition loses their deposit then they'll have an awfully hard time finding candidates in 1986," he said.

"A strong opposition has never been shown to improve the administration," he concluded, "and, in fact, there are instances where the reverse is true."

**Drapeau parle
maintenant du
temps qu'il reste**



**Un homme
qui adore
l'humour**

Pour l'avenir, Drapeau est prudent

«Dans quatre ans, qui sait si nous serons encore là?»

Le temps est le bien le plus précieux de Jean Drapeau. Il en manque. Il l'économise, le calcule, le planifie et le dépense rarement en pure perte.

André Dalcourt

Sa journée de maire est chronométrée aux cinq minutes. Elle commence tôt chez lui dans l'attente du chauffeur, il révise des dossiers - et se termine tard à l'hôtel de ville, à la lueur de la place Jacques-Cartier.

La journée durant, les rendez-vous tombent comme des dominos. S'il a toujours l'air sérieux, c'est qu'il porte toujours des complets de couleurs foncées. Et il en est ainsi du matin au soir, pour économiser dit-il le temps que je dépenserais à aller me changer chez moi.

Chaque minute compte pour Jean Drapeau. L'homme a donc peu de loisirs. Il va rarement au cinéma. Il écoute distraitemment la télé tout en faisant autre chose.

Hormis la musique qu'il adore, la littérature est peut-être son seul divertissement culturel.

Jeune, il a beaucoup lu, les «Romantiques» surtout: Châteaubriand, Hugo, Lamartine «Ô temps suspends ton vol». Maintenant, à 66 ans, il lit beaucoup moins. Quand je lis un roman, commente-t-il, j'ai un peu le remords de ne pas avoir utilisé ce temps-là à autre chose de plus urgent.

Jean Drapeau n'est cependant pas sans loisirs. L'un d'eux est fait du plaisir qu'il prend à classer chez lui de vieux magazines, de vieilles coupures de presse qu'il a accumulés au fil des ans, depuis son adolescence. Le temps qu'il a conservé.

L'autre, est constitué du temps qu'il sauve, le dimanche matin, en cheminant par plaisir avec son auto dans divers quartiers de Montréal pour voir si la vie y est agréable et les services municipaux adéquats.

Jean Drapeau est attaché au temps passé. Ainsi, il habite le quartier de Rosemont

depuis sa naissance. «J'y suis bien, dit-il. Il n'est pas question de le laisser. Il y a de l'espace. C'est un plateau élevé. C'est calme. Et, en plus, ça se voyage bien.» Temps sauvé.

Autre exemple au cours de l'entrevue qu'il nous a accordée, il s'est affairé à deux reprises, par divers appels téléphoniques, à sauver les grilles de l'école Sainte-Philomène, en cours de démolition. C'est l'école qu'il a fréquentée tout petit.

Étudiant, en plus il vendait des arbres, néologiques aux familles québécoises pour l'Institut Drouin.

Enfin, lorsqu'on lui demande à brûle-pourpoint dans quel pays il irait s'il devait tout de suite choisir pour des vacances, il répond: «D'abord, si on me laissait le choix, je resterais ici.»

Toutefois, malgré cette rigueur qu'il s'impose dans l'utilisation de son temps, Jean Drapeau n'a rien d'austère. Il adore notamment l'humour.

Ainsi, il possède chez lui une collection de 3,000 caricatures. «J'apprécie particulièrement, déclare-t-il,

une caricature qui n'a pas besoin de légende.»

De Girerd, le caricaturiste de *La Presse*, qui, cent fois, s'est payé sa tête, il clame: «C'est un génie. Un véritable génie.» Sans doute le juge Malouf pense-t-il de même.

Le temps revient, enfin, dans la bouche du maire lorsqu'il parle de l'avenir de Montréal. C'est le temps qu'il reste.

Derrière, il y a le métro, la Place des Arts, l'Expo, les Olympiques. Qu'imaginer d'autres? Devant?

«Évidemment, confie le maire, il est difficile d'imaginer l'avenir à 66 ans de la même manière qu'à 36 ou 46 ans...

«Je pense, à court terme en tout cas, que la ville doit assimiler ce qu'elle a, qu'elle doit digérer son développement.»

Après? Pour l'avenir, il est prudent. Il ne s'aventure pas par exemple à confier qu'il convoite son dernier mandat. «Dans quatre ans, dit-il, qui sait si nous serons encore là.»

C'est ce que lui a appris dit-il le pouvoir, 25 ans d'exercice du pouvoir: «La prudence et le courage.»

«Girerd: un génie»

La candidate du BOUT DE L'ÎLE, pour le Rassemblement des Citoyens de Montréal, Madame Jacqueline Bordeleau, est persuadée qu'il est absolument essentiel que des femmes soient élues à l'hôtel de ville de Montréal pour obtenir une plus grande égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie à Montréal.

"Je suis convaincue dit-elle que seulement des femmes qui connaissent les problèmes des femmes, pourront être vigilantes à l'hôtel de ville pour éliminer toute forme de discrimination, notamment sur le plan de la fonction publique municipale, aux niveaux de l'em-

Jacqueline Bordeleau s'adresse aux femmes **Légalité réelle dans l'emploi**

bauche, de la formation professionnelle, de la promotion et des conditions de travail."

"Il est navrant de continuer Madame Bordeleau de constater l'absence marquée des femmes dans la fonction publique municipale et, pour ma part, je verrai à implanter, avec le Rassemblement des Citoyens de Montréal, des programmes d'action positive pour inciter les femmes à postuler des emplois dans la fonction publique municipale et à se porter candidate aux concours de promotion, particulièrement dans les sec-

teurs d'emploi où elles sont maintenant sous-représentées."

Madame Bordeleau s'engage aussi à faire participer les femmes aux décisions qui les concernent en les informant régulièrement de toutes les politiques municipales et en leur fournissant tous les rapports et toutes les études faits par les services municipaux et qui sont tellement difficiles à obtenir sous le régime actuel.

Madame Bordeleau s'engage aussi à aider les femmes au foyer qui le désirent à sortir de leur solitude et de leur isolement en créant un esprit communautaire des "Femmes du Quartier" et en suscitant des événements permettant

de les regrouper et de discuter ensemble des moyens d'améliorer leur qualité de vie et de s'épanouir librement aux côtés des hommes.

"Grâce à l'ouverture de mon bureau de quartier, accessible à tous, je pourrai constamment consulter, informer et faire participer tous les citoyens et toutes les citoyennes du BOUT DE L'ÎLE à tout ce qui les touche de près. Les décisions prises seront les leurs et non celles d'une poignée de technocrates, loin des besoins réels de la population."

**M. Yves Desnoyers,
attaché de presse
de la candidate du
R.C.M. (57)
JACQUELINE
BORDELEAU**

Pendant que Lamarre dénonce Québec

Drapeau souhaite un vote massif

par Alain Duhamel

Si les électeurs montréalais participent en grand nombre aux élections du 14 novembre, la ville de Montréal pourra jouer de tout son poids politique dans son rôle de leader économique, social et culturel du pays. «La force d'une administration est directement liée à la volonté populaire qui s'est exprimée le jour des élections. Le Parti civique est le seul capable de se battre

pour Montréal, n'importe où, n'importe quand», a dit le maire Jean Drapeau au cours d'un déjeuner-causerie, hier, devant près de 1.000 personnes rassemblées dans une salle de l'est de la ville.

En 1978, la moitié de l'électorat montréalais a voté et a donné au maire de Montréal et à son parti l'une de ses victoires politiques les plus importantes bien que la commission d'enquête sur le coût des Jeux olympiques de 1976 ait,

en pleine campagne électorale, tenu ses audiences publiques et fait témoigner M. Drapeau.

Ce «mandat clair» n'a cependant pas arrêté le gouvernement québécois dans ses projets de régionalisation qui ont pour effet de diminuer l'importance politique relative de Montréal dans son agglomération.

«C'est une aberration», a dit le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre. «C'est de la myopie politique que de vouloir réduire le rôle de Montréal». M. Lamarre a fait allusion particulièrement à la loi 46, modifiant la loi de la Communauté urbaine de Montréal, et à la proposition gouvernementale sur le transport en commun. L'une et l'autre initiatives québécoises diluent le poids politique de Montréal dans des ensembles régionaux plus grands et ignorent le rôle traditionnel et la taille de Montréal.

Après les élections, la ville de Montréal aura au comité exécutif de la CUM le même nombre de sièges que les villes de banlieue même si sa population, plus nombreuse que l'ensemble des autres villes de l'île de Montréal, contribue

pour plus de la moitié du budget de la CUM. Le maire de Montréal avait fait campagne contre cette disposition de la loi 46 et avait fait l'unanimité du corps politique montréalais sur sa position, réussissant même à se rallier les députés du caucus péquiste et les partis d'opposition à l'hôtel de ville.

Le poids politique accru des villes de banlieue a pu faire obstacle, la semaine dernière, à la tentative du maire de Montréal pour nommer, avant l'élection, un Montréalais à la présidence du comité exécutif.

«Ce ne sont pas les paroles qui sont comptées le soir des élections», a dit le maire Drapeau hier, rappelant que les Montréalais votent dans une proportion de 75% environ aux élections fédérales et provinciales. «Nous ne craignons pas le vote des électeurs. Nous le sollicitons et nous avons besoin de tous les votes».

L'histoire démontre que plus le taux de participation des électeurs est faible, plus l'opposition a des chances de faire élire un bon nombre de ses candidats. Au contraire, plus le taux de participation est fort, plus le PCM accroît sa majorité.

Aux partis d'opposition qui lui reprochent à l'avance la présentation du budget municipal en pleine campagne électorale, le maire de Montréal répond que les lois municipales adoptées à l'Assemblée nationale l'ont placé dans cette situation.

«Il y en a, dans certains milieux, qui affirment que l'administration va faire un faux budget, comme quoi un budget ne peut être beau à moins d'être faux! C'est prendre les Montréalais pour des nonos.»

Bien que Montréal ait le loisir, par des amendements à sa charte adoptés en juin dernier, de reporter l'adoption du budget au mois de janvier, M. Yvon Lamarre s'est engagé à déposer son budget cette semaine de manière, affirmait-il, à éviter que des prophètes de malheur ne spéculent sur la fardeau fiscal des Montréalais.

M. Lamarre a déjà indiqué que les dépenses de la Ville n'augmenteront pas de plus de six pour cent. Compte tenu de l'enrichissement de l'assiette foncière de Montréal, cette limite dans la progression des dépenses laisse entrevoir au moins la stabilisation du compte des taxes municipales.

Brunch pour le RCM

■ Environ 150 personnes du secteur Côte-des-Neiges se sont retrouvées, hier, à un brunch organisé par le Rassemblement des citoyens de Montréal, histoire de rencontrer le candidat à la mairie Jean Doré. Le nombre de journalistes présents à l'événement aurait été plus important sans un « malencontreux » délai de trois heures survenu à un autre brunch,

organisé par le Parti civique celui-là, et à l'issue duquel le maire Jean Drapeau prenait la parole. Mais cela n'a pas démonté M. Doré, qui a par la suite donné son appui aux organisateurs montréalais de la semaine sur le désarmement... lors d'un troisième brunch, dans le Vieux Montréal celui-là.

PROMETTANT UN « BON BUDGET » AUX MONTRÉLAIS

Drapeau lance un appel en faveur d'un vote massif

■ Malgré un brunch aux harmonies sportives hier matin, le maire Jean Drapeau n'a pas voulu frapper de coup de circuit: il s'est beaucoup plus penché sur les réalisations passées de son administration que sur ses projets d'avenir, se contentant de promettre un bon budget pour la fin de cette semaine.

MARIO FONTAINE

Nous avons réalisé des économies et augmenté nos revenus, ce qui nous met en position de présenter un bon budget, de dire en substance M. Drapeau, qui laisse entendre que les Montréalais en seront contents sans toutefois apporter aucune précision quant à son contenu.

Chose certaine, de souligner celui qu'on a présenté comme « Monsieur Montréal », ce ne sera pas un faux budget, parce que les « citoyens de Montréal ne sont pas des nonos ». Des citoyens qu'il invite à voter massivement au scrutin du 14 novembre, mettant même ses troupes en garde contre un excès de confiance que la rumeur d'une facile réélection pourrait provoquer.

Le maire sortant a consacré la majeure partie de son discours de tout près d'une heure à faire valoir les mérites de son administration au cours des 20 dernières années, se remémorant par exemple dans le détail les débuts de la construction du métro mais passant complètement sous silence l'aventure olympique.

M. Drapeau affirme par ailleurs que son Parti civique est en avance de plusieurs élections sur ses concurrents quant à sa vision du futur (sur laquelle il n'a pas élaboré), et invite la population à lui permettre de la réaliser: « On ne change pas de cheval pendant la course », de dire le maire à un millier de ses partisans réunis dans un restaurant de l'est de la métropole.

Comme au Forum

Des partisans qui n'ont rien appris de vraiment neuf, mais qui lui ont témoigné leur appui de façon non équivoque. Il faut dire qu'on les avait préalablement mis en appétit: M. Drapeau a pris la parole avec trois heures de retard, à cause du service d'une lenteur désarmante de ce brunch aux oeufs brouillés, saucisses et bacon. Le maire n'avait pas pris de risques: il n'est arrivé que quelques minutes avant de prendre la parole, et avait déjà mangé.

Il était temps: l'organiste des

DRAPEAU PROMET UN « BON » BUDGET

■ Au cours de sa seconde sortie électorale, le maire Jean Drapeau a promis hier un « bon » budget pour cette semaine. Chose certaine, a dit « M. Montréal », ce ne sera pas un faux budget car « les citoyens de Montréal ne sont pas des nonos ».



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Le maire sortant, Jean Drapeau, en compagnie de son président du conseil exécutif Yvon Lamarre, participait hier dans l'est de la ville à un « brunch électoral » du Parti civique.

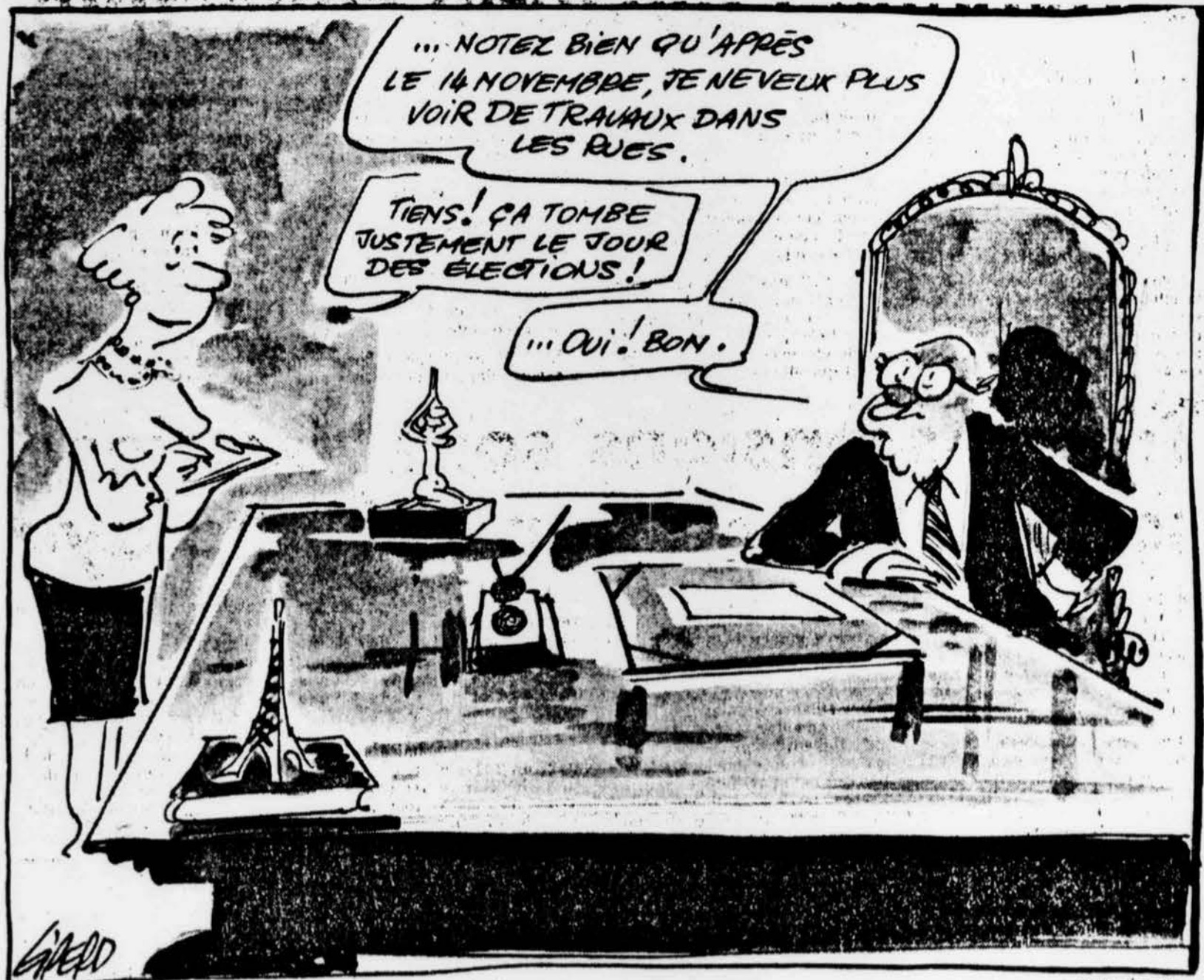
Expos Fernand Lapierre commençait à être à bout de répertoire, et le maître de cérémonie Claude Mouton, des Canadiens, à court d'exhortations à la patience. Déformation professionnelle, ce dernier a présenté les candidats du Parti civique dans les deux langues, et a été le seul à utiliser l'anglais de toute la réunion.

Il ne s'agissait là que de la deuxième de quatre sorties que le maire Drapeau compte effectuer d'ici au jour du vote. Le président du conseil exécutif Yvon Lamarre l'a tout d'abord précédé à la tribune, et a lui aussi fait état des réalisations des dernières années. Une tâche rendue difficile par des pannes intermittentes des haut-parleurs, problème dont eût également à souffrir le maire.

L'avenir devrait toutefois lui éviter la répétition de tels agacements, puisqu'il a averti la presse en termes couverts qu'il pourrait être aussi avare de commentaires au cours d'un éventuel prochain

mandat qu'il ne l'a été lors du dernier: «Il faut renseigner le public, mais quand on n'a rien à dire on

ne se répète pas», de préciser M. Drapeau aux applaudissements de son public.



Droits réservés

**Drapeau
exhorte
les
Montréalais
A ALLER
VOTER**

Entre deux oeufs-bacon-café...

Drapeau exhorte les Montréalais à voter ... et parle de la PUISSANCE DE MONTRÉAL

Le maire Jean Drapeau ne s'est pas contenté d'offrir des oeufs et du bacon à un peu plus d'un millier de sympathisants du Parti civique, hier matin, dans un restaurant de l'est de la métropole, lors du premier d'une série de trois brunchs «électoraux» en vue du scrutin du 14 novembre.

«Le Parti civique est le seul parti capable de se battre pour Montréal, et ce, n'importe quand!», a-t-il déclaré en présence d'une quinzaine de candidats du centre-est de Montréal. Et pour M. Drapeau, les «limites du destin» de la métropole ne sont pas encore atteintes.

«C'est un principe du Parti civique de faire de Montréal une ville encore plus grande et plus peuplée», a-t-il ajouté en parlant des possibilités d'expansion que pourrait connaître Montréal dans le futur.

Il ne fait aucun doute, dans l'esprit du maire âgé de 66 ans, que Montréal n'a jamais rien imposé aux Montréalais. Même lors des annexions — M. Drapeau préfère le terme fusion — qui ont permis à Montréal d'élargir ses frontières.

«Montréal n'annexe pas de force. Il y a toujours le consentement de ceux que cela concerne», a expliqué M. Drapeau en faisant référence à l'annexion récente de Pointe-aux-Trembles, qui, a-t-il précisé, «s'est réalisée en accord avec la volonté des citoyens».

Allez voter!

M. Drapeau a par ailleurs fait un appel au vote aux Montréalais qui, a-t-il dit, ont tendance à bouder les élections municipales. «Le Parti civique a besoin de tous les votes. La force d'un gouvernement municipal est liée à la volonté populaire qui s'est exprimée le jour d'une élection», a-t-il mentionné.

«Pour que ça continue, a-t-il insisté, vous devez tous voter le mois prochain. Nous ne demandons pas le vote; nous le sollicitons! Et dans le style coloré qu'on lui connaît, M. Drapeau a ajouté qu'il n'est pas prudent de changer de cheval pendant la course. «Ce ne sont pas les paroles qui sont comptées, le soir d'une élection. Il faut mettre les bulletins dans la boîte!», a-t-il souligné.

M. Drapeau a terminé son discours en souhaitant que les gens l'aideront à battre un record d'équipe le 14 novembre. Son parti est au pouvoir depuis 1960.

**Textes:
Yvon Laprade**



Photo Le Journal - Alfred LANCOT

«Le Parti civique a besoin de tous les votes s'est exclamé le maire de Montréal.»

« De la myopie de vouloir réduire la force de Montréal »

— Lamarre

«C'est une aberration, voire de la myopie politique que de vouloir réduire le rôle de Montréal. Cette ville doit demeurer un moteur, être un leader à tous les niveaux. Voilà la façon de favoriser et Montréal et le Québec et l'ensemble du pays...»

Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, présenté par son chef, Jean Drapeau, comme un collègue et un ami, n'a pas été tendre à l'égard de ceux qui veulent réduire les Montréalais au rang de citoyens de seconde classe.

«On a assisté à une tentative de régionalisation pour réduire la présence de Montréal!», a-t-il lancé sur un ton énergique en parlant de la Loi 46 modifiant la Communauté urbaine de Montréal et du projet de régionalisation du transport en commun qui favorise la création d'un organisme régional de transport (ORT) dans le Grand Montréal.

En bref...

Le Parti civique connaît bien son monde, pour reprendre la publicité d'un magasin d'alimentation bien de chez nous. Hier, lors de son premier brunch, des quantités industrielles de nourriture ont été servies aux sympathisants du parti. Voici le «menu»: 3,000 oeufs, 110 pains doubles, 450 livres de saucisses, 60 livres de bacon, 400 livres de patates et... 80 gallons de café!

Dixit Jean Drapeau: «Il ne faut pas prendre les Montréalais pour des nonos en affirmant que le budget 1983 qu'on déposera cette semaine est un faux budget...». Et une flèche en direction des partis de l'opposition: «Les nonos ne sont peut-être pas là où on le pense...»

Avec tous ses candidats

Le RCM se dit maintenant prêt pour la «finale»!

Comme il l'avait promis à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, le chef du Rassemblement des citoyens de Montréal et candidat à la mairie a annoncé officiellement hier que son parti compte maintenant un candidat au poste de conseiller municipal dans chacun des districts électoraux de Montréal soit 57 tout comme le Parti civique.

«Le GAM n'étant plus dans la course»

Gilles Pilon

Dimanche dernier, le RCM comptait déjà 38 candidats et les 19 autres ont été choisis cette semaine par l'exécutif du parti. En annonçant cette nouvelle hier à une centaine de militants du district 53, Me Jean Doré a expliqué que son parti est maintenant prêt pour la «finale» puisqu'il a gagné la demi-finale qui l'op-

posait au Groupe d'action municipale.

Selon lui, les organisations locales du RCM sont maintenant solidement implantées dans tous les districts et ont distancé les quelques équipes du GAM, troisième parti engagé dans cette campagne électorale, qui, soit dit en passant, garde encore secrets les noms de la majorité de ses candidats.

Me Doré a ajouté que les candidats de son parti sont accueillis favorablement partout où ils passent et que la lutte se déroule maintenant entre le Parti civique et le RCM. Il a donc invité ses militants à redoubler d'efforts d'ici à la fin de la campagne.

Aujourd'hui, le RCM doit rendre publique sa plate-forme électorale en ce qui a trait au développement économique de Montréal. Vendredi, le parti d'opposition fera connaître ses commentaires sur le budget qui aura été présenté la veille par l'administration Drapeau-Lamarre.



Photo Le Journal - Michel MILLER

Jean Doré déclare que son parti est maintenant passé en «finale» avec le Parti civique.

MCM, MAG would hold disarmament referendum

The Montreal Citizens' Movement (MCM) and the Municipal Action Group (MAG) disagree with Mayor Jean Drapeau's claim that nuclear disarmament is not an issue in municipal politics.

Jean Dore, MCM mayoralty candidate, attended a press conference yesterday with Dr. Linus Pauling, two-time Nobel Prize winner, in support of worldwide municipal referendums on nuclear disarmament.

Henri-Paul Vignola, mayoralty candidate for MAG, was represented by Michael Fish.

"The MCM fully endorses the idea of a worldwide referendum on nuclear disarmament," Dore said. "It is up to the municipal council to adopt a motion to ask the federal government to press for disarmament."

Fish said MAG would also pass the necessary resolution if elected.

"This is a municipal issue," Fish said. "Those bombs are aimed directly at cities and any cleaning up in the aftermath of a bombing would be entirely a municipal responsibility."

Pauling was in Montreal to address a public meeting on nuclear disarmament last night at McGill University.

"The situation today is insane," he said. "We have stockpiles of nuclear weapons that could destroy civilization 150 times over."

Montreal council likely to approve huge Chinatown development

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

Plans for a major residential-commercial complex that one city councillor says will "smother" Chinatown will likely be approved tonight at the last Montreal city council meeting before the Nov. 14 election.

A rezoning bylaw to permit construction, southeast of the corner of Dorchester Blvd. and St. Urbain St., of two six-storey towers containing

96 apartments, atop three storeys of stores and offices, will be before the council meeting for final consideration and adoption.

Councillor Michael Fainstat blasted the city at the September council meeting for selling land formerly used for a city works yard to the developer at a \$1.225-million price he said was far too low, for a project that he said would contribute to the destruction of the Chinese community in the district.

City officials said the project, to be built by a company called 111747 Canada Ltd., has been designed to harmonize with the federal government's Guy Favreau Complex, under construction on the other side of St. Urbain St.

Another transaction likely to draw Fainstat's fire is the planned sale of a site a little west of Papineau Ave. and north of Metropolitan Blvd. to Ma Baie Construction Ltee, which plans to build 190 units.

At September's meeting, the council approved purchase of another site by Ma Baie Construction. Fainstat said it was "decadent" and "immoral," although legal, for Mayor Jean Drapeau's Civic Party to have accepted \$500 contributions from four people connected with the company.

In other business tonight:

- The city is to pay Canadian National \$785,000 for five sites in the southwestern St. Henri district as part of a program to remove unused

railway track and assemble land for housing. Parts of this land are to be leased to a non-profit organization called Logehenri Inc. for construction of more than 120 moderate-rental housing units.

- A zoning bylaw tightening land-use restrictions in Old Montreal is to receive preliminary consideration. Details were not immediately available, but city officials described the bylaw as an interim measure to control development while city planners

work on a new version.

- A stringent zoning bylaw would restrict new motor-vehicle repair shops and similar enterprises to industrial areas.

- Merchants violating the bylaw prohibiting the display of most types of merchandise on the privately-owned portion of sidewalk in front of their stores would face fines of up to \$300 for a first offence, \$100 to \$500 for a second within 12 months, and \$500 to \$1,000 for a third.

City needs strength, Lamarre tells Quebec

The Quebec government is showing "political short-sightedness" in trying to reduce the City of Montreal's leadership role in the Montreal region, Yvon Lamarre, chairman of the city executive committee, said yesterday.

Speaking at a Civic Party election rally, Lamarre said the recently adopted provincial Bill 46, which reduces Montreal's strength within the Montreal Urban Community (MUC), and the creation of a Montreal region co-ordinating body for transit, proposed in a white paper by Transport

Minister Michel Clair, represent "an aberration."

"If Montreal is strong, Quebec and Canada as a whole are going to be strong," he said.

The Quebec National Assembly enacted Bill 46 this summer despite vigorous opposition from the city to a number of provisions reducing the city's relative power.

Clair's white paper proposes a new regional co-ordinating body for transit, with 31 members.

Fourteen would come from the MUC, a total of 14 from Laval and

regions to the north and south, and three from the government.

The city, which has about 36 per cent of the population of the region, believes it would likely wind up with seven members, or 22 per cent.

The city believes the proposals would undercut the role of existing transit commissions, reduce Montrealers to "second-class citizens," and favor urban sprawl through making it cheaper to commute from the suburbs to Montreal.

A crowd from east and east-central electoral districts jammed two

rooms in an east-end banquet hall to hear speeches by Lamarre and Mayor Jean Drapeau.

Drapeau said the recent annexation of east-end Pointe aux Trembles by the city reflects a longstanding policy of the Civic Party, and even previous administrations, that Montreal should have "a territory in scale with its destiny."

He said the city remains ready to admit other municipalities when negotiations produce mutually acceptable arrangements, but will never force annexation.

Dernière assemblée du Conseil de Montréal ce soir: exemple d'un genre de démocratie

Le Conseil municipal de Montréal se réunit ce soir pour la dernière fois avant les élections générales du 14 novembre. L'ordre du jour des 57 élus municipaux comporte 170 articles qui seront, pour la plupart, adoptés sans débat. Ce nombre peut paraître élevé, mais il n'est pas rare que l'ordre du jour comporte plus de 200 articles relatifs à des acquisitions, des expropriations, des cessations, des adjudications de contrats, des

Une analyse d'Alain Duhamel

permissions particulières et des règlements de zonage. L'adoption de ces articles va bon train. Aussitôt le titre de l'article lu, le président du Conseil crie à l'adoption. Si per-

sonne ne réagit, l'article est considéré comme lu, étudié, débattu et adopté. Seul trouble-fête dans ce déroulement mécanique: Michael Fainstat, conseiller du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), qui interroge, met en doute la sagesse de certaines résolutions et parvient parfois à convaincre le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, son unique interlocuteur, de retirer un dossier mal présenté ou

franchement gênant pour l'administration municipale. Les adversaires de M. Fainstat le considèrent comme le véritable chef de l'opposition bien que son parti ait terminé au troisième rang aux élections de novembre 1978. L'élu de l'autre formation politique, d'opposition, M. Nick Auf Der Maur, conseiller du Groupe d'action municipale (GAM), souvent absent, n'a pas su s'imposer dans ses interventions épisodiques.

En vérité, M. Auf Der Maur s'est plutôt fait remarquer pour ses échanges humoristiques avec le maire de Montréal et ses esclandres au sujet de la police de la Communauté urbaine de Montréal dont le directeur était M. Henri-Paul Vignola. M. Fainstat partage avec M. Lamarre une rare qualité. Ils comptent tous deux parmi la demi-douzaine d'élus municipaux qui se consacrent à leur tâche à plein temps. Tous les autres, y compris quelques membres du comité exécutif, y travaillent à temps partiel.

Pour sa prestation de services, un conseiller municipal montréalais reçoit \$22,000 par année comprenant son indemnité à titre de membre de la CUM. Il n'a ni bureau, ni secrétaire particulière et reçoit le volumineux ordre du jour du Conseil, avec les notes explicatives, au plus tôt le vendredi précédant le jour de l'assemblée, habituellement le lundi, en soirée.

Il n'est membre d'aucune commission du Conseil parce qu'il n'y en a pas. Quelques-uns ont siégé au Conseil de sécurité publique de la CUM, quelques autres ont participé à des groupes de travail constitués à même la majorité du Parti civique de Montréal (PCM). La fréquence des réunions de ces groupes, les sujets débattus et les conclusions de leurs travaux ne sont pas connus.

Un conseiller municipal à Montréal n'a pas d'initiative législative comme celle dont dispose un simple député dans un parlement. Tout au plus peut-il déposer une motion priant le comité exécutif d'étudier une affaire ou un dossier et d'en rendre compte à une prochaine assemblée, pas nécessairement la suivante. Il ne peut, par exemple, proposer un amendement à un projet de règlement à moins que le comité exécutif ne consente à s'en saisir.

La rémunération du maire de Mon-

tréal, qui préside les assemblées du conseil de Montréal et de la CUM, consiste en une indemnité de \$41,767.76, en des frais de dépenses de \$13,333, en une somme de \$16,000 à titre de membre du comité exécutif de la CUM et \$3,000 à titre de président du conseil de la CUM pour un total de \$74,100.76.

Le président du comité exécutif reçoit quelques centaines de dollars de moins: \$73,034. Cette somme constitue aussi le maximum que peut atteindre la rémunération du vice-président du comité exécutif. Un membre du comité exécutif de Montréal peut toucher un maximum de \$52,733.84.

Les membres du comité exécutif se réunissent toutes les semaines et constituent ensemble le véritable organe de décision dans l'administration municipale. Leurs rapports deviendront les articles à l'ordre du jour du Conseil. A l'assemblée du Conseil, deux d'entre eux ont une fonction précise: le président du comité exécutif répond à toutes les questions et appuie toutes les résolutions lues par le vice-président du comité exécutif. Les autres membres du comité exécutif interviennent rarement.

Les travaux du Conseil municipal prennent un rythme différent lorsqu'il siège en comité plénier. Sous la présidence du maire suppléant, les conseillers ont alors l'occasion d'interroger un directeur de service. Cette procédure, en usage à l'occasion du débat sur le budget municipal, est employée parfois en cours d'année pour l'étude du rapport du vérificateur général, du programme d'équipement et de quelques autres dossiers importants.

Les élus municipaux ne jouissent d'aucune immunité parlementaire et doivent en toutes circonstances mesurer leurs propos de manière à ne pas donner ouverture à d'éventuelles poursuites en dommages et intérêts. Il est arrivé quelques fois que le maire de Montréal le rappelle au conseiller du RCM qui n'a jamais été dupe des convenances parlementaires.

Le Conseil de Montréal ne publie pas un journal de ses débats et, en principe, n'enregistre pas de quelque autre manière les échanges. Au cours du dernier mandat, toutefois, il a été découvert par inadvertance que le secrétaire enregistrait sur bobine la période des questions de manière, a-t-on affirmé, à pouvoir donner un suivi aux questions prises en délibéré.

Dans les galeries publiques de l'hôtel de ville, rarement occupées à pleine capacité, la démocratie municipale laisse les non-initiés dans un état d'étonnement.

Dimanche prochain à James-Lyng
Brunch du Parti Civique



M. Jean Drapeau.

C'est le dimanche 31 octobre prochain, débutant à 10h30, qu'aura lieu un brunch organisé par le Parti civique de Montréal pour les districts de l'Ouest et du Sud-Ouest de Montréal. Le tout se tiendra à l'école James Lyng, 5440 ouest, rue Notre-Dame. Les orateurs seront le maire Jean Drapeau, chef du Parti civique de Montréal et M. Yvon Lamarre, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal. Prix du billet: 4,00\$. Pour information: M. Hervé Lachapelle, 932-2801.



M. Yvon Lamarre.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 1982



Jean-Louis Durocher: de l'action dans St-Henri

Ces jours derniers, la campagne de financement du GAM a pris son essor, à l'occasion du porte-à-porte par des bénévoles qui ont sillonné les différentes rues du quartier de St-Henri.

Monsieur Jean-Louis Durocher, candidat du district St-Henri, pour le GAM, a parcouru lui-même le secteur et, toujours, il a été fort bien accueilli. Il suscite un grand enthousiasme partout où il passe.

Ce contact direct avec les électeurs nous a permis de tâter le pouls de la population avide d'un changement sur le plan administratif.

Les gens en ont assez des projets extravagants de la présente administration et ils ont besoin qu'on les rassure, qu'une fois en place, le GAM rétablira un climat d'ordre et un climat de saine gestion.

En dépit d'une situation financière pas toujours facile, les résultats du porte-à-porte s'avèrent des plus encourageants, d'autant plus qu'on sollicite seulement la modique somme de \$1.00, montant fort éloigné des dons anonymes et famineux perçus par le parti du maire Drapeau.

Jean-Louis Durocher et Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le GAM, remercient la population de St-Henri pour leurs dons et leur confiance et ils comptent sur un vote massif le 14 novembre prochain, dans St-Henri et par tout Montréal.

La campagne de financement se poursuit encore toute la semaine.

DES ENGAGEMENTS:

Le 14 novembre prochain, les citoyens de St-Henri seront appelés à changer d'administration municipale. Jean-Louis Durocher, le candidat officiel du Groupe d'Action municipale (le GAM) entend travailler avec les citoyens du quartier Saint-Henri aux bénéfices des citoyens de Saint-Henri.

Jean-Louis Durocher s'engage à régler le problème des inondations sur les rues Sainte-Marie, Saint-Ambroise et du tunnel St-Rémi. Il travaillera avec les employés des travaux publics à la recherche de solutions pratiques; également il verra à aider les citoyens à obtenir l'aide nécessaire à la démolition des vieux hangars qui sont responsables des nombreux feux qui détruisent les logements du Sud-Ouest.

Jean-Louis Durocher s'assurera que tout le quartier Saint-Henri ait sa juste part des budgets disponibles à ce programme. Tous les secteurs du quartier verront mettre à leur disposition des avantages du programme de rénovation des logements ainsi que les avantages du programme Place au Soleil, appuyé par la pose d'égouts, de pavage et de nouvel éclairage.

Le 14 novembre prochain, un seul choix:

Jean-Louis Durocher, candidat du Groupe d'Action Municipale



Jean-Louis Durocher et son chef, Henri-Paul Vignola se sont récemment rendus au marché Atwater pour y rencontrer des électeurs de St-Henri.

VOTEZ POUR VOUS
VOTEZ R.C.M.

MCM



Christopher Levan: enfin du changement!

Les élections municipales s'en viennent en novembre. C'est le temps d'un changement. Et l'homme de la situation, dans Pointe St-Charles et la Petite Bourgogne, c'est Christopher Levan.

Vous connaissez Christopher? Bien des familles le connaissent. Il travaille au Centre St. Columba. C'est là qu'à chaque jour, plus de 200 enfants bénéficient d'un bon repas chaud.

Si vous connaissez déjà Christopher, vous savez que c'est un bon choix comme conseiller municipal. C'est un choix qui nous change agréablement des politiques cachottières du Parti civique.

Si vous ne connaissez pas encore Christopher, voici quelques raisons pour que vous lui accordiez votre confiance et votre vote:

1-Il demeure dans notre coin, sur la rue Rushbrooke; ce n'est pas quelqu'un de l'extérieur.

2-Il s'est battu pendant plusieurs années pour faire baisser les limites de vitesse dans nos rues, pour avoir des rues plus sûres, et aussi pour obtenir de meilleurs logements pour les citoyens. Il connaît les demandes des gens et il sait ce que l'administration municipale peut faire.

3-Il est facile à rejoindre, et toujours prêt à régler les tracas avec le Bien-Etre, les propriétaires, etc. Christopher connaît vos droits et sait les défendre.

4-Il combat avec acharnement les plans actuels de la Ville, qui sont imposés de force aux citoyens. Christopher sait ce que la Ville essaie de faire, et il a des solutions concrètes à proposer.

5-Il est président d'une Coopérative d'habitation dans la Pointe. Il représente bien tous ceux qui veulent de bons logements aux loyers selon les moyens des gens; il défend aussi ceux qui veulent des loyers raisonnables dans les logements de la Ville.

6-Il siège sur le conseil d'administration de la Clinique médicale communautaire, et sur celui des Services Juridiques. Il sait comment gérer des programmes qui répondent aux vrais besoins des gens.

Cette année, nous avons une chance de changer les politiques municipales! Cette année, nous avons une chance pour transformer une ville contrôlée par un seul homme, en une ville, contrôlée par nous tous, pour le bien de nous tous! Les élections s'en viennent, pensez-y!

Christopher Levan, candidat, district 40 RCM

The alternative

City elections are coming in November. It's time for a change. Christopher Levan will bring that change for Point St-Charles and Little Burgundy.

You may know Chris. Certainly many children do. He works at St. Columba House. Upwards of 200 children see him every day as they eat a hot meal in the school lunch program. If you know him, then you'll agree that he's a good choice for city councillor and a fresh, a real change from the secretive politics of the Civic party.

If you don't know Chris, here are some good reasons why he is the real alternative to the present government at City Hall:

1-He lives in the area on Rushbrooke Street, he's no outsider.

2-He has fought for many years to have speed limits reduced, to get better housing for people, pushed for safer streets... He knows what people are asking for, and he knows what's at stake in city politics.

3-He's no further away than a phone call to solve welfare hassles, landlord hassles... He knows your rights and how to get things done.

4-He has been deeply involved in protesting some poor plans that the city is trying to force on people of these communities... He knows what the City is trying to do and he has concrete alternatives.

5-He is the President of a Housing Cooperative in the Pointe. He stands for low rents that people can afford, stable housing and lower rents in city houses.

6-He is on the Board of the Medical Clinic and the Legal Clinic... He knows how to administer programs that suit people's needs.

This year is our chance to make a change in city politics. This is our chance to turn around the silent city run by one man, and make it our city, run by all, for the good of all!

Christopher Levan
MCM candidate in
District 40.



Le Parti civique de Montréal

Votre garantie

Le Parti civique est à l'image de Montréal.

A l'image de Montréal parce qu'il est fier d'avoir travaillé à réaliser une belle et grande ville.

Parce qu'il est fier d'être montréalais

Parce qu'il répond à cette vie de quartier et à cet esprit communautaire.

Le Parti civique correspond aux aspirations les plus profondes des Montréalais.

Mes collègues du Parti civique, et particulièrement ceux du sud-ouest de Montréal, MM. Yves Magnan, de Pointe Saint-Charles, Germain Prigent, de Saint-Henri et Angelo Anfossi, de Ville-Emard, ont tous travaillé à l'amélioration de la qualité de vie et au développement de l'habitation, du commerce et de l'industrie.

Le Parti civique est un parti de bâtisseurs, on n'a qu'à penser à la décennie "60", aux grandes infrastructures. Ce métro ultra-moderne, le plus beau au monde, aux réseaux routiers, les grandes autoroutes, à la consolidation du Centre-ville, la percée de la rue Burnside et de Montigny, à l'élargissement de la rue Dorchester, à la construction de la Place Ville-Marie et à la création de la ville souterraine.

A compter de "70", c'est la décennie des grands équipements urbains qui ont permis de consolider Montréal comme ville internationale, de réaliser cette vocation internationale de Montréal.

La décennie "80" nous a permis d'intensifier notre action dans les domaines de l'habitation, du commerce, de l'industrie et de l'amélioration de la qualité de vie.

Nous sommes également intervenus dans le domaine de l'intégration des personnes handicapées pour lesquelles nous voulons une accessibilité universelle.

A cause même de notre initiative dans le domaine de l'habitation, l'activité dans la construction n'a jamais été aussi intense à Montréal alors qu'on nous répète que la construction résidentielle stagne au Canada et au Québec.

L'Opération 20,000 logements a permis de relancer l'industrie de la construction résidentielle à Montréal.

Je vous reviendrai la semaine prochaine pour vous parler d'autres réalisations du Parti civique dans d'autres domaines à Montréal.

Yvon Lamarre, président

Comité exécutif de Montréal

conseiller municipal du district Saint-Paul.



Réalisations du Parti civique dans St-Henri



On ne pourrait parler du quartier Saint-Henri sans y associer, tout de suite, le nom de son dynamique conseiller municipal, représentant le Parti civique: Monsieur Germain Prigent.

Germain Prigent est un phénomène par lui-même. C'est le genre d'homme qui est partout à la fois.

Et son épouse Denise est là, en tout temps, pour le secourir, l'appuyer. Ils font un couple remarquable.

M. Prigent s'est préoccupé des grands projets dans son district. De fait, le quartier Saint-Henri a été l'un des plus choyés par l'administration municipale actuelle.

Mentionnons, entre autres, la construction d'une nouvelle arène au Centre Gadbois, arène nommée Sylvio Mantha.

400 nouveaux logements ont été construits, rénovation du marché Atwater, aménagement de la rue Notre-Dame, plantation de 400 arbres dans les rues transversales de Saint-Henri, aménagement de terrains de stationnements: Saint-Augustin et Notre-Dame, Rose-de-Lima et Workman, distribution de 20,000 boîtes de fleurs aux citoyens, gratuitement, construction d'un escalier avec rampes pour handicapés dans le tunnel Sainte Marguerite, aménagement de terrains de tennis, etc...

Pour le prochain terme on prévoit, entre autres, la construction de 275 logements (projet Saint-Henri-Nord), 2 ruelles transformées en Place au Soleil, parcomètres rue Notre-Dame, si les marchands sont d'accord.

On prévoit aussi l'aménagement du parc-école Victor-Rousselot. Et ce n'est pas tout! Pour de l'action dans le quartier Saint-Henri, il faut Germain Prigent.

Jean Drapeau dans le district 27

C'est ce mardi soir à 20h00 que le comité électoral du Parti Civique de Montréal du district Octave Crémazie (27) recevra monsieur le maire Jean Drapeau et le président du comité exécutif monsieur Yvon Lamarre, au 8757 rue Lajeunesse (au nord de Crémazie).



La candidate du Parti Civique dans le district 27, madame Nicole Gagnon-Larocque, profitera de l'occa-

sion pour faire un bilan de ses réalisations dans son district de même

qu'elle dévoilera le programme électoral du Parti Civique dans le secteur.

Pour des conseillers plus disponibles, le RCM propose des maisons de quartier

Dans Jarry, Villeray et Crémazie, la population atteint maintenant 50,000 personnes. C'est du monde! Et du monde qui mérite des services et des conseillers municipaux présents et efficaces. Les candidats du R.C.M., André Berthelet dans Jarry, Joseph Biello dans Villeray ainsi que Jean Doré et son collègue Claude Grégoire dans Crémazie s'engagent donc à ouvrir une maison de quartier où ils tiendront leurs bureaux permanents.

Qu'il s'agisse d'améliorer la sécurité du quartier ou de planifier l'installation d'éclairage des ruelles, il ne suffit pas que les fonctionnaires municipaux fassent leur travail. Il faut que des volontés politiques guident les "politiques municipales". Le conseiller municipal du R.C.M. veut être cet agent d'ajustement entre les volontés des citoyens et

des citoyennes et les réalisations des fonctionnaires. Cela suppose une écoute constante des besoins de la population et un dialogue tout aussi constant avec les citoyens sur les possibilités et les choix collectifs. Voilà pourquoi il est important que les conseillers municipaux restent enracinés dans leurs districts, voilà pourquoi une maison de quartier est essentielle!

Cette maison de quartier pourrait aussi accueillir certains services de la Ville qui gagneraient à être décentralisés. Ce serait tellement plus simple de se rendre à cet Hôtel de ville local pour régler des questions de stationnement, pour obtenir des permis, etc. Le service des Parcs des sports et des loisirs, celui de l'Urbanisme et celui de l'Habitation se trouveraient très

logiquement rapprochés de leur clientèle...

Des conseillers R.C.M. travailleraient dans le sens de cette décentralisation. Mais est-ce que cette multiplication des Hôtels de ville locaux ne va pas coûter très cher? Pas du tout!

Les Maisons du quartier éliraient domicile dans les immeubles existants, facilement transformables en bureaux pour les conseillers et en succursales de services. Il suffirait de recycler quelques équipements de bureau pour que fleurissent à Montréal autant de mini Hôtels de ville au service des quartiers.

Donc votez pour vous le 14 novembre, votez pour votre maison de quartier, votez pour votre candidat du R.C.M. D'ici là, on peut rejoindre le R.C.M. au 8019 A St-Hubert, Tél.: 495-2501.

Pour les jeunes et moins jeunes, toutes les classes de la société
Facilités - réalisations - projets de votre
équipe du Parti Civique de Montréal

Quatre aréas: Howie Morenz, Michel Normandin, Villeray, Ahuntsic.
Quatre piscines: Parc Jarry, Patro Le Prévost, St-Denis et Centre Claude Robillard.

Un des plus beaux parcs de Montréal: l'ancien site des Expos, le parc Jarry, le parc Villeray, le parc Denormandie et la Maison Canadienne - Le Centre Claude Robillard - Les Habitations de PontBriand, Jarry et Héliène Boullé - "Accueil Coeur Ouvert" et l'Hôpital chinois - Restauration de logement, rénovation et démolition de vieux hangars, - Éclairage de ruelles et "Place au Soleil" - Opération trois millions de fleurs - Plantation d'arbres - Corbeilles à fleurs - Opération Tandem - Parachèvement de la ligne de métro no. 5 sur la rue Jean-Talon - Stationnement Jean-Talon-Boyer-St-André - REvitalisation de la rue St-Hubert entre Jean-Talon et Jarry - Regroupement des marchands de la rue Jarry - Projet de parcomètre pour une meilleure rotation. - Les Jardins Communautaires.

Notre passé est votre garantie!



Nicole Gagnon-Larocque
(district Octave
Crémazie 27)



Jocelyne Ménard
(district
Villeray 28)



Arthur Gagnon
(district
Jarry 29)

Candidate du GAM

"Avant tout, offrir une alternative à mes concitoyens" — Marie-Réjeanne Houde

par
Yves Chartrand

Marie-Réjeanne Houde ne pouvait se faire à l'idée que le parti du maire Jean



Marie-Réjeanne Houde

Drapeau serait seul dans la course lors de la prochaine élection municipale dans son quartier de Tétreaulville, surtout qu'elle n'est aucunement d'accord avec le style préconisé par l'administration en place. Elle a donc décidé de prendre le taureau par les cornes et de porter les couleurs du Groupe d'action municipale dans le district numéro quatre.

En réalité, même si sa candidature n'a été connue officiellement

que la semaine dernière, Mme Houde affirme que cela fait déjà plus d'un mois qu'elle a pris la décision de se joindre activement au parti d'Henri Paul Vignola, après avoir écouté attentivement ce dernier lors d'une conférence de presse antérieure.

"Avant de m'embarquer, raconte cette résidente de Tétreaulville depuis six années, j'ai voulu constater lequel des partis correspondait le mieux à mes intérêts et mes convic-

tions et M. Vignola, par son propos convainquant et des lignes de programme que je partageais, a réussi à me décider". "Après une certaine période de réflexion, je suis allée le voir et il m'a accepté dans son groupe."

Stabilisation des taxes, aide accrue au milieu des loisirs pour les jeunes surtout dans sa dimension sportive, transparence et consultation dans les différents dossiers touchant directement les citoyens, voilà les

points saillants qui ont fait joindre cette dame de la rue Fletcher au Groupe d'action municipale.

"Mais c'est d'abord et avant tout, précise Mme Houde, pour qu'enfin la démocratie existe à Montréal et que nos concitoyens puissent faire un choix et ne se voit pas dans l'obligation de voter pour un unique candidat."

Mais pour l'instant,

Mme Marie-Réjeanne Houde qui occupe le poste de directeur-adjoint au Centre de couture industriel de Montréal Inc., sur la rue Ste-Catherine, doit plutôt faire place à un certain réalisme et organiser sa campagne: trouver des bénévoles, aménager son local d'élection, etc...

"Je suis très consciente que je mesure à un colosse en la personne de Claude

Varin du Parti Civique qui est bien en place, mais ma campagne sera propre," précise-t-elle.

C'est dans sa propre maison située au 3210, rue Fletcher, que Marie-Réjeanne Houde a installé son local électoral. Mme Houde est candidate du GAM dans le district numéro quatre.

Candidat du Parti Civique

Jacques Martineau: beaucoup de projets pour un troisième mandat

Même s'il termine présentement un deuxième mandat dans le quartier Honoré-Beaugrand et qu'il

par
Yves Chartrand

dit compter à son tableau, de nombreuses réalisations dont il se montre très fier, Jacques Martineau a encore beaucoup de projets en tête pour le troisième terme qu'il demande sous la bannière du Parti Civique de Jean Drapeau.

Il refuse cependant de s'engager dans des promesses fermes. "Ce n'est pas dans nos habitudes au Parti Civique de promettre mer et monde, nous confie Martineau, mais soyez assuré que lorsque nous avons dégagé un besoin évident dans l'un ou l'autre des quartiers, nous faisons tout en notre pouvoir pour y répondre dans les limites de nos moyens financiers".

Lorsqu'on lui demande de résumer substantiellement ses réalisations au cours

du dernier mandat, M. Martineau cite en premier lieu l'immeuble d'Habitation Pierre Bernard, administré par l'Office municipal d'habitation de Montréal. "Voilà l'exemple parfait illustrant le travail de représentants de quartiers électoraux," constate le conseiller. "Cela nous



Jacques Martineau

a pris quatre années de démarches communes de mon collègue Claude Varin et moi, pour doter notre secteur d'une telle bâtisse. Pas de criage, ni de sortie en règle, mais une discussion

franche et un travail de tous les instants à l'intérieur de notre administration".

Et pour les quatre prochaines années, Jacques Martineau a des idées d'envergure: une piscine, un centre de la culture doté d'une bibliothèque, la réfection des rues dont l'état, à son avis, laisse à désirer, et enfin une revalorisation des artères commerciales que sont les rues Hochelaga et Desormeaux. Il veut aussi régler à court terme le problème du club de l'Age d'Or de la paroisse Ste-Claire qui n'a pas de local et enfin rajeunir les aménagements du parc Ste-Claire.

Bien sûr, c'est beaucoup tout cela. "Mais, je ne présente pas toutes ces choses comme des promesses électorales fermes, mais plutôt comme des dossiers qu'il faut ouvrir et mettre en marche. Au Parti Civique, c'est notre façon de procéder", conclut Jacques Martineau.

Candidate du RCM

Claudette Bélanger veut redonner le droit de référendum aux montréalais

L'avocate Claudette Bélanger a encore bien frais à la mémoire le peu de cas qu'a fait, à son avis, l'administra-

tion 10,000 logements.

Et c'est un peu beaucoup les conclusions de cette affaire qui

par Yves Chartrand

tion du tandem Drapeau-Lamare, aux protestations des citoyens du quartier Louis-Riel concernant le projet maintenant réalisé de recycler la pépinière près de la polyvalente Louis-Riel, en complexe d'habitations dans le cadre de l'Opé-

l'ont décidé de transporter la lutte à la source même du problème, c'est-à-dire le gouvernement municipal. Elle portera donc les couleurs du RCM dans le quartier Louis-Riel le 14 novembre prochain et se mesurera au conseiller sortant

du Parti Civique, Mme Carmen G. Millette.

"Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que je suis confrontée à Carmen Millette", nous confie cette avocate. "Nous avons brigué le même siège de commissaire lors d'une élection antérieure et c'est elle qui l'a emporté".

Mme Bélanger s'est dite particulièrement frustrée par le peu de pouvoir que détiennent les citoyens d'un quartier face à des transformations d'en-

vergure qui bouleversent l'environnement physique de leur patelin. "Nous nous sommes battus pour qu'on respecte nos idées et revendications



Claudette Bélanger

dans l'affaire de la pépinière; mais nous ne possédions aucun moyen légal pour l'empêcher", a résumé Mme Bélanger.

En fait, selon cette dernière, il n'existe qu'une seule façon d'empêcher de tel coup de force, c'est de redonner le droit de référendum aux citoyens d'un quartier sur des règlements de zonage. "De cette façon, il deviendra très difficile de soustraire des espaces

verts vitaux dans les quartiers. Et c'est exactement ce que propose le RCM", dit l'avocate.

A l'exemple de son chef Jean Doré, Mme Bélanger axe beaucoup ses propos sur l'importance de la vie de quartier et du véritable pouvoir qu'il faut remettre aux citoyens. "C'est pourquoi nous nous proposons d'édifier dans les districts, une sorte de maison de quartier où seront re-

groupés plusieurs services administratifs, où les citoyens trouveront une décentralisation à leur échelle", note-t-elle.

Tant qu'à sa campagne électorale, elle sera à l'exemple de ses collègues. Du porte en porte, de la distribution de tracts, des petites réunions de cuisine. Tant qu'aux résultats du 14 novembre, elle se montre très optimiste...

Candidat du parti civique
**Pour Claude Varin, l'accès aux dépotoirs
demeure une préoccupation majeure**

par Yves Chartrand

Même s'il se dit entièrement satisfait du mandat qui se termine dans quelques se-

maines pour le quartier de Tétreaultville, le conseiller Claude Varin ne sera pas complé-

tement heureux tant qu'il n'aura pas réglé le fameux dossier de l'accès aux quais de déversement de neige dans les limites de son district.

On connaît tous les

inconvénients qu'entraînent pour les résidents demeurant dans le nord de la paroisse St-Justin ainsi que ceux du sud de Notre-Dame dans le coin de la rue Bellerive, l'activité de la circulation lourde en période hivernale. "Nous avons trouvé une solution que nous croyions idéale, affirme Claude Varin, en érigeant à côté des terrains de la compagnie CAST, un quai de déversement à

neige qui aurait servi pour les amateurs de pêche durant la période estivale". "Mais le ministère de l'Environnement nous a refusé la permission de réaliser ce projet argumentant sur les effets néfastes qu'auraient eu de tels déversements dans le fleuve St-Laurent". Il s'agissait d'un investissement de l'ordre de deux à trois millions de dollars.

Pour Claude Varin, il faut donc une autre solution, c'est-à-dire un autre endroit où il sera loisible de déverser la

neige tout en ne perturbant pas la quiétude des habitants.

Pour le reste, ce marchand prospère de l'est de Montréal aligne ses objectifs personnels d'un troisième mandat sur les grandes lignes du programme du Parti civique, soit la qualité de vie et la renaissance des communautés de quartier: plantation d'arbres, dos d'âne dans les ruelles pour limiter la vitesse des automobiles, l'aménagement du parc Thomas-Chapais au nord de la paroisse St-Jus-

tin et la poursuite du programme de réfection des trottoirs avec bordures d'accès pour les personnes handicapées et les vieillards.



Claude Varin

La campagne électorale dans l'est

Le RCM complète son équipe pendant que le GAM tire de la patte!

Les adversaires du Parti Civique du maire Jean Drapeau peuvent accuser ce dernier de

tous les maux du monde s'ils le veulent, mais jamais ils ne pourront reprocher à

ce dernier de ne pas savoir organiser sa campagne électorale. Pendant que le Ral-

liement des citoyens et des citoyennes de Montréal ainsi que le Groupe d'action municipale font des pieds et des mains pour com-

pléter leurs candidatures dans les différents districts que composent la carte électorale de Montréal, les portes-couleur du Parti Civique ont déjà mis la machine en marche pour probablement atteindre cette semaine leur vitesse de croisière.

Aux dernières nouvelles, en ce qui concerne les cinq quartiers électoraux couverts par LE FLAM-
BEAU, seul le Parti Ci-

inoccupés pour le moment, même si l'on nous promet des noms pour bientôt au comité central.

En ce qui concerne le RCM, il ne lui reste plus qu'un candidat à trouver dans le quartier Langelier. Dans Tétreaulville, ce sera finalement M. Simon Latraverse qui briguera les suffrages, tandis

que dans Honoré-Beaugrand, M. Denis Faubert s'occupera de mener la lutte au conseiller sortant Jacques Martineau.

Rappelons que les partis ont jusqu'au 27 octobre prochain pour déposer au bureau du président d'élection les bulletins de mise en nomination de leurs candidats.



Le chef des troupes du Groupe d'action municipale (GAM) n'a pas hésité à participer lui-même à la campagne de financement de son parti la semaine dernière.

par Yves Chartrand

gnola, M. André Bougie, a déniché deux personnes. En premier lieu dans le quartier de Tétreaulville, un directeur-adjoint du Centre de couture industriel de Montréal, Mme Marie-Jeanne Houde briguera le siège détenu actuellement par M. Claude Varin. Dans Louis-Riel, on a appris jeudi après-midi que ce serait Mme Lorraine Beauregard. Les trois autres districts sont

Le rôle du conseiller municipal, selon André Roy du Parti Civique

Le premier rôle du conseiller municipal, est bien entendu, d'assister à toutes les séances du "conseil de ville" de Montréal, au nombre d'environ 15 par année, et aussi d'assister à toutes les séances du conseil de la Communauté Urbaine de Montréal, au nombre approximatif de dix par année. Ces nombres de séances incluent les assemblées régulières et les assemblées spéciales.

En plus de ces fonctions régulières de tout conseiller municipal, le conseiller André Roy siège sur le conseil d'administration de l'Office Municipal d'Habitation de Montréal. M. Roy siège aussi sur le Comité d'examen des plaintes du Service de police de la Communauté Urbaine de Montréal. Ces fonctions additionnelles nécessitent environ 35 réunions.

Ces responsabilités nombreuses et l'expérience acquise

en assistant à toutes ces réunions ont permis au conseiller Roy de comprendre davantage les besoins de la population, de l'écouter, de lui aider, de la diriger.

Le conseiller André Roy, durant les quatre dernières années, a organisé trois assemblées générales de consultation pour toute la population de Maisonneuve. Les thèmes de ces réunions ont porté sur les améliorations à apporter au parc Morgan, sur l'aménagement des jardins communautaires, et sur le nouvel aménagement de la rue Ste-Catherine.

Le conseiller municipal n'ayant pas de bureau privé, il doit si nécessaire, recevoir les citoyens chez lui, comme M. Roy l'a déjà fait à quelques occasions.

Lorsqu'un citoyen veut communiquer avec tel ou tel service de la ville, il fait souvent plusieurs démarches, avant d'obtenir

l'information désirée. C'est un exemple où le conseiller municipal a un rôle important à jouer. Le conseiller André Roy suggère aux personnes qui veulent un renseignement sur la Ville, de communiquer avec lui en premier lieu, ainsi ces mêmes personnes sauveront beaucoup de temps et obtiendront le renseignement désiré beaucoup plus vite.

Le conseiller André Roy avance sans gêne qu'il a toujours été à l'écoute de la population et il affirme fièrement que si le district de Maisonneuve a connu tant de réalisations depuis quatre ans, ce que cet article ne permet pas d'énumérer, c'est parce qu'il a écouté la population.

En résumé, les actes du conseiller municipal doivent prouver qu'il a été présent auprès des citoyens, c'est le rôle qu'il doit jouer, c'est le rôle que le conseiller André Roy croit avoir rempli avec succès."

La campagne électorale se met en marche

Encore bien tranquille, la campagne électorale se met tranquillement en marche. Après l'assemblée du Parti Civique au Centre Pierre-Charbonneau, c'était au tour du RCM de réunir près de 1,000 personnes la semaine dernière dans le quartier Villeray, à l'occasion d'un souper-bénéfice. De son côté le GAM dévoilait les grandes lignes de son programme qui se présente comme une série de "solutions logiques".

Nouvelles candidatures

Pour le RCM, outre la candidature déjà annoncée de Roger Marchand dans le district 37, deux nouveaux candidats ont annoncé leurs intentions de défendre les objectifs du RCM dans Hochelega-Maisonneuve. D'abord dans le district Maisonneuve (8) Lison Chevrefils tentera de déloger le conseiller actuel André Roy. Dans le district voisin (9), Robert Aubin croisera à nouveau le fer avec Pierre Lorange, puisque Robert Aubin était à l'époque membre du P.O.M.M., comité qui revendiquait de l'administration actuelle la réouverture du marché Maisonneuve.

Deux candidats se sont manifestés pour propager le message de Henri Paul Vignola, candidat à la mairie pour le GAM. D'abord Claude Marsolais dans Préfontaine (7)

contre Normand Lusier du Parti Civique et enfin dans le 8 (Maisonneuve), Jacques Lavole, un ancien député fédéral.

Assemblée publique

Le P.E.C. en collaboration avec d'autres groupes comme le YMCA, CIBL, l'Atelier d'histoire Hochelega-Maisonneuve, l'Association des Locataires, organise une soirée sur les élections municipales, ce soir mardi le 26 octobre à 19h30 au P.E.C., au 1691 boul. Pie IX.

A cette occasion un représentant de chacun des partis, candidat dans le quartier, aura la possibilité de présenter pendant 10 minutes le programme de son parti. Par la suite les gens de la salle poseront des questions. A la fin de la période de questions, 3 personnes feront une synthèse de la soirée et chacun

des candidats donnera une conclusion d'environ 3 minutes. "La piscine Morgan sera réparée"

Signe traditionnel d'une campagne électorale, les promesses électorales, André Roy en annonce une première, soit la réparation du bain Morgan construit en 1915, par l'ancienne ville de Maisonneuve, et qui nécessite des réparations majeures sinon il faudra fermer l'immeuble.

Le conseiller Roy déclare avoir fait ses recommandations auprès du comité exécutif de la Ville, et que des crédits seront votés en temps et lieu.

Voici la liste des travaux qui selon le candidat Roy seront exécutés: il y aura un remplacement de la tuyauterie, un nouvel aménagement de la promenade autour du bassin, la réparation des parois du bassin, un réaménagement de la tuile, et bien entendu les gros réservoirs de filtration seront remplacés.

Les appels d'offres seront émis en juin 1983, l'ouverture des soumissions aura lieu en juillet et les travaux devraient commencer en septembre, pour se terminer en janvier 1984.

Le RCM prend position sur les terrains Angus

Lors d'une conférence de presse jeudi dernier, M. Jean Doré, candidat à la mairie de Montréal pour le RCM a déclaré que "l'aménagement du terrain des usines Angus doit permettre à la fois d'améliorer la situation

du logement à Montréal et stimuler son développement économique dans des industries de pointe."

Il faut selon le RCM destiner ces logements aux ménages à faibles et à moyens revenus et trouver des moyens pour rendre abordable à cette clientèle l'accès à du logement neuf et de qualité à proximité du centre-ville.

Pour ce faire, le R.C.M. veut favoriser l'implantation de nouveaux modes de propriété et de gestion (coopératives, organismes sans but lucratif, HLM, etc...) dont l'aménagement avec les divers programmes gouvernementaux devrait être fait de telle façon qu'une nette majorité des unités de logement soit accessibles à des ménages dont le revenu ne dépasse pas \$25,000 par année.

De plus le R.C.M. veut faire en sorte d'aménager la partie industrielle du terrain des usines Angus en espace fonctionnel pour l'implantation d'industries de pointe oeuvrant notamment

dans le domaine de labiotechnologie. Le R.C.M. veut susciter activement l'implantation d'entreprises oeuvrant dans les secteurs connexes sur ce site.

(P.B.)

Le GAM: "Le contact premier avec l'administration"

Le Groupe d'Action Municipale considère comme prioritaire le rôle du conseiller municipal.

Monsieur Henri-Paul Vignola, candidat du GAM à la mairie de Montréal, a mis de l'avant dans son programme l'idée de faciliter l'accès de l'hôtel de ville à tous les citoyens; mais le conseiller municipal demeurera toujours le contact premier de tous les citoyens avec l'administration municipale.

Pour les citoyens, le conseiller est un des leurs, il connaît leurs problèmes et partage leurs aspirations. Il se fait l'interprète de ses concitoyens. Comme administrateur, il doit sauvegarder les intérêts des gens de son quartier, promouvoir l'as-

pect économique du secteur qu'il représente mais, surtout, voir à une utilisation rationnelle des argents dépensés dans son district.

Dans le passé - et trop souvent - certains conseillers sont demeurés silencieux face à des projets extravagants des autorités municipales. Dans les circonstances, le conseiller loyal à ses conci-

toyens aurait dû s'opposer à de telles démarches.

Avec le GAM, votre conseiller municipal sera mis à contribution, autrement que pour distribuer des fleurs! On verra à utiliser le potentiel de chaque conseiller à bon escient.

Les citoyens du secteur sont priés de voter nombreux le 14 novembre prochain.

“Un bon conseiller est un conseiller présent” affirme le RCM

Lison Chevretils, candidate pour le Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM) dans le district de Maisonneuve (#8), croit que l'efficacité d'un bon conseiller municipal réside d'abord et avant tout en une présence quotidienne.

Il ne suffit pas d'assister à quelques assemblées publiques et quelques soirées de réjouissances pour assurer aux citoyens de Maisonneuve le règlement de leurs problèmes les plus urgents.

En fait, il faut redonner aux Montréalais les pouvoirs de décision sur la vie muni-

ci- pale, trop longtemps centralisés à l'Hôtel de Ville. Pour réaliser ce principe démocratique mis de l'avant par le RCM, il faut se doter de moyens politiques et administratifs qui permettront aux citoyens de Maisonneuve de participer aux décisions. L'engagement formel du RCM d'instaurer des référendums locaux permettra à chaque citoyen de participer à la prise de décisions sur les dossiers touchant Maisonneuve. Aucun autre parti politique n'a pris un tel engagement.

C'est ainsi que Madame Chevretils favorisera l'instauration

d'une maison de quartier qui décentralisera les services offerts par la Ville et qui permettra aux citoyens d'obtenir des renseignements plus adéquats et plus rapidement.

Madame Chevretils s'engage à ouvrir un bureau dans le district de Maisonneuve afin d'assurer un meilleur contact avec les citoyens et favoriser une participation accrue de la population

à la vie municipale. Elle s'engage à y assurer une permanence et à créer un bulletin d'information renseignant chaque citoyen de l'état des dossiers concernant le quartier de Maisonneuve.

Les "Nouvelles de l'Est" et les élections municipales

Le journal "Nouvelles de l'Est" a décidé de mettre ses pages à la disposition des partis politiques en lice d'ici l'élection du 14 novembre prochain.

La semaine prochaine, les partis seront priés d'expliquer par écrit leurs positions sur le thème suivant:

Quels sont à court terme et à long terme les objectifs de chaque parti?

Le 9 novembre, nous présenterons tous les candidats.

Les opinions de chacun doivent nous parvenir avant jeudi soir et ne doivent pas excéder 1½ page dactylographiée à double interligne.

Toute autre information de nature partisane traitant des candidats et des partis sera considérée comme étant de la publicité et sujette aux tarifs conséquents.

Il va de soi, cependant, que le journal "Nouvelles de l'Est" sera présent aux conférences de nouvelles et aux événements importants ou particulièrement significatifs de la campagne électorale.

Prosper Boulanger - quartier de la Rousselière

Redécouper le quartier

(C.G.) Aux yeux du candidat Prosper Boulanger, le quartier De la Rousselière comporte les particularités suivantes: deux secteurs résidentiels différents, de grands espaces à développer, deux centres d'achats et la plus grande partie du parc industriel; des sec-

teurs isolés.

En relation avec ces particularités, M. Boulanger entend donc poser des gestes qui permettront de résoudre certains problèmes. Considérant que le quartier 56 a été découpé de façon artificielle, (exclusion du CLSC, de l'église, du

parc), il demandera que le quartier soit remodelé en fonction de ses liens historiques et sociaux.

M. Boulanger trouve par ailleurs inconcevable qu'un élu agisse à titre de président d'une

corporation comme CODEPAT et il fera en sorte que les guides de l'organisme soient remis entre les mains des agents d'affaires du milieu.

Le quartier comprenant de grands ensembles d'habitation (Terrasse Jacques-Léonard, Le Colombier, etc.) M. Boulanger veut piloter

les projets de rénovation afin qu'ils puissent cheminer le plus harmonieusement possible.

D'autre part, il veut favoriser l'élimination du hangar à béton de la rue Notre-Dame qui ne rapporte que peu à la municipalité alors que le terrain pourrait être aménagé à des fins résidentielles et d'espaces verts.

Outre ces engage-

ments, le candidat du GAM veut faire en sorte que le transport en commun soit amélioré afin de desservir les zones isolées; il cherchera à ce que le quartier ait sa juste part de parcs et de loisirs où l'organisation relèvera du milieu et il veut promouvoir l'implantation de commerces qui attirera une clientèle de l'extérieur.



Prosper Boulanger

Les trois candidats du GAM
de Pointe-aux-Trembles

Leurs engagements collectifs

À trois semaines du
scrutin municipal, les
trois candidats du

Claude Gariépy

Groupe d'action municipale (GAM) ont livré à la presse locale les grandes orientations de leur parti en y précisant les objectifs communs qu'ils tenteront de réaliser pour Pointe-aux-Trembles et en spécifiant leurs engagements particuliers dans les quartiers où ils sollicitent un mandat.

MM. Boulanger, Ledoux et l'Espérance ont ainsi dressé une liste de quinze engagements qu'ils entendent réaliser collectivement pour l'ensemble du territoire qu'ils représentent.

Parmi ces engagements, certains apparaissent plus importants. Il en est ainsi du règlement d'annexion qu'ils entendent faire

respecter par la Ville plus particulièrement au chapitre des délais et des coûts, au sujet de la taxe d'eau pour qu'elle ne soit pas dissimulée sous une autre forme et concernant l'urgence des réparations sur la rue Sherbrooke.

Par ailleurs, les trois candidats exigent le maintien d'un bureau d'affaires municipal dans le quartier et l'ouverture d'un bureau permanent afin qu'ils puissent rencontrer les élus et discuter des problèmes du quartier.

La création de commissions municipales dont le fonctionnement s'apparenterait à celles des gouvernements supérieurs semble une priorité pour les trois hommes afin que les contribuables aient un droit d'intervention sur le développement du territoire.

À un autre niveau, les candidats du GAM de Pointe-aux-Trembles visent à l'amélioration du service du



transport en commun en réévaluant les projets de prolongement du métro, ils veulent également favoriser le développement des pistes cyclables, rendre cohérents certains règlements municipaux en tenant compte du contexte (parcomètre, abris d'autos), s'opposer au prolongement du port et favoriser l'accès aux rives.

Enfin, la formation de groupes de citoyens à des fins de loisirs ou de développement du milieu, la promotion des centres commerciaux et industriels, l'organisation d'une rencontre annuelle réunissant l'exécutif, les trois échevins et la population et leur participation à la réforme de la fiscalité municipale font également partie de leurs objectifs.

Jean-Guy L'Espérance - quartier du Bout-de-l'île

Métro régional et parc Richelieu

(C.G.) Des secteurs non reliés entre eux, de l'espace pour le développement, des ouvertures sur le fleuve, des infrastructures commerciales insuffisantes, la présence d'une polyvalente et d'une piste de course inutilisée. Voilà les principales caractéristiques du quartier Bout-de-l'île aux yeux du candidat Jean-Guy L'Espérance.

Mais c'est d'abord le transport en commun qui préoccupe le candidat du quartier 57. D'abord parce qu'il pourrait assurer des liens avec les centres commerciaux du milieu et parce qu'on y projette l'implantation d'une station de métro pour le métro régional de surface.

Par ailleurs, M. L'Espérance a été à la tête de ceux qui se sont opposés aux condominiums dans le secteur et il est donc à-propos de retrouver dans ses objectifs qu'il demandera la participation active de la population en regard du développement du secteur.

Étant à proximité d'équipements importants, ce candidat considère qu'ils sont sous-utilisés et qu'on pourrait corriger la situation. D'autre part, le parc Richelieu constitue un équipement inutilisé qui pourrait servir à d'autres fins. M. L'Espérance pense que l'endroit pourrait servir à des fins de loisirs ou être transformé en projet résidentiel.



Jean-Guy L'Espérance

Enfin, il croit que la Coulée Grou, lieu historique, pourrait être revalorisé par l'établissement d'espaces verts et d'ouverture sur

la rivière dans le cadre d'un plan d'aménagement résidentiel en harmonie avec le milieu.

-Georges Ledoux - quartier Pointe-aux-Trembles

Des gestes concrets à poser

(C.G.) Si les trois candidats du GAM ont reconnu l'importance d'oeuvrer ensemble à l'atteinte d'objectifs pour tout le territoire, ils formulent d'autre part des engagements pour chacun de leur quartier respectif, y notant des particularités.

Pour M. Georges Ledoux, du quartier Pointe-aux-Trembles (55), il se présente dans le plus vieux quartier, où la majorité des contribuables sont propriétaires. Beaucoup de citoyens du 3e âge y résident également et on y retrouve deux pôles commerciaux.

Parmi la liste de ses engagements, on remarque certains plus concrets. Ainsi, certains lieux sont considérés comme objets du patrimoine et M. Ledoux entend faire les démarches nécessaires afin de les protéger.

D'autre part, il entend défendre les intérêts des commerçants qui souffrent selon lui de concurrence déloyale. Point n'était

besoin d'être devin pour faire préciser à M. Ledoux qu'il faisait référence au marché public.

Au chapitre du loisir, M. Ledoux voudrait faire en sorte que le parc St-Jean Baptiste soit réaménagé en re-

mettant en opération la piscine pour adultes. Il veut également obtenir que les loisirs Marguerite-Bourgeois puissent compter sur un support technique et financier afin de recouvrer son autonomie.

Enfin, l'amélioration des abords du boulevard St-Jean Baptiste, au nord de la rue Sherbrooke fait aussi partie des préoccupations de M. Ledoux. Notons en outre que des rencontres avec les gens du 3e âge et avec les jeunes pour en connaître les besoins spécifiques font aussi partie du programme de ce candidat.

Pour Pointe-aux-Trembles "Le RCM une protection"

— Réal Cournoyer, District 55

d'un retard occasionné par la voie ferrée. Il y aura lieu de renégocier une entente qui permettra à ce secteur d'être aussi bien protégé qu'auparavant.

POLLUTION INDUSTRIELLE

Sans compter la surveillance constante dont doivent être l'objet les grandes industries pétro-chimiques, Réal Cournoyer travaillera à la relocalisation des industries de la 7e Avenue. Déjà de nombreux citoyens, vivant à proximité, souffrent de problèmes occasionnés par la pollution de certaines industries. La santé n'a pas de prix, il faudra prendre toutes les mesures pour la protéger.

ARTÈRES COMMERCIALES

Les petits commerçants de la rue Notre-Dame et du boulevard Saint-Jean Baptiste connaissent des difficultés. Déjà le RCM par la bouche de Jean Doré s'est engagé à porter l'exemption de base de la surtaxe sur les immeubles industriels et commerciaux de \$100 000 à \$200 000, c'est un premier pas non négligeable. D'autres mesures seront annoncées bientôt.

Le 14 novembre votez pour vous, votez RCM, votez Réal Cournoyer.

Danielle Leduc,
attachée de presse
de Réal Cournoyer
district 55

Avec Jean des Trois Maisons Henri-Paul Vignola, co-listier dans le 24

Ces jours derniers, Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le Groupe d'Action Municipale, a confirmé le choix de son colistier, aux prochaines élections municipales du 14 novembre prochain.

Monsieur Vignola a fixé son choix sur monsieur Jean Des

Trois Maisons, candidat pour le GAM, dans le district Saint-Sulpice (24). L'un et l'autre habitent le quartier depuis dix-huit ans.

En se présentant dans le district Ahuntsic (24), Henri-Paul Vignola et son colistier, Jean Des Trois Maisons, à partir des objectifs que le GAM s'est



fixés, proposent des actions urgentes et prioritaires pour:

- une ville aux dimensions humaines
- une ville où l'on veut vivre selon ses moyens
- une ville ouverte aux citoyens
- une ville qui se donne un véritable leadership économique.

Fernand Joubert de nouveau candidat dans le district 18

Fernand Joubert briguera à nouveau les suffrages pour le Parti

Civique de Montréal dans le district Sault-aux-Récollets (18) lors des élections du 14 novembre prochain. Monsieur Joubert de mentionner: "J'avoue avec beaucoup de sincérité, avoir travaillé en tout temps avec l'administration municipale à la réalisation de nombreuses demandes de mes citoyens". Men-



tionnons en autres réalisations, l'aide apportée lors de négociations empêchant la fermeture du Centre des Loisirs St-Martyr Canadiens, la présence de brigadiers scolaires, assistance quotidienne pour la bonne marche des jardins communautaires, réouverture de la patinoire St-Gabriel Lallemand, l'amélioration de la circulation sur le boulevard Gouin, l'amélioration du déneigement rue Fleury, etc.

"Citoyens et citoyennes du quartier Sault-aux-Récollets (18) avec l'équipe du Parti Civique de Montréal sous la direction du maire Jean Drapeau qui nous a rendus fiers d'être Montréalais, je vous offre à nouveau
mes services....."

Marielle Séguin, candidate RCM dans le district 18

Madame Marielle Séguin, directrice des communications au secrétariat du projet Archipel sera candidate dans le district Sault-aux-Récollets (18) pour le RCM lors des élections municipales du 14 novembre prochain.

Née dans le quartier Ahuntsic en 1952, Marielle Séguin y fait ses études primaires et secondaires aux écoles Sts-Marthys canadiens, Soeur Ste-Anne-Marie et au Collège Marie-Anne. En 1971, elle termine son D.E.C. au Collège Bois-de-Boulogne. Elle est diplômée en communications de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Pendant ses études, elle travaille au service des Affaires sociales de la Ville de Montréal et comme professeur suppléante à la C.E.C.M.

De 1974 à 1976, elle est assistante à la réalisation au Service des techniques audio-visuelles de l'Hydro-



Québec. En 1976, elle est nommée directrice des Communications au Parti Québécois et à ce titre doit gérer des budgets annuels de plus de 400,000\$, organiser cinq (5) campagnes de financement, deux Congrès

nationaux et de nombreuses autres manifestations importantes. Entre 1980 et 1982, elle sera successivement attachée politique au cabinet de la ministre d'Etat au Développement social, Mme Lise Payette, puis attachée de presse de Mme Pauline Marois, ministre d'Etat à la Condition féminine. Depuis mai dernier, Marielle Séguin est directrice des Communications au Secrétariat du projet Archipel.

Jean Drapeau dans le district 27

C'est ce mardi soir à 20h00 que le comité électoral du Parti Civique de Montréal du district Octave Crémazie (27) recevra monsieur le maire Jean Drapeau et le président du comité exécutif monsieur Yvon Lamarre, au 8757 rue Lajeunesse (au nord de Crémazie).



La candidate du Parti Civique dans le district 27, madame Nicole Gagnon-Larocque, profitera de l'occa-

sion pour faire un bilan de ses réalisations dans son district de même

qu'elle dévoilera le programme électoral du Parti Civique dans le secteur.

Le "Guide du Nord" et les élections municipales

Le journal "Guide du nord" a décidé de mettre ses pages à la disposition des partis politiques en lice d'ici l'élection du 14 novembre prochain.

Dans l'édition du 9 novembre, nous publierons la photo de tous les candidats en lice dans les districts couverts par le "Guide du Nord".

Les opinions de chacun devront nous parvenir le jeudi soir précédant chaque parution et ne devront

pas excéder 1½ page dactylographiée à double interligne.

Toute autre information de nature partisane traitant des candidats et des partis sera considérée comme étant de la publicité et sujette aux tarifs conséquents.

Il va de soi, cependant, que le journal "Guide du Nord" sera présent aux conférences de nouvelles et aux événements importants ou particulièrement significatifs de la campagne électorale qui s'amorce.

La campagne électorale s'amorce

Bien tranquillement, aux dires de plusieurs observateurs, la campagne électorale municipale s'amorce dans le quartier. A ce jour, un seul des trois partis en lice, soit le Parti Civique, a fait connaître la liste complète de ses candidats.

Ouverte en grande pompe par le Parti Civique, lors d'une as-



André Desjardins
pour le Parti Civique
dans le 31

semblée qui se tenait au Centre Pierre-Charbonneau il y a 15 jours, la campagne électorale 1982 n'a pas encore dévoilé tout son jeu.

Du côté du Parti Civique, dans notre secteur, pas de surprises. Ce sont les mêmes porte-couleurs qui siégeaient comme conseillers qui défendront à nouveau les couleurs de l'équipe Drapeau-Lamarre.



Jean Laroche, porte-couleur du Parti Civique dans le district 30.

C'est donc dire que André Desjardins se représentera dans le district 31 (du Père Marquette), Jean Laroche dans le district St-Edouard (no. 30) et Georges Savoidakis dans le district 26 (Jean-Talon).

L'opposition se manifeste quant à elle de façon parcimonieuse. La semaine dernière, le chef du GAM Henri-Paul Vignola dévoilait les grandes lignes de son programme électoral. Celui-ci fait le portrait des 20 dernières années à Montréal et propose ce qu'il appelle "des solutions logiques". Un seul candidat s'est officiellement manifesté pour ce parti. Il s'agit de Raynald Perron qui défendra le programme du GAM dans le district 31.



Raynald Perron,
candidat du GAM
dans le district 31

Hormis un souper bénéfique qui rassemblait près de 1,000 personnes dans le quartier Villeray le semaine dernière, aucun candidat du RCM ne s'est encore officiellement manifesté dans les trois districts que le "Guide du Nord" dessert.

A noter dans le district 26, un candidat indépendant est aussi sur les rangs, soit le notaire Nicolas Corbo.

Selon un sondage Sorecom-LE DEVOIR

60% des Montréalais estiment que la ville est bien administrée

par Alain Duhamel

En majorité, les Montréalais demeurent satisfaits de leur administration municipale.

En effet, les données d'un sondage d'opinion mené un mois avant les élections du 14 novembre indiquent qu'un peu plus de 60% des Montréalais déclarent que leur ville a été plutôt bien administrée depuis 1978, même si, à l'égard des initiatives économiques, seulement 46,3% d'entre eux affirment que l'administration municipale a tenu un rôle important.

La maison Sorecom a réalisé ce sondage d'opinion pour le compte du DEVOIR, de la station de radio CJMS et de l'émission *L'objectif* à Radio-Québec. Il a rejoint 461 Montréalais entre le 12 et le 14 octobre.

Le taux élevé de satisfaction générale à l'égard de l'administration municipale se vérifie lorsque la personne sondée indique son degré de satisfaction par service municipal ou par service à caractère mu-

nicipal. Ainsi, le service de l'eau potable (84,1%) et le service des incendies (89,1%) recueillent le plus haut taux de satisfaction de tous les services municipaux.

Au deuxième rang, avec 75%, viennent le service de la police et le service des loisirs. L'entretien des rues et l'enlèvement de la neige restent satisfaisants (72%) mais suscitent aussi le mécontentement d'un quart des Montréalais.

Le taux de satisfaction à l'égard de la police demeure constant. Un sondage de la maison Sorecom, pour le compte de CBC News-watch, le printemps dernier, indiquait que 73% des Montréalais s'en disaient satisfaits.

Ce n'est pas le cas de la Commission de transport en commun dont la satisfaction chute dramatiquement. Le printemps dernier, la CTCUM satisfaisait 70% des Montréalais. Cet automne, seulement 55% d'entre eux le sont encore et 41,3% des répondants en sont insatisfaits. De

tous les services, la CTCUM recueille le plus fort taux d'insatisfaction.

La protection de l'environnement constitue aussi une source importante de mécontentement puisque 30% des personnes interrogées s'en disent insatisfaits contre 58,7%. Un peu plus de 11% des Montréalais ne formulent aucun jugement à cet égard et forment le plus fort groupe de non-répondants.

De tous les programmes municipaux au sujet desquels l'administration Drapeau-Lamarre a amplement discoursé depuis quatre ans, le programme de restauration des logements anciens recueille l'adhésion populaire la plus importante. Plus de 83% des électeurs connaissent ce programme et 90% d'entre eux affirment être d'accord avec l'intervention municipale dans ce domaine.

Le programme municipal qui recueille le moins l'adhésion a trait à la revitalisation des artères commerciales. En effet, 62,8% des répondants affirment conna-

ître le programme, mais 34,4% se disent en désaccord avec l'effort municipal.

L'opération 20,000 logements, connue de 65,9% des Montréalais, a bonne réputation puisque 78,2% des répondants se disent en accord avec la politique de la Ville de Montréal.

Les programmes de création de parcs industriels et de réorganisation de l'administration municipale demeurent les moins bien connus avec 48,9 et 38,3% respectivement des personnes interrogées qui affirment en avoir entendu parler. Une majorité estime que l'intervention municipale doit se poursuivre, 71% à l'égard des parcs industriels, 81,5% à l'égard de la réorganisation administrative.

L'administration Drapeau-Lamarre a présenté ces initiatives à la population comme traduisant sa profonde préoccupation au sujet de l'activité économique dans la ville. Les Montréalais ont un jugement réservé sur l'importance du rôle municipal: près de 40% estiment que

l'administration a tenu un rôle peu important ou pas important du tout tandis que 37,3% affirment qu'elle a joué un rôle assez important et 9% un rôle très important. Plus de 13% des répondants ne formulent aucun jugement.

À la question: «Selon vous, l'administration municipale peut-elle jouer un rôle très important ou assez important pour améliorer la situation économique des Montréalais», une majorité juge essentielle son intervention: très important: 34,7%, assez important 50,3%.

Il se dégage donc une tendance. Les initiatives prises à ce jour par l'administration municipale recueillent d'emblée l'accord des Montréalais. Ils souhaitent cependant que l'administration municipale tienne à l'avenir un rôle plus important dans ce domaine.

■ Diriez-vous que dans l'ensemble, la Ville de Montréal a été plutôt bien administrée ou plutôt mal administrée durant les quatre dernières années?

plutôt bien	60,4%
plutôt mal	29,0%
n.s.p.	10,3%
refus	0,3%

Demain dans LE DEVOIR, comment les Montréalais jugent-ils M. Jean Drapeau, lui accordent-ils leur suffrage, et quelles initiatives municipales jugent-ils prioritaires pour le prochain mandat?

Profil du Montréalais satisfait

Citoyen d'âge mûr, francophone, locataire, pratiquant, libéral et résidant dans l'Est

par Alain Duhamel

Qui sont les Montréalais qui, dans une proportion de

60% se disent satisfaits de l'administration municipale?

En recoupant quelques variables, il se dégage un profil

de l'électeur satisfait. Le taux de satisfaction est le même, 60% chez les locataires et chez les propriétaires mais les locataires forment près de 80% de la population.

Le taux de satisfaction demeure plus élevé dès que l'on a 35 ans ou plus: 70% chez les 35 à 54 ans et 81% chez les électeurs de 55 ans et plus: le taux d'insatisfaction le plus élevé se trouve parmi les jeunes répondants, 36%.

Les francophones, 60%, et les allophones, 72% sont plus satisfaits que les anglophones, 47%. Les électeurs libéraux, 67%, plus que les péquistes, 53%; les pratiquants, 68%, plus que les non-pratiquants, 46%; les citoyens de l'Est, 62%, plus que ceux de l'Ouest, 58%; les femmes, 61%, à peine plus que les hommes, 60%.

L'électeur montréalais satisfait, compte tenu de la population en majorité locataire et francophone, serait donc un homme ou une femme d'âge mûr, francophone, locataire, pratiquant, plutôt libéral que péquiste et résidant dans l'Est de la ville, plus peuplé.

Ce répondant aime vivre à Montréal. Le taux de satisfaction de 65% est le plus élevé parmi ceux qui déclarent al-

mer leur ville. Si le répondant réside à Montréal depuis deux ans, le taux de satisfaction grimpe à 66%, diminue à 54% chez les résidents depuis trois ou quatre ans et grimpe à nouveau à 60% chez les vieux résidents (cinq ans et plus).

Plus de 63% des répondants affirment qu'ils ont voté aux dernières élections bien que le taux de participation en 1978, en comptant les bulletins rejetés, ait été d'environ 55%. Les sondés ne s'étonnent pas de ces résultats puisqu'il est admis que les répondants n'avaient guère facilement avoir manqué à leur devoir.

Parmi les électeurs qui ont voté la dernière fois, 65% affirment être satisfaits de l'administration municipale.

Aucun répondant ne dit qu'il ne s'intéresse pas du tout aux affaires municipales: 40.8% avouent cependant qu'ils s'y intéressent peu, 40.6% assez et 18.6% beaucoup. Ceux qui s'y intéressent assez donnent un taux de satisfaction élevé: 71%. Ceux qui s'y intéressent beaucoup donnent un taux de satisfaction plus faible, 56%. C'est parmi ce dernier groupe qu'on trouve le taux d'insatisfaction le plus élevé: 38%.

Je vais vous nommer une série d'initiatives à caractère économique qui ont été prises récemment par les autorités de la Ville de Montréal. Pourriez-vous me dire si vous les connaissez au moins pour en avoir entendu parler et si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt en désaccord avec chacune de ces initiatives?

	Connais		Plutôt		NSP
	Oui	Non	d'accord	désaccord	
opération 20 000 logements	65.9%	78.2%	13.6%	7.9%	
revitalisation des rues commerciales	62.8%	81.1%	34.4%	4.9%	
création de parcs industriels dans la ville de Montréal	48.9%	71.0%	21.5%	7.1%	
restauration des vieux logements	63.9%	90.0%	8.0%	1.7%	
réorganisation de l'administration municipale	38.3%	81.5%	10.9%	7.3%	

Diriez-vous que vous êtes plutôt satisfait(e) ou plutôt insatisfait(e) des services suivants dans la ville de Montréal?

	Plutôt		NSP
	satisfait(e)	insatisfait(e)	
le service de la police	75.4%	19.5%	5.1%
le service des loisirs	75.3%	14.2%	10.5%
l'entretien des rues	72.3%	26.1%	1.6%
l'enlèvement de la neige	72.0%	25.8%	2.2%
le transport en commun	55.2%	41.3%	3.6%
l'eau potable	84.1%	14.3%	1.5%
service d'incendie	89.1%	2.1%	8.8%
la protection de l'environnement	58.7%	30.0%	11.3%

La méthodologie du sondage

■ Le sondage dont nous présentons ici les résultats a été réalisé un mois avant la tenue du scrutin du 14 novembre soit les 12, 13 et 14 octobre pour le compte de CJMS, du DEVOIR et de Radio-Québec. C'est l'Institut de Cueillette de l'Information (INCI) qui a dirigé la cueillette des données. SORECOM a assuré la direction de l'étude avec la collaboration des représentants de ses clients.

■ Les résultats s'appliquent à la population de 18 ans et plus de la ville de Montréal y compris celle de Pointe-aux-Trembles.

■ L'échantillon a été tiré au hasard systématique du bottin des références croisées. Au total 800 noms ont été sélectionnés dont 103 ont été jugés hors échantillon pour diverses raisons: numéros discontinués ou non-résidentiels, langue étrangère, non éligible. Des 685 cas retenus, 461 ont été interviewés soit 67%. Les cas non interviewés se distribuent comme suit: pas de réponse (5%), refus (22%), absence (5%), malade (1%). Soulignons que la maison INCI a fait jusqu'à 5 appels dans les cas d'absence ou d'appareil occupé. Elle a également fait un effort systématique pour «récupérer» les cas de refus lors d'un premier contact.

■ Le questionnaire d'une durée d'administration de 12 minutes environ comprend quarante-cinq (45) éléments d'information répartis sous les thèmes suivants: intérêt à la question municipale, opinion générale sur l'administration et les services, évaluation du rôle de la ville au plan économique et de ses relations avec les deux paliers de gouvernement, vote et intention de vote, profil socio-démographique.

■ L'erreur échantillonnale normale applicable aux résultats d'un échantillon de 461 personnes varie de 2.03 à 4.66 avec un seuil de probabilité de 95%. Pour des échantillons plus faibles, l'erreur apparaît ci-dessous:

Échantillon	Taux de variation
400	2.18 à 5
300	2.52 à 5.78
200	3.06 à 7.06
100	4.36 à 10
50	6.16 à 14.4

■ Tous les résultats ont été pondérés en fonction du mode d'occupation résidentielle, de la langue maternelle de l'âge et du sexe des répondants de façon à corriger les distorsions dues à l'échantillon. Les données les plus récentes de statistique Canada (1981) ont servi de paramètres. (Voir tableau)

■ Pour terminer soulignons qu'au moment de la réalisation des entrevues l'énumération avait été complétée, c'est-à-dire que la grande majorité des citoyens avait été sensibilisée à l'éventualité de l'élection. De plus, tous les partis ont lancé leur campagne avant le début du sondage et toutes les manifestations publiques des partis ont été «couvertes» par les médias.

■ Ce sondage N'EST PAS UNE PRÉDICTION DES RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 14 NOVEMBRE, il demeure cependant une photographie assez claire de ce que l'opinion générale (des votants et non-votants) pensait à la mi-octobre c'est-à-dire un mois avant l'élection.

Aimez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout vivre à Montréal?

beaucoup.....	60.8%
assez.....	31.0%
peu.....	8.2%
pas du tout.....	—

Diriez-vous que vous vous intéressez beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la façon dont la ville de Montréal est administrée?

beaucoup.....	18.6%
assez.....	40.6%
peu.....	40.6%
pas du tout.....	—

Selon vous, l'administration de la ville de Montréal a-t-elle joué un rôle très important, assez important, peu important ou pas important du tout pour améliorer la situation économique des Montréalais durant les quatre dernières années?

très important.....	9.0%
assez important.....	37.3%
peu important.....	29.1%
pas important du tout.....	10.8%
n.s.p.....	13.6%
refus.....	0.3%

Fainstat dénonce un dépliant publicitaire du PCM

Les armoiries de Montréal utilisées de façon illégale?

par Alain Duhamel

Un dépliant publicitaire diffusé par quelques conseillers du Parti civique de Montréal (PCM) contreviendrait-il à la charte de la Ville de Montréal?

Le conseiller du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), M. Michael Fainstat, le croit et a dénoncé, hier soir à l'assemblée du conseil municipal, l'usage abusif des armoiries de la Ville de Montréal par trois conseillers municipaux de la majorité.

Un article de la charte de la Ville de Montréal interdit à quiconque d'utiliser, pour quelque fin que ce soit, les armoiries de la Ville ou le nom ou le titre d'un service municipal, sans autorisation expresse du comité exécutif.

Or, trois conseillers du PCM ont diffusé récemment dans leur quartier un dépliant publicitaire dans lequel apparaît, en page frontispice, les armoiries de la Ville de Montréal et, dans deux cas, une référence à l'hôtel de ville et au Bureau des conseillers. Ces trois conseillers, MM. Jean Trottier, dans Rosemont (no 11), Sid Stevens, dans Jeanne-Mance (34) et Edmond Synnott, dans Mont-Royal (no 53), ont publié la carte électorale, la liste des réalisations accomplies dans la dernière

année, la liste des projets en voie de réalisation et la liste des projets à venir ou encore des références à quelques succès de l'administration municipale.

Pour le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, ces publications s'apparentent aux services collectifs auxquels les députés de l'Assemblée nationale et de la Chambre des communes ont recours tous les ans et dans lesquels ils utilisent les armoiries ou le symbole du gouvernement auquel ils appartiennent. Le maire, à qui M. Fainstat a reproché de se comporter plus en chef de parti qu'en président du conseil, a pris l'affaire en délibéré.

M. Synnott n'entendait pas laisser passer cette affaire sans intervenir. «Ce sont des choses faites, c'est de l'information. Ce ne sont pas des promesses électorales. À ce que je sache, je suis encore conseiller et à ce que je sache, j'ai le droit d'informer mes concitoyens».

M. Synnott a reçu des félicitations du conseiller du Groupe d'action municipale, M. Nick Auf Der Maur, pour avoir utilisé les armoiries officielles de la Ville plutôt que le symbole graphique que l'administration municipale utilise depuis quelques années sur ses véhicules et ses documents. Le GAM

avait dénoncé la réalisation de ce symbole graphique, dépense de plus de \$300,000 qu'il ne jugeait pas prioritaire.

Avant son intervention à propos des dépliants publicitaires, M. Fainstat avait dû retirer en vitesse un macaron à l'effigie de M. Jean Doré, candidat du RCM à la mairie, à la demande de Mme Justine Sentenne, membre du comité exécutif. Les règles du conseil interdisent en effet à tout élu de se livrer à de la publicité électorale en pleine assemblée.

Par ailleurs, M. Fainstat a forcé l'administration municipale à reporter à aujourd'hui l'étude d'une soixantaine d'articles de l'ordre du jour. En fin d'après-midi hier, les notes explicatives et les dossiers au soutien des résolutions n'étaient toujours pas disponibles aux conseillers municipaux. Or, la règle veut que les conseillers aient accès à tous les dossiers du conseil au moins 48 heures avant le jour de l'assemblée afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

Ce n'est pas la première fois que certains dossiers du conseil ne sont pas disponibles en temps utiles. Toutefois, jamais un aussi grand nombre de dossiers — 67 au total — ne manquaient à l'appel.

« Il est plus que temps que les citoyens soient consultés »

—JEAN DORÉ

■ « L'administration Drapeau-Lamarre gouverne Montréal en vase clos et il est plus que temps que les citoyens soient consultés comme cela se fait souvent dans d'autres villes du Québec ».

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), Jean Doré, a fait cette affirmation, hier, lors d'une entrevue au cours de laquelle il a dénoncé les administrateurs actuels, principalement pour leur décision d'enlever 150 patinoires extérieures et de fermer 63 locaux affectés aux différents organismes de loisirs. « Avant d'enlever les patinoires et les locaux, les autorités municipales auraient pu consulter les différents groupements de bénévoles et leur expliquer la raison de cette mesure. Des personnes impliquées dans le hockey mineur ont mentionné qu'elles auraient été prêtes à s'occuper de l'entretien des patinoires si quelqu'un l'avait demandé. »

Il est d'avis qu'une ville doit appuyer les bénévoles. « Montréal est une ville archicentralisée; M. Lamarre marche à l'inverse de la réalité. Pourquoi ne pas mettre en place des structures dans les neuf secteurs de loisirs de la ville et confier la gestion des différents centres à des bénévoles? Il faut tirer partie des ressources de quartiers. »

Le porte-parole du RCM a poursuivi en précisant que le budget

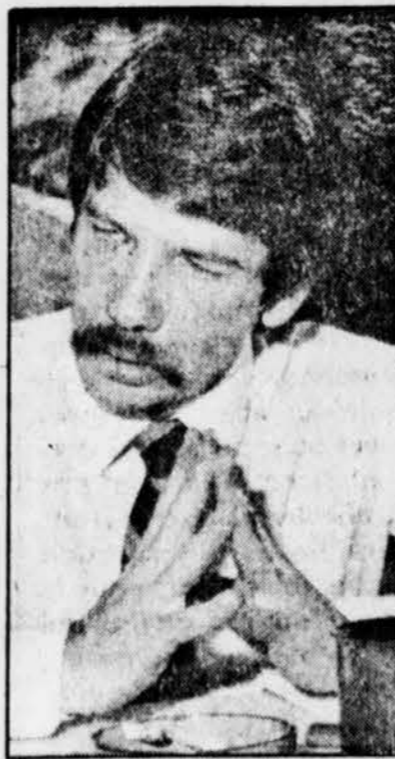


Photo Réal St-Jean LA PRESSE

Jean Doré

des loisirs avait baissé de 4 à 5 p. cent durant les dernières années, tandis que les frais d'inscription avaient augmenté.

« Dans le livre blanc sur les loisirs, ajoute-t-il, Québec a établi des directives pour ce qui est de l'octroi de subventions aux villes, et Montréal refuse de se plier aux normes. » Une des directives porte sur la consultation.

« Je dois souligner le travail du maire Lefebvre de Laval qui a consulté les intervenants du loisir. Il a tracé le chemin que Montréal devra suivre un jour », ajoute Me Doré.

Il soutient que les groupements de hockey de la métropole ont besoin des patinoires que les autorités ont fermées. « C'est bien beau des arénas, mais vu la demande, il y a très peu de temps de libre. Les patinoires extérieures sont ouvertes à tout le monde. Un des candidats du RCM, Gilles Cardinal m'a déclaré qu'il fallait absolument garder toutes les patinoires pour les besoins du hockey et du patinage. » M. Cardinal est un permanent de la Fédération québécoise de hockey sur glace.

Délinquance juvénile

Jean Doré croit que plusieurs secteurs défavorisés de Montréal manquent d'équipements sportifs. « Je suis certain que si l'on demandait à des bénévoles de ces secteurs de s'occuper du nettoyage des patinoires, ils le feraient avec plaisir et ils seraient appuyés par des jeunes. Faire participer les jeunes, c'est une excellente façon de combattre la délinquance juvénile. »

Le candidat du RCM affirme que ce n'est pas seulement dans le domaine des loisirs que l'administration Drapeau-Lamarre agit sans consulter: « C'est la même chose dans leur politique de logements. Il manque d'habitations. On retrouve de grosses familles dans de petits logements. Les adolescents au lieu de demeurer emprisonnés dans ces logements se

regroupent, ce qui aide souvent à augmenter la délinquance juvénile. »

Hier soir, Jean Doré prenait la parole à l'école des Saint-Martyrs-Canadiens, avec la candidate du district du Sault-au-Récollet, Marielle Séguin, et il a annoncé qu'un gouvernement municipal sous sa direction décréterait des référendums de quartiers lorsqu'il serait question de toucher à des locaux ou à des espaces verts.

PRÉSENTATION DU BUDGET DE MONTRÉAL AVANT L'ÉLECTION

« Propagande politique » du Parti civique, selon Vignola

■ Le candidat du Groupe d'action municipale (GAM) à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, a mis hier les Montréalais en garde contre « la propagande » à laquelle se livrera, cette semaine, l'administration Drapeau-Lamarre en dévoilant (jeudi prochain) le budget municipal de 1983.

MICHEL GIRARD

Devant quelque 350 convives qui assistaient hier midi à un dîner-bénéfices du GAM, M. Vignola a accusé le maire Jean Drapeau et son bras droit, Yvon Lamarre, de se servir du budget 1983 à des « fins électorales ».

« C'est de la propagande politique que le Parti civique se prépare à faire avec des fonds publics parce que, contrairement à la logique et à l'éthique, ce n'est pas au conseil que MM. Drapeau et Lamarre vont présenter le nouveau budget 1983, mais plutôt aux médias », explique M. Vignola. Il a ajouté que cette décision du tandem Drapeau-Lamarre faisait preuve « d'un manque total de respect envers les élus municipaux ».

57 candidats

Lors de ce dîner-bénéfices, Henri-Paul Vignola a présenté à la presse les 57 candidats de son parti qui brigueront les suffrages le 14 novembre. De ce nombre, 12 sont des femmes et 12 autres représentent les différents groupes ethniques.

« Notre équipe, affirme M. Vignola, est composée d'hommes et de femmes de tous les milieux et des diverses communautés culturelles. Elle représente une mosaïque démographique riche et variée. Elle est prête à prendre la relève du Parti civique ».

Attaque contre Drapeau

Au cours de son allocution, M. Vignola a constamment dénoncé l'administration du Parti civique. « Elle a hypothéqué les budgets municipaux de toute une décennie avec une dette olympique qui nous



Photo Jean Goupil LA PRESSE

Henri-Paul Vignola

coûte \$40 millions par année», a-t-il dit.

Selon M. Vignola, il est temps que les Montréalais «se débarrassent d'un régime (celui du Parti civique) entièrement déconnecté des réalités du milieu».

Il accuse l'administration du maire Drapeau d'être en partie responsable du fort taux de chômage qui sévit présentement à Montréal. Il reproche également au régime Drapeau d'avoir autorisé, au cours de son règne, la dé-

molition de 30000 logements, ce qui a eu pour effet d'accroître de 30 p. cent, en moyenne, le loyer des familles délogées par les démolitions ou les expropriations.

«Ce régime, ajoute M. Vignola, ne s'est jamais scandalisé du fait qu'il a fallu détruire tout un quartier et environ 2000 logements pour entreprendre la construction de l'autoroute Ville-Marie, laquelle autoroute ne sera jamais achevée».

Le maire Drapeau, toujours selon M. Vignola, est également responsable de l'exode, en 20 ans, de 200000 citoyens vers les villes de banlieue.

Le candidat du GAM à la mairie trouve que le régime Drapeau n'a jamais mis en place un système efficace de saine gestion financière. Cela est dû, à son avis, à «des structures administratives archaïques».

Engagements

Après avoir critiqué avec virulence le maire Jean Drapeau, M. Vignola a rappelé aux 350 sympathisants du GAM les grandes promesses de son parti.

Il a parlé, notamment, des \$50 millions que son parti entend injecter pour redresser l'économie de Montréal et stimuler l'emploi, somme qu'il récupérera de la réduction de 2000 le nombre des emplois municipaux.

M. Vignola a souligné, en outre, que le GAM, s'il est porté au pouvoir, réduira le taux des taxes foncières du secteur résidentiel de \$20 millions, soit une réduction de 10 p. cent.

Il a promis, aussi, de prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser l'accès à la propriété aux groupes défavorisés, aux familles nombreuses et à revenus modiques. Comment? «En mettant à leur disposition des banques de terrains, à un prix nominal de \$1 et, en subventionnant la construction de logements en coopératives et en copropriétés», a-t-il dit.

Candidat indépendant dans Ville-Marie

KENNETH CHEUNG VEUT DEVENIR LE PREMIER CHINOIS À SIÉGER À L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL

«Avant chaque élection, l'administration Drapeau-Lamarre promet de grandes choses pour le quartier chinois. Au lendemain de chaque élection, tout est oublié. On se sent manipulé par les partis politiques. Ni le parti civique, ni le RCM et encore moins le GAM ne constituent pour nous, les Chinois, une alternative valable. On se sent isolés...»

Yvon Laprade

Débarqué à Montréal en 1962, Kenneth Cheung, âgé de 47 ans, est le premier Chinois à se porter à la défense de ses compatriotes au cours d'une élection municipale à Montréal. Et il s'affiche comme candidat indépendant dans le district 40 de Ville-Marie «pour ne pas avoir les mains liées avec quelque parti politique que ce soit».

M. Cheung s'affiche comme le défenseur des droits des Chinois. Il déclare qu'il ne sont jamais consultés par les administrateurs municipaux quand vient le temps d'aménager leur territoire. «M. Lamarre affirme qu'il a consulté les habitants du quartier chinois. On se demande bien quel Chinois il a rencontré! À vrai dire, on se sent manipulés par nos élus. Et le quartier chinois, dans toute cette histoire, est au centre de belles promesses qui n'ont rien à avoir avec les véritables besoins de ceux qui y demeurent toujours...» souligne-t-il.

Chaque matin, il quitte son domicile

de la banlieue cossue de Ville Mont-Royal pour se rendre dans le quartier chinois où il a ouvert un bureau de courtage immobilier, l'an dernier, dans un logement de fortune de la rue de Bullion qui abrite également *Les Presses chinoises de Montréal*, le seul hebdomadaire chinois au Québec, dans lequel il a certains intérêts. La photo de Jean Drapeau et de son «bras droit» Yvon Lamarre apparaît en page couverture de la dernière parution de ce journal qui tire à 5,000 exemplaires.

Cet homme d'affaires dit compter sur des appuis de taille dans ce district du centre-ville. Les succursales de la Banque de Montréal et de la Banque Royale, par exemple, lui ont versé certains montants d'argent en guise d'aide pour sa campagne électorale. La générosité de ses nombreux «amis» aidant, le portefeuille «électoral» de M. Cheung frôlera les \$8,000 pour cette élection. Pourtant, les dépenses électorales permises dans son district de 12,258 électeurs se chiffrent à \$4,314,50.

À peine 500 Chinois....

M. Cheung est conscient, toutefois, que son district n'est pas composé uniquement d'Asiatiques. À peine 500 électeurs chinois sont inscrits sur la liste électorale dans Ville-Marie. Dans son porte-à-porte quotidien, il doit faire «passer» ses idées à des électeurs francophones (près de la rue Saint-Hubert), à des électeurs anglophones (près de la rue University), ainsi qu'à des électeurs de diverses ethnies (près de l'avenue du Parc).

«Ce qui vaut pour les Chinois vaut également pour les Grecs, les Italiens et les Portugais du secteur. Ces gens-là représentent un attrait certain pour l'industrie touristique à Montréal. Personne ne semble s'en rendre compte. Il faut créer des emplois pour eux», mentionne-t-il.

S'il veut devenir le premier Montréalais d'origine chinoise à entrer à l'hôtel de ville par la grande porte, le 14 novembre — deux Chinois siègent comme conseillers municipaux à Toronto —, M. Cheung devra déloger Joffre Laporte, qui défend son siège au sein du Parti civique de M. Drapeau. Il devra en outre écarter sur son passage les candidats John Gardiner du GAM et Mona Forrest, du RCM.

Un enjeu à surveiller de près...



Photo Le Journal - Alfred LANCTÔT
Kenneth Cheung, âgé de 47 ans, veut devenir le premier Chinois à se faire élire conseiller municipal à Montréal.

VIGNOLA DEMANDE À LA POPULATION DE JUGER LA FAILLITE DE DRAPEAU

«Nous demandons à la population de porter un jugement sur la faillite de l'administration Drapeau, d'examiner objectivement nos engagements et nos orientations, et de voter pour le GAM, qui est actuellement la seule solution de rechange.»

Telle est le teneur du message qu'avait à livrer hier le candidat du GAM à la mairie de Montréal, Henri-Paul

Vignola, lorsqu'il s'est adressé à plus de 400 convives réunis pour la circonstance dans la grande salle de bal de

l'hôtel Mont-Royal.

En fait, le thème du discours prononcé par M. Vignola aurait pu s'intituler: «Adminis-

Serge Labrosse

tration Drapeau: l'envers de la médaille», tant il y avait de blâmes portés contre l'équipe du maire sortant.

«Il est temps de se débarrasser d'un régime entièrement «déconnec-

té» des réalités du milieu», a-t-il lancé, aussitôt appuyé par une salve d'applaudissements.

«L'administration Drapeau a coûté cher, trop cher, a-t-il poursuivi. Elle a hypothéqué les budgets de toute une décennie avec une dette olympique qui nous coûte encore \$40 millions par année.»

«Il faut que la population réalise que sous cette administration, Montréal est devenue la capitale canadienne du chômage et de l'assistance sociale.»

Familles et groupes défavorisés

«Le GAM, lui, va prendre toutes les mesures afin de favoriser l'accès à la propriété aux groupes défavorisés, aux familles nombreuses et à revenus modiques, en créant et en mettant à leur disposition des banques de terrains, loués un dollar (\$1) et non imposables, ce qui réduira déjà de 10% à 15% le coût d'acquisition et le montant des taxes.»

M. Vignola a rappelé que son parti voulait couper les dépenses exorbitantes et répondre aux vrais besoins de la population.

Dans ce sens, il s'est engagé à établir «avec la collaboration des citoyens et dans un délai d'un an», des schémas d'aménagement pour chaque quartier de la ville.

Les Montréalais veulent-ils encore de Jean Drapeau?

* Canal 17 (19h30):
«L'OBJECTIF». — Su-
jets: Les Montréalais
veulent-ils encore de
Jean Drapeau? Gilles
Gougeon révèle les résul-
tats d'un certain sondage.



Dans un mini-sondage,
à «l'Objectif», les Mont-
réalais parlent de leur
maire.

La dernière assemblée du conseil municipal de Montréal avant les élections du 14 novembre aura donné lieu hier soir à une nouvelle prise de bec entre le seul conseiller de l'opposition, M. Michael Fainstat, le maire Jean Drapeau et le conseiller du district 53, M. Edmond Synnott.

Gilles Pilon

La dispute a commencé lorsque le conseiller du Rassemblement des citoyens de Montréal a soumis au maire Drapeau que certains conseillers du Parti civique utilisent illégalement le sigle, le nom et même les entêtes de lettres de la ville à des fins partisans au cours de cette campagne.

Citant l'article 10 de la charte de la Ville de Montréal qui interdit de telles pratiques, M. Fainstat a demandé au maire de Montréal de faire son travail de surveillant des pratiques des conseillers, de prendre position sur l'affaire et d'agir de façon à ce que de telles pratiques ne se renouvellent pas.

Pris au dépourvu, M. Drapeau a eu beaucoup

de difficulté à répondre au conseiller de l'opposition et a amorcé plusieurs réponses qui ne se terminaient pas.

M. Drapeau a d'abord déclaré que le conseiller qui se sert du sigle de la ville pour leur campagne électorale imitent les députés fédéraux. Ensuite, il ajoute que si les dépliant publicitaires contenaient de l'infor-

mation utile aux Montréalais, ils peuvent porter l'emblème de la ville, puis finalement se ravisant, il a promis au conseiller Fainstat d'étudier la question et de lui donner une réponse plus tard. Il n'a pas précisé si cette réponse viendrait avant ou après les élections, un peu comme sa réponse au juge Malouf sur le scandale olympique.

M. Drapeau a telle-

ment patiné dans ses réponses que le conseiller Fainstat, dans un élan de colère, l'a sommé d'agir comme président du conseil et non comme le chef du Parti civique en période électorale.

De son côté, le conseiller Synnott a tenté de se disculper en disant qu'il avait simplement tenté d'informer ses concitoyens, mais il

a commis un lapsus et plutôt que d'utiliser le mot concitoyen, il a dit

ULTIME PRISE DE BEC DRAPEAU-FAINSTAT AVANT LES ÉLECTIONS

le mot électeur ce qui a déclenché le rire chez plusieurs conseillers et même chez les journalistes.

Le maire Drapeau devra donc se pencher sur le cas des conseillers Jean Trottier, Edmond Synnott et Sid Steven qui auraient, selon M. Fainstat, utilisé le sigle et le nom de la ville pour mener leur campagne électorale.



Marielle Séguin, ex-reine de carnaval et candidate du RCM dans Sault-au-Récollet.



Fernand Joubert, ex-directeur de loisirs et conseiller sortant du Parti civique dans Sault-au-Récollet.

La petite reine de 1968 devenue une adversaire pour F. Joubert

Yvon Laprade

Les électeurs du quartier Sault-au-Récollet, dans le nord de Montréal, auront à choisir, le 14 novembre, entre un ancien directeur des loisirs devenu conseiller municipal et une ex-Reine de carnaval formée à l'école de Lise Payette.

Les deux adversaires: Fernand Joubert du Parti civique et Marielle Séguin du RCM, sont de «grandes connaissances». En 1968, alors âgée de 16 ans, la candidate du RCM était nommée reine du carnaval dans sa paroisse. Dans un élan de paternalisme, Fernand Joubert, alors directeur des loisirs, souhaitait à Marielle Ire que tous ses projets se réalisent un jour...! Cette jeune adolescente d'abord avait même fait la «une» du *Courrier Ahuntsic*, l'hebdomadaire de l'endroit!

«La p'tite fille du Sault-au-Récollet» n'a pu s'empêcher de rougir quand son frère Pierre, enseignant à Bois-de-Boulogne, a remémoré ces instants devant environ 150 personnes venues hier soir souhaiter bonne chance à la candidate du RCM, maintenant âgée de 30 ans.

Marielle Séguin ne rêve plus d'une carrière de secrétaire diplomatique. Elle désire plutôt déloger le conseiller sortant, M. Joubert, qu'elle accuse de faillir à sa véritable tâche: défendre les intérêts des citoyens du quartier.

«Où était le conseiller sortant pendant que son parti porposait de saccager un des plus beaux territoires de Montréal?», a-t-elle déclaré en faisant allusion au projet de construction d'habitations aux abords de la rivière des Prairies, et sur l'île de la Visitation.

Les 57 candidats du GAM

(S.L.) — Une équipe composée d'hommes et de femmes de tous les milieux et des diverses communautés culturelles de Montréal.

Telle est la définition qu'a donnée M. Vignola des 57 candidats du GAM, au moment enfin choisi de les présenter officiellement aux électeurs, hier midi.

Ils étaient en effet tous là. Cinquante-sept bien comptés, et représentant, selon l'expression même de M. Vignola, «une mosaïque démographique riche et variée».

L'équipe Vignola a d'ailleurs cette particularité notable de compter pas moins de 12 femmes dans ses rangs, de même que 12 représentants des diverses ethnies de la ville.

«Et elle est prête à prendre la relève», s'est empressé d'ajouter M. Vignola, selon lequel la

prochaine étape de la campagne électorale sera «cruciale» pour l'avenir des Montréalais.

Tous les candidats du GAM n'auront qu'un seul et unique message à transmettre à leurs concitoyens au cours des trois prochaines semaines, soit leur intention de démocratiser la vie municipale à Montréal par une consulta-

tion de tous les citoyens.

«Nous avons peu de temps pour informer nos concitoyens qu'il est temps de changer. Mais nous prendrons tous les moyens pour le faire», a déclaré M. Vignola.



Photo Le Journal - Raymond BOUCHARD

C'est devant plus de 400 convives que les 57 candidats du GAM ont été présentés officiellement.



Photo Le Journal - Michel MILLER

Le candidat à la mairie pour le RCM, Me Jean Doré, s'est prononcé en faveur du désarmement mondial et de la tenue d'un référendum national sur la question. On le voit ici avec le pacifiste américain, M. Linus Pauling.

Le RCM se range aux côtés de Linus Pauling

Le Rassemblement des citoyens de Montréal et son candidat à la mairie, Me Jean Doré, sont en faveur d'un référendum national sur le problème du désarmement mondial. Hier, Me Doré et le président du RCM ont donné leur appui au pacifiste Linus Pauling qui faisait campagne dans la région de Montréal.

Me Doré a tenu à affirmer en conférence de presse que le désarmement mondial ne relève peut-être pas exactement du palier de gouvernement municipal, mais qu'il concerne de tellement près tous les habitants des villes importantes qu'il est irresponsable de ne pas s'intéresser au dossier.

Le candidat à la mairie du RCM a précisé que le désarmement mondial est l'affaire de tout le monde et surtout de ceux qui résident dans les grandes villes puisque celles-ci sont considérées automatiquement comme des objectifs militaires en période de conflit, il a ajouté, qu'après un conflit qui détruirait la ville, ce serait à l'administration municipale de réparer les pots cassés...

Me Doré ne croit pas toutefois que la ville de Montréal devrait tenir un référendum sur le sujet que c'est plutôt au gouvernement fédéral de l'organiser. Déjà 128 villes canadiennes comptant près de cinq millions de personnes se sont prononcées en faveur de la tenue d'un référendum national sur la question du désarmement.

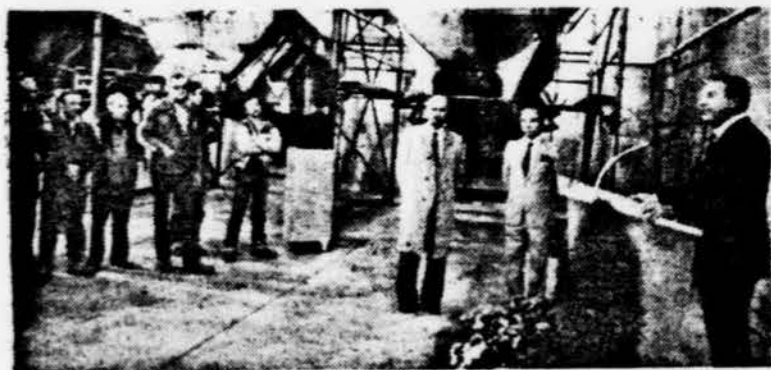


Photo Le Journal - Yvan TREMBLAY

Lamarre chez les cols bleus

Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, est allé saluer ses «amis» les cols bleus, hier, dans les deux nouvelles cours de voirie de la Ville de Montréal aménagées respectivement au 987 de la Commune et au 4180 chemin de la Côte-des-Neiges. À ce dernier endroit, quelques cols bleus lui ont exprimé leur satisfaction de pouvoir, enfin, travailler dans des conditions «normales».

Not the city's business

Quite properly, Mayor Jean Drapeau is doing what he can to prevent nuclear disarmament from becoming an issue in the Montreal mayoralty campaign.

Representatives from the Montreal Citizens Movement and the Municipal Action Group attended a weekend press conference in support of a proposed municipal referendum on nuclear disarmament, but not the mayor. Mr. Drapeau has already made his opposition to any such vote plain, and clearly saw no reason to change his mind now.

It's not necessary to accuse those pressing for such a referendum of naivete. Doubtless they are sincere, but this does not make their referendum desirable.

Of course a nuclear war would affect Montrealers. Nevertheless the geopolitics of nuclear disarmament is no more the affair of Montreal's government than are farm or tele-communications policy — which bear directly on how Montrealers feed their bodies and minds.

A nuclear referendum would cost money and require the services of municipal employees. The city's reserves of both are limited, and both can be used to greater effect in work that is properly a municipal concern.

The threat of a nuclear war is a real one. Wishing it would go away, with a referendum whose results are a foregone conclusion, won't make the wish come true.

Fainstat attacks 'illegal use' of city emblem

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

Three Montréal city councillors were accused last night of illegally using the city coat of arms and such terms as "City of Montreal" and "City Hall" on election literature.

Opposition councillor Michael Fainstat last night tabled pamphlets distributed by three councillors of the ruling Civic Party: Jean Trottier, Sid Stevens and Edmond Synnott.

He said the pamphlets violated a section of the city charter saying: "No person for any purpose without

... authorization may take or use in any way the name, crest, coat of arms or seal of the city."

Mayor Jean Drapeau said the pamphlets were no different from the use councillors have always made of the city arms and name on stationery and business cards.

But he said he would consider the issue further.

The incident was one of several that produced heated exchanges between Fainstat and the mayor during the last council meeting before the Nov. 14 municipal election.

Another clash came when Fainstat

objected to city land sales to two development firms that plan housing projects. Fainstat said people from both companies have made donations to Drapeau's Civic Party.

As before, Drapeau warned Fainstat that statements in city council carry no immunity from lawsuits.

Fainstat said a major development on the site of a former city works yard at the southeast corner of Dorchester Blvd. and St. Urbain St. will "smother Chinatown" even more.

Fainstat accused the city administration of allowing city-backed development to proceed in an "anarchic

and incoherent fashion."

The other opposition member, Nick Auf der Maur, said the city had broken promises to the Chinese community that it would not allow development without consultation.

Councillor Abraham Cohen, a Civic Party member who had been involved in discussions with the Chinese community, said the community had had ample notice of proposals for the site but had not reacted in time.

"Now the community is kicking itself for not having reacted sooner," Cohen said.

MAG would open centres for citizens

Neighborhood development centres where citizens would meet councillors on a regular basis would be set up if the Municipal Action Group is elected, says MAG mayoralty candidate Henri-Paul Vignola.

Vignola was addressing a \$25-a-plate lunch yesterday where MAG's 57 candidates in the Nov. 14 elections were presented to 500 party supporters.

Councillors would be obliged to attend regular meetings with citizens, he said, adding that the cost of setting up the centres would be minimal since the resources — municipal buildings — already exist.

Housing for senior citizens becomes a contraversial issue in Cote des Neiges districts

The Cote des Neiges area on the North side of downtown has the highest number of elderly people in the province. District 53, one of five municipal districts that make up Cote des Neiges, is no exception.

In 1980, there were 576 applications for the 157 places available in the district's two low-income housing projects for senior citizens.

MAG candidate for District 53, Gaspard Fauteux, says that's not nearly enough, considering there are 5,441 such units spread across Montreal, and some districts have as many as 800 units.

Synnott replies that a third one, Isabella Residence, is already under construction and that architectural plans have been ordered for a fourth, Place Lucy. Two others have also been approved in theory and within a year and a half, Synnott says the district will have six low-income housing projects for the elderly, providing a total of between five and six hundred units.

Fauteux says the Civic Party is 12 years too late. People have already suffered on account of the shortage. And he says the Drapeau administration

has not done much to alleviate the problem in the last three years, building only 300 units throughout Montreal in 1982, 320 in 1981 and none at all in 1980.

The MAG president says his party would recoup about \$30 million from the city budget — much of it from cuts in City Hall itself — and put that into economic development, particularly housing.

No family housing

He says there is absolutely no low-income housing suitable for families in the Cote des Neiges area, even though 321 such applications were made in 1980.

Synnott says, "it's something we should work on." But one of the problems, he adds, is the acute shortage of available land in the district.

Fauteux says the city could use vacant schools or buy back apartment buildings which have been damaged somewhat by fire, but are not beyond salvation.

"The owner puts them up for sale for very little. The city could buy them, remodel them and within three to six months have many new housing units built this way."

Mont Royal

Civic Party



Edmond Synnott

The incumbent in District 53 is Edmond Synnott, a 52-year-old doctor, who was asked to join the Civic Party by Mayor Jean Drapeau in 1978.

He said the move was a natural progression for him because of his community involvement. He holds administrative positions with a local church parish and *caisse populaire*.

He says one of the party's major accomplish-

ments in the Mont Royal district is the number of low-income housing units set up to accommodate senior citizens. (See accompanying story).

New library

Synnott says he and the Civic Party were responsible for plans that will soon see the construction of a new library and cultural centre for the community.

The cultural centre, to be 50 per cent subsidized by the provincial government, will include an amphitheatre, and be built at Cote des Neiges and Jean Brillant.

However, MCM candidate Pierre Yves Melancon says residents were not consulted on the choice of site and that there were other ones that would have been more appropriate and less costly. He says the community's old fire station with its classical architecture could have been suitably converted into a library, and at the same time cut down the expense

involved in new construction.

But he says residents' requests were ignored in the choice.

Synnott responds: "You can't make a referendum every time you want something. I'm elected to evaluate needs. I've lived here 28 years. I know their needs. I never heard any criticism."

He says the fire station would've cost more to renovate than a new building would cost.

Beautification

He says his party has also improved the district through its beautification program adding flower beds and grass to concrete areas, such as at the intersection of Cote des Neiges and Dr. Penfield.

Among the Civic party's plans for the area are the addition of a new sports arena for 1984, the construction of a new fire station on Gatineau, and the addition of new metro stations in the Cote des Neiges area.

MCM



**Pierre Yves
Melançon**

Sports and recreation is the single most important issue for the MCM candidate in District 53, Pierre-Yves Melançon. The 31-year-old Cote des Neiges resident says that he has consistently found his efforts to improve recreation programs in the community blocked by City Hall.

The 31-year-old director of research services at the University of Montreal's political science department has been a member of the MCM since 1975. As a member of the executive of the Centre Recreatif Notre-Dame des Neiges (on Cote des Neiges), he was responsible for administering a budget that grew

from \$40,000 to \$120,000 in five years.

He says the city's budget cuts have forced the community centre to cut out its daytime activities, which were geared towards the elderly and unemployed.

"They told us we really wouldn't be affected as much by the cuts as others would be if their budgets were slashed."

Melançon says the city's priorities are lopsided; that instead of spending money installing fancy street lamps, funding could have been used to maintain these community programs.

"If people had been consulted on the allocation of those funds I'm sure they would have chosen other ways of spending them."

He says the number of community groups in the Cote des Neiges area shows that people are involved and want to be consulted on all major decisions.

"I don't think they would be with a MAG government either."

Keep green spaces

He says that all efforts should be made to maintain the few remaining green spaces in the downtown area, especially around Park Mont

Royal. And that the same care should be taken in conserving buildings of architectural or historical value. He was among those who protested when two Victorian buildings were demolished in order to build the condominium complex, Le Penfield.

"The city has a very poor record of protecting valuable houses."

Poor fire protection

He adds that the condition of residential housing in the area is less than ideal, and that many tenants on Forest Hill and Ridgewood in particular have complained to him about inadequate fire protection.

He says he's been told by residents that buildings were either not constructed according to required safety standards or that they have subsequently deteriorated and now lack proper fire apparatus.

"The city should be aware of this and have done something about it."

He says that the city should also pressure Quebec to modify laws affecting the rental board. He says the backlog is ridiculous and much of it could be avoided if the law enabled tenants to be reimbursed for making their own house repairs, instead of waiting months for their case to reach the board.

MAG



Gaspard Fauteux

MAG is running its party president, 40-year-old Gaspard Fauteux, in District 53. Fauteux, a president and general manager of three health companies, does not live in the riding.

A Rosemount resident who is "the back door neighbour of Mayor Jean Drapeau", he ran and lost against the Civic Party candidate in Rosemount's District 2 in 1978.

A graduate of the University of Montreal's Hautes Etudes Commerciales (which is within District 53), Fauteux says he lived in the Cote des Neiges area for 12 years.

He admits that one reason he is running in this particular riding, is that the party felt it needed a high-profile candidate — such as the party president — to unseat Civic Party incumbent Dr. Edmond Synnott.

Fauteux says the vote will be close, in his favor, on account of the new territory allotted to District 53 this year. The southern tip, downtown, was formerly a part of District 41, Peter McGill, which MAG's Nick Auf der Maur has held for eight years, and which Fauteux considers a party stronghold.

Fauteux sees the need for low-income housing, particularly for the riding's large elderly population, as the number one issue in the district. (See accompanying story.)

He says the Drapeau administration has proven inadequate at preserving green spaces and historic buildings in the area.

"Montreal has fewer green spaces than most North

American cities," he says. And the city's decision to allow developers to build a condominium complex on the Sulpician grounds at Atwater did not help matters.

He says the party has been equally careless in its respect of historical buildings, citing the recent construction of a Provisoir only a few feet in front of a very unique historical manor on Kent Avenue. The result is that although the mansion is intact, it can no longer be seen and appreciated by passerby.

"In Toronto or anywhere else, people would have been advised of this kind of change and invited to prepare briefs on the matter before a final decision was made."

The Civic Party incumbent, Edmond Synnott's response is that "it could've been worse. A six-story building could have gone up instead." He says that the area has always been zoned commercial and was private property. No one requested a zoning change.

Fauteux says people only learned of the changes when it was too late. "They saw surveyors measuring and then trees being pulled down and before they knew it construction had started." He says once the building permit was granted, without the knowledge of citizens, there was nothing to be done.

Urban planning "haphazard"

This is just one instance of the city's haphazard urban planning, says Fauteux. He says one way to ensure that historically or architecturally valuable buildings are conserved is by establishing a committee to take a complete inventory of all such buildings, utilising the resources of universities in the project.

As far as home renovation goes, Fauteux says more money should be made available in the city's home renovation grant program, and that the process should be less cumbersome. He also proposes instituting a one-year freeze on taxes on newly renovated homes.

The city should be speaking to the provincial government about the implementation of a variable tax structure which would relieve taxes on residential properties, and place more of the burden on commercial ones, he says.

Election '82: Spotlight on District 53,

District 53, Mont Royal, is usually thought of as one of the five Cote des Neiges ridings. It stretches north as far as Van Horne and includes the University of Montreal in its territory.

But a revised electoral map has added a small strip of downtown Montreal to this riding, so that its southern tip now encompasses Dr. Penfield from Cote des Neiges

to University. The base of the mountain was formerly part of the downtown District 41.

Whether residents along this strip identify more with Cote des Neiges or with downtown, both have one characteristic in common and that is a high number of senior citizens.

Cote des Neiges as a whole has a larger golden age population than any other provincial riding, while the number of senior citizens in Montreal's downtown core tops any other Canadian city.

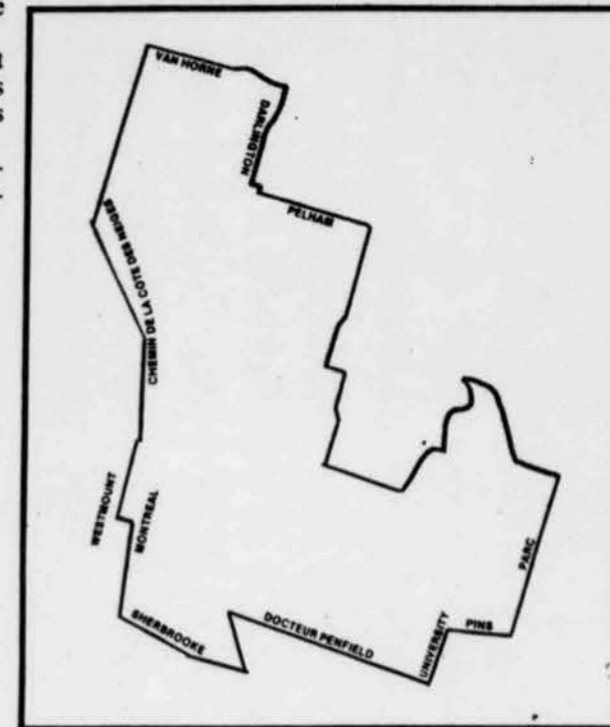
The availability of low-income housing for this vast population, many of whom live on fixed incomes, is shaping up to be a major issue in this district, and is dealt with in a separate article.

People who live at the base of mountain are particularly conscious and appreciative of green space, some-

thing Montreal is not heavily endowed with. It's a concern that all candidates are addressing.

Other issues in this area, which included a mix of apartments, exclusive condominiums and renovated homes, are taxation; allocation of home renovation grants and conservation of historic buildings.

Here is what the three candidates for District 53 have to say about each.



DISTRICT 53 MOUNT ROYAL

**Henri Paul Vignola
and Gaspard Fauteux
A logical choice!**

For Mayor



Henri Paul Vignola

**ON NOVEMBER 14th
VOTE**



District 53



Gaspard Fauteux

Committee Room 5672 Côte des Neiges

Tél.: 739-2377

Authorized and paid for by A.D. Shulman official agent

Vignola séduit une partie des électeurs de Drapeau alors que Doré fait des gains chez les insatisfaits

par Alain Duhamel

Des trois candidats à la mairie, c'est M. Henri-Paul Vignola, du Groupe d'action municipale (GAM), ancien direc-

teur de la police, qui se trouve dans la situation la plus difficile un mois avant les élections du 14 novembre.

Les résultats du sondage indiquent que M. Vignola a plus

de succès que M. Jean Doré auprès de l'électorat de M. Jean Drapeau, mais ce succès n'est pas suffisant pour compromettre la position du maire de Montréal. Par contre, M. Doré, du Rassemblement des citoyens et citoyens de Montréal (RCM), obtient les meilleurs résultats auprès des électeurs mécontents ou insatisfaits de l'administration municipale.

Des électeurs du PCM il y a quatre ans, 18% affirment qu'ils donneront leur vote à M. Vignola, 62% à M. Drapeau et 9.6% à M. Doré.

M. Doré recueille l'appui de 31% des répondants qui estiment que la ville de Montréal a été mal administrée, contre 29% pour M. Vignola. M. Drapeau retient, malgré ce jugement défavorable, 18% des mécontents. Parmi les répondants satisfaits, M. Drapeau obtient un vote de 57%, M. Vignola 16% et M. Doré, 7.8%.

La même tendance se vérifie en croisant le taux de satisfaction à l'égard des services municipaux et les intentions de votes à la mairie. M. Doré obtient 29% des insatisfaits, M. Drapeau 25% et M. Vignola 18%. Parmi le groupe des plus ou moins satisfaits, M. Drapeau obtient 43% des intentions de vote, M. Vignola 19% et M. Doré 18%. Les électeurs satisfaits donnent 52% à M. Drapeau, 19% à M. Vignola et 6.5% à M. Doré.

Parmi ceux qui ont exprimé leur accord au sujet des programmes à caractère économique, le maire de Montréal obtient 46%, M. Vignola 19% et M. Doré 18%; parmi ceux qui ont exprimé leur désaccord, M. Drapeau finit encore bon premier avec 39% des in-

tentions de vote, contre 19% pour M. Vignola et 15% pour M. Doré.

Dans les districts électoraux, les intentions de vote à l'égard des candidats expriment les mêmes tendances. Ainsi, 7.6% des électeurs du PCM en 1978 voteront pour le candidat du GAM cette année, 5.9% pour le RCM et 48% restent fidèles au PCM.

Rappelons que le pourcentage des indécis, 41%, demeure élevé dans les intentions de vote à l'égard d'un conseiller municipal. Si la campagne électorale peut encore modifier les intentions de vote, c'est beaucoup plus dans les districts qu'elle y parviendra que dans la course à la mairie.

Le GAM obtient le vote de 8.1% des électeurs satisfaits contre 5.5% pour le RCM et 42% pour le PCM; il obtient le vote de 15% des électeurs insatisfaits contre 22% pour le RCM et 16% pour le PCM.

En croisant les intentions de vote dans les districts avec le degré de satisfaction à l'égard des services municipaux, le GAM obtient 5.4% des insatisfaits, contre 18% pour le RCM et 21% pour le PCM; parmi les électeurs plus ou moins satisfaits, le GAM obtient 13%, le RCM 11% et le PCM, 34%; parmi les électeurs satisfaits, le GAM obtient 9%, le RCM 6.2% et le PCM 34%.

Le croisement entre les intentions de vote et l'appui à l'égard des programmes éco-

nomiques donne, parmi ceux qui sont en accord, 13% au GAM, 12% au RCM et 38% au PCM; parmi ceux qui sont en désaccord, le croisement donne 6.8% au GAM, 9.6% au RCM et 25% au PCM.

Ces tendances indiquent que le RCM domine, dans les intentions de vote à la mairie et dans les districts, parmi les électeurs insatisfaits ou mécontents de l'administration municipale. Le GAM obtient de meilleurs résultats parmi les électeurs satisfaits sans toutefois mettre en minorité le PCM.

S'il devait y avoir polarisation entre les mécontents et les satisfaits le 14 novembre, le GAM perdrait sa clientèle au profit des autres partis politiques.



M. Henri-Paul Vignola, candidat du GAM à la mairie de Montréal.



M. Jean Doré, le candidat du RCM à la mairie.



Le candidat du Parti civique et maire sortant, M. Jean Drapeau.

Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt en désaccord avec la décision de M. Drapeau de se représenter à la mairie de Montréal?

plutôt d'accord.....	47.1
plutôt en désaccord.....	40.5
indifférent.....	8.7
n.s.p.....	2.6
refus.....	1.1

Quelle personne a été la principale responsable de l'administration de Montréal durant les quatre dernières années?

Jean Drapeau.....	62.2
Yvon Lamarre.....	11.8
autre.....	5.5
n.s.p.....	19.6
refus.....	6

Selon vous à quoi le prochain conseil municipal qui sera élu le 14 novembre devrait-il accorder le plus d'importance? Est-ce:

a) à la sécurité des citoyens.....	35.4
b) la promotion des initiatives économiques.....	50.8
c) l'embellissement des rues.....	2.3
d) la moralité publique.....	8.5
n.s.p.....	2.8
refus.....	0.2

Pourriez-vous me nommer le nom du chef de chacun des partis municipaux suivants:

a) le Groupe d'Action municipale.	Vignola	31.5
le GAM-	Autre	2.9
	n.s.p.	65.6
b) le Parti civique:	Drapeau	43.4
	Autre	4.5
	n.s.p.	52.2
c) le Ralliement des citoyens de Montréal:	Doré	15.3
	Autre	8.0
	n.s.p.	76.7

Drapeau prévoit un ralliement; ses adversaires prédisent un changement

Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, estime que la campagne électorale ralliera à sa candidature un fort nombre de citoyens qui, s'inquiétant de sa santé, auraient préféré qu'il se retire.

«Peut-être par opposition, peut-être par amitié», a dit M. Drapeau en constatant que plus de 40% des répondants se disaient en désaccord avec sa

décision de solliciter une neuvième fois la mairie de Montréal.

Depuis la collecte des données, un mois avant les élections, le maire de Montréal s'est rendu plus visible et a même, hier soir, rendu visite à la candidate de son parti dans le district Octave-Crémazie (no 27), Mme Nicole Gagnon-Larocque.

Le candidat du RCM, M. Jean Doré, colistier avec M. Grégoire dans ce district, y voit une preuve des progrès de son parti dans l'électorat. «Le sondage montre que nous sommes deuxième. Pour M. Drapeau, la force montante, le danger vient désormais du côté du RCM.

Au cours de l'été, d'autres sondages n'accordaient que

5% des voix à M. Doré. Un mois avant les élections, il suit de près M. Vignola.

Le candidat du GAM à la mairie a cru déceler dans les résultats des indices d'une volonté de changement des électeurs. «Nous sommes un parti de changement», a-t-il dit en rappelant que son parti mettait l'accent sur les thèmes économiques et le dialogue avec les citoyens.

Subvention de Montréal à un beau-frère d'Yvon Lamarre: le RCM réclame une enquête

Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) a demandé à la Commission municipale d'instituer une enquête au sujet d'une subvention de la ville de Montréal qui aurait été, à son avis, versée irrégulièrement à un membre de la famille du président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre.

En 1981, la Ville de Montréal a accordé une subvention de \$127,800 pour la démolition de deux immeubles et la reconstruction d'un immeuble en co-propriété situés avenue Docteur-Penfield. Le requérant était M. Georges E. Lemay, architecte, représentant Mayclerc Inc, Desco Inc et René Lépine, beau-frère du président du comité exécutif, M. Lemay est aussi le prési-

dent de Mayclerc Inc et a agi dans cette affaire à titre de mandataire des propriétaires, selon le communiqué du RCM émis hier.

Plusieurs aspects de cette affaire portent le RCM à s'interroger sur la transparence de l'administration municipale et son interprétation laxiste des règlements municipaux relatifs aux subventions pour la démolition reconstruction d'immeubles résidentiels.

«Une administration municipale ne peut pas se permettre de laisser ainsi planer le doute sur ses agissements», a dit le candidat à la mairie pour le RCM, M. Jean Doré, au cours d'une conférence de presse donnée dans un autobus de la CTCUM loué à cette

fin et stationné devant les immeubles du 1515 au 1533 avenue Docteur-Penfield.

Ces subventions sont en principe réservées aux propriétaires d'immeubles jugés impropres à l'habitation par le directeur du Service de la restauration des logements et ne peuvent dépasser la valeur marchande des bâtiments à démolir.

Le RCM n'a pu retracer dans le dossier municipal aucun document qui puisse permettre de conclure à l'inhabitabilité des immeubles bien que le directeur du service ait recommandé de verser la subvention.

Le montant de la subvention, l'un des plus importants versés depuis 1979 par l'administration municipale, représente la valeur foncière totale des deux bâtiments visés, y inclus la partie des bâtiments non démolie.

L'enquête de la Commission municipale, si elle y consent, devrait vérifier si, dans les circonstances, l'administration municipale a scrupuleusement suivi son règlement. «Nous demandons à la Ville de Montréal de collaborer avec la Commission municipale et de faire connaître aux Montréalais ce qui, à son avis, justifie cette subvention», a dit M. Doré.

Le sondage Sorecom-LE DEVOIR (2)

Drapeau dispose d'une bonne avance; Jean Doré talonne Henri-Paul Vignola

par Alain Duhamel

Un mois avant les élections municipales, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, disposait d'une bonne avance sur ses deux adversaires, MM. Henri-Paul Vignola et Jean Doré, même si un fort groupe d'électeurs auraient préféré qu'il se retire.

En effet, un sondage d'opinion réalisé par la maison Sorecom pour le compte du DEVOIR, de la station de radio CJMS et de l'émission *L'objectif* à Radio-Québec, donne, après redistribu-

tion des voix des indécis, à M. Drapeau 55% des intentions de vote, 24% à M. Henri-Paul Vignola et 21% à M. Jean Doré.

Nous avons publié hier une première tranche des résultats de ce sondage relative au degré de satisfaction des Montréalais à l'égard de leur administration municipale.

Le sondage a eu lieu entre le 12 et le 14 octobre et a rejoint 461 électeurs de Montréal.

Dans les districts électoraux, après redistribution des indécis, le sondage donne aux candidats du Parti civique de Montréal

(PCM) 60% des intentions de vote, 21% aux candidats du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) et 19% aux conseillers du Groupe d'action municipale (GAM). L'intention de vote dans les districts électoraux comporte un fort taux d'indécis, 41%, attribuable en bonne part au fait que les partis n'avaient pas choisi, au moment du sondage, leur candidat dans tous les districts.

Ces données indiquent que M. Drapeau conserve, pour l'es-

Demain dans LE DEVOIR, les gouvernements de Québec et d'Ottawa se sont-ils suffisamment préoccupés de Montréal? Les Montréalais répondent.

Tableau 1

INTENTION DE VOTE / MAIRIE

Si les élections municipales de Montréal avaient lieu aujourd'hui (mi-octobre), pour quel candidat à la mairie suivants voteriez-vous ou seriez-vous tenté(e) de voter?

	%	%*
DRAPEAU	43	55
VIGNOLA	19	24
DORÉ	16	21
N'IRAIT PAS VOTER	2	—
NE SAIT PAS	15	—
REFUS	6	—

* Redistribution des votes des indécis et des refus de répondre.

55%



24%



21%



Tableau 2

INTENTION DE VOTE / CONSEILLERS

Pour le candidat conseiller de quel parti voteriez-vous ou seriez-vous tenté(e) de voter s'il y a avait des élections municipales aujourd'hui (mi-octobre)?

	%	%*
PARTI CIVIQUE	31	60
RCM	11	21
GAM	10	19
N'IRAIT PAS VOTER	1	—
NE SAIT PAS	41	—
REFUS	6	—

* Redistribution des votes des indécis et des refus de répondre.

essentiel, la clientèle qui lui a été fidèle depuis plusieurs années. En 1978, M. Drapeau recueillait 60.9% des votes. Toutefois, compte tenu de son âge, 66 ans, et de sa santé, 40.5% des répondants ne sont pas d'accord avec sa décision d'entreprendre une neuvième campagne électorale à la mairie; seulement 47.1% l'appuient dans cette décision tandis que 8.7% demeurent indifférents.

Aux dernières élections, M. Drapeau jouissait d'une popularité plus grande que celle de son parti lequel avait reçu 55.6% des votes. Notre sondage indique un renversement à cet égard et place le PCM, après redistribution des répondants indécis, en avant de son candidat à la mairie. Ces résultats ne manquent pas de surprendre puisque plus de la moitié des répondants, 52.2%, ne pouvaient identifier M. Drapeau comme le chef du PCM.

M. Drapeau passe aux yeux de l'électorat pour le véritable chef de l'administration municipale puisque 62.2% des répondants l'identifient comme le principal responsable de l'administration tandis que seulement 11.8% identifiaient M. Yvon Lamarre, président du comité exécutif et principal promoteur des grands thèmes du discours politique de l'administration depuis quatre ans.

Les données du sondage montrent M. Doré comme une valeur montante auprès de l'électorat. Le moins connu des trois candidats (76.7% ne pouvaient l'identifier à son parti), M. Doré a

rapidement récupéré la clientèle de son parti et l'accroît. En 1978, le candidat à la mairie du RCM recueillait 12.5% des voix et le parti, dans les districts, 18.1%. M. Doré dispose déjà de 21% des intentions de vote, le même pourcentage que son parti dans les districts électoraux.

En 1978, le GAM avait recueilli 25% des votes à la mairie et dans les districts électoraux. M. Henri-Paul Vignola obtient un pourcentage semblable, 24%, mais les candidats du GAM ne recueillent que 19% des intentions de vote dans les districts. Un peu plus de 65% des répondants ne parvenaient pas à identifier M. Vignola à son parti bien qu'il ait été plus connu du public et que sa candidature ait été annoncée dès le mois d'août.

La crise économique préoccupe au plus haut point les électeurs montréalais. Les données publiées hier indiquaient que 46.3% des répondants estimaient que l'administration municipale avait tenu un rôle important tandis que 39.9% ne le jugeait pas suffisant. Une vaste majorité, 85%, affirmaient que la Ville pouvait tenir un rôle plus important encore.

Un peu plus de la moitié des répondants, 50.8%, placent en tête des priorités municipales pour le prochain mandat les initiatives économiques. Un peu plus du tiers, 35.4%, placent plutôt la sécurité des citoyens en tête des priorités. L'embellissement des rues, l'une des opérations les plus visibles de l'administration municipale dans son programme de revitalisation des rues commerciales, n'est une priorité que pour 2.3% des électeurs.

L'enjeu: l'opposition

TENU à un mois de l'élection du 14 novembre, le sondage du DEVOIR donne Jean Drapeau encore gagnant à la mairie de Montréal. Il apparaît que la personnalité prestigieuse que le Groupe d'action municipale cherchait en M. Henri-Paul Vignola n'a pas l'effet escompté auprès de l'électorat, tout comme la figure moins connue de Me Jean Doré, le candidat du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, ne va pas permettre à ce parti de renverser l'avance détenue par le Parti civique de Montréal.

Néanmoins, des révélations étonnantes sortent de cette première enquête. Ainsi, plus de 40% des Montréalais estiment que M. Drapeau n'aurait pas dû se représenter en 1982. De même, le maire qui a gagné par près de 61% des suffrages en 1978, ne recueillerait plus cette fois que 55% de la faveur populaire. Pire: il tirerait un peu de l'arrière par rapport à son parti, dont les candidats aux postes de conseillers reçoivent un appui de quelque 60% des électeurs.

Force est donc de constater un certain effritement du «mythe Drapeau». Le chef du PCM recueille déjà moins d'appuis que ses adversaires chez les électeurs de moins de 35 ans, les citoyens de langue anglaise et l'électorat péquiste. Ces résultats préliminaires sont d'autant plus remarquables qu'à la mairie le nombre des indécis (15%) est nettement faible. Si M. Drapeau l'échit, il n'en découle pas pour autant qu'une vraie course à trois s'est engagée ni que le conseil municipal va refléter toutes les tendances de l'électorat après le scrutin du 14 novembre.

En effet, on aurait pu croire que l'administration Drapeau-Lamarre, vieillie et sans programme neuf, allait subir une nette baisse de popularité permettant aux partis d'opposition de faire meilleure figure. Rien de tel n'est enregistré par le sondage de SORECOM. Même si la campagne électorale, qui s'est accentuée depuis, a pu modifier le cours des choses, le PCM gardait à la mi-octobre une nette avance sur les forces d'opposition.

Ainsi donc, pour une deuxième élection consécutive, la division entre le GAM et le RCM risque fortement de nous valoir une nette sur-représentation du PCM au conseil et une grave sous-représentation, si non pire, de l'opposition. Là où le RCM et le GAM sont en concurrence sérieuse, et surtout dans les districts où le PCM ne détient pas la majorité absolue, les électeurs sont placés devant un choix embêtant. Même si le parti de Me Jean Doré apparaît un peu plus favorisé que celui de M. Vignola, la présence de deux candidats d'opposition aide à la réélection de plusieurs conseillers sortants.

L'enjeu apparaît clair. Il ne s'agit plus de savoir quel parti sera au pouvoir, ce qui ne fait guère de doute, mais quel parti formera l'opposition. Plusieurs indices du sondage font croire à une remontée du PCM et à une baisse du GAM par rapport à 1978. En réalité, le sort n'est pas encore tout à fait jeté. Les dernières semaines de campagne pourraient faire une nette différence.

Ainsi le GAM néglige un des atouts qu'il détenait avec M. Henri-Paul Vignola. En effet, la sécurité préoccupe un bon tiers des citoyens. Quoique la police jouisse d'un taux de satisfaction élevé (75%), les Montréalais veulent que leur conseil municipal fasse davan-

tage à ce sujet. Ce thème de la sécurité vient tout juste après celui de l'économie (50,8%) et loin devant l'embellissement des rues commerciales (2,3%) pour lesquelles l'administration Drapeau-Lamarre dépense tant d'argent. Or, au lieu d'exploiter cet avantage naturel, le candidat du GAM à la mairie, l'ex-chef de police de la CUM, s'efforce de faire oublier son passé de policier.

De fait, M. Vignola se révèle le principal perdant du sondage. Au départ il jouissait d'une image de prestige ou à tout le moins d'une figure déjà connue du public. Cet avantage aurait dû lui permettre de se classer facilement bon deuxième, pas trop loin du maire. Un sondage interne du GAM aurait même indiqué qu'en l'absence de M. Drapeau, M. Vignola aurait battu son bras droit à l'hôtel de ville, M. Yvon Lamarre. Or, l'ex-chef est talonné de près par Me Jean Doré, qui le surpasserait déjà dans la jeunesse, la communauté anglophone, l'électorat péquiste et les locataires.

M. Vignola est plus populaire que son parti, mais il ne permettra pas au GAM de balayer la ville comme ses dirigeants l'avaient cru en renonçant à l'alliance qu'ils avaient conclue avec le RCM. Tout au plus M. Vignola empêchera-t-il le GAM d'être éliminé de la carte.

Faut-il conclure que le scrutin du 14 novembre n'apportera rien de neuf à l'hôtel de ville de Montréal? Une telle déduction serait prématurée. Car si l'électorat semble s'être fait une idée assez ferme pour la mairie, il n'en va pas ainsi des conseillers. Dans les 57 districts où se joue cette deuxième élection, on note un nombre d'indécis fort impressionnant (41%). Pareille indécision peut s'expliquer par le fait qu'au moment du sondage l'opposition n'avait pas complété ses listes de candidats. Mais cela peut cacher aussi un taux d'abstention plus fort qu'en 1978, alors que 45% des électeurs n'étaient pas allés aux urnes. Ou voulant donner sa chance à l'opposition, cette population hésitait peut-être encore entre le GAM et le RCM.

En tout cas, l'électorat n'est pas homogène. M. Vignola est en tête chez les «allophones», quoique l'échantillon nous commande une interprétation prudente. Il apparaît cependant que ni l'électorat anglophone ni le francophone ne va se jeter d'un même côté. Si les électeurs libéraux sont portés à appuyer le PCM, par contre, la clientèle du Parti québécois à Montréal se montre passablement déroutée, allant jusqu'à donner un appui significatif au GAM, pourtant plus proche d'Alliance-Québec que du PQ.

Enfin, si les Montréalais se disent relativement satisfaits de l'administration Drapeau-Lamarre, quelques services les préoccupent visiblement: l'environnement (30%) et surtout le transport en commun (41,3%). Ce dernier service pourrait donc devenir un des enjeux de la campagne électorale.

On ne peut prédire le résultat exact des élections. Mais on peut s'attendre que si une grève du métro éclate à la veille du 14 novembre, comme c'est possible, le maire Drapeau, qui n'a rien à proposer dans ce domaine, ne manquera pas d'en faire son cheval de bataille de la onzième heure. Ce n'aura pas été la première fois que des groupes qui se prétendent progressistes auront en pratique favorisé la victoire d'un parti réactionnaire.

Jean-Claude LECLERC

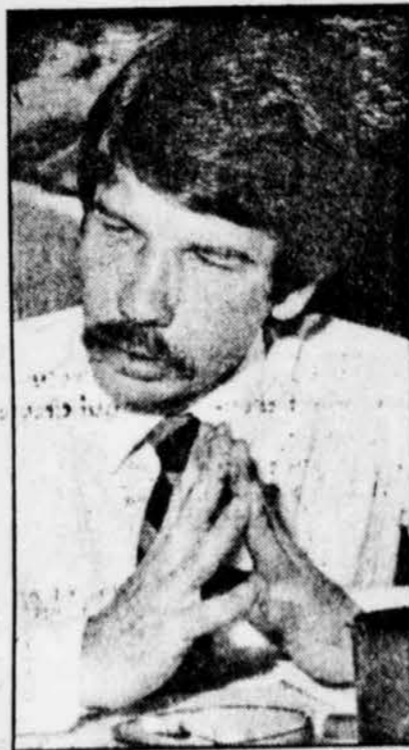
LE RCM RÉCLAME UNE ENQUÊTE

Doré s'interroge sur les \$127,000 au beau-frère d'Yvon Lamarre

■ Le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) demande à la Commission municipale du Québec d'instituer une enquête sur l'octroi d'une subvention de \$127 800 par la Ville de Montréal au beau-frère de M. Yvon Lamarre, le président du comité exécutif.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Dans une conférence de presse tenue à bord d'un autobus de la Commission de transport de la CUM, le candidat à la mairie du RCM, Jean Doré, a déclaré que cette subvention avait été accordée, le 16 décembre 1981, pour la démolition et la reconstruction de deux immeubles situés au 1529 et au 1531 de l'avenue Docteur-Penfield. Le RCM a expliqué qu'il avait décidé de réunir les journalistes dans un autobus loué, en stationnement face aux adresses susmentionnées, parce qu'il avait été impossible de trouver un local dans les environs et qu'on ne voulait pas tenir la conférence à l'extérieur.



Me Jean Doré

photothèque LA PRESSE

Les immeubles dont parle le RCM ont été convertis en condominiums de luxe.

Selon l'enquête menée par les candidats du RCM du secteur, ces immeubles sont la propriété de 102 852 Canada, une société formée en 1981 par le groupe Mayclerc, Desco et René Lépine. La gestion de ces immeubles a été assurée par la firme d'architectes Lemay, Leclerc, M. Georges-E. Lemay, qui est membre de cette firme, est également président de Mayclerc.

L'enquête du RCM a démontré que M. Lemay est l'époux de Denise Lamarre, soeur du président du comité exécutif de Montréal.

D'après le règlement municipal 3293, les subventions à la démolition-construction ne peuvent être accordées qu'aux propriétaires d'immeubles résidentiels dont le bâtiment principal est jugé impropre à l'habitation par le directeur du Service de la restauration des logements. « Or, dans le cas présent, affirme Me Doré, il n'y a pas de rapport du genre au dossier, tel qu'on le

trouve aux Archives municipales.

Après avoir étudié le règlement 3293, le RCM demande à la Commission municipale de faire enquête sur quatre points : les immeubles en question étaient-ils impropres à l'habitation?; comment se fait-il qu'il n'y ait aucun rapport du Service de la restauration des logements à ce sujet?; comment se fait-il que la subvention ait été accordée sans qu'un tel rapport soit soumis; et, enfin, le montant de la subvention a-t-il été calculé conformément aux exigences du règlement 3293? »

« Nous sommes conscients du caractère délicat du dossier, affirme Me Doré. Une administration municipale ne peut pas se permettre de laisser ainsi planer de doute sur ses décisions. Lorsque Montréal verse une subvention au beau-frère de M. Yvon Lamarre, son intégrité doit être au-dessus de tout soupçon. Pour cette raison, Montréal doit expliquer pourquoi la subvention a été versée. »

Le candidat du RCM à la mairie a précisé que l'intention de son parti n'est pas d'accuser, mais de faire état des circonstances troublantes. « Nous demandons à la Ville de collaborer avec la Commission municipale et de faire connaître aux Montréalais ce qui, à son avis, justifie cette subvention », conclut Jean Doré.

Le RCM oppose Annette Duhamel, ex-présidente de Taxe-Action, à Vignola



Annette Duhamel

photothèque LA PRESSE

■ Le Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal avait besoin d'un candidat connu pour faire la lutte à Henri-Paul Vignola et à son co-listier dans le district de Saint-Sulpice. Le choix du RCM s'est porté sur une femme, Annette Duhamel, co-fondatrice et ex-présidente du mouvement Taxe-Action.

FLORIAN BERNARD

Il y a deux ans, Annette Duhamel et une autre femme, Suzanne Lippes, avaient réussi à attirer 10,000 personnes au Forum de Montréal lors d'une croisade destinée à combattre la hausse des taxes dans l'île de Montréal. C'est précisément à cause de ses activités à la grandeur du territoire que le RCM a voulu opposer Annette Duhamel à Henri-Paul Vignola et à son co-listier, Jean Des Trois Maisons, ancien président du Syndicat des fonctionnaires de Montréal.

C'est le conseiller actuel, Réal Laramée, qui portera les couleurs du Parti civique.

Désigné sous le titre de Domaine Saint-Sulpice pour une bonne partie de son territoire, le district 24 regroupe un fort pourcentage de petits propriétaires, de même que plusieurs citoyens d'origine italienne.

40 portes; 34 signatures

Même si elle habite Notre-Dame-de-Grâces, Annette Duhamel se sent à l'aise dans le district 24, où depuis quelques jours, elle fait un porte-à-porte systématique. Elle avait besoin de la signature de 25 électeurs du district pour appuyer sa candidature. Elle en a obtenu 34 aux premières 40 portes où elle a frappé, rues Saint-Denis et Berri. Ce premier test l'a mise en confiance. « Si 34 des 40 premières personnes que j'ai approchées ont accepté de signer mon bulletin de présentation, je suis persuadée de pouvoir battre

les candidats Vignola, Des Trois Maisons et Laramée », dit-elle.

Les taxes et les jeunes

Annette Duhamel mène la campagne autour du thème qui lui est cher et pour lequel elle avait fondé Taxe-Action, celui de l'étranglement fiscal des petits propriétaires. Elle estime que l'administration Drapeau n'a rien fait pour contrer la hausse des taxes. Elle ne croit pas, non plus, que le programme du candidat Vignola contienne de véritables solutions pour soulager les contribuables.

Un autre thème qui lui tient à cœur est celui des jeunes. Elle propose de transformer certaines écoles désaffectées en maisons pour la jeunesse, ce qui, dans son esprit, contribuerait à diminuer la criminalité juvénile sur le territoire de Montréal. Enfin, la candidate du RCM propose d'instaurer un système plus démocratique à l'hôtel-de-ville, avec des mécanismes permanents de consultation des citoyens.

Katy LeRougetel, candidate à la mairie

■ Une jeune femme de 24 ans, Katy LeRougetel, congédiée par la société Pratt & Whitney, sera candidate à la mairie de Montréal sous la bannière de la Ligue ouvrière révolutionnaire et du Comité de la jeunesse révolutionnaire.

Katy LeRougetel est l'une des trois femmes congédiées par Pratt & Whitney lors des incidents qui ont éclaté à cette com-

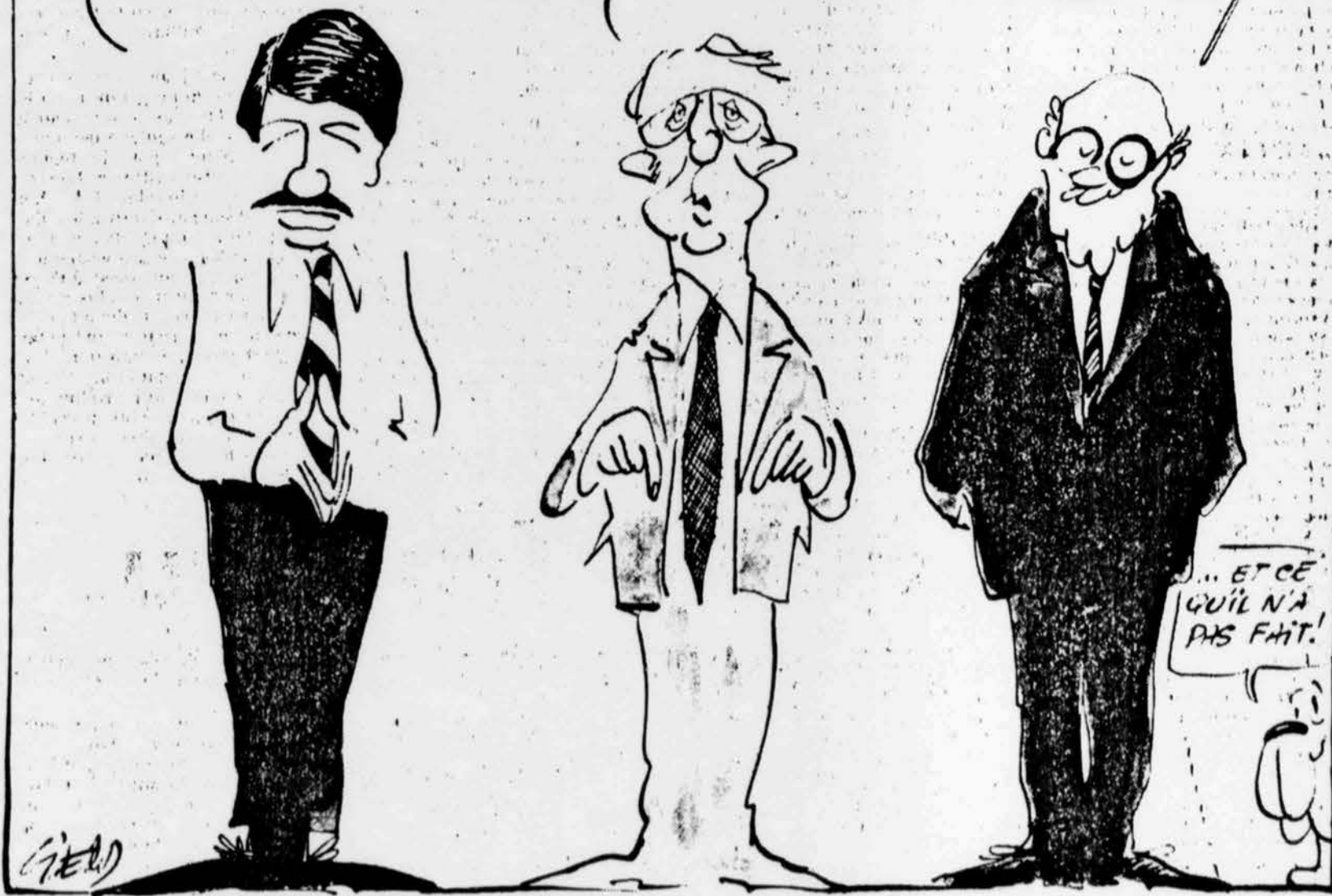
pagnie, récemment. La cause est actuellement devant la Commission des droits de la personne.

La candidate à la mairie travaille actuellement pour la compagnie Rolls Royce; elle est membre de l'Association internationale des machinistes. Elle a centré sa campagne sur les thèmes de la défense des femmes et des travailleurs, et du maintien de la loi 101 dans son intégralité.

NOUS FERONS
CECI.

NOUS, NOUS FERONS
CELA.

VOUS SAVEZ CE
QUE J'AI FAIT.



Droits réservés

Le RCM estime avoir pris le GAM de vitesse

■ Le candidat du RCM à la mairie, Jean Doré, a déclaré en fin d'après-midi, hier, que le sondage SORECOM démontre une nette progression du Rassemblement des citoyens de Montréal et une perte de vitesse pour le Groupe d'action municipale (GAM).

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

« Ce sondage a été fait alors que M. Vignola était en pleine campagne de publicité et que la nôtre n'avait pas encore commencé. Il ne représente qu'un portrait de la campagne au 13 octobre. Si on se rapporte à un sondage effectué le

15 septembre, le GAM était à 33 p. cent et nous, à 5 p. cent. Le GAM a baissé et le RCM a monté depuis », explique Me Doré.

Il a ajouté que les chiffres rendus publics hier correspondaient à ceux d'un sondage maison réalisé par son parti durant la même période.

« J'affirme que nous sommes deuxième aujourd'hui et que le Parti civique sent la soupe chaude. Au début de la campagne, MM. Drapeau et Lamarre ont affirmé qu'ils ne feraient pas campagne dans les districts. Et ce soir (hier), par hasard, M. Drapeau est justement dans le district 27 où je suis candidat. »

SONDAGE SORECOM

Drapeau : 42,5%

Vignola : 18,8%

Doré : 16,8%

■ Un sondage réalisé les 12, 13 et 14 octobre par la société SORECOM pour le compte du quotidien *Le Devoir*, de CJMS et de Radio-Québec indique qu'environ 60 p. cent de la population montréalaise est satisfaite des services municipaux et de l'administration de l'équipe Drapeau-Lamarre.

Les candidats

Au plan des intentions de vote, 42,5 p. cent des électeurs feront de nouveau confiance au maire Drapeau. C'est le candidat du GAM, Henri-Paul Vignola, qui arrive deuxième avec 18,8 p. cent des intentions de vote, tandis que le candidat Doré est en troisième place avec 16,0 p. cent.

Les partis

En ce qui concerne les intentions du vote au niveau des partis, le sondage indique que 35,5 p. cent des Montréalais voteront de nouveau pour le candidat du Parti civique. Le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal recueillerait 10,8 p. cent du vote, tandis que le GAM se classerait troisième avec 9,7 p. cent.

Les indécis

Le pourcentage de ceux qui ne savent pas encore pour qui ils voteront est très élevé, soit 41,0 p. cent.

En ce qui concerne le vote à la mairie, près de 85 p. cent des Montréalais savent déjà pour qui ils voteront le 14 novembre. Seulement 1,5 des électeurs ont déclaré qu'ils s'abstiendraient de voter. Il faut aussi noter que 6,0

p. cent des personnes interrogées ont refusé de répondre.

Le sondage SORECOM indique également que, de façon générale, les Montréalais sont très satisfaits des services municipaux et du style d'administration de l'équipe en place. Plus de 60 p. cent des Montréalais estiment que la ville est bien administrée. Ces mêmes personnes sont également satisfaites des programmes mis de l'avant par l'administration Drapeau-Lamarre, notamment celui de l'Opération 20,000 logements.

Les services municipaux

De tous les services municipaux, c'est celui des incendies qui obtient le plus haut taux de satisfaction, soit 89,1 p. cent. En revanche, le transport en commun (responsabilité de la CUM) n'a obtenu qu'un taux de satisfaction de 55,2 p. cent. Les autres services municipaux obtiennent tous des taux de satisfaction supérieurs à 70 p. cent, notamment celui de la police, des loisirs, de l'entretien des rues, de l'enlèvement de la neige, de l'eau potable et de la protection de l'environnement. Plus de 90 p. cent des Montréalais sont d'accord avec le programme municipal de restauration des logements. La création de parcs et le programme d'embellissement ont recueilli un taux de satisfaction de 71,0 p. cent.

Il faut enfin souligner que 60,8 p. cent des Montréalais aiment vivre dans la métropole et ne souhaitent aucunement déménager.

SELON DRAPEAU

Ça prend plus que des intentions de vote

■ Même si pour le moment le Parti civique du maire Jean Drapeau a le vent dans les voiles et la confiance du public dans les intentions de vote, « ce ne sont pas des intentions de vote qui vont nous élire le soir du 14 novembre; ce sont les votes » a lancé M. Jean Drapeau hier soir lors d'une assemblée électorale dans le quartier Octave-Crémazie (27).

MADELEINE BERTHAULT

Précisant que les bénévoles devaient faire plus qu'un rappel par téléphone le jour du vote, le maire Drapeau leur a suggéré d'aller sonner aux portes, d'insister auprès des gens et de les emmener voter en voiture, puis de les ramener chez eux.

M. Drapeau et M. Yvon Lamarre, président du conseil exécu-

tif poursuivaient leur tournée qui les mène dans plusieurs quartiers de la ville. Le maire de Montréal a souligné qu'il en visiterait d'autres encore. Mais hier soir, on était dans un quartier un peu plus « chaud » qu'ailleurs puisque le principal adversaire de la candidate du Parti civique, Mme Nicole Gagnon-Larocqué, est le candidat du RCM Claude Grégoire, co-lis-tier du candidat du RCM à la mairie, Jean Doré.

Par ailleurs, interrogé sur les allégations du RCM quant à l'octroi par la ville d'une subvention de \$127,800 à son beau-frère, pour la démolition-reconstruction de deux immeubles, M. Yvon Lamarre a déclaré qu'il n'a rien à voir dans ce dossier et que les journalistes qui le désirent peuvent aller vérifier et étudier le dossier dès ce matin à l'Hôtel de ville.

SORECOM

60% de nos concitoyens satisfaits

À un mois des élections du 14 novembre, 60 pour cent des Montréalais, interrogés dans le cadre d'un sondage SORECOM-Le Devoir, estiment que la ville est bien administrée.

Par contre, les 461 Montréalais questionnés entre le 12 et le 14 octobre, sont nettement insatisfaits du transport en commun et de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, CTCUM. Cet automne, seulement 55 pour cent des répondants étaient satisfaits de leur service de transport.

Le programme de restauration des logements connaît toutefois beaucoup de succès auprès des Montréalais. Plus encore, 99 pour cent des répondants se disent d'accord avec l'intervention municipale dans ce secteur d'activités.

L'Opération 20,000 logements de Yvon Lamarre est connue par 65,9 pour cent des Montréalais; elle a une excellente réputation auprès de 78,2 pour cent des répondants.

La participation électorale

Par ailleurs, le profil du «Montréalais satisfait» serait un citoyen d'âge mûr, francophone, locataire, pratiquant, libéral et résidant dans l'Est de la métropole.

Ce sondage, qui ne se veut pas une prédiction des résultats du prochain scrutin, démontre assez clairement, toutefois, les véritables lignes de pensée des Montréalais, qu'ils soient votants ou non-votants.

Subvention à un beau-frère

DORÉ DEMANDE À LA CMQ D'ENQUÊTER SUR LAMARRE

Le Rassemblement des citoyens de Montréal demande à la commission municipale de se pencher sur les agissements du président du comité exécutif de Ville de Montréal qui aurait fait bénéficier son beau-frère et ses associés d'une subvention de plus de \$127,800 pour démolir des logements alors qu'ils n'y auraient pas été éligibles.

Gilles Pilon

C'est ce qu'a fait savoir hier le candidat à la mairie pour le RCM, alors qu'il rendait publique l'affaire Lamarre-Lemay. Selon Me Jean Doré, le comité

exécutif de la Ville de Montréal aurait accordé une subvention de démolition-reconstruction de \$127,800 au groupe de l'architecte Georges E. Lemay, alors que le projet ne remplissait pas toutes

les conditions pour être éligible à la subvention.

Selon Me Doré, le règlement 3293 de la Ville de Montréal fixe le montant total maximum de la subvention à la valeur marchande des bâtiments à démo-

lir. Dans l'affaire Lamarre-Lemay, la subvention accordée par la ville était égale à la valeur foncière totale des deux bâtiments. Or les deux bâtiments n'ont pas été complètement démolis ce qui fait que la subvention excède la valeur des portions effectivement démolies.

Par ailleurs, toujours selon le RCM, pour octroyer une telle subvention, la ville doit d'abord recevoir de son directeur du service de la restauration des logements un rapport sur l'état d'inhabitabilité des logements à détruire. Dans le cas présent, ce rapport n'apparaît pas au dossier tel qu'on le trouve aux archives municipales. Le seul rapport du service de la restauration qui apparaisse au dossier ne fait que décrire les bâtiments de 1529-31-33, rue Docteur Penfield et fixe le montant de la subvention provisoire à \$127,800.

Le RCM affirme en outre qu'au moment où la subvention a été accordée, plusieurs personnes habitaient encore dans les bâtiments

de la rue Penfield et que les promoteurs leur ont même versé plus de \$50,000 pour les inciter à quitter leurs logements. Par la suite, les promoteurs ont construit de luxueux condominiums à cette adresse de la rue Docteur Penfield.

Il a fallu plus de deux mois au conseiller Michael Fainstat et aux candidats Dominique Neuman et Sam Boskey pour venir à bout de découvrir les dessous de cette affaire.

Devant tous ces faits, le RCM demande à la Commission municipale de tenir une enquête sur cette affaire et demande à la Ville de Montréal de collaborer à l'enquête. Selon son chef, une administration municipale ne peut se permettre de laisser planer un doute sur ses agissements. «Lorsque Montréal verse une subvention au beau-frère de M. Yvon Lamarre, son intégrité doit être au-dessus de tout soupçons. Pour cette raison, Montréal doit expliquer pourquoi la subvention a été versée», a déclaré M. Doré.



Photo Le Journal - André BONIN

Me Jean Doré, candidat à la mairie pour le RCM, demande à la Commission municipale d'enquêter sur l'affaire Lamarre-Lemay. Ne trouvant pas de local à proximité des condominiums Le Penfield. Les organisateurs du RCM ont loué un autobus de la CTCUM pour y tenir la conférence de presse.



Photo Le Journal - André BONIN

Les constructeurs des condominiums Le Penfield situé sur la rue Docteur Penfield dans l'ouest de Montréal auraient reçu des subventions de démolition-rénovation de la Ville de Montréal pour démolir de vieux bâtiments avant de construire ce complexe. Les promoteurs du projet, dont l'un est le beau-frère de M. Yvon Lamarre, n'auraient pas été éligibles à ces subventions.

DRAPEAU MET LE PAQUET

Les trois canons du Parti civique, Jean Drapeau, Yvon Lamarre et Pierre Lorange, sont allés donner un petit coup d'pouce à la candidate Nicole Gagnon-Larocque, hier soir, dans le district Octave-Crémazie que tente de s'approprier Claude Grégoire, le colistier de Jean Doré du RCM.

Yvon Laprade,

Plus de 150 sympathisants du parti, pour la plupart des gens d'un certain âge, se sont littéralement empilés dans le petit bureau d'élection de Mme Larocque, rue Lajeunesse, dans le quartier Ville-ray. Le Parti civique aurait écopé d'une sévère «pénitence» s'il avait fallu qu'un inspecteur du service des incendies de la Ville de Montréal soit passé par

là, vers 21 heures, hier soir.

Dans des conditions insupportables et par une chaleur suffocante, Jean Drapeau a trouvé le moyen de faire de l'humour en parlant de présence récente de femmes au sein de son équipe.

«Avant, on n'avait pas de femmes conseillers dans notre parti, a d'abord souligné le maire Drapeau. Et je dois dire que je préférerais un candidat élu à une candidate battue...!»

pour empêcher le colistier de Jean Doré d'être élu

Votez avec une majorité!

Comme c'est son habitude depuis le début de la campagne, M. Drapeau, 66 ans, a exhorté son auditoire à voter massivement le 14 novembre. «Il faut l'élire avec une majorité considérable!», a-t-il lancé en faisant allusion à la candidate Gagnon-Larocque, également propriétaire de l'hebdomadaire *Progrès-Ville-ray*.

La présence de M. Drapeau hier, même si elle s'inscrit dans la tournée de districts qu'il a déjà entreprise au cours de la présente

campagne électorale, revêtait un caractère particulier pour la candidate Gagnon-Larocque. Cette dernière se fait «chauffer» par le Rassemblement des ci-

toyens de Montréal qui met le paquet pour faire passer son leader, Jean Doré, afin que celui-ci puisse siéger à l'hôtel de ville le 15 novembre prochain...



Photo Le Journal - Jacques BOURDON

Tout le monde voulait toucher à Jean Drapeau, hier soir, dans le district Octave-Crémazie. Au centre, la candidate Nicole Gagnon-Larocque.

Poll supporting Drapeau regime comes as 'no surprise' to mayor

Mayor Jean Drapeau says he sees "nothing surprising" about results of a poll released this week that show the majority of Montrealers are satisfied with the present city administration.

"I've always said that we (the Civic Party) and the people understand each other, and I think this is just one more indication of it," Drapeau told reporters at an election rally in the city's north end last night.

"We can feel that satisfaction whenever we deal with citizens."

The poll, made public yesterday, indicated that 62 per cent of east-end voters believe the Drapeau-Yvon Lamarre administration is running the city well, compared to 58 per cent of west-end residents.

Meanwhile, the Montreal Citizens' Movement (MCM) said it will campaign more heavily in the east end because of those findings.

"We'll be campaigning much more for support in the east end," MCM



JEAN DORE
'People misinformed'

mayorality candidate Jean Dore said yesterday.

"Anti-Drapeau feeling is high in the west end, strong among English and other cultural communities."

Though city-wide satisfaction is 60 per cent, opposition leaders remain

optimistic about their chances in the Nov. 14 election.

"I'm not surprised at the (60-per-cent) satisfaction," said Gaspard Fauteux, president of the Municipal Action Group.

"It's a very constant finding in a Montreal administration poll. Part of the reason for the consistency is that people aren't really interested in civic affairs."

The poll, conducted Oct. 12-14 by the Montreal polling agency Sorecom for *Le Devoir*, CJMS and Radio-Quebec, indicated that 80 per cent of Montreal voters are not actively interested in municipal issues.

The poll said the majority of 451 voters interviewed are "rather satisfied" with the services they receive, such as snow removal and the quality of the city's drinking water.

Based on the poll's findings, the typical satisfied voter is French-speaking, Liberal rather than Parti Quebecois, a practising Roman Catholic and an east-end tenant.

Opposition angry as Civic Party dodges public debates

The governing Montreal Civic Party has ordered its candidates not to participate in public debates with opposition candidates during the campaign leading to the Nov. 14 municipal election.

Pierre Lorange, chief organizer of the party, and Mayor Jean Drapeau both confirmed yesterday that candidates have been instructed not to attend any campaign function to which candidates of the two opposition par-

ties have been invited.

"Debates have nothing of value," said Lorange. "There are of no importance, in our opinion."

Leaders of Montreal's two opposition parties responded angrily to Lorange's comments.

Lorange recently declined an invitation for Civic Party participation in an east-end debate. In a letter to the debate's organizer, he said:

"I wish to reiterate that the Mont-

real Civic Party, in its desire to meet the greatest number of Montrealers possible, has chosen the formula of personalized meetings. It is regrettable that the formula you prescribe (a debate) does not correspond to that of the Civic Party."

Lorange said he, Drapeau and executive committee chairman Yvon Lamarre made the decision to shun debates.

Drapeau confirmed Lorange's re-

marks while at a rally last night.

He told reporters he has always opposed debates because "the only people interested in such a presentation are listeners looking for a show."

"We don't believe in shows," he said. "In the Civic Party, what we believe in is meeting as many people as possible, and we do not feel this (a debate) is the best format for that."

The same policy existed in the

1978 campaign, but a small number of Civic Party councillors ignored it.

Lorange said the party's candidates will continue to campaign door-to-door, attend brunches and "kitchen parties," and visit bingo halls and senior citizens' homes.

Replied Jean Dore, mayoralty candidate for the Montreal Citizens Movement: "The Civic Party despises the electorate."

"The Civic Party," said Gaspard

Fauteux, president of the Municipal Action Group, "is certainly handling the election campaign in the same way that it has operated the city — with no respect for citizens."

Fauteux said the Civic Party should "have the decency to inform citizens at least once every four years."

He said the party knows "there's a lot of apathy among voters and they're trying to exploit this."



Gazette, Tedd Church

Mayor Jean Drapeau files his nomination papers yesterday with city clerk Marc Boyer.

UNE VILLE OUVERTE AUX CITOYENS

Dans une ville de la grandeur de celle de Montréal, avec une administrateur centralisée et non accessible aux citoyens, les décisions sont prises sans égard aux besoins et aux aspirations des citoyens et sans aucune contrainte ou sans aucun droit de regard de la part des citoyens.

Les citoyens de Montréal ont droit à autre chose, comme moyen d'information et de participation, qu'une campagne électorale une fois tous les quatre ans.



M. Marc-Lebeau candidat du GAM dans le district 13.

Les citoyens ont le droit d'être informés, d'être écoutés et d'être respectés.

Le GAM s'engage

- À créer, dès 1983, un bureau de plaintes autonome et accueillant dirigé par un Ombudsman municipal qui aura le pouvoir d'intervenir chaque fois qu'un citoyen se sentira lésé dans ses droits ou traité injustement par un service municipal.

- À créer, dès 1983, des commissions consultatives formées

de conseillers municipaux qui devront tenir des réunions statutaires de consultation dans tous les secteurs de la ville pour entendre les griefs, les points de vue et l'expression des besoins des citoyens.

- À tenir annuellement, avant la pré-

sentation du budget, des colloques régionaux accessibles à tous les citoyens et portant sur les recommandations des commissions consultatives, des programmes affectant chacun des secteurs et la répartition des

enveloppes budgétaires. C'est l'hôtel de Ville à l'écoute des citoyens.

- À créer, à compter de 1983, des commissions parlementaires permanentes au sein du Conseil, afin de favoriser les débats pu-

blics et l'expression des volontés du milieu, sur les projets im-



M. Raynald Perron, candidat du GAM dans le district 31.

portants soumis au Conseil, et avant leur adoption par le Conseil.

- À ouvrir dans chaque secteur, un bu-

reau d'information, accessible à tous les citoyens et ouvert aux heures qui leur conviennent.

- À publier et à dif-

fuser un bulletin mensuel d'information adapté aux besoins et aux programmes particuliers de chaque quartier.



M. Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie de Montréal sous la bannière du GAM.

LE R.C.M. DÉVOILE SA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU TERRAIN DES USINES ANGUS

Lors d'une conférence de presse tenue jeudi le 21 octobre dernier, M. Jean Doré, candidat à la mairie de Montréal et les candidats au poste de conseillers

municipaux du R.C.M. dans les districts no 10, 11 et 12, Michel Famelart, Michel Lemay et Gisèle Simard ont déclaré que "L'aménagement du terrain des usines

Angus doit permettre à la fois d'améliorer la situation du logement à Montréal et de stimuler son développement économique dans des industries de pointe."

L'ampleur de ce terrain, et sa situation stratégique en plein coeur de l'est de Montréal offre une occasion exceptionnelle de répondre aux besoins criants en loge-

ment dans cette partie de la ville.

"Ce n'est certes pas en créant un ghetto de riches, en s'inspirant des méthodes de l'Opération 20,000 logements que même actuellement l'administration montréalaise, que nous pourrions atteindre cet objectif. Il nous faut plutôt destiner ces logements aux ménages à faibles et à moyens revenus. Il nous faut trouver des moyens pour rendre abordable à cette clientèle l'accès à du logement neuf et de qualité à proximité du centre-ville."



Michel Faméart
candidat R.C.M.
dans le district
10, Bourbonnière.

"Pour ce faire, le R.C.M. veut favoriser l'implantation de nouveaux modes de propriété et de gestion (coopératives, organismes sans but lucratif, HLM, etc...) dont l'aménagement avec les divers programmes gouvernementaux devrait être fait de telle façon qu'une nette majorité des unités de logement soit accessible à des ménages dont le revenu ne dépasse pas 25 000\$ par année. Enfin, il faut viser à établir une continuité architecturale entre ce qui est appelé à devenir un nouveau quartier de l'est de Montréal et les quartiers environnants. Cette continuité reflètera celle qui devra exister entre les futurs résidents de ce secteur et ceux et celles qui y vivent déjà."

L'implantation d'industries de pointe

Dans la foulée des gouvernements provincial et fédéral, le R.C.M. fera en sorte d'aménager la partie industrielle du terrain

des usines Angus en espace fonctionnel pour l'implantation d'industries de pointe oeuvrant notamment dans le domaine de la biotechnologie. Dans une première étape, le R.C.M. accentuera les pressions pour amener à Montréal le **Centre international de recherche en biotechnologie projeté par l'ONU**. Le R.C.M. réservera un espace suffisant sur le terrain des usines Angus pour ce projet. En même temps, le R.C.M. suscitera activement l'implantation d'entreprises oeuvrant dans les secteurs connexes sur ce site. Ces industries ont le double avantage de s'inscrire dans la foulée de la révolution technologique que nous vivons actuellement et qu'on ne peut laisser passer et d'être non polluantes, tant sur le plan physique que sur le plan du bruit.

Ce développement majeur pour notre avenir économique aura aussi un impact notable sur les perspectives d'emploi des jeunes Montréalais.



Michel Lemay,
candidat R.C.M.
dans le district 11
Rosemont.

qui souffrent plus que tous les autres de la crise actuelle.

Monsieur Doré a ajouté qu'il s'engageait à impliquer tous les interve-

nants (groupes de citoyens, milieu des affaires, et autres niveaux de gouvernement) dans l'élaboration et la réalisation de ce projet de développement qui a déjà trop tardé à se concrétiser. De plus, il s'est engagé à ce que la réalisation de ce projet ne se solde pas pour les résidents et résidentes des quartiers environnants pour une hausse de taxe.

En terminant, M. Doré a remercié les candidats Michel Faméart, Michel Lemay



Gisèle Simard,
candidate R.C.M.
dans le district
12, Étienne Des-
marteau.

et Gisèle Simard de leur accueil et a dit espérer pouvoir entreprendre avec eux, pour le bénéfice de la population de ce coin de Montréal, la réalisation de cet exemple concret qu'est l'aménagement du site des usines Angus de ce que sera, sur ce plan, l'attitude d'un gouvernement du R.C.M. qui, contrairement à l'administration du Parti Civique, ne craint pas d'affronter l'avenir.

Le 14 novembre, Votez pour vous, votez R.C.M.

Pour nous rejoindre, 3255 Masson (coin St-Michel). 728-4485.

Candidat du Parti Civique à Rosemont

JEAN TROTTIER: UN POLITICIEN DOUBLÉ D'UN GRAND BÉNÉVOLE



Jean Trottier (à gauche) candidat dans le district 11 de Rosemont photographié avec Claude Mouton (au centre) et le maire Jean Drapeau chef du parti. Cette photo fut prise lors de la fête du 5 juin dernier, à l'église St-Esprit, en l'honneur des 30 ans de bénévolat de Monsieur Trottier dans les organismes de Rosemont.

Candidat du Parti Civique dans le district 11 "De Rosemont" Jean Trottier est un politicien de longue date sur la scène municipale mais surtout une tête d'affiche bien connu des Rosemontois.

Fondateur du Comité des Jeunes de Rosemont, du Club de Patinage Artistique de Rosemont et gouverneur de nombreux autres organismes de sports et loisirs de Rosemont sa réputation n'est plus à faire dans le monde du bénévolat.

C'est d'ailleurs pour lui manifester un hommage particulier qu'une fête en son honneur fut tenue au sous-sol de l'église St-Esprit le 5 juin dernier. Près de 500 personnes assistaient à ce souper pour rendre hommage à cet homme ayant consacré sa vie à ses concitoyens. Il faut également ajouter, à ce sujet, que la fête eut lieu à Rosemont à sa demande car il tenait que cette soirée soit un hommage au bénévolat et un tel souhait ne pouvait trou-

ver sa place dans l'encadrement d'une salle d'hôtel ou de buffet.

Fondamentalement un homme de Rosemont Jean Trottier sollicite un nouveau mandat le 14 novembre prochain. Faisant partie d'une équipe reconnue dirigée également par un citoyen de Rosemont, le maire Jean Drapeau, Jean Trottier offre à nouveau ses services compétents aux citoyens de Rosemont.

Etant reconnaissant à ses supporteurs de lui avoir fourni l'occasion, élection après élection, de défendre les dossiers de Rosemont à l'hôtel de ville il désire plus que jamais s'assurer que des dossiers de première importance, tel que les habitations pour personnes âgées, connaissent un dénouement rapide pour que ces nouveaux équipements viennent combler les besoins des résidents.

Une invitation vous est également lancée à venir nous rencontrer à notre comité situé à l'intersection de la première avenue et de la rue Masson (tél.: 374-6650).

GRANDE ASSEMBLÉE PUBLIQUE DU RCM LE 3 NOVEMBRE SUR LE PLATEAU MT-ROYAL

Les résidentes et résidents du Plateau Mont-Royal sont invités à participer mercredi le 3 novembre prochain à une grande assemblée d'information publique concernant les élections municipales. Le 3 fait le mois!

Cette assemblée animée par madame Léa Cousineau se dé-

roulera à la Salle Joseph-Judes dans la paroisse St-Denis - 454 est, rue Laurier à Montréal à compter de 19 heures (station de métro Laurier-sortie nord).

Les candidats du RCM - Plateau Mont-Royal: Robert Perreault (33), Michel Prescott (34), André Cardinal (35), Guy Foucault (36) et Jean Roy (39) seront présents de même que le candidat à la mairie Me Jean Doré.

Me Jean Doré parti-

cipera à un talk-show en compagnie des candidats du RCM dans le Plateau Mont-Royal. Ils traiteront des problèmes du quartier et des solutions proposées par le RCM.

Des artistes du Plateau Mont-Royal donneront à la soirée une atmosphère de fête. On y retrouvera entre autres la Compagnie des Improvisateurs Associés (CIA) qui présentera une improvisation sur la politique municipale.

Robert Perreault candidat dans Laurier (33) invite particulièrement ses électeurs à venir le rencontrer à cette assemblée qui se déroulera dans son district.

Le 3 fait le mois! Ensemble le 3 novembre à la salle Joseph-Judes - 454 est, rue Laurier afin qu'il fasse beau sur le Plateau!

Informations: Local du RCM Laurier (33) 525-1829.

La Maison des Jeunes de Mercier
1267 Gifford
527-1995

dans le Plateau Mont-Royal **Les locataires conserveront leurs logements**

Avec la mise sur pied du *Bureau du logement*, les locataires actuels qui souhaitent conserver leur logement dans le Plateau Mont-Royal, auront accès à différents programmes conçus pour eux:

Loca-nove

En harmonisant les programmes actuels de rénovation, **Loca-nove** permettra aux locataires qui le désirent, de voir leur logement rénové sans pour autant avoir à subir des hausses de loyer.

Par une remise de taxes des maisons rénovées, par une aide à la rénovation qui tiendra compte de la capacité de payer des locataires et par le contrôle de l'augmentation des loyers,

Loca-nove c'est une entente nouvelle entre les locataires et les propriétaires!



Option-coop

Le **Bureau du logement** se portera acquéreur de logements qui seront cédés à des coopératives d'habitation initiées et soutenues par les locataires actuels.

Ainsi, en participant à ce programme, sans avoir à déboursier de capital, les gens du Plateau pourront exercer un plein contrôle sur le coût de leur logement.

Pour avoir accès à ces programmes:
Votez pour vous!

à la mairie
Jean Doré



André Cardinal
Mont-Royal



Robert Perreault
Laurier



Guy Foucault
De Lorimier

**VOTEZ POUR
VOUS**

VOTEZ R.C.M.

Autorisé par Gilles Bonin agent officiel du R.C.M.

Campagne électorale du Parti Civique

Ce fut assez tranquille jusqu'à ce jour concernant les élections municipales mais le Parti Civique invite tous les michelois à

une grande assemblée qui aura lieu le 7 novembre prochain à 14 hres à la salle de l'église Notre-Dame du Rosaire (angle Villeray

et St-Hubert).

Les orateurs seront MM. Jean Drapeau et Yvon Lamarre et tous les districts nord de Montréal seront bien

représentés. Toutes les personnes intéressées sont invitées à assister à cette assemblée publique.

GAM

Ces jours derniers, la campagne de financement du GAM a pris son essor, à l'occasion du porte-à-porte par des bénévoles qui ont sillonné les différents quartiers de Montréal.

Monsieur Henri-Paul Vignola, candidat à la mairie pour le GAM, a parcouru lui-même les rues de Montréal, et toujours, il a été fort bien accueilli. Il suscite un grand enthousiasme partout où il passe.

Ce contact direct avec les électeurs nous a permis de tâter le pouls de la population avide d'un changement sur le plan administratif.

Les gens en ont assez des projets extravagants

de la présente administration et ils ont grand besoin qu'on les rassure, qu'une fois en place, le GAM rétablira un climat d'ordre et un climat de saine gestion.

En dépit d'une situation financière pas toujours facile, les résultats du porte-à-porte s'avèrent des plus encourageants; d'autant plus qu'on sollicite seulement la modique somme de \$1.00, montant fort éloigné des dons anonymes et farmineux perçus par le parti du maire Drapeau.

Monsieur Vignola a fait confiance à la population de Montréal, et il compte sur un vote massif le 14 novembre prochain.

Centre éducatif communautaire René-Goupil, Inc.

Les élections municipales à St-René-Goupil

Toute la population de St-René Goupil est invitée à une soirée-rencontre avec les candidats au poste de conseiller du district 16 pour la prochaine élection municipale.

Où: Au Centre éducatif communautaire René-Goupil, 4105, 47e rue (coin Pie IX)
Quand: lundi, le 1er novembre à 19.30 hres.

Cette soirée est l'occasion pour vous de parler de votre quartier, des problèmes rencontrés et de présenter des suggestions pour l'amélioration de la qualité de vie à St-René Goupil.

L'horaire de la soirée

7.30 hres: Rencontre avec M. Ernest Roussille.

1. Présentation du quartier, ses problèmes et ses solutions

2. Réponse du conseiller

3. Période de questions.

9.30 hres: Rencontre avec les autres candidats.

Regroupement des organismes de St-René Goupil:

Centre éducatif communautaire René-Goupil
- Garderie populaire "Au Galop"
- Caisse populaire St-René Goupil
- D.S.C. Sacré-Coeur - St-Michel
- Comité loisirs de St-René Goupil

Communauté Chrétienne St-René Goupil.

Élections du 14 novembre

M. Marcel Paquet fera la lutte à Marc Beaudoin

Tous ceux qui connaissent Marcel Paquet (M. Jeannot) souhaitent bonne chance à ce dernier pour les prochaines élections du 14 novembre.

M. Marcel Paquet se présente comme indépendant dans le district (14) Gabriel Sagard. Son

programme électoral se résume à une chose assez spéciale, il fera une campagne vidéovision... Il se promènera avec sa caméra-vidéo et filmera les rues de son quartier et rencontrera ses électeurs à des assemblées de cuisine.





Ville de Montréal

MUNICIPAL ELECTION NOVEMBER 14, 1982

Notice of polling and of nomination of candidates

The polling for the election of the mayor and of the councillors for the fifty-seven electoral districts of the City of Montreal will be held on SUNDAY, the 14 of NOVEMBER 1982.

The polls on this day will be opened from 9:00 a.m. to 7 p.m. The candidates for this election are:

MAYOR

Party	Candidate	Address	Occupation
SCM	Jean BOIS	4364, rue Marguerite	teacher
CCP	Jean BÉGIN	5782, avenue des Patriotes	administrator
SCM	René-Paul FÉNELON	8254, avenue de Gâtineau	transporter
SCM	Edith GUYARD	7341, avenue Caugrain	teacher
SCM	Official agent: Denis Tremblay		
SCM	Katy LE ROUVILLE	4874, rue Chambord	researcher
SCM	Official agent: Michel Proulx		
SCM	François MATHÉ	4823, rue Banguit	researcher

COUNCILLORS BY ELECTORAL DISTRICTS:

District	Candidate	Address	Occupation
No 1 - LaSalle	Louise BEAUREGARD	3223, rue Sherbrooke est, #110-A	nurse
SCM	Charles BÉLLEFleur	3701, avenue des Patriotes	teacher
SCM	Genevieve BÉLLETTE	3477, avenue Paré	administrator
No 2 - Marie-Victoire	Guy BÉGIN	3223, rue Sherbrooke est, #1110B	real estate agent
SCM	Fernand BÉLLEFleur	3733, rue Vau	educator
SCM	François BÉLLETTE	3413, rue Louis Hébert	administrator
No 3 - Longue-Pointe	Hubert BOUVEREAU	3214, avenue de la Brèche	physician
SCM	Luc LAFFITE	3579, rue de la Brèche	physician
SCM	Hubert BOUVEREAU	13408, boulevard Dorchester est	secretary
No 4 - Titusville	Marie-Josée HOUDE	3218, rue Fletcher	teacher
SCM	Steven LATRACIERE	3791, rue Saint-Hubert	accountant-administrator
SCM	Charles VALE	3772, rue French	teacher
No 5 - Sacré-Coeur	Louise BÉGIN	8853, 28ème Avenue	real estate agent
SCM	René FORTIN	4407, rue de Berthelot	administrator
SCM	Josée BÉGIN	4675, rue de Berthelot	electrical contractor
No 6 - Longueuil	Josée BÉGIN	3220, rue Lyot	secretary
SCM	Luc LAFFITE	12020, rue Jean Sauter	nurse
SCM	Hubert BOUVEREAU	8113, rue de Fortin Janson	teacher
No 7 - Parkside	Josée BÉGIN	4448, avenue Marso	information consultant
SCM	René FORTIN	3425, rue Denton #2	pharmacist
SCM	Charles VALE	3425, rue Denton #2	pharmacist
No 8 - Saint-Jacques	Léon CHEVREUIL	3995, rue Saint-Germain	student
SCM	Josée BÉGIN	1918, avenue de LaSalle	supervisor
SCM	Josée BÉGIN	326, rue Dorval	administrator
No 9 - Saint-Jacques	Robert ALLEN	1887, avenue Jeanne d'Arc	professor
SCM	Josée BÉGIN	1925, avenue Jeanne d'Arc	teacher
SCM	Pierre LEBLANC	4370, avenue Jeanne d'Arc	professor
No 10 - Saint-Jacques	Paul BÉGIN	4745, rue Saint-Zotique est	salesman
SCM	Louise BÉGIN	3882, rue Jeanne d'Arc	administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	4821, avenue Ontario	teacher
No 11 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	5426, 10e Avenue	administrator
SCM	Josée BÉGIN	3829 A, rue Dorval	supervisor
SCM	Josée BÉGIN	5873, 4e Avenue	supervisor
SCM	Josée BÉGIN	2811, rue Dorval	researcher
No 12 - de la Rivière	Regina FORTIN	5070, rue Jeanne d'Arc #1	real estate agent
SCM	Josée BÉGIN	3207, 25e Avenue	electrical contractor
SCM	Hubert BOUVEREAU	3368, rue Dorval	student
No 13 - LaSalle	Louise BÉGIN	7443, rue Boyer	professor
SCM	Steven LATRACIERE	8520, rue Des Sources	administrator
SCM	C. René PAUL	854, 10e Avenue	administrator
No 14 - Parc-Parade	Rosée A. LACROIX	7180, 10e Avenue	administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	8825, 10e Avenue	nurse
SCM	William BÉGIN	4183, avenue West Hill	engineer
No 15 - Saint-Jacques	Steve BÉGIN	8882, boulevard Paix	teacher
SCM	René FORTIN	7920, rue Milton	student
SCM	Pierre LEBLANC	1825, avenue de Lorimier	real estate agent
SCM	Hubert BOUVEREAU	7885, rue Milton	teacher
No 16 - Jean-Baptiste	Jean CARRÉ	8121, de la Seine, V.E. d'Anglo	administrator
SCM	Steven LATRACIERE	7420, de la Seine	physiologist
SCM	Hubert BOUVEREAU	11444, rue Talbot	student
No 17 - de la Rivière	Paul BÉGIN	4120, rue Parc Lafontaine	contractor
SCM	Josée BÉGIN	7486, rue Berthelot	garage manager
SCM	Hubert BOUVEREAU	8817, 10e Avenue	garage manager
No 18 - de la Rivière	Fernand BÉLLEFleur	18210, des Patriotes	sales representative
SCM	Hubert BOUVEREAU	18247, avenue Charbon	consultant
SCM	Hubert BOUVEREAU	18273, rue Scottville #2	communications adviser
No 19 - de la Rivière	Stéphane BÉGIN	12480, 80e Avenue	mechanic
SCM	Hubert BOUVEREAU	9420, boulevard Guay est	teacher
SCM	Fernand BÉLLEFleur	8544, rue Parc De la Rivière	sp. st. specialist
No 20 - Fleury	Jean-Pierre BÉGIN	8124, rue Marguerite	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	18810, rue Saint-Charles	director of personnel
SCM	Josée BÉGIN	18448, rue Clark	communications manager
No 21 - de la Rivière	Roger BÉGIN	10000, rue Saint-Denis	insurance broker
SCM	Fernand BÉLLEFleur	10750, rue Maurier	teacher
SCM	Fernand BÉLLEFleur	11882, rue Joseph-Casavant	lawyer
No 22 - de la Rivière	St-CAROL	11140, rue Jeanne Mance	administrator
SCM	Genevieve BÉLLETTE	11480, rue Saint-Nicolas	underwriter
SCM	Genevieve BÉLLETTE	8825, rue Milton	printer and distributor
No 23 - de la Rivière	Jean Y. JARVIS	3101, Place Hélène Soule	engineer
SCM	Hubert BOUVEREAU	4214, rue Ernie Hébert	stationary engineer
SCM	Hubert BOUVEREAU	4418, avenue Harcourt	chartered accountant
No 24 - de la Rivière	Assante BÉGIN	3445, avenue Brodeur	personal management
SCM	Hubert BOUVEREAU	1270, rue de Louvain	editor
SCM	Hubert BOUVEREAU	3294, avenue de Gâtineau	recruiting consultant
SCM	Hubert BOUVEREAU	8290, avenue de Gâtineau	government regulator
No 25 - de la Rivière	S. "MIP" BÉGIN	1821, rue Sherbrooke ouest #D-41	notary
SCM	Hubert BOUVEREAU	8133, avenue de l'Épée #2	submissions
SCM	Hubert BOUVEREAU	8820, avenue de l'Épée #2	submissions
SCM	Hubert BOUVEREAU	8883, rue Boninville #1	submissions
No 26 - Jean-Talbot	Victor CAPPARELLI	7298, rue Marguerite	sales operator
SCM	Hubert BOUVEREAU	3815, rue De Goyne	real estate agent
SCM	Hubert BOUVEREAU	4345, avenue Bélair	stock broker
SCM	Hubert BOUVEREAU	2145, chemin Cambridge	notary
No 27 - de la Rivière	Jean DORÉ	4384, rue Marguerite	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	8408, rue Doré	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3345, rue Saint-Dominique	publisher
SCM	Hubert BOUVEREAU	10255, de Bois de Boulogne	student
No 28 - de la Rivière	Joseph BÉLLE	5207, rue Montrose	author
SCM	Hubert BOUVEREAU	1487, rue Jacques Lemais	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	5010, rue Hampden	university professor

District	Candidate	Address	Occupation
No 29 - de la Rivière	André BÉGIN	8821, rue Lapointe	professor
SCM	Hubert BOUVEREAU	3388, rue de la Rivière	transporter
SCM	Hubert BOUVEREAU	7320, rue Caugrain	transporter
No 30 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	1285, rue Ontario est	contractor
SCM	Hubert BOUVEREAU	738, rue Montclair #701	electrician
SCM	Hubert BOUVEREAU	5455, avenue Des Sources	electrician
No 31 - de la Rivière	André BÉGIN	1287, Beaudin est	professor
SCM	Hubert BOUVEREAU	1425, avenue Des Sources	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	1488, rue Marguerite #6	information technician
No 32 - de la Rivière	Genevieve BÉLLETTE	3820, rue Guy #18	social worker
SCM	Hubert BOUVEREAU	7130, rue de la Rivière #1	designer
SCM	Hubert BOUVEREAU	4820, avenue Hôt-de-Ville	manager
No 33 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3285, rue Dorval	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	3285, rue Dorval	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	3285, rue Dorval	teacher
No 34 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	114, rue Dorval #2	student
SCM	Hubert BOUVEREAU	380, rue Dorval	student
SCM	Hubert BOUVEREAU	3420, avenue Victoria	contractor
No 35 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	8275, rue de Lorimier	researcher
SCM	Hubert BOUVEREAU	4815, rue Marguerite	professor
SCM	Hubert BOUVEREAU	5121, rue Saint-André	teacher
No 36 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	8817, rue Saint	office officer
SCM	Hubert BOUVEREAU	3818, rue Saint-André est	secretary
SCM	Hubert BOUVEREAU	3420, rue Saint-André	administrator
No 37 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3285, boulevard Guay est	real estate administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	327, rue Saint-André	real estate administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	3285, rue Dorval	real estate administrator
No 38 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	2124, rue de la Rivière	chartered accountant
SCM	Hubert BOUVEREAU	2128, rue Beaudry	contractor
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue Saint-Denis #2	teacher
No 39 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3421, rue De la Rivière #2	historical administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	4285, avenue Montrose, West	administrator
SCM	Hubert BOUVEREAU	3275, rue De la Rivière	student
No 40 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3815, rue Saint-André	contractor
SCM	Hubert BOUVEREAU	3424, rue de l'Épée	project manager
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	real estate broker
SCM	Hubert BOUVEREAU	875, chemin Paré	real estate broker
No 41 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3124, rue Taylor	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	1288, avenue Dorval	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	11480, avenue Dorval	journalist
No 42 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3441, rue Paré	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	3445, rue Paré	teacher
SCM	Hubert BOUVEREAU	3445, rue Paré	teacher
No 43 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 44 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 45 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 46 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 47 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 48 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 49 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 50 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 51 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 52 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 53 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 54 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 55 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 56 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 57 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 58 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 59 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 60 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 61 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 62 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 63 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 64 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 65 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 66 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 67 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 68 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 69 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
No 70 - de la Rivière	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist
SCM	Hubert BOUVEREAU	3825, rue de la Rivière	journalist

Le sondage Sorecom-LE DEVOIR (3)

Les Montréalais font des reproches aux gouvernements de Québec et d'Ottawa

par Alain Duhamel

D'une manière générale, les Montréalais tiennent les gouvernements du Canada et du Québec responsables des mauvaises relations avec leur administration municipale et souhaiteraient que ces gouvernements s'intéressent plus à Montréal.

Une majorité des Montréalais, 50,2%, estiment que le gouvernement de Québec et la Ville de Montréal se sont plutôt mal entendus, un quart croient que les rapports demeurent bons et 23,9% ne formulent aucun jugement.

Un tiers des Montréalais affirment que le gouvernement du Canada et la Ville de Montréal se sont plutôt mal entendus, 30,4% croient qu'ils s'entendent bien et 36,1% ne formulent aucun jugement.

Ces données proviennent d'un sondage d'opinion réalisé par la maison Sorecom pour le compte du DEVOIR, de la station de radio CJMS et pour l'émission *L'objectif* à Radio-Québec, auprès de 461 électeurs montréalais entre le 12 et le 14 octobre, un mois avant les élections du 14 novembre.

Une première tranche des résultats, publiée mardi dans notre édition, révélait un degré de satisfaction élevé des électeurs à l'égard de l'administration municipale. Une deuxième tranche, publiée hier, indiquait que le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, avait une bonne avance dans les intentions de vote sur ses deux concurrents, MM. Henri-Paul Vignola, du Groupe d'action municipale (GAM) et Jean Doré, du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM).

Quand ils jugent les relations entre leur Ville et les gouvernements, les Montréalais ont tendance à se ranger du côté de leur administration municipale. Ils accordent plus facilement le mérite de bonnes relations à leur administration municipale et imputent

la cause de mauvaises relations aux gouvernements de Québec et d'Ottawa.

Ainsi, quand les relations sont jugées bonnes entre Montréal et Ottawa, 31% des répondants en attribuent le mérite à l'administration municipale, 21% au gouvernement canadien et 34% aux deux; quand les relations sont jugées mauvaises, 53% des répondants en imputent la faute à Ottawa, 11% à l'administration municipale et 26% aux deux. 10% des répondants ne donnaient aucune réponse.

À l'égard du gouvernement de Québec, le jugement des électeurs est plus nuancé. Quand les relations sont jugées bonnes, 34% en attribuent le mérite au gouvernement québécois, 27% à l'administration municipale et 29% aux deux; quand les relations sont jugées mauvaises, 15% des répondants en imputent la faute à l'administration municipale, 48% au gouvernement québécois et 27% à l'un et à l'autre. 10% ne donnent aucune réponse.

Un peu plus grand nombre de Montréalais souhaiterait que les gouvernements de Québec et d'Ottawa se mêlent des affaires de leur ville. Pour 33% d'entre eux, le gouvernement québécois ne s'est pas impliqué suffisamment, 31% estiment qu'il s'implique assez et 14% estiment qu'il s'en mêle trop.

Le gouvernement canadien, estime 35% des répondants, ne s'implique pas suffisamment dans les affaires de l'administration municipale; 30% jugent sa présence suffisante tandis

que 6% affirment qu'il s'en mêle trop.

En prenant connaissance de ces résultats, le maire de Montréal y a vu un appui à son approche plus discrète des gouvernements d'Ottawa et de Québec. M. Drapeau ne s'engage pas fréquemment dans «des débats inutiles» avec les gouvernements et n'entretient pas avec eux de polémiques sur la place publique, ce qui ne l'empêche pas de manifester son opposition à certaines initiatives gouvernementales à l'occasion d'une commission parlementaire, par exemple.

Le printemps dernier, M. Drapeau s'est opposé au projet de loi sur la Communauté urbaine de Montréal en commission parlementaire, mais le gouvernement n'a rien retenu du point de vue montréalais. Après les élections, les villes de banlieue et la ville de Montréal seront assujetties à la nouvelle loi de la CUM.

1. — Entente entre les gouvernements		
	Montréal/Québec	Montréal/Ottawa
	%	%
Plutôt bien...	25	30
Plutôt mal	50	33
Ne sait pas	24	36

2. — Qui en est le responsable?						
	Montréal	Québec	Les 2	Montréal	Ottawa	Les 2
	%	%	%	%	%	%
Si plutôt bien	27	34	29	31	21	34
Si plutôt mal	15	48	27	11	53	26

3. — Niveau d'implication des gouvernements du Québec et d'Ottawa dans les affaires de l'administration de Montréal.		
	Québec	Ottawa
	%	%
Trop	14	6
Juste assez	31	30
Pas assez	33	35
Ne sait pas	22	27
Refus	—	1

Montréal doit faire un effort hors du commun pour sortir de la crise (Doré)

Une éventuelle reprise économique au Canada n'aurait que peu d'effet à Montréal si,

dès maintenant, l'administration municipale néglige de mettre en place une stratégie de développement résolument orientée vers l'industrie de pointe et la recherche scientifique.

«Montréal est depuis vingt ans une ville en déclin sur le plan économique», a affirmé M. Jean Doré, candidat au Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) à la mairie à l'occasion d'une causerie, hier, au club Kiwanis Saint-Laurent.

«Si nous n'y prenons garde, nous pourrions fort bien nous retrouver à voir les autres profiter de la reprise économique en nous contentant de regarder passer le train. En clair, cela signifie que la tendance de Montréal à perdre du terrain sur le plan économique prend plus d'importance, à la longue, que les variations cycliques de l'économie.»

Montréal reste toujours un carrefour exceptionnel des transports et pourrait mettre en valeur tout son potentiel si, par exemple, son port constituait une zone franche où les entreprises pourraient y entreposer, monter, calibrer et emballer des marchandises à destination de tout le continent.

M. Doré note que 72% de l'emploi à Montréal se trouve dans le secteur tertiaire et des services. Il note aussi que la population des jeunes de 35 ans et moins atteint un niveau de scolarité qui dé-

passé celui de Toronto. Un tel bassin de compétences devrait tout naturellement inciter à pousser le plus possible le développement de l'industrie dans les secteurs de pointe, le développement de la recherche dans les sciences et la technologie.

Le RCM, s'il détenait le pouvoir à l'hôtel de ville, donnerait à la Commission d'initiative et de développement

économique (CIDEM) un nouveau mandat afin qu'elle mette sur pied un centre d'innovation avec le concours des universités et des milieux d'affaires.

Le RCM privilégierait l'implantation d'industries de pointe sur les terrains des usines Angus, dans l'est de la ville, reliés au port de Montréal par une voie ferrée.

Lamarre confie au vérificateur le soin d'instituer une enquête

Le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, a confié au vérificateur général de la Ville le soin d'instituer une enquête relativement à une subvention que le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) juge irrégulière.

Plus tôt cette semaine, le RCM a demandé à la Commission municipale d'enquêter afin de déterminer si une subvention de \$127,800 n'aurait pas été versée irrégulièrement, l'an dernier, à une compagnie dont l'un des mandataires, M. Georges E. Lemay, est aussi le beau-frère de M. Lamarre.

«Ce programme de subventions n'est pas discrétionnaire. Tout le dossier a cheminé régulièrement», a dit M. Lamarre qui, a-t-il affirmé, a pris connaissance pour la première

fois cette semaine de cette affaire.

Dès qu'un bâtiment est jugé impropre à l'habitation, le propriétaire a droit à une subvention à la démolition et à la reconstruction. Les procédures pour l'obtenir suivent alors un déroulement mécanique sans que le comité exécutif n'ait à exercer quelque discrétion que ce soit. Tout au plus, sur présentation d'un certificat du trésorier de la Ville, autorise-t-il l'émission d'un chèque.

Le RCM affirmait qu'aucun document au dossier ne permettait de croire que les trois bâtiments démolis, avenue Docteur-Penfield étaient inhabitables. Un rapport d'un fonctionnaire du Service de la restauration des logements, en date du 7 août 1981, affirme que les bâtiments ne conviennent plus à l'habitation. Sur la foi de ce rapport, qui n'a pas été versé au dossier des archives municipales, le directeur du Service de la restauration a recommandé de verser la subvention.

Ces trois bâtiments situés

au 1529, 31 et 33 avenue Docteur-Penfield, construits en brique vers 1923, se trou-

vent dans l'aire de protection d'un monument classé, la maison Greensields-Pachany.

183 candidats brigueront les suffrages à Montréal

Les quelque 700,000 électeurs montréalais devront choisir entre 183 candidats le 14 novembre prochain afin de constituer un nouveau conseil municipal.

À la clôture des présentations, hier midi, à l'hôtel de ville, six personnes se présentaient à la mairie et 177 dans les districts électoraux. Les trois partis politiques reconnus ont présenté des candidats à tous les postes.

À la mairie, M. Jean Drapeau, du Parti civique de Montréal (PCM) sollicite un neuvième mandat et affronte M. Jean Doré, du Ralliement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM). Henri-Paul Vignola, du Groupe d'action municipale (GAM), et trois indépendants: M. Gilles Gervais, traducteur, Mme Patricia Métiévier, recherchiste, et Mme Katy Le

Rougetel qui, bien que indépendant officiellement, se présente sous l'étiquette de la Ligue ouvrière révolutionnaire.

Dans les districts électoraux, le PCM présente quatre femmes, le RCM et le GAM, douze chacun. Dans un district, celui de Louis-Riel (no 1), trois femmes s'affrontent: Mme Carmen Millette, pour le PCM, conseiller sortant, Mme Claudette Bélanger, pour le RCM, et Mme Lorraine Beauregard, pour le GAM. Mme Bélanger est la voisine du maire de Montréal, avenue des Plaines, dans la Cité jardin.

Six personnes se présentent à titre d'indépendants dans les districts électoraux. On les retrouve surtout dans des districts où les groupes ethniques ont une importance significative dans

la composition de l'électorat.

M. Drapeau n'a pas de colistier. Le candidat du GAM, M. Henri-Paul Vignola en a choisi un, M. Jean Des Trois Maisons, dans le district Saint-Sulpice (no 24) et le candidat du RCM, M. Jean Doré, en a un, M. Claude Grégoire, dans le district Octave-Crémazie (no 27). Les candidats à la mairie ayant un colistier pourront siéger au conseil municipal advenant la victoire de leur colistier dans son district et leur défaite à la mairie.

Tous les candidats qui auront obtenu au moins 20% des voix du candidat élu auront droit à un remboursement équivalant à la moitié de leurs dépenses électorales. Depuis hier, les candidats sont assujettis aux lois régissant les dépenses en campagne électorale.

SIX ASPIRANTS A LA MAIRIE

177 candidats se disputent les 57 sièges de Montréal

■ Cent-soixante-et-dix-sept candidats se disputent les 57 sièges du Conseil municipal de Montréal aux élections du 14 novembre.

Chacun des trois partis municipaux — Parti civique, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal et le Groupe d'action municipale — auront des candidats dans chacun des 57 districts électoraux et la liste complète présentée hier midi à l'hôtel de ville par le président des élections, M. Marc Boyer, comprend en outre six candidats indépendants.

DENIS MASSE

À la mairie, il y aura six candidats. L'ordre alphabétique des candidats aura placé le chef du RCM, Me Jean Doré, en tête des bulletins de vote qui seront remis aux électeurs. Il est suivi de Me Jean Drapeau, chef du Parti civique, et de M. Henri-Paul Vignola, porte-étendard du GAM.

Suivent ensuite les noms de trois candidats indépendants : Gilles Gervais, 34 ans, traducteur (à la pige), qui entend mener une campagne nationale pour mobiliser les Canadiens contre la dépression; Katy Le Rougetel, 24 ans, machiniste (chez Rolls-Royce), porte-couleurs de la Ligue ouvrière révolutionnaire, un groupuscule de 100 disciples, et Patricia Métivier, recherchiste, qui avait recueilli un peu plus de 3,000 votes aux élections de 1974 et qui prône une plus grande démocratie à l'hôtel de ville.

Il s'en est fallu de peu qu'il y ait un septième candidat. Jovan Lop-

ic-Lopitza, sans emploi connu, coiffé d'un grand chapeau de cowboy de feutre noir, a tenté de convaincre le président des élections de l'accepter sur les rangs, mais ne fut pas écouté parce qu'il n'avait pas versé les \$200 de dépôt exigés. Originaire du Montenegro, Lopitza a expliqué qu'il aurait dû être admis puisque ses revenus se situaient au-dessous du seuil de pauvreté. Ses récriminations ont nécessité l'intervention en douce des gardiens de sécurité.

Aucun des trois candidats des grands partis n'était présent hier à la proclamation des candidats énoncée par M. Boyer dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville.

Aux dernières élections de 1978, 169 candidats briguaient les suffrages dans 54 districts, et cinq candidats se faisaient la lutte à la mairie.

S'il est élu le 14 novembre, M. Drapeau serait le maire le plus âgé à détenir ce poste dans toute l'histoire municipale de Montréal. En 1889, M. Jacques Grenier avait été élu maire à l'âge de 66 ans et un mois, tandis que M. Drapeau a eu 66 ans en février dernier. Par contre, le chef actuel du Parti civique avait 38 ans lorsqu'il fut élu pour la première fois en 1954.

29 femmes sur les rangs

S'il y a deux femmes qui briguent le poste de maire, on en compte pas moins de 27 qui sollicitent un poste de conseiller.

Dans le seul district de Louis-Riel (no 1), la lutte se fait entre trois femmes : Lorraine Beauregard, du GAM; Claudette Bélan-

ger, du RCM, et Carmen-G. Millette, du PC.

On compte quatre femmes au Conseil municipal actuel et l'une d'elles, Mme Justine Santenne, est membre du Comité exécutif.

Co-listiers

La lutte est à surveiller dans au moins deux districts où les chefs de parti, Doré et Vignola, ont des co-listiers. Cette manoeuvre pourrait permettre l'accès des chefs de parti au Conseil s'ils mordaient la poussière et que leur co-listier était élu. Me Drapeau a refusé de se donner un co-listier.

M. Jean Des Trois Maisons est co-listier de M. Vignola dans le quartier Saint-Sulpice (no 24) et M. Claude Grégoire est co-listier de Me Doré dans Octave-Crémazie (no 27).

Pour enlever le siège au tandem Vignola-Des Trois Maisons, le RCM compte sur Mme Annette Duhamel, qui a joué un rôle de premier plan dans la lutte à la taxation l'automne dernier, et le Parti civique sur M. Réal Laramée, détenteur actuel du siège.

Dans Octave-Crémazie, le tandem Doré-Grégoire fait la lutte à Nicole Gagnon-Larocque, du Parti civique, et le GAM a placé ses espoirs dans un étudiant, Michel Magnan.

Les points chauds demeurent évidemment les deux seuls districts de Montréal qui n'avaient pas été de représentants du Parti civique aux dernières élections, soit le district Peter McGill (no 41) où Nick Auf der Maur sollicite un nouveau mandat contre Dominique Neuman, recherchiste parlementaire,

pour le RCM, et André Rousseau, rentier, pour le Parti civique.

Quant à Michael Fainstat, seul élu du RCM aux dernières élections, dans le quartier Confédération (no 48), il sera opposé à Edward Fellmann, restaurateur, pour le GAM, et George T. Hayes, ingénieur, pour le Parti civique.

Boulangier vs Vanier

Une élection palpitante est prévue dans le quartier de la Rousselière (no 56) où un « gros nom », celui de Prosper Boulangier, porte les couleurs du GAM contre l'ex-maire de Pointe-aux-Trembles, Maurice-H. Vanier, représentant le Parti civique. M. Boulangier revient sur la scène de la politique municipale après avoir été député fédéral, tandis que M. Vanier, un prêtre, a mené la campagne d'annexion de sa ville à la métropole.

N'est pas dénuée d'intérêt non plus l'élection dans le quartier Mont-Royal (no 53) où le président du GAM, Gaspard Fauteux, tente de se faire élire contre Pierre-Yves Melançon, du RCM, et le Dr Edmond Synnott, du Parti civique.

C'est un peu le même cas qui se présente dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (no 39) où le président du RCM, M. Jean Roy, sollicite un mandat. Il fait face à Michel Bédard, du GAM, et Richard Godin, du Parti civique.

Enfin, un vif intérêt entoure l'élection de Mme Justine Santenne dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce (no 49) où elle a un adversaire de taille en la personne d'Arnold Bennett, l'un des stratèges du RCM.

ÇA VA BARDER !

CETTE HISTOIRE DE
\$127.000 ET DU BEAU
FRÈRE DE LAMARRE...
S'IL A CHOSE EST
RÉELLE...



... APRÈS UNE ENQUÊTE
QUI SERA MENÉE
RONDEMENT ET QUI
DÉBUTERA SANS PLUS
TARDER...



JE VOUS PRIE DE CROIRE QUE
CE SERA TIRÉ AU CLAIR ET
QUE JE PRENDRAI DES MESURES
D'UNE EXTREME SEVERITE
CONTRE LE OU LES RESPONSABLES



TOUT DE SUITE
APRÈS MA RÉÉLECTION.



LE RCM S'ENGAGE À CONVOQUER UN SOMMET ÉCONOMIQUE Doré presse Québec et Ottawa de venir en aide à la métropole

■ Le candidat à la mairie de Montréal pour le RCM croit qu'il est plus que temps que Québec et Ottawa se penchent sur la situation économique précaire de la métropole.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Pour forcer les deux gouvernements supérieurs à venir s'asseoir à une même table, Jean Doré, du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, a déclaré hier qu'une fois maire il convoquera un sommet économique. « Il est temps, dit-il, que cessent les conflits Ottawa-Québec sur le dos de Montréal. » Il a pris cet engagement alors qu'il présentait le premier volet des promesses du RCM en matière de développement économique, devant des membres du club Kiwanis Saint-

Laurent. La deuxième partie des engagements économiques de ce parti sera rendue publique demain.

Une fois élu, Me Doré se fera « commis-voyageur » de Montréal, « mais cette fois-ci, non pas pour endettier la Ville, mais plutôt pour consolider sa situation financière et assurer son développement ». Il a poursuivi en ces termes : « Comme il y a vingt ans, l'élection du Parti civique a constitué pour Montréal un déblocage et un progrès, je crois qu'à l'aube des années 1980, c'est le RCM qui est le mieux équipé pour faire face aux nouveaux défis et pour redonner à Montréal la place qui lui revient. »

Une fois la relance économique assurée, et, selon lui, il faut la provoquer et non attendre qu'elle arrive, un gouvernement RCM mettra en oeuvre une politique de ré-

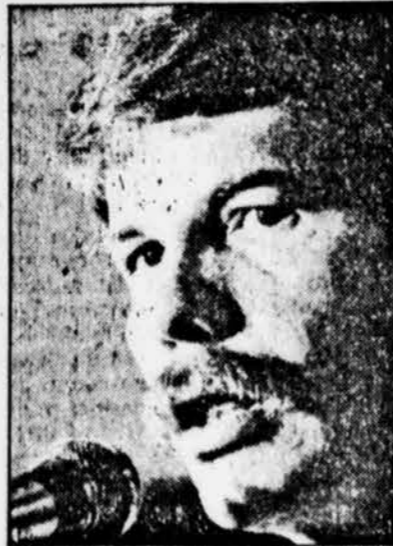


photo Pierre Côté, LA PRESSE

Jean Doré, candidat du RCM
à la mairie

novation domiciliaire visant les 100,000 logements pour lesquels il est actuellement urgent d'entreprendre d'importants travaux.

Un gouvernement municipal dirigé par Jean Doré fera en sorte d'utiliser au maximum les avantages du port de Montréal. « Pour ce faire, explique-t-il, le RCM entend créer, de concert avec les autres niveaux de gouvernement, une zone franche dans et autour du port. Cette zone permettra aux entreprises qui désirent faire le montage, l'entreposage, le calibrage ou l'emballage de produits en transit de s'installer à Montréal et d'y créer des emplois. »

A ceux qui se demandent comment fera le RCM pour financer tous ces projets, Me Doré répond qu'il s'agit simplement de réaffecter certaines sommes d'argent déjà prévues dans le budget municipal.



Ville de Montréal
ÉLECTION MUNICIPALE
14 NOVEMBRE 1982

AVIS de scrutin et de mise en candidature

Le scrutin pour l'élection du maire et des conseillers des cinquante-sept districts électoraux de la Ville de Montréal sera tenu le DIMANCHE, 14 NOVEMBRE 1982.
Les bureaux de scrutin seront ouverts ce jour-là de 9:00 à 19:00 heures.

Les représentants officiels des partis politiques sont:

PARTI CIVIQUE DE MONTRÉAL
RASSEMBLEMENT DES CITOYENS
ET CITOYENNES DE MONTRÉAL
GROUPE D'ACTION MUNICIPALE

M. Marcel Brouillé

Mme Barbara Lapierre
 M. A. David Schulman

Les candidats indépendants ont été autorisés par le directeur général du financement des partis politiques.



VOTE PAR ANTICIPATION

Les bureaux de vote par anticipation seront ouverts dans chacun des districts électoraux les dimanche et lundi 7 et 8 novembre 1982 de 14 à 22 heures, aux endroits désignés ci-dessous. Ces bureaux de vote par anticipation sont accessibles aux handicapés.

Peuvent voter par anticipation: les officiers d'élection, une personne handicapée, ou toute personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de la ville ou incapable de voter le jour du scrutin.

Adresses des bureaux de vote par anticipation

District	Endroit	Adresse
No 1—Louis-Riel	Maison privée	6611A, François-Borin
No 2—Marie-Victorin	Centre de loisirs A. Desjardins	6733, 36e Avenue
No 3—de Longue-Pointe	Centre Serge-Laprade	6905 est, Notre-Dame
No 4—de Tétrouville	Résidence Yinet	9533, Hochelaga
No 5—Honoré-Beaugrand	Frères de la Charité	7979 est, Sherbrooke
No 6—Langelier	Chalet du parc J.-Amyot	6110, de Marseille
No 7—Préfontaine	Résidence Maisonneuve	2360, Nicolet
No 8—de Maisonneuve	Paroisse St-Barnabé-Apôtre	4570, Adam
No 9—de Hochelaga	Église St-Rédempteur	1487, Aylwin
No 10—Bourbonnière	Paroisse Ste-Bibiane	3303, Dandurand
No 11—de Rosemont	Paroisse St-Esprit de Rosemont	5465, 5e Avenue, Rosemont
No 12— Étienne-Desmarceau	Église St-Jean-Vianney	6421, 25e Avenue, Rosemont
No 13—Louis-Hébert	Ex-poste de police	6701, de Lorimier
No 14—François-Perreault	Habitation Laura Canon	3000 est, Jean-Talton

No 15—Gabriel-Sagard	Local commercial	2569 est, Jean-Talton
No 16—Jean-Rivard	Com. chrétienne Saint-Bernardin-de-Sienne	7930, 9e Avenue, Rosemont
No 17—de Saint-Michel	Habitation des Carrères	8605, St-Michel
No 18— de Sault-au-Récollet	Habitation Les Hirondelles	7330, Fleury
No 19— de Rivière-des-Prairies	V.D.M. (Hôtel de Ville R.D.P.)	12155, Rivière-des-Prairies
No 20—Fleury	Résidence Bartholome du Tremblay	1635 est, Gouin
No 21—d'Ahuntsic	Habitation d'Auteuil	253 est, Henri-Bourassa
No 22—de l'Acadie	Habitation de Salaberry	2175, de Salaberry
No 23—de Cartierville	Com. chrétienne Notre-Dame-du-Bel-Amour	7030 ouest, Gouin
No 24—de Saint-Sulpice	Centre Henri-Julien	9300, Saint-Denis
No 25—de Parc-Extension	Habitation J. Valet	8445, Bloomfield
No 26—Jean-Talton	Habitation Jean-Talton	7255, Durocher
No 27—Octave-Crémazie	Com. Chrétienne Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus	8200A, Saint-Hébert

No 28—de Villeroy	Chalet du parc de Normanville	7470, de Normanville
No 29—Jarry	Résidence de Pontbriand	600, Villeroy
No 30—de Saint-Édouard	Habitation Beaubien	525 est, Beaubien
No 31—du Père-Marquette	V.D.M.	1453 est, Beaubien, #200
No 32—de Mile End	Habitation Drolet	325 est, Laurier
No 33—Laurier	Centre Lucie-Bruneau	2255 est, Laurier
No 34—Jeanne-Mance	Local commercial	12 est, St-Joseph
No 35—du Pl. Mont-Royal	Local commercial	1600 est, Marie-Anne
No 36—de Lorimier	V.D.M.	2165 est, Mont-Royal
No 37—de Sainte-Marie	Par. St-Vincent-de-Paul	2310 est, Ste-Catherine
No 38—de Saint-Jacques	Église Ste-Catherine d'Alexandrie	1695, Saint-Timothée
No 39—de St-Jean-Baptiste	Corp. d'hébergement du Québec	455, Charrier
No 40—de Ville-Marie	Habitation Jeanne- Mance	200 est, Ontario
No 41—Peter McGill	Habitation du Fort	2101 ouest, Dorchester
No 42—du Pte-St-Charles	Bibliothèque St-Charles	1030, Hibernia
No 43—de Saint-Henri	Habitation Charlebois	4450, Saint-Jacques
No 44—de Saint-Paul	Centre Marie-Uguy	6032, Monk

No 45—Ésard	Habitation Montmagny	6245, Jogues
No 46—D'Arcy	Habitation St-Raymond	5605, de Upper Lachine
No 47—de Loyola	Ass. montréalaise pour les aveugles	7010 ouest, Sherbrooke
No 48—de la Confédération	Knox Crescent	6225, Godfréy
No 49—N-Dame-de-Grâce	Manoir Notre-Dame- de-Grâce	4060, Décarie
No 50—de Snowdon	St-Maloch's Parish	5330A, Clarendon
No 51—de la Côte-des-Neiges	Canadian Jewish Hosp.	5750, chemin de la Côte- des-Neiges
No 52—Derlington	Chalet du parc Kent	3220, Appleton
No 53—de Mont-Royal	Local commercial	5780, Decelles, app. 320
No 54—Victoria	Résidence Plomondon	6530, Victoria
No 55—de P.-aux-Trembles	Habitat des Pointeliers- O.H.M. Pte -aux-Trembles	860, St-Jean-Baptiste
No 56—de la Rousseillère	Centre François- Saguenot	13687, Forryth, P.A.T., s.s.
No 57—de Bout-de-l'Île		13926 est, Notre-Dame

Votre droit de vote est fondamental. Exercez-le le 14 novembre.

Pour renseignements, s'adresser au bureau du Président d'élection: **872-5130** ou **872-4322**.

Le Président d'élection de la Ville de Montréal

Maire:

Les candidats à cette élection sont:

Parti	Candidats	Adresse	Occupation
RCM PCiv	Jean DORÉ Jean DRAPEAU Henri-Paul VIGNOLA Gilles GERVAIS Agent officiel: Denis Tremblay	4384, rue Marquette H2J 3X8 5700, avenue des Plaines 9294, avenue de Galinée 7341, avenue Casgrain	avocat administrateur administrateur traducteur
IND.	Katy LE ROUGETEL Agent officiel: Michel Prairie	4271, Chambord	machiniste
IND.	Patricia METIVIER Agent officiel: J. P. Lamoureux	2083, rue Sanguinet	recherchiste
Conseillers par district électoral:			
Parti	Candidats	Adresse	Occupation
No 1 — Louis Riel GAM RCM PCiv	Lorraine BEAUREGARD Claudette BÉLANGER Carmen G. MILLETTE	5333, rue Sherbrooke est #159-A 5701, av. des Plaines 6477, av. Pérodeau	infirmière avocate administrateur
No 2 — Marie-Victorin GAM PCiv RCM	Georges BERGERON Fernand DESJARDINS France ROBILLARD	5333, rue Sherbrooke est #1310B 5753, rue Viau 6413, rue Louis-Hémon	courtier en immeuble éducateur administratrice
No 3 — de Longue-Pointe RCM PCiv GAM	Nicole BOUDREAU Luc LARIVÉE Nola POIRIER	2214, av. de la Bruère 3579, rue Sainte-Catherine est, #1 12409, boul. Dorchester est	mère de famille médecin secrétaire
No 4 — de Tétréauville GAM RCM PCiv	Marie-Réjeanne HOUDE Simon LATRAVERSE Claude VARIN	3210, rue Fletcher 3701, rue Saint-Hubert 2772, rue French	professeur économiste-administrateur marchand
No 5 — Honoré-Beaugrand GAM RCM PCiv	Louis BENSICS Denis FAUBERT Jacques MARTINEAU	6353, 28e Avenue 4407, rue de Bordeaux 8270, rue de Marseille	agent d'immeuble administrateur entrepreneur électricien
No 6 — Langelier RCM GAM PCiv	André BÉLANGER Hélène LEFEBVRE Michel MORIN	3220, rue Lyall 12020, rue Jean-Bouillet 9115, rue de Forbin Janson	sociologue infirmière professeur
No 7 — Préfontaine RCM PCiv GAM	Janine DALAIRE Normand LUSSIER Claude MARSOLAIS	4446, avenue Meirose 3425, rue Davidson #2 3424, rue Aylwin	agent d'informations pharmacien journalier
No 8 — de Maisonneuve RCM GAM PCiv	Lison CHEVREFILS Jacques LAVOIE André ROY	2090, rue Saint-Germain 1818, av. de Lasalle 2385, rue Dézery	étudiante homme d'affaires administrateur
No 9 — de Hochelaga RCM GAM PCiv	Robert AUBIN Jean GUIMOND Pierre LORANGE	1867, av. Jeanne-d'Arc 1835, av. Valois 4370, av. Jeanne-d'Arc	professeur commerçant bijoutier-sertisseur
No 10 — Bourbonnière PCiv GAM RCM	Paul BEAUCHEMIN Lucien CHAGNON Michel FAMELART	4745 est, rue Saint-Zotique 3600, rue Joliette 4621, av. Orléans	vendeur administrateur botaniste
No 11 — de Rosemont RCM GAM PCiv IND.	Michel LEMAY Gilles PARE Jean TROTTIER André TREMBLAY	5424, 10e Avenue 2629A, rue Dandurand 5573, 4e Avenue 2611, rue Dandurand	administrateur naturothérapeute éducateur chauffeur-messager
No 12 — Étienne-Desmarais GAM PCiv RCM	Eugénia HUMCHACK Jean-K. MALOUF Gisèle SIMARD	5070, rue Jeanne-d'Arc app. 1 6307, 25e Avenue 3858, rue Dandurand	agent d'immeuble entrepreneur électricien économiste
No 13 — Louis-Hébert RCM GAM PCiv	Louise GOULET Marc LEBEAU R. René PARIS	7443, rue Boyer 6539, rue des Écoles 6394, 1ère Avenue	professeur administrateur administrateur
No 14 — François-Perrault PCiv RCM GAM	Rocco A. LUCCISANO Roland MASSON William SIEMIENSKI	7160 10e Avenue 8828, 10e Avenue 4193, av. West Hill	administrateur rentier ingénieur
No 15 — Gabriel-Sagard PCiv RCM GAM IND.	Marc BEAUDOIN Consolato GATTUSO Pierre HAREL Marcel PAQUET Agent officiel: Marcel Roberge	6692, boul. Pie-IX 7260, rue Molson 7564, av. de Lorimier 7025, rue Molson	avocat étudiant agent de voyages commerçant
No 16 — Jean-Rivard GAM RCM PCiv	Jean CARON Daniel LAUZON Ernest ROUSSILLE	6131, de la Seine, VII. d'Anjou 7420, 6e Avenue 11444, rue Tolhurst	administrateur politologue industriel
No 17 — de St-Michel GAM RCM PCiv	Paul JONASSEN Antonio MARTINO Raymond RAIL	4130, rue du Parc-Lafontaine 7455, rue Bordeaux 6917, 13e Avenue	consultant étudiant en droit garagiste
No 18 — de Saull-su-Pécollet PCiv GAM RCM	Fernand JOUBERT Nicola SABELLI Marielle SEGUIN	10510, des Prairies 10247, av. Charton 10375, rue Sackville #2	représentant consultant conseillère en communications
No 19 — de Rivière-des-Prairies RCM PCiv GAM	Stefano DI PISA Claude FRIÈRE Fernando SPAFOLISANO	12480, 60e Avenue 8493 boul. Gouin est 8044, rue Paul De Maurel	mécanicien marchand technicien sportif
No 20 — Fleury RCM PCiv GAM	Jean-Pierre DIONNE Michel HAMELIN Jacques PATOINE	8134, rue Marquette 10910, rue Saint-Charles 10445, rue Clark	avocat directeur personnel gestionnaire en communication
No 21 — d'Ahuñtaic PCiv GAM RCM	Roger SIGOUIN François C. THIVIERGE Pierre-Louis TRUDEAU	10090, rue Saint-Denis 10750, rue Meunier 11282, rue Joseph-Casavant	courtier d'assurance avocat avocat
No 22 — de l'Acadie RCM GAM PCiv	Gil CARDINAL Georges S. GARABEDIAN Germain ROY	11140, rue Jeanne-Mance 11480, rue de Saint-Réal 6830, rue Métivier	administrateur assureur-vie peintre-décorateur
No 23 — de Cartierville PCiv RCM GAM	Jean V. ARPIN Donald ENGLAND Paul GUAY	3101, Place Hélène-Boulié 6214, rue Émile-Nelligan 4418, avenue Harvard	ingénieur mécanicien de machines fixes comptable agréé
No 24 — de Saint-Sulpice RCM PCiv GAM GAM	Annette DUHAMEL Réal LARAMÉE Henri-Paul VIGNOLA Jean DES TROIS MAISONS	5445, avenue Brodeur 1270, rue de Louvain 9394, av. de Galinée 9290, av. de Galinée Collistier	gestion de personnel, relations de travail spécialiste en marketing administrateur conciliateur gouvernemental
No 25 — de parc Extension PCiv GAM RCM IND.	Demetrius «Jim» MANOLAKOS Sofoklis RASOULIS Elpis SANTAS Panayiotis (Peter) KYRIACOU	1321 rue Sherbrooke ouest #D-41 8133, de L'Épée #2 8620, av. de l'Épée app. 3 8693, rue Bloomfield #1 Agent officiel: Lowell Thibert	notaire homme d'affaires dessinatrice homme d'affaires
No 26 — Jean-Talon RCM GAM PCiv IND.	Vittorio CAPPARELLI Gino GENTILE George SAVOUDAKIS Nicola L. CORBO	7298, rue Marquette 5915, rue De Seigne, VII. St-L. 4345, av. Benny 2145, chemin Cambridge, VII. Mt-R. Agent officiel: Mario E. Laittoni	tourneur courtier en immeuble courtier notaire
No 27 — Octave-Crémazie RCM RCM PCiv GAM	Jean DORÉ Claude GRÉGOIRE Nicole GAGNON-LAROCQUE Michel MAGNAN	4384, rue Marquette 8406, rue Drolet Collistier 8345, rue Saint-Dominique 10205, de Bois-de-Boulogne #411	avocat contremaître éditeur étudiant

No 28 — de Villerey	RCM PCiv GAM	Joseph BIELLO Jocelyne MÉNARD Giampaolo SASSANO	5207, rue Monsabré 1497, rue Jacques-Lemaître 5010, rue Hampton	vérificateur avocat professeur d'université
No 29 — Jarry	RCM PCiv GAM	André BERTHELET Arthur GAGNON René ROGER	8081, rue Lajeunesse 5380, rue de Louisbourg 7538, rue Casgrain	professeur marchand agent de transport
No 30 — de Saint-Édouard	RCM PCiv GAM	Marcel BERNIER Jean LA ROCHE Estelle PERRON	1203, rue Ontario est 720, rue Montpellier #701 V. St-L. 6490, av. des Sapins	animateur chiropraticien technicienne en électronique
No 31 — du Père-Marquette	PCiv GAM RCM	André DESJARDINS Raynald PERRON John POLIQUIN	1387, Beaubien est 6490, av. des Sapins 7486, rue Marquette, app. 6	facteur commerçant technicien en informations
No 32 — de Mlle End	RCM PCiv GAM	Konstantinos GEORGIOULIS André ROUSSEL Fernando SANTOS	2680, rue Goyer, app. 19 7130, rue Bordeaux #1 4030, av. Hôtel-de-Ville	travailleur social dessinateur-gérant homme d'affaires
No 33 — Laurier	GAM PCiv RCM	Gilles CÔTÉ Roger LARIVÉE Robert PERREAULT	5068, rue Brébeuf 5360, rue de Mentana #3 3812, rue Saint-André #1	commerçant contramaitre administrateur
No 34 — Jeanne-Mance	GAM RCM PCiv	Massimo BERGAMINI Michel PRESCOTT Sid STEVENS	114, rue Bernard, app. 3 350, rue Gifford 5458, av. Victoria	étudiant administrateur consultant
No 35 — du Plateau Mont-Royal	RCM PCiv GAM	André CARDINAL Aimé Yvon CHARRON Yvon GUITARD	6675, rue de Lorimier 4815, rue Marquette 5191, rue Saint-André	journaliste imprimeur camionneur
No 36 — de Lorimier	RCM GAM PCiv	Guy FOUCAULT Maxine MORIN Claude PROVOST	8817, rue Berré 2516 est, rue Sainte-Catherine 6499 est, rue Bélanger	aide social secrétaire administrateur
No 37 — de Sainte-Marie	PCiv RCM GAM	Serge BÉLANGER Roger MARCHAND Gaëtan TOUSSAINT	2280 est, boul. Gouin 537, rue Saint-Clément 2604, rue Chapleau	administrateur immobilier administrateur machiniste
No 38 — de Saint-Jacques	PCiv RCM GAM	Sammy (Savino) FORCILLO Michel GENDRON Richard A. MORAND	2154, rue de la Visitation 2189, rue Beaudry 2006, rue Saint-Denis, app. 2	comptable agréé coordonnateur avocat
No 39 — de Saint-Jean-Baptiste	GAM PCiv RCM	Michel BÉDARD Richard G. GODIN Jean ROY	3461, rue de Bullion, app. 2 4305, McTosse, Westmount 3575, rue de Bullion	gestionnaire municipal administrateur traducteur scientifique
No 40 — de Ville-Marie	GAM RCM PCiv IND.	Mona FORREST John GARDINER Joffre LAPORTE Kenneth CHEUNG	3615, rue Saint-Urbain 5454, rue de l'Esplanade 862, rue Hibernia 675, chemin Rockland	directrice gérant de projets courtier d'assurances agent d'immeuble
No 41 — Peter McGill	GAM RCM	Nick AUF DER MAUR Dominique NEUMAN	2134, rue Tupper 1260, av. Docteur Penfield, app. 110	journaliste rechercheur parlementaire
No 42 — de Pointe-Saint-Charles	PCiv RCM PCiv GAM	André ROUSSEAU Christopher LEVAN Yves MAGNAN Harold McNAMARA	11485, James Morrice 2441, rue Rushbrooke 2463, rue Augustin-Cantin 2165, avenue Lincoln	rentier pasteur administrateur gérant
No 43 — de Saint-Henri	RCM GAM PCiv	Raymond DRENNAN Jean-Louis DUROCHER Germain PREGENT	3030, rue Saint-Antoine o. 5406, av. Monkland 734, rue Agnès	postier comptable agréé marchand
No 44 — de Saint-Paul	RCM GAM PCiv	Danielle DESMARAIS Michel FOTI Yvon LAMARRE	4382, rue Marquette 5676, 5e Avenue 6260, rue Briand	anthropologue designer administrateur
No 45 — Émard	PCiv GAM RCM	Angelo ANFOSSI Jean-Guy BLANCHARD Jacques KIROUAC	1760, D'Arcy McGee 2368, rue Jolicoeur 4662, rue de Bordeaux	courtier d'assurances marchand et administrateur photographe
No 46 — Décarie	RCM GAM PCiv	Samuel BOSKEY Antonio COSTANZO Jean LAPOSTOLLE	3463, boul. Décarie 2410, av. Mariette 4107, av. Oxford	avocat professeur directeur de banque
No 47 — de Loyola	GAM PCiv RCM	Coleen MAIN John N. PARKER Filippo SALVATORE	1395, av. Argyle 4466, av. Prince of Wales 3814, av. Marclé	administratrice administrateur professeur
No 48 — de la Confédération	RCM GAM PCiv	Michael FAINSTAT Edouard FELLMANN George T. HAYES	4136, av. Wilson 2329, av. Melrose 5435, Place Grovehill	ingénieur restaurateur ingénieur
No 49 — Notre-Dame-de-Grâce	RCM GAM PCiv	Arnold BENNETT Edith MYERS Justine SENTENNE	4545, av. Watkley, app. 104 3615, av. Prud'homme 4141, av. Harvard	consultant en logements et communications comptable analyste financier
No 50 — de Snowdon	GAM RCM PCiv	Huguette Renée BRYNIAWSKY Marvin ROTRAND Gerry SNYDER	4655, av. Bonavista #104 4836, av. Dornal 4915, av. Ponsard	organisatrice professeur exécutif
No 51 — de la Côte-des-Neiges	PCiv GAM RCM	Lucien H. GAGNÉ Robert (Bob) KEATON Abe LIMONCHIK	3232, av. Lacombe 3429, rue Laval 3445, av. Ridgewood	marchand professeur chercheur scientifique
No 52 — Darlington	GAM PCiv RCM IND.	Marie DE ANDRADE Manuel FELDMAN Hubert SIMARD Alfie (Alfred) SEGAL	3195, av. Barclay 4820, av. Lacombe 2456, av. Madison 6612, av. Wilderton Agent officiel: Serge Chaillé	avocate avocat urbaniste administrateur
No 53 — du Mont-Royal	GAM RCM PCiv	Gaspard FAUTEUX Pierre-Yves MÉLANCON Dr Edmond SYNOTT	5825, rue Viau 3405, av. Barclay #1 3890, boul. Édouard-Montpetit	administrateur directeur médecin de famille
No 54 — Victoria	GAM PCiv RCM	Sam BERLINER Abraham COHEN André MALOUF	3250, av. Forest Hill, app. 605 7426, chemin Canora, app. 412 4026, rue McKenzie, app. B	avocat avocat documentaliste
No 55 — de Pointe-aux-Trembles	PCiv RCM GAM	Claude CHRISTIN Réal COURNOYER Georges LEDOUX	55, 43e Avenue 749, 3e Avenue 1710, 9e Avenue	marchand d'automobiles enseignant avocat stagiaire
No 56 — de la Rousseillère	GAM PCiv RCM	Proper BOULANGER Maurice H. VANIER Jean-Marie VERRÉ	1867, 16e Avenue 12265 est, rue Ontario 565, 24e Avenue, app. 1	commissaire conseiller pédagogique analyste en informatique
No 57 — du Bout-de-l'île	RCM PCiv GAM	Jacqueline BORDELEAU Georges DANCOSST Jean-Guy L'ESPÉRANCE	525, 100e Avenue 1100, 45e Avenue 16311, rue Marion	attachée politique bijoutier chauffeur de camion-citerne



Ville de Montréal

ÉLECTION MUNICIPALE 14 NOVEMBRE 1982

Avis de scrutin et de mise en candidature

Le scrutin pour l'élection du maire et des conseillers des cinquante-sept districts électoraux de la Ville de Montréal sera tenu le DIMANCHE, 14 NOVEMBRE 1982. Les bureaux de scrutin seront ouverts ce jour-là de 9h à 19h. Les candidats à cette élection sont:

MAIRE

Parti	Candidats	Adresse	Occupation
RCM	Jean DORE	4384, rue Marquette	avocat
PCiv	Jean DRAPEAU	5700, ave. des Plaines	administrateur
GAM	Henri-Paul YIGNOLA	9294, ave. de Galinée	administrateur
IND	Gilles GERVAIS	7341, ave. Cosgrain	traducteur
Agent officiel: Denis Tremblay			
IND	Katy LE ROUGETEL	4271, rue Chambard	machiniste
Agent officiel: Michel Proirie			

CONSEILLERS PAR DISTRICT ÉLECTORAL:

No	Parti	Candidats	Adresse	Occupation
No 1 - Louis Riël	GAM	Lorraine BEAUREGARD	5333, rue Sherbrooke est #159-A	infirmière
	RCM	Claudette BÉLANGER	5701, ave. des Plaines	avocate
No 2 - Marie-Victorin	PCiv	Carmen G. MILLETTE	6477, ave. Pérodeau	administrateur
	GAM	Georges BERGERON	5333, rue Sherbrooke est #13108	courtier en immeubles
No 3 - de Longue-Pointe	PCiv	Fernand DESJARDINS	5753, rue Visu	éducateur
	RCM	Françoise ROBILLARD	6413, rue Louis Hénon	administratrice
No 4 - de Tête-à-tête	RCM	Marie-Réjeanne HOUDE	3210, rue Fletcher	professeur
	PCiv	Simon LATRAVERSE	3701, rue Saint-Hubert	économiste-administrateur
No 5 - Honoré Beaugrand	GAM	Cloude YARIN	2772, rue French	marchand
	GAM	Louis BENSICS	6353, 28e ave.	agent d'immeubles
No 6 - Langellier	RCM	Denis FAUBERT	4407, rue de Bordeaux	administrateur
	PCiv	Jacques MARTINEAU	8270, rue de Marseille	entrepreneur-électricien
No 7 - Préfontaine	RCM	Nolo POIRIER	12409, boul. Dorchester est	secrétaire
	GAM	Marie-Réjeanne HOUDE	3210, rue Fletcher	professeur
No 8 - de Maisonneuve	RCM	Simon LATRAVERSE	3701, rue Saint-Hubert	économiste-administrateur
	GAM	Cloude YARIN	2772, rue French	marchand
No 9 - de Hochelaga	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille
No 10 - Bourbonnière	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille
No 11 - de Rosemont	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille
No 12 - Étienne Desmarceau	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille
No 13 - Louis Hébert	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille
No 14 - François Parroult	RCM	Luc LARVÉE	3579, rue Ste-Catherine est #1	mère de famille
	GAM	Nicole BOUDREAU	2214, ave. de la Bruère	mère de famille

Parti	Candidats	Adresse	Occupation	
No 7 - Préfontaine	RCM	Janine DALAIRE	4446 rue Melrose	agent d'information
	PCiv	Normand LUSSIER	3425, rue Davidson #2	pharmacien
	GAM	Claude MARSOLAIS	3424, rue Aylwin	journalier
No 8 - de Maisonneuve	RCM	Lison CHEVREFILS	2090, rue Saint-Germain	étudiante
	GAM	Jacques LAYOIE	1818, ave. de Lasalle	homme d'affaires
	PCiv	André ROY	2385, rue Dezery	administrateur
No 9 - de Hochelaga	RCM	Robert AUBIN	1867, ave. Jeanne D'Arc	professeur
	GAM	Jean GUIMOND	1635, ave. Valois	commerçant
	PCiv	Pierre LORANGE	4370, ave. Jeanne D'ARC	bijoutier sertisseur
No 10 - Bourbonnière	PCiv	Paul BEAUCHEMIN	4745, rue Saint-Zotique est	vendeur
	GAM	Lucien CHAGNON	3600, rue Joliette	administrateur
	RCM	Michel FAMELART	4621, ave. Orléans	botaniste
No 11 - de Rosemont	RCM	Michel LEMAY	5424, 10e ave.	administrateur
	GAM	Gilles PARE	2629 A, rue Dandurand	naturothérapeute
	PCiv	Jean TROTTIER	5573, 4e ave.	éducateur
No 12 - Étienne Desmarceau	IND	André TREMBLAY	2611, rue Dandurand	chauffeur messager
	Agent officiel: Jacques Victor Délide			
	GAM	Eugénie HUMCHACK	5070, rue Jeanne D'Arc app. 1	agent d'immeubles
No 13 - Louis Hébert	PCiv	Jean-K. MALOUF	6307, 25e ave.	entrepreneur-électricien
	RCM	Gisèle SIMARD	3858, rue Dandurand	économiste
No 14 - François Parroult	RCM	Louise GOULET	7443, rue Boyer	professeur
	GAM	Marc LEBEAU	6539, rue Des Ecoles	administrateur
	PCiv	C. René PARIS	6394, 1ère ave.	administrateur
No 15 - Gabriel Sagard	RCM	Rocco A. LUCCISANO	7160, 10e ave.	administrateur
	PCiv	Roland MASSON	8828, 10e ave.	rentier
	GAM	William SIEMIENSKI	4193, ave. West Hill	ingénieur

Parti	Candidats	Adresse	Occupation	
No 15 - Gabriel Sagard	RCM	Marc BEAUDOIN	6892, boul. Pie-IX	avocat
	GAM	Consolata GATTUSO	7260, rue Malson	étudiant
	IND	Pierre Haral	7564, ave. de Lorimier	agent de voyage
No 16 - Jean Rivard	IND	Marcel PAQUET	7025, rue Malson	commerçant
	Agent officiel: Marcel Roberge			
	GAM	Jean CARON	8131, de la Seine, Ville d'Anjou	administrateur
No 17 - de St-Michel	RCM	Daniel LAUZON	7420, 6e ave.	politologue
	PCiv	Ernest ROUSSILLE	11444, rue Talhurst	industriel
No 18 - de Saull-au-Roccollet	GAM	Paul JONASSEN	4130, rue du Parc-Lafontaine	consultant
	RCM	Antonio MARTINO	7455, rue Bordeaux	étudiant en droit
No 19 - de Rivière-des-Prairies	PCiv	Raymond RAIL	8917, 13e ave.	garagiste
	GAM	Fernand JOUBERT	10510, des Prairies	représentant
No 20 - Fleury	RCM	Nicola SABELLI	10247, ave. Charton	consultant
	GAM	Marielle SEGURIN	10375, rue Sackville #2	consillère en communications
No 21 - d'Abnatis	RCM	Stefano DI PISA	12480, 60e ave.	mécanicien
	GAM	Claude FRENIERE	8493, boul. Gouin est	marchand
No 22 - de l'Acadie	RCM	Fernando SPATOLISANO	8044, rue Paul de Maurel	technicien sportif
	GAM	Jean-Pierre DIONNE	8134, rue Marquette	avocat
No 23 - d'Abnatis	RCM	Michel HAMELIN	10910, rue Saint-Charles	directeur personnel
	GAM	Jacques PATOINE	10445, rue Clark	gestionnaire en communications
No 24 - de l'Acadie	PCiv	Roger SIGOURIN	10090, rue Saint-Denis	courtier d'assurance
	GAM	François C. THIVIERGE	10750, rue Meunier	avocat
No 25 - de l'Acadie	RCM	Pierre-Louis TRUDEAU	11282, rue J.-Cosavant	avocat
	GAM	Gil CARDINAL	11140, rue Jeanne-Mance	administrateur
No 26 - de l'Acadie	RCM	Georges S. GARABEDIAN	11460, rue de Saint-Real	assureur-vie
	GAM			

VOTE PAR ANTICIPATION

Les bureaux de vote par anticipation seront ouverts dans chacun des districts électoraux les dimanche et lundi 7 et 8 novembre 1982 de 14 à 22 heures, aux endroits désignés ci-dessous.

Ces bureaux de vote par anticipation sont accessibles aux handicapés.

Peuvent voter par anticipation: les officiers d'élection, une personne handicapée, ou toute personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de la ville ou incapable de voter le jour du scrutin.



Adresses des bureaux de vote par anticipation

District	Endroit	Adresse
No 1 — Louis Riel	Maison privée	6611 a François Boivin
No 2 — Marie Victorin	Centre de loisirs A. Desjardins	6755, 36e Avenue
No 3 — de Longue-Pointe	Centre Serge Laprade	6905 est, Notre-Dame
No 4 — de Tétraultville	Résidence Vinet	9555 Hochelaga
No 5 — Honoré Beaugrand	Frères de la Charité	7979 est, Sherbrooke
No 6 — Langelier	Chalet du parc J. Amyot	6110 de Marseille
No 7 — Préfontaine	Résidence Maisonneuve	2300 Nicolet
No 8 — de Maisonneuve	Paroisse St-Barnabé Apôtre	4570 Adam
No 9 — de Hochelaga	Église St-Rédempteur	1487 Aylwin
No 10 — Bourbonnière	Paroisse Ste-Bibiane	3303 Dandurand
No 11 — de Rosemont	Paroisse St-Esprit de Rosemont	5465, 5e Avenue, Rsm
No 12 — Étienne Desmarceau	Église St-Jean-Vianney	6421, 25e Avenue, Rsm
No 13 — Louis Hébert	Ex poste de police	6701 de Lorimier
No 14 — François Perrault	Habitation Laure Conan	3000 est, Jean-Talon
No 15 — Gabriel Sagard	Local commercial	2569 est, Jean-talon

District	Endroit	Adresse
No 16 — Jean Rivard	Communauté chrétienne saint-Bernardin-de-Sienne	7950,, 9e Avenue, Rsm
No 17 — de Saint-Michel	Habitation des Carrières	8605 St-Michel
No 18 — de Sault-au-Récollet	Habitation Les Hirondelles	7550 Fleury
No 19 — de Rivière-des-Prairies	V.D.M. (Hôtel de ville R.D.P.)	12155 Rivières-des-Prairies
No 20 — Fleury	Résidence Berthiaume de Tremblay	1635 est, Gouin
No 21 — d'Ahuñsac	Habitation d'Auteuil	255 est, Henri-Bourassa
No 22 — de l'Acadie	Habitation de Salaberry	2175 de Salaberry
No 23 — de Cartierville	Communauté chrétienne Notre-Dame-du-Bel-Amour	7050 ouest, Gouin
No 24 — de Saint-Sulpice	Centre Henri Julien	9300 Saint-Denis
No 25 — de Parc Extension	Habitation J. Valet	8445 Bloomfield
No 26 — Jean Talon	Habitation Jean Talon	7255 Durocher
No 27 — Octave Crémazie	Communauté Chrétienne Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus	8200 à Saint-Hubert
No 28 — de Villeray	Chalet du parc de Normanville	7470 de Normanville
No 29 — Jarry	Résidence de Pontbriand	600 Villeray
No 30 — de Saint-Édouard	Habitation Beaubien	525 est, Beaubien

VOTRE DROIT DE VOTE EST FONDAMENTAL EXERCEZ-LE LE 14 NOVEMBRE

Parti	Candidats	Adresse	Occupation
PCV	Germain Roy	6830, rue Métrivier	peintre-décorateur
No 23 - de Cartierville			
PCV	Jean V. ARPIN	3101, Place Hélène Boule	ingénieur
RCM	Donald ENGLAND	6214, rue Emile Nelligan	mécanicien de machines fixes
GAM	Paul GUAY	4418, avenue Harvard	comptable agréé
No 24 - de Saint-Sulpice			
RCM	Annette DUHAMEL	5445, avenue Brodeur	gestion de personnel, relation de travail
PCV	Réal LARAMEE	1270, rue de Louvain	spécialiste en marketing
GAM	Henri-Paul YIGNOLA	9294, Avenue de Galinée	administrateur
GAM	Jean Des Trois Maisons Colistier	9290, Avenue de Galinée	conciliateur gouvernemental
No 25 - de Parc Extension			
PCV	Demetrios «Jim» MANOLAKOS	1321, rue Sherbrooke ouest #D-41	notaire
GAM	Sofoklis BASOULIS	8133, de l'Épée #2	homme d'affaires
RCM	Epis SANTAS	8620 de l'Épée #3	interprète-désinatrice
IND	Panayotis (Peter) KYBACOU	8693 rue Moonfield #1	homme d'affaires
Agent officiel: Lowell Thibert			
No 26 - Jean-Talbot			
RCM	Vittorio CAPPARELLI	7298, rue Marquette	tourneur
GAM	Gino GENTILE	5915, rue De Seigne, Ville Saint-Laurent	courrier en immeuble
PCV	George SAVORDAKIS	4345, avenue Bessy	courrier
IND	Nicola L. CORBO	2145, chemin Cambridge, Ville Mont-Royal	notaire
Agent officiel: Mario E. Lattani			
No 27 - Octave Crémazie			
RCM	Jean DORÉ	4384 rue Marquette	avocat
RCM	Claude GREGOIRE, Colistier	8408 rue Drolet	contrôleur
PCV	Nicole GAGNON-LAROCQUE	8345, rue Saint-Dominique	éditeur
GAM	Michel MAGNIAN	10205, Bois-de-Boulogne #411	étudiant
No 28 - de Villarsy			
RCM	Joseph BIELLO	5207, rue Mansabré	vérificateur
PCV	Jocelyne MENARD	1497, rue J.-Lemaistre	avocate
GAM	Giampaolo SASSANO	5010, rue Hampton	professeur d'université
No 29 - Jerry			
RCM	André BERTHELET	8081, rue Lajeunesse	professeur
PCV	Arthur GAGNON	5360, rue de Louisbourg	marchand
GAM	Benoît ROGER	7538, rue Cosgrain	agent de transport
No 30 - de Saint-Edouard			
RCM	Marcel BERNIER	1203, rue Ontario est	animateur
PCV	Jean LA ROCHE	720, rue Montpellier #701 Ville St-Laurent	chiropraticien
GAM	Estelle PERRON	5490, avenue Des Sapins	technicienne en électronique
No 31 - de Père Marquette			
PCV	André DESJARDINS	1387, Beaubien est	facteur
GAM	Raymond PERRON	5490, avenue Des Sapins	commerçant
RCM	John POLUQUIN	7486, rue Marquette app. 6	technicien en informatique
No 32 - de Mille End			
RCM	Konstantinos GEORGIOULIS	2680, rue Goyer app. 19	travailleur social
PCV	André ROUSSEL	7130, rue Bordeaux #1	dessinateur-géomètre
GAM	Fernando SANTOS	4030, ave Hôtel-de-Ville	homme d'affaires
No 33 - Lemier			
GAM	Gilles Côté	5068, rue Brébeuf	commerçant
PCV	Roger LABYEE	5360, rue de Mantano #3	contrôleur
RCM	Robert PEBREAU	3812, rue Saint-André #1	administrateur
No 34 - Jeanne-Mance			
GAM	Massimo BERGAMINI	114, rue Bernard app. 3	étudiant
RCM	Michel PRESCOTT	350, rue Gifford	administrateur
PCV	Sid STEVENS	5458, avenue Victoria	consultant
No 35 - de Plateau-Mont-Royal			
RCM	André CARDINAL	6675, rue de Lorimier	journaliste
PCV	Aimé Yvon CHARRON	4815, rue Marquette	imprimeur
GAM	Yvon GUITARD	5191, rue Saint-André	camionneur
No 36 - de Lorimier			
RCM	Guy FOUCAULT	8817, rue Berri	aide social
GAM	Maxime MORIN	2516, rue Ste-Catherine est	secrétaire
PCV	Claude PROVOST	5499, rue Bélanger est	administrateur
No 37 - de Sainte-Marie			
PCV	Serge BELANGER	2280, boulevard Gouin est	administrateur immobilier
RCM	Roger MARCHAND	537, rue Saint-Clément	administrateur
GAM	Gaston TOUSSAINT	2640, rue Chapleau	moine
No 38 - de Saint-Jacques			
PCV	Sammy (Sovino) FORCILLO	2154, rue de la Visitation	comptable agréé
RCM	Michel GENDRON	2189, rue Baudry	coordonnateur
GAM	Richard A. MORAND	2006, rue Saint-Denis app. 2	avocat
No 39 - de Saint-Jean-Baptiste			
GAM	Michel BEDARD	3461, rue De Bullion, app.2	gestionnaire municipal
PCV	Richard G. GODIN	4305, Montrose, Westmount	administrateur
RCM	Jean ROY	3575, rue De Bullion	traducteur scientifique

Parti	Candidats	Adresse	Occupation
No 40 - de Ville-Marie			
GAM	Mona FORREST	3615, rue Saint-Urbain	directrice
RCM	John GARDINER	5454, rue de l'Esplanade	gérant de projets
PCV	Joffre LAPORTE	862, rue Hibernia	courier d'assurances
IND	Kenneth CHEUNG	675, chemin Rockland	agent d'immeubles
Agent officiel: Albert P. La			
No 41 - Peter McGill			
GAM	Nick AUF DER MAUR	2134, rue Tupper	journaliste
RCM	Dominique NEUMAN	1260 Docteur Penfield app. 110	chercheur parlementaire
PCV	André ROUSSEAU	11485, James Morris	rentier
No 42 - de Pointe-Saint-Charles			
RCM	Christopher LEVAN	2441, rue Rushbrooke	postier
PCV	Yves MAGNAN	2463, rue Augustin Cantin	administrateur
GAM	Harold S. MC NAMARA	2165, avenue Lincoln	gérant
No 43 - de Saint-Maur			
RCM	Raymond DRENNAN	3030, rue Saint-Antoine o.	postier
GAM	Jean-Louis DUROCHER	5406, avenue Monkland	comptable agréé
PCV	Germoin PRÉSENT	734, rue Agnès	marchand
No 44 - de Saint-Paul			
RCM	Danielle DESMARAIS	4382, rue Marquette	anthropologue
GAM	Michel FOTI	5876, 5e avenue	designer
PCV	Yvon LAMARRE	6260, rue Briand	administrateur
No 45 - Émard			
PCV	Angelo ANFOSSI	1760, d'arcy McGee	courier d'assurances
GAM	Jean-Guy BLANCHARD	2368, rue Jolicoeur	marchand & administrateur
RCM	Jacques KROUAC	4662, rue de Bordeaux	photographe
No 46 - Décarie			
RCM	Samuel BOSKEY	3463, boulevard Décarie	avocat
GAM	Antonio COSTANZO	2410, avenue Manette	professeur
PCV	Jean LAPOSTOLLE	4107, avenue Oxford	directeur de banque
No 47 - de Loyola			
GAM	Caleb MAIN	1395, avenue Argyle	administratrice
PCV	John N. PARKER	4466, ave Prince of Wales	administrateur
RCM	Filippo SAVALTORE	3814 rue Marcl	professeur
No 48 - de la Confédération			
RCM	Michael FAIRSTAT	4136, avenue Wilson	ingénieur
GAM	Édouard FELLMAN	2329, avenue Malrose	restaurateur
PCV	George T. HAYES	5435, Place Growhall	ingénieur
No 49 - Notre-Dame-de-Grâce			
RCM	Arnold BENNETT	4545, ave Walkley, app. 104	consultant en logements et communications
GAM	Edith MYERS	3615, avenue Prud'Homme	comptable
PCV	Justine SENTENNE	4141, avenue HARVARD	analyste financier
No 50 - de Steurdon			
GAM	Huguette Renée BRYNAWSKY	4655, avenue Bonavista #404	organisatrice
RCM	Marvin ROTRAND	4836, avenue Dornal	professeur
PCV	Gerry SNYDER	4915, avenue Ponsard	esculit
No 51 - de la Côte-des-Neiges			
PCV	Lucien H. GAGNE	3232, avenue Lacombe	marchand
GAM	Robert (Bob) KEATON	3429, rue Laval	professeur
RCM	Abe LIMONCHIK	3445 rue Ridgewood	chercheur scientifique
No 52 - Burlington			
GAM	Maria DE ANDRADE	3195, avenue Barclay	avocate
PCV	Manuel FELDMAN	4820, avenue Lacombe	avocat
RCM	Hubert SMAILD	2456, avenue Madison	urbaniste
IND	Alfie (Alfred) SEGAL	6612, avenue Wilderton	administrateur
Agent officiel: Serge Chaille			
No 53 - de Mont-Royal			
GAM	Gaspard FAUTEUX	5825, rue Viau	administrateur
RCM	Pierre-Yves MELANCON	3405, avenue Barclay #1	directeur
PCV	Dr. Edmond STYNNOTT	3890, boul. Edouard-Montpetit	médecin de famille
No 54 - Victoria			
GAM	Sam BERLINER	3250, ave Forest Hill, app. 605	avocat
PCV	Abraham COHEN	7425, chemin Conors, app. 412	avocat
RCM	André MALOUF	4026, rue McKenzie app. B.	documentaliste
No 55 - de Pointe-aux-Trembles			
PCV	Claude CHRISTIN	55, 43e avenue	marchand d'automobiles
RCM	Réal COURNOYER	749, 2e Avenue	enseignant
GAM	Georges LEDOUX	1710, 9e avenue	avocat stagiaire
No 56 - de la Rousseillère			
GAM	Prosper BOULANGER	1867, 16e avenue	commissaire
PCV	Maurice H. VANIER	12285, rue Ontario est	conseiller pédagogique
RCM	Jean-Marie VERRET	565, 24e Avenue, app. 1	analyste en informatique
No 57 - du Bout-de-Pile			
RCM	Jacqueline BORDELEAU	525, 100e Avenue	attachée politique
PCV	Georges DANCOST	1100, 45e avenue	bijoutier
GAM	Jean-Guy L'ESPERANCE	16311, rue Marion	chauffeur de camion citerne

Les représentants officiels des partis politiques sont:

PARTI CIVIQUE DE MONTRÉAL
RASSEMBLEMENT DES CITOYENS
ET CITOYENNES DE MONTRÉAL

M. Marcel Brouillé

Mme Barbara Lapierre

GROUPE D'ACTION MUNICIPALE

Les candidats indépendants ont été autorisés par le directeur
général du financement des partis politiques.

M. A. David Schulman

District	Endroit	Adresse
No 31 — du Père Marquette	V.D.M.	1453 est, Beaubien no 200
No 32 — de Mile End	Habitation Drolet	325 est, Laurier
No 33 — Laurier	Centre Lucie Bruneau	2255 est, Laurier
No 34 — Jeanne Mance	Local commercial	12 est, St-Joseph
No 35 — du Plateau Mont-Royal	Local commercial	1600 est, Marie-Anne
No 36 — de Lorimier	V.D.M.	2165 est, Mont-Royal
No 37 — de Sainte-Marie	Paroisse St-Vincent-de Paul	2310 est, Ste-Catherine
No 38 — de Saint-Jacques	Église Ste-Catherine d'Alexandrie	1695 Saint-Thimothée
No 39 — de Saint-Jean- Baptiste	Corp. d'hébergement du Québec	455 Cherrier
No 40 — de Ville-Marie	Habitation Jeanne-Mance	200 est, Ontario
No 41 — Peter McGill	Habitation du Fort	2101 ouest, Dorchester
No 42 — de Pointe-Saint- Charles	Bibliothèque St-Charles	1050 Hibernia
No 43 — de Saint-Henri	Habitation Charlebois	4450 Saint-Jacques
No 44 — de Saint-Paul	Centre Marie Uguay	6052 Monk
No 45 — Emard	Habitation Montmagny	6245 Jogues

District	Endroit	Adresse
No 46 — Décarie	Habitation St-Raymond	5605 chemin Upper Lachine
No 47 — de Loyola	Association montréalaise pour les aveugles	7010 ouest, Sherbrooke
No 48 — de la Confédération	Knox Crescent Kensington Church	6225 Godfrey
No 49 — Notre-Dame-de- Grâce	Manoir Notre-Dame-de-Grâce St-Malachy's Parish	4060 Décarie 5330 A Clanranald
No 50 — de Snowdon		
No 51 — de la Côte-des- Neiges	Canadian Jewish Hospital	5750 chemin de la Côte-des-Neiges
No 52 — Darlington	Chalet du parc Kent	3220 Appleton
No 53 — de Mont-Royal	Local commercial	5780 Decelles, app. 320
No 54 — Victoria	Résidence Plamondon	6550 Victoria
No 55 — de Pointe-aux- Trembles	Habitat des Pointeliers	860 St-Jean-Baptiste
No 56 — de la Rousselière	O.H.M. Pointe-aux-Trembles	13687 Forsyth, P.A.T., s.s.
No 57 — du Bout-de-l'Île	Centre François Seguenot	13926 est, Notre-Dame

**Pour renseignements,
s'adresser au bureau du Président d'élection: 872-5130 ou 872-4322**
Le Président d'élection de la Ville de Montréal

Selon Doré

Le sondage Sorecom indique que le RCM est en train de passer devant le GAM

Les résultats du sondage Sorecom-Le Devoir confirment la remontée du RCM depuis le mois d'août dernier et l'avance que les candidats du RCM sont en train de prendre sur ceux du GAM au cours de cette campagne électorale.

C'est en ces termes que Me Jean Doré commentait hier les résultats du sondage Sorecom-Le Devoir effectué le 14 octobre dernier qui portait sur les intentions de vote des Montréalais dans la présente élection municipale.

Selon M. Doré, son parti a remonté la pente et la semaine dernière, il se trouvait nez à nez avec le GAM. Cette progression devrait se poursuivre alors que le GAM devrait continuer de chuter librement dans la faveur populaire.

«Il reste maintenant aux militants du RCM à redoubler d'ardeur pour occuper toute la place réservée à l'opposition dans cette élection pour ensuite tenter de gruger des votes qui ont habituellement au Parti civique», a déclaré Me Doré.

LA COURSE À LA MAIRIE





Les gens du troisième âge ont réservé un accueil chaleureux au chef du GAM, M. Vignola, qui était de passage cette semaine, au Pavillon Louvain, dans le nord de la métropole. M. Vignola était accompagné, pour la circonstance, de son colistier dans le district de Saint-Sulpice, M. Jean Des Trois Maisons.

POUR VIGNOLA, LE BUDGET C'EST DE LA PROPAGANDE

Le candidat du GAM à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, a tenu à mettre les citoyens en garde plus tôt cette semaine, contre la «propagande» à laquelle se livrera aujourd'hui le Parti civique de M. Drapeau en dévoilant ses prévisions budgétaires.

Serge Labrosse

«C'est de la propagande politique que ce parti se prépare à faire avec des fonds publics, a-t-il dit, parce que, contrairement à la logique et à l'éthique, ce n'est pas au conseil que Drapeau-Lamarre présentent le projet de budget, c'est à la presse.»

Il est vrai, en effet, que c'est à l'occasion d'une conférence de presse que M. Lamarre dévoilera cet après-midi, à 14 heures, ce budget qualifié «d'électoral» par plus d'un.

Cette procédure peu orthodoxe, selon M. Vignola, relève d'un «manque total de respect envers les élus». Le chef du Groupe d'ac-

tion municipale insiste pour dire que «c'est l'utilisation des fonds publics à des fins électorales».

Réactions au budget

C'est, par ailleurs, demain que monsieur Vignola fera part à la presse de ses réactions au nouveau budget de la ville.

Tout comme le RCM, le GAM a en effet voulu se donner 24 heures pour décortiquer le budget de l'équipe Drapeau-Lamarre et ainsi mieux l'interpréter.



LA COURSE À LA MAIRIE

**Les trois partis
ont des candidats
à tous les sièges**

6 CANDIDATS À LA MAIRIE

L'accréditation des candidats à la mairie de Montréal est terminée depuis hier midi et six citoyens sont en lice.

En plus de Jean Drapeau pour le Parti civique, de l'ex-chef de police Henri-Paul Vignola pour le Groupe d'action municipale, et de Me Jean Doré pour le Ralliement des citoyens de Montréal, quatre personnes ont présenté les papiers nécessaires pour être candidats indépendants.

Il s'agit de Katy Lerougetel, machiniste et candidate marxiste-léniniste; Gilles Gervais qui se dit philosophe de droite; et enfin, Patricia Métivier qui fut déjà candidate à la mairie.

Quant aux postes de conseillers des 57 districts électoraux, ils sont convoités par autant de candidats chez les trois partis et six chez les indépendants.



Le Parti civique va-t-il tout rafler?

Les résultats du sondage que publie ces jours-ci le quotidien *Le Devoir* (en collaboration avec Radio-Québec et CJMS) sur les intentions de vote aux élections de Montréal ne laissent présager rien d'encourageant pour le RCM et le GAM.

Réalisé à la mi-octobre, exactement un mois avant le scrutin du 14 novembre, ce sondage indique clairement que les deux partis d'opposition pourraient répéter leur exploit de 1978 en faisant élire chacun un seul conseiller... ou pas du tout.

Du côté de la mairie, aucune ambiguïté: les Montréalais demeurent fidèles au maire Jean Drapeau et celui-ci pourra facilement entasser 60 pour cent des suffrages.

Il ne fait aucun doute également que

le Parti civique sera appelé à gouverner l'administration de Montréal pour les quatre prochaines années.

donc, il est évident que Drapeau est toujours l'homme de la situation mais il est aussi évident que les électeurs de

un commentaire d'André Beauvais

Mais les électeurs devraient faire le petit effort d'envoyer quelques conseillers de l'opposition à l'hôtel de ville, question de permettre à Jean Drapeau de se faire les bras de temps en temps!

Si 40 pour cent des électeurs s'approprient à manifester le désir d'une opposition au conseil, il serait pour le moins ridicule que cette opposition s'élimine d'elle-même par le jeu de partage des votes entre le RCM et le GAM comme ce fut le cas en 1978.

Pour la majorité des Montréalais

Montréal affichent une volonté constante depuis 1974 d'être représentés par des conseillers qui n'appartiennent pas tous, au Parti civique.

Il y a cependant très peu à craindre, pour le Parti civique, que le RCM répète sa percée de 1974 avec 18 conseillers alors que ce parti était seul dans la course contre l'équipe du maire Drapeau.

A moins que les fervents d'une opposition n'en décident autrement et accordent leur appui aux candidats du RCM.

LA COURSE À LA MAIRIE





Camillien Houde fut le 34^e maire de Montréal et un des plus originaux. Il fut un des rares, sinon le seul maire, à avoir été emprisonné pour ses opinions «anti-conscriptionnistes».

39 maires

Quels furent les maires de Montréal? Quand et comment a débuté le «régime des mairies»?

a-) Pas moins de 39 maires ont «régné» sur Montréal depuis 1833. Trente-huit si on tient compte du fait que le mandat de Jean Drapeau (maire actuel) a été interrompu momentanément par l'arrivée à l'hôtel de ville de Sarto Fournier. Ces maires sont les suivants: 1-) Jacques Viger (1833-36); 2-) Peter McGill; 3-) Joseph Bourret; 4-) James Ferrier; 5-) John Easton Mills; 6-) Ed. Raymond Fabre; 7-) Charles Wilson; 8-) W. Nelson; 9-) Henry Starnes; 10-) Charles-S. Rodier; 11-) Jean-Louis Beaudry; 12-) William Workman; 13-) Charles J. Coursolles; 14-) Francis Cassidy; 15-) Aldis Bernard; 16-) William Hingston; 17-) Sévère Richard; 18-) Honoré Beaugrand; 19-) J.-J. Caldwell-Abbott; 20-) Jacques Grenier; 21-) James McShane; 22-) Alphonse Desjardins; 23-) J.-Octave Villeneuve; 24-) Richard Smith; 25-) Raymond Préfontaine; 26-) James Cochrane; 27-) Ormidas Laporte; 28-) Henry Archer Ekers; 29-) Louis Payette; 30-) James-J. Guérin; 31-) Louis-A. Lavallée; 32-) Médéric Martin; 33-) Charles Duquette; 34-) Camillien Houde; 35-) Fernand Rinfret; 36-) J.-A. Raynault 37-) Jean Drapeau; 38-) Sarto Fournier; 39-) Jean Drapeau...; 40-)???

b-) Le «majordomus», qui prépare le logis du souverain mérovingien, devient, à la fin du VI^e siècle, le «maire du palais» (major palati), chef de ceux qui aident le roi à gouverner. Nommé par le Mérovingien, il est, au VII^e siècle, plus riche, donc plus puissant que lui. L'aristocratie dont il est issu le redoute bientôt. Après la victoire de Tertri (687), Pépin d'Herstal, seul maire, est le maître des trois royaumes francs. Lui et ses descendants maintiennent un fantôme mérovingien jusqu'en 751, et Pépin le Bref prend lui-même le titre royal, et la fonction de maire du palais disparaît. On présume qu'on redonna par la suite ce titre à ceux qui acquirent du pouvoir dans les municipalités entourant les châteaux des nobles et des princes.

City hall seats pursued by 183 candidates

Nominations for candidates in Montreal's Nov. 14 municipal election closed yesterday with all three parties fielding full slates to contest the 57 council seats.

But it was a close call.

For a time last week, both opposition parties were facing the prospect of not being able to field candidates in some of the 57 electoral districts.

But opposition leaders Henri-Paul Vignola and Jean Dore spent hours on the telephone, trying to entice community leaders (especially ethnic leaders) to run.

Yesterday's deadline for filing the nomination papers was noon at city hall, and all three municipal parties beat the deadline with complete teams.

Three independents will be running for mayor, challenging incumbent Jean Drapeau, leader of the

Civic Party, Jean Dore, leader of the Montreal Citizens Movement, and Henri-Paul Vignola, leader of the Municipal Action Group.

The independents are Katy LeRougetel, a machinist, who at a press conference yesterday wore a button saying Halt Israeli Terrorism and distributed literature advocating strict enforcement of Bill 101;

Gilles Gervais, a former draughtsman who distributed literature saying Henry Kissinger is planning a terrorist bloodbath in the Middle East;

And Patricia Metivier, who has run before, and is a legend of sorts on the political fringe.

Six independents will run at the riding level for city councillor.

Marc Boyer, chief returning officer, said that 183 people are running in this year's election, down from 185 in 1978.



GILLES GERVAIS
Sees Kissinger plot



PATRICIA METIVIER
A legend of sorts

City grant to brother-in-law broke no law, Lamarre says

Montreal's executive committee complied with city bylaws in awarding a \$127,100 renovation grant to a company controlled by committee chairman Yvon Lamarre's brother-in-law, Lamarre said yesterday.

And Lamarre said he sees nothing wrong with allowing a grant to a family member if he or she is eligible and competent.

The grant, approved last Dec. 16, was used to Lamarre's brother-in-law to partially demolish two apartment buildings on Dr. Penfield Ave. and restore them as one condominium complex.

The Montreal Citizens' Movement (MCM) charged Tuesday that the grant was approved without the sanction of the city's renovation department, which, according to a city bylaw, must deem a building "unfit for habitation" before a private developer is eligible for a renovation grant.

Lamarre distributed to journalists a report from the renovation department dated Aug. 7 of last year, in which an inspector wrote:

"During my visit I was able to de-

termine that these disused buildings were left in a state I would consider improper for habitation, but which would be restorable at a great expense."

Lamarre said the fact that the grant went to his brother-in-law, Georges Lemay, an architect and builder, should not imply patronage since Lemay was fully eligible.

The Quebec Municipal Commission, asked by the MCM to investigate the charge of patronage, likely won't rule on the case before the Nov. 14 municipal election, commission Judge Richard Beaulieu said yesterday.

The MCM charged Tuesday that the city's renovation department did not file a report condemning the two Dr. Penfield buildings as "unfit for habitation."

The \$127,100 grant was given to the development firm 102802 Canada Inc., a subsidiary of a consortium which includes a firm named Mayclerc Inc.

Management of the restoration project was entrusted to the architectural firm Lemay-Leclerc.

'City needs travelling salesman' and Dore wants to fill the post

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

If Jean Dore succeeds in ousting Jean Drapeau as mayor of Montreal, Dore says, he'll become a "travelling salesman" promoting Montreal's interests, as Drapeau did.

But there'll be a difference, the mayoralty candidate for the Montreal Citizens Movement (MCM) told the St. Laurent Kiwanis Club yesterday. Instead of promoting projects that put the city into debt, such as the 1976 Olympic Games, Dore will promote projects to build its economy, such as a world centre proposed by the United Nations for research into the technological use of bacteria and other micro-organisms.

He said in the 18 months that the idea of such a centre has been discussed, Drapeau has done nothing but send a last-minute letter to the federal government endorsing steps already taken by groups to try to attract such a centre to the city.

Dore said an MCM administration would emphasize development of high-technology industries and key

service industries, especially on part of the Canadian Pacific Angus Shops site in the east end.

He said an MCM administration would take several other steps to boost the economy:

- It would work to end the "eternal squabbling" between the federal and provincial governments over economic development of the city and invite representatives of both to a summit conference on the economy within three months of the election.

- It would take advantage of federal and provincial subsidy funds neglected by the present administrations, such as those under which Toronto has built about three times as much low-income housing as Montreal.

- It would promote a duty-free zone in the Port of Montreal to encourage warehousing, repackaging and transshipment.

- It would work for the establishment of an agency to encourage innovation, of a science and technology museum and of a city corporation to help neighborhood groups establish economic projects.

Opinion poll is misleading says Drapeau opposition

An opinion poll published yesterday showing the Civic Party and its leader Jean Drapeau far ahead of other candidates in the Nov. 14 municipal election is a distortion of voter opinion, leaders of Montreal's two opposition parties said yesterday.

The poll is misleading because it was conducted between Oct. 12 and Oct. 14, before opposition parties launched their campaigns for election, the leaders said.

And the poll inflates Drapeau's true popularity by reflecting the "sympathy" voters felt when the mayor announced just 12 days earlier that the stroke he suffered in the summer wouldn't prevent him from seeking an eighth term, they added.

"The sympathy factor, that was normal," said Gaspard Fauteux, president of the Municipal Action Group (MAG), whose mayoralty candidate is Henri-Paul Vignola.

The poll indicated that Drapeau has the support of 43 per cent of voters, while Vignola has the support of 19 per cent.

Jean Dore, mayoralty candidate for the Montreal Citizens Movement (MCM), has 16 per cent, the poll indicated.

Fifteen per cent of voters said they were undecided.

At the riding level, the poll said 31 per cent of the electorate supports Civic Party candidates for city council seats, 11 per cent supports MCM candidates and 10 per cent MAG candidates. About 41 per cent of eligible voters say they are undecided.

The poll was conducted by the Montreal polling agency Sorecom for *Le Devoir*, radio station CJMS and Radio-Quebec.

A total of 461 voters were interviewed and poll results are considered accurate to within five percentage points.

Dore said he will make more public appearances to act as a "locomotive"



CAMPAIGN '82

for the MCM. The party will campaign more heavily in the north end and east end, he said.

Dore was not discouraged that support for his mayoralty candidacy was only 16 per cent, given that "it is my understanding that a MAG poll taken in mid-August gave me five per cent. The same poll gave Vignola 33 per cent."

Fauteux said the MAG poll measured "recognition factor" of potential candidates, not popularity, but acknowledged that Vignola will "have to be more visible."

He said MAG does not plan any major changes in its campaign strategy and will continue to fight the election on economic issues.

The first segment of this poll, published Tuesday, indicated that 60 per cent of voters were "rather satisfied" with the way the Drapeau-Lamarre administration had run the city since elected in 1978.

But in both published segments, a number of contradictions emerged.

For example, while the majority of voters said they supported Drapeau for mayor, most said they wished he would retire.

Serving citizens: Long hours, little pay

By JENNIFER TOWELL
of The Gazette

Sarto Desnoyers first sought a council seat in the West Island city of Dorval in 1955 at the request of neighbors. He was among the few residents who had enough equity in their homes to meet the qualifications for council candidates that existed at the time.

He still recalls that at the end of his first term, "I never thought I would enter city hall again. The city was run by the staff. We (on council) felt we had little to say."

His misgivings kept him away from the council chambers only between 1961 and 1964. This year Desnoyers, 78, is retiring after a career in municipal politics totalling more than 24 years, the last 18 as Dorval's mayor.

He's one of thousands of men and women who choose service on the council of a quiet town or growing city as a full or part-time vocation.

'We're board of directors'

Desnoyers said things have changed since the days, 25 years ago, when the typical council "was similar to a service club."

He describes the present day council in Dorval as the board of directors in the firm that handles the money of the taxpayers.

The common idea that the work is glamorous is quickly dismissed by politicians such as Edwin Briggs, in the running again after 22 years as mayor of Beaconsfield, who said Montreal island councils have been reduced almost to the role of "tax collector for the MUC" since the creation of the Montreal Urban Community a dozen years ago.

Unlike Desnoyers, most people who run for municipal councils have been involved in community activities which have exposed them to the machinery of municipal government. (Candidates no longer face property qualifications.)

Gerry Weiner, a Dollard councillor who has been acclaimed as mayor this year, is a full-time pharmacist, but has also been involved as a volunteer with a hospital, a youth service and a local synagogue.



CAMPAIGN '82

Weiner sought a Dollard council seat four years ago because as a pharmacist, "my ear was constantly filled with people whose problems weren't being looked after."

As a councillor, Weiner attended a regular public sitting of the Dollard council the second Tuesday of each month — making decisions on matters ranging from road repairs to recreation programs — and "any number of caucus meetings." As the only council member on the planning committee, he also attended a three-hour meeting every Friday morning.

The schedule is typical of other councillors in the MUC.

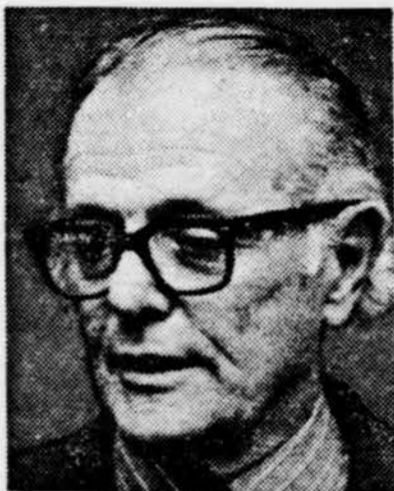
Pointe Claire councillor Margaret Patterson said she spends "most of Monday in preparation for the Monday night council meeting." She makes a habit of personally checking on problems that citizens bring up.

First elected eight years ago, she also sits on Pointe Claire's planning advisory board, and said council work can occupy "as much time as you want it to."

"The most time consuming thing is the response to all the phone calls," said Weiner, who estimated he receives more than 40 calls from citizens during the average week.

On the island, mayors must attend the monthly meeting of the MUC council, for which they are paid, and many contribute several hours a month to the Conference of Suburban Mayors — free.

Most councillors and mayors, such



SARTO DESNOYERS
Ends 25-year career

as Kirkland Mayor Sam Elkas and Guy Descary, mayor of Lachine, must juggle a schedule that includes council business and another full or part-time job.

Weiner said that although his hours are flexible, a day off from his pharmacy business is expensive. "I have to be replaced. It costs me money."

While most politicians told *The Gazette* they have successfully reserved the time they want with their families, other parts of their personal lives, including friends and hobbies, must often take a back seat to municipal commitments.

The politicians said many oft-cited reasons for entering municipal politics are misconceptions.

Desnoyers said corrupt municipal politicians are rare.

"There is always in the mind of people that there are some kick-backs," he said, but as a former director of the Federation of Mayors of Canada for 11 years, he did not "think there was one (mayor) that I could have doubted was absolutely honest with his people."

Another reason for *not* running for council, said most politicians interviewed, is the pay. (See adjacent article).

Desnoyers, who received \$75 a month as a councillor in the late 50s, said the pay "even today is not much. The mayor gets \$1,000 a month."

Though the mayor, who works at city hall seven hours a day and is out on city business most evenings, said he has never tried to work out how much he earns per hour, "We joke that it is about \$1.50."

Although Quebec law provides for a system of political parties in cities with a population over 20,000, most West Island municipalities have steered clear of party politics. Politicians campaign on specific issues and on their leadership qualities.

(In contrast, the northeastern suburb of St. Leonard has one municipal party backed by federal and provincial Liberal politicians and another that relies on Parti Quebecois support.)

Since the last elections in tiny Ste. Anne de Bellevue in 1978, a climate of tension has existed between Mayor Marcel Marleau, an ardent federalist, and councillor Denise Cyphiot, a Parti Quebecois supporter and former PQ candidate who is running against Marleau this year.

But "I really want to concentrate on Ste. Anne," Cyphiot said, adding that Marleau is in the wrong level of politics if he wants to campaign on a federalist platform.

Said Desnoyers: "I used to say the very first meeting when I had new councillors, 'Leave at home your political convictions because here's it's strictly another ballgame.'"

"It's a matter of giving the services to citizens at a decent cost."

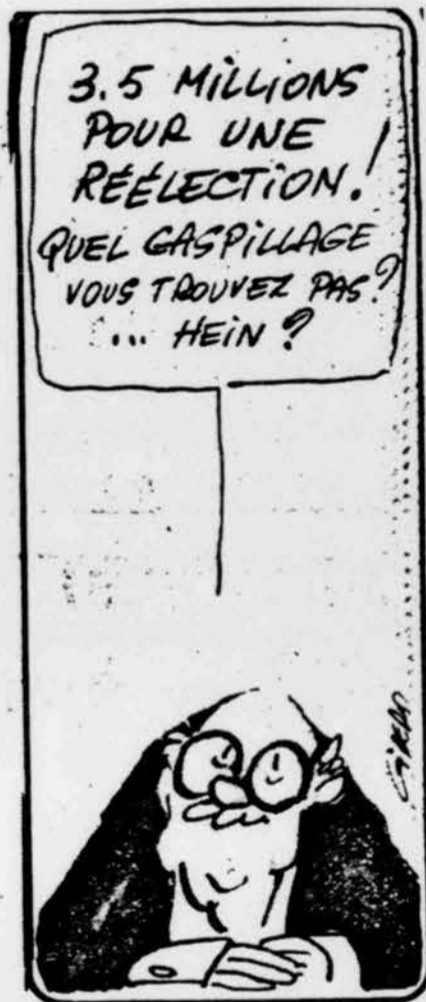
Lists accomplishments

Desnoyers lists more roads, police and fire stations, an arena and a community centre, a community aid service and, just this year, a municipal golf course, as accomplishments made since he became mayor.

Neighborhood Watch, a community-based crime prevention program, began in Dollard during Weiner's term on council.

"When we started there were complaints that the streets were not safe," he said.

The program has reduced crime about 30 per cent in Dollard and has been implemented in other communities, and "I feel quite proud to say I am at least partly responsible," said Weiner.



Fainstat craint que ce budget « électoral » ne soit jamais adopté

■ Pour Michael Fainstat, le seul conseiller municipal du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, le dépôt du

DENIS MASSE

budget de 1983, à 18 jours des élections municipales, n'est qu'une manœuvre électorale très, très basse.

Selon lui, il ne peut s'agir que d'une déclaration électorale des intentions du Parti civique et non pas d'un budget qui risque, du reste, de ne jamais être adopté tel qu'il a été présenté hier.

« Jamais aucun gouvernement n'a soumis un budget en période électorale, au moment de quitter le pouvoir », ajoute Fainstat d'un air complètement dégoûté.

Le RCM doit faire connaître au cours de la journée sa réaction complète après étude plus approfondie des données livrées hier sur le parquet du Conseil municipal par le président du Comité exécutif.

D'ores et déjà cependant, le RCM interprète la diminution de la taxe foncière proposée aux contribuables comme un gel des taxes puisque, pour y arriver, l'administration a dû équilibrer le budget à l'aide des surplus accumulés de 1981 et de 1982 (\$51,4 millions), encore que le surplus de 1982 n'a pas été réalisé mais n'est qu'un estimé. « Ces surplus, décla-

re Fainstat, démontrent que les contribuables ont été surtaxés au cours des années précédentes, d'où gel des taxes en 1983 et non diminution ».

De son côté, le conseiller Nick Auf der Maur, représentant le Groupe d'action municipale, estime que la présentation du budget à ce stade-ci du mandat des administrateurs de la ville, n'est qu'une plate-forme électorale. « C'est présenté de façon fort habile, dit-il, mais les électeurs ne doivent pas être dupes; y a-t-il un seul contribuable qui a bénéficié en réalité d'une baisse de taxes, malgré les diminutions annoncées? »

« Les promesses contenues dans ce document, conclut-il, ne peuvent s'accomplir que par une diminution de services ».

Le GAM se propose de faire connaître sa réaction au cours des prochains jours après une étude en équipe des documents déposés hier.

Une campagne sur un budget

Vraiment, M. Jean Drapeau ne cessera jamais de nous surprendre. Il connaît les mises en scène des plus grands producteurs, l'art de la séduction des plus grands acteurs, les trucs du métier des plus grands artistes. Qui peut lui donner la réplique dans son propre théâtre ?

Au lendemain de la fermeture des candidatures à la mairie de Montréal, après avoir écouté les programmes et les engagements de ses adversaires, le maire sortant présente à la population le résumé de son mandat. Et le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, conclut: «Quatre années plus tard, force est de constater que les réalisations ont été à la mesure des attentes qui avaient été suscitées...» Pas besoin de programme: il suffit de rappeler la grandeur de ses réalisations, de s'engager à les poursuivre et, pour rassurer tout le monde, d'offrir une baisse de taxe foncière.

Qui peut se permettre le luxe de ce «cahier d'information économique et budgétaire» remis avec le «budget 1983» ?

Le procédé est pourtant gênant.

À la veille des élections, en guise de cahier-programme, l'administration municipale dépense une petite fortune pour «informer» la population sur ses réalisations. Il est évident que c'est la campagne du Parti civique que paient les contribuables comme si l'information était froide et objective. D'une part, c'est vrai, il y a un budget. Mais, d'autre part, le président de l'exécutif reconnaît que c'est «l'occasion d'un examen final sur la performance des élus durant les quatre années précédentes». On mêle l'information d'un bilan aux promesses d'un budget à l'intérieur d'un instrument de campagne.

Et tout cela est fort séduisant. Car Montréal va assez bien, ses contribuables sont assez heureux et ce qui ne va pas est imputé aux gouvernements supérieurs, de la Communauté urbaine jusqu'à Ottawa en passant par Québec. La ville s'embellit, on répond à une certaine notion de qualité de vie et les Montréalais s'en félicitent.

La bataille est devenue tout simplement inégale: le Parti civique annonce, par l'intermédiaire de l'administration municipale, que le prochain budget prévoit une diminution de taxe et une politique de création d'emplois. Ce n'est pas un parti d'opposition qui peut en faire autant, c'est bien évident. Quant à la manière d'informer la population, par l'intermédiaire du dépôt d'un budget à l'hôtel de ville en pleine campagne électorale, personne ne peut la considérer respectueuse de la population, encore moins des adversaires du parti.

Nous suivons les règles d'une éthique où la fin justifie les moyens.

Par ailleurs, d'autres considérations, plus globales, peuvent servir de consolation à ceux qui défendent les valeurs démocratiques. Par exemple, le fait que les trois partis en lice présentent des candidats dans chacun des 57 districts électoraux de Montréal. C'est sain, c'est stimulant, c'est prometteur.

De plus, les candidats à la mairie présentent des options et des programmes valables: ils peuvent les incarner avec dignité et intelligence. Bien sûr, il faut éliminer les trois «indépendants» qui sont là pour défendre des causes personnelles: notre système démocratique leur donne le droit de se présenter et même de se faire élire. Mais les trois candidats de parti méritent qu'on les écoute: c'est en campagne électorale que l'épiderme démocratique devient le plus sensible et peut-être le plus attentif.

M. Drapeau présente ses réalisations de façon éclatante: il faut les reconnaître, les analyser, les juger et les comparer. M. Jean Doré donne au Rassemblement des citoyens de Montréal une nouvelle image qui mérite d'être étudiée. M. Henri-Paul Vignola peut donner une âme et du corps à un parti qui était presque uniquement un nom et une façade. Bref, il faut écouter attentivement la description de ce que pourrait être la vie montréalaise. Si l'on peut définir ce que l'on espère, on saura à qui le confier.

Jean-Guy DUBUC



Une victoire facile en vue pour Jean Drapeau

■ Si quelques-uns d'entre vous doutaient encore de l'inaltérable popularité du maire Jean Drapeau, le récent sondage réalisé par la maison Sorécom Inc. pour *CJMS, Le Devoir* et *Radio-Québec* devrait vous en convaincre d'une manière indiscutable.

En effet, après une redistribution des votes des indécis et de ceux qui ont refusé de répondre, le maire Drapeau affiche un score très confortable de 55 p. cent. Et l'avance de 31 p. cent sur son plus proche concurrent, Henri-Paul Vignola pour le moment, paraît insurmontable à moins de deux semaines des élections. Il faudrait sans doute un scandale de premier plan ou une gaffe monumentale du Parti civique pour renverser la vapeur.

Au niveau des conseillers, avec 60 p. cent des voix (toujours après redistribution), et devant l'inévitable partage des votes d'opposition entre le RCM et le GAM, on semble se diriger vers un conseil entièrement formé de représentants du Parti civique du maire Drapeau.

Deux tableaux significatifs

Mais comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on examine plus attentivement deux des tableaux de ce sondage? Ces deux tableaux particuliers confirment en effet que les contribuables montréalais démontrent très peu d'intérêt pour leurs dirigeants municipaux, un signe évident que la démocratie est moribonde à Montréal après deux décennies d'administration par une poignée d'élus qui gèrent par blanc seing de quatre ans.

Le premier tableau nous indique que seulement 18,6 p. cent de Montréalais se disent très intéressés par la façon dont la ville est administrée, contre 40,8 p. cent qui le sont peu.

Et le deuxième nous apprend que 52,2 p. cent des Montréalais ne pouvaient identifier le chef du Parti civique, en l'occurrence le maire Drapeau. C'est plus d'un citoyen sur deux! Ces chiffres parlent par eux-mêmes et sont même étonnants.

Quant à M. Yvon Lamarre, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, il paraît être le grand perdant de ce sondage. En effet, à la question « *Quelle personne a été la principale responsable de l'administration de Montréal durant les quatre dernières années* », 11,8 p. cent seulement des Montréalais a répondu correctement « Yvon Lamarre », et ce, même si ce dernier a tout fait pour se rendre le plus visible possible depuis plus d'un mois. Ce jugement sévère tend à accréditer la thèse voulant que le maire Drapeau ait décidé de se représenter malgré sa condition physique inquiétante strictement parce qu'il craignait la débandade pour le Parti civique s'il n'était pas de la partie.

Pour le RCM

**«C'est facile
de geler les
taxes après
l'accumulation
de surplus»**

Gilles Pilon

Tel fut le premier commentaire formulé hier par le candidat à la mairie de Montréal du Rassemblement des citoyens de Montréal, Me Jean Doré, après la publication du budget de Montréal pour l'année 1983.

Selon Me Doré, l'administration Drapeau-Lamarre a surtaxé les Montréalais au cours des deux dernières années de façon à accumuler des surplus de près de \$50 millions, surplus qui servent maintenant à adoucir les comptes de taxes municipales.

Dans ses premières observations, le candidat du RCM note que l'administration a modifié le système de perception de la taxe d'eau et de services de façon à imposer également les pauvres et les riches. Selon lui, cette façon de taxer est régressive et n'avantage que les biens nantis.

Le Rassemblement des citoyens de Montréal fera connaître aujourd'hui sa critique officielle du budget. Il était impossible au stratège du RCM de commenter plus abondamment le budget hier puisqu'ils n'ont reçu le document du budget qu'après les journalistes eux-mêmes. Signalons que le président du RCM, M. Jean Roy, et le candidat à la mairie de ce parti ont été tenus à l'écart de la salle du conseil par l'administration Drapeau et qu'ils ont dû se contenter de suivre le discours de M. Lamarre de la tribune réservée au public.



Photo Le Journal - Raymond BOUCHARD

Yvon Lamarre a présenté un budget à saveur électoraliste selon le RCM et le GAM.

LAMARRE SE DÉFEND DE PRÉSENTER UN BUDGET ÉLECTORALISTE

Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, s'est bien défendu de présenter un budget électoraliste, hier, à l'aube des élections du 14 novembre.

«Je ne crois pas qu'il en soit ainsi...», a-t-il commenté en insistant sur le «bilan positif» de son administration au cours des quatre dernières années.

«Notre administration a tenu ses promesses. Elle a freiné les dépenses, maintenu les services et, surtout, réduit les taxes... à l'heure même où la plupart des gouvernements doivent se débattre avec des problèmes financiers

extrêmement graves», a déclaré M. Lamarre, visiblement fier de son budget.

Plus tard, M. Lamarre a repris une expression à la mode au sein de son parti — «le passé est garant de l'avenir» — pour inviter les Montréalais à juger son administration «sur notre bilan». Et c'est sur ce passé, selon le bras droit de Jean Drapeau, que ces mêmes Montréalais pourront «fon-

der leur confiance en l'avenir».

Un budget de restrictions

Dans son envolée oratoire, M. Lamarre a dit que son budget est un de «restrictions». Mais c'est également, a-t-il ajouté, un budget «qui sacrifie seulement l'accessoire.» Pour bien faire passer son message, le président du comité exécutif a affirmé que ce budget 1983 constitue «le point de départ d'une nouvelle étape» qui fera profiter Montréal de la relance de l'économie au cours des prochaines années.

Où est la diminution des taxes? s'interroge le GAM

«M. Lamarre promet cette année encore une diminution de taxes! Quelle diminution de taxes? Je le mets au défi de me trouver un seul contribuable montréalais qui a effectivement bénéficié d'une réduction de taxes au cours de la dernière année.»

Serge Labrosse

«Car chaque fois que l'administration Drapeau-Lamarre a abaissé le taux de taxation, celui de l'évaluation foncière a augmenté, si bien que les citoyens payaient toujours plus cher.»

Nick Auf Der Maur, le conseiller du GAM à l'hôtel de ville de Montréal, a qualifié hier de «budget électoral» le document soumis aux médias par le président du comité exécutif de la ville, Yvon Lamarre.

Invité à formuler ses commentaires préliminaires quelques minutes seulement après avoir pris connaissance des grandes lignes de cet ouvrage, M. Auf Der Maur n'a pas voulu interpréter trop hâtivement les questions d'ordre financier, laissant à son chef, M. Vignola, le soin de se prononcer lui-même à ce sujet d'ici quelques jours.

Cela ne l'a pas empêché de décocher quelques flèches en direction de M. Lamarre.

Montréal en rose

«Monsieur Lamarre souffre de la même maladie qui mine le Parti civique depuis des années, a-t-il dit, un manque de modestie.»

«À l'entendre, Montréal possède la seule administration, à travers le Canada tout entier, qui ait réussi à garder le contrôle sur l'économie. Rien ne change dans son budget, et tout coûte moins cher...»

BAISSE DE TAXES POUR 95% DES CONTRIBUABLES

A moins de trois semaines de l'élection municipale du 14 novembre, l'administration Drapeau-Lamarre a déposé hier un budget record, comportant des prévisions de revenus et de dépenses de l'ordre de \$1,179,855,700, soit une augmentation de 5,7 pour cent par rapport au budget de l'an dernier.

Gilles Pilon

Grâce à la combinaison de la valeur foncière des immeubles de la Métropole et des réductions de dépenses importantes dans plusieurs secteurs, l'administration municipale a réussi à diminuer le taux de la taxation de 21 cents du cent dollars d'évaluation qui passe, donc à \$2.76 du cent d'évaluation.

Comme l'évaluation des maisons a augmenté d'environ 9,9 pour

cent au cours de la dernière année, les revenus engendrés par la taxe générale foncière subiront une légère augmentation cette année. Cette augmentation sera toutefois atténuée par une diminution importante de la taxe d'eau et de services qui sera maintenant de \$60 par logement comparativement à 8,5 pour cent de la valeur locative des logements l'an dernier. Les revenus engendrés par la taxe fon-

cière constitueront plus de 41,4 pour cent des revenus de la Ville.

Pour donner un exemple concret de ce que représente la baisse de taxes annoncée par l'administration Lamarre, on peut citer le cas du propriétaire d'une maison unifamiliale évaluée à \$60,000 l'an dernier qui payait \$1,895 en taxes municipales. Cette année, en déduisant le crédit d'impôt foncier de 5 pour cent, ce même propriétaire paiera \$1,855. C'est-à-dire quarante dollars de moins que l'an dernier. Dans le cas de duplex de \$55,000, l'économie réalisée par rapport à l'an dernier sera de \$90. M. Yvon Lamarre a déclaré que près de 95 pour cent des contribuables réaliseront des économies.

Dans les secteurs commercial et industriel, les contribuables peuvent s'attendre à de légères augmentations de leurs comptes de taxes. Les hausses de compte de taxes dans ce secteur se situent entre 0,5 pour cent et 6,9 pour cent et sont occasionnées en grande partie par l'augmentation de la valeur imposable.

En gros, la Ville consacra \$147 millions à son administration générale, \$237 millions à la sécurité publique, \$157 millions au transport, \$41 millions à l'hygiène et l'écologie, \$71 millions à l'aménagement et la mise en valeur du territoire et \$47 millions à la récréation et à la culture.

Les Montréalais devront rembourser plus de \$227 millions en dettes diverses dont plus

de \$40 millions pour la dette olympique. Le service de la dette de la Ville de Montréal représente près de 20 pour cent du budget total.

Ajoutons que l'administration municipale versera plus de \$534 millions en salaires à ses différents employés municipaux.

Exemples de variation dans les comptes de taxe⁽¹⁾ 1982-1983 après le crédit municipal (voir note)

	Valeur foncière		Écart		Taxe globale		Écart	
	1982	1983	\$	%	1982	1983	\$	%
Maison unifamiliale	\$ 60 000	\$ 66 500	6 500	10,8	\$ 1 895	\$ 1 855	(40)	(2,1)
Duplex	\$ 55 000	\$ 60 000	5 000	9,1	\$ 1 737	\$ 1 722	(15)	(0,9)
Triplex	\$ 55 000	\$ 58 900	3 900	6,9	\$ 1 737	\$ 1 688	(49)	(2,8)
Multiplex	\$ 87 000	\$ 93 100	6 100	7,0	\$ 2 661	\$ 2 643	(18)	(0,7)
Conciergerie	\$650 000	\$704 000	54 000	8,3	\$23 319	\$23 057	(262)	(1,1)
Commerce (propriétaire-occupant)	\$ 75 000	\$ 83 300	8 300	11,1	\$ 4 288	\$ 4 584	296	6,9
Commerce (propriétaire-occupant)	\$350 000	\$388 900	38 900	11,1	\$23 080	\$23 838	758	3,3
Industrie	\$550 000	\$606 100	56 100	10,2	\$37 824	\$38 524	700	1,9

(1) Incluant la taxe foncière, la taxe d'eau et de services, la taxe olympique, la surtaxe foncière et la taxe d'affaires lorsque ces taxes s'appliquent aux dits exemples. Pour plus de détails, voir les exemples présentés dans les pages suivantes.

Note: En 1982, le crédit municipal était de 10% pour la maison unifamiliale et de 5% pour les duplex et triplex. Il est de 5% pour la maison unifamiliale et de 2,5% pour les duplex et triplex en 1983.

En consultant ce tableau, les Montréalais, qu'ils soient simples propriétaires d'une maison unifamiliale, propriétaires-commerçants ou encore industriels, pourront se faire une idée sur leur prochain compte de taxes.

Le budget Lamarre n'est qu'une opération électorale qui consiste à geler les taxes en année d'élections après avoir accumulé des surplus au cours des deux dernières années.

Civic Party promises it will trim property, water taxes

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

The City of Montreal will charge a flat rate of \$60 a household for water tax and trim property taxes for the average homeowner next year if Mayor Jean Drapeau's Civic Party is returned to power.

The water tax varies now, but, under the planned \$60 flat rate, the owner of a typical \$60,000 home could save nearly \$180.

The city's draft 1983 budget of \$1.18 billion for 1983 was made public yesterday, a month earlier than last year and 2 1/2 weeks before the Nov. 14 municipal election. It is 5.7 per cent higher than this year's, thus falling within the federal government's 6-per-cent restraint guideline.

The property tax is reduced to \$2.76 for every \$100 of assessed value from this year's \$2.97.

But Executive Committee Chairman Yvon Lamarre insisted the draft budget is not window-dressing for the election. Council will not adopt a budget until after the election.

Lamarre said the budget will result in a tax decrease for most Montreal tenants and homeowners.

The owner-occupant of a typical single-family house assessed at \$66,500 for 1983 (a 10.8-per-cent increase over this year's assessment) would pay property and water taxes of \$1,855 next year, down \$40 from 1982.

The property tax would rise to \$1,

795 from \$1,657 but the water tax would drop to \$60 from \$238.

In another example, the owner of a house valued at \$63,720 in NDG, where assessments rose dramatically in 1981 and 1982 but are up an average of only 6.2 per cent for single-family houses for 1983, would pay property and water taxes totalling \$1,731 next year, down \$164.

"This budget is no speculative exercise, but the budget with which the city will ensure service to the population in 1983," Lamarre said.

But mayoralty candidate Jean Dore of the Montreal Citizens Movement said the city is merely giving residents their own money back. He said the Civic Party is reducing taxes by means of \$51.4 million in surpluses raised by taxes which were too high in 1981 and 1982.

Dore said the water tax of \$60 means that "the owner of a luxurious condominium, with five bathrooms and a swimming pool, will pay the same as the elderly couple in a small flat with a sink and toilet."

Councillor Nick Auf der Maur, of the Municipal Action Group, said: "It's all done with mirrors and it's as phoney as a \$3 bill."

But the budget does contain some increases. The Civic Party would increase fees for such services as parking and use of arenas and libraries.

It hopes to take in \$65.5 million in such fees — up by \$14.3 million over this year.

And the city, which has reduced its staff by more than 2,000 since 1978, plans a further cutback of 519, to 12,811, next year. The fire department alone is being reduced by 151, to 2,087 by attrition.

The water tax for businesses and business taxes continue to be based on the rental value of property, but there are some adjustments.

The city expects taxes to bring in about \$759 million next year, an increase of about \$30 million from this year. Taxes on industrial and business property are up by between 1.7 and 6.9 per cent.

Debt service and short-term interest charges are to rise to \$237 million, up \$14 million, and will account for 20.1 cents of every dollar the city spends.

City Treasurer Fernand Denis expects the city's debt to rise by \$75 million in 1982, to a total \$1.11 billion.

City's opposition parties promise low-cost housing for Rosemount

Two of the three parties in Montreal's Nov. 14 civic election are making campaign promises to tenants' associations for low-cost housing in the Angus Shops housing project in Rosemount.

But the ruling Civic Party says in a qualified reply this week to the Rosemount Housing Committee that the municipal-provincial project for 2,200 units should try to benefit all Montrealers.

Pierre Lorange, vice-chairman of the city of Montreal's executive committee, also says in his letter that the two governments have not agreed on a sale price for the 85 acres with the present owner, Marathon Realty,

a subsidiary of Canadian Pacific Ltd.

He says successful realization of the project, which would include housing design that blends in with existing buildings, requires the participation of municipal, commercial and non-profit agencies.

The associations fear high interest rates will put the project, announced by Premier Rene Levesque two years ago, out of reach of the low-income renters who need it.

Jacques Lavoie, the Municipal Action Group candidate in District 8 (de Maisonneuve), said he has supported co-operative housing on the site, formerly used by

CP Rail for repairing rolling stock.

Rents should be tied to the incomes of the people living in the area who need the housing, such as single-parent families, senior citizens and those living on government incomes, Lavoie said.

Jean-Luc Moisan, an official of the Montreal Citizens' Movement, said his party would designate a majority of the housing for families earning \$25,000 or less annually, but would not exclude people with higher incomes.

Moisan said development of the Angus site is "at the centre of our program for the development of Montreal."

Ottawa's role should be bigger, poll says

More Montrealers would prefer to see the federal government, rather than the provincial government, play a bigger role in the municipal affairs of Montreal, according to a public opinion poll published yesterday in *Le Devoir*.

Of the 461 Montrealers questioned between Oct. 12 and Oct.

14 by the Montreal-based polling agency Sorecom, 33 per cent said they thought the provincial government is not involved enough in the daily affairs of the city of Montreal.

But 35 per cent said they would like more municipal involvement from the federal government.

Fourteen per cent said the provincial government mixes too much in the affairs of the municipal administration, whereas only 6 per cent felt the federal government is too involved in Montreal's municipal business.

Councillor sets up campaign HQ in city-supported office



ANGELO ANFOSSI
Angered by question on rent

By HENRY AUBIN
of The Gazette

A Montreal Civic Party councillor has located his 1982 municipal campaign headquarters in the office of a non-profit organization established by the City of Montreal.

Angelo Anfossi, first elected to city council 16 years ago, is running his campaign for re-election from the office of an organization known as SIDAC-Monk, located at 6658 Monk Blvd. in Montreal's Ville Emard district.

SIDAC (Société d'initiative et de développement des artères commerciales) is a kind of municipal Crown corporation which aims to revitalize commercial arteries by staging sidewalk sales and other promotional activities. SIDAC-Monk is one of four such merchant groups established in Montreal in the past year.

Anfossi's space-sharing arrangement with a supposedly neutral municipal institution is a reflection of the close relationship between the leadership of the Montreal executive committee and SIDAC-Monk, established by the committee last year.

Yvon Lamarre, chairman of the Montreal executive committee, is a Civic Party councillor for one of the two electoral districts in which SIDAC-Monk operates. Lamarre personally conceived the SIDAC system and began setting them up last fall.

(In Wednesday's *Gazette*, it was revealed that Lamarre's executive assistant, Jean-Jacques Mercier, was a main beneficiary of SIDAC-Monk. Mercier is the owner of *La Voix Populaire*, the Ville Emard area's largest weekly newspaper. The paper has been the principal recipient of advertising funds for the SIDAC.)

There is also some question as to whether SIDAC-Monk even expected Anfossi to remunerate it for the space he is using.

According to both the president and treasurer of SIDAC-Monk, the original arrangement called for a free loan of the office for the duration of the election campaign.

Anfossi moved into the SIDAC headquarters on Oct. 4. Asked on Oct. 6 if the arrangement involved rent or remuneration of any kind, the president, Sylvio Berardi, replied:

"No. We have the right to do what we want. This does not concern anyone," he said.

The treasurer, Ronald Alepins, confirmed this separately the same day. "We lent the locale for Mr. Anfossi's campaign. It is not subtle... We receive no money from Mr. Anfossi."

When Anfossi was asked on Oct. 6 for confirmation that no rent was being paid, he angrily accused *The Gazette* of "yellow journalism. Yes, I pay rent. I signed a lease."

Asked for details, he said the lease would actually have been signed by the Civic Party's official agent, Marcel Brouille, and said that queries should be directed to him.

Brouille did not return calls that day. On Oct. 7, Pierre Lorange, director of the entire Civic Party campaign in Montreal, personally returned the call for Brouille.

Lorange said that if no lease had already been signed it would be signed "today or tomorrow." He said the rent would cost \$750, covering the period Oct. 4 to Nov. 15, the day after the municipal election. He said it would be in the form of a sublease from SIDAC-Monk.

Lorange, who is also vice-chairman of the Montreal executive committee which oversees the city's four SIDACs, said on Oct. 6: "There is nothing free (of charge). In any case, even if they (the SIDAC) wanted to loan it to us free, we would not have accepted. No office can be accepted free, and they know it.

"The election law prohibits us from receiving gifts," Lorange said.

On Oct. 20, Lorange produced a copy of the lease, but it contained no date for its signing, leaving it unclear as to whether it had been signed only after the reporter had made queries.

Lorange said then he would produce the cheque for \$750, and the date on the cheque would settle the matter. *The Gazette* has called almost daily to Lorange's office since then for a look at that cheque but the calls have not been returned.

Le RCM abolirait la taxe d'eau et réduirait le taux d'imposition

par Alain Duhamel

Une administration du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) abolirait dès la première année d'un mandat la taxe d'eau et de services et réduirait de \$0.15 le taux d'imposition de la taxe foncière.

«Ce réaménagement de la structure fiscale nous paraît plus juste et plus équitable», a déclaré hier M. Jean Doré, candidat du RCM à la mairie, en présentant les propositions fiscales de son parti.

Le candidat du RCM considère que le budget publié jeudi par le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, n'est en vérité qu'une proposition d'un candidat et d'un parti en élections au même titre que les autres. M. Doré a dénoncé un tour de passe-passe par lequel l'administration municipale a pu, pendant deux ans, surtaxer les contribuables en accumulant des surplus pour ensuite faire croire à un allègement du fardeau fiscal.

Dans son exposé budgétaire, M. Lamarre a proposé d'imposer une somme de \$60 par unité de logement en guise de taxe d'eau et de services, ce qui constitue pour l'ensemble des contribuables, quelle que

soit la valeur de leur propriété ou de leur logement, une réduction de taxes. Le RCM juge cette mesure régressive parce qu'elle ne tient pas compte de la capacité de payer des citoyens.

L'abolition de la taxe d'eau et de services entraînerait un manque à gagner de \$50 millions. Le RCM compte récupérer cette somme en surtaxant au maximum les terrains vagues et les terrains de stationnement, en généralisant l'usage de compteurs d'eau dans les immeubles non résidentiels et mettra à jour le rôle des valeurs locatives qui, pour les fins de la taxe d'eau et de services, est gelé depuis 1976.

Le budget de M. Yvon Lamarre proposait une réduction du taux d'imposition de la taxe foncière de \$0.21, passant de \$2.97 à \$2.76. Le RCM, en ne tenant compte que des surplus à redistribuer, ramènerait le taux d'imposition à \$2.82. Pour une maison unifamiliale évaluée à \$42,000, le budget de M. Lamarre donne en 1983 une réduction du compte des taxes de \$2. La proposition du RCM donnerait une réduction de \$41.

Pour une maison unifamiliale évaluée à \$110,900, le budget de M. Lamarre abou-

tissait à une réduction du compte des taxes de \$173. La proposition du RCM donne plutôt une réduction de \$2. Le RCM cherche ainsi, par la combinaison de l'abolition de la taxe d'eau et de service et une réduction moins importante du taux d'imposition de la taxe foncière, à renverser en faveur des plus petits propriétaires les choix budgétaires de l'administration municipale.

Le RCM se propose de réaménager la surtaxe sur les immeubles industriels et commerciaux de manière à protéger les plus petits. La surtaxe s'applique sur tous les immeubles évalués à plus de \$100,000. Le RCM rehausserait ce seuil à \$200,000 de manière à tenir compte des hausses d'évaluation et de l'infla-

tion intervenues depuis le milieu des années 70.

Le programme fiscal du RCM propose en outre un étalement des paiements du compte des taxes sur six versements, au lieu de deux, et sur trois ans dans les cas où une hausse de l'évaluation provoquerait une hausse du compte de plus de 10%. Un propriétaire occupant pourrait étaler sur trois ans l'excédent en sus de 10% en prenant à sa charge les frais d'intérêt sur le solde à payer.

Tout comme l'administration municipale, le RCM affirme être en mesure de limiter la croissance des dépenses municipales à 6% pour un budget prévu en 1983 de \$1.18 milliard.

LA SUBVENTION À SON BEAU-FRÈRE

Lamarre affirme qu'on a respecté la loi à la lettre

■ Le président du comité exécutif de Montréal, Yvon Lamarre, affirme que la subvention accordée pour la démolition-re-

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

construction d'immeubles, avenue Docteur-Penfield, a été donnée après que toutes les normes d'éligibilité eurent été remplies.

Mardi, le RCM accusait la Ville d'avoir accordé une subvention de \$127 800 à une firme d'architectes dont l'un des membres est le beau-frère de M. Yvon Lamarre, M. Georges E. Lemay.

Dans une déclaration faite alors, le candidat à la mairie du RCM, Jean Doré, précisait que cette subvention avait été remise pour la démolition-reconstruction de deux immeubles. Or, avait sou-

ligné M. Doré, aucun rapport ne mentionne que ces deux immeubles étaient impropres à l'habitation, comme l'exige le règlement municipal 3293.

Cette affirmation a été démentie avec véhémence par M. Lamarre. «Je nie pas que M. Lemay soit mon beau-frère, mais je souligne que tous les citoyens, mêmes les conseillers municipaux, peuvent recevoir une subvention semblable si leur demande répond aux normes du règlement. Et nous avons suivi la réglementation à la lettre.»

Selon le président du comité exécutif, un technologue s'est présenté le 4 août 1982, avenue Docteur-Penfield, pour y faire une inspection. Trois jours plus tard, il produisait un rapport dans lequel il était dit que les immeubles en question étaient impropres à l'habitation.

Le RCM revient à la charge

C'est par la suite que le directeur de la restauration des logements a fait parvenir un rapport au comité exécutif. «Lorsque la demande est injustifiée, le directeur ne fait jamais de rapport au comité exécutif. Dans le cas présent tout était en ordre et c'est pour cette raison que le comité a été saisi de la demande de subvention», ajoute un porte-parole du bureau de M. Lamarre.

En conférence de presse, hier après-midi, le candidat Doré a déclaré que le RCM maintenait sa demande d'enquête auprès de la Commission municipale du Québec.

Il a ajouté qu'il est bien normal que le technologue ait mentionné que l'immeuble n'était pas habitable car il est passé l'examiner après que la démolition ait commencé.



Guy Pinard

Les quatre ans d'Yvon Lamarre

■ Tel qu'il l'avait promis au moment de divulguer les grandes lignes du plan triennal d'immobilisations, M. Yvon Lamarre, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, a déposé avant l'élection un budget marqué par une progression inférieure au seuil psychologique de 6 p. cent, et prévoyant une baisse de taxes pour des milliers de contribuables.

La manoeuvre est habile. En déposant le budget avant l'élection, tout en veillant à ce qu'il soit trop tard pour que le Conseil municipal puisse l'étudier en profondeur avant ce scrutin, M. Lamarre a posé un geste politique que ses adversaires ont raison de critiquer.

En revanche, si elle est habile, la manoeuvre est aussi regrettable. Car dans notre système parlementaire, l'opération « Budget » forme un tout qu'on ne devrait pas scinder par une élection: le dépôt du document doit forcément être accompagné de son étude lors d'une assemblée générale. L'ex-ministre fédéral des Finances, M. John Crosbie, en sait quelque chose puisque son gouvernement a été battu à cause justement de son budget.

M. Lamarre a tout simplement agi comme si l'opposition n'existait pas. Le président du comité exécutif justifie sa manoeuvre en disant qu'il tenait à présenter les chiffres à la population dès qu'ils étaient disponibles (mais alors qu'on le fasse à tous les ans...) et qu'il voulait éviter la publication de chiffres présumément erronés, comme ce fut le cas en 1978. C'est un argument très difficile à justifier.

Tout le monde il est beau...

Mais regardons ce budget de plus près et voyons si effectivement M. Lamarre a fait suffisamment de « miracles » administratifs pour qu'il puisse se permettre de distribuer les baffes en terre d'Ottawa et de Québec. Il n'y a sûrement pas de commune mesure entre les devoirs financiers des trois administrations, et il est bien évident que M. Lamarre veut par ces remarques se venger des deux paliers de gouvernement qui lui ont reproché d'avoir consenti des augmentations de salaires démesurément élevées à ses cols bleus et d'entretenir les haut-fonctionnaires les plus grasement payés au pays.

Première constatation. S'il est vrai que le taux de croissance du budget se situe à 5,7 p. cent, il est vrai aussi qu'il se situe à 40,3 p. cent sur quatre ans. Il n'y a donc pas de quoi à se taper sur la cuisse lorsque le ralentissement du taux de croissance peut AUSSI être attribuable à une imposition trop élevée lors des années précédentes. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que M. Lamarre équilibre son budget en utilisant plus de \$51,4 millions du surplus accumulé lors des deux années précédentes...

La taxe foncière

Réduction de taxes pour les citoyens? Encore là, il faut voir de près. Une réduction de la taxe foncière peut s'expliquer de plusieurs façons. D'abord par l'augmentation du rôle d'évaluation, de l'ordre de 39 p. cent en quatre ans. C'est M. Lamarre qui le dit lui-même dans son boniment, « la seule valeur imposable des édifices nouveaux se chiffre à \$500 millions ».

Forcément, le taux de taxe ne peut que descendre. Pour le contribuable, c'est le résultat pratique qui compte. C'est le montant qu'il doit payer à la ville qui l'intéresse. Les gymnastiques chiffrées ne l'impressionnent absolument pas, qu'elles viennent d'un chroniqueur ou... d'un président de comité exécutif.

Il est un fait indiscutable cependant: en 1979, le budget de huit mois prévoyait des revenus de \$189,2 millions au chapitre de la taxe foncière, ou \$283,8 millions en transposant sur 12 mois. Le budget de 1983 prévoit à ce chapitre des revenus de \$489,3 millions, une augmentation de 8,0 p. cent par rapport à 1982 et de 72,4 p. cent depuis 1979. C'est une augmentation moyenne et non négligeable de 18,1 p. cent.

L'ensemble du poste « taxes » (foncière, olympique, d'eau et de services, et d'affaires) n'a progressé que de 49,5 p. cent pendant la même période, donc beaucoup moins rapidement. Ce sont donc les petits contribuables qui ont fait les frais de cette progression. Et on ne s'étendra pas impunément sur la taxe d'eau désormais à taux fixe plutôt que rattachée à la valeur locative.

La compression de personnel

Au chapitre des dépenses, M. Lamarre aime parler de la compression du personnel entreprise lors de son accession à la présidence. Or, s'il est vrai que M. Lamarre a réussi à comprimer le personnel, il est aussi vrai qu'il a laissé la masse salariale augmenter d'une manière très rapide. Soyons plus précis. En 1980, les 13 642 employés de la Ville touchaient \$399,23 millions, pour un coût moyen de \$29 265. En 1983, trois ans plus tard, on prévoit que les 12 811 employés (réduction de 6,1 p. cent) coûteront \$534,73 millions (en hausse de 34 p. cent), pour un coût moyen aux contribuables de \$41 739 (en hausse de 42,7 p. cent).

Les dépenses du président

Et que dire des dépenses du bureau du président du Comité exécutif, qui se retrouvent à l'intérieur du poste budgétaire 1113. En 1979, ce poste budgétaire coûtait \$332 850. En 1983, le même poste budgétaire est rendu à \$1 130 400, une augmentation de 239,6 p. cent, la majeure partie pour le bureau du président. Pendant la même période, les dépenses du bureau du maire n'augmentaient que de 24,9 p. cent. Disons dans le cas du bureau du président qu'une partie de l'augmentation s'explique par l'addition de programmes prioritaires.

Enfin, M. Lamarre aime souligner l'effort qu'il déploie au niveau de l'aménagement et de la mise en valeur du territoire, soit les dépenses investies dans des dossiers comme la revitalisation des artères commerciales et leurs ineffables saillies qui empestent la circulation, les sidacs imposées aux marchands, l'amélioration du « mobilier urbain », etc. Pourtant, sachiez-vous que de 80 à 83, ce poste n'a augmenté que de 19,4 p. cent?

Et comme il fallait bien sacrifier quelque part, c'est la fonction « récréation et culture » qui devait forcément écopier. La prévision de \$47,6 millions se retrouve au niveau de 1980 (\$47,4 millions). En tenant compte de l'inflation en trois ans, ce poste a effectivement subi une baisse de plus de 30 p. cent.

VIGNOLA CRITIQUE LE SONDAGE

Le GAM se prétend à égalité avec le Parti civique

■ Même si le sondage Sorecom-Le Devoir, publié cette semaine, donne au maire Drapeau et à « son » Parti civique une bonne longueur d'avance sur les deux partis d'opposition, le candidat à la mairie du Groupe d'action municipale, Henri-Paul Vignola, a trouvé moyen de se déclarer « satisfait » des résultats du sondage.

MICHEL GIRARD

Ainsi en se basant sur une « évaluation du sondage effectuée par les analystes du GAM », M. Vignola prétend que le GAM et le Parti civique seraient nez à nez (à 35 p. cent chacun), contrairement aux résultats du sondage qui accordent 60 p. cent au Parti civique et seulement 19 p. cent au GAM.

Pour prédire cette surprenante égalité entre le Parti civique et le GAM, les analystes de ce dernier parti basent leur hypothèse sur le fait que les sondeurs de Sorecom auraient dû rejoindre les répondants en fonction du pourcentage de vote obtenu par les différents partis lors de l'élection de 1978.

Dans l'actuel sondage, on retrouve pour chaque groupe de 100 répondants, seulement quatre personnes qui avaient voté pour le GAM en 1978, comparativement à huit pour le RCM et 70 pour le Parti civique. Alors si Sorecom, selon M. Vignola, avait tenu compte du pourcentage obtenu en 1978 par les candidats du GAM, il aurait fallu sonder le terrain non pas auprès de seulement quatre anciens sympathisants du GAM, mais plutôt 25 sur 100 répondants (car le GAM a récolté 25 p. cent du vote populaire en 1978).

D'autre part, le candidat à la mairie du GAM se réjouit du fait que plus de 40 p. cent des répondants croient que le maire Jean Drapeau aurait dû se retirer cette année de la vie politique. Cela prouve, aux yeux de M. Vignola, que le maire Drapeau a fait son temps et qu'il n'est plus apte à diriger les destinées de la ville.

Autre signe d'encouragement pour le GAM: « seulement 60 p. cent des personnes qui déclarent avoir voté pour le Parti civique en 1978, ont manifesté (selon le sondage Sorecom-Le Devoir) l'intention de voter pour le parti du maire Drapeau ».

« Il s'agit-là, de dire M. Vignola, d'un signe d'insatisfaction à l'endroit de l'administration actuelle ».

Si le GAM, d'après ses analystes, n'a récolté que 19 p. cent des intentions de vote lors de ce sondage, cela s'expliquerait aussi par le retard des candidats du GAM à faire campagne dans les districts situés à l'est du boulevard Saint-Laurent.

« Alors que les deux-tiers des répondants résidaient à l'est du boulevard Saint-Laurent au moment du sondage, c'est surtout du côté ouest de la ville que les candidats de notre parti étaient désignés et déjà en campagne électorale », explique-t-il.

Soulignons enfin que les experts du GAM n'ont pas commenté la performance des candidats à la mairie, soit 55 p. cent des intentions de vote au maire Drapeau, 24 p. cent à M. Vignola et 21 p. cent à M. Jean Doré (RCM).



Lysiane Gagnon

De Drapeau à Lamarre

■ Au fond, le tort de l'administration Drapeau-Lamarre, c'est d'être extrémiste. Extrémiste au sens d'aller d'un extrême à l'autre, dépendant de celui du tandem qui est au gouvernail... Ainsi en dix ans sommes-nous passés de l'infiniment gros à l'infiniment petit, de la folie des grandeurs à la kétéinerie, du stade olympique et des méga-projets aux mini-lampadaires et aux arbrisseaux, d'un type de développement fondé sur la destruction sauvage du patrimoine et l'érection de monstrueux monuments, à une autre théorie extrême, fondée celle-là sur le culte obsessionnel de ce qui est petit, mignon, et qui a l'air — seulement l'air — vieillot.

En principe, les objectifs de l'actuel capitaine du vaisseau, M. Lamarre, sont fort bons: ramener au centre-ville les classes moyennes qui l'avaient déserté au profit de la banlieue, et rehausser la qualité de la vie. C'est bien tardivement que l'Hôtel de Ville a découvert ces concepts qui courent l'Amérique du nord depuis des années, mais enfin, on a toujours le droit d'être en retard. De bonnes idées donc, mais le problème, c'est que personne, et M. Lamarre moins que quiconque, ne semble avoir la compétence pour les mettre en pratique.

Les récentes initiatives ont été pour la plupart non seulement scandaleusement coûteuses à une époque de récession économique; mais aussi, ratées dans la mesure où elles n'ont fait qu'empirer la «qualité de la vie» des résidents des quartiers touchés, et enfin, ridicules et de mauvais goût... ce qui en un sens est encore moins pardonnable, car le mauvais goût aurait été facile à éviter, dans une ville qui compte quatre facultés d'urbanisme et autant d'écoles d'architecture et qui abrite encore, malgré le déperissement économique des 20 dernières années, des foyers de recherche dynamiques dans le domaine de l'esthétique.

Mais hélas, ce vaste réservoir de compétences n'a pas été utilisé. Même le Service municipal d'Urbanisme s'est trouvé complètement écarté. M. Lamarre ne prend conseil qu'auprès d'un petit cercle d'ingénieurs, de botanistes et de promoteurs sans expertise en matière urbanistique et esthétique, et c'est lui qui décide de tout, y compris du modèle de lampadaire qu'on installera sur telle rue! Car, voyez-vous, M. Lamarre est allé en Europe et s'est apparemment découvert des talents d'architecte, de designer et d'urbaniste!

Ce que cela donne, évidemment, c'est un «new look» sans rime ni raison, marqué par une affligeante naïveté. Il faut voir les lampadaires XIXe siècle rue Sherbrooke, incongrus dans un décor de gratte-ciel, ou encore ceux des rues Laurier ou Saint-Laurent: de toutes petites choses (mais qui coûtent en moyenne \$4000 chacune), qui conviendraient à un petit parc de quartier mais qui, le long de ces larges artères commerciales bordées d'édifices en hauteur, ont l'air piteux d'objets égarés dans un décor trop gros pour eux. Curieuse disproportion, qui s'explique sans doute par le fait que M. Lamarre a fait ses choix à même les catalogues du distributeur. Ah, le magasinage par catalogue! Voici un Hôtel de Ville de métropole qui vit encore à l'heure rurale! Un détail: l'opération «lampadaire», étalée sur trois ans, coûtera \$12 millions en tout.

Le syndrome de l'arbre de Noël, comme le disait notre confrère Jacques Benoit, se manifeste de bien des façons: bancs décoratifs, épinettes en pot, bacs à fleurs répartis n'importe comment, effets maladroits dans la brique et le béton, et puis le clou, cette manie des trottoirs en saillie, qui paralysent la circulation, entravent les livraisons et nuisent au commerce sans pour autant favoriser la promenade. (M. Lamarre s'imaginerait qu'il suffit d'élargir les trottoirs pour que tout le monde sorte à pied...! Mais même si c'était vrai, qui veut porter ses sacs de marché à bout de bras quand il y a en banlieue des centres commerciaux où l'on peut garer sa voiture gratuitement?... Pourquoi ce programme de «revitalisation des artères commerciales» (\$25 millions) institué contre le gré d'une majorité des marchands? Et pourquoi élargir les trottoirs même là où le bon sens indique qu'il n'y aura pas augmentation du nombre de piétons? A cause des mises à pied peut-être?... Autant de questions que de toute façon, les Montréalais n'ont guère le temps de se poser: depuis des mois et des mois, marcher dans le centre-ville est une entreprise épuisante et risquée, qui requiert une concentration maximum, trottoirs et rues étant partout éventrés en tous sens...

Il y a dans ce programme des quartiers plus choyés que les autres... Mais c'est là précisément, dans Saint-Louis et dans le Plateau Mont-Royal, qui recevront la part du lion (\$8.9 millions en travaux décoratifs!), que les candidats du Parti civique seraient en danger, selon les reporters de «Pulse».

La rue Duluth, qui aurait pu être agréable si elle s'était développée à son rythme naturel, entre l'artisanat et la fonction résidentielle, est bombardée par les bonnes intentions de M. Lamarre... et réduite depuis six mois à l'état de chantier, malgré les protestations des résidents du voisinage et des commerçants que l'opération est en train de ruiner.

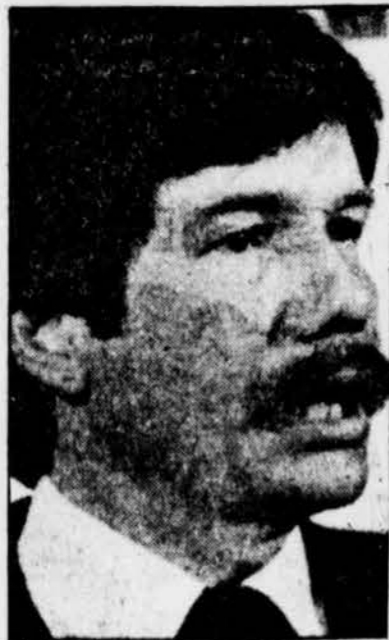
Les nouveaux pavages de la rue Prince-Arthur auront coûté plus d'un million de dollars, dans un tronçon de rue qui était gentille mais enfin qui ne méritait pas une telle gloire. La transformation de la rue Prince-Arthur en un faux décor européen (qui est à l'Europe ce qu'est le «provincial espagnol» à l'Espagne) est en train de gâcher l'un des plus beaux quartiers français de Montréal, les environs étant maintenant envahis par les autobus nolisés de touristes et les odeurs de souvlakis.

Mais hélas, M. Lamarre a tout découvert d'un coup: les pavés, les colonnes d'affichage, les vespasiennes antiques, le peace and love, la vertu calmante des fleurs, la fontaine de Trévi, les Champs-Élysées, Montmartre et les cafés-terrasses. On lui dit: n'en jetez plus, la cour est pleine, mais il continue. On frémit à ce qui nous attend au rythme de l'évolution du goût personnel de M. Lamarre.

Autre manie de l'Hôtel de Ville: la rue piétonne, fermée à coup de blocs de ciment ou de rangées d'arbres en pot. Encore une découverte tardive, qui fait fi des expériences et des échecs survenus ailleurs. M. Lamarre nous «promet» maintenant de fermer la rue Ste-Catherine à la circulation durant le weekend. Quand donc comprendra-t-il qu'en Amérique du nord, les mails deviennent rapidement des marchés de drogue, des tavernes en plein air et des endroits peu rassurants pour les piétons? Quand comprendra-t-il qu'il n'y a pas de meilleur moyen de détruire une grande rue commerciale que de la transformer en mail? A Ottawa, le mail Sparks est déserté le soir et le samedi. A Vancouver, le mail Granville est devenu un mini-Times Square et tous les commerces, à l'exception d'une pâtisserie de renom et de deux cinémas, ont fui pour laisser place à des Radio Shack.

Mais surtout, quand M. Lamarre comprendra-t-il qu'un administrateur de grande ville doit non pas jouer les «factotum» mais faire appel à diverses catégories de spécialistes? M. Lamarre a droit à ses propres goûts pour sa cour ou son salon, mais pourquoi nous les impose-t-il en s'instituant décorateur-chef des lieux publics?

Dans quelle ville vivons-nous, Seigneur? Il fut un temps où c'étaient les architectes qui faisaient la loi — rappelez-vous ce bon monsieur Taillibert. Aujourd'hui, architectes et autres professionnels de l'urbanisme sont au rancart. D'un extrême à l'autre, vous dis-je.



M. Jean Doré

POUR AIDER PAREILLEMENT LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES

Le RCM abolira la taxe d'eau

■ Une administration municipale du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal abolira la taxe d'eau pour le secteur résidentiel, ce qui entraînera une dépense additionnelle de \$50 millions pour Montréal.

Afin de récupérer cet important montant, le candidat à la mairie Jean Doré a déclaré, hier, que le taux de la taxe foncière passera de \$2.97 à \$2.82, que des compteurs d'eau seront installés dans les immeubles industriels et qu'une surtaxe sera exigée des propriétaires

de terrains vacants. Cette dernière mesure a aussi pour but de faire augmenter la construction dans Montréal.

Soulignons que dans le budget de la Ville déposé mercredi, on indique que le taux de la taxe foncière baissera en 1983 de 21 cents (passant de \$2.97 à \$2.76) par \$100 d'évaluation. Il y a donc une différence de six cents entre l'engagement du RCM et le budget que Jean Doré a désigné comme étant celui du « Parti civique et non celui de la Ville de Montréal ».

M. Doré a expliqué que la taxe d'eau n'étant pas fondée sur la capacité de payer des contribuables, son abolition est un geste socialement nécessaire, surtout dans le contexte économique actuel. « Il faut respecter la capacité de payer de chacun », précise-t-il.

« La disparition de cette taxe, reprend le représentant du RCM, payée par les propriétaires et lo-

cataires aura un effet universel et immédiat pour tous les résidents de Montréal ». Il a même invité les locataires qui avaient reçu leur

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

compte de taxe d'eau à attendre au 15 novembre pour le payer.

En six versements

Le porte-parole du RCM a d'autre part mentionné qu'il devenait de plus en plus difficile aux petits propriétaires de payer leur compte de taxe. Afin d'alléger leur fardeau, un gouvernement RCM donnera à ces propriétaires

la possibilité de payer leur facture en six versements mensuels, sans avoir à payer d'intérêt.

De plus, dans le cas où un propriétaire-occupant doit faire face à une augmentation importante de l'évaluation foncière de sa propriété, un gouvernement RCM lui offrira d'étaler sur trois ans le paiement de l'excédent de cette hausse dépassant 10 p. cent. Les frais d'intérêt sur le solde courant du compte de taxe seront à la charge du propriétaire.

Au sujet du budget présenté à l'hôtel de ville, Jean Doré a déclaré que les renseignements contenus dans le document déposé par le Parti civique confirment les

prévisions du RCM quant à l'équilibre financier de la ville. « Le budget du Parti civique, dit-il, a mis en lumière une manoeuvre que prépare depuis deux ans l'administration Drapeau-Lamarre. Ce tour de passe-passe a consisté à surtaxer artificiellement, pendant deux années consécutives, les contribuables montréalais. Le RCM entend remettre le produit des surplus aux contribuables. »

Il a ajouté que des experts de son parti étaient à terminer des tableaux comparatifs entre le projet de budget du RCM et celui présenté il y a deux jours. Les tableaux seront rendus publics au début de la semaine.

Lamarre-Lemay

Doré revient à la charge

(G.P.) — L'affaire Lamarre-Lemay a de nouveau rebondi hier alors que le candidat à la mairie du Rassemblement des citoyens de Montréal a rendu publics de nouveaux éléments d'information concernant cette affaire où le beau-frère du président du comité exécutif et les compagnies qu'il contrôle auraient empoché des subventions pour lesquelles ils ne remplissaient pas toutes les conditions.

Me Jean Doré a tenu à faire de nouvelles déclarations à ce sujet parce que selon lui, les informations rendus publiques par l'attaché de presse du président du comité exécutif ne sont pas exactes et sont de nature à tromper le public.

Selon Me Jean Doré et le RCM, la compagnie que contrôle le beau-frère de M. Lamarre aurait entrepris la démolition des logements du 1517 et du 1529 rue Docteur-Penfield avant même d'avoir obtenu un permis de la Ville de Montréal et du ministère des Affaires culturelles.

Ce n'est qu'après que la démolition ait débuté qu'un technologue de la Ville de Montréal est venu inspecter le bâtiment pour le déclarer inhabitable. Cela se passait vers le 7 août 1981. Le 3 novembre suivant, la demande de subvention de \$127,800 était acheminée au comité exécutif sans toutefois être accompagnée d'un rapport du directeur du service confirmant l'état d'inhabitabilité des lieux.

Le RCM maintient donc sa demande d'enquête par la commission municipale du Québec qui se doit, selon le parti d'opposition, de faire la lumière sur cette affaire.

Le RCM s'engage à réduire le taux de la taxe foncière de 15 cents et d'abolir complètement la taxe d'eau pour les bâtiments résidentiels

Le Rassemblement des citoyens de Montréal se propose de réduire le taux de la taxe foncière générale de 15 cents et d'abolir complètement la taxe d'eau et de services pour tous les bâtiments résidentiels s'il prend le pouvoir le 14 novembre prochain.

Gilles Pilon

C'est ce qu'a fait savoir hier Me Jean Doré alors qu'il rendait publics les engagements économiques de son parti au cours de cette campagne électorale.

La suppression de la taxe d'eau coûterait environ \$50 millions à la ville. Par contre, il serait possible, selon le candidat à la mairie, de récupérer la majeure partie de cette somme en économisant sur la facturation des comptes de taxes, en augmentant la taxe d'eau pour les entreprises commerciales et industrielles qui en font une grande consommation et en surtaxant les proprié-

taires de terrains vancants sur le territoire de la Métropole.

S'il prend le pouvoir, le RCM dépensera quand même les \$1,180,000,000 budgétés par l'administration Drapeau, mais il évitera le gaspillage et pourra ainsi produire un surplus budgétaire à la fin de l'année. La deuxième année d'une administration du RCM pourrait ainsi s'accompagner d'une diminution des comptes de taxes des Montréalais.

Le parti d'opposition entend d'autre part réaménager la surtaxe sur les immeubles commerciaux et industriels en faisant passer l'exemption de base de \$100,000 à \$200,000. Le manque à gagner en revenus occasionné par ce réaménagement serait com-

pensé par une augmentation du taux de la surtaxe pour ceux qui y seraient éligibles.

Finalement, le Rassemblement des citoyens de Montréal entend humaniser le système de perception des taxes municipales. Ainsi, il préconise un système de paiement qui permettrait aux contribuables de payer la facture en une seule fois ou en six versements répartis sur toute l'année. Cette méthode, selon Me Doré, permettrait à plusieurs contribuables de régler leurs problèmes de liquidité qui surviennent lorsqu'apparaît le compte de taxes annuel.

Le budget du Parti civique

Commentant le budget présenté hier par M.

Yvon Lamarre, Me Doré a expliqué qu'il s'agissait là d'un budget parfaitement électoral qui a été préparé par les services municipaux pour le Parti civique. Il a ajouté que ce budget est tellement électoraliste qu'il devrait même porter la mention «Autorisé et payé par l'argent officiel du Parti civique».

Selon M. Doré, les Montréalais doivent se méfier des cadeaux électoraux du duo Drapeau-Lamarre puisque ce cadeau ne vaut que pour un an. Cette année, a dit Me Doré, les Montréalais profitent des surplus accumulés des deux dernières années. Que se passera-t-il l'an prochain quand les surplus budgétaires auront fondus comme la neige au soleil?...

en bref...

(S.L.) — Fidèle à lui-même, le Parti civique de M. Drapeau n'a encore délégué aucun de ses conseillers à l'assemblée des citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve mardi soir. Dans une lettre, le vice-président du comité exécutif de la ville, Pierre Lorange, a indiqué qu'il n'était pas dans les vues de son parti d'assister à de tels débats. Le GAM et le RCM y étaient pourtant...

Quand on demande à Monsieur Vignola de quelle façon il «coupera dans le gras» pour rééquilibrer l'économie de Montréal, il commence toujours ses explications en rappelant que le cabinet de l'actuel président du comité exécutif, Yvon Lamarre, est composé d'un personnel politique d'une trentaine de personnes. «Là, il y a du gras», répond-il à tout coup.

Un document de quatre pages est actuellement distribué à travers la ville pour faire connaître les préoccupations et les engagements du GAM.

«J'accuse l'administration Drapeau de discrimination vis-à-vis les groupes ethniques de Montréal. Elle ne se gêne pas pour faire payer des taxes à tous les immigrants qui se sont installés depuis des années dans sa ville, mais elle refuse de lui offrir des emplois municipaux.»

Serge Labrosse

«Aucun membre de la communauté grecque ne trouve à s'embaucher chez les cols bleus, si ce n'est pour un emploi temporaire, et au moins 700 étudiants tout droit sortis des collèges et des universités ont été incapables de se trouver un emploi d'été, cette année, dans le seul district que je représente.»

Candidat vedette du GAM dans le district 25 de Parc extension, Sofoklis Rasoulis, ne mâche pas ses mots lorsqu'il parle de ses adversaires du Parti civique.

Il en a gros sur le coeur, ça se voit, et il ne se cache pas pour le dire.

«Ce n'est pas un hasard si je me présente en politique et plus particulièrement pour le GAM», dit-il.

«Je connais les vues de M. Vignola sur la démocratie et sur la consultation des citoyens et c'est pourquoi je lui donne tout mon appui.

«Il est temps que ça change. Il est temps, dit-il, que quelqu'un de représentatif du milieu ethnique s'occupe des problèmes de cette portion de la communauté qui subit l'injustice de Drapeau en silence...»

M. Rasoulis n'est pas le dernier venu en politique. Il a beaucoup oeuvré auprès des libéraux fédéraux et il est socialement très actif auprès des jeunes et des adultes de son district depuis vingt ans.

Mais sa campagne électorale personnelle va beaucoup plus loin que les limites de son district.

Son principal projet est d'établir une représentativité des communautés ethniques à l'hôtel de ville. «Comme cela se fait dans plusieurs gouvernements européens», dit-il.

«Si je suis élu, précise-t-il, je prends d'eux cet engagement de faire nommer au sein de l'administration municipale un représentant officiel chargé de répondre aux besoins des gens comme nous.»

Défavorisés

«Qu'ont fait nos élus, demande-t-il, sous le régime Drapeau? Qui s'est soucié de nous, de nos enfants? À titre d'exemple, le parc Jarry ne sert à personne depuis la construction du Stade olympique. Mais qui s'est préoccupé d'en faire bénéficier la population avoisinante, majoritairement composée de Grecs, d'Italiens,

Un candidat du GAM accuse l'administration Drapeau de discrimination envers les groupes ethniques

Rasoulis veut que ses semblables vivent à égalité avec les autres Montréalais

d'Arméniens, de Portugais et d'autres nationalités?

«Nos enfants n'ont que les rues et les ruelles pour jouer. Ils sont en danger. N'aurait-on pas pu penser à eux et leur offrir un centre culturel et sportif? Non, dit-il, parce que les groupes ethniques ne comptent pas aux yeux de l'administration Drapeau et de ses conseillers «parachutés» chez nous...»

En somme, Sofoklis Rasoulis, importateur de vins grecs, marié et père de deux enfants,

ne vise qu'un seul but: donner à ses semblables le seul droit qu'il accuse l'administration Drapeau de n'avoir jamais accordé à ceux-ci, celui de vivre à égalité avec tous les autres Montréalais.

Monsieur Vignola entend pour sa part lui fournir tous les moyens pour parvenir à ses fins, puisqu'il a lui-même choisi douze représentants des groupes ethniques à Montréal comme candidats de son parti. Et Sofoklis Rasoulis est incontestablement celui qu'il a choisi comme chef de file.



Photo LE JOURNAL

Toute la famille Rasoulis partage avec Sofoklis l'émotion et le travail de sa campagne électorale.

Lamarre has changed face of the city

Record since '78 shows break with earlier Drapeau administrations

By HARVEY SHEPHERD
of The Gazette

Seldom has a waterworks contained such an array of cold cuts, salmon, salads, pastries and wine.

The City of Montreal's huge, computerized, \$187-million Charles-G. Des Bailleurs water-filtration plant also contained virtually all the city's top and upper-middle management staff, and some city councillors.

The meeting one evening last August followed one of the summer bus tours instituted by Yvon Lamarre, chairman of Montreal's executive committee, to bring politicians closer to neighborhoods, and he used the occasion to sum up his first four years as chairman.

He thanked those present for their support for reforms during what he called a "new administration."

To hear him, you might almost have thought Lamarre had defeated the incumbents in the 1978 election.

He hadn't, of course.

The 1978 election swept Mayor Jean Drapeau's Civic Party back into power to continue a reign that began in 1960. After the election, Lamarre succeeded the former executive chairman, Gerard Niding, who had not sought re-election.

In the past four years, however, the face of the Montreal administration has changed.

An administration with a reputation for free spending has held spending growth to an annual average of 9.2 per cent and is pledging only 5.7 per cent growth for 1983.

An administration accused of neglecting the economy has made a new economic development agency one of the city's most powerful departments.

An administration known for such huge projects as Expo 67 and Olympic Stadium has distributed flowers in neighborhoods and emphasized lamp-posts and pretty sidewalks on shopping streets.

For one opposition party, the change in the face of the administration is only a layer of makeup.

"It's been a continuation of Drapeau's policies," says Councillor Mi-

chael Fainstat of the Montreal Citizens Movement, "except that there's no way the city is going to get any money (from other governments) for major new projects."

However, Henri-Paul Vignola, the Municipal Action Group's candidate for mayor, admits some issues have become less clear-cut since 1978.

This, he says, is largely because the administration implemented some of the proposals MAG put forward in 1978.

Real or superficial, the differences between the Drapeau-Lamarre administration of the past four years and previous Drapeau administrations run the gamut of city activities. Here are some highlights:

SPENDING: Lamarre loses few occasions to emphasize his belief in tight spending controls and efficiency. Some city staff acknowledge that his thorough-going rigor is a demanding change from the comfortable, free-spending practices of the Drapeau-Niding years.

Lamarre's administration coincided largely with a period of spiralling inflation. City spending, which rose from \$563 million to \$728 million in the four years before Lamarre took over at the end of 1978, pushed past the \$1-billion mark for the first time this year with a 1982 budget of \$1.09 billion, an increase of 15.4 per cent from the previous year.

But Lamarre emphasizes that the city's budget grew by an average 9.2 per cent in a period when the consumer price index was rising 11.6 per cent a year.

Between 1980 and 1982, the city's basic property tax rate dropped by 13 cents for every \$100 of assessed value, to \$2.97 this year, and a further drop to \$2.76 is projected for 1983. But this has not prevented screams from taxpayers.

In some west-end districts, assessment increases as high as 50 per cent and more for many homes for both 1981 and 1982 sent homeowners' tax bills towards the stratosphere.

The city cushioned the impact of such increases by a discount scheme approved by the provincial govern-

ment and it also plans to put a 20 per cent ceiling on tax increases due to assessment increases in any year.

Lamarre also says he has made some inroads into the city's debt load, reducing debt by \$92 million in three years to \$1.03 billion at the end of last year.

City Finance Director Fernand Denis, however, projects a \$75-million increase in debt this year, \$36 million of it due to assuming the debt of financially-troubled Pointe aux Trembles, which Montreal annexed this year.

There are several ways of reckoning debt, however, and Lamarre's description has been criticized — for example, on the grounds that it fails to account adequately for the impact of a lower Canadian dollar on foreign-exchange debt.

HOUSING, REAL ESTATE: Operation 20,000 Dwellings is the most important of several attempts to stem the flow of population from the city.

From its 1978 level of 1.07 million, the city's population dipped briefly below the psychologically important one million mark by the 1981 census, although the addition of 36,000 Pointe aux Trembles residents has pushed it just over again.

Operation 10,000 Dwellings, as the program was called when it was launched three years ago, is designed to provide housing, mainly for families of above-average income, by selling land to housing developers at bargain prices.

So far, the city has provided developers with land for about 9,000 apartments — and Lamarre changed the number in the title to 20,000 this year.

During Lamarre's mandate, the stock of low-income housing in the city, funded by three levels of government, has grown by about 2,900 apartments and stands now at almost 10,400, about half for the elderly.

But Lamarre makes no bones about his desire to encourage the proportion of homeowners and the moderately well-to-do in the city — a policy criticized by some as leading to

higher rents and housing problems for the poor.

The efforts of Operation 20,000 Dwellings to this end have been supplemented by about \$33 million in subsidies to encourage renovation of about 6,100 decrepit housing units, as well as programs to encourage property-owners to landscape the rear of their properties, while the city spruces up back lanes.

In 1978 the city also established its own development corporation, which by the end of this year will have built, bought or renovated and sold or rented out about 1,900 house or apartment units. Other new city-owned development corporations are beginning to deal in commercial and industrial real estate.

THE ECONOMY: Lamarre took over a city administration widely criticized for not having an economic-development office. Now, the Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM), set up in 1979, has become a keystone of the city bureaucracy.

Although the city's economy is hurting badly, the administration points to a record \$448 million worth of building permits issued in the first nine months of this year.

The industrial division offers counselling to manufacturers, took early steps toward establishing Montreal's first nine industrial parks, and announced a subsidy program to encourage plant modernization.

COMMERCE: The blossoming of ornamental brick sidewalks, flower and tree planters and ornamental lamp standards along 10 main shopping streets — including Sherbrooke and St. Catherine Sts., Mont Royal Ave., Monk Blvd. and St. Hubert St. — has been criticized as about \$30 million worth of pre-election window-dressing.

But the administration sees it as a key element in a campaign to revitalize Montreal's shopping streets and fight competition from suburban shopping centres.

Another element in this strategy, local business associations with the



Yvon Lamarre and, behind him, Mayor Jean Drapeau.

power to impose compulsory levies on all businesses on a street to pay for promotional activities, has been less successful. Only four have been established since the framework was set up early last year and two have had major problems with dissident businesses that objected to the levies.

RECREATION AND CULTURE: Lamarre's mandate has seen the creation of seven indoor rinks, raising indoor ice to 23 rinks in 20 arenas. The administration has begun expanding its library network by 11 multi-purpose "maisons de culture."

The city's recreational and cultural bureaucracies have also been reorganized, in what the administration describes as a campaign to provide superior service at lower costs, although others see the changes as cut-backs, and accuse the city of favoring high-prestige activities, such as organized hockey.

BUREAUCRACY: Since Lamarre took over, the public works department has swallowed up the former parks and roads departments and has

become, with CIDEM, one of the two key departments in the city bureaucracy. New revenue and controller-general's departments have split off from the finance department.

City staff has dropped by about 2,000, to about 13,300, since 1978 and a further drop of 500 is expected next year. Eleven of the city's 22 top management staff have joined the city or been promoted since 1978.

DEMOCRACY: A number of Civic Party councillors give Lamarre credit for making their role more responsible through such innovations as summer bus tours of city districts and behind-the-scenes committees.

But opposition parties pressing for formal democratization of city structures see no basic change.

There are still no regular, public standing committees of city council itself, and no provision for referendums on rezonings or major developments in local areas, for example.

A bylaw permitting members of the public to submit written questions to the city council was required by a new provincial law.

MCM would abolish water tax

The Montreal Citizens Movement (MCM) replied yesterday to the Civic Party's draft budget by promising to abolish the water tax for Montrealers.

The MCM would also lower the property tax by 15 cents from the current \$2.97 for every \$100 of assessed value.

MCM mayoralty candidate Jean Dore told a news conference his party's taxation proposals are "based on the capacity to pay."

The municipal elections will

be held Nov. 14. The city's draft budget unveiled Thursday, a month earlier than last year, would reduce the water tax to a flat rate of \$60 a household from a variance that has the owner of a \$60,000 home pay about \$240.

The budget also reduces the property tax to \$2.76 for every \$100 of assessed value, which increases slightly the tax for the average homeowner.

According to the MCM proposals, the loss of residential water taxes would amount to

\$50 million. Dore said that money would be recovered in the form of a \$60-million lining in the city's budget for unexpected expenses and of surtaxes on vacant land, which is currently untaxed.

City executive committee chairman Yvon Lamarre was unavailable for comment on the MCM proposals. Henri-Paul Vignola, the mayoralty candidate for the Municipal Action Group (MAG), said he would present his response to the draft budget on Monday.

NDG's voting pendulum may swing again

Prospects are gloomy for Drapeau's candidates in this topsy-turvy district

By ANTHONY WILSON-SMITH
of The Gazette

The middle-aged man could barely contain his dismay as he wandered from person to person, wringing his hands and apologizing at every turn.

"I'm sorry, so sorry for the turnout," he repeated to everyone. "We really thought lots of people would be interested."

It didn't take him long to make the rounds.

The scene was a meet-the-candidates night organized by the Rosedale United Church in N.D.G. last Thursday night.

Virtually the only people who seemed interested in meeting Municipal Action Group (MAG) and Montreal Citizens Movement (MCM) candidates for the Nov. 14 Montreal municipal election were themselves.

A total of 33 people — including other municipal candidates, their wives, girl- and boyfriends and party workers — showed up to hear the N.D.G. candidates take turns denouncing City Hall, each other — and most of all, the two missing candidates for the ruling Civic Party.

It marked a triumph of sorts for local Civic Party backers. They weren't present because the party has told all candidates not to take part in any event where opposition candidates will also be present.

Full-scale war

But while they won that bloodless battle, the Civic Party's four N.D.G. candidates still face a full-scale electoral war if they hope to be elected. There are no guarantees that any of them will survive.

Michael Fainstat, the sole MCM candidate to survive the 1978 Civic Party sweep, displays a confidence that transcends standard election rhetoric when he says:

"We honestly, truly, sincerely, believe that we have a real chance of taking all four seats."

On the other side of the coin, Justine Sentenne, Civic Party councillor in the district adjacent to Fainstat, admits:

"I'm very, very concerned. If there's one area where we've got a real fight on our hands, it's here."

N.D.G., the tarriest of spots in the Little Liberal Kingdom at federal and provincial election time, has no such fixed allegiance at the municipal level.

In 1974, voters stunned Mayor Jean Drapeau by turfing out his entire slate and voting in three members of the then-upstart MCM.

In 1978, with the MCM and MAG splitting the opposition vote, N.D.G. went Civic again, except for Fainstat's District 48.

But MAG — which ran third in all four ridings in 1978 — was late naming all four candidates this time around, and the party will be hard-pressed even to equal its 1978 performances in the area.

The parties are fighting it out in an area that in recent years has been undergoing a subtle but substantial change of face.

Initially, NDG appears the same as always:

Winter sports life still revolves around Confederation Arena and the Hampton Ave. YMCA; the boys gather for post-hockey or broomball ales at the Bon Voyage and Alsacienne brasseries and Monkland Tavern, and you can bump into virtually anybody at one of the shops around the district hub of Cavendish Blvd. and Somerled Ave.

But the children of the baby boom have mostly moved up and out.

And while N.D.G. — labelled "No Damn Good" by generations of visiting sports teams — continues to turn out some of Quebec's finest minor hockey teams and players, those youngsters grow up in an area with the highest percentage of senior citizens in Canada.

Street names such as King Edward, Coronation and Hingston attest to N.D.G.'s once-dominant English character. But a new wave of young francophone professionals are now carving their own niche, and some estimate that as much as 35 per cent of the district is now francophone, while another 20 per cent are of ethnic — mostly Italian — origin.

The MCM will try to blunt Jean Drapeau's traditional city-wide appeal by heavily promoting Fainstat,



SENTENNE
'Very concerned'



LAPOSTOLLE
Low profile



BENNETT
Flat-out campaign

a local legend for the 70-hour work weeks he has put in over eight years as a councillor.

In fact, Fainstat is a far bigger draw in N.D.G. than Jean Dore, the MCM's mayoralty candidate. Because of that, Dore's name is always linked to Fainstat's in local campaign literature, and the party's other three candidates miss no opportunity to mention Fainstat during their door-to-door campaigns.

'Like opposition'

Even George Hayes, the affable engineer running for the Civic Party against Fainstat, refuses to bad-mouth his opponent:

"I'm not telling people to vote against someone but rather for the (Civic) party which has done a good job over the last four years."

Hayes is a well-known local Liberal organizer who is being unofficially

supported by a number of other N.D.G. Liberals, but none of them seem too excited about the possibility of unseating Fainstat.

Also running in District 48 is MAG's Ed Fellmann, a restaurant owner making his second try at an N.D.G. seat for the party.

Their Confederation riding — District 48 — sits in the heart of N.D.G., bounded by Hampton Ave. to the east, Montclair Ave. to the west, Sherbrooke St. to the south, and Cote St. Luc Rd. to the north.

Other districts — which have all been slightly affected by redistribution since the last election — look like this:

District 46 (Decarie): Civic Party incumbent Jean Lapostolle, a bank manager, was a virtual unknown when he won last time around, and hasn't gone out of his way to heighten his profile.

His main preoccupation has been improving facilities for the handicapped.

His biggest challenge will come from the MCM's Sam Boskey, a labor lawyer and long-time community activist.

MAG's Antonio Costanzo, a university professor, got his campaign off to a late start but could be a dark horse in a riding with a very high percentage of voters of Italian origin.

The riding is bordered by Westmount to the east, the Ville Marie Autoroute, Turcot Interchange and Lachine Canal to the south, Sherbrooke St. to the north, and Montclair Ave. to the West.

District 47 (Loyola): John Parker, the 64-year-old Civic Party incumbent, has a cherubic smile and air of boyish enthusiasm that often lead opponents to dismiss him as a milque-toast.

But he's combative to the point that after he lost an election in 1974, he took the MCM's Arnold Bennett to court, alleging that Bennett was re-elected illegally since his real family name was Betnesky. The case was thrown out.

The MCM's Filippo Salvatore is a Harvard-educated lawyer who was prominent with Tax \$ Action, the group fighting high property taxes. He'll try to parlay that into support from homeowners and may win votes from a strong Italian-origin bloc that according to some estimates constitutes as much as 20 per cent of eligible voters. He isn't particularly well-known in the riding.

MAG's Coleen Main is 23 years old, a self-described small-and-large "c" conservative, and has been annoying other members of the party by telling voters they should support her because "it's important to have a good opposition at City Hall."

The owner of five properties, she's basing virtually all of her campaign on the issue of high property taxes.

The riding is bordered by Montclair Ave. to the east, Montreal West and Ville St. Pierre to the west, the Lachine Canal to the south, and Cote St. Luc Rd. to the north.

District 49 (Notre Dame de Grace): Civic Party incumbent Justine Sentenne is perfectly bilingual, grew up in N.D.G., and has a high profile in the riding — at least in part because she is the first woman ever to sit on the city's executive committee.

But she's in serious trouble.

The MCM's Arnold Bennett is a very well-known tenants rights activist and former city councillor who has been going flat-out campaigning door-to-door for more than a month.

Sentenne beat Bennett last time out by a little more than 300 votes, but that was with a high-profile MAG candidate running who pulled in 1,100 votes — 22 per cent of the total.

This time around, MAG's candidate, chartered accountant Edith Myers, is a complete unknown and an opposition vote split is unlikely.

The riding is now bordered by Cote St. Luc Rd. to the north, Sherbrooke St. to the south, Hampton Ave. to the west, and Westmount to the east.



Battling for the N.D.G. vote: Civic Party incumbent John Parker, left, and the MCM's favorite son, Michael Fainstat.

Gazette, Todd Church

Civic Party breaks silence

The Civic Party administration in City Hall has performed a useful exercise in making public now — before the Nov. 14 election — the budget which it will seek to enact if voted back into power.

Certainly, one can legitimately quarrel with the party's use of municipal taxpayers' funds to produce this extravagantly glossy document. Published too close to the election to be acted upon by the council, it is obviously a highly partisan campaign instrument.

Despite this, the proposed budget performs a remarkably worthwhile function. The public now has a good idea of what the Civic Party, which has no platform, will do next year if re-elected. As such, it gives the rival parties something concrete to discuss.

Much of what it would do is sensible. If returned to office, Yvon Lamarre, the outgoing chairman of the executive committee, will continue the financial restraint which has characterized his tenure. His 1981 budget, for example, called for a 5 per cent increase, half the rate of inflation; his 1982 budget had a 15 per cent increase, above the inflation rate but still below the federal and provincial budget hikes, and now his proposed 1983 budget would rise by only 5.7 per cent, within Ottawa's "6 and 5" guidelines. Mr. Lamarre would also reduce water

taxes for most homeowners and tenants. Instead of paying a variable rate about equal to a month's rent, each household would pay a flat \$60. That's welcome.

Its impact on the campaign debate is likewise welcome. The Montreal Citizens Movement, which yesterday responded with its own rival budget, says it would eliminate the water tax entirely on homes (making up the difference largely through a surtax on vacant, often speculatively-held land).

Both parties would cut the number of city employees by about 500. But it is noteworthy that the Civic Party would cut only two per cent of its administrative workers (essentially, bureaucrats) yet cut more than 4 per cent of its operating workers (firemen, recreation employees, inspectors and the like) who deliver real services to citizens.

Indeed, notes the Municipal Action Group, under the Lamarre scheme the cost of bureaucrats would zoom by 45 per cent between 1981 and 1983. A lot of fat remains.

Though the Civic Party refuses to let its candidates debate with other parties, its budget nonetheless helps make the campaign issue-oriented. All in all, this is shaping up as the first campaign in years to appeal to voters' intelligence.

City's 'divine rulers' subvert democracy

Contempt. Arrogance. Disdain.

Those words best describe the attitude of the ruling Civic Party toward Montrealers. Mayor Drapeau and friends care little for your thoughts. They neither seek nor want your input. Rather, those who pull the levers at City Hall prefer to inform you of plans they've devised in private. You are told of the minimum costs never the maximum, and how to pay.

No consultation. No opinions sought. Modern Montreal has worked in this fashion for years. This process, performed by the governing king-makers in a divine-rule approach, brought us the debt-inflicting mammoths of Expo 67 and the Olympic Games. No debate, no discussions. A promised reply to a judicial report remains just that, a promise.

As undemocratic as the style may be, it has worked wonders for the man who perfected it: Jean Drapeau. Indeed, he would argue that Montrealers want the city managed in this fashion. His years in power might just prove him right. But a benevolent dictatorship is a long way from what should be the mode of government in our city. We deserve better.

Unfortunately, our only time to question and talk publicly about municipal affairs in Canada's second-largest metropolis is during the election period. Once every four years Montreal citizens supposedly have the opportunity to debate the issues with the elected elite. It is a proven and accepted method of electioneering. Alas, it is not to be this campaign. Jean Drapeau and the Civic Party have dealt democracy another low blow.

Having counted the survey results and computed them to an easy victory, those cynical public servants within the Civic Party have decided to refrain from meeting the opposition. Orders were given to the candidates to avoid all enemy forces at all costs. They have been forbidden from attending any public gathering where the candidates from the other parties might be. No debates. Period.

The Civic Party's chief organizer, councillor Pierre Lorange, claims that "debates have nothing of value. They are of no importance in our opinion."

George Springate



Why don't Jean Drapeau, Yvon Lamarre and Lorange want their party's candidates engaged in debates with other contestants for the city council? Is it because they are afraid their members will not be able to hold their own? Or afraid that one of theirs will accidentally spill the beans on a possible scandal or other episode concocted in the secrecy of caucus? Maybe it's because Drapeau and company know their standard-bearers have no ability to stand up in public and defend the administration's past record. Then again, possibly the Civic Party brass accept the old political axiom that when ahead avoid a debate with knowledgeable people.

Television and radio stations be damned. No debates. No public arguments with concerned opponents.

This leaves the radio host interviewing an opposition candidate or candidates but no official answer from those who have been running the city for over 20 years.

It's a cozy deal for the rulers of Montreal. Yet an awful way for the concerned citizen to become informed. This approach does not permit the voter to learn of all sides of an issue. And this suits Jean Drapeau just fine, thank you.

Oh, the Civic Party will tell you that it's candidates are meeting the public, that they had so many open but personalized get-togethers to date and that many more are planned. On paper that sounds delicious and so democratic but it smells of a contrived and designed plan to control the press. For the media to report on a Civic Party member it must do so in an operation prepared by, presented for and controlled by party organizers.

No, Jean Drapeau, this is not democracy. It is hypocrisy at its worst.

Election Notebook

By STEVE KOWCH

Think before you cast vote

With a week before the elections in the suburbs, now is a good time to reflect on why those people knocking at your door or stuffing your mail box with flyers are seeking public office. They probably fit into three categories.

The first are those who believe in their community and who have demonstrated in the past they are willing to serve.

The second are opportunists who take advantage of a situation for political gain.

The third are those who know they don't have a hope in hell of winning but have thrown their hat in the ring because they don't want someone to win by acclamation... no matter how good a job that person may have done while elected.

We in the media don't know all the candidates in your neighborhood but in the past month I have heard some rather bizarre stories about some candidates.

In Montreal North, for example, the housewife running against Yves Ryan has no idea what she can do about problems her community has with the MUC. Suzel Hebert Godin when asked about the MUC went white and asked me "c'est quoi ça?" Really... why is someone like that trying to unseat the mayor? Because she doesn't want him to win by acclamation. A member of her L'Action Locale et Municipale de Montreal Nord slate was a candidate for the Rhinos in the last federal election. Put that group in category three.

Tax Queen

And then you have the Tax Queen. Hazel Lipos is trying to unseat Cote St. Luc Mayor Bernard Lang. Who can forget what Lipos did to generate attention on those burdened by heavy taxes? Who can forget the work she put into Taxes\$Action? A housewife who was mad as hell and wasn't going to take it anymore. The key word... housewife... no she said over and over to the press she had no intention of using Taxes\$Action as a stepping stone to public office.

We believed her and we gave her the publicity that made Lipos and Taxes\$Action a household name... more publicity than she would have received if the media had ever suspected Lipos was an opportunist.

In Beaconsfield the same question can be asked about the three candidates who were members of the West Island Train Savers (WITS).

Charles Taylor, Jock L. Blaisillon and Michael E. Cloghese are all seeking city council seats.

But before jumping to conclusions let's remember one thing. The real train savers on the West Island are Kirkland Mayor Sam Elkas, Beaconsfield Mayor Ed Briggs and their legal advisors.

At the risk of telling tales out of school, I shall repeat a conversation I had with Elkas about WITS and how on a number of occasions he had to remind Taylor saving the trains was more important than his launching a political career.

Category one

Now what about category one?

Last week a Montreal city councillor approached me and asked point blank if I thought he should worry about his opponent.

My answer to him was simple. If he was visible in the community during the past four years, if he got involved in local issues, if he was available when his citizens needed his help, then chances are the voters will remember the name of their city councillor without having to look at the election flyer.

If that is the case, I told him, don't worry, you'll be re-elected.

If that isn't the case, I told him, then you should have saved your deposit because you don't deserve to seek re-election and you abused your power at City Hall and collected your cheque dishonestly.

That is basically how you decide if the candidate falls into category number one.

If the only time you heard from your councillor is this time of year take a look at who is running against him and decide if maybe someone else should get your vote.

«Il faudrait que les femmes élisent plus de femmes»!

Quand le maire Jean Drapeau a déclaré, cette semaine, dans le quartier Villeray, qu'il avait toujours préféré un candidat élu à une candidate battue, Nicole Gagnon-Larocque, l'une des quatre femmes de son équipe, ne s'est pas sentie attaquée ar les propos de son chef. Les trois autres femmes du Parti civique sont Carmen Millette, Jocelyne Menard et Justine Sentenne.

Yvon Laprade

«Le maire est moqueur. Il aime l'humour. On a toujours un plaisir fou à se taquiner», explique celle qui ne craint pas de s'amuser aux dépens de la «chevelure dégarnie» de M. Drapeau.

Mère de deux enfants de 9 à 6 ans, âgée elle-même de 35 ans, Nicole Gagnon-Larocque a été élue en 1978, pour la première fois, dans le district Octave-Crémazie. Avant de se lancer en politique, elle lavait sa vaisselle comme tout le monde. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, elle doit livrer une chaude bataille contre le RCM qui tente de faire élire le colistier de Jean Doré.

Mme Gagnon-Laroc-

que ne discute pas de féminisme. Elle préfère, dit-elle, faire débloquent des dossiers. «Ce sont les femmes qui font la politique. Elles forment la vraie machine électorale», précise-t-elle, sûre d'elle-même.

La candidate du Parti civique aime l'action. Au point de pénétrer dans le bureau du maire de Montréal pour l'inciter à rajuster son tir sur la situation de la femme à l'emploi de la Ville de Montréal!

«Auparavant, les femmes étaient tenues de prendre leur retraite à 60 ans — 65 ans pour les hommes — sauf si

— Nicole Gagnon-Larocque

elles présentaient une lettre de leur directeur. C'était discriminatoire. La Charte a été amendée. J'ai gagné...», aime-t-elle se rappeler.

Pour la candidate du Parti civique, toutefois, il faudrait que les femmes participent davantage à la vie publique de façon, dit-elle, «à faire élire encore plus de femmes». «Mais pour des questions de disponibilité, les jeunes enfants à la maison, par exemple, elles parviennent plus difficilement à réaliser leurs ambitions.»

Propriétaire d'un hebdomadaire, le Progrès-Villeray, Mme Gagnon-Larocque prend les bouchées une à la fois. Cependant, elle étudierait «sérieusement» une offre de son patron, M. Drapeau, si ce dernier l'invitait à faire partie du conseil exécutif de Montréal dans son prochain mandat. Mais pour l'instant, Mme Gagnon-Larocque est beaucoup plus préoccupée par sa campagne électorale... et par son principal rival, Claude Grégoire du RCM.



Photo Le Journal Jacques BOURDON

Nicole Gagnon-Larocque en compagnie de son chef, Jean Drapeau.

Ex-député fédéral d'Hochelaga

Jacques Lavoie se veut «la voix de Maisonnette»

«La voix de Maisonnette».

C'est par ce jeu de mots à double sens que le candidat du GAM dans le district électoral numéro 8, Jacques... Lavoie, aime se présenter aux électeurs de sa circonscription.

Serge Labrosse

L'un des candidats vedettes du Groupe d'action municipale aux côtés de son «chef» Henri-Paul Vignola, M. Lavoie, ex-député libéral qui a fait sa marque quelques années déjà dans ce même comté d'Hochelaga, en sera cette année à sa première tentative sur la scène municipale.

Mais il paraît néanmoins très bien préparé à la bataille et fortifié d'aise, à dire vrai, dès qu'il lui est donné de prendre part à un débat ou de discuter ouvertement avec ses concitoyens des points chauds qui constituent l'actualité du quartier. Au fond, le long sabbat qu'il s'est imposé après avoir quitté l'arène fédérale ne lui a pas fait publier la politique pour autant.

C'est pourquoi sans doute il aborde avec intérêt, dit-il, chaque problème de son district, qu'il s'agisse du développement éventuel du terrain des usines Angus (qu'il a d'ailleurs visité cette semaine en compagnie de M. Vi-

gnola) ou des difficultés du logement et de l'économie qui sont, un peu le lot des gens de ce secteur de la ville.

«Vous savez, aime-t-il rappeler, je suis très conscient des réalités de mon milieu, pour y avoir vécu ces vingt dernières années, comme simple citoyen surtout, mais comme député aussi.»

Locataires sans emploi

«Quatre-vingt dix pour cent de la population du district Maisonnette est locataire, plus de cinquante pour cent est sans emploi ou inactive. Cela démontre que le revenu moyen de ces gens n'est pas énorme.»

«Mais l'administration en place, celle de M. Drapeau, n'a pas tenu compte de ces pro-

blèmes au fil des vingt années qu'a duré son règne et ne s'est pas sentie mal à l'aise le moins du monde le jour où elle a autorisé la démolition d'une bonne vingtaine d'usines, le long de la future autoroute est-ouest, rue Notre-Dame.»

«S'est-elle demandée alors si les 2.000 personnes qui ont perdu leur emploi à cause d'elle

Une première tentative sur la scène municipale



Le candidat Jacques Lavoie discute avec son chef d'un document relatif à l'historique et à l'avenir du site des usines Angus.

trouveraient à se faire embaucher?... Les a-t-elle consultés avant d'agir?... A-t-elle jamais sorti un seul sou de sa poche pour leur venir en aide?... Et le conseiller en place n'a-t-il pas

endossé leur indifférence envers nos concitoyens...»

«C'est parce que l'administration Drapeau ne saurait pas et ne veut même pas répondre à ces questions telle

n'assiste à aucun débat public pour éviter de se compromettre, depuis le début des élections, que j'ai décidé, moi, de solliciter le vote de mes voisins de Maisonneuve.»

«Et s'ils ont compris qu'il est temps que ça change à Montréal, conclut Jacques Lavoie, ils sauront bien où inscrire leur croix sur le bulletin de vote, le jour des élections...»



M. Vignola s'est rendu dans le district de Maisonneuve, vendredi, rencontrer les travailleurs de l'usine Angus où son père a travaillé des années.

"C'est un plaisir chaque fois de me rapprocher des électeurs"

Par Josette Bourbonnais
Photos Michel Parent

C'est presque en voisine que Mme Drapeau est arrivée cette semaine au Comité du parti civique du district 15, Louis-Hébert du candidat René Paris.

Très simple, en cardigan de laine Cardin, jupe de corduroy bleu nattier, chaussures ballerine pour ne pas fatiguer, cheveux cendrés ondulés, ses yeux bleus intenses et sans fard se fixant sur chaque personne, c'était Marie-Claire Boucher qui retrouvait cette semaine des personnes ayant connu ses tantes au couvent... Elle a noté un nom et dit: "J'en parlerai à ma tante".



Mme Drapeau au Club de l'Age d'Or St-Marc de Rosemont

— Marie-Claire B. Drapeau

Les dames se pressaient autour d'elle, les messieurs étaient plus réservés. Elle s'arrêtait de temps en temps un peu plus et, réfléchissant: "Je vous reconnais mais je ne sais plus où... et l'on discutait deux ou trois minutes".

Les gens l'ont trouvée très aimable, beaucoup plus détendue qu'avant, plus calme aussi et infiniment patiente. L'une a voulu savoir si Mme Drapeau était en faveur de la réélection de son mari et surtout de sa campagne après la maladie que l'on sait. "Oh, j'ai hésité mais quand j'ai vu qu'il était bien rétabli et qu'il y tenait tant, vous savez c'est là sa vie et je crois que ce serait pis pour lui d'être inactif. Je n'avais pas le choix autrement que de l'encoura-



Elle s'intéresse aux ouvrages d'une classe de tricot

ger...". Puis, à une autre question: "Oui, il travaille 12 et 14 heures par jour, il ne dort que cinq heures, cela lui suffit. Il récupère très vite."

Mme Drapeau continue sa petite campagne; "L'essentiel, leur dit-elle, c'est de nous appuyer, de sortir pour aller voter et aussi, si vous le pouvez, de convaincre d'autres personnes et d'aller les aider à sortir s'ils ont des difficultés".

Aussi simplement, elle répond aux questions sur ses grands fils, celui qui lui a donné une belle petite-fille de quatre ans maintenant, très attachée à sa grand-maman, les deux célibataires qui ont toujours un conseil ou un service à lui demander, même celui d'Ottawa qui la fait venir pour des questions de décoration... Et elle continue sa tournée en échangeant des réflexions avec les autres mères.

Il arrive aussi à la "maire", comme on l'appelle souvent, "d'enregistrer" une plainte quelconque sur un problème de quartier, de rue, d'éclairage et elle communique elle-même avec le service concerné de la ville qui lui fait ensuite rapport. Sorte d'ombudsman bénévole peut-être, mais qui dégage beaucoup de chaleur.



Non seulement court-t-il pour rattraper Jean Drapeau ou tout au moins ne pas se faire dépasser par Jean Doré, mais Henri-Paul Vignola fait du vrai jogging pour sa santé, tous les matins, comme en témoigne cette photo prise à l'île Ste-Hélène.

MONTRÉALAIS BLASÉS à la veille du scrutin

À deux semaines du scrutin, la campagne électorale à Montréal suscite fort peu d'intérêt et de discussions chez les citoyens qui semblent blasés et même désintéressés, apparemment convaincus que le maire Jean Drapeau sera réélu et que son Parti civique gardera son emprise sur le conseil municipal.

Quand on parle des élections dans le grand public — et c'est plutôt

rare — il ne semble y avoir que deux questions que l'on se pose: qui arrivera deuxième: Jean Doré ou Henri-Paul Vignola, et combien de sièges le Parti civique remportera-t-il sur les 57 en jeu?

On a nettement l'impression que tout suspense a cessé lorsque le maire Drapeau a décidé de solliciter un nouveau mandat. Son bras droit, Yvon Lamarre, a dévoilé cette

semaine un budget "électoral" alléchant puisqu'il évitera en 1983 une hausse de taxes à la plupart des Montréalais.

L'OPPOSITION

Le RCM (Ralliement des Citoyens de Montréal) a réagi, vendredi soir, avec ses propres propositions fiscales qui, elles aussi, équivalent à geler les comptes de taxes dans l'immédiat. Me Doré prévoit ensuite de réduire ou même d'éliminer toute une brochette de taxes municipales sans toutefois dire où l'on prendrait l'argent pour les remplacer.

Du côté du GAM (Groupement d'Action municipal) c'est le calme plat, si l'on fait exception d'une "analyse" par M. Vignola du sondage SORECOM (effectué par Le DEVOIR) qui laisse présager un balayage par le maire Drapeau. M. Vignola s'en est pris à la méthodologie utilisée par

SORECOM pour affirmer que son PARTI avait malgré tout d'excellentes chances, contrairement aux analyses de SORECOM.

Au Parti civique, c'est toujours la politique du "low profile": MM. Drapeau et Lamarre évitent pour le moment les grands discours et leurs candidats refusent les affrontements et les débats avec les candidats adversaires, sous prétexte que "c'est leur faire de la publicité". C'est donc au niveau de l'organisation que le Parti civique travaille le plus fort dans les districts, du moins pour le moment car selon la rumeur "ça changera" pour la dernière semaine.

AUJOURD'HUI

MM. Drapeau et Lamarre prendront la parole ce midi devant 1 500 partisans à un brunch à l'école James-Lyng, 5440 ouest, rue Notre-Dame. Tous les

candidats des districts ouest seront là.

M. Vignola rencontrera les membres de l'Association des Portugais à midi à l'angle des rues St-Hubert et Rachel; à 16 heures, il participera à la cérémonie en l'honneur du Frère André à l'Oratoire St-Joseph. Puis il prendra la parole dans trois réunions en soirée: à 19 heures, pour Marc Lebeau (district 13) au 6539, rue des Ecoles; à 21 heures, pour ses candidats de la Plaza St-Hubert au 5996, rue St-Hubert; et à 22 heures, pour son candidat du centre-ville au 2151, rue de la Montagne.

Aujourd'hui, Me Doré fera un discours à midi lors d'un brunch-bénéfice organisé par ses candidats du Plateau Mont-Royal, au 5310, rue St-Laurent. À 13 h 30, il dévoilera son programme en faveur des personnes âgées lors d'une rencontre avec des gens de l'âge d'or au 5675, rue Lafond, à Rosemont.

Les femmes et la campagne municipale

Ce n'est pas original de dire que les femmes s'impliquent de plus en plus dans tous les domaines, médecine, droit, affaires, commerce et bien sûr, politique. Celles qui ne se lancent pas vraiment dans la lutte pour arracher un siège donnent souvent un bon coup de main à leur époux, que ce soit par leur présence à ses côtés, par des visites, par des présidences acceptées, en se mêlant aux autres femmes, ou en essayant de les renseigner et peut-être de les inciter à s'impliquer dans la chose publique.

Nous avons ainsi suivi la femme du maire de Montréal, Mme Marie-Claire Drapeau qui se rendait voir les personnes du Troisième Age.

La compagne de Jean Doré, du parti RCM, Mme Christiane Sauvé, a décidé de faire du porte-à-porte avec le co-listier de M. Doré, elle nous a confié ses intérêts dans ce domaine.

Malheureusement, il ne nous a pas été permis de rencontrer Mme Henri-Paul Vignola, mère de trois enfants, qui a décidé de rester à l'écart de tous les projets de son mari dans la lutte à la mairie, au sein du GAM.



Mme Christiane Sauvé faisant consciencieusement son travail de porte-à-porte

"Je m'implique le plus possible"

— Christiane Sauvé

Par Josette Bourbonnais
Photo Michel Parent

La trentaine, cheveux courts et blonds, d'allure sportive, Mme Christiane Sauvé, la conjointe de Jean Doré, ne compte pas son temps ni ses pas, puisqu'elle a décidé, cette année, de s'impliquer à fond dans la campagne municipale et fait du porte-à-porte chaque soir.

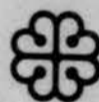
"J'y crois, ça m'intéresse, je suis Jean le plus possible et j'assiste aux réunions du parti RCM comme du conseil quand il y en a, c'était d'ailleurs une des conditions de base de notre union. Les affaires de la ville me passionnent."

C'est, en résumé, l'opinion de cette jeune mère de famille, ils ont une fillette, Mélanie, de huit ans, très curieuse et intéressée aux allées et venues de maman, qui, de plus, a repris ses études. "Nous sommes en 3^e année toutes les deux, Mélanie au primaire, Christiane en droit."

Les activités antérieures de Mme Sauvé l'avaient préparée à ce rôle, elle avait travaillé plusieurs années à la Ligue des Droits et Libertés et acquis un tas de connaissances qu'elle désirait mettre à jour, organiser. C'est pourquoi elle a entrepris des études de droit et passera son barreau l'an prochain. Elle a également collaboré à un groupe étudiant les rapports Keable et MacDonald, aidé aux agences pour réfugiés politiques et a repris du service, comme bénévole, à la ligue.

Mme Sauvé trouve que les gens ne sont pas bien informés au niveau municipal, il faut éveiller leur curiosité sur le plan économique. Avec le co-listier de Jean Doré, Claude Grégoire, elle visite, deux heures par soir, les citoyens du district 27, Octave-Crémazie, leur parle du rôle d'une opposition forte qu'ils voudraient jouer, de projets d'habitation pour personnes âgées qui forment une grosse partie des 12 000 et plus de votants, de transport et d'espaces verts, entre autres.

ELECTIONS MUNICIPALES



Ville de Montréal

**Archives
municipales**

**Vous nous obligeriez en nous retournant
le dossier dans le plus bref délai.**

0 5 0 0 0 0 0 0 0 0



UNITE OUVRIERE
JOURNAL DU CONSEIL
CENTRAL DE MONTREAL - CSN
Novembre 1982

une ville à notre goût

ÉLECTIONS MUNICIPALES

■ Bien que Jean Drapeau soit maire depuis plus de 20 ans et qu'il ait réussi à imposer son oligarchie à la Ville de Montréal et ses manières despotiques de régner, il devient de plus en plus impérieux pour le Conseil Central de Montréal, de même que les autres instances régionales de la FTQ et de la CEQ, d'être présents sur la scène métropolitaine. C'est dans ce sens qu'Unité Ouvrière présente un mini-dossier sur les enjeux de la dernière élection municipale à Montréal.

LE CONSEIL CENTRAL EST PRÉSENT

■ Le Conseil Central de Montréal s'est préoccupé depuis longtemps des enjeux municipaux. Ainsi, jusqu'à la fin des années '50, le Conseil Central avait des représentants au Conseil de ville. Avec la réforme du Conseil municipal, qui enlevait la participation des corps intermédiaires, le Conseil Central de Montréal mène ses luttes maintenant de l'extérieur.

Bien qu'il y ait eu un Comité sur les affaires municipales en 1962, ce n'est qu'en 1968 que prendra forme un Comité d'action politique au Conseil Central. Ce comité, en plus de prendre part aux choses municipales, se verra confier tout ce qu'on appelait alors le deuxième front, soit les questions du logement, de l'immigration, de l'assurance-chômage, etc.

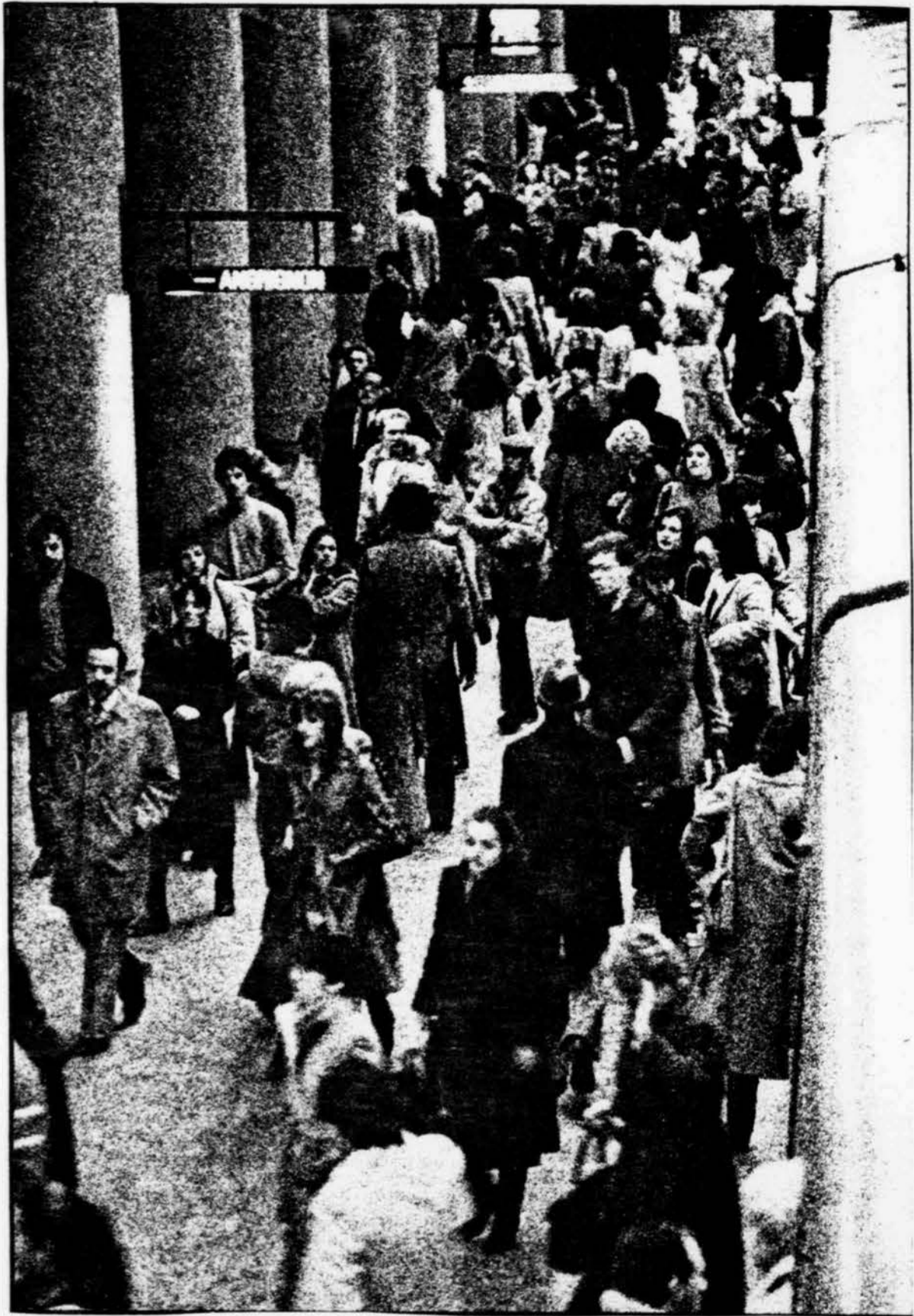
En 1970, avec l'appui d'autres organisations populaires et syndicales, prend naissance le FRAP.

Le Front d'action politique ainsi créé bénéficiera alors de l'appui du Conseil tant au niveau des ressources financières que d'appuis militants.

On se rappelle que les élections municipales d'alors, en novembre 1970, ont eu lieu en pleine crise d'octobre et que le FRAP, ayant été identifié à la branche politique du FLQ par les notables montréalais dont le maire sortant Jean Drapeau, mordait la poussière aux élections.

Cela n'a pas empêché le Conseil Central de Montréal de continuer à être présent au niveau municipal. C'est ainsi qu'en 1973, le Conseil Central participait à la mise sur pied d'une formation politique regroupant les forces progressistes d'opposition qui vont participer aux élections municipales devant se tenir l'année suivante. Ainsi naissait le Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM).

Bien qu'en 1978 le Conseil Central ait proposé l'annulation aux élections municipales, ceci ne l'a pas empêché par la suite d'être présent au niveau municipal particulièrement sur la question du transport en commun et sur la création du *Sommet populaire*.



UNITE OUVRIERE
JOURNAL DU CONSEIL
CENTRAL DE MONTREAL - CSN
Novembre 1982

**QUELQUES-UNES DES
GRANDES REVENDICATIONS
DU CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL**

LOGEMENT

- Que le programme de HLM soit maintenu et intensifié, ouvert à toutes les couches de travailleuses et travailleurs, tout en s'assurant que les loyers respectent réellement la capacité de payer des locataires.
- Que la taxe d'eau soit abolie.

LOISIRS-ÉDUCATION

- Que l'on revendique le droit pour toutes et tous, sans discrimination, à l'éducation populaire, aux loisirs et aux vacances, contrôlés par les classes populaires et leurs organisations.

TRANSPORT EN COMMUN

- Que l'on crée un impôt spécial aux employeurs retenu sur les profits, de sorte qu'on en arrive, à long terme, à la gratuité du transport en commun.

DROIT AU TRAVAIL

- Que la Ville de Montréal lance un véritable projet de relance économique régionale axée sur le plein emploi, entre autres, par la poursuite des travaux en cours sur la prolongation du Métro et l'épuration des eaux.
- Que les postes coupés à la suite des réductions de services à la population soient comblés et les services rétablis... et améliorés!

DÉMOCRATIE MUNICIPALE

- Que l'on revendique la démocratisation des structures municipales:
 - Débats au conseil municipal et non au comité exécutif
 - Période de questions pour les citoyens
 - Télé-diffusion ou radiodiffusion des débats du conseil municipal
 - Référendum sur les questions importantes.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DRAPEAU-LAMARRE

■ Pour les classes dominantes et le capital international, Montréal c'est le terrain de jeu rêvé. 7,500 usines, un million d'emplois (près de 50% de tous les emplois québécois), 60 centres de recherche, 75 sièges sociaux, le 4^{ième} port d'Amérique.

MONTREAL, VILLE OUVERTE... AUX PROMOTEURS

Mais surtout, une administration municipale complaisante et autoritaire, où la démocratie est réduite à sa plus simple expression. Une administration qui a orienté structures et services pour répondre aux besoins du capital: démolitions sauvages de logements pour faire place aux terrains de stationnement, à des autoroutes et à des édifices à bureaux; projets prestigieux et coûteux comme Les Fielles, le Palais de congrès, Terre des Hommes, sans oublier les "foies olympiques"... Et pour couronner le tour, un nouveau symbole pour la ville de Montréal, à des coûts astronomiques. Symbole des projets de Drapeau qui nous coûtent trop cher et qui ne répondent pas à nos besoins.

Montréal, sous Drapeau, a toujours été une ville ouverte aux promoteurs. Elle l'est toujours... Les "voisins de la rue Duluth", ceux de la rue de La Roche, le Comité de Citoyens de Mile-End en savent quelque chose. L'administration Drapeau a toujours favorisé le développement commercial au détriment de celui du logement. C'est ainsi que le nombre de logements familiaux accessibles va en diminuant, alors que la

majorité des montréalais sont des locataires.

LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'administration Drapeau-Lamarre n'a tout simplement aucune politique dans ce domaine. Alors que d'après Drapeau la priorité de la ville en 1982 est le développement industriel, il n'y a consacré que 1/156 du budget global de la ville, soit six millions (\$6 000 000.). Cela, au moment où Montréal vit difficilement la crise économique. Rappelons que: Montréal est la grande ville canadienne avec le taux officiel de chômage le plus élevé (environ 14%).

Plus de la moitié des chômeurs et des chômeuses du Québec résident à Montréal (environ 240,000). Dans certains quartiers de Montréal, ce taux grimpe à 30%.

Non seulement l'administration de la ville ne fait rien pour contrer le chômage, elle y contribue. C'est ainsi qu'elle a mis-à-pied 2,100 de ses propres employés depuis 1978.

UNE DÉMOCRATIE RÉDUITE À SA PLUS SIMPLE EXPRESSION

L'ensemble des institutions municipales sont marquées par l'absence de démocratie. La ville de Montréal demeure la chasse gardée d'une clique qui, regroupée dans le Parti Civique, accapare les postes de direction. L'exemple le plus frappant est le comité exécutif de la ville de Montréal. C'est une structure hyper-centralisée où les décisions se prennent à huis-clos. Les informations ne filtrent

qu'à la pièce, vidant le conseil municipal de ses fonctions et interdisant tout débat public. Pas de véritable période de questions, pas de procédure de référendum.

Rappelons-nous comment l'administration Drapeau-Nidings s'est lancée dans l'extravagante aventure olympique sans jamais consulter la population qui doit pourtant aujourd'hui payer chèrement la note des jeux. Et que dire du refus du maire Drapeau de répondre au rapport Malouf?

Ce manque de tradition démocratique s'explique en partie par l'absence de transparence des institutions municipales et par le lien privilégié les reliant aux bien nantis. Il s'explique aussi par une dévalorisation systématique de l'activité politique autour des enjeux municipaux. Ainsi, le maire Drapeau affirmait en mai 1979, à un colloque des HEC, sur l'avenir de Montréal: "La première et plus urgente opération consisterait en une désinfection du sujet. J'entends par là, dépolitiser, déssectorialiser, dépolluer le sujet lui-même et le milieu dans lequel les recherches se feront."

Cette "pollution" dans le débat sur l'avenir de Montréal c'est, entre autres choses, les revendications des travailleurs et travailleuses qui veulent une ville qui se développe en fonction de leurs besoins. Et ces exigences entrent en contradiction avec les projets de développement et la logique de développement du capital.

Ce manque de tradition démocratique explique aussi pourquoi le taux de participation aux élections municipales est si faible.



Avec les démolitions, le nombre de logements familiaux va en diminuant alors que la majorité des montréalais sont locataires.

Une voie prioritaire à Laval: Montréal regarde passer le bus

par
Pierre Lachapelle

Vice-président de Transport 2000
(Québec), organisme voué à la
promotion des usagers du transport
en commun.

APRÈS les villes de Paris, d'Ottawa, de Québec et la CTRSM sur le pont Champlain, Ville de Laval et la CTL ont inauguré le lundi 18 octobre, une voie prioritaire pour autobus sur le boulevard des Laurentides, à l'intention des voyageurs à destination ou en provenance du terminus Ahuntsic de Montréal.

À l'hôtel de ville de Laval, on a compris qu'une façon de soutenir les usagers du transport en commun et d'attirer de nouveaux utilisateurs consistait à diminuer la durée du trajet en augmentant la vitesse commerciale des autobus. L'instauration d'un corridor réservé aux autobus aux heures de pointe est certainement une idée des plus rafraichissantes pour les usagers. De plus, les faibles coûts qu'entraîne la réalisation des voies réservées par rapport à ceux des infrastructures de transport plus lourdes (train de banlieue, métro), protègent les contribuables des hausses de taxes intolérables.

Le maire Lefebvre de Laval s'est cependant buté à M. Yvon Lamarre et à «son» service de la circulation, lorsqu'il a demandé que la voie prioritaire se prolonge sur le pont Viau et la rue Lajeunesse, jusqu'au terminus Ahuntsic de la CTL. Que se passe-t-il dans la tête de M. Lamarre?

Il faut d'abord dire que les gens d'Ahuntsic n'ont jamais accepté le sort qui

est fait à leur quartier depuis 20 ans et qui apporte deux marées quotidiennes d'automobilistes venant de Laval et du Nord.

La majorité de ces automobiles ne font que passer. Une partie se retrouve au stationnement Henri-Bourassa qui gangrène le quart du parc Ahuntsic, alors que le restant des véhicules se réfugie, en s'éparpillant, sur les rues résidentielles de notre quartier. Les 900 mouvements quotidiens d'autobus embêtent également les personnes d'Ahuntsic, mais de deux maux, ils préfèrent supporter le moindre. Les quartiers du nord de Montréal sont ainsi livrés au bruit et à la pollution atmosphérique d'origine automobile, sans que les conseillers du Parti civique n'essuient un sourcillement.

Ce sont les mêmes individus qu'on retrouve sur «la queue de coat» de M. Lamarre quand celui-ci prononce ses touchants discours sur les «re-» de Montréal: revitalisation, réaménagement, ressourcement, rénovation. Mais depuis 25 ans, ce sont ces mêmes politiciens, adeptes du laisser-faire, dépourvus de sentiment d'attachement au cadre de vie de leur quartier, qui ont assisté sans réagir aux dérapages de Montréal. Lorsque le pont autoroutier Papineau-Leblanc a été construit en entraînant une baisse du chiffre d'affaires de 20% pour les commerces de la rue Fleury, les conseillers du Parti civique ont laissé faire.

Au niveau des règlements de circulation qui nous intéressent ici, si le duo Drapeau-Lamarre avait adopté une politique plus respectueuse des quartiers et de leur cadre de vie, tant de personnes n'auraient peut-être pas quitté Montréal pour s'établir à la banlieue.

Les exemples de choix stupides abondent. En voici un tout frais. À l'aide de la

période de question «écrite» qui est à la disposition des personnes qui veulent obtenir de l'information de la part de l'exécutif de la ville, j'interrogeais M. Lamarre, le printemps dernier, sur l'attitude de la ville de Montréal face aux voies réservées aux autobus. Il faut souligner ici que le service de la planification de la CTCUM a dans le passé fait des demandes très précises à la ville de Montréal là-dessus. Les réponses furent toujours négatives et empreintes d'un esprit fermé, face à cette idée pourtant avantageuse.

La réponse qui m'est parvenue confirme l'étroitesse d'esprit de messieurs Drapeau-Lamarre en matière de transport des personnes. Dans l'exposé tortueux qu'il nous a fourni, le duo Drapeau-Lamarre se cramponne à l'automobile, aux saillies et aux parcomètres. Après le Montréal des Jeux à \$3 milliards sans réponse du maire, on nous sert le Montréal des parcomètres gobe-sous, sans gros lot. Atlantic City est à côté. Rendez-vous au coin de la rue.

Quelle ville, parmi les perles des cités du monde, s'offre une paralysie des transports publics à -30 sous zéro, sans que ses élus ne se prêtent à la conciliation? Montréal! Quels citoyens d'une agglomération de 1.5 million d'habitants ne peuvent attendre aucune action dynamique en faveur des transports publics, de la part de leurs élus municipaux? Les Montréalais! Cela va-t-il durer? Il revient maintenant aux femmes et aux hommes qui habitent et vivent à Montréal de parler pendant que la campagne électorale se déroule et avant que Montréal devienne un énorme stationnement entrecoupé d'autoroutes pour les banlieusards. Au rythme des années 80, quatre années perdues, c'est une génération de perdue.

Marguerite Bourgeoys nous a donné un exemple de courage, de confiance et de foi (Drapeau)

par Alain Duhamel

En campagne électorale, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, ne pouvait laisser passer la canonisation, à Rome, de Mère Marguerite Bourgeoys, sans tenter d'associer l'événement au destin de Montréal.

«Elle est venue avec l'équipe des fondateurs de Montréal», a déclaré hier M. Drapeau devant un auditoire de plus de 1.500 personnes réunies dans une école du sud-ouest de la ville. «Elle était un membre de l'équipe des fondateurs de Montréal. Elle nous a donné un exemple de courage, de confiance et de foi.»

M. Drapeau concluait ainsi un discours électoral au cours duquel il a exposé longuement les vertus d'équipe du Parti civique de Montréal (PCM) et son étroite association à l'histoire moderne de la ville. «Quand on écrira un jour l'histoire du PCM, on écrira aussi une partie de l'histoire de Montréal. La population et le PCM aiment Montréal, et nous la regardons ensemble dans la même direction et vers le haut plutôt que vers le bas.»

Le PCM se présente cette année à l'électorat montréalais en offrant sa garantie, fondée sur son expérience et ses réalisations. Le maire de Montréal évoque dans toutes ses assemblées l'expérience du parti et l'expérience des candidats qui le compo-

sent. Il en conclut que son parti, même s'il venait à se retirer ou à disparaître, n'est pas à la veille de quitter l'hôtel de ville. «Il a 22 ans et ses vingt-deux années d'expérience vont lui servir.»

Ses adversaires lui apparaissent comme des improvisateurs et des gens sans expérience. Il en tient pour preuve les réactions depuis la publication du budget, la semaine dernière, par le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre. Les partis d'opposition ont qualifié ce document budgétaire d'électorale et ont mis en doute son adoption après les élections du 14 novembre.

«Depuis 22 ans que le PCM existe, le budget déposé par notre administration a toujours été adopté, il a toujours été exécuté», a dit M. Drapeau. Le projet de budget, adopté par le comité exécutif, serait adopté automatiquement en vertu de la loi à l'échéance du débat au conseil municipal si les élus négligeaient de l'adopter officiellement. M. Drapeau admet volontiers que les partis d'opposition puissent dire du budget qu'il est bon ou mauvais, mais il affirme qu'ils ne peuvent mettre en doute son adoption.

Bien que la Ville de Montréal ait la faculté de retarder l'étude et l'adoption du budget de 1983 de quelques mois, étant donné la campagne électorale, M. Lamarre a fixé comme échéancier le

mois de décembre comme tous les ans où il n'y a pas d'élection.

Les conclusions de la campagne électorale ne font plus de doute dans l'esprit des organisateurs et des leaders du PCM. Le maire de Montréal obtiendra un huitième mandat à l'hôtel de ville et une majorité des candidats seront élus dans les districts.

Les préoccupations du PCM s'orientent désormais sur l'importance du taux de participation aux élections et la lutte dans les districts où il craint plus le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) que le Groupe d'action municipale (GAM). En 1978, 50% des électeurs ont voté. «C'est beau, mais ce n'est pas suffisant», a dit M. Drapeau qui souhaiterait que les Montréalais participent aux élections municipales en aussi grand nombre qu'aux élections provinciales ou fédérales, environ 75%.

«on sent bien que le courant de confiance existe. Ce n'est pas suffisant des sondages! Seulement les bulletins seront comptés, pas les intentions de vote.»

«Ce sont ceux qui ne votent pas et qui auraient pu voter qui élisent les mauvais gouvernements», dit M. Drapeau en rappelant que l'histoire démontre que plus les Montréalais votent, plus la majorité du maire et du PCM est considérable.

Drapeau défend son budget ...et Marguerite Bourgeoys

■ Après les avoir superbement ignorés depuis le début de sa campagne, le maire Jean Drapeau a daigné lancer quelques flèches à ses adversaires hier, alors qu'il s'est porté à la défense du budget que son administration vient de déposer à peine 18 jours avant les élections municipales.

MARIO FONTAINE

« On entend et on lit des énormités sur le budget dans les médias ces jours-ci: pensez plutôt à quelle sorte de budget nous aurions avec nos adversaires et leurs équipes inexpérimentées », de s'inquiéter M. Drapeau lors d'un brunch réunissant 1,500 de ses partisans de l'ouest et du sud-ouest de Montréal.

M. Drapeau s'est toutefois bien gardé de prononcer même du bout des lèvres le nom de ses opposants, axant plutôt son discours sur les réalisations de son règne de 22 ans: le Parti civique ne s'est jamais présenté avec un lot de promesses mais avec une garantie de sérieux et d'expérience, devait-il affirmer.

Pour lui, il ne fait pas de doute que le budget présenté jeudi sera mis en application si ses troupes remportent le scrutin du 14 novembre. Un budget qui prévoit une baisse de taxes touchant « la très grande majorité des Montréalais ». « Certains prétendent qu'il est électoraliste parce qu'il est bon, explique le maire sortant. S'il n'était pas bon, ils diraient: ils sont donc pas fins de présenter ça ».

Le Parti civique est un parti d'action et de réalisation, de poursuivre M. Drapeau, qui est confiant de voir son organisation politique lui survivre: il y a une équipe derrière, le Parti civique ne disparaîtra pas, assure-t-il avant d'inviter à nouveau ses partisans à se rendre voter le jour du scrutin même si, devait-il ajouter en anglais, les citoyens ont déjà fait leur choix quand la campagne commence: il faut des votes, pas des intentions de votes...

Le paradis à la rescousse

Vers la fin de son allocution, M.



Après avoir ignoré ses adversaires depuis le tout début de la campagne, M. Drapeau leur a lancé quelques flèches hier. photo Pierre Côté, LA PRESSE

Drapeau a commis une longue digression pour souligner la canonisation, hier, de Sainte Marguerite Bourgeoys. Elle faisait partie de l'équipe des fondateurs de Montréal, et ils avaient bien du mérite, les fondateurs, de constater le premier magistrat.

Celui-ci aurait bien aimé présenter l'une de ses candidates, Mme Justine Sentenne, à la foule, mais celle-ci se trouvait justement à Rome pour l'événement. « Mme Sentenne est de la trempe de Marguerite Bourgeoys », de dire le maire au cours de cette troisième de quatre allocutions qu'il prononcera au cours de la présente campagne.

Bien que moins mystiques, il a aussi eu de bons mots pour le président du comité exécutif, Yvon Lamarre, pour qui la rencontre d'hier a sans doute été très réconfortante: la foule lui a en effet réservé une chaleureuse ovation, une marque de confiance qui vient dans un moment stratégique. M. Lamarre étant accusé par le RCM d'avoir fait en sorte que la Ville accorde un contrat de \$127,800 à son propre beau-frère.

« Les applaudissements n'ont rien à voir avec cela », affirme pourtant M. Lamarre: ils démontrent au appui massif qu'on ressent partout. Lui aussi écarte les accusations d'électoralistes du

budget de jeudi. Il est bon qu'on fasse connaître son budget durant une campagne électorale, dit-il, comme cela les gens n'auront pas de surprise après.



photo Pierre Côté, LA PRESSE

M. Vignola a accusé l'administration Drapeau-Lamarre d'être une « dictature démocratique ».

Vignola adopte un style de campagne plus agressif

■ Henri-Paul Vignola montre les crocs: le candidat à la mairie du Groupe d'action municipale a prononcé son discours le plus agressif depuis le début de la campagne au cours du week-end, dosant attaques et promesses électorales devant un auditoire grec chauffé à blanc.

MARIO FONTAINE

«Il a compris ce que c'était que la politique, que le style cool et low profile ça ne fonctionnait pas au niveau de la stratégie. Il faut dire aussi que les appuis qu'il reçoit de partout le stimulent de plus en plus», d'expliquer un de ses aide de camp qui désire garder l'anonymat.

Au grand plaisir de 400 de ses partisans réunis samedi soir, M. Vignola a attaqué avec une vigueur qu'on ne lui connaissait pas l'administration Drapeau-Lamarre, qu'il a comparé à une « dictature démocratique ».

Cette charge ne serait du reste qu'un début, puisque le GAM

compte ressortir le dossier Malouf au cours des prochains jours. M. Vignola ne se prononce pas, en revanche, sur le toit du stade: c'est de responsabilité provinciale, précise-t-il. De la même façon, il n'a pas l'intention de se pencher sur la subvention de \$127,800 accordée par le Ville de Montréal au beau-frère du président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, pour la démolition-reconstruction de deux immeubles. Je n'étais pas au courant, se contente-t-il de dire.

En revanche, c'est aujourd'hui même que l'ancien chef de la police fera la critique détaillée du budget présenté la semaine dernière par l'administration sortante. En attendant, pas de commentaires.

Le bon sens

De fait, M. Vignola a plutôt passé le week-end à courtoiser diverses communautés ethniques d'où lui viennent douze de ses candidats. En les flattant dans le bon sens: la voiture munie de haut-parleurs utilisée samedi arborait un gros drapeau du Canada en

auto-collant, la documentation remise à l'entrée du sous-sol de l'église grecque orthodoxe était en anglais seulement et c'est dans cette langue que M. Vignola déclarait, dans son discours, qu'il «est aussi important de voter le 14 novembre qu'il était important de le faire lors du référendum, en 1980!».

Les gens qui ont voté non doivent-ils automatiquement appuyer le GAM? Ce n'est pas ce que j'ai dit, précise-t-il. Je veux simplement souligner qu'il est important d'aller voter. Très applaudi par son auditoire, M. Vignola a promis aux communautés ethniques (34 p. cent de la population de Montréal) que son administration leur fournirait les moyens de se faire entendre, mettrait sur pied un festival ethnique annuel et verrait à ce que les citoyens issus de ces groupes aient les mêmes chances de trouver un emploi à la ville que les autres, en particulier aux échelons supérieurs de l'administration où ils sont absents dans le moment.

Jean Doré s'est impliqué dans tous les milieux

■ Jean Doré est un avocat qui s'est impliqué dans tous les milieux où sa vie l'a conduit, tant à l'université, où il a fait son droit, qu'en politique provinciale et municipale. Il est peu connu, mais il n'est pas pour autant un nouveau venu. Après Jacques Couture en 1974, et Guy Duquette en 1978, c'est maintenant à son tour de tenter de conquérir la mairie de la métropole au nom du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM).

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Jean Doré, 37 ans, a décidé de se porter candidat à la mairie après y avoir réfléchi longtemps, même après avoir d'abord dit non. Il en a discuté avec sa femme, Christiane: si elle n'avait pas donné son accord, il n'aurait jamais été le chef du RCM pour les élections du 14 novembre. Elle participe d'ailleurs à la lutte électorale, elle fait du porte à porte dans le district de Villeray et elle assiste à la séance de stratégie de chaque jeudi soir.

Il a passé une partie de ses vacances estivales dans le sous-sol de la maison de Michael Fainstat, à étudier différents dossiers sur Montréal. M. Fainstat étant le seul conseiller du RCM présentement à l'hôtel de ville, il possède des dossiers assez complets sur l'administration de Montréal. Et Jean Doré a appris vite. A la fin de l'été, il acceptait de relever le défi de la direction du parti.

Le couple Doré demeure depuis quatre ans dans un immeuble en co-propriété de la rue Marquette, dans la paroisse Immaculée-Conception. Ils ont une fillette de 8 ans, Amélie.

Jean Doré a passé la majeure partie de sa vie à Montréal. Sa jeunesse, il l'a vécue principalement rue Iberville où il se rendait pratiquement à chaque dimanche au stade de Lorimier pour y voir jouer les Royaux.

Puis sa famille alla s'installer à Laval, dans l'ex-municipalité de Saint-Vincent-de Paul. Il a fréquenté le Collège Laval avant de poursuivre ses études au Collège Sainte-Croix.

Une fois ses études classiques terminées, Jean Doré est entré à

la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Avec René Lévesque

Après avoir travaillé comme journaliste à Radio-Canada, Jean Doré a eu un premier contact avec la politique en 1970, comme attaché de presse de René Lévesque aux élections qui devaient conduire Robert Bourassa au pouvoir. Après les élections, la situation financière du parti est devenue telle qu'on l'a remercié.

En 1977, il est retourné aux études afin d'être admis au Barreau. Il a aussi oeuvré dans l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) et dans la Ligue des droits de l'homme. Il est le co-auteur, avec Louis Fournier, du livre « Police secrète au Québec ». Il a joué son premier rôle important au sein du RCM en 1974, alors qu'il fut élu trésorier du parti à sa fondation. En 1975, il décida de ne plus être membre d'aucun parti politique. Il donna cependant un coup de main au RCM, à l'occasion des élections de 1978; il assista, comme observateur, au congrès de ce parti, en 1981.

Pour les élections de cette année, il a d'abord voulu être candidat à un poste de conseiller, sous la bannière du RCM, dans l'un des 57 districts électoraux. Mais le destin en avait décidé autrement: en juin dernier, le parti lui a offert de se porter candidat à la mairie.

Inconnu du public

Puis, il rencontre Michael Fainstat. Durant les jours qui suivent, il constate qu'il a l'entier appui de tous. Lorsqu'il a été approché pour la première fois, il était question de fusion entre le RCM et le Groupe d'action municipale (GAM). Il correspondait au portrait-robot que les deux groupements avaient tracé du candidat idéal. La seule réserve qu'on pouvait avoir à son sujet provenait du fait qu'il n'était pas tellement connu du public.

Jean Doré tient à souligner qu'il n'a jamais été approché par le GAM. Toutes les démarches en vue de la fusion qui n'a pas eu lieu ont été faites par le RCM.

Il a hâte au 15 novembre, le lendemain des élections, quels qu'en soient les résultats, pour reprendre sa vie de famille et pour chausser ses patins et empocher son hockey, un sport qu'il pratique avec passion.

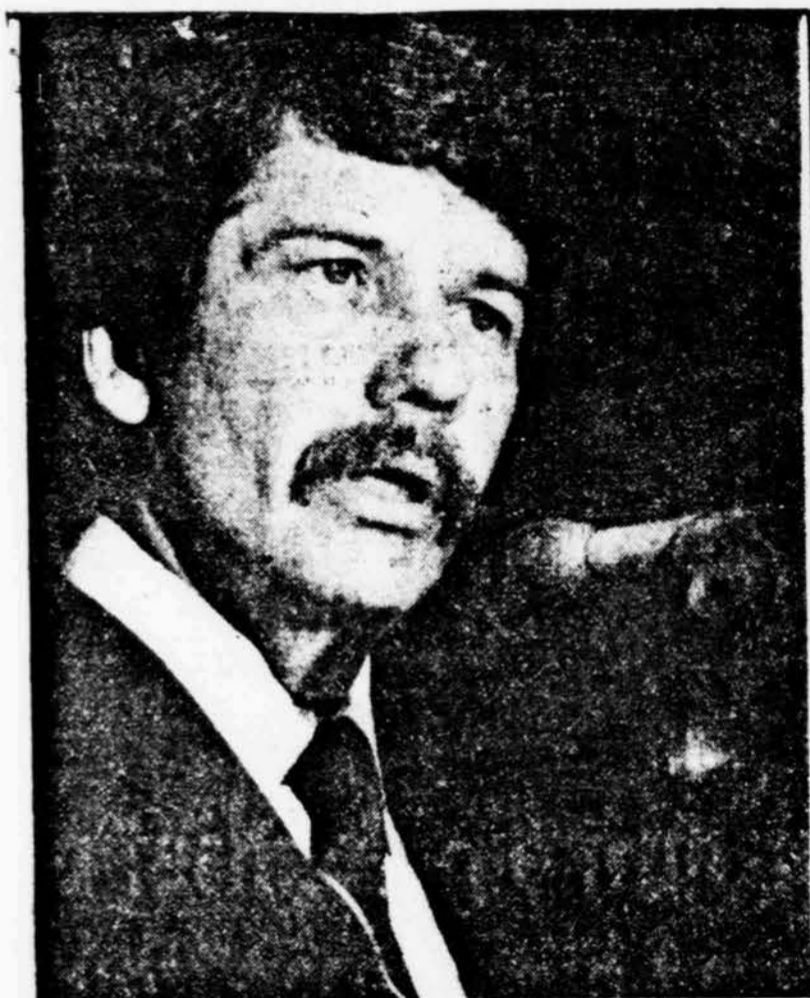


photo P.H. Talbot, LA PRESSE

Doré n'a jamais été approché par le GAM.

Hausse de la participation

■ QUÉBEC (PC) — La hausse de la participation des femmes qui se présentent aux élections municipales, en novembre, ainsi que la diminution du nombre d'élections par acclamation ont marqué la publication des résultats de la fin des mises en candidature, vendredi.

Le ministre des Affaires municipales, M. Jacques Léonard, s'est réjoui de ces « progrès » qui impliquent une plus grande participation des électeurs à la vie municipale québécoise.

Les résultats, recueillis depuis le 24 octobre, ont révélé qu'un total de 276 personnes ont posé leur candidature pour les 183 postes de maires.

En tout, 861 sièges de conseiller municipal seront disputés entre 1,573 aspirants.

M. Léonard a souligné qu'il s'agit d'une participation-record aux élections municipales.

Plus de la moitié des 183 postes vacants de maires seront l'enjeu d'élections. Le taux d'élections par acclamation a diminué de 67,2 pourcent, en 1981, à 46 p. cent cette année.

UN BUDGET ÉLECTORALISTE?

«C'est parce qu'il est bon», répond Drapeau

Pour le maire Jean Drapeau, si le budget 1983 de la Ville de Montréal est qualifié d'électoraliste par le RCM et par le GAM, c'est tout simplement parce qu'il est bon!

Yvon Laprade

Et il ne fait aucun doute, dans son esprit, que ce budget dépassant le milliard de dollars sera adopté avant le 15 décembre, comme le prévoit la loi. «Depuis 22 ans qu'il est au

pouvoir, le Parti civique a toujours adopté ses budgets», a-t-il dit.

M. Drapeau s'est même permis quelques flèches empoisonnées à l'endroit des deux partis de l'opposition. «S'ils ne savent pas ce qu'est un budget, faut pas leur demander d'al-

ler en faire un autre!», a-t-il ajouté. M. Drapeau a même poussé son raisonnement en ajoutant que ce serait «épeurant» de confier la Ville de Montréal à une équipe aussi inexpérimentée, a-t-il précisé en parlant de ses adversaires.

De son côté, Yvon Lamarre a ajouté son grain de sel en soulignant avec fierté que son budget est «le résultat d'une saine gestion de son administration». Comme son chef, il est persuadé que le budget 1983 sera adopté avant le 15 décembre.

«Dans une hypothèse loufoque», selon les termes de M. Drapeau, où un autre parti que celui de l'équipe Drapeau-Lamarre serait élu le 14 novembre, le budget pourrait être modifié et son adoption reportée trois mois plus tard. Cette extension du délai permis permettrait aux nouveaux dirigeants de modifier le budget selon leurs priorités.



MM. Drapeau et Lamarre se sont permis quelques flèches empoisonnées à l'endroit des partis d'opposition.



Plus de 1,500 sympathisants du Parti civique ont participé au deuxième déjeuner-causerie du maire Drapeau.

Photo Le Journal - Yvan TREMBLAY

Drapeau vante Justine Sentenne

Lamarre vise une participation électorale de 60 à 65 pour cent

Le maire Jean Drapeau a profité du deuxième déjeuner-causerie du parti civique, hier, à l'école anglophone James-Lyng, à Saint-Henri, dans le royaume de son bras droit, Yvon Lamarre, pour élever Justine Sentenne au rang des saintes femmes!

Yvon Laprade

«Justine Sentenne est de la trempe de Marguerite Bourgeoys et des fondatrices de Montréal», a-t-il déclaré. Les propos de M. Drapeau sont tombés à point puisque Mlle Sentenne, la seule femme au sein du comité exécutif, était à Rome, hier, pour représenter la métropole, à la canonisation de Marguerite Bourgeoys, l'une des fondatrices de Montréal, avec Maisonneuve

réal, avec Maisonneuve bien entendu!

Devant quelque 1,500 sympathisants du sud-ouest et du centre-ville, M. Drapeau a de nouveau insisté sur l'importance d'une participation massive aux élections du 14 novembre. Il leur a même dit de ne pas aller à la campagne lors du dimanche des élections!

«Ceux qui ne votent pas et qui le peuvent contribuent à faire élire une mauvaise Administration municipale. Le

vote spontané doit se faire!», a-t-il affirmé. Avant lui, Yvon Lamarre a mis le paquet pour inciter les Montréalais à se prévaloir de leur droit de vote.

«Dites-le à vos parents, vos amis, à tout le monde...», a-t-il dit. M. Lamarre vise une participation au vote qui varierait entre 60 et 65 pour cent. À peine 50 pour cent des Montréalais ont voté aux élections de 1978 et 1974.

FRANK HANLEY RIDES AGAIN!

Le «vieux» Frank Hanley n'est pas mort: plus de 10 ans après son retrait de la scène municipale, cet ancien conseiller indépendant hante encore le parti du maire Jean Drapeau!

Yvon Laprade

Cette fois, il a choisi de parrainer un jeune «poulain», Harold McNamara, candidat pour le Groupe d'action municipale (GAM) dans le quartier Pointe-Saint-Charles, défendu depuis nombre d'années par le marchand de bois et tavernier Yves Magnan. Le troisième «soldat» au cours de cette campagne se nomme Christopher Levan, un pasteur de l'Église-Unie du Canada.

Maintenant âgé de 73 ans, Frank Hanley habite encore dans Pointe-Saint-Charles. C'est un quartier qu'il connaît bien pour l'avoir défendu durant plus de 20 ans, tant à l'hôtel de ville de Montréal que comme député indépendant à l'Assemblée nationale.

M. Hanley, un Irlandais pure laine, a mis sur pied un véritable commando avec ses trois fils pour permettre au candidat

McNamara de l'emporter sur le porte-saïon du Parti civique.

«Yves Magnan n'a rien fait qui vaille dans le quartier. Son temps est fait...», clame Hanley dans un français hésitant.

LEVAN: l'avenir de la Pointe en jeu

De son côté, le candidat du RCM, Chris Levan, mène une campagne un peu moins «flamboyante» que ses deux adversaires. En retour, il s'élève contre les dé-

cision de l'administration Drapeau-Lamarre qui veut, dit-il, repeupler Pointe-Saint-Charles sans tenir compte des intérêts de ceux qui y habitent. Son programme est axé principalement sur la qualité du logement et sur l'amélioration des conditions de vie dans ce quartier du sud-ouest de Montréal qui souffre, selon lui, de l'absence de véritables politiques en matière d'habitation.

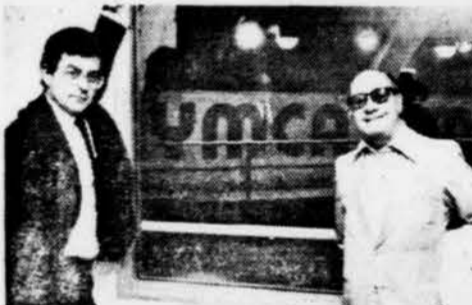


Photo Le Journal - Albert VINCENT

Frank Hanley, 73 ans, donne son appui au candidat Harold McNamara, 40 ans, du GAM, dans Pointe-Saint-Charles. Tous deux fréquentent le WMCA centre-ville.

Serge Labrosse

Les femmes du GAM. Elles sont douze à se présenter aux élections de Montréal. Une équipe une demi-fois plus nombreuse que celle du RCM, trois fois celle du Parti civique de M. Drapeau. Et c'est précisément ce qu'avait souhaité monsieur Vignola dès le début de sa campagne: une représentativité féminine record.

Pour en parler, le *Journal* a rencontré la semaine dernière, Lorraine Beauregard, candidate du Groupe d'action municipale dans le seul district de Montréal (le numéro un) où les trois partis en lice, le PC, le RCM et le GAM, ont choisi de susciter un affrontement entre trois femmes, dans l'ordre respectif: Carmen Millette, Claudette Bélanger et Lorraine Beauregard.

Infirmière diplômée, journaliste à la pige, détentrice d'un baccalauréat en sciences humaines et d'un certificat de l'université de Montréal en relations publiques, Lorraine Beauregard est également l'auteur d'un recueil d'informations sur les services communautaires s'adressant aux femmes de Montréal, publié en 1980 par l'Éditeur officiel du Québec.

Ce n'est que tout récemment que lui est venu l'idée de joindre les rangs du GAM, après

avoir entendu M. Vignola lors d'un discours adressé aux hommes et femmes d'affaires de Montréal.

«Ses vues politiques sur le rôle des femmes dans l'administration municipale m'ont tout de suite plu», dit-elle.

«Comme lui, je crois qu'il faut des femmes au pouvoir, avec les hommes, pour un meilleur équilibre social.»

Pas une femme sur 20 services

«Et le parti en place, celui de monsieur Drapeau, ne favorise pas cet équilibre. C'est un vieux parti avec de vieilles idées. Il ne fait aucune place à la femme dans la fonction publique. Aucune femme n'occupe des fonctions administratives dans les vingt services que compte la Ville de Montréal, parce que M. Drapeau en a fait un univers réservé exclusivement aux hommes...»



Christopher Levan, du RCM, s'élève contre l'administration Drapeau-Lamarre.



Le conseiller sortant du Parti civique, Yves Magan.



Lorraine Beauregard, candidate du GAM dans le district de Louis Riel.

LE GAM COURTISE L'ÉLECTORAT FÉMININ

Deux fois plus de candidates que le RCM et trois fois plus que le parti de Jean Drapeau

«Bien sûr, précise la candidate du GAM, il y a des secrétaires, des téléphonistes: ça, pour monsieur Drapeau, ce sont des rôles qui incombent à la femme. Il leur donne bien aussi quelques titres: adjointe de ci, responsable de ça, mais ce sont toujours les mêmes petites secrétaires et téléphonistes, au même salaire...»

«M. Drapeau devrait pourtant savoir qu'en 1982, les femmes ne se contentent plus d'un titre qui ne veut rien dire.»

«Les femmes d'au-

jourd'hui réclament une place réelle, des postes de commande ou s'affirmer vraiment. Monsieur Vignola, lui, partage cette philosophie, il l'a prouvé dans

le passé, et c'est précisément pour cette raison, affirme Lorraine Beauregard, que je me joint à lui et à son équipe du GAM.»

«Mais pour que la femme réussisse à se

faire une place aux côtés des hommes politiques, il est important que les Montréalaises s'impliquent à leur façon, la meilleure, en manifestant leur appui massif aux douze candidates du GAM, le 14

novembre prochains», conclut-elle.

«Car de leur vote, dépendra leur place au sein de l'administration de Montréal, après les Jeanne Sauvé à Ottawa et Lise Payette à Québec...»

«Drapeau ne croit pas au pouvoir des femmes? Moi je gagnerai avec elles!»

Sur un ton résolu, le candidat du GAM à la mairie de Montréal, Henri-Paul Vignola, a abordé une fois de plus cette semaine, un point très important de son programme électoral, celui de la condition féminine à Montréal et de la place qui revient de droit à la femme dans l'arène municipale.

En réalité, c'est un appel au vote des femmes qu'a lancé monsieur Vignola, celui-là même qui, du temps qu'il occupait la fonction de chef de police de la CUM, a fait en sorte que la femme retrouve sa place légitime parmi les policiers, en favorisant l'embauche de plusieurs «policières».

«Je gagnerai avec les FEMMES!»

— Henri-Paul Vignola

«Vous connaissez d'ailleurs mes engagements, rappelle-t-il. Une de mes premières réalisations, au pouvoir, sera de créer cet Office de la condition féminine, dirigé par et pour des femmes qui attendent leur tour depuis beaucoup trop longtemps déjà.»

Monsieur Vignola dit

avoir trouvé carrément «chauvine» l'attitude de monsieur Drapeau, lequel déclarait plus tôt cette semaine préférer de beaucoup, comme candidats de son parti, «des hommes gagnants, que des femmes battues»...

«Avez-vous compté les femmes du parti de M. Drapeau? demande

M. Vignola. Elles sont quatre seulement et au dire même de celui qui nous représente comme maire, ils les a placées expressément aux quatre coins cardinaux de la ville... C'est ce que moi, j'appellerais tout simplement une façade destinée à faire croire aux femmes qu'elles ont voix au chapitre...»

Doré veut aller chercher le ¹ vote des indécis qui représente 40% de l'électorat

Le RCM ne se contente plus des votes qui sont traditionnellement accordés à l'opposition aux élections municipales de Montréal, il veut maintenant aller chercher la majeure partie des votes des Montréalais indécis qui, cette année représentent près de 40 pour cent de l'électorat.

Gilles Pilon

C'est ce qu'a indiqué hier Me Jean Doré, candidat du Rassemblement des citoyens de Montréal à la mairie de Montréal, alors qu'il participait à un brunch de ses militants du secteur centre-nord de la ville.

Me Doré a déclaré que son parti faisait campagne dans tous les districts électoraux de la ville et que la lutte risquait d'être chaude dans plus d'endroits

qu'on ne le prévoyait au début de la campagne.

Il a demandé à ses militants de redoubler d'efforts et de voir le plus de Montréalais possible d'ici au 14 novembre car a-t-il dit «plus on se fera connaître de l'électorat, plus on recueillera de votes». Me Doré a de plus demandé à ses partisans de mettre plus de pression sur les gens qui hésitent encore entre le Parti civique et le GAM pour leur faire découvrir que la véritable so-

lution se trouve au RCM.

Le candidat à la mairie a ajouté que l'électorat semble de plus en plus indécis et que par exemple, les personnes âgées semblent désap-

prouver toujours davantage l'administration Drapeau-Lamarre. Par ailleurs, l'ex-chef de la police de la CUM est en chute libre et sa cote de popularité baisse de jour en jour.



Photo Le Journal - Jacques BOURDON

Vignola chez les ethnies

Plus de 500 représentants ethniques ont participé samedi soir à une assemblée publique du GAM qui compte douze candidats ethniques dans ses rangs. Le chef du GAM, M. Henri-Paul Vignola, que l'on voit ici en compagnie de M. Sofoklis Rasoulis, candidat dans le district 25 de Parc Extension, a rappelé les engagements de son parti face aux communautés ethniques.

**En dehors des
heures de pointe**
**Le RCM voudrait
rendre gratuit le
service de transport
pour les
personnes âgées**

Porté au pouvoir le 14 novembre prochain, le Rassemblement des citoyens de Montréal fera les pressions nécessaires auprès de la CTCUM pour qu'elle rende gratuit son service de transport pour les personnes âgées en dehors des heures de pointe.

Gilles Pilon

C'est l'engagement qu'a pris Me Jean Doré, candidat à la mairie pour le RCM, alors qu'il rencontrait les membres de l'Association québécoise de défense des retraités.

Me Doré a ajouté que son parti est très conscient des problèmes des personnes âgées dans notre société et que le programme du RCM prévoit plusieurs engagements qui sont de nature à améliorer leurs conditions de vie.

Ainsi, s'il est élu, il leur a promis d'abolir complètement la taxe d'eau, de construire plus de HLM, de compléter l'éclairage des

rues et des ruelles avant de dépenser une fortune pour surilluminer les rues commerciales. Il a aussi promis de créer des programmes qui permettront de rénover des logements déjà existant et de faire en sorte qu'ils soient encore accessibles aux personnes âgées et aux personnes à faibles revenus.

Vignola makes pitch for Greek community's vote

By ELOISE MORIN
of The Gazette

About 400 members of Montreal's Greek community gathered Saturday night to hear Henri-Paul Vignola, mayoralty candidate of the Municipal Action Group (MAG), make his pitch for the city's ethnic vote.

Although the party had expected about 1,000 people, Vignola said he was pleased with the turnout, one of the largest since he began campaigning.

The former police chief of the Montreal Urban Community was given an enthusiastic welcome as he entered the basement of the Greek Orthodox church on Champagneur St. in Park Extension district.

Vignola introduced MAG's 12 candidates representing various ethnic communities and, speaking in French and English, told the crowd that ethnic groups make up 34 per cent of the city's population which is being ignored by the administration of

Mayor Jean Drapeau.

"MAG knows very well that the administration of the City of Montreal has neglected, even ignored the existence of, ethnic communities," Vignola said. "But they are an inestimable resource for this city.

"Let's start to build a municipal policy which will take into account the multicultural reality of Montreal. A stronger cultural community means a stronger Montreal."

If MAG is elected on Nov. 14, Vignola said, it will establish an organization responsible for the development of ethnic communities that will offer services to meet their needs.

Vignola said ethnic groups would have better communication with a MAG-controlled city council and executive committee, and their representatives would hold decision-making jobs at city hall.

Vignola also promised an an-

nual ethnic festival similar to Toronto's Caravan which, he said, adds \$10 million to that city's revenue.

Vignola was followed by Sofoklis Rasoulis, MAG's candidate for District 25, who gave a fiery 25-minute speech in Greek.

Rasoulis was then presented with a large cake with blue and white icing in honor of his 36th birthday.

In an interview after the rally, Vignola told reporters he would like to see more women on city council and that he would hold one press conference per month if elected.

"This procedure may be rigorous and a tough thing to go through, but it is a necessary one," Vignola said. "The press has a right to information which is not being respected under the present administration.

"That's discrimination."

Vignola refused to comment on MAG's budget plans before a press conference set for today.



Gazette, Richard Arless Jr.

Henri-Paul Vignola (left) and Sofoklis Rasoulis welcome applause of about 400 Greek Montrealers.



Gazette, Tedd Church

Mayor Jean Drapeau and Yvon Lamarre (left) hail Civic Party supporters.

Drapeau stresses tax break at rally of 1,500 in St. Henri

Mayor Jean Drapeau said yesterday his opponents are calling the city's proposed 1983 budget an election budget mainly "because it's so good."

Drapeau defended the proposed budget, which was announced less than three weeks before the Nov. 14 municipal election, at a brunch for 1,500 party supporters in a St. Henri high school.

He assured the audience that if elected, the Civic Party would adopt the budget, giving homeowners a small tax break this year.

"It was adopted by the executive committee, and it's an official document," he said. "In 22 years, we have always adopted the budget which has been proposed."

The city's draft budget calls for reduced property taxes and a flat rate of \$60 per household for water tax.

The tax decrease means

that the owner-occupant of a typical single family house assessed at \$66,500 would pay property and water taxes of \$1,855, down \$40 from 1982.

But mayoralty candidate Jean Dore of the Montreal Citizens' Movement said yesterday the city is just giving residents their own money back after overtaxing them during the two previous years.

He said the city is able to reduce taxes in 1983 because it accumulated \$51.4 million in surpluses during 1981 and 1982.

Both Drapeau and Executive Committee Chairman Yvon Lamarre appeared supremely confident yesterday that the Civic Party will sweep back into power.

Lamarre referred to a recent poll indicating that 62 per cent of east-end voters and 58 per cent of west-end residents think the present administration is doing a good job.

"Many governments would like to have that degree of satisfaction," Lamarre said.

The Civic Party is successful because it "has always tried to listen to its citizens and adapt without changing," said Drapeau.

"When the campaign started, the citizens had already made up their minds."

Drapeau said his main worry is that voters won't turn out in large numbers on election day.

Lamarre said the party is aiming to draw 60 to 65 per cent of Montreal voters to the polls this year.

Drapeau added that he is "in good health" after recovering from a mild stroke during the summer.

"I'm not campaigning as a sick man," he said. Asked whether this will be his last municipal campaign, Drapeau said: "I never answer such a question."

MCM pledges free off-peak transit better street lighting for the elderly

By **SUSAN SEMENAK**
of The Gazette

Fewer senior citizens will be isolated in their homes if the Montreal Citizens' Movement wins control of city hall Nov. 14, MCM mayoralty candidate Jean Dore said yesterday.

An MCM administration would make bus and Metro transit free for senior citizens outside rush hours, and increase funds available for social and

cultural activities for the aged.

And seniors would benefit from other MCM policies such as the abolition of water tax and increased middle- and lower-income housing programs.

Dore and two MCM candidates for Rosemount seats were addressing about 50 senior citizens at a meeting of the Quebec Association for the Defence of Retirees.

Dore also repeated his prom-

ise to improve lighting of city streets and laneways and increase police patrols, especially in areas such as Snowdon, Villeray and Rosemount where there are higher concentrations of the elderly.

"It is more important to put good lighting in the streets of Montreal where senior citizens feel insecure than overlighting commercial streets with fancy gadgetry," Dore said.

Le budget de Montréal

Vignola prédit un réveil brutal

par Alain Duhamel

L'analyse du budget publiée la semaine dernière par l'administration municipale conduit le Groupe d'action municipale (GAM) à prédire des lendemains déchantants et à redouter pour 1984 une importante hausse du taux d'imposition foncière.

«Non seulement ce budget est-il électoraliste, mais il constitue un véritable outrage à la population. Jamais un parti municipal ne se sera servi des fonds publics pour sauver sa peau de façon aussi malhonnête», a dit le candidat du GAM à la mairie, M. Henri-Paul Vignola, au cours d'une conférence de presse hier.

Pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, le candidat du GAM a attaqué aussi le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) et son candidat à la mairie, M. Jean Doré, à qui il reproche d'avoir

accepté trop facilement les hypothèses budgétaires posées par l'administration du Parti civique de Montréal (PCM) et de présenter des propositions coûteuses. «Le candidat du RCM les a approuvées parce que l'intérêt de son employeur à lui passait avant les besoins des citoyens».

Le GAM conteste la croissance des dépenses évaluée à 5,7%, par le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre. À son avis, la croissance des dépenses serait plutôt de 10%. Le GAM en arrive à cette conclusion en comptabilisant dès 1982 les dépenses de l'ancienne ville de Pointe-aux-Trembles et en soustrayant le surplus prévu (\$25 millions) et les dépenses de 1981 versées au budget de 1982 (\$21,7 millions) pour obtenir des dépenses réelles de \$1,069 millions cette année.

Les dépenses prévues en 1983 coûteront \$1,179 millions, en hausse de \$110,6 millions ou 10,34%.

Le GAM affirme en outre que l'administration municipale devra combler en 1984 un manque à gagner qu'il évalue à \$157,2 millions. Les surplus accumulés, \$51 millions, étant utilisés dès 1983, la Ville de Montréal devra rechercher ailleurs l'année suivante cette somme. En y ajoutant la progression des frais d'opération, 8%, les nouveaux besoins en revenus de la Ville se chiffrent par \$157,2 millions. Si cette somme devait être perçue à même le produit des taxes foncières, l'administration municipale devrait hausser le taux d'imposition le faisant passer de \$2,76 à \$3,65 le \$100 de valeur imposable. Pour une maison unifamiliale évaluée à \$50,000, une hausse du taux d'imposition de \$0,89 se traduit par une hausse du compte des taxes de \$445 en ne tenant pas compte de l'enrichissement de l'assiette foncière.

Dès 1983, le GAM réduirait le budget de la ville de \$25 millions en coupant de moitié

la réserve pour les dépenses imprévues (\$15 millions), en gelant ou en réduisant le salaire des cadres (\$5 millions) et allégeant la machine administrative (\$5 millions). Cette mesure lui permettrait de fixer à \$2,92 le taux d'imposition foncière, une réduction de \$0,05 sur le taux actuel, sans toucher aux surplus accumulés de \$51 millions.

Il accorderait un crédit de 10% aux propriétaires de maisons résidentielles qu'il financerait en puisant \$10 millions en 1983 dans les surplus accumulés et \$11 millions en 1984. Le reste des surplus, \$30 millions, serait utilisé à des programmes de construction et de rénovation des logements.

En limitant rigoureusement la croissance des dépenses en 1984 à 6%, le GAM croit être en mesure de réduire le taux d'imposition foncière sur les propriétés résidentielles à \$2,75.

Le GAM pourrait aussi choisir d'abolir la taxe d'eau et de services, dans lequel cas il re-

noncerait au crédit d'impôt foncier ou il augmenterait le taux d'imposition foncière sur les propriétés non-résidentielles. Ces propositions, toutefois, nécessiteraient des amendements aux lois. Aussi le GAM se propose-t-il, après le 14 novembre, de demander au ministre des Affaires municipales de retarder l'adoption du budget.

Les propositions budgétaires du RCM ne lui paraissent guère sérieuses dans la mesure où l'étalement en six versements du paiement des comptes de taxes coûte plus cher en frais d'administration. L'accélération des programmes de construction et de rénovation à l'intention des 100.000 logements qui en ont besoin pourrait représenter, selon les analyses du GAM, une dépense de plus de \$645 millions, dépense que la Ville de Montréal n'a pas les moyens de faire sans accroître le fardeau fiscal des citoyens.

La campagne du PCM remarquable par son austérité

■ La campagne dénuée de tout rebondissement menée par le Parti civique de Montréal aura été remarquable par son austérité. Comme si ces professionnels du pouvoir tablaient sur une victoire sûre avant même de remettre leurs sièges en jeu et s'ils s'en étaient écartés un moment pour taquiner en dilettantes le verdict de l'électorat.



DENIS MASSE

Austérité des moyens et sobriété des discours auront donc caractérisé cette campagne animée exactement par les mêmes figures qu'il y a quatre ans.

Ainsi, malgré une inflation de plus de 40 p. cent au cours des quatre dernières années, les dirigeants de la campagne n'ont pas voulu dépasser les sommes engagées à cette fin en 1978, soit \$260 000.

C'est ce qui explique pourquoi le Parti civique a dû ignorer cette année les messages habituels à la radio et à la télévision, « des moyens certes avantageux, dit à ce sujet le coordonnateur de la campagne, M. Pierre Lorange, mais qui sont devenus trop chers pour les ressources dont nous disposons ».

De même, dans les journaux, la dimension des placards publicitaires aura considérablement diminué.

La campagne de financement du Parti civique entreprise il y a plus d'un an, avait tout de même pour objectif de recueillir \$300 000, chaque comité de quartier devant amasser \$5000. Tant mieux, se disaient les organisateurs, si la collecte allait laisser quelques fonds pour les élections à venir.

Stratégie

C'est en juillet, un peu avant l'accident de santé du maire, que la stratégie à déployer durant la campagne, fut adoptée entre les trois Grands, Drapeau, Lamarre et Lorange.

Plutôt satisfaits du renouveau que l'équipe avait réussi à insuffler dans l'administration, les trois stratèges décidèrent de jouer à fond la carte des performances accomplies au cours des quatre dernières années.

Après la valse-hésitation des malls piétons, les chefs jugèrent qu'il était temps de donner le grand coup dans le programme de revitalisation des artères commerciales. Durant tout l'été et jusqu'à la veille des élections, l'opération esthétique allait sûrement avoir des effets magiques sur un électorat un peu blasé.

Toute la stratégie fut passée au crible du caucus du parti et rallia son accord pendant que l'état de santé du maire inspirait toujours des craintes et que le directeur de la police affichait sans retenue de quel bois il se chauffait.

Le slogan de la campagne, « Le Parti civique, votre garantie », a été le fruit d'une longue cogitation et la trouvaille finale d'un travail collectif.

Pas de promesses

Puis, le rétablissement du maire vit inonder de soleil une période de tâtonnements plutôt obscure. L'annonce de son retour dans l'arène, malgré ses 66 ans et une faiblesse qui eût pu être fatale, dissipa les moindres inquiétudes.

Tout était donc prêt pour la soirée inaugurale du 13 octobre, au Centre Pierre-Charbonneau. L'euphorie du moment suffit à alimenter le travail de la base qui n'avait besoin que d'une étincelle pour mettre la campagne en branle.

Mais la presse resta sur son appétit. C'est en vain que les journalistes toujours à l'affût d'un projet mirobolant chez un maire aux idées grandioses, cherchèrent une manchette. Quelques-uns tentèrent même d'entraîner le maire sur la voie de la grandeur en réveillant ses anciens propos sur Mirabel ou encore cette liaison ultra-rapide entre Montréal et New York.

« L'heure n'est pas aux promesses », répondirent en chœur les ténors du parti.

A peine a-t-on pu arracher de M. Lamarre le vœu de faire de Montréal la capitale de la haute technologie. Finalement, on se rend compte qu'il n'y a rien dans ce programme secondaire qui puisse électriser l'électorat.

Un manifeste apparaît

Par bribes, d'une manifestation à l'autre, quelques sous-thèmes sont exposés. L'opposition de l'administration actuelle au projet de réforme structurelle de la CUM est l'un de ceux-là, l'annexion de Montréal-Est à Montréal-Mère en est un autre.

La révélation du budget à quinze jours des élections, est de bonne guerre. Les adversaires ont qualifié la démarche de manœuvre électoraliste; l'administration sortante dira qu'elle est un signe de probité.

Les différents sous-thèmes de la campagne donneront finalement naissance à un manifeste qui, selon M. Lorange, devrait être prêt et distribué avant la dernière grande assemblée régionale du 7 novembre.

Toute la stratégie de la dernière semaine reste à déterminer, ajoute-t-il. Ce qui est certain, c'est que l'administration sortante appelle les Montréalais à un vote massif. Le Parti civique souhaite que les électeurs se présentent aux urnes en plus grand nombre que les 53,8 p. cent enregistrés en 1978.



photo P.H. Talbot, LA PRESSE

Le coordonateur de la campagne du PCM, Pierre Lorange.

Le RCM promet aux handicapés une plus grande accessibilité à la CTCUM

■ Le Rassemblement des citoyens de Montréal a entrepris l'avant-dernière semaine de la campagne électorale municipale en se penchant sur les problèmes de transport en commun que rencontrent les personnes handicapées.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

S'adressant à des résidents de la maison Lucie-Bruneau, hier, le candidat à la mairie de ce parti municipal, Jean Doré, a déclaré qu'un gouvernement RCM s'engagera à faire participer les handicapés aux discussions de la CTCUM concernant le transport de ce groupe de personnes, à entreprendre les démarches nécessaires pour en arriver à une intégration des services offerts par les commissions de transports de Laval, de la Rive sud et de la

CUM, et à mettre en place un service assuré par des voitures-taxis.

Me Doré a souligné que présentement les handicapés font face à des difficultés importantes, dont le fait d'être dans l'obligation de réserver un transport 24 heures à l'avance.

Actuellement, la CTCUM a 43 véhicules pour assurer le transport des handicapés. Selon des statistiques, ces mini-autobus transportent 700 personnes par jour sur semaine et 300 durant les week-ends. Chaque voyage coûte \$25.

24 heures par jour

De plus, la CTCUM n'assume pas le transport en dehors de l'île de Montréal, contrairement à la CTL et à la CTRS.

La plus longue partie de l'allocution de Me Doré a porté sur le transport des personnes handicapées en voiture-taxi.

« Le RCM, dit-il, encouragera l'utilisation de taxis, subventionnés par le ministère des Transports et par la CTCUM, au même tarif que celui payé pour le transport en commun. »

Il croit aussi que cette mesure aidera l'industrie du taxi de Montréal qui ne jouit pas actuellement d'une optimisation des ressources humaines et matérielles, accusant ainsi une forte baisse de rentabilité. « L'utilisation de ce moyen de transport aidera cette industrie et les handicapés qui pourront avoir un moyen de locomotion en tout temps de la journée. Contrairement à la CTCUM, les répartiteurs des compagnies de taxi répondent aux appels 24 heures par jour, un handicapé aura donc un moyen de transport sur demande », souligne Me Doré.

Le RCM n'a pas encore discuté du sujet avec le monde du taxi, ni avec la Fraternité des chauffeurs d'autobus de la CTCUM. « Je

pense que le syndicat va collaborer car cette politique existe à Québec et elle connaît d'éclatants succès. Bien entendu, il faudra que les chauffeurs de taxi affectés à ce service subissent un entraînement de base. » M. Doré a précisé que cette solution n'avait pas pour conséquence la disparition du système de transport adapté actuel mais sa spécialisation pour les grands handicapés.

Quant au candidat du RCM dans le district Laurier, Robert Perreault, il a confirmé que cette expérience allait très bien à Québec et qu'elle avait contribué à augmenter la rentabilité de l'industrie du taxi dans la Vieille capitale.

Jean Doré a terminé son allocution en mentionnant qu'élu ou pas, il s'engageait au nom de son parti à soumettre un mémoire lors de la commission parlementaire des Transports sur les nouveaux rôles du taxi, à la fin de janvier 83.

Le Parti Civique

de Montréal

*vo
tre
garantie*



Budget: le GAM parle d'un « trou » de \$160 millions

■ Le Groupe d'action municipale (GAM) estime que le budget municipal de 1983 présenté la semaine dernière par l'administration Drapeau-Lamarre entraînera « de bien mauvaises surprises en 1984 alors la Ville de Montréal devra combler un trou de \$160 millions ».

MICHEL GIRARD

Si la Ville fait appel à la taxe foncière pour effacer ce trou de \$160 millions, les analystes du GAM prétendent que cela se traduira par une augmentation de taxes de 89 cents par \$100 d'évaluation, soit une hausse de \$445 dans le cas d'une maison évaluée à \$50000.

D'où vient ce fameux « trou » identifié par le GAM pour l'année financière 1984? Premièrement, le GAM croit que la Ville devra aller chercher en 1984, dans les poches des contribuables, des revenus supplémentaires de \$51 millions

parce que l'administration Drapeau-Lamarre a décidé d'utiliser tous les surplus accumulés (une somme identique de \$51 millions) au cours des deux dernières années (81-82) pour assumer une partie des dépenses émergeant au budget de 1983. Deuxièmement, le GAM estime que la Ville devra combler en 1984 une hausse de dépenses de plus de \$106 millions en raison de l'inflation future et des augmentations de salaire.

« Camouflage »

Le candidat du GAM à la mairie, Henri-Paul Vignola, a déclaré hier que l'administration Drapeau-Lamarre avait effectué une « opération de camouflage » en laissant croire, dans le budget 1983, que l'augmentation des dépenses de la Ville n'était que de 5,7 p. cent.

« En réalité, il s'agit plutôt d'une hausse de dépenses de l'ordre de 10 p. cent car MM. Drapeau et Lamarre se sont servis des surplus

accumulés de \$51 millions pour éponger des dépenses qui seront effectuées en 1983. C'est l'utilisation de ces surplus qui leur a permis de limiter l'augmentation des dépenses à seulement 5,7 p. cent », a expliqué M. Vignola.

« Non seulement ce budget de la présente administration municipale est-il électoraliste, lance M. Vignola, mais il constitue en outre un outrage à la population. Jamais un parti municipal ne se sera servi des fonds publics pour sauver sa peau de façon aussi malhonnête ».

Dans sa sortie contre l'administration Drapeau-Lamarre, M. Vignola a même poussé l'audace jusqu'à se « demander si la Commission municipale ne devrait pas faire enquête sur la méthode utilisée pour rendre le document public (le budget 1983) et le maquillage éhonté qu'on y trouve ».

M. Vignola a critiqué une fois de plus les augmentations de salaire de 31 p. cent, en trois ans, que l'ad-

ministration du Parti civique a accordées à ses employés, soit \$150 millions au total.

Il s'est élevé contre la réduction des dépenses de l'ordre de 62 p. cent que l'administration municipale a projetée au niveau des programmes d'inspection et de prévention des incendies.

Attaque contre le RCM

Pour l'une des rares fois, M. Henri-Paul Vignola s'est attaqué aux promesses électorales du RCM. Il trouve inacceptable leur proposition concernant le paiement des taxes en six versements. Cette proposition entraînerait pour la Ville un manque à gagner de quelque \$40 millions à cause d'une perte de revenus d'intérêt sur les placements faits avec les taxes et des coûts de manipulation des chèques (six au lieu de deux).

Enfin, M. Vignola se demande où le RCM pourra trouver les \$645 millions pour réaliser sa promesse de restaurer 100000 logements!

Selon le GAM

«TROU» DE \$160 MILLIONS DANS LE BUDGET LAMARRE

«Tour de magie... opération de camouflage... Bluff...»

Voici quelques qualificatifs bien choisis qu'a utilisés hier le candidat du GAM Henri-Paul Vignola, pour décrire le budget «électoraliste» annoncé la semaine dernière par l'équipe Drapeau-Lamarre pour l'année 1983.

On sait que le GAM s'était donné quelques jours de réflexion pour étudier ce budget et il

semble qu'il ait effectivement mis ces quelques jours à contribution, puisqu'une criti-



Photo Le Journal - Alfred LANCOT
L'ex-maire Maurice-H. Vanier encaisse les coups...



Photo Le Journal - Claude RIVEST
...tandis que Prosper Boulanger fait du «shadow boxing»!

Serge Labrosse

que très détaillée du document en question a été soumise, hier, à la presse.

En fait, l'équipe de spécialistes employés par le GAM pour passer le budget à la loupe en est venue à la conclusion, a dit M. Vignola, qu'il s'y trouvait un «trou» de quelque \$160 millions qu'il faudra bien payer un jour ou l'autre après les élections, si M. Drapeau reprend le pouvoir.

D'abord, a indiqué le chef du Groupe d'action municipale, parce que le budget Lamarre utilise les surplus accumulés par la ville en 1981 et 1982 (\$51 millions) pour absorber ses dépenses de 1983. «L'an prochain, dit-il ces surplus n'existeront plus. Il y aura donc un «trou» de... \$51 millions!»

«Ensuite, ajoute-t-il, le budget, c'est étrange,

ne tient même pas compte de l'accroissement naturel (inflation et augmentations de salaires) des frais d'opération pour 1984, ce qui représente un autre «trou» de \$106 millions.»

«Quelle solution restera-t-il alors à l'équipe en place? Elle sera for-

cée d'augmenter la taxe foncière de 32,1%... ou de réduire ses services à la population.»

«Mais l'équipe Drapeau-Lamarre se soucie-t-elle d'un déficit pour l'année 1984? demande M. Vignola. L'élection sera déjà pas-



Photo Le Journal - Claude RIVEST

Selon M. Vignola, l'administration Drapeau-Lamarre n'est pas conséquente lorsqu'elle annonce son intention d'économiser en recoupant 56 employés à l'administration, tout en augmentant de 20% le salaire des cadres de son entourage immédiat...

Le GAM gèlerait les salaires des cadres

(SL) — Si le GAM est élu le 14 novembre prochain, il réduira le budget 1983 de \$25 millions en gelant ou même en réduisant les salaires des cadres de la ville (gain de \$5 millions), en coupant dans la marge des dépenses imprévues (\$15 millions) et en allégeant la machine administrative (\$5 millions) qui a grossi de 45% en deux ans...

C'est ce qu'a indiqué hier le chef du GAM, Henri-Paul Vignola, en réponse au budget «magique» de M. Lamarre qui, dit-il, essaie de faire croire aux Montréalais qu'il peut faire des miracles sans rien changer à la structure actuelle.

«Notre réduction de \$25 millions explique M. Vignola, ramènerait le besoin en taxes foncières, sans l'utilisation du surplus accumulé de \$51 millions, à \$469 millions au lieu de \$494, pour porter le taux général de la taxe foncière à \$2,92 par \$100 d'évaluation. Il accorderait également un crédit d'impôt de 10% aux propriétaires de maisons résidentielles, ce qui abaisserait encore le taux résidentiel à \$2,63, soit moins que le 2,76 promis par M. Lamarre.»

«Ce crédit d'impôt, précise-t-il, coûterait approximativement \$20 millions s'il ne touche pas les conciergeries, et le GAM utiliserait, pour le combler, de \$10 millions pour 1983 et \$11 millions pour 1984, à même le surplus de \$51 millions déjà accumulé. Le reste est déjà prévu dans les budgets.»

«Enfin, dit-il, il resterait \$30 millions à être réparti entre la construction de résidences pour personnes âgées, des subventions à la construction pour familles à revenu modeste et des subventions additionnelles à la restauration.»

À P.-A.-T., un match de boxe verbal

Si on mettait des gants de boxe à l'ancien maire de Pointe-aux-Trembles, Maurice-H. Vanier, et qu'on lui opposait sur un ring l'ancien député libéral fédéral de Mercier, Prosper Boulanger, les coups en bas de la ceinture ne manqueraient pas!

Yvon Laprade

Dans le coin droit, Maurice Vanier, curé

de «profession», sollicite un premier mandat comme conseiller du

Parti civique de Jean Drapeau. Sa campagne porte sur les résultats

«bénéfiques» de l'annexion de Pointe-aux-Trembles.

Dans le coin gauche, Prosper Boulanger, 62 ans, politicien de «carrière» et présentement membre de la Commission des libérations conditionnelles, fait un retour sur la scène municipale sous les couleurs du Groupe d'action municipale (GAM) d'Henri-Paul Vignola. M. Boulanger connaît bien M. Drapeau pour avoir été conseiller municipal de son parti de 1957 à 1962.

Les deux hommes s'affrontent sur la place publique en vue de se faire élire, le 14 novembre, dans le nouveau district La Rousselière, qui fait maintenant partie de l'échiquier montréalais. Et c'est avec des mots que les deux «belligérants» portent leurs coups là où ça fait le plus mal. Le troisième «homme», Jean-Marie Verret, du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), est un anti-annexionniste qui pourrait néanmoins faire une brèche importante dans ce nouveau district.

M. Boulanger a été le premier à décocher les premiers «crochets» de droite. «On m'a appro-

ché pour débarquer Vanier», lance-t-il. Et il ajoute: «Vanier nous a trahis. Il nous a joué un tour en se présentant comme conseiller avec Drapeau...»

Attaqué par son opposant, M. le curé Vanier reçoit les coups sans broncher. «M. Boulanger parle de cette façon parce qu'il aurait aimé tirer profit de l'annexion, en se voyant confier un poste quelconque à Montréal, par exemple», explique-t-il.

M. Vanier, à qui certains prêtent des intentions de futur membre du comité exécutif de Montréal, pousse son raisonnement encore plus loin: «M. Boulanger voulait me donner une râclée. Sa stratégie ne semble pas porter fruit jusqu'à maintenant.»

À moins de deux semaines du scrutin, l'ex-maire Vanier semble avoir une longueur d'avance si l'on s'en tient, en tout cas, à la manière dont il assure sa propre publicité. Les poteaux des rues Sherbrooke et Notre-Dame sont en effet «tapissés» d'affiches électorales sur lesquelles apparaît la photo de Vanier et celle du maire Drapeau sur un fond «vert Parti civique»...!

Le RCM veut mettre les taxis au service des handicapés

Pour solutionner les problèmes du transport adapté pour personnes handicapées à Montréal, le Rassemblement des citoyens de Montréal propose d'utiliser les voitures-taxis en complément du service de mini-bus déjà existant.

Gilles Pilon

En plus de mieux desservir la population handicapées de Montréal, cette utilisation du taxi pourrait, selon le candidat à la mairie du RCM, faire économiser des sommes importantes aux contribuables.

Me Doré, qui présentait hier les engagements de son parti à ce sujet, a précisé que l'expérience a déjà été tentée à Québec et qu'elle comporte de nombreux avantages.

Ainsi, les handicapés qui utilisent le système de transport adapté de

Québec n'ont plus à attendre de longues heures avant d'être transportées, et elles n'ont plus à réserver leur véhicule 24 heures à l'avance comme c'est le cas présentement à Montréal. Par ailleurs, la commission de transport a pu réaliser des économies importantes puisque le coût du transport par personne déplacée est passé de près de \$25 à environ \$5. Finalement, l'industrie du taxi y a trouvé son compte puisque sa clientèle a considérablement augmenté.

Me Doré estime qu'il serait possible de combiner le transport par mini-bus et par voiture-taxi afin de donner un meilleur service aux Montréalais handicapés. Les mini-bus pourraient continuer de desservir une clientèle fortement handicapée comme celle qui se déplace en chaise roulante électrique et en civière, alors que les handicapés plus légers pourraient facilement être véhiculés dans des voitures-taxis.

MAG warns of 'staggering' 1984 taxes!

By ANTHONY WILSON-SMITH
of The Gazette

Montrealers could face staggering property tax increases of up to 89 cents per \$100 evaluation in 1984 if the governing Civic Party implements its planned budget, says opposition mayoralty candidate Henri-Paul Vignola.

Vignola, running for the Municipal Action Group (MAG), charged yesterday that Civic Party plans for the 1983 budget — announced last week by Executive Committee Chairman Yvon Lamarre — will result in a

\$157 million "hole" for the following year that will force the city to increase the property tax sharply.

At the same time, he released MAG's own "mini-budget" for 1983, which party officials claim would save taxpayers \$60 million in direct costs while still allowing the city administration to trim property tax rates, change the form of the present water tax, and launch an ambitious, \$30 million home construction and renovation program.

Vignola made the remarks during a two-in-one news confer-

ence which the party used both to criticize the proposed Civic Party budget and to promote its own proposals.

He said the budget planned by Mayor Jean Drapeau and Lamarre shows they "must be looking for magic tricks because the straight figures don't help them out."

He said the \$157 million increase in a 1984 Drapeau-Lamarre budget appears "inevitable" because of two factors:

• A \$51 million automatic shortfall in the 1984 budget, since the 1983 budget planned by

the Civic Party includes \$51 million income from surplus revenue from the last two years.

• An additional \$106 million will have to be found to accommodate the "natural growth" of costs through inflation and pay increases.

With the 1983 budget standing at \$1.17 billion, a nine-per-cent increase the following year would mean an additional \$106 million for the same services.

If the city uses property taxes — its major source of income — to make up that shortfall, MAG officials estimate the city would

need to increase property tax rates by 89 cents per \$100 valuation. The 1983 rate proposed by the city is \$2.76 per \$100.

While the Civic Party is proposing a standard water tax of \$60 per household, MAG says it would institute a variable tax rate producing the same income but cutting the burden for lower-income families and raising it for those with high incomes.

Vignola said the party feels it can avoid tax increases by — among other things — instituting a \$60 million series of cost-cutting moves.

La campagne électorale bat maintenant son plein

À moins de deux semaines du 14 novembre, date où les électeurs devront choisir ceux qui les représenteront à l'hôtel de ville de Montréal, après un départ plutôt lent, la campagne bat maintenant son plein.

par Pierre Baraby

Mercredi dernier, aspiraient à siéger à tous les candidats qui l'hôtel de ville, de-

vaient déposer leur bulletin de présentation dûment signé par 25 électeurs au président d'élection. C'est maintenant l'électorat montréalais qu'ils doivent affronter et convaincre de les appuyer.

Jusqu'ici peu de grandes promesses électorales dans cette campagne, crise économique oblige. "Le temps n'est plus aux grands projets mais à la consolidation" déclarait Jean Drapeau lors du lancement de sa campagne.

Pour Henri-Paul Vignola, "Il faut accorder la priorité à la dimension humaine de la ville, se rapprocher du citoyen et lui offrir des services personnalisés".

Jean Doré, quant à lui, rêve "d'une ville où les citoyens seraient au pouvoir et participeraient véritablement à l'administration de leurs affaires, non seulement

à l'hôtel de ville mais dans chacun de leur quartier".

Lamarre dépose son budget

Mercredi dernier, le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre déposait, deux semaines avant les élections, son budget de \$1,179,855,000 qui comportera pour l'ensemble des contribuables une modeste réduction de taxes.

Ce budget est qualifié de purement électoraliste par l'opposition qui accuse Yvon Lamarre d'avoir conclu sa présentation par le slogan du Parti Civique: "Si le passé est garant de l'avenir, c'est sur notre bilan que les montréalais devront nous juger, et c'est sur ce passé qu'ils pourront fonder leur confiance en l'avenir".

Selon M. Lamarre, "La performance de la Ville de Montréal en 1983 est remarquable parce qu'elle n'implique aucune coupure de services et permet la poursuite des politiques de création

d'emplois par le maintien des programmes de mise en valeur de l'habitation, d'aménagement de parcs industriels et de revitalisation commerciale".

Ce à quoi l'opposition rétorque que la diminution de la taxe foncière n'est en réalité qu'un gel des taxes puisque pour y arriver, l'administration a dû équilibrer le budget à l'aide des surplus accumulés de 1981 et de 1982. "Ces surplus démontrent que les contribuables ont été surtaxés au cours des années précédentes, d'où gel des taxes en 1983 et non diminution", concluait le RCM.

"En fait, c'est une habile manoeuvre électorale "dénonce à son tour le GAM, "les promesses dans ce budget ne peuvent s'accomplir que par une diminution de services."

Même si les effectifs municipaux passeront de 13,330 en 1982 à 12,811 en 1983, soit une baisse de 519 personnes, M.

Lamarre estime qu'il n'y aura pas de diminution de services, car cette baisse d'effectifs sera compensée par une hausse de productivité des employés municipaux. Quant à la création d'emploi, l'opération 20,000 logements.

Le service d'incendie et les travaux pu-

blics sont les principaux secteurs touchés par ces réductions de personnel. Ainsi Montréal comptera 151 pompiers de moins l'an prochain. L'un des postes ou l'augmentation des budgets est le plus faible est celui des activités récréatives et culturelles. Celui-ci augmente de

3% soit de \$46,1 millions à \$47,1 millions.

Le secteur industriel et commercial est le seul à ne pas bénéficier de la baisse de taxes du budget 1983. Cette mesure est plus difficile à comprendre considérant que M. Lamarre parle de relancer l'industrie et de poursuivre son programme de revitalisation des artères commerciales. De plus, le Parti Civique a répété à maintes occasions que tous ces programmes ne coûteraient rien de plus aux commerçants.

M. Lamarre a finalement insisté que s'il présentait son budget en pleine campagne électorale, c'était pour couper court aux spéculations des candidats de l'opposition.

Les objectifs du GAM

Avec les derniers jours d'octobre et l'arrivée de novembre, s'amorce la dernière partie de la campagne électorale.

Le plan d'action du Groupe d'Action Municipale nous a été livré la semaine dernière, au cours d'une conférence de presse, tenue à son comité central. Cette conférence de presse a été suivie, lundi, le 25 octobre, d'un dîner des engagements,

durant lequel, le principal conférencier était Henri-Paul Vigola, candidat du GAM, à la Mairie de Montréal.

Le tout a débuté après la présentation de tous les candidats du GAM qui s'engageront dans la lutte électorale. Parmi les 57 candidats en lice, on retrouve 12 femmes et, également 12 représentants des différentes ethnies de Montréal.

A travers toutes ces manifestations, et dans tous les textes soumis, on sent la préoccupation du GAM, soucieux d'offrir un renouveau administratif à leurs concitoyens de Montréal.

Le moment est venu pour les Montréalais de connaître un peu de répit, alors qu'ils ont été endettés pour des années à venir, par les projets extravagants de la présente administration municipale.

Après plus de 20 ans de telles extravagances, le GAM offre à la population, la possibilité de:

Vivre selon ses moyens:

Grâce à une saine gestion des revenus courants et un contrôle de la productivité pour l'ensemble des activités municipi-

pales, le GAM s'engage à établir un système de taxation à taux variables et réalistes.

Après plus de 20 ans d'une véritable arrogance de l'administration actuelle envers la population de Montréal, envers les gouvernements supérieurs, le GAM réalise que voilà:

Le temps du dialogue

Des commissions consultatives seront mises sur pied et des réunions de consultations se tiendront pour répondre aux attentes des citoyens.

De meilleures relations seront établies avec les autorités provinciales et fédérales, les groupes sociaux, les corps publics, membres de la Communauté Urbaine de Montréal.

De plus, le GAM désire faire de Montréal:

- Une ville à dimension humaine qui saura tenir compte de l'in-

tégrité de chaque quartier et de ses besoins propres.

- De même, on verra à promouvoir la vitalité et la spécificité des différents groupes ethniques.

Le GAM a comme première priorité: la question de l'habitation. Il veut promouvoir la construction domiciliaire, et son programme n'a rien à voir avec l'actuel programme de la ville, car Opération 20,000 logements, avec ses prix prohibitifs, s'adresse aux personnes ayant un revenu annuel de \$40,000. et plus.

Pour sa part, le projet domiciliaire du

GAM, s'adressera aux familles à revenus modestes et moyens, aux jeunes ménages, aux défavorisés et aux personnes âgées.

Enfin, le GAM prend l'engagement de créer l'Office de la condition féminine, pour venir en aide à des milliers de Montréalaises en butte à de multiples problèmes.

Pour clore son programme, le Groupe d'Action Municipale propose ce dernier objectif:

Une ville qui se donne un véritable leadership économique

Le GAM a le souci

de voir Montréal reprendre la juste place qui lui revient. Le Conseil de ville devra travailler à rétablir la confiance, à développer un sentiment de fierté et une volonté de réussir et à susciter la participation et la concertation des représentants de tous les secteurs de l'économie.

Et voilà les solutions que le GAM propose à la population de Montréal!

C'est le temps d'agir si l'on veut redonner à Montréal sa prépondérance passée.

Le GAM, la force des Montréalais, le 14 novembre prochain.

Les élections au niveau local

La liste des candidatures est maintenant complète dans nos quartiers.

C'est ainsi que Janine Dalairé dans le district 7 (Préfontaine) vient compléter la liste pour le RCM. Jean Guimond dans le 9 (Hochelaga) et Gaëtan Toussaint dans le 37 (Ste-Marie) seront aux côtés des autres porte-couleurs du GAM.

Après le RCM, c'est au tour du Parti Civique de faire connaître sa position sur l'avenir des terrains Angus. Le GAM lui aussi dévoilait sa position vendredi dernier, mais au moment d'aller sous presse nous n'avions pu encore prendre

connaissance de leur point de vue.

Un équilibre socio-démographique

Dans une lettre adressée à l'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve, M. Pierre Lorange explique ainsi la position du Parti civique: "au nom de tous mes collègues sans exception, je veux vous faire partager ce qui, à nos yeux, nous apparaît être la solution la plus appropriée pour la mise en valeur de cet emplacement qui, je vous le rappelle, est toujours la propriété de la société Marathon, une filiale du Canadien Pacifique.

Des négociations sont toujours en cours afin de permettre à une société mixte Montréal-Québec d'en faire l'acquisition, mais aucune entente n'a encore pu être conclue.

Une notion fondamentale, selon nous, devra être respectée par les concepteurs du plan d'aménagement. Nous croyons sincèrement que la recherche d'un équilibre socio-démographique doit être l'objectif visé par ceux qui auront la responsabilité de mettre en valeur cet emplacement.

Pour y parvenir, il faudra s'assurer que l'Office municipal d'habitation de Montréal, des coopératives, des sociétés sans but lucratif, ainsi que l'entreprise privée participent au développement du site.

Nous croyons, en outre, que le plan d'aménagement devra être conçu de façon à ce que les nouvelles habitations soient la continuité de celles que l'on trouve dans les secteurs environnants."

Roger Marchand et Jean Doré en tournée dans Ste-Marie

Le 22 octobre der-

nier, M. Jean Doré, candidat RCM à la Marie de Montréal a accompagné M. Roger Marchand, porte-couleur de son parti dans le district 37.

M. Doré a tout d'abord diné avec une centaine de personnes âgées au CLSC Centre-Sud. Il leur a indiqué sa volonté de réaliser la construction d'habitations à loyers modiques. Cette priorité est d'ailleurs mise de l'avant par M. Roger Marchand, candidat dans Ste-Marie.

En après midi, ils se

sont dirigés à l'angle des rues Ontario et Delorimier pour lever la première pelletée de terre symbolique pour la construction d'une caserne de pompiers. "Cette promesse en est une du maire actuel, a signalé M. Marchand. "En 3 ans, elle n'a pas encore été réalisée malgré le besoin sans cesse croissant", poursuivait-il. Les militants RCM ont modifié la pancarte de la ville en y ajoutant un message aux gens du secteur rappelant les 405 incendies qui ont ravagé le quartier depuis 3 ans. (P.B.)

Revitaliser Hochelaga

Les citoyennes et citoyens de la rue Moreau sud en ont assez de la poussière et du bruit produits dans le sud-ouest d'Hochelaga, dans le voisinage du "parc industriel".

A grand renfort de publicité, l'administration a décidé, il y a quatre ans, de démolir l'ancienne gare Moreau pour en faire un parc industriel afin de soi-disant améliorer la vie économique dans Hochelaga. Depuis, que s'est-il passé concrètement? Le terrain a été loué et sert de stationnement à des dizaines de camions remorque qui

provoquent poussière et bruit indescriptibles.

Après avoir organisé le comité P.O.M.M., qui grâce à 7 000 signatures a obligé la Ville à réouvrir le Marché Maisonneuve, Robert Aubin s'engage avec les gens d'Hochelaga à obliger la Ville à rehausser la qualité de vie dans Hochelaga. L'heure est venue de revitaliser Hochelaga en commençant par le coeur de ce quartier: son coin sud-ouest. Ce qui a été fait ruelle Winnipeg est insuffisant.

Le 24 octobre, une pétition a été signée par des gens d'Hochelaga, demandant à Robert Aubin d'obtenir une qualité de vie normale pour les gens du coin, de mettre fin à la pollution dans le secteur, de revendiquer l'application de l'art. 3.07 du règlement 44 de la C.U.M. relativement

au bruit des moteurs, de revendiquer l'application de l'art. 7.02 du même règlement pour la poussière, d'obtenir l'aménagement des rues et ruelles d'Hochelaga, d'obtenir des précisions sur la démolition éventuelle des logements qui font face au

"parc industriel", car ces rumeurs empêchent les gens de rénover.

Les signataires de cette pétition souhaitent l'élection de Robert Aubin dans Hochelaga parce qu'ils ont confiance en lui, sachant qu'il pourra les aider, avec le

R.C.M. Les signataires tiennent à préciser qu'ils ont signé de leur propre volonté.

Par ailleurs, un autre objectif du RCM-Hochelaga est d'obtenir la construction de logements sociaux sur les terrains des "Shops Angus". Robert Aubin et Jean Doré réclament des logements destinés aux familles ayant des revenus inférieurs à 25,000\$. Ils récla-

ment également que cette construction soit réalisée en consultation avec l'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve, qui a articulé plusieurs points de vue intéressants sur cette question des plus importantes pour tout le quartier. Robert Aubin estime que la consultation pourrait s'élargir à d'autres groupes civiques.

Le Parti Civique: Des objectifs à court et à long terme

Les objectifs à court terme:

Le premier objectif dans Maisonneuve est de terminer le plus tôt possible la rénovation de la rue Ste-Catherine. Ces travaux devraient se terminer vers la fin mai.

Le conseiller André Roy accordera aux marchands de la rue Ste-Catherine tout son support afin de faire la relance de cette artère commerciale, en incitant les citoyens à acheter davantage dans leur dis-

trict. C'est un atout vital pour la santé économique de Maisonneuve.

Le deuxième objectif immédiat est de continuer à augmenter le programme d'amélioration de la qualité de la vie: par le programme de subvention à la démolition de vieux bâtiments et à la subvention à la rénovation de logements, en augmentant le nombre de jardins communautaires, de continuer le programme de trois millions de fleurs, en incitant la population à se prévaloir davantage des services culturels uniques qu'elle peut obtenir à la Maison de la culture de Maisonneuve.

Les objectifs à long terme:

Le conseiller André Roy se propose bien de vider une fois pour toutes le dossier de l'autoroute Villermarie. La minute de vérité est arrivée, et il faut que les citoyens soient consultés sur le

résidu de terrain. Il faut construire au moins 300 unités de logements. Le plus tôt possible après le 14 novembre, le conseiller André Roy demandera à l'administration de convoquer une assemblée dans Maisonneuve, afin d'indiquer à la population la marche du dossier, les intentions de la ville, les plans de cette voie, enfin tout ce qui concerne ce dossier, afin d'en venir à une décision et d'AGIR.

Un autre objectif à long terme est la construction d'un aréna-gymnase sur le site du parc Champêtre. Maisonneuve est très bien pourvu concernant les loisirs, mais le district manque totalement de bâtiment sportif. Cet aréna, le conseiller André Roy l'a à cœur, et il invite les citoyens, ou organismes de Maisonneuve à lui faire parvenir — après le 14 novembre — leurs opinions. Le conseiller André Roy, avec le

support des citoyens, espère bien réaliser ce projet au cours du prochain terme, car il est certain de représenter à nouveau le district de Maisonneuve après les élections du 14 novembre.

Le conseiller Roy voit cet aréna dans un concept nouveau, c'est-à-dire qu'il devra servir non seulement aux jeunes, mais aussi offrir aux personnes moins jeunes certaines facilités pour pratiquer différents sports adaptés à leur âge. Concernant la pratique des sports intérieurs, les personnes du troisième âge ont été oubliées, il est temps de penser à ce groupe de citoyens.

Un autre objectif majeur est de demander les crédits nécessaires afin de procéder à l'éclairage de toutes les ruelles de Maisonneuve.

Le conseiller André Roy demande à la population de Maisonneuve de le réélire à nouveau.

**Les
"Nouvelles
de l'Est
et les
élections
municipales**

Le journal "Nouvelles de l'Est" met ses pages à la disposition des partis politiques en lice d'ici l'élection du 14 novembre prochain. Cette semaine, les partis expliquent leurs objectifs à court et à long terme.

La semaine prochaine, le 9 novembre, nous présenterons tous les candidats.

Jean Drapeau dans le 27

Plus de 150 personnes s'étaient regroupés dans le local du comité électoral du Parti civique-district 27 afin d'accueillir l'actuel maire de Montréal, monsieur Jean Drapeau et le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, monsieur Yvon Lamarre. L'atmosphère était à la fête lorsque monsieur Drapeau a fait son entrée: ce fût pour lui, l'occasion de rencontrer ces partisans fort enthousiastes venus spécialement pour le rencontrer.

Monsieur Drapeau, tout comme monsieur Lamarre, invité à prendre la parole un peu plus tôt, a parlé de l'équipe du Parti civique, "une équipe qui ne souffre d'aucune rivalité interne". Monsieur Drapeau a souligné que "l'ambition du Parti civique était d'aider la Ville de Montréal". Puis le maire a exhorté les partisans à "sortir le vote" en insistant sur le fait que "ce ne sont pas les intentions de vote qui font gagner des élections, mais ce sont

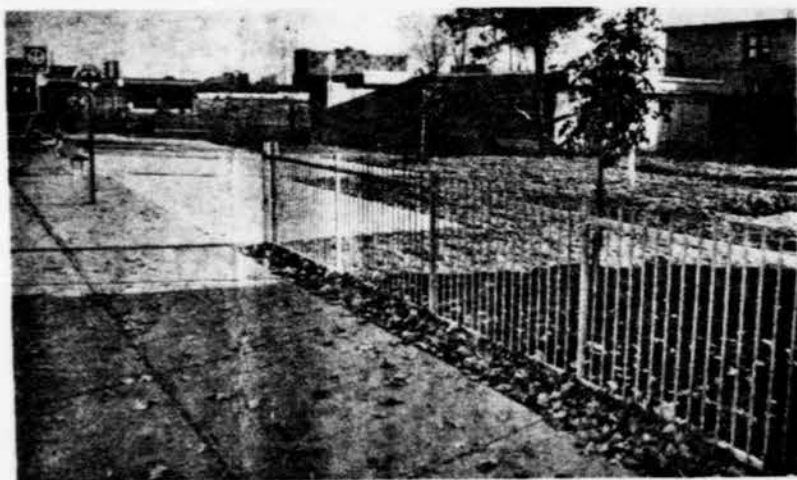
les votes qui nous font élire". Monsieur Drapeau a indiqué que les bénévoles avaient un rôle fort important le 14 novembre soit celui d'inciter les gens à aller voter en allant les

chercher à domicile et en les ramenant chez eux.

Puis le maire de Montréal a tracé un bref portrait de la vie politique de la candidate du district 27, ma-

dame Nicole Gagnon-Larocque en soulignant que celle-ci "avait relevé le défi en 1978 alors que la partie n'était pas gagnée d'avance puisqu'elle devait se présenter à ce moment contre un candidat de l'opposition qui était déjà en place".

A la suite du discours de près de 30 minutes de monsieur Drapeau, madame Nicole Gagnon-Larocque a remercié les partisans de s'être déplacés et a conclu en disant: "Vous avez dit (citant monsieur Drapeau) que le Parti Civique avait la volonté de servir la population; c'est précisément pour cette raison que je sollicite un nouveau mandat".



En collaboration avec la C.T.C.U.M. la Ville de Montréal a procédé à l'aménagement des abords de la station de métro Sauvé en un parc de repos et d'ornementation. Des bancs et des bacquets de fleurs viendront compléter cet aménagement.



Le dépotoir à neige voisin de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci, le long des berges de la Rivières-des-Prairies a été converti l'an passé en un magnifique parc sillonné par la piste cyclable. Ces aménagements de nouveaux parcs font partie de la politique de l'amélioration de la qualité de la vie dans nos quartiers qu'entend poursuivre le Parti Civique de Montréal s'il est reporté au pouvoir le 14 novembre prochain.

Parti Civique de Montréal

Le Parti Civique de Montréal tiendra dimanche le 7 novembre à 14 heures au sous-sol de l'église Notre-Dame du Saint-Rosaire angle Villeray et St-Hubert une grande assemblée électorale à laquelle participeront M. Jean Drapeau, chef du Parti Civique et maire de Montréal, M. Yvon Lamarre président du comité exécutif ainsi que les candidats des districts du nord de Montréal.

Inauguration du local de Réal Laramée, conseiller municipal



Réal Laramée, conseiller municipal du district Saint-Sulpice (24) inaugurerait officiellement jeudi dernier son local électoral au 9213 rue Lajeunesse. Madame Lamarre, épouse du président du comité exécutif de la Ville de Montréal honorerait de sa présence cette inauguration. Monsieur et madame Laramée et madame Lamarre sont ici entourés de quelques-uns des membres de l'équipe de monsieur Laramée, équipe déjà à l'oeuvre depuis quelques temps.

Rassemblement du Parti Civique dans le Nord de Montréal

Le Parti Civique de Montréal tiendra dimanche le 7 novembre à 14 heures au sous-sol de l'église Notre-Dame du Saint-Rosaire angle Villeray et St-Hubert une grande assemblée électorale à laquelle participeront M. Jean Drapeau, chef du Parti civique et maire de Montréal, M. Yvon Lamarre président du comité exécutif ainsi que les candidats des districts au nord de Montréal.

Jean Drapeau dans le district 27

Jean Drapeau dans le district 27

Plus de 150 personnes s'étaient regroupés dans le local du comité électoral du Parti civique-district 27 afin d'accueillir l'ac-

tuel maire de Montréal, monsieur Jean Drapeau et le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, monsieur Yvon La-

marre. L'atmosphère était à la fête lorsque monsieur Drapeau a fait son entrée: ce fût pour lui, l'occasion de rencontrer ces partisans fort enthousiastes venus spécialement pour le rencontrer.

Monsieur Drapeau, tout comme monsieur Lamarre, invité à prendre la parole un peu plus tôt, a parlé de l'équipe du Parti civique, "une équipe qui ne souffre d'aucune rivalité interne". Monsieur Drapeau a souligné que "l'ambition du Parti civique était d'aider la Ville de Montréal". Puis le maire a exhorté les partisans à "sortir le vote" en insistant sur le fait que "ce ne sont pas les intentions de vote qui font gagner des élections, mais ce sont les votes qui nous font élire". Monsieur Drapeau a indiqué que les bénévoles avaient un rôle fort important le 14 novembre soit celui d'inciter les gens à aller voter en allant les

chercher à domicile et en les ramenant chez eux.

Puis le maire de Montréal a tracé un bref portrait de la vie politique de la candidate du district 27, madame Nicole Gagnon-Larocque en soulignant que celle-ci "avait relevé le défi en 1978 alors que la partie n'était pas gagnée d'avance puisqu'elle devait se présenter à ce moment contre un candidat de l'opposition qui était déjà en place".

A la suite du discours de près de 30 minutes de monsieur Drapeau, madame Nicole Gagnon-Larocque a remercié les partisans de s'être déplacés et a conclu en disant: "Vous avez dit (citant monsieur Drapeau) que le Parti Civique avait la volonté de servir la population; c'est précisément pour cette raison que je sollicite un nouveau mandat".



“Le budget 83: diminution de taxes et création d’emplois”

Voilà la garantie qu’offre le Parti Civique

Le dépôt du budget 1983 est l’occasion d’un bilan des réalisations des quatre dernières années. Celles-ci ont été nombreuses et visibles comme le montrent le développement immobilier du centre-ville, le succès de l’Opération 20 000 logements, la nouvelle vitalité des artères commerciales, la multiplication des parcs industriels et l’ampleur qu’a pris le phénomène de la rénovation à Montréal.

Toutes ces initiatives et tous ces efforts ont été possibles parce que depuis 1978 la rationalisation administrative, l’efficacité opérationnelle et la rigueur financière ont constitué notre première priorité. Des marges de manoeuvre budgétaires ont ainsi pu être dégagées qui ont été systématiquement investies dans le développement de notre ville et ces investissements commencent aujourd’hui à porter fruit.

L’année 1983 sera en effet à nouveau une année de diminution des taxes à Montréal. Depuis quatre ans, notre administration a réduit chaque année le fardeau fiscal réel des Montréalais mais 1983 sera la première année où nous serons capables de couper de façon aussi généralisée dans presque toutes les taxes.

Ceci aura été rendu possible par le développement immobilier sans précédent que connaît la Ville de Montréal qui permet maintenant de répartir sur un plus grand nombre

une dépense qui, elle, n’augmente presque plus.

Plus que tous les discours, ces diminutions de taxes démontrent l’efficacité de nos politiques de revitalisation et témoignent de la rigueur de notre gestion financière.

Les politiques de construction domiciliaire, de revitalisation des artères commerciales et d’aménagement de parcs industriels que nous avons initiées depuis 1978 ont été conçues afin de dynamiser notre économie et de renforcer la vocation commerciale et industrielle de la métropole. C’est cette démarche que nous voulons encore accentuer en 1983 afin de générer les emplois qu’exige la conjoncture.

Le développement des industries de pointe, l’expansion des secteurs traditionnels et la création d’emplois vont donc être la priorité d’action de notre administration au cours des prochaines années.

(Cette démarche s’appuiera sur cet actif que constitue notre longue tradition manufacturière et se fera en collaboration avec ces partenaires que sont notre main-d’oeuvre spécialisée, nos quatre universités, nos bureaux d’ingénierie d’envergure internationale et la multitude de nos entreprises). C’est un défi que notre administration s’est donnée et le budget 1982 constitue une étape importante dans sa réalisation.

Source: texte du budget de la Ville de Montréal.

Avec André Berthelet et le R.C.M.: Fini les autobus sur Berri et Drolet

"Le R.C.M. s'engage à éliminer le stationnement et la circulation des autobus sur les rues résidentielles du quartier, qu'il s'agisse de la rue Berri ou de la rue Drolet".

C'est ainsi que André Berthelet, candidat du R.C.M. dans le district 29, Jarry, expliquait sa position à des résidents de la rue Drolet rencontrés la semaine dernière.

Lui-même habitant sur la rue Lajeunesse, juste en face de la station de métro Jarry, André Berthelet est conscient depuis longtemps des multiples problèmes causés par les autobus de la CTCUM qui circulent sur les rues

résidentielles.

Il s'est déjà prononcé par le passé en accord avec ces citoyens et ces citoyennes qui réclament la tranquillité sur leur rue et la possibilité de stationner leurs automobiles près de leur demeure.

En plus d'être la cause de pollution de l'air et par le bruit, en plus de faire perdre aux résidents et résidentes des espaces de stationnement précieux, ces autobus constituent une source supplémentaire de danger pour les enfants qui n'ont que la rue pour s'amuser.

"Tous ces problèmes auraient été réglés depuis longtemps par un

conseiller municipal responsable" affirme André Berthelet. "Un conseiller se doit d'être disponible et attentif en tout temps pour les citoyens et les citoyennes qu'il représente", ajoute-t-il.

André Berthelet s'engage donc, s'il est élu conseiller municipal pour le district 29, Jarry, à faire en sorte que le stationnement et la circulation des autobus sur les rues Berri et Drolet soient interdits à l'avenir.

Si vous désirez rencontrer André Berthelet, vous pouvez le contacter au 270-9604, ou passer à son nouveau local électoral situé au 366 rue Faillon.



Compilation des coupons reçus

De la réalité... à la fiction!

Quelle serait votre réaction au lendemain du 14 novembre si vous appreniez que les trois candidats du RCM dans Pointe-aux-Trembles étaient devenus, la veille, les représentants que la population s'est choisie pour les représenter à l'Hôtel de Ville de Montréal?

À tout le moins, vous seriez sûrement étonnés, n'est-ce pas? Ce serait pourtant le cas si on accordait une quelconque importance au sondage que l'Avenir de l'Est a mené par le biais du journal.

En effet, les trois candidats du RCM l'emportent haut la main dans les quartiers

au point qu'un seul adversaire, M. Ledoux du GAM dans le quartier 55, pourrait prétendre à une certaine lutte.

À la mairie, le résultat est similaire. M. Doré obtient le vote de 83 personnes et qui plus est, M. Drapeau vient au troisième rang avec une faible récolte de 12 votes, derrière les 39 votes pour M. Vignola.

Le scénario est toutefois fort différent dans le quartier Rivière-des-Prairies alors que le conseiller sortant du parti civique, M. Claude Frenière, obtient 18 votes contre un seul pour le candidat du GAM et aucun pour le représentant du RCM. Les votes se

partagent de la même façon à la mairie dans ce quartier.

En proposant ce sondage à ses lecteurs, l'Avenir de l'Est était conscient que des militants des différents partis en présence tenteraient de fausser les données, sans aucune forme de respect pour ceux qui y ont participé sans arrière-pensée. C'est pour ceux-là qui ont pris la peine de se déplacer ou de faire parvenir par courrier leurs choix que nous sommes peinés.

Pour les autres qui ont cherché à trop se montrer malins, la distorsion constatée entre les résultats de ce

sondage et les résultats de toutes les autres enquêtes n'apporte absolument rien aux partis politiques pour lesquels, bien maladroitement, ils militent. Bien au contraire!

Résultats du sondage

À la mairie

	Quartiers				Total
	55	56	57	19	
Jean Doré	43	104	43	0	83
Jean Drapeau	9	2	1	18	30
Henri-Paul Vignola	38	1	0	1	40

Dans les quartiers

55	56	57	19
Christin 2	Boulangier 1	Bordeleau 44	GAM 1
Cournoyer 48	Vanier 1	Dancosst 0	FCM 18
Ledoux 37	Verret 105	L'Espérance 0	RCM 0

Selon notre
sondage
téléphonique

Les Pointeliers choisiraient **DRAPEAU** et le Parti Civique

Les pointeliers voteront pour le maire sortant Jean Drapeau à l'élection du 14 novembre prochain alors que deux des trois candidats du parti civique détiennent une très

forte avance sur leurs adversaires.

Claude Gariépy

Ce sont là les points majeurs à ressortir d'un sondage télépho-

nique effectué par l'AVENIR DE L'EST les 26 et 27 octobre dernier. La popularité de M. Drapeau est telle, selon ce sondage, que même les gens qui n'étaient pas en faveur de

l'annexion voteront majoritairement en sa faveur.

Dans les quartiers, M. Claude Christin, candidat PCM dans le quartier 55 et l'ex-maire de Pointe-aux-

Trembles, M. Maurice Vanier, également candidat du parti civique (quartier 56) jouissent aussi de la faveur de l'électorat. En fait, il semble qu'il n'y ait rien de décidé uniquement dans le quartier du Bout de l'île (57) où Mme Jacqueline Bordeleau, candidate du RCM, livrerait une belle bataille à M. Georges Dancosst du parti civique.

Connaissez-vous le nom des candidats qui se présentent au poste de conseiller dans votre quartier? Nommez-les

Quartier 55		Quartier 56		Quartier 57	
Claude Christin	42	Prosper Boulanger	22	Jacqueline Bordeleau	21
Réal Cournoyer	10	Maurice Vanier	39	Georges Dancosst	21
Georges Ledoux	9	Jean-Marie Verret	11	Jean-Guy L'Espérance	8
Ne savent pas	13	Ne savent pas	25	Ne savent pas	21

Le vote dans les quartiers

Il est clair que MM. Christin et Vanier jouissent de la faveur des électeurs de leur quartier respectif. Les deux semblent détenir une confortable avance sur leurs adversaires. Dans le cas de M. Christin, rien d'étonnant puisque l'indice de connaissance lui

de Mme Bordeleau. C'est cette deuxième hypothèse que les résultats du sondage viennent appuyer puisque, tant au niveau de l'indice de connaissance et de l'intention de vote que de la tendance à voter, M. Dancosst et Mme Bordeleau obtiennent des résultats identiques. Dans le quartier 55, il

dans une proportion de 67,3%. Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que les femmes dont une bonne part n'avaient pas droit de vote au référendum de l'annexion se sont prononcées dans ce sondage. Cela pourrait également confirmer les prétentions des annexionnistes qui men-

Pour quel candidat avez-vous l'intention de voter à l'élection du 14 novembre prochain comme conseiller de votre quartier?

Quartier 55		Quartier 56		Quartier 57	
Claude Christin	21	Prosper Boulanger	7	Jacqueline Bordeleau	8
Réal Cournoyer	1	Maurice Vanier	27	Georges Dancosst	8
Georges Ledoux	5	Jean-Marie Verret	5	Jean-Guy L'Espérance	2
Ne savent pas	33	Ne savent pas	30	Ne savent pas	29
Refus de répondre	17	Refus de répondre	16	Refus de répondre	3

Si vous n'avez pas encore fait votre choix, pour quoi auriez-vous plus tendance à voter?

Quartier 55		Quartier 56		Quartier 57	
Claude Christin	4	Prosper Boulanger	4	J. Bordeleau	5
Réal Cournoyer	0	Maurice Vanier	7	Georges Dancosst	5
Georges Ledoux	1	Jean-Marie Verret	6	J-G L'Espérance	0
Ne savent pas	27	Ne savent pas	16	Ne savent pas	21
Refus de répondre	18	Refus de répondre	13	Refus de répondre	1

Lors de la campagne référendaire sur l'annexion, étiez-vous:

	QUARTIERS			TOTAL
	55	56	57	
Entièrement d'accord	17	11	13	41
D'accord	29	38	22	89
Pas d'accord	11	24	5	40
Pas du tout d'accord avec l'annexion?	12	4	7	23

*13 personnes n'ont exprimé aucune opinion pour diverses raisons (pas voté et refus de répondre)

fournissait un net avantage au départ. Dans le cas de M. Vanier, cela peut s'avérer une surprise puisque d'aucuns considéreraient que la candidature de M. Boulanger pourrait donner du fil à retordre au dernier maire de la ville de Pointe-aux-Trembles.

Dans le quartier du Bout de l'île, les résultats obtenus peuvent confirmer deux énoncés fréquemment entendus et qui sont pourtant contradictoires. Certains avançaient que M. Dancosst l'emporterait facilement alors que d'autres prévoient une lutte vive de la part

faut noter que malgré un indice de connaissance aussi élevé que pour le candidat Ledoux, M. Cournoyer ne récolte qu'un seul vote comparativement à six pour son adversaire. Dans le quartier 56, on constate que malgré un indice de connaissance la moitié moins élevé, M. Verret récolterait autant de votes que le candidat Boulanger.

L'influence de l'annexion

Le vote annexionniste du 17 mai dernier avait donné une majorité d'environ 59% à l'annexion. Les répondants au sondage indiquent qu'ils étaient fa-

vorables à l'annexion tionnaient, que plus le pourcentage de participation serait élevé à l'annexion plus la majorité serait élevée.

D'autre part, on constate que c'est dans le quartier 57 que le nombre des anti-annexionnistes est le moins élevé mais que cela ne semble pas avantager l'ex-conseiller Dancosst qui était membre du groupe d'élus à favoriser cette issue.

En croisant les réponses des questions sur l'intention de vote et sur la position des répondants à l'annexion, on constate que M. Drapeau est

très populaire même chez ceux qui ne voulaient pas devenir montréalais. Inversement la même remarque vaut pour le vote que récolterait M. Doré puisqu'il puise un peu plus de votes chez ceux qui étaient favorables à l'annexion que chez les opposants.

Dans les quartiers, les tendances sont toutefois différentes de l'un à l'autre. Ainsi, M. Christin puise sa très large avance sur ses adversaires autant chez les annexionnistes que chez les opposants. Ce n'est toutefois pas le cas dans le quartier 56 alors que la majorité de M. Vanier est due au vote des annexionnistes. Les opposants à l'annexion voteront d'abord pour MM. Boulanger et Verret.

Dans le quartier 57, et M. Dancosst et Mme Bordeleau reçoivent l'appui des annexionnistes. À la lumière de ces faits, on peut interpréter que le vote référendaire du quartier 56 a un impact plus important sur l'intention de vote des électeurs que dans les autres quartiers où le choix de mai dernier n'apparaît que comme indice négligeable à cet effet.

pondants comparativement à 17,1% pour M. Doré et 6% pour M. Vignola.

Il faut par ailleurs noter que 36,8% des gens interrogés ont indiqué ne pas savoir pour qui ils voteraient à la mairie ou ont refusé de répondre à l'une ou l'autre des deux questions.

Connaissance des candidats

On a toujours dit du citoyen qu'il ne s'intéressait que très peu à la chose municipale et on prenait pour preuve le faible taux de participation des électeurs aux différents scrutins municipaux. L'indice de connaissance des noms des candidats à une élection peut être

considéré comme une bonne mesure de l'intérêt des gens à un scrutin

On s'aperçoit que les gens connaissent peu l'ensemble des candidats dans chaque quartier. Toutefois, dans le 55 et le 56, les candidats du parti civique sont mentionnés par plus de la moitié des gens qui connaissent au moins un des candidats. Dans le 57, l'indice de connaissance indique un résultat semblable pour M. Dancosst et Mme Bordeleau. Fait un peu surprenant dans le quartier 56, M. Boulanger du GAM est mentionné environ la moitié moins de fois que M. Vanier.

Quant à l'intérêt

Drapeau haut la main

En ajoutant aux résultats du tableau I la tendance de ceux qui ne se sont pas encore prononcés, on constate que M. Drapeau surclasse complètement MM. Doré et Vignola en obtenant 76,8% des votes des ré-

Pour quel candidat avez-vous l'intention de voter à l'élection du 14 novembre prochain au poste de maire?

	QUARTIERS			TOTAL
	55	56	57	
Jean Doré (RCM)	4	4	1	9
Jean Drapeau (PCM)	35	32	11	78
Henri-Paul Vignola (GAM)	2	0	1	3
Ne savent pas	32	44	28	104
Refus de répondre	4	5	9	18

Si vous n'avez pas encore fait votre choix, pour qui auriez-vous plus tendance à voter?

	QUARTIERS			TOTAL
	55	56	57	
Jean Doré (RCM)	1	8	5	14
Jean Drapeau (PCM)	3	18	4	25
Henri-Paul Vignola (GAM)	1	3	1	5
Ne savent pas	15	21	19	55
Refus de répondre	5	8	10	23

pour l'élection, on pourrait supposer que s'il était très élevé, les gens seraient en mesure de nommer beaucoup plus souvent les noms des candidats. C'est dans le quartier 57 que plus de gens ont pu mentionner l'un et/ou l'autre des noms en lice et pourtant la possibilité maximale qui est de 150 n'est atteinte qu'au tiers (on obtient ce résultat en additionnant le nombre de réponses accordées à chaque candidat et en divisant ce total par le nombre de répondants qu'on multiplie (ce résultat est obtenu comme suit: chaque répondant pouvait fournir le nom des trois candidats. On divise par ce total le nombre de réponses fournies).

Note à la mairie selon que les répondants étaient en faveur ou non de l'annexion

1- entièrement d'accord et d'accord		2- Pas d'accord et tout à fait contre	
Jean Doré	12		11
Jean Drapeau	73		22
Henri-Paul Vignola	2		4

Quartier 55		Quartier 56		Quartier 57		
1	2	1	2	1	2	
Christin	15	10	Boulangier	3	8	
Cournoyer	1	0	Vanier	27	5	
Leduc	2	4	Verret	4	7	
				Bordeleau	9	3
				Dancosst	1	1
				L'Espérance	1	1

Métiers et groupes d'âges

En classant l'intention de vote des répondants selon leur métier et leur groupe d'âge, quelques faits méritent l'attention. La constatation majeure est sûrement que plus de la moitié des femmes interrogées est regroupée sous la catégorie ménagère et que moins de la moitié des "ménagères" veulent se prononcer ou savent pour qui elles voteront à la mairie.

Par ailleurs, même si leur petit nombre peut ne pas être très significatif, on remarque que les répondants des catégories "profession libérale" et "étudiant" accordent plus volontiers leur vote à M. Doré que toute autre catégorie. On notera également que les gens de la catégorie "profession libérale" se sont tous prononcés quant à leur choix à la mairie.

Enfin, ce sont les groupes d'âges 18-25 ans, 26-35 ans et 56-65 ans qui optent plus facilement pour un autre candidat que M. Drapeau.

Constatations générales

Les sondages ne disent pas toute la vérité sur les intentions de vote des électeurs, qu'ils soient scientifiques ou menés avec une certaine rigueur.

Il est toutefois inté-

Quel métier exercez-vous?

	QUARTIERS			TOTAL
	56	56	57	
Col blanc	18	14	7	39
Col bleu	14	20	8	42
Cadre	3	2	5	10
Profession libérale	2	8	5	15
Ménagère	28	28	15	71
Étudiant	4	4	0	8
Retraité	4	2	5	11
Chômeur	3	2	5	10
Refus de répondre	1	5	0	6

Dans quelle catégorie d'âge vous situez-vous?

	QUARTIERS			TOTAL
	55	56	57	
18-25	15	10	6	31
26-35	13	20	12	45
36-45	19	26	9	54
46-55	20	16	12	48
56-65	6	9	7	22
65 +	4	4	4	12

Répartition du vote selon le métier et les groupes d'âge

	Doré	Drapeau	Vignola
Col Bleu	6	24	1
Col Blanc	5	22	0
Cadre	1	5	1
Profession libérale	3	11	1
Ménagère	4	27	2
Étudiant	3	2	0
Retraité	1	5	0
Chômeur	0	5	1
18-25	6	15	3
26-35	5	17	0
36-45	5	29	1
46-55	3	26	1
56-65	4	10	1
65 +	0	4	0

ressant de prendre note de certains indices qui ajoutent au poids de commentaires entendus ou glanés dans le milieu.

Enfin, on pourra s'étonner que le sondage mené par l'AVENIR DE L'EST favorise M. Drapeau et le parti civique en lui accordant une majorité plus élevée que les sondages déjà parus dans d'autres médias. Il faudrait alors peut-être s'interroger sur l'impact véritable de l'annexion et de ses retombées sur le vote électoral.

Les points saillants du sondage

- Balayage complet de Jean Drapeau à la mairie
- Claude Christin et Maurice Vanier seraient élus
- Georges Dancosst et Jacqueline Bordeleau nez à nez
- 36,8% des répondants ne se prononcent pas
- Jean Doré devance Henri-Paul Vignola
- Les annexionnistes voteront pour le parti civique
- Les répondants en désaccord avec l'annexion optent pour Jean Drapeau mais leur vote est différent dans certains quartiers.
- Drapeau obtient la grande majorité du vote des femmes alors que les hommes partagent plus leur vote
- Les candidats dans les quartiers sont majoritairement peu connus.

Offrir un choix et servir la population

AVENIR: Vous avez été favorable à l'annexion de Point-aux-Trembles. Lors de l'annonce de votre candidature, vous avez expliqué cette position par le fait que les chiffres que vous aviez consultés vous avaient fait peur. Est-ce pour vous attirer la sympathie de l'électorat anti-annexionniste que vous êtes quelque peu revenu sur votre choix d'alors ou bien s'agit-il d'un aveu que vous n'avez pas pris le temps d'analyser toutes les données?

Claude Gariépy

P. BOULANGER: J'ai remis le fascicule distribué à tous les pointeliers à un comptable pour qu'il me formule ses commentaires. Ce dernier m'a avoué qu'il ne voyait pas comment la ville pourrait se sortir de cette impasse si les données fournies étaient véridiques et complètes. N'ayant pas suivi à la loupe les quatre années de mandat de l'ex-maire Vanier, je n'ai pu vérifier jusque dans les détails tous les gestes posés. Dans le passé, j'ai été en faveur de l'annexion des villes de Rivière-des-Prairies et St-Michel. Quand il m'apparaît que c'est pour le bien de la population, je ne suis jamais contre. Cela ne signifie toutefois pas qu'il faille accorder un titre de sauveur à Vanier puisque c'est son administration qui a conduit à cette conclusion.

AVENIR: Depuis le début de votre campagne, vous avez à maintes fois attaqué l'ex-maire Vanier en

mentionnant qu'il semait la discorde. Avez-vous accepté cette candidature uniquement pour "battre Vanier"?

P. BOULANGER: J'ai d'abord voulu offrir une alternative à la population. A ce moment-là, personne ne s'était avancé; il n'y avait donc pas de choix. D'autre part, et je dis ceci sans prétention, mais sans fausse modestie, que Vanier ayant été ex-maire de la ville et jouissant d'une certaine renommée, je pouvais lui opposer un passé assez bien rempli. D'autres auraient pu le faire. J'en ai moi-même cherché. Mais ils n'étaient pas prêts à faire le saut en politique.

AVENIR: Chacun sait que vous avez été député fédéral pendant plus de quinze ans. En quoi l'approche de travail d'un député peut-elle servir les intérêts des contribuables au plan municipal?

P. BOULANGER: Avant d'occuper un siège au Parlement, j'ai été conseiller municipal à Montréal pendant cinq ans. Ces deux fonctions m'ont amené à frapper à plusieurs portes. Je connais donc les rouages administratifs. Cette expérience opérationnelle fait en sorte que je ne me perds pas dans les dédales du fonctionnarisme. Je sais frapper aux bonnes portes.

AVENIR: Vous avez souvent mentionné que M. Drapeau est un mythe, un monument. Qu'il sera difficile à déloger. Qu'il faut être des conseillers pour former une opposition

valable. N'est-ce pas là la reconnaissance implicite d'une victoire du parti civique?

P. BOULANGER: Me croiriez-vous si je vous disais que Drapeau est en arrière. Malgré toute l'admiration que j'ai pour notre chef Henri-Paul Vignola, je reconnais simplement, avec franchise, que M. Drapeau est favori. Cependant, il est important que les gens sachent que même s'ils votent pour Drapeau, ils ne sont pas obligés de voter pour l'un de ses candidats. C'est le système que l'on réclame à corps et à cris depuis de nombreuses années aux autres niveaux de gouvernements. On peut voter pour le maire que l'on veut et choisir un candidat d'un autre parti pour que nos intérêts soient mieux défendus.

AVENIR: Dans l'éventualité d'une défaite du GAM mais d'une victoire personnelle, comment entrevoyez-vous votre rôle dans l'opposition et quels moyens utiliserez-vous pour représenter adéquatement la population de votre quartier?

P. BOULANGER: Que le GAM soit élu ou non ne change rien à mes objectifs. Je veux d'abord servir les gens de mon milieu. Il est assuré que si je suis élu, j'emploierai un chercheur pour faire cheminer les dossiers des gens, pour leur venir en aide. Je suis avant tout orienté vers la défense des intérêts des résidents du secteur. D'autre part, même si je faisais partie de l'opposition, je n'irais pas à la table du Conseil pour faire de l'obstruction.



Prosper Boulanger

Quand le progrès se fait dans le respect des intérêts de la population, on ne peut s'y opposer. Mais ce n'est pas un changement de conseiller municipal qui va entraver le développement global d'un quartier comme certains se plaisent à le dire.

AVENIR: On a dit de vous que vous étiez l'homme d'un parti. Votre attitude sera-t-elle la même si vous êtes élu?

P. BOULANGER: Oui, je suis un homme fidèle au parti mais dans le sens où certains l'emploient. Mais je n'y suis pas soumis. Je préfère émettre mes commentaires, faire mes critiques sans qu'elles soient étalées sur la place publique. Cela crée moins de frictions et permet l'atteinte de résultats beaucoup plus efficacement.

AVENIR: Pourquoi les électeurs du quartier de La Rousselière devraient-ils voter pour Prosper Boulanger plutôt que pour les autres candidats?

B. BOULANGER: Je suis un homme qui recherche l'unité. Je suis à l'aise avec des gens de toutes allégeances et de tous les idéaux parce que j'ai du respect pour les gens. J'ai une expérience politique, tant au plan municipal que fédéral. D'autre part, je n'ai d'autre intérêt personnel que de bien servir la population. Je crois pouvoir dire que je n'ai pas besoin de titre, d'argent ou que ce n'est pas par ambition ou par soif du pouvoir que je me propose à l'électorat. Je le répète, c'est uniquement pour servir la population du quartier.